

NAPOLÉON ET L'ESPAGNE

1799 - 1808

PAR

ANDRÉ FUGIER

Ancien élève de l'École Normale Supérieure
Agrégé d'histoire
Docteur ès-lettres

TOME II

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, VI^e

1930

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés.

CHAPITRE V

LA SECONDE INTRIGUE CONTRE LE PORTUGAL

PREMIÈRE PARTIE

LA NOUVELLE OFFENSIVE DE GODOY

I

L'ESPAGNE ET LA CRISE DES NÉGOCIANTS RÉUNIS

OUVRARD ET L'ESPAGNE. Retards du subside espagnol. Ouvrard à Madrid ; ses traités avec l'Espagne (fin 1804). L'affaire du reliquat du subside. — CRISE ESPAGNOLE ET CRISE FRANÇAISE. Envois de piastres d'Ouvrard en France ; leur nécessité pour le Trésor. Ils sont arrêtés par la crise de la *Caja de Consolidación*. Vanlerberghe ébranlé par cette même crise. L'ébranlement communiqué à la Banque de France. La grande crise (fin 1805). Règlement de l'affaire par Napoléon.

II

BOURBONS D'ESPAGNE ET BOURBONS D'ITALIE

L'ÉTRURIE. Refus de la régente de rendre visite à Napoléon. Influence de l'Espagne en Étrurie, ses interventions constantes en sa faveur. Napoléon demande des troupes espagnoles pour l'Étrurie ; cette mesure réclamée depuis longtemps par l'Espagne ; les raisons de Napoléon ; envoi des troupes (fin 1805). — NAPLES. Nouvelle crise hispano-napolitaine. L'Espagne abandonne les Bourbons de Naples ; leur chute. Mort de la princesse des Asturies et ruine du parti napolitain à Madrid.

III

PROJETS DE PARTAGE DU PORTUGAL

LA SITUATION DU PORTUGAL. Maladie du régent. Le Portugal mal vu de Napoléon. Sa neutralité compromise. Duplicité de Godoy à son égard. — **GODOY ET LA RÉGENCE DU PORTUGAL.** Retour d'Izquierdo à Paris ; son crédit ; ses premiers rapports avec Duroc et Talleyrand. Godoy demande catégoriquement la régence de Portugal (6 février 1806) ; promesse d'appui de Napoléon. — **NOUVEAUX PLANS PORTUGAIS DE GODOY.** Godoy renonce au projet de régence ; ses demandes obscures. Napoléon exige une explication plus nette ; Izquierdo y exhorte Godoy. Réponse de Godoy : premier projet d'amputation du Portugal. Deuxième projet : partage du Portugal. Attitude réservée de Napoléon.

IV

LA CONVENTION FINANCIÈRE DU 10 MAI 1806

LES RÉPERCUSSIONS DE LA CRISE OUVRARD. L'Espagne débitrice de 131 millions. La négociation confiée à Izquierdo. — **RÈGLEMENTS FINANCIERS.** La question des traites espagnoles passées à des tiers ; son règlement. Le problème de la responsabilité espagnole pour le débet Ouvrard ; elle est réduite à 60.500.000 francs ; engagements corrélatifs d'Ouvrard envers l'Espagne. Marques de bonne volonté espagnole.

I

L'ESPAGNE ET LA CRISE DES NÉGOCIANTS RÉUNIS

OUVRARD ET L'ESPAGNE. — Par la convention du 4 avril 1804, le gouvernement français s'était en partie débarrassé de la préoccupation du subsidie espagnol : il en avait délégué 8 termes, soit 32 millions, à la compagnie des *Négociants Réunis*, représentée par Ouvrard, qui les verserait au Trésor Public, quitte à les recouvrer ensuite directement sur l'Espagne. Ces 32 millions, représentant les cinq derniers mois de l'an 12 et les trois premiers de l'an 13 (21 avril-22 décembre 1804) arrivèrent aux caisses de l'État entre le 21 avril et le 17 septembre 1804 (1).

(1) Au total, au cours de l'an 12, le Trésor reçut au titre du subsidie espagnol 69.261.056 livres, dont il y a lieu de déduire la perte à la négociation, soit 112.941 livres, et 436.076 livres pour les « retenues opérées par M. Hervas » (aurait-il retenu

L'Espagne ne faisait par cette convention que changer de créancier. Elle devait d'ailleurs poursuivre ses versements au Trésor pour les termes qui n'avaient pas été délégués à Ouvrard. Aussi ses plaintes continuèrent-elles pendant tout le reste de 1804. Gravina, chargé d'obtenir un délai et une diminution du subsidie, le tenta sans succès. En septembre, il se trouvait en retard de trois ou quatre mois, et il avait d'ailleurs érigé cette lenteur en système : « Il n'y a pas de meilleur moyen de faire voir qu'on ne peut pas payer que de ne pas payer. Ils passeront alors des notes, on leur répondra qu'on ne peut pas, que la somme est excessive... On verra ce qu'on peut tirer de là. » Quant à rembourser à Ouvrard le montant des termes qu'il avait avancés pour l'Espagne au Trésor Public, il n'en était pas question (1). Or Napoléon ne s'irritait pas seulement de constater que les termes non délégués n'arrivaient pas aux caisses de l'État : il s'irritait aussi de ne pas voir rembourser Ouvrard, car les *Négociants Réunis* avaient reçu en nantissement des 32 millions qu'ils allaient verser au Trésor 32 millions d'obligations des receveurs généraux, qu'ils ne rendraient qu'à mesure qu'ils auraient recouvré sur l'Espagne leurs débours. Ne recouvrant rien, ils ne rendaient rien, alors que l'empereur eût désiré une prompte rentrée en portefeuille de ces obligations. On ne tarda donc pas à souhaiter qu'Ouvrard arrangeât au plus vite ses affaires avec l'Espagne, ce qui ne pouvait guère se faire qu'à Madrid. Ouvrard affirme que c'est Napoléon qui lui fit conseiller par Barbé-Marbois de faire le voyage, en l'assurant qu'en son absence le gouvernement accorderait tout l'appui nécessaire à ses associés Desprez et Vanlerberghe, chargés du service du Trésor et de celui des fournitures. En tout cas, cette négociation d'Ouvrard fut préparée par Mollien, directeur de la Caisse d'amortissement ; il eut avec Izquierdo une conférence où il exposa les propositions que le munitionnaire allait présenter à Madrid ; Izquierdo avertit aussitôt Godoy, de sorte qu'Ouvrard, qui se mit en route au début d'octobre 1804, trouva en arrivant sa besogne déjà préparée (2). Pour aider à cet assainissement intéressé des finances

les sommes que la France lui devait pour ses fournitures à l'armée d'Italie, et qui s'élevaient à 439.000 livres ?). — Barbé-Marbois à Napoléon, 17 novembre 1804 et note du début de l'an 13 : A. N., AF IV 1082.

(1) Gravina à Godoy, 30 juillet, 16 octobre 1804 : Arch. Real Casa, Arch. reservado Fd. VII, t. 100, f. 243 ; A. Histórico N., Estado, c. 5211. Sousa à Araújo, 14 août, 23 septembre 1804 : Neg. Estr., Lisbonne, legação em Paris.

(2) Lacépède à Napoléon, 12 novembre 1804 : A. N., AF IV 1679. OUVRARD, Mémoires, I, 80-82 (la date donnée pour l'arrivée à Madrid, septembre, est inexacte :

espagnoles, Napoléon utilisa également le retour en Espagne de Beurnonville, dont le congé venait d'être interrompu par la prise des frégates ; d'après ses instructions, l'ambassadeur exhorta longuement Godoy à réprimer le gaspillage scandaleux de la cour ; mais il eut l'impression que le prince de la Paix ne l'écoutait que par politesse : les discours d'Ouvrard avaient en effet un autre intérêt (1).

« Le sieur Ouvrard, écrivit plus tard Barbé-Marbois à Napoléon, est un audacieux, s'engageant sans prévoyance suffisante dans les défilés les plus dangereux, fertile en ressources pour en sortir, froid dans le péril, capable de combiner, d'entreprendre et de conduire jusqu'à un certain point de très grandes affaires, mais s'exposant à trop de chances et n'ayant pas personnellement l'esprit de sûreté et l'amour de l'ordre sans lesquels on ne doit pas approcher du Trésor. Je ne prends pas sur moi de garantir son honnêteté » (2). Cette largeur de vues d'Ouvrard, cette ampleur de combinaisons apparaissent dans les conventions qu'il conclut avec le gouvernement espagnol. Le 21 octobre 1804, un premier traité régla la question du subsidé à la France : pour tout le subsidé, l'Espagne aurait désormais comme créancier, non plus le Trésor Public, mais Ouvrard. Puis, le 26 novembre, on signa un ensemble important d'arrangements. Ouvrard s'engageait à apporter au cabinet de Madrid les secours qui lui étaient nécessaires dans sa nouvelle guerre contre l'Angleterre. Il se chargeait des fournitures de l'armée et de la marine. Il ferait venir du blé de France, pour combattre la famine qui régnait dans le royaume. Surtout, il devait procurer de l'argent à la *Caja de Consolidación*, institution qui avait pour rôle d'amortir les *vales reales*, et à laquelle le Trésor royal avait souvent recours dans les moments de gêne : il négocierait des emprunts pour son compte ; il lui ouvrirait d'importants crédits sur plusieurs maisons de Paris, en particulier sur Michel frères ; il lui prêtait 40 millions de réaux (10 millions de francs), représentés par 80 mandats de 500.000 réaux qu'il lui remit le 11 décembre ; il lui consentait enfin un crédit de 3 millions de réaux par mois pendant cinq mois à dater du 1^{er} janvier 1805, pour lequel il lui remit des mandats le 11 décembre également. En retour de cette aide qu'il apportait ainsi à l'Espagne, Ouvrard obtenait

elle est contredite un peu plus bas, page 82, et par Vandeuil à Talleyrand, 22 octobre 1804, A. E., *Esp.*, v. 664, f. 82).

(1) Beurnonville (arrivé à Madrid le 12 novembre) à Talleyrand, 27 novembre 1804 : A. E., *Esp.*, v. 667, f. 197.

(2) 27 décembre 1805 : A. E., *France, Mémoires et Documents*, v. 1415, f. 171.

d'immenses avantages. Il exigea de la *Caja de Consolidación* des billets équivalant, non seulement aux sommes qu'il lui avait réellement prêtées, mais encore aux crédits qu'il lui avait ouverts ou lui ouvrirait. Pour éteindre ces billets, le gouvernement espagnol remit au financier des traites sur l'Amérique s'élevant à une centaine de millions : Ouvrard rendrait les billets à mesure qu'il réaliserait en Europe des profits sur ces traites, soit en les hypothéquant, soit en s'arrangeant pour faire venir d'Amérique les piastres qu'elles représentaient. Enfin, il recevait l'autorisation de faire pendant la durée de la guerre le commerce avec l'Amérique : importation d'objets manufacturés, exportation de métaux précieux et de piastres qui lui seraient cédées à 3 fr. 75 en Amérique, alors qu'elles en valaient 5 en Europe ; les bénéfices seraient partagés avec l'Espagne (1).

« M. Ouvrard a fait à Madrid tout ce qu'il a voulu », avait écrit Napoléon à Barbé-Marbois dès le 18 novembre 1804 (2). Dans ses *Mémoires*, le financier raconte avec complaisance comment il sut convaincre Godoy en faisant appel à ses ambitions, comment il gagna la reine à ses projets (3). Mais son succès s'explique, plus encore que par son habileté, par la volonté de Godoy de plaire à tout prix à Napoléon et par les urgentes nécessités de la lutte contre l'Angleterre. L'Espagne faisait sans doute un gros sacrifice sur ses richesses d'Amérique, mais elle recevait les fonds dont elle avait besoin, elle était débarrassée de sa dette à l'égard de la France et elle pouvait assainir sa situation financière (4). Quant à Ouvrard, il s'engageait là dans une opération vraiment gigantesque. Les *Négociants Réunis* avaient désormais à leur charge, du côté de la France le service du Trésor, celui des armées, l'engagement d'escompter les obligations des receveurs généraux, et du côté de l'Espagne les

(1) Ouvrard à Manuel Sixto Espinosa, directeur de la *Caja de Consolidación*, 11 mars 1805 : A. *Histórico N.*, c. 2881. Godoy à Murat, s. d. (vers août 1806) : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 105. Barbé-Marbois à Napoléon, 1^{er} février 1805 : A. N., AF IV 1082 ; Ouvrard au même, mars 1807 (lettre d'envoi du 18 août 1808) : *ibid.*, 1611, plaq. III. OUVRARD, *Mémoires*, I, 94-97 et II, 338 (articles additionnels du 4 décembre 1804).

(2) « J'espère donc, ajoutait-il, que vous m'annoncerez bientôt que les obligations des receveurs généraux sont rentrées au portefeuille. » *Corr.*, 8187.

(3) Les *Mémoires* d'Ouvrard sont ici tout particulièrement remplis d'inexactitudes (1, 85-100) : la reine Marie-Louise appelée Marie-Caroline, les explications les plus fantaisistes sur la vie économique espagnole, deux lettres de Barbé-Marbois des 3 et 16 août 1805 données comme ayant décidé Godoy à signer le traité du 26 novembre 1804, etc.

(4) Une *Real Resolución* posa alors des règles strictes pour l'amortissement des *vales reales* : 13 décembre 1804, A. *Histórico N.*, *Concejos Suprimidos, Sala de Gobierno*, 1804, f. 1798.

termes du subside à verser à la France, le ravitaillement en blé du royaume, l'avance des sommes promises à la *Caja de Consolidación*, le matériel à fournir aux forces de terre et de mer. En regard, à l'actif, figuraient essentiellement des piastres du Mexique et du Pérou, dont l'extraction et la réalisation étaient problématiques. Ouvrard fit face cependant à ses premiers engagements. Pour le blé qu'il devait faire entrer en Espagne, il put se faire délivrer en France, au début de 1805, les permis d'extraction voulus ; on a vu comment ses envois firent cesser la famine dans le royaume et comment les escadres reçurent des vivres en quantité suffisante (1). Pour obtenir les crédits qu'il avait promis de faire ouvrir à la *Caja de Consolidación*, Ouvrard revint à Paris à la fin de janvier 1805. Il eut de Napoléon deux audiences, où il lui rendit compte des résultats obtenus. Des crédits lui furent consentis par plusieurs banques ; en particulier Doyen, un ami d'Izquierdo (dont il devait être l'exécuteur testamentaire) lui avança 12 millions de livres (mars 1805) (2). Au début d'avril, Ouvrard partit pour la Hollande, et sur ce même marché d'Amsterdam où la tentative d'emprunt faite par Hervas au début de 1804 avait échoué, il put placer auprès de la maison Hope un emprunt de 10 millions de florins (3).

De retour à Paris en juin, le financier repartit le 5 juillet pour Madrid (4), où il allait conclure une nouvelle affaire qui alourdirait encore son passif, celle du reliquat du subside. Le point essentiel en était celui-ci : le subside que l'Espagne payait à la France comme prix de sa neutralité devait-il cesser le 5 octobre 1804, date à laquelle les Anglais avaient enlevé les frégates, ou le 14 décembre 1804, date à laquelle l'Espagne avait déclaré la guerre à la Grande-Bretagne ? La différence était de deux mois vingt-deux jours, soit 10.933.333 francs. Napoléon n'avait naturellement pas eu la moindre hésitation : à la première audience qu'il accorda à Gravina après la prise des frégates (21 novembre 1804) il lui déclara que tant que l'Espagne

(1) Ouvrard à Napoléon, et « décision » du 24 décembre 1804 ; Napoléon à Godoy, 30 janvier 1805 : *Corr.*, 8223, 8299. Quelques détails plausibles dans les *Mémoires* de Godoy, IV, 14.

(2) Izquierdo à Godoy, 28 février, 11 mars 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881. OUVRARD, *Mémoires*, I, 107.

(3) L'emprunt (conclu le 6 mai) fut autorisé par une cédula du 16 juin 1805 ; il était remboursable en 10 ans, avec intérêt de 5 %. — Izquierdo à Godoy, 9 avril, *A. Histórico N.*, c. 2881. Barbé-Marbois à Napoléon, 21 mai : *A. N.*, AF IV 1082 ; état de mai 1808 : *ibid.*, 1608 B, plaq. 2. OUVRARD, *Mémoires*, I, 113, *Notice nécrologique sur M. Ouvrard*, 19.

(4) Izquierdo à Godoy, 3 juillet 1805 ; Ouvrard à Izquierdo, Bordeaux, le 14 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

n'avait pas *déclaré* la guerre elle devait continuer à payer le subside, « qu'il ne pouvait absolument rien rabattre, que si le roi n'avait pas le moyen de payer il pouvait faire vendre toutes les commanderies de Malte, les biens des églises et des couvents, supprimer ces derniers et imposer des tributs aux grands et aux puissants de son royaume pour accomplir ses traités. » Le 8 décembre, dans une autre audience, il revint sur ce point. Le 21, en réponse à une question de Gravina, Talleyrand posa formellement le même principe (1).

L'affaire traîna ; le cabinet de Madrid ne se pressait pas de répondre. Napoléon usa alors des deux procédés qu'il employait si souvent à l'égard de l'Espagne : il menaça, et il retira l'affaire à la diplomatie officielle pour la confier à l'officieuse. Sa note du 14 juillet 1805 exerça un véritable chantage : si l'Espagne refusait de payer la somme correspondant aux trois mois contestés, Napoléon exigerait qu'elle lui versât les 2 millions que chaque mois, d'après le traité de subsides, elle consacrait à se payer des fournitures faites aux escadres françaises. Il déclarait en effet que pour les vaisseaux du Ferrol et de Cadix c'était lui, et non Charles IV, qui les avait pourvus du nécessaire, et que si à La Havane les Espagnols avaient fait des avances aux Français, ceux-ci leur en avaient fait à Brest. « Au total, concluait Napoléon, il est certain qu'en comptant au plus bas l'Espagne devra 25 millions. » Barbé-Marbois devait traiter cette affaire, non avec l'ambassadeur Masserano, mais avec Izquierdo (2). Cette menace était un procédé inqualifiable ; c'était violer ouvertement une clause formelle du traité de 1803. Mais la bonne volonté de Godoy arrangea l'affaire. Les négociations durèrent quelque temps encore, car à Madrid on attendait pour conclure avec Ouvrard l'arrivée d'Izquierdo, et l'on a vu comment celui-ci, épiant avec anxiété la réponse de l'empereur au sujet de l'entreprise portugaise, ne partit qu'en septembre. A cette époque, les exigences de Napoléon s'étaient précisées, et son dernier mot était que l'on réglât toute l'affaire, reliquat du subside et fournitures, pour 11 millions. Sitôt Izquierdo arrivé à la cour, il y eut un conseil des ministres auquel il

(1) Gravina à Cevallos, 22 novembre, 8 décembre 1804 : *ibid.*, *Estado*, c. 5212 ; à Talleyrand, 9 décembre, et réponse du 21 : *ibid.*, c. 5211. Il est assez curieux de voir ce même Gravina, qui avait tant cherché à donner la capture des frégates comme un événement sans importance, la présenter ensuite comme marquant en réalité le début de la guerre. Talleyrand précisa le point de vue impérial à Beurnonville le 30 mai 1805 : *A. E., Esp.*, v. 668, f. 175.

(2) « Note », 14 juillet 1805 : *Corr.*, 8980. Barbé-Marbois mit Izquierdo au courant le 26 : Izquierdo à Napoléon, le 27, *A. Histórico N.*, c. 2881.

assista. Il exposa la nécessité urgente de régler cette question, et comme Soler objectait les besoins du royaume, Godoy coupa court à toute hésitation par ces mots : « Que la discussion soit terminée suivant les désirs de S. M. I. et R. » (1). Au cours d'une conférence qu'il eût avec Izquierdo, Soler et Espinosa, Ouvrard accepta de supporter la charge de 11 millions, et de recevoir en échange une traite de 2.604.984 piastres (la piastre lui était donc comptée plus de 4 francs), payable en Amérique et à des échéances fort éloignées (octobre 1805). Ainsi, son passif à l'égard de la France augmentait encore, alors que son actif ne consistait toujours qu'en piastres d'une difficile réalisation (2).

CRISE ESPAGNOLE ET CRISE FRANÇAISE. — Du succès des affaires d'Ouvrard en Espagne dépendait donc toute sa situation, et par suite l'heureuse marche des services que ses associés des *Négociants Réunis*, Vanlerberghe, Michel aîné et Desprez, assuraient en France : celui du Trésor, celui des vivres-pain pour les troupes de terre et celui des vivres pain-viande pour la marine. La situation d'Ouvrard à Madrid pouvait paraître solide. Il avait la faveur de Godoy ; on a vu comment en ménageant l'entrevue d'Izquierdo avec Murat il procura au favori l'occasion de s'assurer une amitié utile moyennant quelques complaisances dans les exportations de piastres. Il comptait sur l'appui de Beurnonville, qui lui affirmait n'avoir conservé l'ambassade que pour soutenir ses affaires. Il était au mieux avec l'ambassadeur de Portugal, Ega. A ses passages à Paris, il s'efforçait de se concilier l'aide essentielle d'Izquierdo. Mais d'autre part le financier avait beaucoup d'ennemis, à Madrid comme à Paris, dans les milieux officiels comme dans l'opinion, qui s'efforçaient de le discréditer, qui prétendaient qu'il serait hors d'état de tenir ses engagements, que les conditions auxquelles il avait soumissionné

(1) Beurnonville se plaignit vivement à Barbé-Marbois de ce que cette affaire eût été réglée en dehors de lui. — Beurnonville à Talleyrand, 9 septembre 1805 ; Barbé-Marbois au même, 28 octobre ; Izquierdo à Barbé-Marbois, le 20 : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 371 ; v. 669, f. 75, 49. Barbé-Marbois à Napoléon, 27 octobre : A. E., *France, Mémoires et Documents*, v. 1415, f. 134. Notes de Godoy et d'Izquierdo pour Napoléon, 30 octobre 1805, 6 février 1806 : A. N., AF IV 1679, 1680.

(2) Izquierdo à Barbé-Marbois, 20 octobre 1805 ; rapport à Mollien sur le subside, 4 septembre 1806 ; Bricogne à Mollien, 8 mars 1807 : A. E., *Esp.*, v. 669, f. 49 ; v. 670, f. 253 ; v. 671, f. 192.

ses fournitures étaient onéreuses, que la maison Gardoqui s'était bien gardée de les accepter (1). Surtout, la grande combinaison qu'Ouvrard avait échafaudée dans ses traités avec S. M. C. reposait tout entière sur la possibilité d'obtenir de l'Angleterre l'autorisation de commercer avec l'Amérique espagnole sous pavillon neutre. Par l'intermédiaire de son ami Ega, il fit faire des ouvertures en ce sens au consul britannique qu'on tolérait à Madrid malgré la guerre, Hunter ; mais la négociation se heurta à de grandes difficultés, et Ouvrard n'arrivait pas à établir ce courant de piastres qui devait venir d'Amérique se déverser dans ses coffres et constituer son actif. Sa situation était donc en réalité instable, et à la merci d'un léger ébranlement (2).

Le 23 juin 1805, Barbé-Marbois manda Izquierdo. Il lui exposa que l'intérêt de l'argent montait, que les opérations de la Banque de France et du Trésor Public se faisaient avec difficulté, qu'en ces mois d'été (les fameux mois en *or* toujours délicats pour les finances) le numéraire se faisait rare, et qu'il était en conséquence fort souhaitable qu'Ouvrard pût faire passer d'Espagne en France les piastres correspondant au montant du subside espagnol et à celui des fournitures faites à S. M. C. Consulté par Izquierdo, Ouvrard répondit que la chose était facile, qu'il possédait des lettres de change, pour les sommes en question, et qu'ainsi il n'aurait pas même besoin de demander à la *Caja de Consolidación* le remboursement de ses prêts. Restait à obtenir que le gouvernement espagnol permît cette exportation de piastres : Izquierdo, toujours préoccupé de gagner à son maître la faveur impériale, détermina Godoy à donner l'autorisation nécessaire. D'autre part, la Banque de France avait trouvé des facilités chez Desprez : elle avait accepté de lui 3 millions de piastres, en retour desquels elle lui accorda des escomptes extraordinaires, soit en effets de commerce, soit en obligations de receveurs généraux (arrêtés des 9, 29 et 30 prairial) (3). Ainsi, les piastres espagnoles allaient permettre de pallier aux effets de la disette de numéraire. Elles arrivaient en lourds et coûteux convois, et l'on travaillait à force à les convertir en écus : en septembre, Ouvrard en avait envoyé pour 15 millions de francs, et en octobre on en avait

(1) Hunter à Strangford, 20 juin, 7 juillet 1806 : *Record Office*, F. O. 63, 50. Izquierdo à Godoy, 3, 8 juin, 3, 22 juillet 1805 ; Godoy à Izquierdo, 14 juillet : *A. Histórico N.* c. 2881. Barbé-Marbois à Napoléon, 1^{er} février : A. N., AF IV 1082.

(2) Hunter à Strangford, 7 juillet 1806 : *Record Office*, F. O. 63, 50.

(3) Izquierdo à Godoy, 3 juillet 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Mémoire de Perregaux à Napoléon sur les causes de la crise, 4 février 1806 : A. N., AF IV 1071.

frappé des écus pour 17 millions (1). Mais c'était là un secours absolument indispensable. Le 8 juillet, Barbé-Marbois ne cacha pas à Napoléon que le numéraire était rare dans les caisses et que l'on ne pourrait se passer des piastres d'Ouvrard pour les paiements de vendémiaire. « La Banque, lui écrivit-il le 7 août, ne peut parvenir à avoir plus de 6 millions en écus (tandis qu'il en faudrait au moins 18...) Depuis quatre mois j'ai interdit toute exportation de piastres et fait verser à la Banque par le sieur Desprez toutes celles qu'il a reçues. » Le 21, les coffres de la Banque ne contenaient plus que 3.900.000 francs en espèces, et Barbé-Marbois de presser l'arrivée des piastres. A la fin de septembre, Perrégaux, président de la Banque, avoua à l'empereur que la crise était grave : l'encaisse était tombée à 1.200.000 francs, et tout l'espoir reposait sur l'arrivée de 20 millions annoncés d'Espagne (2). Or, à ce moment précis le Trésor espagnol fléchit à son tour.

Godoy montrait bien une bonne volonté que Barbé-Marbois était le premier à reconnaître, mais il ne pouvait se dispenser de signaler que ces sorties massives de piastres épuisaient le royaume. « Il ne faut pas exténuier l'Espagne, écrivait-il... Notre pays se trouve actuellement sans numéraire... » (14, 22 juillet 1805). Ces exportations excessives ne tardèrent pas à gêner considérablement le gouvernement. Les billets de la *Caja de Consolidación* — les *vales reales* — baissèrent de façon alarmante. On dut chercher de tous côtés des ressources. Le 15 juin 1805, le pape avait autorisé Charles IV à prendre sur les biens ecclésiastiques le capital correspondant à un revenu de 200.000 ducats d'or (565.000 francs), mais la réalisation en était lente et difficile. Au début de septembre, un *Real Orden* mit tous les Espagnols résidant à l'étranger dans l'alternative de rentrer en Espagne ou d'abandonner au roi la moitié de leurs revenus ; cette confiscation peu déguisée ne servit guère qu'à provoquer de furieuses protestations (3), et les *vales reales* continuèrent à baisser. Quelques jours après, il fallut se résigner à renouveler l'espèce de banque-

(1) Discours de Cretet, gouverneur de la Banque de France, à l'assemblée générale des actionnaires, 16 octobre 1805, et « réflexions sur les discours prononcés » ; mémoire de Barbé-Marbois à Napoléon, s. d. (fin 1805) : A. E., *France, Mémoires et Documents*, v. 1415, f. 192, 178 ; *Moniteur*, 17, 23 octobre.

(2) Barbé-Marbois à Napoléon, 8 juillet, 21 août : A. N., AF IV 1082 ; au même, 7 août : dans MARION, *Histoire financière de la France*, IV, 277. Perrégaux au même, s. d. (fin septembre) : A. N., AF IV 1071.

(3) Beurnonville à Talleyrand, 2 septembre : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 364. Bref du 12 décembre 1806 : *ibid.*, v. 671, f. 131. Godoy à Izquierdo, 14, 21 juillet : *A. Histórico N.*, c. 2881. Masserano à Cevallos, 7 septembre et suiv. : *ibid.*, *Estado*, c. 5213.

route de 1799 : les *vales* reçurent cours forcé, ils durent être acceptés dans les paiements pour leur valeur nominale, sous peine de châtiments sévères, et l'on interdit de dresser aucun protêt en se fondant sur le refus du débiteur de payer en numéraire. L'effet fut le même qu'en 1799 : l'argent se cacha, la perte des *vales* atteignit 58 % et les créanciers, spécialement ceux de l'État, se virent réduits à la ruine. Le plus important d'entre eux était Ouvrard, qui se trouvait à la veille de toucher le montant de ses fournitures de blé ; du coup il dut cesser les envois de piastres qu'il faisait en France et qui seuls soutenaient la Banque (1).

Or celle-ci, malgré le secours des piastres espagnoles, se trouvait dans une situation de plus en plus critique, en raison des énormes paiements auxquels elle était obligée de faire face. Les *Négociants Réunis* — Vanlerberghe, qui faisait le service des fournitures, et Desprez et Michel aîné, qui faisaient celui du Trésor — avaient en mains les obligations des receveurs généraux correspondant aux trois premiers mois de l'an 14, qu'en fructidor an 13 Barbé-Marbois leur avait remis afin qu'ils pussent en les escomptant assurer le service du Trésor. Cet escompte, qui monta à 20 millions, leur fut consenti par la Banque de France. Or celle-ci y ajoutait celui qu'elle avait accordé à Desprez en retour des piastres, et en outre 27 millions d'escomptes directs au Trésor. Elle ne put faire face à ces paiements massifs qu'en émettant de nouveaux billets. Cette inflation était d'autant plus dangereuse que la Banque n'avait même pas en contre-partie la facilité d'encaisser, au moment de leur échéance, le montant des obligations des receveurs généraux qu'elle avait escomptées à Desprez : Barbé-Marbois avait en effet autorisé Desprez à emprunter aux caisses des receveurs généraux le numéraire qui y arrivait, de sorte que la Banque ne trouvait plus dans ces caisses que des reçus signés Desprez. Ainsi privée du « moyen le plus sûr de se procurer des espèces », elle se trouvait dans l'impossibilité de constituer la couverture métallique suffisante (2).

(1) Barbé-Marbois à Napoléon, 16 septembre, 11 octobre 1805 : A. N., AF IV 1082. Tableau du cours des *vales*, mai 1808 : *ibid.*, 1608 B, plaq. 2.

(2) Barbé-Marbois à Napoléon, 1^{er} janvier et s. d. (fin 1805) : A. E., *France, Mémoires et Documents*, v. 1415, f. 172, 178. Perrégaux au même, 4 février 1806 : A. N., AF IV 1071. Sur ce point et sur l'ensemble de la crise, OUVRARD, *Mémoires*, I, 117 et suiv. ; MOLLIER, *Mémoires d'un ministre du Trésor Public*, I, 434 ; GAUDIN, *Mémoires*, I, 223 ; THIERS, *Histoire de l'Empire*, I, 144 ; LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, VI, 164-184 ; MARION, *Histoire Financière de la France*, IV, 275-284 ; ARTHUR-LÉVY, *Un grand profiteur de guerre, Ouvrard*, 116 et suiv. (avec réserves).

Du moins pouvait-on espérer que les *Négociants Réunis*, pourvus d'argent aux dépens de la Banque, assureraient à la perfection leurs services du Trésor et de l'armée. Il n'en fut rien. Comme l'actif de leur société, les piastres d'Amérique, tardait à se réaliser, il leur fallait trouver ailleurs le numéraire indispensable pour soutenir leurs affaires personnelles, pour tenir les engagements qu'Ouvrard avait pris vis-à-vis de l'Espagne, pour acheter le blé et les fournitures navales promis à S. M. C. Pressé par la nécessité, Vanlerberghe, homme flegmatique et roué, « indéchiffrable », dit Napoléon, n'hésita pas à affecter les fonds remis par la Banque aux achats de blé ou de cuivre pour l'Espagne, et au paiement des droits d'exportation qui à eux seuls atteignirent 4 millions. Il comptait que les caisses royales rembourseraient promptement à Ouvrard ces fournitures, et que lui-même serait ainsi remis en état de faire ses services en France. Mais la demi-faillite de la *Caja de Consolidación* — le cours forcé des *vales* — vint en septembre ruiner son calcul. Le 23, il commença à exposer à Barbé-Marbois que son service des fournitures l'accablait, que déjà les engagements de ses associés perdaient 2 %. Le 5 octobre, il avoua un découvert de 59 millions. Les services du Trésor et ceux des fournitures de l'armée allaient ainsi se trouver arrêtés par la crise financière espagnole, au moment même où commençait la campagne contre l'Autriche (1).

Barbé-Marbois, qui ignorait encore les causes réelles des embarras où se trouvait Vanlerberghe, ne comprit pas tout de suite la gravité de la situation, et il crut que l'Espagne pouvait tout sauver si elle consentait à aider le Trésor. Les lettres de Beurnonville l'assuraient qu'elle était toute disposée à le faire. Il dépêcha donc à Madrid un émissaire, Rivals (19 octobre), et bientôt après un deuxième, Wante, contrôleur du recouvrement des créances à l'agence judiciaire du Trésor. L'un et l'autre étaient chargés de faire transférer au Trésor Public, de façon à le couvrir, toutes les créances appartenant à Ouvrard, et de presser l'Espagne de venir au secours des finances françaises. Le transfert fut opéré, et Wante obtint de Godoy des promesses assez rassurantes ; Beurnonville de son côté, tout dévoué à Ouvrard, continuait à donner une note optimiste. « On attend des piastres d'Espagne », écrivait le 7 octobre à l'empe-

(1) Barbé-Marbois à Napoléon, 23 septembre, 5 octobre, 11 novembre 1805 : A. E., France, *Mémoires et Documents*, v. 1415, f. 123, 124, 149. A Joseph, 1^{er} janvier 1806 ; Joseph à Napoléon, 10 novembre 1805 : dans JOSEPH, *Mémoires*, éd. Du Casse, I, 355, 318. Napoléon à Decrès, 4 juin 1807 : *Corr.*, 12.718.

reur Joseph, président du Conseil qui gouvernait en l'absence de Napoléon. « La Banque continue... à être pressée, ajouta-t-il le 16, mais on fait espérer du numéraire d'Espagne ». — « Le ministre du Trésor Public, annonça-t-il enfin le 27, vient de me dire qu'il aurait des piastres d'Espagne et qu'il n'était plus aussi inquiet. » Effectivement, un courrier avait apporté ce jour-là de Madrid des traites sur Mexico, Lima et Buenos-Ayres s'élevant à 8 millions de piastres, et aussi l'autorisation de Charles IV d'ouvrir à Amsterdam un nouvel emprunt de 10 millions de florins, qui serait cédé à Vanlerberghe pour éteindre ses obligations envers le Trésor (il était combiné de telle sorte qu'on pourrait le réaliser tout de suite, et avec un sixième de perte seulement). Godoy faisait donc des efforts réels pour réparer le mal qu'avait causé la demi-faillite de la *Caja de Consolidación*, et l'on put croire à Paris que la situation allait se rétablir (1).

Mais dès le début de novembre Barbé-Marbois apprit qu'elle était plus grave qu'il n'avait cru. Le 7, il dut prévenir Napoléon que le découvert de la compagnie Vanlerberghe n'était plus de 59 millions, mais de 67 à 70, et que son débet envers le Trésor atteignait 26 millions. « C'est le service fait pour l'Espagne qui la perd », expliquait-il. Le 9, il lui fallut avertir Joseph qu'en août il avait remis à Vanlerberghe les obligations des receveurs généraux, et que le munitionnaire les avait englouties dans ses affaires espagnoles. Le 10, au cours d'un grand conseil auquel assistèrent les ministres de la Guerre et de la Marine, Vanlerberghe avoua que cet argent qu'il avait reçu du Trésor et de la Banque avait été affecté par lui, non pas à ses services en France, mais à l'achat de blé et de fournitures pour l'Espagne ; il conclut que pour pouvoir continuer le service de l'armée il se voyait contraint de demander un secours de 20 millions. Barbé-Marbois avait déjà réfléchi à cette éventualité, et il avait jugé que l'essentiel était de ne pas créer de panique, de ne pas priver les troupes, alors en pleine campagne contre les Austro-Russes, de leurs fournitures en vivres, de ne pas laisser la flotte de Cadix sans ressources, et qu'il fallait en conséquence soutenir les faiseurs de services comme ils le demandaient. Ils reçurent donc un secours de 10

(1) Labouchère vint à Paris discuter de ce nouvel emprunt, dont on espérait 8.500.000 francs. — Beurnonville et Wante à Barbé-Marbois, 7 novembre ; Barbé-Marbois à Beurnonville, 19 octobre ; à Napoléon, 16 septembre, 11 octobre : A. N., AF 17, 1082. Au même, 27 octobre, 11, 14 novembre et s. d. (fin 1805) : A. E., France, *Mémoires et Documents*, v. 1415, f. 134, 149, 155, 178. Joseph au même, 13, 16, 27 octobre : dans ses *Mémoires*, éd. Du Casse, I, 295, 299, 306.

millions, que d'autres suivirent, de sorte que les sommes que l'État avait remises aux *Négociants Réunis* s'accrurent encore et qu'au 1^{er} janvier 1806 elles s'élevaient à 147.672.000 francs (1).

Ces sacrifices ne suffirent pas à arrêter la crise. La banqueroute de la *Caja de Consolidación* avait eu une profonde répercussion sur la circulation monétaire française. Le numéraire était devenu rare, surtout dans l'Est, base d'opérations de l'armée ; à Strasbourg, pour obtenir 12 millions il avait fallu donner des sûretés pour 28 à 30. La situation de la Banque de France éveilla vite l'inquiétude, et dès la fin de septembre le public afflua à ses guichets pour échanger ses billets contre du numéraire. Le 26, elle remboursa pour 573.000 francs, alors qu'il n'en était entré dans ses caisses que 70.700 ; bientôt, elle paya jusqu'à un million, voire un million et demi de francs par jour. La déconfiture de Vanlerberghe et Desprez accrut la panique au début de novembre, et ce fut alors la fameuse crise des *Négociants Réunis* : la foule s'écrasant devant la Banque pour changer les billets contre de l'or, les faillites se multipliant, Récamier, Hervas (auquel la Banque refusa, le 4 décembre, les 4 millions qui l'eussent peut-être sauvé) déposant leur bilan, toute la vie économique française bouleversée par les répercussions de la crise espagnole (2). En outre, le gouvernement impérial se trouvait comme joué par celui de Madrid. Non seulement il n'avait pas touché exactement le subside espagnol, puisqu'Ouvrard, qui s'était chargé de le lui verser, n'avait pu réaliser ses piastres d'Amérique, mais encore il devait constater que les obligations de ses receveurs généraux, qu'il avait avancées aux *Négociants Réunis* et que la Banque leur avait escomptées, étaient passées en Espagne, soit sous forme de prêts à la *Caja de Consolidación*, soit sous forme de blé et de fournitures navales.

(1) Le 11, Vanlerberghe déclara que sa compagnie ne pouvait plus assurer le service du Trésor, et Barbé-Marbois prononça la résiliation du contrat. Le principal grief de Napoléon contre son ministre fut l'aide accordée à Vanlerberghe : « Tant pis pour lui, avait-il écrit le 21 novembre, s'il s'est aventuré avec l'Espagne dans des affaires qui ne me regardent pas. » — Barbé-Marbois à Napoléon, 7, 11, 13 novembre (A. E., *France, Mémoires et Documents*, v. 1415, f. 141, 149, 154), 16, 18 décembre (A. N., AF IV 1082). A Joseph, 1^{er} janvier 1806 ; Joseph à Napoléon, 7, 10 novembre, 2 décembre 1805 ; dans JOSEPH, *Mémoires*, éd. Du Casse, I, 315, 318, 331, 359. Napoléon à Joseph, 21 novembre : *Supplément à la Correspondance*, éd. Du Casse, 31 ; à Cambacérés et Barbé-Marbois, le 22 : *Corr.*, 9514, 9515.

(2) La faillite d'Hervas mit l'ambassade espagnole en grand embarras, car c'était lui qui payait les traitements, les pensions, les frais de courriers extraordinaires et de secrétariat. — Barbé-Marbois à Napoléon, s. d. (fin 1805) : A. E., *France, Mémoires et Documents*, v. 1415, f. 178. Joseph au même, 27 septembre : *Mémoires*, I, 277. Masserano à Cevallos, 17 décembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5213. Mêmes sources que ci-dessus.

La formule de Napoléon était juste : « C'est nous qui avons payé un subside à l'Espagne, au lieu d'en tirer celui qu'elle nous devait. »

L'empereur avait ainsi résumé la situation au cours de la terrible scène qu'à son retour de l'armée il fit à Ouvrard et à Desprez, et où il aurait déclaré au premier « qu'il voudrait pouvoir faire élever une potence assez haute pour l'y montrer exposé en exemple à toute la France » (27 janvier 1806). La Banque de France fut réorganisée, Barbé-Marbois révoqué et remplacé par Mollien (1). Par un décret du 6 février 1806, Ouvrard, Vanlerberghe, Michel aîné et Desprez furent déclarés « rétentionnaires » d'une somme évaluée à 87 millions, qu'ils étaient accusés d'avoir « détournée pour des spéculations particulières et pour des opérations avec l'Espagne, qui leur sont personnelles. » Ils étaient mis dans l'obligation de verser au Trésor tout ce qu'ils possédaient : la somme qui leur avait été déléguée sur l'emprunt Hope, 9.802.000 piastres en traites espagnoles, recouvrables en Amérique et pour lesquelles la piastre n'était évaluée que 3 fr. 75 au lieu de 5 francs, les traites que le directeur de la *Caja de Consolidación*, Espinosa, leur avait souscrites pour 32.582.351 francs. Leurs marchandises, entre autres des laines qu'ils avaient reçues de l'Espagne en garantie, étaient mises à la disposition du Trésor, qui retiendrait en outre 50 % sur le prix de leurs fournitures aux armées, jusqu'à concurrence de 18 millions. Ainsi, les billets signés par l'Espagne passaient des mains d'Ouvrard à celles du Trésor ; le cabinet de Madrid ne cacha pas que ce changement de débiteur lui agréait peu. De plus, ces traites portaient des sommes fort supérieures à celles que l'Espagne avait réellement reçues d'Ouvrard. Napoléon écrivit cependant à Godoy qu'il pensait bien que les échéances en seraient respectées : l'ère des difficultés n'était donc pas close (2).

Cette crise des *Négociants Réunis* avait causé sur Napoléon une forte impression. Il est permis de croire qu'au point de vue de sa politique espagnole elle ne fit que le confirmer dans l'idée que grâce aux Amériques son alliée était la puissance la plus riche de l'Europe, mais aussi que l'administration de ces richesses était dans les mains les plus incapables. Et elle lui démontra en outre que le désordre des

(1) Récits de la scène dans OUVRARD, *Mémoires*, I, 126 (très apologétique et contredit par les autres témoignages), MOLLIEU, *Mémoires*, I, 432, MÉNEVAL, *Mémoires*, II, 5.

(2) Décret du 6 février 1806 ; Napoléon à Lacépède, pour Godoy, le 6 : *Corr.*, 9764, 9766. Convention du 10 mai entre Mollien et Izquierdo : A. E., *Esp.*, v. 669, f. 459. Ega à Araújo, 6 avril 1806 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*.

finances espagnoles pouvait à l'occasion réagir très directement et très fâcheusement sur la vie économique française.

II

BOURBONS D'ESPAGNE ET BOURBONS D'ITALIE

L'ÉTRURIE. — L'année 1805 s'était close pour le prince de la Paix sur une profonde désillusion ; 1806 s'ouvrait sur l'impression pénible que causaient les actions et réactions désagréables des crises financières dans les deux pays. La politique de Godoy ne dévia cependant pas et il persista dans son projet portugais, n'attendant que l'occasion propice pour le reprendre ; les signes de mécontentement qu'il avait donnés à la fin de 1805 disparurent, et de nouveau il se montra soucieux avant tout de conserver la faveur de Napoléon. Les affaires d'Étrurie et de Naples, qui à ce moment passaient au premier plan, vinrent l'y aider.

Le général Clarke, qui se plaisait peu dans ses fonctions de ministre de France en Toscane, avait été remplacé, après un intérim du premier secrétaire Siméon, par le beau-frère de Joséphine, François de Beauharnais, dont cette nomination comblait au contraire les vœux. Beauharnais arriva à Florence le 10 avril 1805, précédé d'une réputation de finesse et de pénétration (1). Il débuta cependant par un échec qui fut sensible à l'amour-propre de Napoléon et dont la responsabilité fut rejetée sur l'Espagne. Au moment de son voyage en Italie, l'empereur avait fait insinuer « très légèrement » à la reine d'Étrurie de venir le voir à Milan (24 avril 1805). La régente eût d'autant mieux fait d'agir de la sorte que déjà, en 1804, elle n'avait pas envoyé de ministre extraordinaire pour féliciter Napoléon de son élévation au trône, et qu'on s'en était étonné : or elle n'alla pas à Milan. Napoléon devait passer à Bologne le 20 juin ; Beauharnais, sur l'ordre de Talleyrand, insista discrètement pour que Marie-Louise s'y rendit. C'était un voyage de douze heures seulement et Masserano, qui accompagnait l'empereur, profita de cette proximité pour

(1) Clarke à Bonaparte, 14 mai 1804, demandant son rappel et s'avouant « guéri de... la rage des ambassades » : A. N., AF IV 1701. Beauharnais à Talleyrand, 11 avril 1805 : A. E., *Toscane*, v. 157 A, f. 152. Labrador à Cevallos, le 19 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5686.

aller complimenter la reine : elle ne bougea pas de Florence (1). Pour ne pas aller à Milan, elle avait prétexté la dépense. Pour ne pas aller à Bologne elle invoqua « son âge, sa situation, le soin qu'exigent les affaires du royaume. » Puis, sentant que ces prétextes étaient vraiment trop faibles, elle en trouva un autre qui lui parut meilleur : elle déclara que c'était la cour d'Espagne qui lui avait interdit d'aller voir l'empereur. C'était absolument faux : Cevallos avait au contraire donné à Labrador l'ordre formel de lui conseiller le voyage (2). Il est peu probable que Napoléon ait ajouté foi à cette excuse, mais il a pu rester dans son esprit un soupçon de mauvaise foi espagnole ; en tout cas, il ne put qu'être blessé d'un tel procédé venant de ces Bourbons d'Italie qui étaient ses créatures, et de cette abstention où l'opinion publique pouvait voir de la méfiance et peut-être du dédain. Le premier de ces sentiments fut certainement celui qui détermina la régente à son attitude. Ses envoyés à Milan, le prince Corsini, ancien ministre de Toscane à Paris, et Fossombri, lui avaient déconseillé le voyage parce qu'ils redoutaient que Napoléon ne lui arrachât quelque cession de territoire (3). Marie-Louise craignait probablement aussi que l'empereur ne songeât à la remarier. Ce n'était pas qu'elle tînt à rester veuve — elle avait même prié ses parents, au début de 1804, de faire faire des ouvertures à Lisbonne au sujet de son cousin Pedro (4) — mais elle eût sans doute répugné à se voir imposer un mari par Napoléon. Or en 1803 déjà le bruit avait couru que Bonaparte songeait à lui faire épouser Lucien (et de fait il réclama à cette époque un mémoire sur les droits qu'un deuxième mari de la reine pourrait avoir au gouvernement et à la

(1) Napoléon à Talleyrand, 24 avril 1805 : le texte « très légèrement », au lieu de « légèrement » de la *Corr.* (8624), est donné par Fournier d'après l'original de Vienne : *Zur Textkritik...* 1903, p. 50. Labrador à Cevallos, 19 janvier ; Masserano au même, 4 juillet : *A. Histórico N., Estado*, c. 5686, 5213. Talleyrand à Beauharnais, 18 juin 1805 : A. E., *Toscane*, v. 157 B, f. 42.

(2) Beauharnais à Talleyrand, 12 mai, 18 juin 1805, 2 janvier 1806 : A. E., *Toscane*, v. 157 A, f. 209 ; v. 157 B, f. 41 ; v. 158 A, f. 10. Masserano à Cevallos, citant une lettre de Mozzi, 20 juin 1805 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5212. Cevallos à Labrador, en marge de la lettre du 19 janvier, *ibid.*, c. 5686. MARMOTTAN, *Le royaume d'Étrurie*, 153-157, 343-352.

(3) Labrador à Cevallos, 9 juin 1805 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5686.

(4) Pierre-Charles-Antoine de Bourbon, né en 1786, était le fils de Gabriel, frère cadet de Charles IV, et de Maria Ana, sœur du régent de Portugal Jean ; il vivait à Lisbonne. Godoy conseilla à la reine de « calmer » sa fille, « en lui représentant que... son cousin est incapable de gouverner actuellement... est pauvre et n'a pas d'États dont hériter. » A Marie-Louise, 23 février, 6 mai 1804, *A. Histórico N.*, c. 2821. Ce bruit avait couru à Florence, sans que la reine le démentit formellement : Clarke à Talleyrand, 13, 20 janvier, A. E., *Toscane*, v. 156, f. 9, 23.

succession) (1). En 1806, les mêmes rumeurs circulèrent, désignant cette fois Eugène de Beauharnais, et elles semblaient confirmées par certains indices. A Milan, Clarke déclara aux envoyés toscans que d'une visite de la régente à Napoléon « il résulterait d'immenses avantages pour S. M. et son royaume. » Au même moment, l'empereur aurait fait au cardinal Antonelli un grand éloge des vertus de la reine, concluant « qu'il était dommage qu'elle fût seule » (2). On s'explique donc que Marie-Louise se soit effarouchée et ait cru préférable de rester chez elle, mais dans cette attitude assez désobligeante l'Espagne n'avait aucune responsabilité.

Il eût été assez naturel cependant que Napoléon lui en attribuât une, tant il voyait Madrid surveiller de près la politique de Florence. Un parti espagnol s'était formé de bonne heure en Toscane ; il n'avait pas tardé à grandir, surtout après le voyage de Barcelone, dont les splendeurs avaient fait tourner les têtes. Le ministre d'Espagne en Étrurie, Labrador, prétendait au premier rang aussi bien dans les cérémonies officielles (il eut à ce sujet un conflit avec Clarke) que dans les conseils de gouvernement ; c'est probablement sur son injonction que Salvatico fut disgracié en décembre 1804. Dans les circonstances embarrassantes, Marie-Louise était d'ailleurs la première à vouloir prendre l'avis de ses parents, et ses ministres l'y invitaient au besoin, vu que le roi d'Espagne était le successeur éventuel de la couronne toscane (3). A Paris, les représentants de l'Espagne déployaient en faveur de l'Étrurie une fiévreuse activité. Ils savaient qu'ils n'avaient pas de moyen plus sûr de faire leur cour

(1) Ce rapport conclut de façon négative sur ces deux points. Le bruit courut fortement à Paris. M^{me} de Rémusat dit que Bonaparte lui laissa voir la tristesse que lui causa le refus de Lucien ; à Sainte-Hélène, Napoléon déclara au contraire que le refus était venu de lui. Il y avait eu vers le même moment un projet matrimonial autrichien assez extraordinaire, dû à Melzi (cf. PINGAUD, *Bonaparte président de la République italienne*, II, 182). — Rapport au premier Consul, messidor an 11 : A. E., *Toscane*, v. 155, f. 242. Fontanes à Elisa, s. d. (vers 1803), dans STENGER, *La société française pendant le Consulat*, III, 98. REMACLE, *Relations secrètes des agents de Louis XVIII à Paris*, 444, 453. M^{me} DE RÉMUSAT, *Mémoires*, I, 350. GOURGAUD, *Journal de Sainte-Hélène*, II, 158.

(2) Le bruit du mariage courut à Londres (Souza à Araújo, 31 juillet 1805, *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Londres*). Marie-Caroline écrivit à Gallo le 6 mai 1806 : « Mandez-moi ce qui arrivera de l'Étrurie si la reine épouse Beauharnais » (*Correspondance*, II, 583). La *Gazette de France* recueillit la rumeur, et Napoléon crut devoir qualifier son article de « sottise nouvelle » (à Fouché, 15 juillet 1805 : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, I, 81). — Santivañez à Cevallos, 11 mars 1805 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5212 ; Labrador au même, 13 mai, 3 juin 1805 : *ibid.*, c. 5686. Beauharnais à Talleyrand, 22 juin 1805 : A. E., *Toscane*, v. 157 B, f. 46.

(3) Clarke à Talleyrand, 18 mars, 26 août 1803 ; Beauharnais au même, 28 mai, 8 juin 1805 : A. E., *Toscane*, v. 155, f. 174, 269 ; v. 157 B, f. 12, 34. Siméon au même, 11, 14 décembre 1804 : dans MARMOTTAN, *Le royaume d'Étrurie*, 338-342.

à Charles IV et surtout à la reine, aussi s'occupaient-ils des affaires de Florence beaucoup plus que de celles de leur pays (1). Un personnage nul et plat comme Masserano, un très modeste chargé d'affaires comme Santivañez se révèlent pleins d'initiative et de constance lorsqu'il s'agit de la Toscane, et il est déconcertant de voir les ressources et le crédit de l'ambassade d'Espagne s'user tout entiers pour des objets si étrangers à l'Espagne elle-même : la politique d'Alberoni revivait en plein XIX^e siècle. Le pape se trouve-t-il à Paris ? Gravina a de lui plusieurs audiences (décembre 1804), et c'est de l'Étrurie qu'il lui demande de parler à Napoléon. Santivañez en obtient une ensuite : il recommande les affaires de la régente au Saint-Père, qui lui répond en avoir déjà entretenu plusieurs fois l'empereur, sans grand succès d'ailleurs (3 mars 1805). Masserano est reçu à son tour (1^{er} avril) : pour être aimable avec l'Espagne, Pie VII déclare qu'il occasionnera le moins de frais possible à la Toscane lorsqu'à son retour il la traversera. Gravina quittant Paris profite de l'audience de congé qu'il a de l'impératrice (6 janvier 1805) pour la prier de favoriser l'Étrurie. Santivañez a l'occasion d'être reçu par la princesse Borghèse : même requête (février 1805) (2).

Ces efforts n'obtinrent qu'un résultat médiocre. Sans doute, Napoléon consentit à ne pas exiger de l'Étrurie une déclaration de guerre à l'Angleterre (décembre 1804) (3), mais il se refusa obstinément à lui donner un accroissement que Madrid demandait depuis longtemps pour elle, le duché de Parme. Les représentants de S. M. C. insistaient pour l'obtenir, la reine tâchait de gagner Beurnonville, la *Secretaria de Estado* essaya de profiter de la rupture franco-anglaise pour « extorquer » ce territoire, une démarche fut tentée en mars 1805 par l'entremise d'Izquierdo, mais rien n'y fit. Il est vrai que Napoléon ne donnait pas davantage Parme à la République italienne, qui de son côté l'accablait de ses demandes ; il la lui aurait peut-être vendue en 1803, mais Melzi n'ayant pas l'argent nécessaire dut réfréner ses convoitises, et se contenter de décrier copieusement

(1) Ils avaient le titre de ministres plénipotentiaires d'Étrurie depuis qu'il avait été donné à Azara après le rappel de Servistori et le refus de Mattei par le gouvernement français. Azara à Cevallos, 30 avril, 3 mai 1803 (réponse du 12) : *A. Histórico N., Estado*, c. 5208.

(2) Cf. aussi les instances de Gravina lors de la présentation des lettres de créance, son action auprès de Clarke, de Berthier, de Talleyrand, etc. — Lettres à Cevallos de Gravina, 10 juillet, 1^{er}, 8 décembre 1804, 8, 18 janvier 1805 ; Santivañez, 9 février, 5 mars ; Masserano, 4 avril, etc. : *A. Histórico N.*, c. 5211, 5212, 5213.

(3) Gravina à Talleyrand, 4 décembre 1804, *ibid.*, c. 5211. MARMOTTAN, 141-142.

auprès de l'empereur son concurrent étrusque. Parme resta donc à la disposition de Napoléon et même, en juin 1805, on y abattit les armes et devises espagnoles qui rappelaient encore les anciennes relations avec Madrid (1). Un autre territoire était aussi réclamé inlassablement par la Toscane, appuyée par l'Espagne : c'était le duché de Piombino, à la frontière sud du royaume. Or, en mars 1805, Napoléon le donna au prince Félix Bacciochi, mari de sa sœur Élixa, et pour comble, il manifesta au mois de mai le désir que « les usurpations de la Toscane en divers temps » fussent « restituées » à la principauté de Piombino : il demanda Sienne, quitte à offrir comme indemnité Lucques, Massa-Carrara et peut-être les présides. Lorsque les députés étruriens eurent appris à Milan, de la bouche même de l'empereur, ces prétentions, c'est vers l'ambassadeur d'Espagne, comme vers leur protecteur naturel, qu'ils se tournèrent, et en effet les protestations de Madrid ne furent pas moins vives que celles de Florence (2).

Mais la demande qui revient le plus fréquemment dans les notes des ambassadeurs espagnols à Paris est celle d'un allègement des charges financières pesant sur la Toscane. Le royaume, dont la situation financière était peu brillante, était occupé par des troupes françaises, destinées surtout à empêcher le commerce avec l'Angleterre. Outre qu'elles commettaient parfois des désordres, leur solde était à la charge de l'Étrurie, laquelle payait à ce titre un « subside » de 142.000 livres par mois ; le chargé d'affaires français, Siméon, déclarait cette somme excessive, et les paiements s'en faisaient avec beaucoup de difficulté (3). Azara, puis Hervas demandèrent à maintes reprises que la France prît cette dépense à son compte, ou

(1) Godoy à Hervas, 11, 19 décembre 1803 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100. Hervas à Godoy, 6 février 1804 ; à Talleyrand, 4 avril ; à Cevallos, 25 janvier : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210. Godoy à Napoléon, 29 mars 1805 : A. N., AF IV 1679. Lima à Araújo, 4 juin 1805 : *Neg. Estr., Lisbonne, legação em Paris*. Beurnonville à Talleyrand, 28 mars, 6 avril 1803 : A. E., *Esp.*, v. 663, f. 487, 526. Melzi à Marescalchi, 23 juin 1803 : MELZI, *Memorie... di Napoleone*, II, 564. PINGAUD, *Bonaparte président de la République italienne*, II, 291.

(2) Gravina à Talleyrand, *passim*, particulièrement 17 novembre 1804 : A. E., *Toscane*, v. 156, f. 186. Dépêches à Cevallos de Santivañez, 19 mars 1805, Mozzi, 3 juillet, Masserano, 4 juillet : *A. Histórico N., Estado*, c. 5212, 5687, 5213. Napoléon à Talleyrand, Milan, 23 mai : dans FOURNIER, *Napoleon I.*, II, 354.

(3) Ces troupes, commandées par le général Verdier, furent rattachées par une décision du 17 août 1805, non à l'armée d'Italie, mais à la 28^e division militaire (départements de Gênes, de Marengo, et, depuis le 5 février 1806, Parme et Plaisance) elles étaient donc considérées comme troupes de l'intérieur : *Correspondance inédite*, éd. Picard, I, 75 (cf. aussi au 13 août 1805, *ibid.*, p. 73, une décision sur les désordres de soldats corses à Livourne) ; 183 *lettres inédites*, éd. F. Masson, 112.

même retirât ses forces (février-mars 1804) : Talleyrand refusa. Gravina présenta la même requête à Napoléon dans son audience du 20 novembre 1804, sans plus de succès. Toutefois, l'empereur consentit à ne pas faire entrer en Toscane de nouvelles troupes pour renforcer la surveillance des côtes, et à confier ce soin aux bataillons toscans (mars 1805). Puis, au cours de son séjour à Milan, il accorda à Masserano qu'à partir du 21 juin le subside serait abaissé à 60.000 livres par mois. Enfin, les régiments français ayant été remplacés par des Espagnols, la reine multipliant les protestations d'attachement à l'empereur, l'Espagne renouvelant ses instances, Napoléon décida sur le conseil de Talleyrand que le subside prendrait fin le 1^{er} avril 1806 (1). Les diplomates espagnols avaient gaspillé pendant des années leur influence et leurs efforts pour économiser 142.000 livres par mois à l'Étrurie.

La mesure qui permit de supprimer le subside toscan, l'appel de troupes espagnoles en Étrurie, a souvent été interprétée de la façon la plus malveillante pour Napoléon. On a voulu y voir l'indice de projets hostiles à l'Espagne, une mesure préparatoire à l'invasion de la Péninsule, le désir de l'empereur d'affaiblir l'armée de son alliée et de garder en son pouvoir, en Italie, des sortes d'otages espagnols. Mais cette hypothèse est nettement démentie par ce qu'on a vu de l'état de ses relations avec Godoy, au moment où il demanda un contingent espagnol pour l'Étrurie (17 septembre 1805) : il n'y a pas le moindre fait qui permette de soupçonner seulement qu'il songeât alors à une guerre, proche ou lointaine, avec l'Espagne. L'étude des circonstances dans lesquelles fut prise cette mesure achève d'ailleurs de montrer qu'elle n'impliquait pas d'arrière-pensée de ce genre. Elle était réclamée depuis longtemps par l'Espagne elle-même, car elle eût été pour le cabinet de Madrid un excellent moyen d'asseoir plus solidement encore son influence en Étrurie.

Gravina à Talleyrand, 1^{er} juin 1804 ; Masserano à Godoy, 28 mai 1805 : *A. Histórico N.*, c. 5210, 2881. Siméon à Talleyrand, 17 novembre 1804 : A. E., *Toscane*, v. 156, f. 302. Sur le déficit toscan (2.760.000 livres en 1804), cf. REUMONT, *Geschichte Toscanas*, II, 410.

(1) Azara à Cevallos, 12 mars, 21 juin 1803 ; Talleyrand à Hervas, 22 février, 2 avril 1804 ; Cevallos au même, 12 mars ; Hervas à Talleyrand, 26, 29 mars ; Gravina au même, 1^{er} juin 1804 ; à Cevallos, 22 novembre ; Masserano au même, 27 mai 1805, 10 avril 1806 ; à Godoy, 28 mai 1805 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5208, 5210, 5212, 5214, 2881. Beauharnais à Mozzi, 28 septembre 1805 : *ibid.*, c. 5687 ; à Talleyrand, 21 février 1806 : A. E., *Toscane*, v. 158 A, f. 83. Talleyrand à Napoléon, 20 octobre 1805 : *Lettres inédites*, 176. Napoléon à Talleyrand, 19 février 1804, 25 août 1805, 4 mars 1806 : *Corr.*, 7552, 9136, 9924. Décision du 20 mars 1805 : *Correspondance inédite*, éd. Picard, I, 25.

Le projet avait pris corps à la suite du voyage des souverains toscans à Barcelone, à la fin de 1802. Il était soutenu par des Étruriens hispanophiles, qui alléguaient que ces troupes, destinées à remplacer les françaises, coûteraient moins cher, parce que l'Espagne se chargerait de les solder. Siméon ayant objecté à l'un d'eux que cette occupation mettrait le royaume dans un état de véritable vassalité à l'égard de Madrid : « Qu'importe, avait répliqué l'Italien, n'appartenons-nous pas en effet à l'Espagne ? » (février 1803). On parlait alors de 3 à 4.000 hommes. De mai à août 1803, l'idée fut soutenue par Azara à Paris. La demande que fit l'empereur en septembre 1805 ne faisait donc que reprendre un projet cher à l'Espagne, et dont elle réclamait depuis longtemps l'exécution (1).

Napoléon avait besoin de toutes ses forces pour faire face à la troisième coalition et pourtant il ne pouvait laisser la Toscane sans troupes. L'Autriche y possédait encore beaucoup d'influence ; son ministre, le lieutenant-général baron Colli, était fort bien en cour à Florence ; elle y entretenait habilement le souvenir de l'ancien grand-duc, y faisait distribuer de l'argent sous forme d'aumônes, y maintenait une active correspondance ; les principaux fonctionnaires étaient austrophiles, le peuple anti-français : en cas de défaite française, l'Étrurie se serait probablement soulevée. « Les Toscans sont autrichiens, écrivait Napoléon, et s'il arrivait que l'armée d'Italie fût forcée à une retraite, un simple régiment autrichien, ou même peut-être le peuple, chasserait la reine » (2). Cette hypothèse n'était pas irréalisable, car les Français se trouvaient en Italie dans une position assez délicate. Gouvion Saint-Cyr, ayant reçu l'ordre d'être prêt à marcher sur Naples, avait rendu compte (8 septembre) qu'il disposait de 20.000 hommes seulement, dont 9.000 Français, et que 33.000 Anglo-Russes pouvaient débarquer en quelques jours. Marie-

(1) Hervas à Godoy, 26 mars 1803 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 186. Talleyrand à Siméon, 26 janvier 1803. Siméon à Talleyrand, 24 février : *A. E., Toscane*, v. 155, f. 23, 43. Beurnonville au même, 14 décembre 1802, 23 février 1803 : *A. E., Esp.*, v. 663, f. 142, 257. LEMA, *Antecedentes*, 363. Les mémoires de la reine d'Étrurie sont trop suspects pour qu'on puisse citer son témoignage autrement qu'à titre d'indication ; elle écrit cependant : « A force de répéter les représentations j'obtins à la fin que la cour d'Espagne envoyât un général espagnol avec des troupes de sa nation pour remplacer les troupes françaises, et qu'alors elles évacueraient le pays » : *Memoria histórica...* 12.

(2) Labrador à Cevallos, 3, 19 septembre 1805 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5686. Colaud, commissaire général des relations commerciales à Livourne, à Beauharnais, 10 janvier 1806 ; Artaud à Talleyrand, 26 août : *A. E., Toscane*, v. 158 A, f. 27 ; v. 158 B, f. 73. Napoléon à Lacépède, 17 septembre 1805 : *Corr.*, 9226 (texte de l'*A. Histórico N.*, c. 2881).

Caroline avait fait constituer de grands dépôts d'armes, de munitions, d'uniformes de milices, et l'on exerçait les lazzaroni. En l'occurrence, un renfort de 6.000 Espagnols eût donc été fort utile aux troupes françaises (1). La Toscane elle-même désirait du reste être défendue, sinon contre les Autrichiens, du moins contre les Russes : elle craignait leur barbarie, et l'on racontait que le tsar n'ayant pas reconnu le royaume ils ne garderaient aucun ménagement. Lorsqu'ils débarquèrent à Naples (19 novembre 1805), Florence fut en émoi : les Espagnols n'étaient pas encore là, et l'on regrettait presque que les Français fussent partis (2).

Napoléon avait peut-être, il est vrai, une arrière-pensée en demandant des troupes à l'Espagne : celle de la mettre en état de guerre avec l'Autriche et la Russie. Lorsque Charles IV rompit avec l'Angleterre, l'empereur promit verbalement à Gravina que si le conflit s'étendait au continent l'Espagne n'y prendrait pas part. L'ambassadeur prit soin de se faire préciser ce point par écrit, en une note que Talleyrand lui remit le 21 décembre 1804 (3). Or on peut croire que Napoléon eût été satisfait de voir au contraire l'Espagne rompre avec l'Autriche afin de pouvoir, en cas de revers, tirer d'elle quelque renfort. Mais surtout il savait, par les dépêches interceptées du ministre espagnol à Saint-Petersbourg, Noroña, que la Russie essayait d'attirer Charles IV à la coalition et qu'elle demandait pour ses navires l'autorisation de s'arrêter dans les ports espagnols. Les troupes du tsar devant probablement entrer en Italie, soit par l'Autriche, soit par Naples, quelques engagements entre elles et des forces espagnoles eussent coupé court à ces inquiétantes tentatives de rapprochement. Que ce résultat indirect fût un des principaux buts de la combinaison, Talleyrand n'en fit pas mystère (4).

La demande d'un contingent espagnol fut faite, selon l'usage, par deux voies, l'officielle et la « secrète ». A Masserano, Talleyrand

(1) Napoléon à Berthier, 23 août 1805 : *Corr.*, 9121. Berthier à Saint-Cyr, 2 septembre ; Saint-Cyr à Berthier, le 8 ; Alquier à Talleyrand, 31 août : *AURIOL, La France, l'Angleterre et Naples*, II, 436-511. Les troupes toscanes étaient fort peu nombreuses et médiocres : MARMOTTAN, *Le royaume d'Étrurie*, 164.

(2) Labrador à Cevallos, 19 septembre 1805 et suiv. : *A. Histórico N., Estado*, c. 5686.

(3) Gravina à Godoy, 8 décembre 1804 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 100, f. 270. A Talleyrand, le 9, et réponse du 21 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5211, 5212.

(4) Noroña à Cevallos, 1^{er} juin 1805, 23 août, 20 septembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5908. Sur le fait de l'interception de ces dépêches, communication de F. Masson utilisée par GEOFFROY DE GRANDMAISON, *L'Espagne et Napoléon*, I, 7. Talleyrand à Napoléon, 9 octobre 1805 : *Lettres inédites*, 147.

parla de 6.000 hommes à envoyer en Étrurie ; avec Beurnonville, il entra dans un peu plus de détails et fit en outre allusion à un corps qui serait destiné à coopérer avec l'armée française (17 septembre). Mais ce fut naturellement par Izquierdo que passa la véritable demande. Elle était exprimée dans cette lettre du 17 septembre que l'agent de Godoy avait attendue si longtemps et qui ajournait *sine die* l'entreprise portugaise. Napoléon y réclamait « 2 ou 3.000 hommes » pour l'Étrurie et, d'une façon assez décousue, il souhaitait aussi recevoir soit 15.000 hommes sur le Rhin, soit 6.000 à Boulogne afin d'y rendre disponibles 6.000 Français, opération qui, affirmait-il, ne mettrait pas l'Espagne en guerre avec l'Autriche. Il est difficile d'expliquer le désaccord entre le chiffre donné à l'ambassadeur et celui donné à Izquierdo pour l'Étrurie ; ce fut le second, le plus faible, qui prévalut, et Godoy imputa au mauvais vouloir de Talleyrand « l'excès de la demande » faite à Masserano : l'étonnant eût été que cette double diplomatie n'aboutît pas plus souvent à la confusion (1).

Pour le corps d'Étrurie, Godoy n'hésita pas : malgré l'ajournement de son grand projet portugais, il tenait trop à satisfaire l'Empereur, et d'autre part Charles IV et Marie-Louise seraient heureux de consolider de la sorte le trône de leur fille. Mais il refusa d'envoyer un contingent à l'armée d'Italie, ou à Boulogne, ou sur le Rhin. Les raisons qu'il donna étaient valables : faiblesse de l'armée espagnole, manque d'argent. Mais on peut penser aussi qu'il voulait ménager autant que possible la Russie, si bien disposée à son égard, et qu'à son ordinaire il tenait à se réserver la possibilité de jouer la carte de la coalition. Talleyrand ordonna à Beurnonville de ne pas insister sur ces derniers points (2). Le cabinet de Madrid prit donc des dispositions pour envoyer à Florence trois régiments d'infanterie à 1.200 hommes, deux de cavalerie à 500 hommes et un détachement de 100 artilleurs. Le commandement en fut donné au général O'Farill. On avait songé d'abord à effectuer le transport sur l'escadre de Carthagène, ce qui entraînait dans l'esprit du plan maritime

(1) Barbé-Marbois avait fait pressentir Izquierdo sur cette question, pourtant fort étrangère aux affaires de finances ; le 16 septembre, Decrès écrivant à Godoy avait aussi préparé les voies. — Decrès à Godoy, 16 septembre ; Izquierdo au même, le 17 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Masserano à Cevallos, le 17 : *ibid.*, c. 5213. Talleyrand à Beurnonville, le 17 ; Beurnonville à Talleyrand, 23 octobre : *A. E., Esp.*, v. 668, f. 389 ; v. 669, f. 59 ; Napoléon à Lacépède, 17 septembre : *Corr.*, 9226.
(2) Beurnonville à Talleyrand, 29 septembre (réponse du 9 octobre) : *A. E., Esp.*, v. 669, f. 8, 34. Godoy à Napoléon, le 28 : *A. Histórico N.*, c. 2881 ; *A. N.*, AF IV 1679. Talleyrand au même, 9 octobre : *Lettres inédites*, 147.

récentement élaboré par Napoléon, mais dès le 7 octobre on décida que le corps expéditionnaire se rendrait à destination par voie de terre. Une fois en Étrurie, vivres et logements lui seraient fournis par le pays, mais sa solde resterait à la charge de l'Espagne. Il se composait de bonnes troupes, exercées suivant le règlement français de 1798 (1). Elles franchirent la frontière au mois de novembre 1805, arrivèrent à Toulouse au début de décembre, et les premières colonnes étaient à Pise le 25 février 1806 (2). Un incident signala leur passage près de Gênes, à Rapallo : à la suite d'une rixe qui éclata chez une fille, on trouva dans la rue les cadavres de deux gendarmes français et d'un sergent du régiment de Guadalajarra. Napoléon accusa les Espagnols du meurtre, demanda l'exécution des coupables, menaça de faire entrer deux régiments en Toscane pour les arrêter, mais en fin de compte les soldats espagnols inculpés furent reconnus innocents par le tribunal de la 28^e division militaire (3).

L'installation des régiments espagnols à Florence montrait qu'en Italie l'intérêt de Napoléon pouvait coïncider avec l'intérêt dynastique des Bourbons de Madrid. Cet intérêt dynastique, il est vrai, n'était pas celui de l'Espagne ; mais si Napoléon usait aux dépens de son alliée du puissant moyen d'action que l'Étrurie lui donnait sur elle, pouvait-il ne pas le faire, alors qu'il voyait les *Reyes* disposés à tout sacrifier en faveur de la Toscane, leur crédit à Paris comme leurs ressources financières et militaires, et spontanément, suivant l'expression espagnole, « donner leur bras à tordre » ?

NAPLES. — Dans les affaires de Naples comme dans celles d'Étrurie, la politique de Napoléon trouva un appui dans les Bourbons d'Espagne. Les relations entre Naples et Madrid étaient plus mau-

(1) Godoy à Beurnonville, 8 octobre ; Beurnonville à Talleyrand, les 3, 7 : *A. E., Esp.*, v. 669, f. 33, 16, 30. Masserano au même, 28 février 1806 : *A. E., Toscane*, v. 158 A, f. 90. *Historia de la guerra de España...*, 147.

(2) Gallo à Luzzi, secrétaire d'Etat de Naples, 7 décembre 1805 : AURIOL, *La France, l'Angleterre et Naples*, II, 685. Beauharnais à Talleyrand, 25 février 1806 : *A. E., Toscane*, v. 158 A, f. 87. Napoléon à Dejean, 24 janvier 1806 : *Corr.*, 9707.

(3) Talleyrand à Beurnonville, 3 mars : *A. E., Esp.*, v. 669, f. 292. A Beauharnais, le 3 ; Beauharnais à Talleyrand, 4, 18, 25, 28 mars ; Artaud au même, 5 août : *A. E., Toscane*, v. 158 A, f. 93, 96, 107, 138 ; v. 158 B, f. 32. Napoléon à Talleyrand, 24 février (*Corr.*, 9882 et FOURNIER, *Zur Textkritik*, 1903, p. 106) et 26 février (*Lettres inédites*, éd. Lecestre, 105) ; à Dejean, le 27 (*Correspondance inédite*, éd. Picard, I, 174) ; à Mollien, 27 avril 1806 (*Corr.*, 10.153) ; à Dejean, le 27 (*Dernières lettres inédites*, éd. Brotonne, 404). Bulletin de Fouché, 10 avril 1805 : HAUTERIVE, I.

vaises que jamais. Marie-Caroline savait par les menaces de l'empereur à Cardito et à Gallo qu'il envisageait la possibilité de la détrôner au profit d'un infant d'Espagne, elle écrivait aux cours de Vienne, de Londres et de Saint-Pétersbourg pour les exciter contre Godoy, elle laissait obstinément vacante l'ambassade de Madrid. De son côté le prince de la Paix ne faisait pas mystère des découvertes qu'on avait faites sur les intrigues du parti fernandiste et napolitain. Dans les lettres que lui adressait Marie-Louise, les épithètes à l'adresse de la princesse des Asturies devenaient de plus en plus véhémentes et grossières : « Crachat de sa mère, vipère venimeuse, animal rempli de fiel et de venin à la place du sang, grenouille à moitié morte, serpent diabolique... » (1) En septembre 1805, un nouvel incident vint tendre encore les rapports. Marie-Caroline continuait à correspondre avec sa fille : on intercepta des lettres chiffrées qu'elle lui envoyait par un exempt appartenant à la compagnie italienne des gardes du corps. Il fut impossible de les déchiffrer, la princesse nia en avoir la clef et son état de santé empêcha d'insister. Mais on prétendit qu'elles se rapportaient à un complot napolitain, et que Marie-Caroline avait envoyé en Espagne trois hommes chargés d'empoisonner la reine et Godoy. L'exempt qui transmettait la correspondance fut renvoyé à Naples et l'on arrêta près de 200 Italiens ; 14 seulement, paraissant suspects, furent bannis, mais tous les autres mis en surveillance. Des Espagnols soupçonnés de sympathie pour le parti napolitain furent envoyés en Amérique ; les ducs de Villafranca et de Montemar, le comte de Miranda, la comtesse de Montijo durent quitter la cour (2). Marie-Louise était très impressionnée : « Les étrangers me font trembler, surtout les Italiens », écrivait-elle à Godoy (10 octobre). Charles IV adressa à son frère Ferdinand IV une lettre violente, dans laquelle il menaçait sa belle-fille d'un « sort malheureux », et le 28 novembre il fit intimer au chargé d'affaires napolitain, Robertone, l'ordre de quitter le *sitio* sans délai. La situation était si tendue que Gravina, qui était

(1) En juillet 1805, on songea à Naples à envoyer à Madrid le prince de Pantellica, mais le projet tomba vite. — Mos à Cevallos, 15 juillet : *A. Histórico N., Estado*, c. 5669. Beurmonville à Talleyrand, 18 juin : *A. E., Esp.*, v. 668, f. 201. Marie-Caroline à sa fille, mi-août : *A. N., AF IV 1611*, plaq. III ; à Gallo, 23 juillet : *Correspondance*, II, 608. Rapport de Tatischeff, 3 août : dans SOREL, *L'Europe et la Révolution*, VI, 446. Expressions de Marie-Louise dans VILLA URRUTIA, *Las mujeres de Fernando VII*, 33.

(2) Beurmonville à Talleyrand, 20 septembre, 7 octobre 1805 : *A. E., Esp.*, v. 668, f. 28, 401. Fouché à Beurmonville, 21 février 1806 ; réponse du 15 mars : *A. N., F⁷ 6470*.

Napolitain d'origine, crut devoir avertir officiellement le roi qu'il ne saurait consentir à diriger des opérations maritimes contre Naples (octobre) (1).

Cette nouvelle manifestation du parti fernandiste et napolitain fut aussitôt utilisée par Godoy pour faire sa cour à Napoléon. C'était l'époque où l'empereur se répandait en menaces contre Naples, à la suite du débarquement russe et de la rupture du traité de neutralité que Marie-Caroline avait conclu avec lui : « Je veux enfin châtier cette coquine... Les outrages de cette misérable reine redoublent à tous les courriers... Je serais trop lâche si je pardonnais des excès aussi infâmes envers le peuple... » (2) Godoy entra donc pleinement dans ses vues lorsqu'il lui conseillait d'abattre Marie-Caroline : « La reine de Naples, lui écrivit-il, a tenté, mais sans succès, tous les moyens de faire périr le roi et la reine d'Espagne ; elle a voulu me faire périr aussi ; l'instrument de ces forfaits est sa fille. LL. MM. sont menacées tous les jours d'être empoisonnées ; je le suis également... Il appartient, Sire, à V. M. I. et R. de faire cesser ces dangers. La reine de Naples essaiera de se justifier ; V. M. connaît son caractère et je n'ai pas besoin d'en dire davantage » (4 décembre 1805) (3). Napoléon ne pouvait que paraître convaincu : « Rien ne m'étonne de la part de la reine de Naples, répondit-il. J'ai cependant frémi à la seule lecture de votre lettre » (2 février 1806). Et comme la cour d'Espagne lui faisait exprimer officiellement les mêmes sentiments que Godoy, comme Cevallos faisait connaître aux Relations Extérieures, à propos du débarquement russe à Naples, combien « l'injustice de cette conduite » avait « rempli de déplaisir LL. MM. » (19 décembre) (4), Napoléon put comprendre

(1) Beurmonville à Talleyrand, 7, 10 octobre, 30 novembre : *A. E., Esp.*, v. 669, f. 28, 38, 166. Charles IV à Ferdinand IV, 6 décembre 1805 : extraits aux *A. N., AF IV 1611*, plaq. III. Godoy à Napoléon, le 4 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Marie-Louise à Godoy, 10 octobre : dans VILLA URRUTIA, *Las mujeres...*, 40. PITOLLET, *La première femme de Ferdinand VII*, 56. *Moniteur*, 15 janvier 1806.

(2) A Talleyrand, 14, 23 décembre 1805 : *Corr.*, 9573, 9605.

(3) Godoy à Napoléon, 4 décembre 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881. C'est probablement à ce moment que Godoy envoya à Napoléon une lettre interceptée de Marie-Caroline, où celle-ci annonçait à sa fille, le 21 novembre 1805, le débarquement anglo-russe : « Vous entendrez sûrement, ma chère enfant, beaucoup parler, critiquer, décliner ; que le plus parfait silence soit votre règle ; ne faites point notre défense, ni avocate. Dites... que vous priez Dieu pour notre famille, mais que vous n'êtes qu'Espagnole pour cœur, sentiment et intérêt. » (*A. Histórico N.*, c. 2881). Cette lettre est bien anodine, et l'on peut soupçonner qu'elle était rédigée pour être interceptée et déchiffrée. Les autres lettres, beaucoup plus compromettantes, ne furent trouvées qu'en décembre 1808, comme il a été dit.

(4) L'ambassadeur d'Espagne à Naples, Mos, puis le chargé d'affaires qui le remplaça en décembre, Pio Gómez, ne cachaient pas leur indignation devant la

qu'il avait les mains complètement libres du côté de Naples et qu'il n'avait personne à ménager, si peu que ce fût, puisque le propre frère de Ferdinand IV, non seulement n'intervenait pas, mais même approuvait à l'avance sa conduite.

Le 15 février 1806, Joseph et Masséna entrèrent à Naples. La présence du premier indiquait clairement que ce n'était pas un prince espagnol que Napoléon entendait mettre sur le trône désormais vacant. Mais à vrai dire, lequel y eût-il mis ? Il n'aurait guère pu songer qu'à l'infant Carlos, le deuxième fils de Charles IV, qui en 1806 n'avait que 14 ans. Il ne devait pas tenir du reste à établir dans le sud de l'Italie une maison semblable à celle d'Étrurie, défiante et revêche. Enfin, d'autres considérations puissantes militaient en faveur de Joseph, et il ne semble pas que l'idée d'une solution espagnole ait occupé sérieusement son esprit (1). La cour de Madrid ne fit du reste aucun effort, aucune insinuation même pour placer un infant sur le trône de Naples. Peut-être est-ce par un sentiment de délicatesse qui n'étonnerait pas de la part de Charles IV, car avec toute sa lourdeur d'esprit, son atonie et son épaisse indifférence il montrait souvent de la dignité. Bien que brouillé avec son frère, il semble avoir souffert de sa chute et n'eût peut-être pas voulu qu'un des siens en profitât (2).

La notification officielle de l'accession de Joseph au trône de Naples se fit sans incident. Talleyrand avait recommandé de l'adresse et des ménagements, et pour une fois Beurnonville en eut. Il arrangea l'affaire en une conversation avec Godoy, qui ne déplora que très brièvement et tout à fait pour la forme les malheurs de Naples. Il fut entendu que Beurnonville ferait la communication en termes modérés, et que Cevallos répondrait de façon imprécise et insignifiante. Ainsi fut fait (29 avril et 1^{er} mai 1806). « Il vaut mieux, écrivit Beurnonville à Talleyrand, que les choses se soient passées ainsi que de n'avoir pas eu lieu du tout » (3). Les relations furent dès lors

mauvaise foi de Naples ; ils signalent que le prince héritier, marié à l'infante Isabelle, semblait regretter la rupture avec la France : à Cevallos, 15 octobre, 15, 22, 30 novembre, 15, 30 décembre, *A. Histórico N., Estado*, c. 5669. Cevallos à Masserano, 19 décembre : *ibid.*, c. 5213. Napoléon à Godoy, 2 février 1806 : *Corr.*, 9736.

(1) D'après AURIOL, *La France, l'Angleterre et Naples*, II, 735, la solution espagnole fut écartée parce que l'Espagne « au moment critique avait paru peu sûre. » Rien ne vient autoriser cette affirmation.

(2) Beurnonville à Talleyrand, 15 mars 1806 : *A. E., Esp.*, v. 669, f. 320.

(3) C'est en ce sens seulement qu'on peut dire que l'Espagne a refusé de reconnaître Joseph. — Talleyrand à Beurnonville, 10 avril, et instructions générales à Beauharnais, le 23 ; Beurnonville à Talleyrand, les 24, 28, et 5 mai ; à Cevallos, 29 avril, et réponse du 1^{er} mai : *ibid.*, f. 383, 408, 412, 423, 448, 428, 440.

à peu près rompues entre les deux branches des Bourbons. Les Napolitains, réfugiés en Sicile, essayèrent de les renouer en envoyant à Madrid (mai) le duc de Saint-Michel, neveu du nonce Gravina : ce fut sans succès. Peu après, lorsque la propre fille des *Reyes*, Marie-Isabelle, mariée à l'ex-prince héritier de Naples, accoucha d'une fille, la cour d'Espagne annonça la nouvelle au public sans faire suivre d'aucun titre le nom de la princesse (juin 1806) (1).

Durement atteint par la chute de Marie-Caroline, le parti napolitain de Madrid vit sa ruine achevée par la mort de la princesse des Asturies. Tuberculeuse, épuisée par plusieurs fausses couches (une encore en août 1805), Marie-Antoinette allait s'affaiblissant très vite. Elle mourut le 21 mai 1806, à quatre heures de l'après-midi ; elle avait 23 ans. Elle ne devait jamais occuper, dans le Panthéon des Rois à l'Escorial, le sarcophage destiné à celle qui serait reine d'Espagne après Marie-Louise et dont la vue, un jour d'automne 1803, l'avait tant impressionnée (2).

Ainsi, en trois mois s'étaient résolus pour Napoléon les deux problèmes napolitains, celui de Naples même et celui de Madrid. C'est pour mieux combattre Marie-Caroline qu'il était entré en rapports avec Godoy. Mais une fois ces affaires réglées le prince de la Paix n'eut garde de perdre le contact, et il s'efforça d'orienter ses relations avec l'empereur vers le but constant de sa politique, vers la réalisation de ses projets portugais.

III

PROJETS DE PARTAGE DU PORTUGAL

LA SITUATION DU PORTUGAL. — La chute des Bourbons de Naples et la mort de la princesse des Asturies étaient pour Godoy les événements les plus heureux qu'il pût souhaiter. Débarrassé à l'extérieur

(1) Beurnonville à Talleyrand, 19 mai, 2 juin 1806 : *ibid.*, f. 477 ; v. 670, f. 3.

(2) Des bruits d'empoisonnement coururent. En 1816, lord Holland vit à Rome un ancien garde du corps sicilien, Caraffa, qui fut arrêté à cette époque et lui affirma que ces bruits étaient fondés ; lord Holland ne fut pas convaincu : *Souvenirs des cours*, 75. On raconta aussi que Marie-Antoinette était morte syphilitique. La cour d'Espagne ne fit pas part du décès à Marie-Caroline, qui ne l'apprit que beaucoup plus tard, et par hasard. — PROLLET, *La première femme de Ferdinand VII*, 1915, p. 56, 272, 278 (avec les dépêches de Beurnonville). Marie-Antoinette à M^{me} de Mandell, 14 octobre 1803 : *Lettres*, 246. LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, 103.

de son principal ennemi, il voyait à l'intérieur le parti fernandiste affaibli et démoralisé par la disparition de celle qui en était l'intelligence et l'énergie. Par ailleurs, Austerlitz et la paix de Presbourg venaient d'accroître encore la puissance de l'homme auquel il avait remis sa fortune ; Charles IV avait adressé à l'empereur, à cette occasion, des félicitations probablement sincères, Marie-Louise avait vu dans ces triomphes l'annonce de la paix générale qu'elle souhaitait avant tout, mais Godoy les avait sans doute regardés principalement sous l'angle de ses projets portugais, qu'on allait enfin pouvoir reprendre (1). Précisément, les affaires de Lisbonne semblaient à ce moment même justifier et même appeler une intervention franco-espagnole.

La régence du prince Jean traversait une crise assez inquiétante. En 1804 déjà, le bruit avait couru que l'état mental du régent donnait des inquiétudes ; on se demanda s'il n'allait pas devenir fou comme sa mère, au nom de laquelle il gouvernait, et lui-même exprimait parfois cette crainte. Or, en décembre 1805 il ressentit des symptômes alarmants : il souffrait de vertiges, il s'imaginait qu'il était menacé de mort subite s'il se risquait à marcher et refusait en conséquence de faire un pas ; ensuite, quelque peu remis, il n'en continua pas moins à s'entourer de médecins qui l'accompagnaient même à la promenade, il renonça à la lecture parce que sa tête en souffrait et enfin, au milieu de janvier 1806, il se retira à Villa Viçosa, résidence royale cachée dans les montagnes, à plus de 150 kilomètres de Lisbonne, où l'accompagna seulement son ministre favori, Vila Verde, et où il se refusa à voir qui que ce fût, en dehors de Campo Alange en sa qualité d'ambassadeur de famille. Cette crise du gouvernement portugais paraissait favorable aux projets de Godoy (2).

D'autre part, les dispositions de Napoléon à l'égard du Portugal semblaient peu amicales. Junot avait été rappelé en septembre 1805 et ne fut pas remplacé (3). Depuis cette époque jusqu'à la rupture d'octobre 1807, les intérêts français à Lisbonne restèrent confiés à un simple chargé d'affaires, Rayneval, qui ne pouvait avoir les moyens d'information ni l'influence d'un ambassadeur : c'est ainsi que Napoléon, par mauvaise volonté ou par dédain, ne put

(1) Masserano à Cevallos, 7 janvier, 27 février 1806 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5214. Marie-Louise à Godoy, 4 janvier : dans PÉREZ DE GUZMAN, *El Dos de Mayo*, 19.

(2) Fitz Gerald à Mulgrave, 9, 19 janvier, 12 mars 1806 : *Record Office*, F. O. 63. 49. Campo Alange à Cevallos, 18, 19 février 1804, 4, 9 janvier 1806 ; Cevallos à Campo Alange, 9, 21 février 1804 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5365, 5369.

(3) Talleyrand à Junot, 23 septembre 1805 : *A. E., Port.*, v. 125, f. 355.

pendant deux ans ni être informé avec sûreté, ni agir avec efficacité dans un pays où les intrigues anglaises étaient si actives, dont les relations avec l'Espagne intéressaient directement la France et dont il méditait l'occupation. L'empereur montrait peu de cordialité à l'ambassadeur portugais, Lima ; il l'entretenait fréquemment, il est vrai, mais c'était uniquement pour lui poser des questions sur ce que faisait et pensait l'Angleterre : aussi Lima demandait-il à sa cour qu'on le mît soigneusement à même de fournir ces renseignements. Les retards que le Portugal apportait à payer son subside étaient pour Napoléon un motif fréquent de récriminations, et il menaçait de faire exiger à Lisbonne même, par l'ambassade, le paiement de tout l'arriéré (1). Lima, il est vrai, comptait avec l'appui de Talleyrand, mais seulement dans la mesure où l'on pourrait le payer. « Dans ce pays, il faut graisser l'essieu pour que les roues aillent », lui avait-on dit au début de son séjour à Paris (2). De fait, Talleyrand lui promettait bien de parler à Napoléon en faveur du Portugal, d'empêcher un éclat à propos du subside et même de faire consentir un rabais, mais en même temps il tâchait d'obtenir que les versements fussent faits, non pas en argent et au Trésor, mais en diamants bruts et à la joaillerie Nitot et C^{ie}, qui en remettrait le prix au Trésor ; il est probable qu'une honnête commission serait restée aux mains du ministre (septembre 1805). L'ouverture ne fut pas accueillie à Lisbonne (3).

Cette tension des rapports franco-portugais, si favorable aux projets de Godoy, était maintenue et accrue par les procédés du cabinet britannique, qui compromettait sans cesse la neutralité du régent — peut-être parce qu'il pensait qu'elle ne saurait tarder à être violée par la France et l'Espagne elles-mêmes. Les escadres anglaises réclamaient sur la côte des Algarves un ravitaillement qu'on ne leur refusait point. Elles y possédaient même des dépôts permanents de vivres, ce qui provoqua une réclamation assez justifiée des ambassades françaises et espagnoles (1^{er} octobre 1805). Le 21 octobre 1805, un convoi anglais de vingt-quatre transports, escorté par deux frégates et portant deux régiments écossais destinés à Gibraltar, soit

(1) Lima à Araújo, 4 juin 1805 (2 lettres), 2, 17 août : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(2) Lima à Araújo, particulière, 31 mars 1805 : *ibid.*

(3) Lima à Araújo, 2 août, 3 septembre 1805 ; copie des offres de la maison Nitot ; *ibid.* Il s'agissait de faire un premier versement de diamants pour une valeur de 5 ou 6 millions de francs, et cette combinaison pourrait continuer par la suite, à raison de 2 millions de diamants par an.

2 à 3.000 hommes, vint mouiller devant Lisbonne : Campo Alange et son collègue français ne purent manquer de protester de nouveau. A la fin du même mois, le même incident se produisit au Brésil, à la Bahia de Todos os Santos : il s'agissait cette fois de quatre navires de ligne, une frégate et 64 transports portant 8.000 hommes, qui y relâchèrent jusqu'au milieu de novembre, sans que toutefois le gouverneur de la ville permit de mettre les troupes à terre (1). Enfin, au début de 1806, le bruit courut à Lisbonne d'un prochain débarquement anglo-russe, et cela avec une insistance telle que le régent dut affirmer à Campo Alange qu'il n'avait en rien été pressenti à ce sujet (2).

Tous ces incidents ne pouvaient qu'aigrir Napoléon contre le Portugal, à la grande satisfaction de Godoy. Celui-ci aurait même pu en signaler un autre assez grave qui était particulier à l'Espagne : des coups de feu échangés entre patrouilles dans les territoires contestés de l'Amérique du Sud (3). Mais dans l'ensemble il préférerait affecter à l'égard du Portugal une attitude bienveillante. Désirant sans doute ne pas éveiller les soupçons de la cour de Lisbonne avant que l'offensive fût de nouveau engagée contre elle, il multipliait les assurances tranquillisantes. Il affirmait à Ega qu'il n'attaquerait pas le Portugal, mais en lui répétant sans cesse aussi que Napoléon paraissait avoir des desseins beaucoup moins pacifiques. Il l'assurait que personnellement il ne désirait qu'une chose, la paix générale, et il affectait à son égard une grande cordialité, lui faisant voir familièrement la correspondance qu'il recevait de Paris (4). Mais en même temps il préparait sous main la reprise de son grand projet portugais. Il entretenait dans l'esprit de la reine des sentiments hostiles au Portugal ; il le peignait comme tout disposé à s'unir à l'Angleterre, à la Russie, et l'accusait de faire des préparatifs militaires : « Après cela, concluait-il, je ne m'étonnerai pas s'il nous faut aller

(1) Le premier convoi, qui se trouvait à Lisbonne lorsqu'y arriva la nouvelle de Trafalgar, la célébra par une salve en pleine rade. — Sousa Coutinho à Araújo, 31 juillet 1805 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Londres*. Campo Alange au même, 1^{er} octobre ; à Cevallos, le 24, 3 novembre, 15 janvier 1806 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5368, 5369 ; à Godoy, 24 octobre : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 101. Rayneval à Talleyrand et à Araújo, le 22 (réponse du 23) : *A. E., Port.*, v. 125, f. 370, 371, 372.

(2) Campo Alange à Godoy, 4 janvier 1806 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 101 ; à Cevallos, le 9 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5369. Sur ces incidents en 1805, cf. MOUY, *Junot à Lisbonne*, 155-160.

(3) Ega à Araújo, 16 juillet 1805 et suiv. : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*.

(4) Ega à Araújo, 2 août, 8 octobre, 15 novembre, 31 décembre 1805, 28 janvier 1806 : *ibid.*

à Lisbonne. » Et surtout, il faisait expédier par Cevallos des lettres de recommandation destinées à préparer un nouveau voyage d'Izquierdo à Paris : Izquierdo devait cette fois demander catégoriquement à Napoléon le démembrement de la monarchie portugaise (1).

GODOY ET LA RÉGENCE DU PORTUGAL. — Cevallos, qui a prétendu par la suite n'avoir jamais été au courant de la mission d'Izquierdo, recommanda à Masserano le 27 novembre 1805 de traiter l'agent de Godoy « avec la distinction et les égards qui lui sont dus » (2). Izquierdo arriva à Paris le 2 janvier 1806 (3).

Ce n'était plus l'émissaire presque inconnu et peu considéré qui avait débarqué dans la capitale en juin 1804. Il avait cette fois en poche une commission officielle, celle qui faisait de lui le fondé de pouvoirs de la *Caja de Consolidación* à Paris et le désignait donc pour mener des négociations financières importantes et ardues. Bientôt même, le titre qu'il portait jusque là, celui de membre du Conseil Suprême de la Guerre, lui parut insuffisant pour faire bonne figure dans une société où l'on ne voyait, disait-il, que décorations et distinctions, et il insinua que Napoléon serait heureux de le voir mieux pourvu. « Izquierdo, ajoutait-il en parlant de lui-même, n'a pas de vanité, car il connaît le monde, mais il est très sensible sur le point d'honneur. Il n'aime pas assister à des noces, mais s'il y assiste le décorum exige qu'il y paraisse avec la robe nuptiale, afin qu'on ne le renvoie pas comme dans la parabole de l'Évangile » (11 avril). La robe nuptiale fut vite prête : le 26 mai, Cevallos avisa Masserano que l'agent de Godoy était nommé Conseiller d'État de S. M. (4).

(1) Godoy à Marie-Louise, 8 novembre : *A. Histórico N.*, c. 2821.

(2) Cevallos à Masserano, 27 novembre 1805 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5213. CEVALLOS, *Exposición de los hechos y maquinaciones...*, 6 : « Il est très digne de remarque que d'aucune des démarches faites par D. Eugenio Izquierdo à Paris, non plus que de sa nomination, de sa correspondance, de ses instructions et de ses autres négociations on n'avait la moindre nouvelle au ministère d'Estado que je dirigeais alors. » Il est exact toutefois que Cevallos ne fut mis au courant qu'en 1805 : Godoy à Marie-Louise, 20 février 1805, *A. Histórico N.*, c. 2821.

(3) Masserano à Cevallos, 4 janvier 1806 : *ibid., Estado*, c. 5214. Bulletin de Fouché du 27 : HAUTERIVE, II.

(4) Le *Consejo de Estado*, rétabli par Charles IV en 1792 et chargé des grandes affaires, ne se réunissait plus depuis 1797 ; le titre de Conseiller d'État n'en restait pas moins très honorifique et recherché. Le *Consejo de Guerra*, dont faisait partie Izquierdo, comprenait des généraux et des conseillers répartis en deux chambres

C'était là un titre considérable, mais la fortune d'Izquierdo lui permettait de soutenir ce rang : c'est en cette année 1806 qu'il acheta à Parempuyre, près de Bordeaux, le domaine du Flamand, ancienne propriété de la famille de Ségur, vendue comme bien national, et qui, bien plantée en osiers et en avoine, rapportait 10 à 15.000 francs en 1810 ; le prix d'achat s'élevait à 300.000 francs (1).

Mais bien plus que par ses titres et que par sa richesse, c'était par son influence et par ses relations qu'Izquierdo était désormais un personnage important à Paris. Nous ne savons pas quels étaient les rapports qu'entretenait avec lui la colonie espagnole, mais elle avait intérêt à ce qu'ils fussent bons, car lorsque Godoy désirait des renseignements sur l'un de ses membres c'est à Izquierdo qu'il s'adressait : ce qui arriva par exemple, en 1806, pour le comte de Fuentes. Les gens qui étaient mêlés aux affaires espagnoles cultivaient l'amitié du Navarrais : ainsi fit Herman, qui en retour fut recommandé par lui au prince de la Paix lorsqu'il fut nommé consul général à Lisbonne (juillet 1806). Il semble bien qu'Izquierdo ait eu des accointances dans tous les milieux, et en particulier que celui de la galanterie lui ait fourni à l'occasion des renseignements utiles (2).

Dans les sphères officielles il avait retrouvé à son retour l'appui de Lacépède. Il avait établi d'autre part, grâce à l'intermédiaire d'Hervas, des relations avec Duroc. Dès 1805, Godoy l'avait invité à ménager Hervas, qui pouvait être utile par son gendre le Grand Maréchal. Il l'avait fait, et n'avait pas eu de difficulté à nouer avec le banquier des relations assez intimes, car l'un et l'autre étaient

(*Gobierno et Justicia*) qui s'occupaient d'administration et d'affaires contentieuses. — Izquierdo à Napoléon, 16 février 1806 : A. N., AF IV 1680, 7^e d. ; à Godoy, 11, 15 avril : *A. Histórico N.*, c. 2881. Masserano à Cevallos, 26 juin, *ibid.*, c. 5214. Lima à Araújo, 3 juin : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(1) Note du ministère de la Police au commissaire général de police à Bordeaux, Pierre, 12 décembre 1810 ; réponse du 20 : A. N., F⁷ 6599. Cet achat entraîna entre le vendeur, Bertrand Daliot, et Izquierdo, un procès qui durait encore à la mort d'Izquierdo (lettre de Daliot, 31 mai 1814, *ibid.*), Daliot prétendant qu'Izquierdo lui avait extorqué un reçu de 300.000 francs sans avoir réellement versé cette somme. (Aux archives municipales de Bordeaux, le registre de la correspondance de Pierre ne semble rien contenir sur cette affaire).

(2) Izquierdo à Godoy, mars, 11 avril, 12 juillet 1806 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Cette lettre de mars sur les relations d'Izquierdo dans le monde de la galanterie est obscure, et le reste de la correspondance qu'elle suppose sur le même sujet a disparu. Parmi les filles qui semblent avoir constitué pour Izquierdo un service de renseignements se trouvait la maîtresse du fils de Chaptal, lequel ruina son père par ses spéculations et paraît avoir été un type de « fils de famille » : CHAPTAL, *Souvenirs*, 159, et *Biographie universelle et portative*, article *Chaptal*. D'après un bulletin de Fouché (6 août 1806, HAUTERIVE, II) Izquierdo aurait été aussi en relations avec les milieux royalistes.

rapprochés par leur aversion pour l'ambassade officielle : Hervas n'avait pu admettre en effet qu'on ne l'eût pas nommé ministre d'Étrurie et qu'au départ de Gravina on lui eût préféré Santivañez comme chargé d'affaires. D'ailleurs, son fils aîné et sa fille, la femme de Duroc, étaient fort liés avec Izquierdo, qui allait souvent les voir à l'hôtel de la rue Saint-Florentin où tous habitaient (1). La crise des *Négociants Réunis* fournit à Godoy l'occasion de resserrer les liens entre son agent et Hervas, et du même coup d'entrer en relations directes avec Duroc. Sentant sa position financière à Paris ébranlée, le banquier, qui se trouvait alors à Madrid, avait fini (28 novembre 1805) par accepter cette légation de Constantinople qu'il avait refusée jadis, mais dont les 30.000 livres de traitement ne lui paraissaient plus à dédaigner. Bien lui en prit, car peu de temps après son retour à Paris, au début de décembre, il dut signer la déclaration de faillite de sa maison (18 décembre). Il repartit alors pour Madrid afin de solliciter l'aide de Godoy, et c'est à ce propos que se nouèrent des rapports entre Duroc et le favori : le premier écrivit une lettre pour solliciter la protection du prince en faveur de son beau-père, et le second saisit avec empressement cette occasion d'être agréable au Grand Maréchal du Palais (6 février 1806). C'est ainsi qu'apparut sur la scène espagnole un nouvel acteur, qui devait y jouer un rôle important (2).

Talleyrand eut plus de peine à se glisser dans les négociations secrètes de Godoy, en raison de la vieille méfiance que le favori nourrissait à son égard. Il voyait avec un dépit qu'on devine les démarches d'Izquierdo. Bien plus, les relations officielles elles-mêmes entre Paris et Madrid ne passaient pas toujours par son intermédiaire. C'est ainsi qu'on n'eut point recours à lui pour conclure la convention maritime du 4 janvier 1805, dont plusieurs stipulations relevaient pourtant de son ministère, par exemple la garantie réciproque des possessions, la restitution de la Trinité, l'interdiction de toute paix séparée : la chose ne lui plut naturellement guère. De

(1) Brito à Araújo, 28 avril 1807 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Hervas à son fils, 13 avril 1804 : *ibid.*, *legação em Madrid*, joint à une lettre du 27 juin de Freire. Izquierdo à Godoy, 2, 18 janvier 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Santivañez à Cevallos, 8 février : *ibid.*, *Estado*, c. 5213. Esménard, introduction aux *Mémoires* de Godoy, p. LIII, note.

(2) Beurnonville à Talleyrand, particulière, 28 novembre 1805 : A. E., *Esp.*, v. 669, f. 143. Ega à Araújo, 20 décembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Barbé-Marbois à Napoléon, 16, 18 décembre : A. N., AF IV 1082. Duroc à Godoy, 10 janvier 1806 ; réponse du 6 février : *Arch. Real Casa*, *Arch. reservado Fdo VII*, t. 105.

même, au moment des armements maritimes espagnols, le ministre de la Marine, sur l'ordre de Napoléon, écrivait directement à Godoy, sans passer par les Relations Extérieures (1). Talleyrand ne pouvait consentir à se laisser ainsi fermer le domaine espagnol, et cela d'autant moins qu'il y avait fait jadis des opérations personnelles fructueuses. Aussi faisait-il tout son possible pour s'y insinuer. Il cultivait l'amitié d'Hervas et à l'occasion envoyait par son intermédiaire des amabilités au prince de la Paix, sans réussir d'ailleurs à l'amadouer sensiblement (2). Mais c'est sur Izquierdo que porta son principal effort. Au début des négociations, Lacépède avait déclaré à l'Espagnol, de la part de l'empereur, que les Relations Extérieures devaient tout ignorer (janvier 1805). Talleyrand ne fut cependant pas long à percer le mystère et dès le 11 mars il reçut Izquierdo à sa table, le traita avec distinction et lui fit dire par le fils d'Hervas qu'il désirait « entrer en conversation avec lui ». Mais Izquierdo se tenait sur ses gardes : « Personne ne me surprendra, je crois. » Il pensait du reste qu'il était inutile d'acheter l'appui de Talleyrand : « S'il sait quelque chose par le seul qui puisse lui faire confiance [Napoléon], il sera obligé de tout garder pour lui. Il ne peut rien en faire. *Inutiles los dispendios.* » Talleyrand n'en redoubla pas moins d'amabilités, et en septembre il fit de nouvelles ouvertures : « Le ministre Talleyrand, écrivit Izquierdo le 17, à qui je dois depuis quelque temps des distinctions particulières, et qui m'a fait plusieurs fois l'éloge de V. E., m'a parlé certain soir à peu près comme j'ai dit à V. E. que m'a parlé le prince Murat dans sa maison de campagne, dirigeant la conversation vers la même fin, quoiqu'il énonçât la chose avec toute la sagacité et la finesse qui le caractérisent » (3). Lorsqu'Izquierdo fut de retour à Paris, en 1806, les avances reprirent : « Il m'a parlé de V. E. très clairement ; il m'a dit tout ce que peut dire un ministre, et beaucoup plus que Talleyrand n'en dit à personne sur des affaires diplomatiques. Il dit que je suis un homme avec qui l'on peut causer ; que je jouis ici de toute la considération qui m'est due ; que *j'ai beaucoup d'esprit*, que sais-je ? A tout, je réponds : *Amen* » (4). Malheureusement pour lui, Izquierdo ne resta pas toujours sur cette réserve, mais pour le moment, au début de sa mission de 1806, il

(1) Izquierdo à Godoy, 11 janvier 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Decrès à Napoléon, 9 avril 1805 : *A. N.*, AF IV 1196.

(2) A Hervas, 2 juillet 1805 : *A. E., Esp.*, v. 668, f. 228.

(3) Izquierdo à Godoy, 2, 31 janvier (2^e lettre), 19 mars, 17 septembre 1805 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(4) Izquierdo à Godoy, 22 mars 1806 : *ibid.*

pouvait compter sur la bonne volonté de Talleyrand, et ce fait achevait de rendre sa position à Paris plus forte que jamais. Il en profita sans tarder.

Le 8 janvier 1806, il passa une première note destinée à reprendre le contact avec les milieux français, et de façon amicale : elle annonçait que l'Espagne accédait à la demande du ministre du Trésor Public, Mollien, qui avait sollicité l'ouverture d'un crédit de 200.000 piastres sur La Havane. Le 26 janvier, Napoléon fut de retour à Paris. Sans perdre de temps, Izquierdo aborda discrètement l'objet de sa mission. Dans une note datée du 1^{er} février il exposa comme quoi, honoré de la pleine confiance de sa cour, il revenait se mettre à la disposition de l'empereur ; il sollicitait ensuite des instructions pour les négociations qui, disait-il, continuaient entre le prince de la Paix et les Irlandais, et il concluait par cette simple ligne : « La princesse des Asturies est dangereusement malade. Le Portugal entrerait dans la coalition » (1). Rapprocher ainsi les affaires napolitaines et celles de Lisbonne était habile, car sur les premières Napoléon était toujours disposé à entrer en conversation : c'est le lendemain du jour où il reçut cette note qu'il écrivit à Godoy pour le remercier de lui avoir dévoilé les intrigues de Marie-Caroline à Madrid et pour lui promettre sa protection (2 février). Izquierdo, qui dut avoir aussitôt connaissance de cette lettre, comprit que la conversation était bien reprise et quatre jours après seulement, le 6, il n'hésita pas à exposer sans plus attendre l'objet essentiel de sa mission : la reprise du projet portugais.

En guise de préambule, et sans doute pour ne pas avouer trop clairement que la manœuvre contre Lisbonne était son but exclusif, l'agent de Godoy rédigea une note sur les affaires irlandaises : à l'entendre, la paix avec l'Autriche remettait à l'ordre du jour les plans de débarquement en Angleterre, et il importait donc de ne pas perdre de vue les propositions du Comité Central des Irlandais-Unis, composé et dirigé par les évêques catholiques de l'île (2). L'entrée en matière était médiocre, mais de pure forme probablement. L'important était un papier joint à cette note, lequel était la copie d'une lettre que Godoy était censé avoir adressée à Izquierdo le 16 janvier : « Le prince de Portugal a l'esprit tout à fait aliéné, s'il ne

(1) Le crédit sur La Havane était indépendant des affaires Ouvrard. — Izquierdo à Lacépède, 8 janvier 1806 : *A. N.*, AF IV 1680, 7^e d. ; au même, 1^{er} février : *A. Histórico N.*, c. 2881 (partiellement dans PÉREZ DE GUZMAN, *op. cit.*, 39).

(2) A Napoléon, 6 février : *A. N.*, AF IV 1680, 7^e d., et *A. Histórico N.*, c. 2881.

l'a pas toujours eu. Les ministres de ce royaume sont iniques, et on ne pourra jamais avoir en eux la moindre confiance. Si la démence du prince fait encore quelques progrès extérieurs, deux princesses, qui toutes deux détestent l'Espagne, vont se disputer la régence. Je pourrais en être chargé, dans le cas que les idées de S. M. I. et R. sur moi, sur mon existence future, ne s'y opposent pas ; mais l'autorité de *las Cortes* (1) doit concourir pour prévenir tout motif de discorde, qui pourrait naître à l'avenir » (2).

Les paroles décisives venaient enfin d'être prononcées, après dix-huit mois de circonlocutions et de détours. En juin 1805, même en cet instant si favorable où la résurrection de la marine espagnole venait de créer à Godoy des titres sérieux à la bienveillance de Napoléon, le favori n'avait pas osé demander plus que la conquête du Portugal et, vaguement, une position indépendante. Cette fois, il précisait, et tout de suite. C'est sans doute qu'il avait appris à ses dépens, en septembre 1805, que dans la situation instable où se trouvait l'Europe des négociations prolongées et traînantes risquaient fort de se voir interrompues par des événements imprévus. En 1806 donc, au lieu de s'attarder à de longs travaux d'approche, il partait d'emblée à l'assaut de la position.

Napoléon, lui, ne modifia pas sa tactique habituelle : il promit et en même temps demanda. Les promesses, il est vrai, étaient nettes : « L'Empereur appuiera de toute son influence, et, s'il le faut, de ses armes, tout ce que le prince de la Paix voudra faire relativement au Portugal. Il est prêt à signer et à prendre tous les engagements que le prince de la Paix jugera nécessaires pour cet objet » (6 février 1806) (3). Mais les demandes qui vinrent quelques jours après les promesses étaient sérieuses : l'Espagne était priée de chasser les ministres de Russie et de Suède, et de fermer ses ports aux bâtiments suédois (16 février). L'empereur exigeait donc directement la rup-

(1) L'original écrit par Izquierdo (A. N., AF IV 1680) porte en marge : « Les Cortes de Portugal. » La copie qu'il envoya à Godoy (*A. Histórico N.*, c. 2881) porte une expression plus obscure : « l'authenticité des cours. »

(2) Izquierdo à Lacépède, 6 février 1806 : A. N., AF IV 1680. Cette note commence ainsi : « S. E. le prince de la Paix, en date du 16 du mois dernier, écrit au Conseiller Izquierdo ce qui suit. » Mais il n'y a pas à tenir compte de cette formule, par laquelle débutent presque toutes les notes d'Izquierdo et qui ne correspond généralement à aucune réalité : c'était presque toujours Izquierdo qui rédigeait les notes (Godoy écrivant fort mal le français) et qui fixait arbitrairement la date à laquelle son maître était censé les avoir composées. Cette remarque est essentielle pour la chronologie de l'intrigue.

(3) Napoléon à Lacépède, 6 février 1806 : *Corr.*, 9766. Le texte envoyé à Godoy par Lacépède porte la date du 7 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

ture avec le tsar, que peu auparavant il avait vainement essayé d'obtenir en faisant envoyer à l'armée d'Italie des troupes espagnoles qui eussent pu trouver devant elles des régiments russes (1). Il ne s'en tint pas là : il voyait la cour de Madrid trop bien disposée à son égard pour ne pas exploiter la situation. Le directeur général des Douanes, Collin, reçut l'ordre de préparer « une note des changements qu'on pourrait faire dans les douanes d'Espagne pour favoriser nos manufactures ». Napoléon ajoutait avec une assurance assez fondée : « J'obtiendrai ce qui sera nécessaire » (22 février). Le même jour, Izquierdo fut informé que l'Espagne pourrait faire « une chose extrêmement agréable » à S. M. I. : permettre l'introduction des soieries, toiles peintes et batistes françaises. Le résultat fut bien celui prévu ; le « négociateur » espagnol, que Lacépède disait « un des hommes d'Europe les plus éclairés relativement au commerce », répondit : « L'Espagne est prête à faire, même aux dépens de ses intérêts, tout ce qui sera agréable à S. M. I. » (28 février) (2). C'était là, à vrai dire, une concession qui comptait peu en regard du résultat obtenu par Godoy : l'empereur paraissait disposé à accueillir sa demande de la régence du Portugal.

NOUVEAUX PLANS PORTUGAIS DE GODOY. — Une subite volte-face du favori vint troubler le cours des négociations. Alors que le 6 février 1806 il avait demandé la régence du Portugal, le 20 il ordonna à Izquierdo de revenir sur cette ouverture et de présenter ses désirs sous une forme moins restreinte et moins précise à la fois. Cette lettre a disparu, et il n'en reste d'autre trace que la note que l'agent secret fit passer par Lacépède le 11 mars. Après avoir exposé que son maître était las du pouvoir, qu'il n'avait tiré aucun fruit de ses travaux (assertion vraiment un peu exagérée), Izquierdo déclarait que le prince de la Paix n'aspirait qu'à l'indépendance, et à devenir « un des éléments du grand système politique qui doit, en ren-

(1) Napoléon à Talleyrand, 16 février 1806 : *Corr.*, 9827.

(2) Napoléon à Collin et à Lacépède, 22 février : *Corr.*, 9871, 9875. Izquierdo à Napoléon le 28 ; Lacépède au même, 1^{er} mars : A. N., AF IV 1680. Il faut ajouter cependant qu'Izquierdo ne fut pas sans faire quelques objections d'ordre technique et que Masserano demanda qu'on levât en retour les droits d'entrée sur les vins espagnols, surtout la surcharge de vingt sous par bouteille de Malaga, Xérès, etc. : à Talleyrand, 28 mars, *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 5214.

dant la paix à l'Europe, confirmer au monde la liberté des mers » (1). Des phrases embrouillées de cette note, une seule idée se dégage un peu clairement : c'est que le favori envisageait désormais une autre solution que celle de la régence de Portugal. La lettre qu'il fit adresser par Charles IV à l'empereur, le 20 février, le laisse entendre aussi. Sous la dictée de sa femme et de son favori, le roi exposait à Napoléon que le prince de la Paix, fatigué du pouvoir, songeait à se retirer : « C'est pourquoi, continuait-il, je m'adresse à V. M. I. et R., lui demandant avec la sincérité de mon caractère que s'il est possible de nous mettre d'accord sur les moyens de conserver auprès de ma personne un homme si précieux et si essentiel à mon bonheur, avec le rang et les distinctions qu'il a mérités, V. M. veuille bien me donner son avis... » (2). Cette épître, où Charles IV demandait qu'on n'éloignât Godoy ni de lui... ni de la reine, dut paraître savoureuse à Napoléon, mais elle signifiait au fond que le prince de la Paix ne voulait plus aller à Lisbonne.

Quelle est la cause de ce subit changement de batteries, il est difficile de le préciser. Peut-être le favori se dit-il que la régence de Portugal ne constituait pas, par définition, un établissement stable et permanent. Peut-être aussi jugea-t-il que Lisbonne était un poste trop difficile à occuper dans les présentes circonstances, qu'il y serait trop exposé aux entreprises anglaises et surveillé de trop près par Napoléon. Au fond, la régence du Portugal était peut-être moins souhaitable que la principauté indépendante dont on avait émis l'idée tout d'abord, idée à laquelle le favori paraissait revenir. Il est permis aussi de supposer en lui une arrière-pensée, qui, si elle était exprimée dans cette lettre à Izquierdo expliquerait qu'il ait détruit un document aussi compromettant : peut-être songea-t-il à ce qui avait été son rêve d'un instant en 1805, à la régence d'Espagne. Izquierdo en effet proposa de substituer cette solution à celle de la régence de Portugal, et il semble bien que s'il le fit ce fut

(1) Lettre censée de Godoy et du 20 février, transmise par Izquierdo le 11 mars sous le n° 3 : *A. Histórico N.*, c. 2881 ; LAFUENTE, *Historia general de España*, XVI, 173, la reproduit partiellement et la croit réellement et la croit réellement démenti par celle d'Izquierdo du 11 mars et par des billets de Lacépède du 3 : *A. N.*, AF IV 1680, 7^e d.

(2) Marie-Louise et Godoy joignirent des lettres à celle du roi ; elles paraissent avoir été de pure forme (billet de transmission de Lacépède, 1^{er} mars, *A. N.*, AF IV 1680, 7^e d.). Le brouillon de la lettre royale fut soumis à Godoy, qui fit effacer certaines expressions maladroitement louangeuses pour lui, et précise la demande finale : *A. Histórico N.*, c. 2881. Texte de la lettre dans PÉREZ DE GUZMAN, *El Dos de Mayo*, 40 ; cf., *ibid.*, 19, les adulations de la reine à Godoy : « Toi seul peux nous tirer des embarras où nous sommes et faire le bonheur du royaume ! »

en s'inspirant des instructions nouvelles qu'il venait de recevoir : « Que S. M. I. aide à faire proclamer V. E. en Portugal comme le prince Joseph l'est à Naples ; que V. E. soit déclarée Infant, comme le prince Murat, Piombino et Borghèse l'ont été princes français... l'Empereur pourrait aussi appuyer le projet de la régence d'Espagne, si S. M. juge qu'il serait conforme au bien de l'État de la donner à V. E. » (1).

Ce n'est pas sans inquiétudes qu'Izquierdo avait remis à Lacépède la note qui en termes voilés annonçait la volte-face de son maître. « Je ne puis moins faire que de confier à V. E., avouait-il, que j'ai tremblé en lisant les ordres qu'Elle me donnait... Je connais ici le terrain, les gens, les caractères, et surtout celui du personnage principal. Je sais qu'il n'aime pas les moyens termes, qu'il déteste les détours, que s'il n'aime pas l'impétuosité il aime beaucoup moins encore l'irrésolution... » Afin d'atténuer un peu le mauvais effet qu'allait produire sur Napoléon la dérobade de Godoy, Izquierdo accompagna la note sur la destinée future du prince de deux autres, qui elles aussi étaient censées écrites le 20 février par le favori : dans l'une il annonçait, à son ordinaire, que les Irlandais allaient livrer Gibraltar, et dans l'autre il promettait que les affaires Ouvrard s'arrangeraient de façon satisfaisante pour le Trésor Impérial (2). Puis Izquierdo attendit les résultats, avec une certaine inquiétude. Lacépède, qui remit les trois notes le 1^{er} mars en même temps que les lettres officielles des Reines et de Godoy, lui assura que l'empereur n'avait pas donné de signe de mécontentement. Le lendemain dimanche, le Navarrais assista à l'ouverture de la session du Corps Législatif, et Masserano et lui eurent le plaisir d'entendre dans la bouche de Napoléon une phrase qui, en escamotant le désastre de Trafalgar, faisait l'éloge de Charles IV : « Les tempêtes nous ont fait perdre quelques vaisseaux, après un combat imprudemment engagé. Je ne saurais trop me louer de la grandeur d'âme et de l'attachement que le roi d'Espagne a montrés dans ces circonstances pour la cause commune. » Le 5, dans l'exposé de la situation de

(1) Izquierdo à Godoy, 11 mars : cette partie de la lettre est reproduite dans LAFUENTE, XVI, 174. Le passage sur la régence d'Espagne est obscur : qui est désigné par le titre de S. M., « *Su Mag.* », Napoléon, ou Charles IV ? Il semble bien que ce soit Charles IV, car presque toujours Izquierdo le qualifie de la sorte, alors que Napoléon est pour lui « S. M. I. » D'ailleurs, tous les projets de régence d'Espagne agités à cette époque comportent l'assentiment formel du roi.

(2) Izquierdo à Godoy, 11 mars, lettre B : *A. Histórico N.*, c. 2881. Notes censées envoyées par Godoy le 20 février 1806, transmises par Izquierdo le 1^{er} mars sous les n° 4 et 5 : *ibid.*, et *A. N.*, AF IV 1680.

l'Empire qu'il lut au Corps Législatif, Champagny donna la même note : « L'Espagne, constante dans sa marche, a montré une activité, une bravoure, une fidélité dont nous n'avons qu'à nous louer. » Talleyrand et Mollien, enfin, prodiguaient à Izquierdo les amabilités. Ces présages semblaient favorables (1).

Mais le 11 Napoléon n'avait pas encore répondu. Tout en attribuant ce retard aux occupations de l'empereur ou à son désir de ne point faire les premiers pas, l'Espagnol commençait à s'inquiéter : « Je ne vivrai pas que je n'aie vu la prochaine note de S. M. I. » Le 13 enfin la réponse attendue arriva. Dans sa sécheresse, elle était bien conforme à ce qu'avait prédit Izquierdo : Napoléon s'impatientait de voir Godoy reculer après s'être avancé, et, trois semaines après avoir sollicité la régence du Portugal, faire une demande à la fois moins restreinte et plus vague. « Cela n'est pas assez clair : il faut que le prince de la Paix dise ce qu'il désire » (2).

Izquierdo le comprit, l'instant était décisif : d'un côté l'Empereur exigeait que Godoy parlât net, et de l'autre le favori se montrait dans sa lettre du 4 mars hésitant et peu disposé à se découvrir. Izquierdo fit donc auprès de Godoy (15 mars 1806) les instances les plus pressantes pour le décider à prendre courage et à sauter le pas. Il lui rappela toutes les preuves de confiance que Napoléon lui avait données, leur action commune dans la lutte contre le parti napolitain, dans les affaires maritimes, dans les affaires financières, les promesses faites, et en particulier la dernière relative au Portugal (3). « V. E., écrivait-il, est au bord du Rubicon, comme César : il faut ou le passer et sortir de la situation actuelle, ou tout quitter. Si l'on ne propose rien de ferme à l'Empereur, si l'on ne répond pas catégori-

(1) Masserano à Cevallos, 2, 8 mars : *A. Histórico N., Estado*, c. 5214. Izquierdo à Godoy, le 11 : *ibid.*, c. 2881. Discours de Napoléon et exposé de Champagny, 2, 5 mars : *Corr.*, 9912, 9929.

(2) Izquierdo à Godoy, 11 mars 1806, lettre B et son P. S. : *A. Histórico N.*, c. 2881. Napoléon à Lacépède, le 13 : *Dernières lettres inédites*, éd. Brotonne, I, 376, et 183 *lettres inédites*, éd. F. Masson, 133. La copie de l'*A. Histórico N.*, (c. 2881) de la main d'Izquierdo, porte en P. S. : « *Certifico haber visto y leído esta nota firmada por S. M. el Emperador.* »

(3) Original à l'*A. Histórico N.*, c. 2881. Cette partie de la lettre d'Izquierdo est reproduite dans LAFUENTE, *op. cit.*, XVI, 176 et dans PÉREZ DE GUZMAN, *op. cit.*, 40. Mais ce dernier, tout en mettant le passage entre guillemets, donne une version fort différente de l'original, qu'il a résumé, et dont il a modifié les termes au point de fausser complètement le sens. C'est ainsi que le texte porte : « *Habla V. E. de la necesidad de la Regencia de Portugal ; ... y al punto contesta S. M. I. : En quanto al Portugal, quanto el Príncipe de la Paz quiere hacer, tanto apoyaré...* » Pérez de Guzman « cite » ainsi : « *Al hablar V. E. de la Regencia de Portugal... LE INDICÓ S. M. I. QUE V. E. PODIA ENCARGARSE DE ELLA, y prometió ayudarle...* »

quement à sa demande concise, énergique et péremptoire, toute négociation ultérieure est rompue. L'Empereur ne répète pas deux fois la même chose, il ne fait pas de démarche qui ne doive avoir un résultat » (1). Si Godoy répondait à la question de Napoléon, s'il exposait nettement ses désirs, il pouvait être nommé infant, roi. Mais en regard Izquierdo lui exposait quel coup imprévu pouvait le frapper s'il continuait à refuser sa confiance : « Jusqu'à présent rien n'a été perdu... Mais nous ne sommes plus en situation de nous retrancher... Mon devoir est de dire qu'il est moins mauvais et moins dangereux de proposer et de ne pas obtenir que de ne rien proposer. Car de cette dernière solution il pourrait résulter un grand mal qui une fois publié serait irréparable : qu'on envoie de France un régent et qu'ensuite il reste là-bas comme Roi. LL. MM. pourront considérer cela et se décider. » Et le temps pressait. Napoléon ne perdait pas de vue l'affaire et vers la fin du mois il demandait à Lacépède : « Y a-t-il quelque chose de l'Espagne ? » (2)

Ce ne dut pas être sans une anxiété réelle qu'Izquierdo attendit la réponse de Godoy à ce qu'il appelait « l'ultimatum » de l'empereur. « Je suis malade et triste, lui écrivait-il, j'ai un poids sur la poitrine. » Bien que la décision fût sans doute déjà prise à Aranjuez, il envoyait encore quelques exhortations : « Qui ne tente pas de grandes choses n'y arrive pas. Demandons, et voyons si l'on nous refuse. Ici, personne ne s'oublie lui-même » (22 mars) (3). Mais sa longue et éloquente lettre du 15 n'avait pas été vaine : le prince de la Paix s'était enfin décidé à « passer le Rubicon », à parler nettement, à présenter à Napoléon la première demande catégorique et précise d'un démembrement du Portugal à son profit.

Le préambule de sa lettre du 24 mars était au moins inutile : il justifiait l'occupation du Portugal par la crainte d'un débarquement anglais ou russe, voire même barbaresque. Ayant ainsi mis sa conscience en repos, Godoy présentait deux projets, correspondant aux deux hypothèses qu'il avait successivement envisagées en février. Le premier était celui de la régence : il se déclarait prêt à aller, « pendant la guerre, prendre le commandement des troupes portugaises, garder les ports de ce royaume et y organiser un nouveau système

(1) Reproduit par LAFUENTE, *op. cit.*, XVI, 17.

(2) Izquierdo à Godoy, 15 mars, 1^{er} avril 1806 : original de l'*A. Histórico N.*, c. 2881.

(3) Izquierdo à Godoy, 22 mars 1806 : *ibid.* — En « citant » la dernière phrase, Pérez de Guzman (*op. cit.*, 42) croit utile d'ajouter ces mots de son invention : « Si ce n'est l'Espagne. »

de gouvernement ». Le second était celui d'une principauté indépendante, pour le cas où Napoléon ne serait pas disposé à l'occupation complète du Portugal : « Le prince désirerait un séjour indépendant entre l'Espagne et le Portugal. Olivenza, conquise par lui dans la dernière guerre, et toute la lisière, où est Serpa et Moura, jusqu'à la mer, formeraient un petit état qu'il se plairait à faire fleurir... Cet état serait entre les confins des deux royaumes, et chaque souverain, par un accord entre eux, céderait une partie de son territoire sous les auspices de S. M. I. » (1). Le territoire ainsi désigné eût formé, à l'extrémité méridionale de la frontière hispano-portugaise, une bande nord-sud d'environ 175 kilomètres de long, d'une largeur indéterminée, et s'étendant le long du Guadiana, d'Olivenza à l'Atlantique.

Certes, il est encore question ici d'un « accord » réciproque et bienveillant entre l'Espagne et le Portugal, pour offrir à frais communs un royaume au prince de la Paix. Mais il est inutile de souligner tout ce que cette formule avait d'hypocrite en ce qui concernait le Portugal. C'est le couteau sur la gorge qu'il serait « prié » de céder à ce courtisan parvenu une portion de son territoire. Godoy le disait fort bien en cette savoureuse note qu'il écrivit en marge de la lettre où Izquierdo le pressait de se déclarer : « Répondu... en me refusant aux violences, bien que décidé à agir de la façon active qui convient au bien général... » (2).

Izquierdo fut naturellement très satisfait de voir son maître suivre ses conseils et dire nettement ce qu'il voulait : « Je sais que parler du Portugal sans avoir pris position eût déplu à l'Empereur. Rien ne lui plaît qui ne soit décisif. V. E. voit qu'il marche toujours à ses fins sans s'arrêter. Il médite et exécute, mais jamais ne reste indécis. Ou bien il abandonne un projet, ou bien il le pousse jusqu'au succès » (3). Mais cette continuité dans les vues, si elle était le fait de Napoléon, n'était pas celui de Godoy, car le jour même où Izquierdo lui adressait ces félicitations (1^{er} avril), le favori envoyait à son agent un plan nouveau. Cette fois, il n'était plus seulement question d'une principauté que lui auraient constituée à frais communs le Portugal et l'Espagne : il s'agissait de disposer du Portugal tout entier.

(1) Godoy à Izquierdo, 24 mars 1806 ; transmis à Lacépède le 4 avril ; Lacépède à Napoléon, le 9 : A. N., AF IV 1680, 7^e d. Le style fort caractéristique du préambule semble montrer que cette fois la note a bien été écrite par Godoy lui-même, et non par Izquierdo pour lui.

(2) Note de Godoy en marge de la lettre d'Izquierdo du 15 mars 1806 : *ibid.*

(3) Izquierdo à Godoy, 1^{er} avril 1806 : A. *Histórico N.*, c. 2881.

Le prince de la Paix proposait trois combinaisons. Ou bien on lui confierait la régence, ce qui était revenir au premier projet. Ou bien on lui donnerait la partie sud du royaume ; la partie nord serait attribuée à l'infant Francisco, troisième fils de Charles IV, âgé alors de douze ans (1). Dans la troisième hypothèse, le Portugal serait divisé en quatre parts : celle du nord, augmentée d'un morceau de Galice, irait au deuxième fils du roi, Carlos ; une autre à Francisco ; le régent de Portugal conserverait la troisième, et Godoy aurait la dernière ; toutes les quatre dépendraient de la cour d'Espagne ; le prince de la Paix ne dissimulait pas toutefois que la deuxième combinaison lui agréerait davantage (2). Le projet d'une petite principauté entre Olivenza et la mer avait donc duré une semaine. Peut-être Godoy y renonça-t-il parce qu'il craignit qu'à la mort de Charles IV il n'en fût tôt ou tard dépossédé par le Portugal détrossé et par l'Espagne lésée elle aussi, et où régnerait son ennemi Ferdinand. Quoi qu'il en soit, ces rapides variations ne pouvaient guère le servir auprès de l'empereur, et elles plongeaient Izquierdo dans un profond embarras. « Seul, sans pouvoir consulter personne, en une langue étrangère, parler de choses si hautes ! Il y a de quoi trembler ! » Il s'en tira en ajoutant une proposition qui agréerait sûrement à Napoléon : les colonies portugaises iraient à la France, après qu'on en aurait détaché une partie pour la donner au régent, dans le cas où on ne lui laisserait rien en Europe. « Elles ne sont pas à nous, elles seraient difficiles à garder. Si nous avons le Portugal, laissons à d'autres le Brésil... » (3).

Godoy avait parlé, comme le voulait Napoléon. Il avait dit, et même deux fois plutôt qu'une, ce qu'il désirait. Sa deuxième lettre fut remise à l'empereur le 13 avril 1806, et dès le 14 une note partait de Saint-Cloud pour Lacépède. Mais Napoléon, qui voulait que Godoy se découvrit, ne se découvrait pas lui-même : sa note n'était pas une réponse, c'était une nouvelle question : « Il faudrait savoir

(1) L'infant passait pour être le fils de Godoy ; mais si ce projet le favorisait ainsi au détriment du deuxième fils du roi, Carlos, ce pouvait être en raison de l'hostilité que celui-ci ne cachait pas à l'égard du favori.

(2) Note d'Izquierdo, 13 avril 1806 : A. *Histórico N.*, c. 2881. Godoy faisait remarquer que le troisième projet eût donné quatre territoires trop exigus ; de fait, chacun eût compté 700.000 habitants en moyenne.

(3) Izquierdo à Godoy, 15 avril, *ibid.* Izquierdo avait mis une hâte particulière à envoyer à Napoléon le nouveau projet « avant que S. M. I. prit une résolution d'après la note précédente. » A l'entendre, Lacépède affirmait que Napoléon était « très content » de lui. — BERNHARDI, *Napoleons Politik in Spanien*, *Historische Zeitschrift*, 1878, p. 502.

précisément de quelle manière seraient dirigées les opérations contre le Portugal ; si S. M. le roi d'Espagne désirait agir contre cette puissance, pourrait-il [*sic*] le faire seul ? Pourrait-il se passer des troupes françaises ? Et dans le cas où il en aurait besoin, combien lui en faudrait-il ? » (1)

C'était la même demande que Napoléon avait faite dix mois auparavant, le 27 juin 1805. On en était au même point, avec seulement un peu plus de précision dans les désirs formulés par Godoy (2). En 1805 l'orage qui se formait en Autriche avait fait ajourner l'entreprise portugaise. En 1806, le ciel était moins obscur, et cependant Napoléon ne s'engageait pas encore. C'est qu'avant de répondre aux vœux du favori il avait quelque chose à exiger de lui : la liquidation définitive de cette crise des *Négociants Réunis* dont l'Espagne avait été partiellement la cause et dont il fallait qu'elle aidât à payer les frais.

IV

LA CONVENTION FINANCIÈRE DU 10 MAI 1806

LES RÉPERCUSSIONS DE LA CRISE OUVRARD. — Napoléon avait une raison sérieuse pour arrêter à ce moment la marche des négociations politiques et pour exiger qu'on réglât avant tout les questions financières : en ce mois d'avril 1806, les manquements de l'Espagne semblaient à la veille de créer au Trésor Public de nouvelles et graves difficultés.

Le déficit dû à l'affaire des *Négociants Réunis* avait d'abord été évalué par Barbé-Marbois à 73 millions, mais un examen plus attentif fait sur l'ordre de Mollien le porta ensuite à 141.800.000 francs (3). Il est vrai que la compagnie possédait un actif de 80 millions environ, constitué par le portefeuille d'Ouvrard, par ce qui restait des approvisionnements accumulés pour l'Espagne, etc. En en tenant

(1) « Note » du 14 avril 1806. Le texte donné ici est celui de l'*A. Histórico N.*, c. 2881, qu'Izquierdo affirme (17 avril) avoir copié lui-même d'après l'original. Il diffère quelque peu de celui de la *Corr.* (à Lacépède, 10.092).

(2) Izquierdo à Godoy, 18 avril : « Nous sommes donc aujourd'hui à l'époque du 27 juin 1805... Nous nous trouvons aujourd'hui au même point... » *A. Histórico N.*, c. 2881.

(3) C'est devant de telles insuffisances dans la comptabilité du Trésor que Mollien y introduisit la comptabilité en partie double, comme il l'avait déjà fait à la Caisse d'Amortissement : *Mémoires*, I, 481-486.

compte, le déficit réel restait de 60.500.000 francs. Cette somme était garantie toutefois par les traites que l'Espagne avait jadis remises à Ouvrard, et que le décret du 6 février 1806 avait enjoint aux fournisseurs de céder au Trésor. Elles comprenaient 19.821.475 piastres recouvrables dans les colonies espagnoles à diverses échéances, et 32.582.351 francs en billets souscrits au profit des *Négociants Réunis* par Espinosa, directeur de la *Caja de Consolidación*. En comptant la piastre à 5 francs, le tout formait un total de 131.689.726 francs (1). Or, la cession de ces traites au Trésor posait un double problème. Tout d'abord, beaucoup d'entre elles ne se trouvaient plus entre les mains d'Ouvrard : il les avait remises à de nombreuses maisons en guise de paiement de fournitures. Ensuite, le montant des traites qu'Ouvrard avait reçues de l'Espagne dépassait largement les fonds qu'il lui avait procurés : pour une bonne partie elles correspondaient en effet à des crédits qu'il avait promis de faire ouvrir et qui ne le furent jamais ; l'Espagne avait reçu d'Ouvrard 34 millions seulement ; le Trésor allait se faire remettre par Ouvrard des traites espagnoles montant à 131.689.726 francs : pouvait-il exiger de l'Espagne leur paiement intégral, étant donné surtout que le déficit dont il souffrait n'était que de 60.500.000 francs (2) ?

Tels étaient les problèmes qu'allait avoir à discuter Izquierdo, revenu de Madrid avec le titre de chargé de pouvoirs de la *Caja de Consolidación*. Il montra les dispositions les plus conciliantes et dès son arrivée il affirma à Barbé-Marbois que l'Espagne payerait loyalement tout son dû, qu'elle vendrait au besoin les domaines du clergé, mais trouverait l'argent nécessaire. Napoléon ne fit pas de difficultés pour accepter Izquierdo comme négociateur dans ces délicates affaires : « C'est un homme de confiance, et à qui vous pouvez ajouter foi », écrivait-il à Mollien en lui ordonnant de s'aboucher avec lui (8 février). Izquierdo passa donc une note officieuse sur sa désignation comme fondé de pouvoirs de la *Caja de Consolidación* (16 février) et l'empereur l'invita aussitôt, par l'intermédiaire de Lacépède (18 et 22 février), à « voir fréquemment » Mollien pour

(1) Traité franco-espagnol du 10 mai 1806 : *A. E., Esp.*, v. 20 supplément, f. 28 ; Barbé-Marbois à Napoléon, 7 novembre 1805 : *France, Mémoires et Documents*, v. 1415, f. 141. Les traites en piastres étaient aux échéances suivantes : 6.018.545 de 15 à 140 jours de vue ; 2 millions à 12 mois de vue ; 3.802.930 entre le 22 novembre 1806 et le 22 octobre 1807 ; 8 millions du 18 octobre 1806 au 18 avril 1808.

(2) Godoy à Murat, s. d. (vers août 1806) : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 105.

pousser ces négociations (1). Il aurait même dit de lui à ce propos : « Il est tout à moi et mérite toute ma confiance » (2). De fait, Izquierdo continuait à proclamer sa bonne volonté et le désir de l'Espagne de montrer qu'elle n'était pas complice d'Ouvrard. Godoy écrivait à Napoléon dans le même sens : « J'écarterai tous les obstacles ; nous remplirons nos engagements ; les rapports avec Ouvrard ne doivent pas nous compromettre » (1^{er} mars). Izquierdo manifestait même le désir de régler d'un seul coup par « la conclusion d'un traité de commerce réciproquement avantageux » toutes les discussions d'ordre économique subsistant entre la France et l'Espagne (3).

RÈGLEMENTS FINANCIERS. — La question la plus délicate était peut-être celle des créances espagnoles qu'Ouvrard avait remises à des tiers, et qui s'élevaient à des sommes importantes : par exemple, Michel jeune et Séguin avaient reçu, en échange de crédits ouverts à l'Espagne, des traites Espinosa atteignant une valeur nominale de 11.426.102 et 6.825.628 francs respectivement. Les détenteurs de ces billets faisaient naturellement tous leurs efforts pour en obtenir le remboursement par l'Espagne, et Michel jeune se signalait particulièrement par l'activité de ses démarches. Il avait des relations personnelles avec Godoy, qu'en 1802 notamment il avait vu fort longuement à Madrid. Il possédait en outre à Paris un puissant appui : « Le prince Murat, écrivait Izquierdo, protège sa femme qui est jeune et n'est pas laide (le prince m'a assuré plusieurs fois que cette liaison est l'unique raison qu'il a de protéger Michel). » Le banquier, il est vrai, affirmait à Izquierdo que si Murat s'intéressait

(1) Napoléon à Mollien, 8 février 1806 : *Dernières lettres inédites*, éd. Brotonne, 358. Note d'Izquierdo à Napoléon, le 16 : A. N., AF IV 1680, 7^e d. Réponse de Napoléon, même date, *ibid.* : « A. M. Mollien. Je vous envoie une note pour votre gouverne. Vous ne devez pas faire connaître que je vous ai envoyé cette note. » On peut remarquer à ce propos que Napoléon ne faisait pas grand mystère de ses négociations avec Godoy, car la note d'Izquierdo qu'il communiquait ainsi contenait cette phrase : « Les affaires d'Espagne, différentes de la mission particulière du prince de la Paix, de telle nature, de telle importance qu'elles puissent être, ne devant être pour lui que secondaires... » Napoléon à Lacépède, 18 février 1806 : 183 *lettres inédites*, éd. F. Masson, 122 (lettre écartée par la première commission de la *Corr.*) ; au même, le 22 : *Corr.*, 9875.

(2) Izquierdo à Godoy, 1^{er} avril 1806 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(3) Godoy à Napoléon, 1^{er} mars 1806 ; Izquierdo à Godoy, le 11 : *ibid.* Izquierdo à Napoléon, le 25 : A. N., AF IV 1680, 7^e d.

à cette affaire c'était parce qu'une partie de la somme à récupérer sur l'Espagne lui appartenait. Grâce à ces relations, Michel jeune réussit à faire signer par Izquierdo, le 14 mars, une convention par laquelle la *Caja de Consolidación* devait lui rembourser directement le montant des traites, dans un délai de quatre mois. Mais Mollien s'opposa à la ratification de cet arrangement (21 mars). Murat eut beau multiplier ses instances auprès du négociateur espagnol, personnellement ou par ses aides-de-camp, il ne put plus obtenir que la *Caja de Consolidación* payât, et Michel jeune devint du coup l'ennemi acharné d'Izquierdo (1).

Il était cependant naturel que l'Espagne refusât de payer toutes les traites qu'elle avait émises, puisqu'elle n'avait touché effectivement qu'une partie de leur montant. Izquierdo demanda à Mollien de le soutenir dans cette position, en échange d'un règlement général des questions financières, et Mollien lui prêta en effet son concours. Aidé par lui, l'envoyé de Godoy obtint de Vanlerberghe, Ouvrard et Desprez une convention qui fut rédigée le 5 mai et signée le 10. Les banquiers étaient placés dans l'obligation de mettre dans le plus bref délai possible à la disposition de la *Caja de Consolidación* toutes les valeurs qu'ils avaient reçues d'elle (à l'exception de celles déjà versées au Trésor Public), en les retirant des mains où elles se trouvaient et sans qu'elles pussent jamais être présentées à la *Caja* pour paiement ; en particulier, ils avaient à retirer des mains de Michel ses 11.426.102 francs. D'autres dispositions, que l'on verra plus loin, permettraient à l'Espagne de récupérer sur eux la différence entre les sommes qu'elle allait verser à la France et celles qu'elle avait réellement reçues d'eux (2).

Mollien avait ainsi aidé l'Espagne à n'être pas complètement détroussée. En retour, Izquierdo négociait en même temps avec lui, en vue de liquider la crise Ouvrard, un accord d'ensemble dont le besoin se faisait de plus en plus sentir. En effet, les valeurs espagnoles qu'Ouvrard avait été forcé de remettre au Trésor pour couvrir son

(1) Godoy à Murat, s. d. (vers août 1806) : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 105 (lettre qui n'a certainement pas été écrite par Godoy, mais par un technicien de la *Caja de Consolidación*). Izquierdo à Godoy, 22 juillet 1806 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Texte du décret du 18 février dans OUVRARD, *Mémoires*, I, 131. D'après certains documents, les billets de Michel jeune s'élevaient à 11.271.577 francs seulement.

(2) Convention du 10 mai : A. E., *Esp.*, v. 20 supplément, f. 28. Godoy à Murat, s. d. (août) : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 105. Izquierdo à Mollien, s. d. (doss. de juin, mais sans doute du début septembre) : *A. Histórico N.*, c. 2861.

débet s'étaient en bonne partie révélées comme d'une difficile réalisation. Les traites en piastres se trouvaient en dépôt à Amsterdam, à la maison Hope ; Napoléon eût voulu les faire rentrer à raison d'un million de francs par mois, avec intérêt de 6 %, mais Hope refusa de livrer son dépôt sans l'autorisation d'Ouvrard, qu'il fallut par la suite envoyer à Amsterdam pour arranger l'affaire (1). L'empereur comptait en outre sur les traites de la *Caja de Consolidación*, signées par Espinosa ; il s'était fait remettre un état, classé par mois, de leurs échéances. Malheureusement, la *Caja* n'avait pas les moyens de faire honneur à sa signature. Izquierdo avait bien tenté de les lui procurer en proposant dès le 20 février d'emprunter de nouveau en Hollande 30 millions de florins pour acquitter les traites, mais les négociations étaient longues et difficiles (2). A la fin de mars, ce qu'on pouvait craindre arriva : un agent de la Banque de France présenta les premières traites à la *Caja de Consolidación*, et elles ne furent point payées. Ainsi, les garanties prises après la faillite d'Ouvrard se révélaient caduques. A la suite de cette carence espagnole, une nouvelle crise du Trésor allait-elle éclater ? Mieux valait régler à fond toute l'affaire : rendre à l'Espagne les traites qui excédaient le déficit véritable laissé par Ouvrard, mais exiger qu'elle payât exactement le reste. Napoléon mit aussitôt la négociation en train, et ordonna à Mollien de s'entendre avec Izquierdo (6 avril) (3). Il pressa ce dernier d'aller vite : le 17, à l'audience diplomatique, il l'interpellait : « Vos affaires sont-elles arrangées ? Tâchez de les arranger » (4). Et en même temps, pour assurer le succès des pourparlers, il usa du moyen d'action infaillible qu'il avait sur Godoy : c'est le 15 avril qu'au lieu de répondre nettement et en détail au plan de partage du Portugal qu'il venait de recevoir il se contenta de demander quelques renseignements d'ordre militaire, et l'on vit ensuite la négociation diplomatique rester en sommeil jusqu'à ce que les affaires financières fussent réglées au gré de l'empereur.

(1) Note de Napoléon pour Mollien, 26 février 1806 : 183 *lettres inédites*, éd. F. Masson, 125. (Il s'y agit plus spécialement des 6 millions de piastres visés dans le décret du 6 février, § 3, art. II). OUVRARD, *Mémoires*, I, 130.

(2) Note de Napoléon pour Mollien, 22 février : 183 *lettres inédites*, éd. Masson. Izquierdo au même, le 20 ; A. E., *Esp.*, v. 669, f. 275. C'est le 1^{er} avril seulement que les conditions de l'emprunt furent réglées : Izquierdo à Godoy, 1^{er} avril, *A. Histórico N.*, c. 2881.

(3) Izquierdo à Godoy, 15 avril 1806, *ibid.* Napoléon à Mollien, le 6 : *Dernières lettres inédites*, éd. Brotonne, 394.

(4) Izquierdo à Godoy, 18 avril 1806, P. S. ; à Mollien, juin 1806 (plutôt début septembre) : *A. Histórico N.*, c. 2881.

Le 21 avril 1806, Izquierdo et Mollien eurent leur première conférence en vue d'un accord d'ensemble. Le Trésor avait déjà récupéré sur les faiseurs de service 8.500.000 francs, montant d'un achat de piastres que la maison Hope avait fait à Ouvrard peu auparavant. Il se disposait à se rembourser de 18 autres millions au moyen d'une retenue de 50 % sur le prix des fournitures militaires. Le déficit restant était, comme on l'a déjà dit, de 60.500.000 francs. La première demande d'Izquierdo fut donc « que la responsabilité du gouvernement espagnol pour le débet de la compagnie Vanlerberghe... fût restreinte et modérée à la somme de 60.500.000 francs. » Pour acquitter cette somme, il était disposé à laisser aux mains du Trésor 24 millions de francs en traites Espinosa payables à Madrid, et des billets pour 9.821.479 piastres payables dans les colonies espagnoles à raison de 3 fr. 75 la piastre. Mais il demandait qu'on restituât à l'Espagne le reste de ses engagements, soit 8.582.351 francs en traites Espinosa, et 10 millions de piastres recouvrables en Amérique (1). Il en fut convenu ainsi, et la convention du 10 mai 1806 porta que l'Espagne payerait 60.500.000 francs en tout et pour tout. Elle verserait 24 millions en espèces, à raison de 3 par mois à dater du 30 mai, et en échange on lui remettrait la totalité des traites signées par Espinosa. Elle donnerait à ses colonies l'ordre de livrer, au Trésor ou à ses cessionnaires, 9.821.479 piastres, et les laisserait extraire librement ; en retour, on lui restituerait toutes les autres traites payables en piastres (2).

Les billets que l'Espagne avait remis à Ouvrard ne lui seraient donc présentés que jusqu'à concurrence de 60.500.000 francs. Mais c'était là beaucoup plus encore qu'elle n'avait reçu des *Négociants Réunis*, puisqu'en argent, en blé, en fournitures pour la marine ils ne lui avaient avancé que 34 millions. Izquierdo se préoccupait de récupérer sur eux la différence, s'il était possible. Mollien l'aida une fois de plus dans cette action : ce fut lui qui obtint l'acquiescement des munitionnaires et qui le 6 mai remit à l'agent de Godoy la convention désirée, acceptée par eux la veille. Les *Négociants Réunis* s'engageaient à verser au Trésor Royal 12 millions : 4 provenant

(1) Mêmes sources, et texte du traité du 10 mai 1806 : A. E., *Esp.*, v. 20 supplément, f. 28. Les traites en piastres qu'Izquierdo offrait de laisser au Trésor portaient 6 018.545 piastres payables de 15 à 140 jours de vue, et 3.802.930 payables du 22 novembre 1806 au 22 octobre 1807.

(2) Traité du 10 mai 1806, A. E., *Esp.*, v. 669, f. 459 et v. 20 supplément, f. 28, art. I, II, III, IV. Izquierdo avait présenté le 7 un premier projet que Napoléon repoussa : Mollien à Talleyrand, le 9, *ibid.*, v. 669, f. 456.

du dernier emprunt espagnol en Hollande, 3 représentés par des laines, 5 par des billets qu'ils souscrivaient solidairement. L'Espagne entendait en outre que lorsque la retenue de 50 % sur les fournitures militaires aurait rapporté au gouvernement français les 18 millions prévus, elle lui fût subrogée en cette action, de sorte qu'elle continuerait à prélever la même retenue à son propre bénéfice (1). Izquierdo eût désiré une clause de sauvegarde qui liât les engagements que les traitants prenaient vis-à-vis de l'Espagne aux engagements que l'Espagne prenait vis-à-vis du Trésor Public, mais Mollien n'y consentit pas, sous prétexte qu'Ouvrard ne pouvait figurer comme partie contractante dans un acte entre deux puissances ; les deux conventions, celle entre l'Espagne et le Trésor et celle entre Izquierdo et Vanlerberghe-Ouvrard, restèrent donc distinctes, bien que signées toutes deux définitivement le même jour, le 10 mai 1806. La première fit cependant mention de la seconde, dans son article V : le Trésor s'y engageait à ne donner décharge de leur débet à Vanlerberghe-Ouvrard que lorsqu'ils auraient satisfait aux conventions conclues entre eux et Izquierdo ; les deux actes se trouvaient ainsi liés dans une certaine mesure (2).

Telles étaient, en substance, les deux conventions du 10 mai 1806. L'Espagne recouvrait les traites qu'elle avait imprudemment remises en caution à Ouvrard, mais en payant 60.500.000 francs, et elle espérait que les *Négociants Réunis* lui rembourseraient la différence entre cette somme et les 34 millions qu'elle avait réellement reçus d'eux. « L'inextricable affaire d'Espagne », comme disait Mollien, n'était pas terminée, mais du moins un peu éclaircie. « J'ai bien peur, ajoutait toutefois le ministre, que le projet ne soit inextricable comme elle. » Sur la demande de Mollien, Talleyrand ajouta un préambule et une conclusion conformes aux usages diplomatiques (3). Napoléon fit aussitôt envoyer le traité à Madrid, et Beurnonville fut chargé d'en presser la ratification. Charles IV y procéda le 24

(1) Convention franco-espagnole du 10 mai 1806, art. V : A. E., *Esp.*, v. 669, f. 460. Izquierdo à Mollien, s. d. (porté de juin 1806, et plutôt de septembre), § 9, 10, 11 : A. *Histórico N.*, c. 2881.

(2) Izquierdo déclara que ce fut « en échange » de sa convention avec les munitionnaires qu'il signa celle avec le Trésor.

(3) Mollien à Talleyrand, sur l'ordre de Napoléon, et Talleyrand à Mollien, 9 mai 1806 : A. E., *Esp.*, v. 669, f. 456, 455. Talleyrand se garda de se mêler du texte : « Je n'ai pas eu à toucher à la rédaction des articles : c'est M. Mollien qui s'en est occupé, elle ne peut être que bien. » Il fit cependant remarquer le 16 qu'à la date fixée pour le premier paiement (30 mai) les ratifications n'auraient sans doute pas pu être échangées : *ibid.*, f. 472.

mai, à Aranjuez, et dès le 30 mai le texte ainsi approuvé était de retour à Paris (1).

Déjà Godoy s'agitait pour se procurer les ressources nécessaires au paiement des 24 millions. Il avait engagé avec le pape des négociations pour être autorisé à vendre un septième des biens ecclésiastiques, sous réserve d'en payer le revenu aux propriétaires. Izquierdo l'assurait que la France l'aiderait dans ces pourparlers : « Ce gouvernement appuiera toutes les ventes ecclésiastiques que V. E. désirera. L'État va périr si ces ventes ne sont faites : il vaut mieux transformer une partie que perdre le tout » (2). Le prince de la Paix tâchait en même temps d'obtenir de l'Angleterre qu'elle laissât entrer à Cadix des bâtiments chargés de piastres mexicaines ; en retour, il lui offrait un million de piastres et autorisait les vaisseaux neutres qu'on enverrait chercher l'argent à la Vera Cruz à constituer pour moitié leurs cargaisons avec des marchandises britanniques ; le cabinet de Londres repoussa d'ailleurs cette ouverture (3). Izquierdo de son côté poursuivait son projet d'emprunt en Hollande. Il en avait fixé les conditions, d'accord avec Talleyrand : « Elles sont un peu dures, mais M. de Talleyrand dit que nous n'avons pas d'autre moyen de trouver de l'argent et qu'il faut toujours opérer avec succès pour ne pas perdre le crédit qui nous reste. » Le ministre prenait à cette affaire un intérêt singulier. Il envoya en Hollande son fidèle Simons pour surveiller le placement de l'emprunt. Il le recommanda chaudement au Grand Pensionnaire Schimmelpenninck, auquel il avait fait demander l'autorisation officielle par la banque Desmeth, d'Amsterdam. Puis, lorsque Louis fut devenu roi de Hollande, il écrivit au ministre des Relations Extérieures du nouveau royaume, van der Goes, dans le même sens (4).

Cependant, Mollien s'occupait de son côté de faire rentrer les sommes que par la convention du 10 mai l'Espagne s'était engagée à verser. Tout semblait donc en bonne voie : Godoy et Izquierdo, pour ne pas compromettre leurs projets portugais, avaient réglé les

(1) Mollien à Talleyrand, 16 mai 1806 ; Beurnonville au même, le 25 : A. E., *Esp.*, v. 669, f. 474, 484. Talleyrand à Napoléon, le 31 : *Lettres inédites*, 235.

(2) Izquierdo à Godoy, 1^{er} avril 1806 : A. *Histórico N.*, c. 2881. Le pape autorisa ces ventes par un bref du 12 décembre 1806 : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 131.

(3) Hunter à Mulgrave, 4 février 1806 ; réponse s. d. : *Record Office*, F. O. 72, 55.

(4) Talleyrand à Mollien, 12 avril 1806 ; à Schimmelpenninck, 15 mai ; à Van der Goes, 27 août ; Mollien à Talleyrand, 26 août : A. E., *Esp.*, v. 669, f. 386, 471 ; v. 670, f. 231, 232. Izquierdo à Godoy, 1^{er} avril : A. *Histórico N.*, c. 2881. Lima à Araújo, 3 juin : *Neg. Estr.*, Lisbonne. *legação em Paris*.

difficultés comme le désirait l'empereur, Napoléon pouvait fermer la parenthèse financière et examiner les plans de partage du Portugal que le prince de la Paix venait de lui soumettre. Il semblait que cette fois rien ne dût arrêter la nouvelle offensive de Godoy. Mais Talleyrand entra en scène.

CHAPITRE V

DEUXIÈME PARTIE

LA NOUVELLE DÉCEPTION DE GODOY

V

TALLEYRAND ET LE PROJET PORTUGAIS

LES ALARMES DU PORTUGAL. Il s'inquiète des bruits de rupture et de l'attitude de Godoy et de Napoléon ; il découvre l'intrigue d'Izquierdo. Son appui à Paris : Talleyrand. — IZQUIERDO, DUROC ET TALLEYRAND. Izquierdo gagné par les avances de Talleyrand et de Duroc ; Lacépède éliminé. Négociation avec Duroc : le roi d'Étrurie en Portugal ? Talleyrand introduit dans la négociation : le projet du 13 juin 1806.

VI

LES NÉGOCIATIONS FRANCO-ANGLAISES ET LE PROJET PORTUGAIS

ARRÊT DE LA NÉGOCIATION PORTUGAISE. Les pourparlers de paix. Talleyrand en prend prétexte pour suspendre la négociation Izquierdo, malgré le désir de Napoléon. Le projet portugais sacrifié par Napoléon. — PREMIÈRES INQUIÉTUDES DE GODOY. Sa mauvaise humeur : arrêt des armements navals. Sa méfiance lors de l'entrée officielle de l'Espagne dans les pourparlers. Ses recommandations à Izquierdo. — L'AIDE BRITANNIQUE AU PORTUGAL. Efforts anglo-portugais pour faire garantir l'intégrité du Portugal dans les pourparlers. Tentative anglaise d'appui direct au Portugal : l'escadre britannique à Lisbonne.

VII

LA DÉCONVENUE DE GODOY

LIMA CONTRE IZQUIERDO. Efforts d'Izquierdo pour soutenir ses affaires ; leur échec. Les contre-mines de Lima ; leur succès. — L'AFFAIRE DES BALÉARES. Le traité franco-russe les donne aux Bourbons de Naples. Il est découvert par Izquierdo. Réaction de Godoy ; répercussions réelles de l'affaire. — LES INQUIÉTUDES DE GO-

DOY. Il tâche de se faire soutenir par Murat. Exigences excessives de Napoléon. Alarmes causées par la démonstration anglaise à Lisbonne. Bruits inquiétants. Izquierdo avoue son échec ; amers reproches de Godoy. Alarmes et rancunes.

VIII

L'ESPAGNE ET LA 4^e COALITION : PORTUGAL ET PRUSSE

L'AMBASSADE FRANÇAISE A MADRID. Départ de Beurmonville. Le poste laissé à un simple chargé d'affaires. — LES OUVERTURES AU PORTUGAL. Propositions de Godoy à Ega. Méfiance d'Araújo, leur rejet. — LES PROPOSITIONS DE LA PRUSSE. Bons rapports hispano-prussiens. Henry chargé d'attirer Godoy dans la coalition. Godoy décline ces ouvertures. Froideur entre les deux cours.

IX

L'ESPAGNE ET LA 4^e COALITION : RUSSIE ET ANGLETERRE

GODOY ET STROGONOFF. Efforts persévérants du tsar pour détacher l'Espagne de la France. Strogonoff à Madrid. Premiers pourparlers avec Godoy ; la nouvelle de la prise de Buenos-Ayres décide Godoy à des ouvertures formelles. — LE REFUS DE L'ANGLETERRE. Vains efforts du tsar pour décider l'Angleterre à la paix avec l'Espagne, en 1805, en octobre 1806 (la question de Buenos-Ayres). Les ouvertures de Godoy à l'Angleterre, par Argüelles et par la Russie ; Grey les repousse (novembre 1806) ; colère de Godoy.

X

LA PROCLAMATION DU 5 OCTOBRE 1806

L'ÉNIGME DE LA PROCLAMATION. Son texte. Interprétations possibles. — LE MANIFESTE ET LA COALITION. Est-il une adhésion ouverte à la coalition ? Godoy ne pouvait songer à la donner : situation obscure à l'extérieur et à l'intérieur, faiblesse de l'armée (les « armements d'octobre 1806 »). Godoy n'a pas entendu donner cette adhésion : témoignage de Strogonoff. LE MANIFESTE ET LA FRANCE. Godoy n'a pas entendu jeter un défi à la France, qu'il continue à ménager : l'escadre russe, Vandeul, l'*Argonaute*, instructions à Izquierdo. Essai d'explication du manifeste. — CONCLUSION.

V

TALLEYRAND ET LE PROJET PORTUGAIS

LES ALARMES DU PORTUGAL. — Pendant qu'Izquierdo travaillait à aplanir les difficultés financières qui retardaient l'offensive contre le Portugal, celui-ci commençait à soupçonner quelque intrigue et à s'inquiéter. Au début de 1806 encore, il pensait que la

France était trop absorbée par ses projets orientaux et italiens, et l'Espagne par ses affaires intérieures pour s'occuper de lui (1). Mais bientôt des bruits peu rassurants commencèrent à courir sur son compte. A Londres, les gens bien informés et surtout les agioteurs racontaient partout que les états de S. M. T. F. allaient être donnés à l'Espagne et que le roi d'Étrurie serait installé en Aragon et en Catalogne ; la rumeur en devint si forte que Sousa Coutinho crut devoir la démentir par un avis affiché en Bourse le 3 mai 1806. Il avertissait en même temps Araújo de Azevedo des découvertes inquiétantes qu'il venait de faire à la suite d'une longue enquête sur l'expédition de Miranda : celle-ci avait pour but, assurait-il, non seulement de soulever l'Amérique espagnole, mais aussi de révolutionner le Brésil (2). A Madrid, on avait commencé dès la fin de mars à annoncer qu'une armée française allait traverser le royaume pour faire la conquête du Portugal (3). A Paris, le parti « espagnol » et les oisifs en quête de nouvelles pronostiquaient une rupture avec Lisbonne et assuraient que Lima allait bientôt être rappelé. Un long article que publia le *Moniteur* du 15 juin 1806 sur l'état économique du Portugal pouvait donner quelque consistance à ces bruits. Au début de juillet, on signala qu'un camp se formait à Bayonne et le 19 Lima envoya une longue dépêche à ce sujet : il espérait qu'il ne s'agissait que de réprimer les désordres que de nombreux ouvriers sans travail ou marins déserteurs causaient dans la région, ou encore de repousser les débarquements anglais, mais il convenait aussi que les troupes en question pouvaient bien être destinées à marcher sur Lisbonne. A la fin du mois, on raconta que le Portugal allait être donné à S. M. C. et que la régente d'Étrurie serait installée dans les provinces septentrionales de l'Espagne (4). En Italie enfin il n'était question que du transfert du roi d'Étrurie en Portugal. Les gazettes de Lugano, puis de Milan et de Venise l'imprimèrent ouvertement. A Florence, les soldats espagnols déclaraient que bientôt on n'aurait plus besoin d'eux et qu'ils seraient rappelés en septembre. L'attitude de la régente d'Étrurie confirmait ces bruits ; elle laissait aller

(1) Fitz Gérard à Fox, 24 mars 1806 : *Record Office*, F. O., 63, 49.

(2) Sousa Coutinho à Araújo, 5 avril (*secretissimo*), 4 août 1806 (avec un volumineux dossier sur Miranda) : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Londres*. *The Courier* du 3 mai (reproduit dans le *Moniteur* du 16).

(3) Ega à Araújo, 28 mars 1806 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*.

(4) Lorsque les drapeaux pris à Austerlitz furent remis au Corps Législatif, en mai, le conseiller d'Etat Jubert déclara dans son discours, afin de mettre en relief la puissance de l'empereur, qu'une délégation de Brésiliens était venue supplier le régent de Portugal de vivre en paix avec Napoléon ; le fait était inexact, et Lima

les affaires et accordait à son entourage tout ce qu'il lui demandait (sauf toutefois les dons en argent), faveurs, croix, brevets, en disant qu'elle voulait être regrettée ; on ajoutait qu'elle amassait de l'or en quantité. Les Toscans commençaient à se détacher d'elle et les plus compromis, comme Lustrini, songeaient à passer en Espagne (1). Toutes ces rumeurs arrivaient à Lisbonne par les lettres particulières et s'y répandaient en s'amplifiant : on y parlait ouvertement d'une prochaine invasion franco-espagnole, des troupes que l'Angleterre enverrait pour l'arrêter, etc. (2)

Araújo ne se fût peut-être pas inquiété outre mesure de ces racontars si l'attitude des gouvernements français et espagnol n'était devenue alarmante elle aussi. Godoy avait renoncé à ses démonstrations d'amitié. Il avait été très irrité du séjour que le prince Jean était venu faire à Villa Viçosa, tout près de la frontière, et d'apprendre que les habitants d'Olivenza, la ville que le Portugal avait cédée en 1801, s'agitaient et protestaient contre la domination espagnole (3). Surtout, il devait penser que l'offensive contre le cabinet de Lisbonne ne saurait tarder, et qu'il convenait de la préparer par une tension diplomatique comme il l'avait déjà fait en 1805. Il exploita donc les incidents. Il interdit l'entrée des ports galiciens à tous les bâtiments portugais, sous prétexte que l'un d'eux avait été convaincu d'espionner la côte espagnole pour le compte des Anglais. Il portait les mêmes accusations d'espionnage contre les vaisseaux portugais qui croisaient à hauteur de Gibraltar pour surveiller les Barbaresques. Il cherchait à faire naître des difficultés, en demandant que le cabinet de Lisbonne fût invité à renvoyer les légations russe et suédoise, comme Napoléon priait l'Espagne de le faire elle-même. Enfin il ne manquait pas une occasion d'annoncer à Ega que le régent serait prochainement mis en demeure de rompre avec l'Angleterre (4).

se demanda longtemps avec inquiétude s'il n'y avait pas sous cette invention quelque dessein caché. — Lima à Araújo, 12 avril, 13 mai, 24 juin, 1^{er}, 4, 8, 15, 19 juillet : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Izquierdo à Godoy, 1^{er} avril : *A. Histórico N.*, c. 2881. Rapport de l'écriture d'Hauterive, 3 juin : *A. E.*, *Port.*, v. 126, f. 72. Bulletins le Fouché, 8, 9 juillet : *A. N.*, AF IV 1497.

(1) Artaud à Talleyrand, 10, 16 juin, 8, 11 juillet : *A. E.*, *Toscane*, v. 158 A, f. 245, 259, 286, 290. Cf. les bruits recueillis par Masserano : à Talleyrand, 16 juin, *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 5214.

(2) Fitz Gerald à Fox, 5 avril : *Record Office*, F. O. 63, 49. Rayneval à Talleyrand, 29 mars, 3, 12 avril, 12 juillet : *A. E.*, *Port.*, v. 126, f. 38, 41, 47, 110.

(3) Ega à Araújo, 18 avril 1806 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*.

(4) Beurnonville à Talleyrand, 14, 27 mars 1806 : *A. E.*, *Esp.*, v. 669, t. 316, 347. Ega à Araújo, 5 avril, 14 juin : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*.

Du côté de la France, des symptômes alarmants pour le Portugal se manifestaient aussi. Là encore, des incidents maritimes avaient provoqué des réclamations. La lenteur que mettait la cour de Lisbonne à payer son subside donnait lieu à des tiraillements. En février 1806, elle devait encore 2 millions sur 16, et toutes les instances d'Estève auprès de Lima ne parvenaient pas à en obtenir le versement (1). Mars et avril passèrent sans qu'un écu fût payé, et le retard atteignait 10 mois. Le 20 mai 1806, Napoléon menaça enfin de remettre à une banque, pour être présentés directement au Trésor Royal de Lisbonne, les billets que le Portugal avait signés pour le montant de sa dette. Comme Lima se borna à se récrier, comme il ne paya pas davantage après un nouvel avertissement (9 juin), l'empereur mit sa menace à exécution : le 22, le Trésor remit à la banque Perrégaux 4 billets de 500.000 livres chacun, arrivant à échéance à cinq jours d'intervalle à partir du 30, et payables à 15 jours de vue. L'ambassadeur portugais, extrêmement contrarié, courut chez Perrégaux et apprit de lui que ces billets seraient bel et bien présentés à l'acceptation du Trésor Royal, par les soins de la banque Dohrman et C^{ie}, de Lisbonne, à laquelle ils étaient déjà expédiés. Lima n'eut que le temps de rédiger une note à l'adresse de Dohrman, le priant de ne pas présenter les traites, vu que l'affaire allait être réglée à Paris. Le courrier qui portait cette note, dûment stimulé, réussit à dépasser celui de Perrégaux, de sorte qu'il n'y eut pas d'éclat à Lisbonne. Mais le cabinet portugais, assez inquiet, tint aussitôt à Mafra un conseil à la suite duquel le secrétaire particulier de Vila Verde partit en hâte pour Amsterdam : le 5 août, le quinzième million était payé à Paris par les soins de la maison Hope ; le seizième et dernier le fut le 19. Mais cette affaire avait démontré à la cour de Lisbonne que désormais Napoléon était peu disposé à user de ménagements à son égard (2).

Surtout, Araújo venait d'apprendre quelque chose de bien plus inquiétant encore : ce qu'Izquierdo faisait à Paris. Dès la fin de 1805, alors que l'agent de Godoy se trouvait à Madrid, Araújo avait eu vent de ses intrigues ; il semble que ç'ait été par une voie parti-

(1) Lima à Araújo, 11 février 1806, *ibid.*, *legação em Paris*. Talleyrand à Rayneval, 26 juillet : *A. E.*, *Port.*, v. 126, f. 119.

(2) Napoléon avait accusé formellement Lima de faire tout son possible pour retarder les paiements. — Lima à Araújo, 25 mars, 20 mai, 9, 22, 24 juin, 21, 29 juillet, 5, 9 août : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Strangford à Fox, 29 juillet : *Record Office*, F. O. 63, 50. Estève à Talleyrand, 20 mai ; Rayneval au même, 12 juillet ; Talleyrand à Lima, 22 juin : *A. E.*, *Port.*, v. 126, f. 78, 110, 89.

culière, et non par les ambassadeurs portugais en France, en Espagne ou en Angleterre. Il fit ouvrir une enquête par Ega et Lima. Le premier répondit en mars 1806 : il louait sans ménagements sa propre activité, annonçait qu'il avait mis sur la piste un employé de l'ambassade, Jozé Ottoni — qu'Araújo déclara d'ailleurs être un coquin —, mais n'apportait aucun détail nouveau. Le second envoya en avril quelques dépêches rassurantes, mais bientôt il se renseigna mieux : son collègue Masserano, qu'il interrogea, fut trop heureux de « brûler » Izquierdo auprès des Portugais, et le 29 juillet 1806 Lima put avertir son gouvernement de la grandeur du danger : il lui donnait quelques détails sur le Navarrais, « un mauvais homme et un grand intrigant », faisait un bref historique de sa mission de 1805 et dénonçait celle de 1806 : « Voici quel est le nouveau plan : établir Lucien Bonaparte en Espagne, le prince de la Paix en Portugal et obliger les souverains actuels à passer dans les États d'Amérique ou à faire ce que bon leur semblera en cette occurrence » (1).

Il n'était donc que temps pour le Portugal de manœuvrer pour échapper à ces intrigues. Avant même de recevoir cette dépêche alarmante du 29 juillet, Araújo avait esquissé quelques tentatives pour mettre obstacle aux convoitises qu'il sentait s'agiter autour de son pays. La mort de la princesse des Asturies lui fournit une première occasion. Lorsque Campo Alange remit au régent les lettres où les *Reyes* lui annonçaient le décès de sa belle-sœur, le prince Jean répondit aussitôt, assez rondement : « Il est temps maintenant de penser à ma fille la princesse de Beira. » A l'entendre, Ferdinand eût trouvé en elle toutes les qualités propres à le consoler de son veuvage. Ega prit aussitôt à cœur cette négociation, et il médita de faire porter par sa femme, en médaillon, le portrait de la jeune princesse, de façon que Ferdinand pût le voir sans s'engager. Mais dès le lendemain de la mort de Marie-Antoinette Godoy avait prévu ces avances, et il y coupa court aussitôt (10 juin 1806) (2). Araújo

(1) Ega avait voulu profiter du séjour d'Izquierdo à Madrid pour le faire parler, mais il avait affaire à trop forte partie. — Ega à Araújo, 14, 16 mars, 6 avril : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Lima au même, 12, 16 avril, 24 juin, 29 juillet : *ibid.*, *legação em Paris*. Izquierdo à Godoy, 16 juin : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(2) La cour de Portugal prit le deuil pour quatre mois pour la mort de Marie-Antoinette. — Campo Alange à Godoy, 4 juin ; Godoy à Campo Alange, 22 mai, 10 juin : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 101, f. 261 et suiv. Campo Alange à Cevallos, 5 juin : *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 5369. Rayneval à Talleyrand, le 7 : *A. E., Port.*, v. 126, f. 75. Strangford à Fox, 6 juillet : *Record Office*, F. O. 63, 50. Ega à Araújo, 15 juin, 5 juillet : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid, Correspondancia sobre o casamento da Infanta Maria Theresa*. LEMA, *Estudios históricos, un olvido del Príncipe de la Paz*.

tâchait en même temps d'éviter tout motif de conflit avec Napoléon ; il se lia étroitement avec le chargé d'affaires français, Rayneval, et tenta de mettre fin par une attitude plus décidée aux abus que continuaient à commettre les bâtiments britanniques : « Toutes ces histoires, déclara-t-il à Strangford, ne sont motivées que par la brutalité continuelle de la marine anglaise. Les officiers anglais ne sont que des ivrognes » (1). Mais surtout, il comptait sur l'appui ordinaire du Portugal à Paris, sur Talleyrand. En avril, le ministre des Relations Extérieures avait de nouveau rappelé à Lima que ses bons offices étaient toujours utiles, mais jamais gratuits. Il s'agissait alors de Portugais captifs à Alger, dont Napoléon avait consenti à négocier le rachat. Cette affaire ne faisait aucun progrès, lorsqu' « une personne qui a tout à fait l'amitié et la confiance de Talleyrand » vint entretenir Lima, en lui demandant le secret le plus rigoureux : elle promettait que les pourparlers aboutiraient sous peu si S. M. T. F. consentait à mettre à la disposition de son ambassadeur à Paris la bagatelle de 3.500.000 francs (on descendit peu après à 2 millions) : « Cette somme serait distribuée à des personnes à qui S. M. I. voulait faire des faveurs, quand les répartitions des Relations Extérieures en fourniraient l'occasion » (2). On ne sait ce qu'il advint de cette ouverture, mais on peut se demander si l'envoi de vin de Porto qu'Araújo fit faire à Talleyrand lorsqu'il fut nommé prince de Bénévent (juillet 1806) (3) suffit à lui seul pour déterminer le ministre à prendre en mains la cause du Portugal, comme il le fit à ce moment dans la négociation Izquierdo.

IZQUIERDO, DUROC ET TALLEYRAND. — Izquierdo avait bien juré de ne pas se laisser prendre aux avances de Talleyrand. Un mot imprudent qui était échappé à ce dernier lui avait confirmé récemment encore que le ministre des Relations Extérieures était dans le camp du Portugal (4). Mais on sent trop dans ses lettres quel plai-

(1) Incidents du *Harbinger*, du *Richmond*, etc. Le bruit courut même fortement d'une entente franco-portugaise. — Strangford à Fox, 6, 10 juillet : *Record Office*, F. O. 63, 50.

(2) Lima à Araújo, chiffrée, 17 avril 1806 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(3) L'envoi formait la cargaison d'un bâtiment respectable ; les Anglais firent d'abord des difficultés pour le laisser passer, mais Strangford donna les autorisations nécessaires : à Fox, 2 septembre, *Record Office*, F. O. 63, 50. Remerciments de Talleyrand, juillet : *A. E., Port.*, v. 126, f. 122.

(4) Izquierdo à Godoy, 1^{er} avril 1806 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

sir lui causaient les attentions dont il était l'objet de la part de Duroc et de Talleyrand : être reçu par l'un et l'autre, être invité à déjeuner avec tout le corps diplomatique à Saint-Cloud, où le Grand Maréchal donnait une fête (10 avril), être traité de la façon la plus distinguée à ces réceptions où il paraissait pour la première fois, tout cela tournait d'autant plus la tête à l'agent de Godoy qu'il y voyait une revanche sur Masserano. « Que va dire l'ambassadeur ! » écrivait-il à son maître (1). Leurs relations en effet restaient des plus aigres, plus tendues même qu'en 1805, car il semble que Masserano, au lieu de s'accoutumer à l'insignifiance de son rôle, s'en exaspérait. Le plus clair de ses occupations consistait à expédier tous les mois à la reine deux douzaines de bas de soie et à s'occuper des innombrables envois que M^{lle} Minette, la célèbre modiste, faisait à S. M. En matière diplomatique, son travail se bornait à dénoncer l'attitude suspecte des États-Unis et leurs vues sur les colonies espagnoles (2). « Il m'envie, écrivait Izquierdo, et me voit avec haine. » Il affectait, en présence du corps diplomatique, de traiter l'agent de Godoy sans aucune considération, ou de ne pas lui adresser la parole. Il lui fit même un affront public en pleine soirée, chez Talleyrand, le 13 juin. Il lui arriva de répondre à Dejean, qui lui demandait un renseignement sur les troupes d'Étrurie, qu'il ferait mieux de s'adresser à Izquierdo, qui était le véritable ambassadeur (3). Le Navarrais était donc doublement sensible aux honneurs officiels que lui prodiguaient Duroc et Talleyrand, et lorsqu'il les vit s'introduire dans les pourparlers, il laissa faire sans une observation, sans une objection.

En ce qui concerne Duroc, il est d'ailleurs fort possible que son entrée dans la négociation ait été demandée par Godoy lui-même.

(1) Izquierdo à Godoy, 22 mars, 15, 18 avril 1806 : *ibid.*

(2) Les États-Unis réclamaient de l'Espagne une indemnité de 400.000 £ pour divers incidents maritimes ; ils tâchaient de lier cette question à l'achat de la Floride, qu'ils projetaient. Dans une première discussion, en 1804, la France soutint l'Espagne. Une mission à Madrid de Monroe, aidé par le ministre Pinckney, et que La Fayette avait fait recommander à Napoléon par Joseph, échoua en 1805, Godoy étant soutenu par l'Angleterre. La discussion reprit en 1806 sur les limites de la Louisiane et là encore la France appuya l'Espagne. — Frère à Hawkesbury, 14 mai, 5 juillet 1804 : *Record Office*, F. O. 72, 52. Vandeuil à Talleyrand, 6 août 1804 : A. E. *Esp.*, v. 666, f. 402. Godoy à Napoléon, 1^{er} mars 1805 : A. N., AF IV 1679. Talleyrand au même, 27 juillet 1804 : *Lettres inédites*, 94. RENAULT, *La question de la Louisiane*, 436-459, 474. SCHALCK DE LA FAVERIE, *Napoléon et l'Amérique*, 156-163. JOSEPH, *Mémoires*, éd. Du Casse, I, 230. MOSES, *Spain's declining power*, 332.

(3) Masserano à Cevallos et Talleyrand, sur les affaires d'Amérique et la complicité des États-Unis avec Miranda : début de 1806, *passim* et 31 mai : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 5214. Izquierdo à Godoy, 8 février, 7, 16 juin : *ibid.*, c. 2881.

Le 26 mai, voyant les questions financières réglées et la conversation prête à reprendre, le favori fit expédier à Izquierdo des pleins pouvoirs du roi pour les grandes affaires qui allaient s'engager. Une lettre y était jointe, qui fixait les articles du traité à signer, et il semble bien qu'il y était question de Duroc (1). Peut-être le prince de la Paix pensait-il que les pourparlers seraient plus rapides et plus solides s'ils avaient lieu avec un homme touchant à l'empereur de plus près que Lacépède. Quoi qu'il en soit, Izquierdo cessa de ce jour de voir Lacépède, pour n'avoir rien à lui confier. Le Grand Chancelier, que Napoléon n'avait pas averti, envoya demander si son ami espagnol était malade, et apprenant que non, pensa qu'il agissait par un ordre de Godoy. « J'ai seulement regretté, lui dit-il plus tard, que le prince de la Paix ne m'eût pas écrit pour prendre congé de moi. » Izquierdo devait se repentir plus d'une fois d'avoir abandonné cet intermédiaire discret et désintéressé. C'était la seule relation qui lui restât dans les milieux scientifiques, car les amis qu'il y possédait avaient cessé de le fréquenter lorsqu'ils l'avaient vu se consacrer à ses obscures intrigues (2). Le 3 juin 1806 au soir, Izquierdo eut avec Duroc son premier entretien sur les affaires portugaises.

Dès cette prise de contact, le plénipotentiaire espagnol comprit que si activement qu'il eût cette fois poussé les pourparlers ils étaient allés trop lentement encore, que les semaines perdues en projets et contre-projets aussi bien qu'en discussions financières allaient nuire au succès de sa mission, et qu'une fois de plus le temps avait travaillé contre lui. L'évolution des affaires italiennes, si rapide en ce début de 1806, vint en effet compliquer sa tâche, car elle le plaça dans l'obligation de défendre non seulement les intérêts de Godoy, mais encore ceux de la reine d'Étrurie. En quelques mois, l'Italie s'était transformée complètement autour de la Toscane : Naples donnée à Joseph, Guastalla à Pauline, Massa-Carrara à la principauté de Lucques, Parme et Plaisance érigés en trois duchés grands-fiefs. Au milieu de tous ces bouleversements, Marie-Louise se trou-

(1) L'existence de cette lettre, qui semble perdue, est attestée par le début de celle envoyée par Izquierdo à Godoy le 7 juin (reproduit dans LAFUENTE, XVI, 92). Texte des pouvoirs de Charles IV à Izquierdo, 26 mai, dans TORENO, *Historia del levantamiento*, I, append. 1.

(2) D'après une note d'Izquierdo à Napoléon, il semble que Lacépède ait été éliminé sur l'ordre de l'empereur, pour plus de secret. — Izquierdo à Godoy, 27 juillet, 23 août : A. *Histórico N.*, c. 2881. Brito à Araújo, 28 avril 1807 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

vait en grand danger, et il fallut qu'Izquierdo perdît une partie de son temps, de ses démarches et de son crédit pour la défendre. Une fois de plus, l'Étrurie allait être pour l'Espagne comme un boulet à traîner.

« Le Maréchal Duroc n'est pas novice en négociations, écrivait Izquierdo après son premier entretien avec lui (3 juin 1806). Il avait bien étudié l'affaire et médité les instructions de l'empereur. » Ce jour-là, Duroc prit connaissance des propositions espagnoles et se contenta de tâter le terrain du côté des affaires américaines. C'était le moment où Miranda, débarqué dans la province de Caracas (27 avril), essayait de soulever l'Amérique espagnole. Or Napoléon s'était intéressé peu auparavant à un rapport d'un Français qui connaissait bien ces régions, Pons : celui-ci proposait de faire céder par Charles IV cette province de Caracas que Miranda voulait lui enlever. Duroc demanda en effet que l'Espagne donnât à la France les territoires dont Miranda pourrait s'emparer, et qu'elle se chargerait de reconquérir. Mais Izquierdo répondit avec énergie « que Miranda et son expédition importaient peu, et qu'il serait pendu. » On n'en reparla plus (1).

Le 5, Duroc communiqua à Izquierdo les contre-propositions de Napoléon. Elles réglaient tout d'abord les modalités de la coopération militaire contre le Portugal : 20.000 Français, 45.000 Espagnols, les premiers subordonnés expressément à Godoy, payés par l'empereur, mais nourris par l'Espagne jusqu'à l'entrée en territoire ennemi. La maison de Bragance serait transférée au Brésil. Du Portugal on ferait deux parts : l'une, celle du sud, avec les provinces d'Estrémadoure portugaise, d'Alem Tejo et des Algarves, serait donnée à Godoy, l'autre (c'était là la grande nouveauté) au roi d'Étrurie, dont les états reviendraient à la France. L'Espagne pourrait rappeler de

(1) Izquierdo à Godoy, 7 juin : partie reproduite par LAFUENTE, XVI, 92, et original de l'*A. Histórico N.*, c. 2881. Miranda débarqua à 70 kilomètres de Lagaira ; mais les Espagnols étaient prévenus et dès le lendemain il avait perdu 2 bâtiments, 53 prisonniers et son échec était irrémédiable. La nouvelle en arriva le 25 juin à Saint-Sébastien (*Moniteur* du 7 juillet). Pons prétendait qu'avec le prestige dont Napoléon jouissait en Amérique il suffirait de 4.000 hommes pour reprendre à Miranda toutes ses conquêtes ; le rapport de Decrès n'était pas défavorable (à Napoléon, 4 juin : A. N., AF IV 1211). Mais le 23 Napoléon pressa au contraire l'Espagne d'organiser une vigoureuse défense contre Miranda (*Corr.*, 10.405) et le 12 août sur un ordre de Napoléon du 10 (FOURNIER, *Zur Textkritik*, II, 362) Talleyrand fit valoir l'aide que le général français Ferrand, de Saint-Domingue, avait apportée aux Espagnols (*A. Histórico N., Estado*, c. 5215). Noter à la même époque un rapport d'un ingénieur français, Cossigny, habitant les Philippines, proposant de les faire céder par l'Espagne : 22 mars 1806, A. E., *Esp.*, v. 20 supplément, f. 12.

Toscane ses troupes qui allaient y devenir inutiles et dont Beauharnais demandait sans cesse l'éloignement, les accusant d'intrigues anti-françaises. Le petit port de Pasajes, sur la côte basque, serait cédé à Napoléon (1). La négociation s'élargissait donc singulièrement, et sur un terrain fort désagréable pour l'Espagne. De la cession de Pasajes, Izquierdo ne voulut pas entendre parler. Il se récria également sur la dépossession de la reine d'Étrurie : de fait, il n'avait jamais été question jusque-là de faire payer ainsi aux Bourbons leur main-mise sur le Portugal, et Duroc raisonnait en sophiste quand il prétendait que le roi d'Étrurie gagnerait au change, ses états actuels comptant moins de sujets que les provinces d'Entre Duro e Minho, de Traz os Montes et de Beira qu'on lui donnerait. Quant à l'installation des Bragances au Brésil, elle enchantait peu Izquierdo, car il professait cette théorie, qu'on trouve chez beaucoup d'Espagnols de cette époque, que le Brésil ainsi gouverné directement ne tarderait pas à devenir une puissance redoutable, susceptible d'absorber ou de révolutionner les possessions espagnoles. Izquierdo demanda d'abord si l'on ne pourrait pas tailler au prince Jean un royaume en Pologne ; mais il était trop évident que ni la Prusse, ni l'Autriche, ni la Russie ne céderaient un pied de terre pour cela. Il proposa alors de lui laisser les provinces de Beira et de Traz os Montes, en donnant celle d'Entre Duro e Minho à un infant d'Espagne (2).

Napoléon n'insista pas pour l'instant, et le 6 il fut convenu que le Portugal serait partagé comme le proposait Izquierdo, que ses colonies d'Afrique iraient à la France et qu'on enverrait une escadre combinée occuper le Brésil. Duroc vérifia les pouvoirs d'Izquierdo, qui croyait toucher à la conclusion : « Au train dont vont les choses, je crois que tout sera signé avant trois jours. » Les conditions obtenues lui semblaient excellentes : « Notre patrie restera indemne, malgré tout ce qu'on a fait et voulu faire pour se mêler de ses affaires, et nos colonies demeureront intactes. Ce sont celles du voisin qui payeront » (3).

(1) LAFUENTE, *ibid.* Beauharnais à Talleyrand, début 1806, *passim*, et rapport à Napoléon, 5 avril : A. E., *Toscane*, v. 158 A., f. 156. Ce ne furent cependant pas les arguments de Beauharnais qui déterminèrent Napoléon à permettre le rappel du corps d'O'Farill, car son rapport porte en marge : « Les choses doivent rester telles qu'elles sont. Décision de S. M. du 6 mai 1806. » Le 12 juillet, Napoléon demanda d'urgence l'état des troupes espagnoles d'Étrurie : à Berthier, *Correspondance inédite*, éd. Picard, I, 268. A. FUGIER, *A propos des vues de Napoléon sur Pasajes*, 275.

(2) Izquierdo à Godoy, 7 juin : LAFUENTE, XVI, 92 et original de l'*A. Histórico N.*, c. 2881.

(3) *Ibid.* et 2 mai 1806, *ibid.*

Pour conclure définitivement, le Grand Maréchal avait cependant besoin d'instructions nouvelles que Napoléon lui avait promises. On les attendit. Mais les jours passaient, et chaque fois que l'Espagnol interrogeait Duroc c'était pour s'entendre répondre : « Je n'ai pas encore d'instructions, S. M. ne m'a rien dit. » Talleyrand au contraire avait déclaré à Izquierdo à plusieurs reprises, depuis le 10 juin : « J'ai à causer avec vous d'une certaine affaire. » Le 13, à onze heures du soir, il l'envoya chercher ; à son arrivée, il quitta les invités présents à sa soirée, le fit passer dans son cabinet et lui déclara : « J'ai ordre de l'Empereur de vous parler d'une certaine affaire qui exige le plus grand secret. Il y a longtemps que S. M. me l'avait confiée, et je lui avais dit qu'il ne convenait pas de la traiter diplomatiquement. C'est la même que celle dont Duroc vous a parlé par son ordre. Je sais tout, j'ai vu les pouvoirs du roi d'Espagne, et nous devons traiter tous deux cette importante question » (1). Izquierdo ne pouvait être surpris. Il était bien évident, ne fût-ce que par les prévenances dont le comblait le ministre, que depuis le milieu de 1805 au moins Talleyrand savait tout, ou à peu près tout, et il n'était pas nécessaire pour cela qu'il eût été mis au courant par l'empereur lui-même. Mais le fait nouveau et essentiel était que par ordre de Napoléon il apparaissait maintenant comme négociateur dans l'affaire. Izquierdo assurait que c'était parce que Duroc s'était montré inférieur à sa tâche. Sans doute, Napoléon avait intérêt à ce que l'affaire fût menée par un diplomate habile, mais à l'apparition de Talleyrand dans les négociations espagnoles il y a une autre raison : c'est sa volonté tenace d'y pénétrer. On a vu comment peu à peu, pendant près d'un an, il a investi Izquierdo ; mais sur Napoléon aussi dut s'exercer sa pression constante, et nous ne savons ni comment elle se manifesta, ni comment il réussit à entrer dans la place, en juin 1806.

Ce changement de négociateur, dont les résultats devaient être graves, se fit sans fracas. Les propositions qu'apportait Talleyrand ne différaient pas sensiblement de celles que Duroc avait présentées le 5 : le nord du Portugal pour le roi d'Étrurie, le sud pour Godoy, les Bragances au Brésil. S'il y avait des nouveautés, c'était en faveur des Espagnols : le titre d'Empereur des Espagnes et des Indes pour Charles IV, celui de roi pour Godoy, la garantie de Napoléon pour

(1) L'entretien dura une heure environ, et c'est en sortant du cabinet du ministre qu'Izquierdo reçut un affront public de Masserano. A Godoy, 7, 15, 16 juin : *A. Histórico N.*, c. 288r.

toutes les possessions espagnoles et, si S. M. C. le désirait, la cession à l'Espagne de la partie centrale du Portugal, avec Lisbonne, sorte de tentacule s'allongeant le long du Tage jusqu'à l'Atlantique (1). Dans les détails, Talleyrand se montra conciliant : comme Izquierdo observait qu'un corps de 20.000 Français ne serait qu'« *un miserable socorro* », il promit toutes les troupes que Godoy voudrait. Il fut persuasif, démontrant avec évidence « que la reine d'Étrurie ne sera jamais ni riche ni heureuse... qu'elle aura constamment des motifs de querelle avec l'Empereur..., que le royaume d'Étrurie est sans forces..., sans grandes lumières et sans grandes connaissances..., qu'il est de l'intérêt de l'Espagne de concentrer sa puissance. » Il fut engageant : « Vous procurez à votre ami [Godoy] une couronne, à votre roi et à votre patrie un empire durable : que pouvez-vous désirer de plus ? Est-ce que la Toscane signifie quelque chose ? Marchez donc ! » (2)

Tout cela semblait fort rassurant, et en rendant compte à Godoy de cette entrevue Izquierdo n'eut pas un mot de défiance à l'égard de Talleyrand. Et pourtant, le ministre avait eu une phrase qui annonçait déjà quelle allait être sa tactique : « *Si la paix ne se fait pas... il faut s'emparer du Portugal.* » Ainsi, la continuation de l'entreprise portugaise se liait aux pourparlers franco-anglais et franco-russes qui étaient en cours. C'est de cette façon que Talleyrand ralentit la marche de la négociation d'Izquierdo, toute prête à aboutir, et qu'une fois introduit dans l'entreprise il la fit naufrager. Il ne pouvait en être autrement. En relations étroites avec le Portugal, tantôt payé par lui, tantôt trouvant dans ses affaires matière à de fructueuses transactions, il devait protéger la cour de Lisbonne. Mal disposé à l'égard de Godoy, qui avec Izquierdo avait jugé « inutile de faire des frais » pour lui, il devait contrecarrer son projet portugais. Désirant toujours la paix avec l'Angleterre, il

(1) Izquierdo à Godoy, 15 juin, partie reproduite par LAFUENTE, XVI, 94 (le résumé de PÉREZ DE GUZMAN, *El Dos de Mayo*, 44, est incomplet et en partie fantaisiste. Des passages de la correspondance d'Izquierdo relatifs à Talleyrand sont reproduits dans VILLA URRUTIA, *Talleyrand*. Il était en outre spécifié que le roi d'Étrurie ne devrait jamais posséder Lisbonne, que de toute façon Godoy devait avoir « un bon état qu'il puisse gouverner par lui-même » et que dans l'Amérique du Sud les frontières seraient tracées d'après les désirs de l'Espagne. Ce n'était pas la première fois qu'il était question pour le roi d'Espagne du titre d'Empereur : en 1778 par exemple Aranda l'avait proposé à Charles III : ROUSSEAU, *Règne de Charles III*, II, 248.

(2) Même lettre, partie reproduite par LAFUENTE, et original de l'*A. Histórico N.*, c. 288r.

devait enfin faire son possible pour qu'on ne lançât point contre Lisbonne, contre cette « province anglaise », une expédition qui eût rompu les pourparlers et rendu la guerre plus acharnée encore.

VI

LES NÉGOCIATIONS FRANCO-ANGLAISES ET LE PROJET PORTUGAIS

ARRÊT DE LA NÉGOCIATION PORTUGAISE. — Après que Talleyrand eût communiqué à Izquierdo son contre-projet du 13 juin 1806, la négociation portugaise fit halte. Talleyrand s'excusait en effet sur de plus graves soucis. Une lettre de Fox du 20 février 1806 avait amené l'ouverture de pourparlers franco-anglais, lord Yarmouth était arrivé à Paris le 17 juin, et une discussion serrée était en cours sur la question de la Sicile. D'autre part, Czartoryski avait fait en avril au consul général français Lesseps des ouvertures de paix ; le 6 juillet 1806, le plénipotentiaire russe, Pierre d'Oubril, se présenta à Paris — un peu trop tôt d'ailleurs au goût de Napoléon qui avait espéré conclure avec les Anglais avant son arrivée (1). Cette double négociation était assez sérieuse pour que Talleyrand pût prétendre n'avoir pas le temps de s'occuper des affaires d'Espagne, et Izquierdo n'eut plus dès lors à transmettre à Godoy que des nouvelles relatives aux pourparlers avec Oubril et Yarmouth, auxquels on s'intéressait beaucoup à Madrid (2).

Aux conversations que la France menait avec la Russie, S. M. C. n'avait aucune raison de prendre part, et si Masserano se rendait souvent à l'hôtel de la Grange Batelière où était descendu Oubril, c'était en cachette et pour y voir sa maîtresse, qu'il y avait installée (3). Le 22 juillet, il fut informé par Talleyrand que la paix avec la Russie avait été signée la veille, et que les articles en seraient publiés une fois les ratifications échangées. Il ne posa qu'une question au ministre, et ce fut pour demander si le roi de Sardaigne rece-

(1) WALISZEWSKI, *Le règne d'Alexandre I^{er}*, I, 191. Sur l'ensemble de la question, cf. BOURGEOIS, *Manuel de politique étrangère*, II, 271 et suiv.

(2) Le contenu de ses lettres de cette époque (qui ont disparu) peut se déduire des réponses de Godoy de fin juillet, que lui-même résuma le 9 septembre : *A. Histórico N.*, c. 2881. — Vandeul à Talleyrand, 10 juillet : *A. E., Esp.*, v. 670, f. 100.

(3) Bulletins de Fouché, 17, 18 juillet 1806 : *A. N.*, AF IV 1497.

vrait une indemnité. Talleyrand répondit que non et dut sourire intérieurement en songeant que dans le traité il y avait quelque chose qui intéressait bien plus directement Charles IV, et dont l'ambassadeur ne se doutait point. L'annonce de cette paix causa une grande sensation et une grande joie en Espagne, et le roi en fit féliciter très vivement Napoléon (1).

Godoy affecta de s'en réjouir également et de souhaiter que la pacification s'étendît à l'Angleterre (2). Ce vœu était certainement hypocrite, car les pourparlers qui continuaient à Paris avec Yarmouth provoquaient chez le favori une alarme croissante. Depuis qu'ils avaient commencé, ses affaires n'avançaient plus. Ce n'était pas que Napoléon les eût perdues de vue : il se demandait au contraire quelle était la cause de cet arrêt. Pensant qu'il était dû aux Espagnols, que l'entrée en scène de Talleyrand avait peut-être mis en défiance, il songea à reprendre l'intermédiaire de Lacépède, et Duroc conseilla à Izquierdo d'aller voir le Grand Chancelier. Celui-ci refusa de rentrer dans l'affaire. Autorisé par Duroc, Izquierdo revint à la charge, et confia à son ami que l'empereur désirait le voir reprendre ses bons offices ; mais Lacépède était froissé d'avoir été éliminé si cavalièrement quelques semaines auparavant, et il déclara qu'il ne bougerait point sans un ordre impérial direct et catégorique (fin juillet) (3). L'affaire en resta là, mais il était démontré que l'arrêt de la négociation n'était pas dû à Napoléon. Son véritable auteur — il était aisé de le deviner — était Talleyrand : les pourparlers avec l'Angleterre lui permirent de le prolonger encore.

Dès leur ouverture, Talleyrand avait montré aux Anglais eux-mêmes combien peu il se souciait de l'Espagne. Lorsque Fox demanda à ne négocier que conjointement avec la Russie, il avait riposté qu'en ce cas la France devrait elle aussi se faire accompagner d'une puissance : mais celle qu'il proposait, ce n'était pas l'Espagne, l'alliée de la France depuis dix ans, c'était la Prusse (1^{er} avril) (4). En exposant le point de vue de Napoléon, qui écartait l'idée d'un congrès et prétendait discuter seul à seul avec l'Angleterre, Talley-

(1) Masserano à Cevallos, 22 juillet 1806 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5215 ; à Talleyrand, 7 août, et Vandeul au même, le 11 : *A. E., Esp.*, v. 670, f. 163, 167. Lettre de Barcelone du 4 au *Moniteur* du 16.

(2) Vandeul à Talleyrand, 4 août 1806 : *A. E., Esp.*, v. 670, f. 150.

(3) Izquierdo à Godoy, 27 juillet 1806 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(4) Talleyrand à Fox, 1^{er} avril 1806 : *A. E., Angleterre*, v. 603, f. 37. Fox répliqua naturellement (le 9, *ibid.*, f. 48) que si la Russie était l'alliée de l'Angleterre, la Prusse n'était pas celle de la France, riposte trop facile que Talleyrand eût évitée s'il avait mis en avant l'Espagne.

rand usait à l'égard des alliés de formules où perçait vraiment trop de hauteur dédaigneuse ; en démontrant à Fox qu'un congrès général serait « un dédale de dix ans de débats », il concluait : « Il faudrait alors changer de route et faire comme on fit à Utrecht, laisser les alliés se morfondre dans des débats interminables et inutiles, traiter seul à seul, discuter comme on fit alors les intérêts des deux puissances et ceux de leurs alliés respectifs, faire enfin la paix pour soi et la faire assez équitable et assez honorable pour qu'elle ne pût manquer d'être agréée par toutes les puissances intéressées » (16 avril). Fox était d'accord pour ne pas ouvrir de congrès général ; il eût accepté une négociation à quatre (21 avril) ; finalement, elle eut lieu à deux (1).

Les choses s'y passèrent, au point de vue de l'Espagne, comme on pouvait s'y attendre, c'est-à-dire que les intérêts de S. M. C. furent assez mal défendus. Français et Anglais étaient d'accord pour trouver dans ses possessions la compensation à donner à la maison de Naples. La France proposait les Baléares, arrangement que la Russie venait d'accepter dans le traité Oubril (20 juillet). Fox désirait plutôt chercher dans les Antilles ou dans l'Amérique du Sud (2). Mais c'eût été là installer un véritable protectorat anglais au centre des colonies espagnoles, et Napoléon refusa. Il voulait même qu'on promît à Charles IV l'intégrité de ses possessions d'outre-mer, comme pour la Hollande : « Mettre l'Espagne dans la clause de restitution. Il est vrai qu'elle n'a rien de pris, mais elle pourrait avoir quelque chose de pris dans l'intervalle. » Pour la compensation napolitaine, il continua à offrir les Baléares. Et chemin faisant, il biffait le nom de l'Étrurie lorsqu'il le rencontrait dans le projet de traité : « Pas besoin de m'embarrasser du roi d'Étrurie. Effacer » (6 août) (3). C'était préparer les voies pour expulser d'Italie cette dernière branche des Bourbons, intention déjà exposée à Izquierdo le 5 juin. Mais il n'était pas certain pour autant que la régente recevrait une compensation en Portugal, car dans les instructions qu'il rédigea le 26 août pour ses plénipotentiaires Napoléon concéda à l'Angleterre que le Portugal serait « garanti ». C'était jeter à terre tout le grand projet de Godoy (4). Talleyrand savait donc bien ce qu'il faisait

(1) Talleyrand à Fox, 16 avril 1806 ; réponse du 21 : A. E., *Angleterre*, v. 603, f. 54, 64. *Cambridge History of the british foreign Policy*, I, 352.

(2) COQUELLE, *Napoléon et l'Angleterre*, 113.

(3) A Talleyrand : *Corr.*, 10.604. Même remarque en marge d'une copie datée du 28 : A. E., *Angleterre*, v. 603, f. 194.

(4) Instructions non signées, 26 août 1806 : *ibid.*, f. 176.

lorsqu'en juin il ralentissait la marche des négociations sur le Portugal, alors prêtes à aboutir : il était bien sûr qu'une fois les pourparlers franco-anglais sérieusement engagés Napoléon n'hésiterait pas une minute à sacrifier les ambitions du favori, s'il y voyait la moindre utilité.

PREMIÈRES INQUIÉTUDES DE GODOY. — Le prince de la Paix ne savait naturellement pas de façon exacte combien les intérêts de l'Espagne étaient cavalièrement traités dans les négociations franco-anglaises, mais il ne devait pas être sans le soupçonner. En tout cas, une chose était trop évidente, c'était que ces pourparlers avaient arrêté net la réalisation de son projet portugais. Aussi n'augurait-il rien de bon de leur continuation : « Je n'y vois rien d'encourageant, ni rien qui cadre avec notre plan », écrivait-il à Izquierdo, et il lui rappelait quel était pour lui le point essentiel : « Notre tranquillité est intéressée à la prompt conclusion de l'affaire du Portugal » (1). Dès le milieu de juillet, le prince de la Paix commença donc à montrer une certaine humeur à l'égard de la France. Lorsque Vandeuil, chargé d'affaires depuis le départ de Beurnonville, lui rappela le désir de Napoléon qu'on fit passer des troupes en Amérique, il le reçut assez fraîchement ; il lui déclara que les garnisons des colonies étaient suffisantes, et il se plaignit des continuelles réclamations que le consul français à Cadix, Le Roy, élevait contre les intelligences existant entre Gibraltar et les Espagnols (2). Il laissait la marine dans une complète inactivité, malgré le désir exprimé par Napoléon le 23 juin. Alors que quelques semaines auparavant il regrettait hautement de ne pas avoir quelques divisions en état de faire la guerre de course, il laissait désarmer à Cadix, vers la fin de juillet, deux vaisseaux sur huit qui s'y trouvaient ; les huit bâtiments de ligne de Carthagène n'avaient que la moitié des équipages réglementaires, et encore démoralisés par des sorties malheureuses ; ce port ne possédait plus que 214 ouvriers. Au Ferrol, les travaux étaient complètement suspendus, et 1.000 ouvriers chômaient ; les approvisionnements eussent à peine suffi pour quatre vaisseaux ; il

(1) Godoy à Izquierdo, vers le 20 juillet (reçu le 30) d'après les extraits 1 et 2 d'Izquierdo, 9 septembre : partie publiée par LAFUENTE, XVI, 181 et original de l'*A. Histórico N.*, c. 2881.

(2) Vandeuil à Talleyrand, 14 juillet 1806 : A. E., *Esp.*, v. 670, f. 107.

est vrai qu'on n'en avait que deux en état d'être armés tout de suite (1). Godoy, qui en 1805 avait fait renaître la marine espagnole, montrait maintenant par son inertie la mauvaise humeur que lui causaient les pourparlers franco-anglais.

Le meilleur moyen qu'avait l'Espagne de n'y pas être sacrifiée était d'y être présente. Elle en avait le droit, car le traité d'alliance de 1796 portait dans son article 13 que si les deux puissances avaient déclaré la guerre d'un commun accord elles ne signeraient la paix que d'un commun accord. Lorsque l'Espagne rompit avec l'Angleterre, en décembre 1804, Gravina avait demandé si cette stipulation restait en vigueur, et Talleyrand lui avait répondu que le traité serait « exactement observé dans ses articles relatifs à la conclusion de la paix, à ses époques et à ses conditions » (2). Masserano fut donc invité à se faire mettre au courant des négociations franco-anglaises (30 juillet 1806) (3). Il est bien certain toutefois que Godoy comptait moins sur lui que sur Izquierdo, et dans cette affaire c'est en effet ce dernier qui une fois de plus apparut comme le véritable ambassadeur. Talleyrand lui témoignait la plus grande amabilité, sans doute pour faire accepter un peu plus facilement l'escamotage du projet portugais ; tous les soirs il le recevait à son hôtel et l'admettait à sa partie de whist ; pourtant, ce n'est pas de lui que vinrent à l'Espagnol les premières ouvertures, mais de Yarmouth : « Peut-être d'un moment à l'autre vais-je signer la paix, dit ce dernier à Izquierdo. Je vous aviserai. On ne parle pas ici de l'Espagne : pourquoi ne réclamez-vous pas, afin que si l'on fait un traité vous le signiez pour l'Espagne en même temps que nous ? » (4)

Godoy jugea qu'il était politique de répondre à ces avances, et aussitôt il envoya à son agent d'abondantes instructions (début d'août). Un sentiment les domine : la méfiance. On sent le prince de la Paix énervé, sourdement inquiet, comprenant que ses affaires ne vont plus, devinant une influence hostile. Clarté, sécurité, recommander-t-il : « Les bienfaits ne lient pas les hommes... Observer, se renseigner, enquêter et me dire des choses positives, car je vois qu'ils

(1) Rapport d'Aillaud sur le Ferrol, 22 mars ; Beurnonville à Talleyrand, 17, 27 mars, 17 avril ; Vandeul au même, 12 juin, 24 juillet : *A. E., Esp.*, v. 669, 341, 228, 347, 395 ; v. 670, f. 18, 131.

(2) Gravina à Talleyrand, 9 décembre 1804 ; réponse du 21 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5211.

(3) Cevallos à Masserano, 30 juillet 1806 : *ibid.*, c. 5215.

(4) Izquierdo à Godoy, 22 juillet 1806 : *ibid.*, c. 2881. Il est probable que l'ordre envoyé à Masserano le 30 est une conséquence de ces ouvertures.

vont vous laisser la main en l'air et puis venir vous dire : Voilà le traité, signez-le, sans quoi rien de fait » (1). Izquierdo doit tâcher de savoir si Napoléon veut faire signer à l'Espagne un traité séparé ou l'admettre au traité franco-anglais ; il doit demander à Yarmouth son avis sur ce point. Quant aux conditions de paix, avant toute chose « qu'on ne touche en rien aux frontières de ma patrie » (ceci pour Pasajes). Ensuite, la restitution par l'Angleterre des frégates prises le 5 octobre 1804 et celle de la Trinité — ou bien alors Gibraltar. Enfin, et surtout, les affaires de Portugal : si l'Angleterre ne consent pas à son démembrement, tous les espoirs du favori sont à terre ; mais si elle y consent, tout est pour le mieux, car alors le Portugal ne pourra songer à se défendre, Godoy pourra l'occuper sans l'aide de personne et l'on aura « l'avantage de ne pas avoir chez soi une armée qui, bien qu'alliée, occasionne toujours des ennuis. » Pour gagner l'Angleterre à l'entreprise portugaise, on pourrait lui laisser la Trinité (2).

Napoléon sembla se rendre avec la meilleure grâce du monde au désir de l'Espagne d'entrer dans les pourparlers. Sitôt que Masserano eut présenté cette demande à Talleyrand, qui lui fit la réponse la plus rassurante, l'empereur adressa lui-même deux lettres à Charles IV et à Marie-Louise (5 août 1806) : il mettait le roi au courant de l'état des affaires et le pria d'envoyer un négociateur à Paris. Quant à Godoy, il lui fit écrire dans un sens aimable par Talleyrand (3). Pour plus de solennité, les trois lettres furent portées par un auditeur au Conseil d'État, Prosper Barante, qui les remit aux Reyes et à Godoy le 18 août, à Saint-Ildefonso (4). Deux jours après, les plénipotentiaires espagnols étaient désignés par Charles IV : c'étaient Masserano et Izquierdo. Ils recevaient pleins pouvoirs, avec des instructions qui reproduisaient, en omettant naturellement

(1) Fragments reproduits par Izquierdo dans sa réponse du 9 septembre, lettres 6, 7 et 8 : partie publiée par LAFUENTE, XVI, 181 et original de l'*A. Histórico N.*, c. 2881. Le groupe des lettres 3 à 13 est presque certainement la réponse à l'ouverture d'Yarmouth transmise le 22 juillet, ce qui permet de les dater du début d'août.

(2) Même source, lettres 4, 11, 3, 12, 9, 13. Godoy recommandait en outre que le titre d'Empereur fût bien nettement reconnu à Charles IV (lettre 10).

(3) Masserano à Talleyrand, 7 août (confirmant la démarche verbale) et réponse du 12 ; à Cevallos, le 8 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5215. Napoléon à Charles IV, Marie-Louise et Talleyrand, 5, 8 août : *Corr.*, 10.591, 10.592, 10.625.

(4) Masserano à Cevallos, 11 août : *A. Histórico N., Estado*, c. 5215. Barante à Talleyrand, le 18 : *A. E., Esp.*, v. 670, f. 187. Parti le 9 au soir, Barante arriva le 17 à Madrid. Il a laissé dans ses *Souvenirs* (I, 166-172) un récit de ce voyage, fort vivant mais plein d'erreurs (sur sa date d'arrivée, le contenu de ses lettres, le nom du chargé d'affaires français, etc.).

ce qui concernait le Portugal, celles envoyées à Izquierdo au début du mois (1).

Godoy remercia aimablement Talleyrand de l'empressement qu'il avait témoigné en cette circonstance (2), mais au fond de son cœur l'inquiétude persistait. Les nouvelles qu'il recevait de son agent à Paris ne devenaient pas meilleures. Lorsqu'Izquierdo interrogeait Talleyrand sur la marche de l'entreprise portugaise, le ministre avait des réponses évasives et inquiétantes où il apparaissait de plus en plus que la paix avec l'Angleterre marquerait la fin des espoirs espagnols : « *Si la guerre continue, ce qui a été promis aura son effet... Les mouvements de troupes qui se font en Espagne exigent un motif réel et effectif, celui d'un traité, quand bien même celui-ci ne devrait pas être mis à exécution en raison de la signature de la paix ; il resterait fait et tout prêt pour la première rupture.* » Izquierdo se récriait, affirmait que l'expédition de Portugal pourrait avoir lieu même si l'on faisait la paix avec l'Angleterre (7 août) (3), mais Godoy comprenait bien que cette paix détruirait une fois de plus ses espoirs, et il n'avait d'autre consolation que de noter combien il avait été bon prophète : « J'ai dit dès le début : ... *Si l'on fait la paix..., ce projet [contre le Portugal] ne se maintiendra pas. Vous avez répondu : Je connais l'Empereur, il accomplira tout ce qu'il offre... Eh bien, quel est le résultat ? Je l'avais bien prévu...* » (4) D'autres motifs d'inquiétude surgissaient encore. Un Espagnol habitant Paris, Pedro Gil de Olaso, le mettait en garde contre l'ambition de Napoléon, qui à l'entendre n'attendait qu'une occasion pour s'emparer de l'Espagne, et Godoy de demander à Izquierdo des explications sur l'origine de ces bruits (5). Il regrettait Lacépède ; ses nouveaux intermédiaires, Duroc, Murat, lui semblaient de peu d'influence, et Izquierdo lui-

(1) Texte de la nomination : A. E., *Esp.*, v. 670, f. 192. Texte des pleins pouvoirs : *ibid.*, Angleterre, v. 603, f. 161. Les instructions dans PÉREZ DE GUZMAN, *El Dos de Mayo*, 47. Accusé de réception de Masserano, 2 septembre : A. *Histórico N.*, Estado, c. 5215.

(2) 17, 20 août 1806 : A. E., *Esp.*, v. 670, f. 183, 194.

(3) Izquierdo à Godoy, 8 août 1806 : A. *Histórico N.*, c. 2881.

(4) Extrait donné par Izquierdo dans sa réponse du 9 septembre, lettre n° 23 : *ibid.*

(5) Olaso à Godoy, Paris, 26 juillet 1806 : une copie de cette lettre fut trouvée en juillet 1808 dans les papiers de l'ambassade de France, et l'inventaire de ces papiers dressé par le duc d'Estrada et Antonio Cano en donne un sommaire (A. *Histórico N.*, c. 5240, n° 7). Comment l'ambassade avait-elle eu copie de cette lettre ? Godoy la lui aurait-il communiquée ? Avait-elle des espions chez le prince ? Olaso aurait-il été un agent provocateur ? — Godoy à Izquierdo, vers le 3 août (extrait donné par Izquierdo dans sa réponse du 9 septembre, lettre n° 15) ; Izquierdo à Godoy, le 13 : *ibid.*, c. 2881.

même le reconnaissait : « Duroc me fait mille caresses, mais jamais de sa vie il ne se hasardera à parler à l'Empereur de rien de ce qui nous concerne, si l'Empereur n'en parle le premier. » Il était revenu aux oreilles de Godoy qu'à Paris l'on jugeait proche la mort de Louis Bonaparte et qu'on songeait à remarier Hortense avec le prince des Asturies : il s'inquiéta de cette alliance qui eût donné une position si forte à son ennemi, et il fallut qu'Izquierdo le rassurât (1). Les lettres mêmes de Napoléon qu'avait apportées Barante avaient déplu au prince et à son agent. Izquierdo se froissa de n'avoir pas été chargé de les envoyer : « Je sais bien que si la correspondance par l'intermédiaire de Lacépède avait continué, c'est à moi qu'on aurait remis les lettres. Mais qui peut deviner les vues de Talleyrand ? » Ce dernier savait si bien qu'Izquierdo insisterait pour être chargé des missives impériales qu'il l'assurait qu'elles étaient expédiées trois jours et demi avant que Barante eût quitté Paris. Leur contenu ne plut pas à Godoy. Voyant Napoléon demander l'envoi d'un négociateur espagnol, il crut qu'on voulait éliminer Izquierdo ; n'ayant pas de lettre de l'empereur, mais seulement de Talleyrand, il s'inquiéta ; Izquierdo dut lui expliquer que Napoléon, en écrivant à Charles IV, avait considéré que par là même il écrivait aussi à Godoy : « On s'est ici formé l'idée, exposait-il sans ironie, que le roi, la reine d'Espagne et V. E. forment une Trinité une en essence, et en trois personnes... » (2)

La méfiance qui croissait dans l'esprit de Godoy se reflétait dans les nouveaux conseils qu'en août 1806 il envoya à son agent. Il comptait bien encore qu'il pourrait sortir de l'aventure avec le morceau de Portugal qu'il convoitait, mais déjà il se résignait à jeter du lest, à sacrifier l'Étrurie : « Le bien du royaume et la santé de l'Europe exigent qu'en Italie il ne subsiste dans le système actuel aucune branche des Bourbons. En revanche, ils doivent être les seuls à commander depuis les Pyrénées jusqu'au cap Saint-Vincent, Gibraltar compris. » Mais en même temps, il laissait voir combien les vues françaises sur Pasajes l'avaient impressionné, et c'est avec une insistance significative qu'il pressait Izquierdo de faire respecter

(1) Extraits de lettres de Godoy donnés par Izquierdo dans sa réponse du 9 septembre (lettres n° 14, 25, 17, 18) ; Izquierdo à Godoy, 13 août : *ibid.*

(2) Izquierdo à Godoy : 13 août et une lettre non datée, *muy reservada*, de la fin d'août, *ibid.* : « Personne ne connaît les étiquettes de cour comme l'Empereur. Il a écrit comme de sa main [dicté à Méneval] à L.L. MM. et il a ordonné à M. de Talleyrand d'écrire en son nom à V. E., particulièrement et non *de oficio*. C'est une distinction qu'aucun prince qui ne soit roi n'a obtenue. A tous on écrit *de oficio*. »

les frontières espagnoles : « Que mon pays soit sauvegardé, que nos souverains jouissent de l'intégrité de leurs domaines, et nous aurons évité l'écueil le plus périlleux de la politique dans les nouvelles démarcations géographiques. » Les conseils de prudence et de circonspection reviennent sans cesse sous sa plume, qu'il s'adresse à Izquierdo ou à Masserano : ne se fier à personne, recommande-t-il, n'avoir avec Talleyrand que les relations indispensables... (1) Telle était l'inquiétude que faisaient naître dans l'esprit du favori les négociations franco-anglaises. Elle eût été bien plus vive encore s'il avait soupçonné l'aide puissante qu'à la faveur de ces pourparlers le gouvernement britannique allait apporter à son allié portugais.

L'AIDE BRITANNIQUE AU PORTUGAL. — Lima ne pouvait passer pour un homme très habile, puisqu'il était resté un an et demi à Paris sans se douter de ce qu'y faisait Izquierdo, mais les conversations franco-anglaises vinrent lui offrir un moyen de tout premier ordre pour contrebattre l'agent espagnol. Il entretenait naturellement des relations étroites avec le plénipotentiaire britannique, lord Yarmouth, qui, lui, était bien renseigné, connaissait la mission d'Izquierdo et cherchait le moyen d'y faire obstacle. Au cours d'une de leurs entrevues, Yarmouth finit par confier à Lima ce qu'il savait et le plan qu'il avait conçu : faire insérer dans l'accord franco-anglais une clause qui garantît l'intégrité du Portugal telle qu'elle était stipulée dans l'article VII du traité d'Amiens, c'est-à-dire avec les colonies. Il envisageait même la possibilité de faire rendre Olivenza au régent, si l'expédition anglaise qu'il savait en cours contre Buenos-Ayres réussissait (fin juillet) (2). Le procédé que proposait Yarmouth parut en effet à Lima le plus propre à mettre le Por-

(1) Extraits reproduits par Izquierdo dans sa réponse du 9 septembre : original de l'*A. Histórico N.*, c. 2881, lettres 19, 20, 24, 21, 31. Izquierdo avait ordre, dans le cas où la paix serait signée, de venir aussitôt à Madrid prendre les instructions qu'exigerait la nouvelle situation : *ibid.*, lettres 27, 28, 35, partie reproduite par LAFUENTE, XVI, 181. Les lettres 29 et 30 sont des points de repère qu'on peut placer avec certitude entre le 18 et le 22 août, car elles font allusion comme à des événements récents aux lettres apportées par Barante et à la nouvelle de l'entrée des Anglais à Lisbonne.

(2) Lima à Araújo, par extraordinaire, 29 juillet 1806 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Araújo approuva immédiatement l'idée de la clause de garantie : à Lima, 25 août, BIKER, *Supplemento á collecção...*, XIV, 156.

tugal à l'abri, et il s'empressa de demander des pleins pouvoirs pour signer lui aussi le traité franco-anglais qui contiendrait la clause souhaitée (30 juillet). Mais Yarmouth, dès ses premières ouvertures aux négociateurs français, rencontra chez eux beaucoup de résistance : on lui objectait que l'empereur n'avait pas à garantir l'intégrité d'un pays avec lequel il était en paix (1). Lima comprit qu'il ne suffisait pas d'avoir les Anglais avec soi, et qu'il fallait encore s'assurer la bonne volonté des Français.

Pour y arriver, il connaissait bien la route qu'il convenait de suivre. Ce n'était pas celle du raisonnement et de la persuasion. Après le premier insuccès d'Yarmouth il en avait essayé auprès de Talleyrand, mais celui-ci n'avait répondu que de façon ambiguë et inquiétante, et avait rompu l'entretien. Le procédé efficace était tout autre : « Il ne suffit pas d'avoir de bonnes paroles, de bonnes manières, de bonnes oreilles et de bons yeux : il est indispensable d'user du moyen le plus puissant aux yeux de gens qui en ont fait leur idole... Je puis l'assurer à V. E., il y a ici des personnes qui nous sont absolument nécessaires pour arriver à nos fins et qui ne consentiront que sur de prompts compensations et de solides promesses à continuer leurs communications et leurs démarches. » Mais Lima avait déjà distribué beaucoup d'argent, il s'était endetté, et ce n'était pas avec son traitement de 8.000 francs par mois qu'il achèterait les concours nécessaires : « Jamais il ne m'en a autant coûté d'être pauvre que dans l'occasion présente où je sacrifierais tout pour le service de S. A. R., en voyant qu'avec de l'argent on pourrait écarter les périls qui nous menacent » (2).

Lima commença néanmoins à traiter l'affaire : « Je me résolus à parler à une personne que ce gouvernement emploie indirectement dans ces pourparlers et qui est tenue au courant par les négociateurs » (3). Il en reçut l'assurance « qu'on pourrait tâcher d'obtenir la garantie. » A une deuxième visite, les suggestions furent beaucoup plus précises ; le personnage en question exposa à Lima le péril que courait le Portugal, la nécessité d'un sacrifice pécuniaire analogue à celui de 1804, et en fin de compte « il me dit, écrit Lima, que si je

(1) Lima à Araújo, 30, 31 juillet : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(2) Lima au même, 29, 31 juillet 1806 : *ibid.*

(3) Lima au même, 31 juillet : *ibid.* Lima ajoute dans une deuxième lettre particulière, du 31 (*ibid.*) : « Je me permets de dire que V. E. qui connaît ce pays, ce ministère, devinera facilement quelle était la personne dont il était question dans ma lettre n° 195. Elle est très bien renseignée. » Les termes qu'emploie Lima pourraient en somme s'appliquer à Talleyrand. Mais il faudrait d'autres recoupements.

m'engageais à payer en Hollande deux millions de francs au porteur, lui s'engageait à faire insérer dans le traité de paix un article par lequel la France et l'Angleterre garantiraient l'intégrité du Portugal... Après beaucoup de discussions et de débats, nous convînmes que tout s'arrangerait moyennant 1.200.000 francs payés dans la forme sus-dite, et que cette somme ne serait versée qu'après conclusion et ratification du traité portant l'article convenu » (31 juillet). Lima ajoute, du ton d'un homme qui a peu d'illusions : « Je n'avais jamais douté, depuis le début, que les choses dussent en venir là » (1).

Araújo n'était pas d'avis de faire cette dépense. Il venait d'envoyer à Talleyrand, outre la cargaison de porto, un lot de topazes du Brésil, et M^{me} de Talleyrand avait saisi cette occasion pour demander en outre à Lima « une broche de pierres blanches du Brésil montées à jour » (2). Ces petits cadeaux suffiraient, à l'avis d'Araújo, pour entretenir les bonnes dispositions du ministre, et à verser les 1.200.000 francs le risque serait plus grand que le profit. Mais le régent estima au contraire que ce serait de l'argent bien placé et ordonna qu'on le mît à la disposition de Lima (3). Déjà, la promesse en avait produit bon effet : dès le 2 août lord Yarmouth put annoncer à Lima que dans la conférence de la veille les Français avaient accepté d'entrer en discussion sur l'intégrité du Portugal. On a vu que par les instructions du 26 août Napoléon permit à ses représentants d'admettre la garantie désirée. Cette concession fut maintenue dans la suite ; Talleyrand écrivait à Champagny le 25 septembre : « S. M., revenant sur le premier projet de traité présenté par M. le général Clarke, ne s'oppose pas à donner les garanties que l'Angleterre paraît désirer pour la sûreté du Portugal » (4). Telle était la parade qu'avec l'aide de complicités françaises le cabinet britannique et celui de Lisbonne s'apprétaient à opposer aux manœuvres de Godoy. Mais l'Angleterre entreprit en même temps de porter plus directement secours à son allié, et ici elle agit de façon moins adroite et moins heureuse.

Les bruits qui au début de juillet avaient couru à Paris sur la for-

(1) Lima au même, 31 juillet : *ibid.* Lima ajoute qu'on exigeait « la condition expresse que je m'engagerais au plus grand secret, que les communications sur ce point se feraient par courrier et non par la poste ordinaire, et que cette somme devait m'être envoyée sans la moindre perte de temps. »

(2) Lima au même, 31 juillet 1806, particulière : *ibid.*

(3) Araújo à Lima, avec notes marginales, 2 août, 3 novembre : *Neg. Estr., Lisbonne, officios reservados* ; au même, 3 septembre : BIKER, *Supplemento á collecção...* XIV, 186.

(4) Lima à Araújo, 2 août 1806 : *Neg. Estr., Lisbonne, legação em Paris*. Talleyrand à Champagny, 25 septembre : A. E., *Angleterre*, v. 603, f. 242.

mation d'un camp à Bayonne n'avaient pas cessé. Araújo en prenait l'alarme, faisait demander des explications à Godoy, en sollicitait lui-même de Rayneval. A Londres, on parlait de 90.000 hommes concentrés à Bayonne et qui devaient, sous le commandement d'Eugène de Beauharnais, marcher sur le Portugal par la Galice (1). D'autre part, Herman, le négociateur malheureux du traité de subsides en 1803, partit pour Lisbonne au milieu de juillet 1806 afin d'y remplacer Serurier comme commissaire général des Relations Commerciales (2). Son départ provoqua de nombreux commentaires, car on avait sans doute connu à Paris les relations qu'il entretenait avec Izquierdo et l'on savait qu'à deux reprises déjà il avait été chargé de missions de confiance dans la Péninsule. Ces rumeurs sur le camp de Bayonne et sur Herman furent recueillies par Yarmouth qui les transmit à Londres (3).

Le cabinet britannique crut-il vraiment le Portugal menacé, et voulut-il le défendre ? Ou pensa-t-il que l'occupation de Lisbonne par ses troupes lui donnerait un gage qui le placerait en meilleure posture dans les pourparlers ? Le 24 juillet, la décision était prise d'envoyer dans le Tage une escadre commandée par Saint-Vincent et de charger Lauderdale d'une mission extraordinaire auprès du régent. Fox remplaça ensuite Lauderdale par Rosslyn, qui hésita d'abord à accepter, puis se décida le 8 août, à la suite d'un entretien avec Grenville. Il reçut ses instructions le 9, en même temps que les chefs de l'expédition, Saint-Vincent et le lieutenant-général Sir John Graves Simcoe : le but de leur mission était de mettre obstacle au plan de Napoléon, qui allait lancer sur le Portugal 30.000 hommes concentrés à Bayonne et partager le royaume entre l'Espagne, Godoy et la reine d'Étrurie. Le 14 août 1806, une escadre britannique composée de cinq vaisseaux de ligne et d'une frégate, ayant à

(1) Masserano à Cevallos, 8 juillet (2 lettres) : *A. Histórico N., Estado*, c. 5215. Lima à Araújo, 15, 19 juillet, 13 septembre : *Neg. Estr., Lisbonne, legação em Paris*. Rayneval à Talleyrand, 2 août, 17 septembre ; Vandeul au même, 21 août : A. E., *Port.*, v. 126, f. 123, 180 ; *Esp.*, v. 670, f. 200. LADY HOLLAND, *Journal*, 24 juillet, II, 261.

(2) Serurier démissionna le 17 décembre 1805 ; Herman fut nommé en mars 1806 ; ses instructions, purement commerciales, sont du 3 juin ; l'intérim fut assuré à Lisbonne par les vice-consuls Lafargue, puis Alexandre Mure : A. E., *Consulat de Lisbonne*, décembre 1805-juillet 1806.

(3) Strangford signala également, de Lisbonne, d'importants armements espagnols ; il est peu probable que cette nouvelle soit arrivée à temps pour influer sur la décision de son cabinet. — Sousa Coutinho à Araújo, Londres, 29 juillet 1806 : *Neg. Estr., Lisbonne, legação em Londres*. Vandeul à Talleyrand, 1^{er} septembre : A. E., *Esp.*, v. 670, f. 243. Strangford à Fox, 19, 29 juillet : *Record Office*, F. O. 63, 50.

son bord neuf bataillons de troupes de débarquement, entrainé dans le port de Lisbonne (1).

Les Anglais avaient soin de proclamer très haut le but de leur expédition : défendre le Portugal contre l'attaque prochaine de la France et de l'Espagne. Rosslyn le déclara de façon catégorique dans une note qu'il remit au régent le 29 août ; il y offrait, pour éviter « la dissolution entière de la monarchie portugaise », l'envoi d'un corps de 10.000 hommes ; le 12 septembre, en insistant encore sur les dangers qui menaçaient S. M. T. F., il l'informait qu'une autre escadre était prête à Plymouth pour la secourir. Au cours d'un dîner, Saint-Vincent porta un toast « aux murailles flottantes de la Grande-Bretagne, devenues celles de Lisbonne », et, afin de bien marquer qu'il était là pour tout le temps qu'il faudrait, il loua une maison en ville (2). Au reste, les Anglais affectaient la plus stricte correction : leurs marins et soldats observaient une parfaite discipline ; les officiers conviaient les curieux à visiter leurs bâtiments et donnaient des banquets à bord. Saint-Vincent déposa des cartes chez Rayneval et Campo Alange, qui lui rendirent la politesse. Il envoya même au premier une invitation à dîner qui fit grand bruit, bien qu'elle eût été déclinée, car on y vit un présage de paix. Lorsqu'au cours d'une réception chez le nonce les officiers britanniques rencontrèrent les représentants de la France et de l'Espagne, ils exprimèrent avec une insistance marquée le vœu d'une pacification prochaine (3).

Ces ménagements de forme ne pouvaient guère atténuer l'effet que devait produire la démonstration anglaise. Le jour même où l'escadre de Saint-Vincent entra dans le Tage, Campo Alange et Rayneval adressèrent à Araújo d'énergiques protestations ; Talleyrand réclama également sur un ton très ferme, en démentant caté-

(1) En comptant les bâtiments qui restaient en croisière au large, l'escadre comptait 8 vaisseaux, dont un de 44. — A. E., *Angleterre*, v. 603, f. 217. F. V. (en remplacement de Fox indisposé) à Strangford, 9 août ; Strangford à Fox, le 15 : *Record Office*, F. O. 63, 50. Rayneval à Araújo, le 14 : A. E., *Port.*, v. 126, f. 143. Fox à Rosslyn, le 9 : dans BIKER, *Collecção...*, XIV, 126. LADY HOLLAND, *Journal*, 24, 26 juillet, 1^{er}, 8, 9 août, II, 161, 167, 171, 174, 175.

(2) Les Anglais racontaient que les vues de Napoléon sur le Portugal avaient été confiées à Yarmouth par Talleyrand, qui offrait à l'Angleterre les colonies portugaises. — Herman à Talleyrand, 30 août, 24 septembre : A. E., *Consulat de Lisbonne*. Rayneval au même, 19 août : A. E., *Port.*, v. 126, f. 152. Campo Alange à Cevallos, 10 septembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5370. Documents dans BIKER, *Collecção...*, XIV, 133, 136, 158, 197.

(3) Campo Alange à Cevallos, 16 août, 1^{er}, 10 septembre 1806 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5370. Rayneval à Talleyrand, 17 septembre ; Herman au même, le 24 : A. E., *Port.*, v. 126, f. 179 ; *Consulat de Lisbonne*.

goriquement que la France eût des vues sur le Portugal (1). Araújo répondit par l'expression d'un regret qui n'était pas feint. Il avait été entièrement surpris par l'arrivée de l'escadre anglaise ; la cour et les ministres se trouvaient alors à Nossa Senhora da Nazareth, à une centaine de kilomètres de Lisbonne, et en si parfaite sécurité qu'ils n'avaient pas même indiqué aux autorités de la capitale le lieu de leur séjour et qu'il avait fallu envoyer des courriers dans toutes les directions pour les découvrir. Sitôt mis au courant, Araújo revint en toute hâte à Lisbonne et se montra consterné de cet événement qui risquait de donner une faveur nouvelle aux projets franco-espagnols sur le Portugal ; il savait combien Napoléon était exigeant sur le chapitre de la neutralité, et que le 22 juin encore il avait soumis Lima à un interrogatoire serré sur une prise que les Anglais avaient faite trop près des eaux portugaises (2). L'initiative que Fox venait de prendre semblait donc fort regrettable à Araújo, qui ne le cacha pas à Strangford : il était ridicule, lui dit-il, d'envoyer une flotte défendre contre une armée de terre une ville comme Lisbonne, « où chaque monticule des environs peut réduire au silence un vaisseau de ligne » ; si l'on voulait défendre Lisbonne par terre il fallait le faire « complètement ou pas du tout », car les 13.000 hommes que comptait en pratique l'armée portugaise ne pouvaient s'en charger ; d'ailleurs, les bruits qui avaient déterminé le cabinet de Londres à cette démonstration étaient fort exagérés, et il était absurde de jeter « en pure perte » le Portugal dans une guerre désastreuse, alors qu'il n'était pas en danger ; bref, il était infiniment souhaitable que l'escadre anglaise se retirât au plus tôt (3). Araújo envoyait en même temps à l'ambassadeur de Portugal à Londres, Sousa Coutinho, qui avait vainement fait tous ses efforts pour détourner Fox de son projet, l'ordre de présenter les plus vigoureuses protestations et d'affirmer que le Portugal ne voulait que la paix, afin de refaire ses finances. A Ega, à Lima, il adressait les mêmes instructions. A Rayneval il multipliait les expressions de regret au sujet de l'expédition anglaise, « la plus extravagante qu'on ait jamais imaginé », et il lui confiait que le découragement le gagnait à voir son pays sans cesse compromis par des intrigues ou des mala-

(1) Rayneval et Campo Alange à Araújo, 14 août ; réponses du 24 : BIKER, *Collecção...*, XIV, 138, 143, 142, 145. Talleyrand à Lima, 26 septembre : A. E., *Port.*, v. 126, f. 188.

(2) Strangford à Fox, 15, 17 août 1806 : *Record Office*, F. O. 63, 50. Lima à Araújo, 22 juin : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(3) Strangford à Fox, 24 août 1806 : *Record Office*, F. O. 63, 50.

dresses : « Soit dit entre nous, je crois qu'il vaudrait mieux que tout cela s'en aille au diable, quitte à se remonter ensuite d'une autre manière. » Le régent de son côté faisait à la mission de Rosslyn un accueil nettement défavorable, il ne cacha pas à Campo Alange combien l'initiative anglaise lui avait déplu et il écrivit à Napoléon, en cachette d'Araújo lui-même, pour se disculper. Rosslyn comprit que dans ces conditions il n'avait pas à insister. Il déclara que puisque S. M. T. F. ne voulait pas être défendue l'escadre britannique n'avait qu'à quitter Lisbonne, et Saint-Vincent mit à la voile le 28 septembre 1806 (1). L'essai d'aide directe que les Anglais avaient voulu porter à leur allié avait été maladroit et malheureux ; il est vrai que le cabinet de Lisbonne ne pouvait leur en tenir rigueur, car il apparaissait de plus en plus nettement que les pourparlers de Yarmouth à Paris venaient en revanche d'arrêter la seconde offensive de Godoy contre le Portugal.

VII

LA DÉCONVENUE DE GODOY

LIMA CONTRE IZQUIERDO. — Izquierdo faisait à Paris tout son possible pour maintenir ses affaires à flot. Il répandait l'argent à pleines mains, assurait Lima, grâce aux « puissants moyens » que lui fournissait l'emprunt de Hollande. Il tâchait d'agir sur l'opinion, de créer un courant hostile au Portugal, de remettre en circulation l'idée de l'expédition sur Lisbonne. L'entrée de l'escadre britannique dans le Tage vint lui procurer un thème précieux, qu'il s'empressa de développer. Sitôt que la nouvelle de la prise de Buenos-Ayres par les Anglais fut parvenue à Paris (18 septembre 1806), il l'exploita

(1) Les troupes anglaises furent dirigées sur la Sicile. — Sousa Coutinho à Lima, 3, 14 septembre 1806 : *Neg., Estr., Lisbonne, Collecção de despachos relativos ao messão de Lima*. Araújo, 13 août : *ibid., legação em Londres*. Lima à Talleyrand, 8 septembre, et réponse du 26 ; à Lauderdale, le 7, et réponse du jour : *ibid., legação em Paris*. Araújo à Sousa, 24 août, 1^{er}, 8, 19 septembre : *ibid., Offícios reservados*. Rayneval à Talleyrand, 26 août, 28 septembre ; Araújo au même, 3 septembre ; Lima au même, le 8 : *A. E., Port., v. 126, f. 159, 196, 168, 172* ; Vandeul au même, les 1^{er}, 15 : *Esp., v. 670, f. 243, 313* ; Herman au même, le 24 : *Consulat de Lisbonne*. Campo Alange à Cevallos, le 1^{er} : *A. Histórico N., Estado, c. 5370*. Strangford à Canning, 28 octobre 1807 : *Record Office, F. O. 63, 56*. BIKER, XIV, 148, 172, 178, 182, 187, 191, 200. FORTESCUE, *History of the british Army*, V, 366.

de même, en répandant partout que les équipages des vaisseaux britanniques se composaient pour une bonne part de marins portugais (1). Il s'efforçait de circonvenir Talleyrand, assiégeant ses intimes, entre autres Montrond, s'attachant avec obstination au ministre lui-même, à la faveur des entretiens qu'ils avaient obligatoirement ensemble au sujet de l'emprunt de Hollande. « Izquierdo... ne quitte pas la maison de M. de Talleyrand », note Metternich le 2 septembre. « J'ai dîné hier avec Talleyrand, rapporte le Navarrais à son maître le 14. Je ne suis sorti de chez lui qu'à deux heures du matin. Je l'ai laissé au lit, ne l'ayant pas quitté qu'il ne fût couché. Il ne m'a rien dit. » Malgré tant d'insistance, Izquierdo n'obtenait du ministre que des phrases rassurantes, des amabilités à l'adresse de Godoy et des compliments sur les éminentes qualités du favori, sur sa « grande intelligence ». De Montrond il ne tirait rien non plus, si ce n'est quelques plaisanteries sur le compte de « ce pauvre Lima », qui quémandait des informations auprès de Talleyrand sans jamais en recevoir. Et pendant ce temps la négociation sur le Portugal continuait à rester en suspens. Le 10 août, comme l'Espagnol lui demandait positivement ce qu'on ferait de ce côté si les pourparlers avec l'Angleterre venaient à se rompre, Talleyrand n'eut qu'un haussement d'épaules et un vague : « Ce que l'Empereur décidera. » Parfois il s'engageait davantage, mais toujours sous réserve de délais : « Ces derniers jours, écrivit Izquierdo le 9 septembre, Talleyrand m'a dit en plusieurs conversations et de façon positive que nous nous emparerons du Portugal, qu'on fasse la paix ou la guerre ; que la chose peut tarder encore un peu parce que l'Empereur désire la paix... » (2)

Izquierdo tâchait également d'agir sur Napoléon lui-même. Afin de bien le disposer, il avait eu soin de faire effectuer exactement au Trésor Public les versements prévus par la convention du 10 mai. Celui correspondant au troisième mois fut fait avant le 6 août, jour où il y avait Conseil des finances : aussi le 7, à Saint-Cloud, Izquierdo s'étant placé sur le passage de l'empereur à la sortie du théâtre reçut de lui un salut fort affable. Mais ce fut tout (3). Le 23, il se décida à une démarche directe et il pria Duroc de remettre à Napoléon

(1) Lima à Araújo, 30 août, 2 septembre 1806 ; Brito au même, 28 avril 1807 : *Neg. Estr., Lisbonne, legação em Paris*.

(2) Izquierdo à Godoy, 13 août, 8, 14 septembre : *A. Histórico N., c. 2881*. LA FUENTE, XVI, 181. Metternich à Stadion, 2 septembre : dans MAYER, *Die französisch-spanische Allianz*, II, 59.

(3) Izquierdo à Godoy, 13 août 1806 : *A. Histórico N., c. 2881*.

deux lettres. La première était censée la copie de nouvelles récemment reçues de Godoy : on avait envoyé la Toison d'Or à Murat, on promettait d'acquitter exactement les engagements financiers de l'Espagne. La seconde annonçait qu'Izquierdo avait pleins pouvoirs pour signer un traité, soit au sujet du Portugal, soit avec l'Angleterre, et elle pressait discrètement l'empereur de hâter l'expédition contre Lisbonne : « Les intentions... de l'Espagne... sont de réaliser le traité qui sans doute aurait été conclu sans les négociations avec l'Angleterre. La cour de Madrid est convaincue que toute mesure relative au Portugal que la France et l'Espagne arrêteraient aujourd'hui se vérifiera, que la guerre continue, que la paix se fasse, peut-être sans attendre même la paix, si S. M. I. et R. déploie pour qu'elle [la mesure] ait lieu sa volonté ferme et puissante. » Ces deux lettres furent peine perdue. Napoléon se contenta de faire répondre par Talleyrand qu'il était heureux de la distinction accordée à Murat, parce qu'il y voyait une amabilité à l'égard... de la Confédération Germanique, dont Murat était membre (1).

Ce qui était tout aussi inquiétant que ces dérobades, c'étaient les intrigues que menait Lima dans les pourparlers franco-anglais. L'ambassadeur portugais s'efforçait de son mieux : « Je travaille jour et nuit à contrecarrer son action [d'Izquierdo] », assurait-il à Araújo, tout en continuant à regretter l'insuffisance de ses moyens pécuniaires : « Je suis sans argent, sans crédit et je n'ai même pas de quoi vivre ; j'ai engagé mon argenterie, j'ai dû mendier 70 louis pour expédier ce courrier... Je suis sans nouvelles, sans communications et sans moyens... V. E. voit combien cela peut être préjudiciable à nos affaires. » Les résultats qu'il obtenait étaient pourtant appréciables. Comme son antagoniste espagnol, il s'attachait aux pas de Talleyrand : « M. de Lima, note encore Metternich,... est dans les relations les plus assidues avec M. de Talleyrand, dont la porte lui est ouverte depuis quelque temps même dans les moments où il est occupé avec ses intimes. » Lima entretenait également des rapports étroits avec les négociateurs anglais ; il assistait à tous les banquets que s'offraient réciproquement les plénipotentiaires ; sitôt que le nouvel envoyé de S. M. B., lord Lauderdale, arriva à Paris, il le rencontra chez Champagny, et dans la conversation qui suivit le déjeuner les deux parties lui demandèrent ses bons offices

(1) Izquierdo à Napoléon, par Duroc, deux lettres du 23 août 1806 : *ibid.* Talleyrand à Masserano, 4 septembre : *ibid.*, *Estado*, c. 5215.

de médiateur : rôle de pure forme, mais qui n'était pas sans lui donner de l'importance (1).

De tout cela, Izquierdo enrageait. Il sentait bien que le Portugais le contre-minait, et de façon efficace : « Lima, qui était triste il y a peu de temps, resplendit maintenant de joie et dit, ainsi que son frère : *Nous voilà sauvés. L'Espagne ne s'en tirera pas aussi bien que nous.* » Il avait le dépit de voir Talleyrand causer longuement avec son adversaire et il n'était vraiment rassuré qu'à demi quand le ministre l'assurait ensuite que Lima était un espion à lui, qui lui rapportait les propos des plénipotentiaires britanniques. Izquierdo n'avait, lui, aucune part même de forme aux pourparlers franco-anglais ; Talleyrand lui avait bien conseillé de se présenter à Clarke et à Yarmouth, mais comme il se regardait comme réservé aux affaires secrètes il n'avait pas jugé à propos de le faire sans l'autorisation de l'empereur, de sorte qu'en fin de compte il ne faisait rien et ne savait pas grand'chose. Il est inutile de dire que le rôle de Masserano dans les négociations était nul (2). Lima y avait donc les mouvements entièrement libres, et il en profitait : « Izquierdo est toujours ici, disait-il, il continue ses affaires. Je n'épargne rien pour rendre inutiles ses efforts, et il me semble que j'y arriverai complètement si des circonstances imprévues ne créent pas de nouveaux obstacles. » De fait, il semble que la promesse du pot-de-vin de 1.200.000 livres produisit des effets : « J'espère que dans la suite des négociations j'obtiendrai ce qu'on m'a promis. Si d'Espagne on affirme (bien malgré soi, et malgré les agents espagnols d'ici qui en dépit de leurs efforts ne peuvent le cacher) que la situation du Portugal est bonne dans les préliminaires, je désire qu'elle soit meilleure encore... Je pense que la garantie de notre intégrité est chose faite... » (27 septembre) (3).

Heureusement pour Izquierdo, les négociations franco-anglaises s'enlisaient. La non-ratification du traité d'Oubril par le tsar, la mort de Fox, l'imminence de la guerre avec la Prusse emportaient les derniers désirs de conciliation, et Lauderdale quitta Paris le 9

(1) Lima à Araújo, 30 août, 5 septembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Masserano à Cevallos, 2 septembre : *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 5215. Metternich à Stadion, 1e 2 : MAVER, *Die französisch-spanische Allianz*, II, 59. LADY HOLLAND, *Journal*, II, 179.

(2) Izquierdo à Godoy, 13 août, 9 septembre (réponse à la lettre 30) et 14 septembre : *A. Histórico N.*, c. 2881. Correspondance de Masserano, août, septembre : *ibid.*, c. 5215.

(3) Lima à Araújo, 27 septembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

octobre. La clause de garantie du Portugal disparaissait aux yeux de Lima. Il est vrai que les ambitions de Godoy avaient reçu au cours de ces semaines des coups dont elles auraient peine à se relever.

L'AFFAIRE DES BALÉARES. — Entre autres nouvelles désagréables qu'Izquierdo avait eu à annoncer à son maître au cours du mois de septembre, il en était une d'importance : l'existence dans le traité récemment signé entre la France et le négociateur russe Oubril d'articles secrets qui ôtaient à S. M. C. les îles Baléares pour les donner aux Bourbons de Naples, en guise d'indemnité pour leur royaume perdu.

Cette idée de l'indemnité napolitaine n'était pas nouvelle. Elle avait surgi sitôt Ferdinand IV et Marie-Caroline détrônés, et en Espagne même : Godoy, bien qu'ennemi des Napolitains, avait insinué à Beurnonville que Napoléon devrait bien dédommager le prince héritier, qui avait épousé une fille des *Reyes*, Marie-Isabelle (1). L'Autriche, malgré son propre désastre, songeait aussi à employer ce qui lui restait d'influence pour obtenir quelque article en faveur de LL. MM. Siciliennes. La Russie s'en préoccupait également ; lorsque Czartoryski avait tâté Lesseps en vue d'ouvertures de paix (avril 1806) il l'avait averti tout de suite que le tsar avait promis à l'ancien roi de Naples de lui faire obtenir une indemnité (2). C'est sur cette question de l'indemnisation qu'avait commencé la discussion entre lord Yarmouth et les négociateurs français (juin) : Napoléon acceptant l'*uti possidetis*, sauf pour la Sicile, que Joseph n'avait pas encore conquise et qu'il voulait, — l'Angleterre exigeant d'abord qu'on la laissât à Ferdinand, puis réclamant tout au moins pour lui, en guise d'indemnité, la Dalmatie (3).

Dans tout cela, il n'était pas question de dépouiller l'Espagne, mais il paraît que le projet vint vite sur le tapis, car le traité franco-russe signé par Oubril le 20 juillet 1806 portait aux articles secrets que le prince héritier de Naples recevrait comme indemnité les îles Baléares, qui lui seraient cédées par S. M. C. (4). Lorsque Lauderdale arriva à Paris pour remplacer Yarmouth, il connaissait déjà ces articles,

(1) Beurnonville à Talleyrand, 15 mars : A. E., *Esp.*, v. 669, f. 320.

(2) Lesseps à Talleyrand, 10/22 avril 1806 : A. E., *Russie*, v. 145, f. 43. Stadion à Metternich, 27 décembre 1805 : dans FOURNIER, *Napoleon I.*, II, 381.

(3) COQUELLE, *Napoléon et l'Angleterre*, 103-106.

(4) A. E., *Russie*, v. 145, f. 100.

et les instructions que Fox avait rédigées pour lui le 2 août portaient qu'il devait refuser l'indemnité des Baléares pour la maison de Naples : cette « offre » était insuffisante, et la clause que ces îles ne seraient jamais occupées que par des troupes espagnoles était dangereuse pour l'Angleterre ; Lauderdale aurait à trouver plutôt une indemnité dans l'Amérique du Sud ou les Antilles. On a vu que Napoléon refusa et continua à proposer les Baléares ; le dernier projet français, celui du 25 septembre 1806, les offrait encore, en y ajoutant même une pension à verser par les Bourbons d'Espagne à leurs cousins napolitains (1). Naturellement, ce secret déjà répandu dans trois chancelleries avait transpiré dans le public, et Izquierdo ne tarda pas à être au courant : « Quelques-uns disent que M. de Barante va demander Majorque pour le roi de Naples. Je me garderai bien de poser la question à Talleyrand, car ce serait lui donner à entendre que je regarde la chose comme possible et suffirait peut-être pour qu'on nous la demandât. En ce cas, il faut tout refuser... Il importe peu que je me perde aux yeux de ces gens-là si je sauve l'État ; je parlerai avec fermeté des promesses de l'Empereur et du traité signé » (2). Le secret finit par courir les rues : « Nous avons tous entendu dire ici qu'on demandait les Baléares à l'Espagne », écrivait Izquierdo le 14 septembre ; mais cette fois, il se trouvait malheureusement en mesure de confirmer le bruit : un de ses « vieux amis » lui avait procuré (et gratuitement, dit-il) un exemplaire du traité franco-russe, et il l'envoyait au prince de la Paix. La chose n'avait plus d'ailleurs qu'un intérêt rétrospectif, car on avait reçu le 3 la nouvelle que le tsar avait refusé de ratifier ; aussi, lorsqu'Izquierdo, le 9, assurait à son maître que jamais il ne céderait les Baléares et qu'il se ferait plutôt « couper la main droite », il savait qu'il ne risquait pas grand'chose à proférer ce serment (3).

(1) *Cambridge Modern History of the British Foreign Policy*, I, 355. COQUELLE, *Napoléon et l'Angleterre*, 113. Cet ouvrage affirme que Napoléon repoussa la combinaison anglaise parce qu'il « ne voulait pas affaiblir l'Espagne, sur laquelle il avait déjà des vues de conquête... Fâcheuse politique, qui a été la cause de l'échec des négociations de 1806. » Que Napoléon eût en 1806 des vues de conquête sur l'Espagne, la chose est plus que douteuse, et en tout cas à prouver. Il faudrait prouver aussi qu'il tenait à ne pas affaiblir l'Espagne, alors que par le traité Oubril il lui ôtait les Baléares, compensation qu'il eût pu trouver ailleurs. — On songea ensuite à installer les Napolitains à Corfou ; ce fut alors pour le roi de Sardaigne que l'Angleterre demanda les Baléares ; Champagny refusa, et les négociations prirent fin. Noter qu'en 1805 les Baléares avaient été visées directement par l'Angleterre : *Select Despatches...* 1803-1805, éd. Rose, 173.

(2) Izquierdo à Godoy, 13 août : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(3) Izquierdo à Godoy, 9, 14 septembre, avec la copie des articles secrets : *ibid. Moniteur du 5*, annonçant la non-ratification.

La nouvelle du sans-gêne avec lequel Napoléon disposait des possessions espagnoles ne paraît pas avoir fait sur Godoy une impression très profonde. Il ne fait même pas allusion à cette affaire dans les longues et virulentes lettres de reproches qu'il envoyait alors à Izquierdo. La réaction de la cour et des milieux politiques de Madrid semble avoir été plus vive. « J'ai eu pendant quelques semaines toutes les factions à dos », rapporte le ministre russe Strogonoff, qui faisait cependant tous ses efforts pour détruire ces fâcheuses impressions : « Je me suis fortement prononcé contre la vérité des articles secrets qu'on publiait ici comme ayant été déterminés entre M. d'Oubril et les négociateurs français à Paris, nommément... l'indemnité du Roi de Naples aux dépens de S. M. C. par la cession des îles Baléares... J'ai répondu que... je prenais sur moi de déclarer qu'il [ce traité] était faux... » Godoy ne sembla pas persuadé : « Le prince de la Paix blâmait hautement l'entêtement avec lequel je me refusais d'adopter la version publique, dont il paraissait lui-même convaincu quoique à regret » (1). L'opinion espagnole fut vite rassurée sur le sort des Baléares par la nouvelle que le tsar refusait de ratifier le traité Oubril. Mais cette nouvelle ne lui causa pas la satisfaction qu'on pourrait croire : elle tenait avant tout à la paix, le traité Oubril avait été accueilli avec une joie très vive et l'on avait si bien cru toucher à la pacification générale que les armateurs en course de Cadix et de Gibraltar ralentirent leurs armements. Puis le retard des ratifications avait amené une inquiétude qui devint vite de l'énerverment, et en fin de compte, malgré l'affaire des Baléares, la non-ratification du traité Oubril provoqua en Espagne une pénible déception (2). Quant à Godoy, il avait appris le refus de ratification presque en même temps que les vues franco-russes sur les Baléares et n'avait donc jamais été sérieusement inquiet pour celles-ci. La décision du tsar dut d'autant moins lui déplaire qu'elle contribuait à écarter une paix qui eût été la ruine du projet portugais. En outre, Alexandre avait précisément pris prétexte de l'article sur les Baléares pour désavouer Oubril : il ne voulait point dépouiller de la sorte S. M. C., avec laquelle il n'entretenait que d'amicales relations.

(1) Strogonoff à Budberg, 23 septembre/5 octobre 1806 : *Tsentrarhiv U. R. S. S.*, Moscou.

(2) En août, le bruit avait couru à Madrid qu'Yarmouth avait signé le 30 juillet les préliminaires ; il y avait causé une grande joie et permis quelques coups de bourse : Henry au roi de Prusse, 7 août, *Geheimes Staatsarchiv*, Berlin, *A. Ges. zu Madrid*. Le Roy à Talleyrand, Cadix, 12, 19, 22 août : A. E., *Consulat de Cadix* ; Vandeul au même, 11 août, 15, 18 septembre : *Esp.*, v. 670, f. 167, 313, 321.

Strogonoff fit naturellement valoir cette délicatesse, qui fut en effet appréciée à Madrid : « La circulaire du 4 août, dont j'ai fait part au ministère espagnol, n'a pas peu contribué à le pénétrer de l'intégrité du système et des sentiments magnanimes de l'Empereur en faveur de ses alliés » (1). Il apparaît donc que l'affaire des Baléares fut importante moins par le ressentiment qu'elle fit naître en Godoy contre la France, lequel ne fut pas très vif, que par la détente qu'en fin de compte elle amena entre la Russie et le favori, et qui fut comme le prélude de leur rapprochement d'octobre.

LES INQUIÉTODES DE GODOY. — Le prince de la Paix unissait ses efforts à ceux d'Izquierdo pour soutenir ses affaires à Paris. Son principal espoir résidait en Murat, dont il achevait à cette époque de gagner l'amitié. On a vu que l'initiative de leurs relations était venue de Murat (2), qui s'intéressait au banquier Michel jeune, ou plus exactement à sa femme. Michel se trouvait alors fort embarrassé des traites espagnoles qu'il avait reçues d'Ouvrard et qu'Izquierdo refusait de lui payer. Il songea alors à aller voir Godoy, et pour lui ménager un accueil favorable Murat le chargea de remettre de sa part un cadeau au prince de la Paix : un baudrier et une épée qu'il avait portés lui-même. Le favori eut ainsi l'occasion de sa première lettre au grand-duc de Berg, auquel il envoya en même temps quelques beaux chevaux et des brebis mérinos (25 juillet 1806). Murat répondit aussitôt, heureux, disait-il, « de payer un juste tribut d'éloges à ce caractère décidé qui annonce à la fois l'homme d'État et l'homme aimable. » Il recommandait Michel, sans trop cacher le

(1) Budberg exposa à l'ambassadeur britannique, Stuart, les scrupules de son maître dans l'affaire des Baléares, et l'Angleterre crut devoir faire expliquer à l'Espagne que si de son côté elle tâchait de lui enlever des territoires elle n'agissait pas pour autant « contre les principes purs et loyaux de son Auguste Allié » attendu qu'elle était en guerre avec S. M. C. et que le tsar n'y était pas. On sait qu'en réalité la non-ratification du traité Oubril fut due aux efforts de l'Angleterre et de la Prusse. Quant aux Baléares, le tsar ne voulut pas de leur cession à Naples, non seulement parce qu'immorale, mais aussi parce qu'insuffisante. — Strogonoff à Budberg, 23 septembre/5 octobre 1806 ; Nicolay à Strogonoff, Londres, 9/21 octobre : *Tsentrarhiv U. R. S. S.*, Moscou. Stuart à ?, le 7 : *Record Office*, F. O. 65, 63. Budberg à Lesseps, 2/12 août ; Lesseps à Talleyrand, les 3/15, 9/21 : A. E., *Russie*, v. 145, f. 122, 128. VALISZEWSKI, *Le règne d'Alexandre 1^{er}*, I, 195. NICOLAS MIKHAÏLOVITCH, *L'Empereur Alexandre 1^{er}*, I, 44.

(2) Cf. encore Masserano à Godoy, 7 juin : « Le prince Murat, chaque fois qu'il me voit me demande des nouvelles de ta santé. » *Arch. Real Casa*, *Arch. reservado Fdo VII*, t. 102, f. 327.

motif de l'intérêt qu'il lui portait : « Vous m'obligerez de renvoyer le plus tôt possible M. Michel à sa jeune épouse, aussi jolie qu'aimable, et qui vous intéresserait vous-même, si vous la connaissiez. » Il glissait quelques mots en faveur d'Ouvrard. Enfin il demandait la Toison d'Or (4 août) (1). Godoy s'empressa : l'amitié du beau-frère de Napoléon ne pouvait arriver plus à propos pour raffermir ses affaires. La Toison fut aussitôt expédiée à Masserano, qui la fit parvenir sans tarder (26 août) à Düsseldorf. « Il y a beaucoup d'analogies dans nos caractères et dans nos cœurs », assura Godoy à son nouvel ami, et il remercia encore pour l'épée : « Elle a été pour moi d'un prix inestimable, déclara-t-il, pour avoir reçu de votre flanc le dernier degré d'estimation à mes yeux » (15 août) (2). Les affaires de Michel furent arrangées comme Murat le désirait : par une convention en date du 30 juillet, que le roi approuva le 10 septembre, la *Caja de Consolidación* reprit au banquier ses traites douteuses, qui montaient à 11.464.102 francs, et elle lui remit en échange deux millions et demi de piastres en billets établis de la manière la plus authentique et la plus solide (3). Aussi l'amitié du favori et du grand-duc fit-elle des progrès rapides, si rapides que dès le 16 septembre, recevant les remerciements du nouveau *caballero del Insigne Orden del Toysón de Oro*, Godoy lui exposa sans trop d'obscurité en quoi il attendait son concours : « Rien ne peut être oublié par S. M. I., et Elle a eu la bonté de m'offrir son appui... D'ailleurs, V. A. I. veut bien m'accorder son amitié... Les négociations du continent dépendent de la paix avec l'Angleterre et par conséquent il n'y a rien qui se trouve en état d'être décidé : cependant, j'espère tout » (4).

Mais il eût fallu une autre influence que celle de Murat pour rétablir les affaires de Godoy, dont chaque semaine venait au contraire accroître les alarmes. Si disposé qu'il fût à suivre aveuglément la politique française, le favori ne pouvait cependant se dissimuler que

(1) Izquierdo à Godoy, 16 juin, 22 juillet 1806 ; Murat au même, Düsseldorf, 4 août : *A. Histórico N.*, c. 2881. Godoy à Murat, 25 juillet : *ibid.*, et dans MURAT, *Letres et documents*, IV, 274.

(2) Izquierdo à Godoy, 16 juin ; Godoy à Murat, 15 août : *A. Histórico N.*, c. 2881. Masserano à Cevallos, le 26 : *ibid.* ; à Talleyrand, et réponses, 26 août, 4 septembre : *A. E., Esp.*, v. 670, f. 229, 249. Avant de demander la Toison, Murat avait fait préparer les voies par Izquierdo et avait eu soin de s'assurer le consentement de Napoléon : à Talleyrand, ? et 27 juillet, dans sa *Correspondance*, éd. Lumbroso, 131, 133.

(3) Dossier de mai 1808 sur cette affaire : *A. N.*, AF IV 1608 B, plaq. 2.

(4) Michel qui repartit pour Paris le 16 septembre, était chargé de préciser à Murat les désirs du favori : à Murat, 16 septembre (deux lettres), dans MURAT, *Letres et documents*, IV, 351. Godoy au même, même date : *A. Histórico N.*, c. 2881.

les exigences de Napoléon devenaient inquiétantes et ruineuses. Au début de septembre 1806, on apprit à Madrid que le chargé d'affaires français en Toscane, Artaud, avait demandé à la régente de céder la région de Pietra Santa et de Barga, l'empereur ayant l'intention de la donner au nouveau prince de Lucques et de Piombino ; Marie-Louise aurait reçu en échange une portion des États de l'Église. Artaud aurait en outre fait entendre que Napoléon désirait toute la Lunigiana, et qu'il la prendrait de force au besoin. Il fallut que Masserano protestât énergiquement contre cette façon de disposer des territoires étruriens (1). Les affaires de Suède firent naître de nouveaux griefs contre la France. Le 16 mai, Napoléon avait fait informer l'Espagne qu'elle devait fermer ses ports aux navires suédois ; Godoy s'était aussitôt incliné, et en août Talleyrand remercia la *Secretaría de Estado* d'avoir ainsi collaboré aux mesures prises contre les ennemis de l'empereur. Le prince de la Paix espérait bien toutefois que cette disposition serait toute théorique ; il n'était nullement de l'intérêt de l'Espagne de rompre avec un pays avec lequel elle entretenait un commerce actif ; elle lui achetait les matières premières nécessaires à sa marine et chaque année elle lui vendait 7 à 800 cargaisons de sel, de vin, de laine. Mais pour continuer à trafiquer malgré les mesures réclamées par la France, il eût fallu une entente tacite, et Gustave IV de Suède n'y consentit pas. Il envoya à son ministre à Madrid, Adlerberg, l'ordre de réclamer le retrait des mesures prises contre les bâtiments suédois, et de demander ses passeports s'il ne l'obtenait pas. Adlerberg s'acquitta de sa mission avec d'autant plus de raideur qu'il était très anglophile. Godoy, fort ennuyé de cette intransigeance, pria Strogonoff d'interposer ses bons offices, cependant que Cevallos délayait des notes évasives, mais Adlerberg, se conformant strictement à ses instructions, réclama ses passeports le 4 septembre, les reçut le 6 et partit pour Lisbonne le 15. « Ce gouvernement, dit Strogonoff, n'avait que deux partis à prendre, ou d'accorder les passeports au ministre de Suède, ou de les offrir au chargé d'affaires de France : le choix dans ce cas était bien vite fait. » Ainsi, pour le bon plaisir de Napoléon, Godoy avait été contraint de porter au commerce de son pays une sérieuse atteinte (2).

(1) Masserano à Cevallos, 30 août 1806 : *A. E., Esp.*, v. 670, f. 239.

(2) Strogonoff à Budberg, 16/28 août, 23 août/4 septembre, 27 août/8 septembre : *Исторический Архив У. Р. С. С.*, Moscou. Strangford à Fox, 5 octobre : *Record Office*, F. O. 63, 50. Talleyrand à Masserano, 12 août : *A. Histórico N., Estado*, c. 5215. A Beurnonville, 26 mai ; Vandeuil et Cevallos à Talleyrand, 9 juin, 8 septembre : *A. E.*,

L'amitié française se révélait décidément bien lourde, et il semblait de moins en moins certain qu'elle dût être profitable. Le 19 août 1806 arriva à la cour une nouvelle qui risquait fort de troubler le projet portugais de Godoy, celle de l'entrée de l'escadre anglaise dans le Tage. A première vue, il semble qu'au contraire cette fausse manœuvre du cabinet britannique devait servir les intérêts du favori en excitant la colère de Napoléon contre les Portugais. De fait, l'opinion publique espagnole s'attendait aussitôt à une déclaration de guerre, à l'envoi d'une armée française contre Lisbonne, et l'alarme fut grande. « La consternation est générale, notait Strogonoff,... et l'on est fort inquiet sur les mesures que Bonaparte se croira autorisé de prendre contre le Portugal et finalement contre la Péninsule, lorsque les troupes qu'on redoute qu'il fasse marcher jusqu'au Tage seront parvenues aux environs de l'Espagne. » — « L'inquiétude ici est à son comble..., mais dans tous les cas on cherchera tant que l'on pourra à se charger de l'envahissement du Portugal sans le concours des armées françaises. » On racontait que Barante, qui à ce moment précis vint présenter aux *Reyes* la lettre de Napoléon, était chargé d'organiser une expédition franco-espagnole pour chasser les Anglais de Lisbonne (1). Godoy soufflait sur le feu et tâchait de tirer de cet incident la guerre qu'il souhaitait. Lorsqu'on reçut la nouvelle au *sítio* de la Granja, il déclara aussitôt devant Barante que seule la crainte de troubler les pourparlers franco-anglais l'empêchait de marcher sur Lisbonne à la tête de 10.000 hommes. Le lendemain 20 août il écrivit à Talleyrand dans le même sens. En présence du corps diplomatique et d'Ega lui-même, il affirmait que le régent était complice des Anglais, que cette félonie lui coûterait son royaume, et il affectait de se divertir des alarmes du Portugal (2).

Mais si l'entrée des Anglais dans le Tage améliorerait sous certains rapports les affaires du favori, elle les gâtait sensiblement à bien des points de vue. Tout d'abord, les 9.000 hommes que portait l'escadre de Saint-Vincent renforçaient notablement les moyens de défense du Portugal. Mais surtout, le bruit courut aussitôt à Madrid et à Paris que la mission secrète de Rosslyn était d'amener le régent à

Esp., v. 669, f. 487 ; v. 670, f. 10, 12, 296. Napoléon au même, 16 mai : *Corr.*, 10.238. Gennotte à Stadion, 4 septembre : dans MAYER, *Die französisch-spanische Allianz*, II, 28.

(1) Strogonoff à Budberg, 16/28 août, 23 août/4 septembre : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou.

(2) Vandeul à Talleyrand, 19, 21, 25 août ; Godoy au même, le 20 : A. E., *Esp.*, v. 670, f. 189, 200, 213, 251, 194.

s'embarquer à bord des vaisseaux britanniques et à se retirer au Brésil : là, avec l'aide des Anglais, il lui serait aisé de prendre sa revanche aux dépens des colonies espagnoles ; on ajoutait que le cabinet de Londres avait certainement de grandes vues sur l'Amérique, que la preuve en était le traité qu'il venait de signer avec les États-Unis. Godoy partageait ces inquiétudes ; il déclara bien que si le prince Jean s'embarquait, une armée espagnole envahirait à l'instant même son royaume, mais Strogonoff devinait bien l'objection que le favori se faisait à lui-même : « Il ne voit pas dans le Portugal envahi et réuni à l'Espagne de quoi compenser tout ce qu'elle est à la veille de perdre dans ses colonies. » De fait, on sait qu'Izquierdo, tout en poussant au démembrement du Portugal, tâchait d'écarter toute solution qui eût envoyé le régent au Brésil (1). Une éventualité plus fâcheuse encore était à craindre également : que le prince Jean partît seul et laissât comme régente sa femme Charlotte, la fille des *Reyes*. Car alors, il pouvait, au Brésil, faire cause commune avec les Anglais et conserver la colonie aux Bragances, tandis que Charlotte, en Portugal, se rallierait au parti du continent et sauverait tout au moins le trône. Ce plan était d'autant moins invraisemblable que depuis quelque temps Charlotte ne dissimulait pas qu'elle désirait la régence. L'état mental de son mari, qui ne faisait que s'aggraver, semblait justifier cette prétention. D'ailleurs, il y avait longtemps que de graves dissentiments avaient éclaté entre les deux époux, et tous les efforts de Campo Alange ne pouvaient réussir à les réconcilier. Un parti important de *fidalgos* se groupait autour de la princesse et surveillait de près le régent et son favori Vila Verde. Celui-ci ayant dépêché un courrier à Paris lorsque les Anglais entrèrent dans le Tage, Charlotte feignit de craindre que ce ne fût pour gagner Napoléon à la coterie du prince Jean, et elle écrivit à ses parents les *Reyes* pour leur demander leur appui. La réalisation de ce projet de régence eût très probablement jeté à terre les plans de Godoy, et le favori fut très inquiet. Il reprocha à Ega, « dans les termes les plus emportés », toute cette intrigue. Comme pour accroître encore ses alarmes, Araújo n'envoya que très tard à la cour de Madrid ses explications sur l'arrivée de l'escadre anglaise, de sorte que le prince de la Paix se demanda longtemps si

(1) Strogonoff à Budberg, 23 août/4 septembre, 27 août/8 septembre : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou. Journal de Floret, Paris, 31 août : dans FOURNIER, *Napoléon I.*, II, 396.

le régent n'embarquerait pas. Pour comble, le courrier de Campo Alange qui arriva à Saint-Ildefonso le 5 septembre déclara avoir perdu ses dépêches : il fut aussitôt mis aux fers, mais jusqu'à l'arrivée des dépêches suivantes on se demanda si ce n'était pas Araújo qui avait fait intercepter les premières afin de retarder la nouvelle de l'embarquement du régent. Ce fut le 5 octobre seulement qu'on sut à Madrid que les vaisseaux britanniques avaient quitté Lisbonne; mais on verra que les inquiétudes de Godoy ne firent alors que changer de forme (1).

Les nouvelles et les bruits qui couraient sur la situation politique de l'Europe n'étaient pas faits pour le tranquilliser. Vers le 13 septembre on confirma à Madrid qu'une rupture était à craindre entre la Prusse et Napoléon. Le 15, le chargé d'affaires prussien, Henry, annonça que les hostilités étaient imminentes. C'était là un événement très fâcheux pour le projet portugais, déjà si compromis, car une guerre dans l'Europe centrale ne pouvait que détourner Napoléon de l'expédition sur Lisbonne, comme il était déjà arrivé en 1805 (2). Certaines rumeurs qui couraient sur des transformations prochaines de la carte politique étaient plus inquiétantes encore. On racontait à Madrid que Napoléon avait voulu obtenir de l'Espagne la cession de Porto-Rico, puis qu'il lui avait demandé les provinces situées au nord de l'Èbre en lui offrant de l'indemniser avec le Portugal (3). A Paris, les mêmes bruits circulaient, avec plus de force et de persistance. Metternich assura à sa cour que le projet de Napoléon était d'« étrécir la dernière branche des Bourbons du dernier de leurs trônes » et de former un nouvel état pour un membre de sa famille. Lima rapportait au même moment des

(1) Le parti de Charlotte comprenait principalement les marquis de Ponte de Lima (qui écrivit aux *Reyes* en même temps qu'elle) et d'Alorna, les comtes de Sarzedas et de Sabugal; tous furent exilés par Vila Verde en novembre. — Henry au roi de Prusse, 7 août : *Geheimes Staatsarchiv*, Berlin, *A. Ges. zu Madrid*. Strogonoff à Budberg, 16/28 août, 23 août/4 septembre, 27 août/8 septembre : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou. Adlerberg à Kantzow, 26 août; Strangford à Fox, 17 août, 9 novembre : *Record Office*, F. O. 63, 50. Campo Alange à Cevallos, 14 mars, 18 mai, 14, 26 août, 7 novembre 1806, 16 juillet 1807 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5369, 5370, 5371.

(2) Masserano à Cevallos, 6 septembre : *ibid.*, c. 5215. Vandeul à Talleyrand, le 18 : *A. E., Esp.*, v. 670, f. 321.

(3) Strogonoff à Budberg, 6/18 septembre : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou. Strangford à Fox (nouvelle d'Ega), 19, 29 juillet 1806 : *Record Office*, F. O. 63, 50. Bruits recueillis à Barcelone par un commerçant français, Martin : « que les Français voulaient avoir la rivière du zèbre [*sic*]... » à Talleyrand, 12 septembre, *A. E., Esp.*, v. 670, f. 305. Gennotte à Stadion, le 25 : *MAYER, Die französisch-spanische Allianz*, II, 48.

rumeurs analogues (1). Cet Espagnol résidant à Paris qui écrivit à Godoy le 26 juillet lui donnait des détails circonstanciés, citant même le nom du sénateur qui serait chargé de rédiger la nouvelle constitution de l'Espagne. Izquierdo transmettait les racontars relatifs à la création prochaine d'un royaume d'Ibérie (13 août). Un peu plus tard il signala « les idées qui existent dans les têtes de *todos los noveleros de Francia*, peut-être aussi dans celles de beaucoup d'ambitieux et de gens pervers qui espèrent que la guerre avec l'Espagne et l'invasion de son territoire leur apportera de la considération, ou des emplois, ou des richesses... » Il entra même dans des détails d'une précision inquiétante : « Les amis de Lucien pensent que d'ici un an il sera roi d'Espagne. Certains disent que pour l'instant on va donner cette couronne à V. E., pour détrôner ainsi les Bourbons, et qu'ensuite on l'en dépouillera pour mettre Lucien sur le trône... D'autres disent que le projet se borne pour le moment à former pour Lucien un royaume d'Ibérie... D'autres, avec beaucoup de réserve, font savoir que la destruction totale des Bourbons est résolue, mais réservée pour un moment plus opportun. » Parmi les propagateurs de ces bruits on citait des gens qui devaient être bien informés : le tribun Sappey, Fouché (2). Godoy semble en avoir été assez alarmé. Il crut devoir déclarer au chargé d'affaires prussien, le 20 septembre, que tout bon allié de la France qu'il fût il ne saurait consentir à abandonner à Napoléon une portion du royaume, et qu'il s'opposerait de toutes ses forces à ce qu'on « plaçât sur le territoire espagnol » Lucien Bonaparte (3). Mais ce qui plus encore que ces bruits dut l'impressionner et l'inquiéter, ce fut l'aveu qu'Izquierdo, si optimiste à l'ordinaire, en était arrivé à lui faire sur la mauvaise posture où se trouvaient ses projets.

Ce fut une lettre du 9 septembre 1806, longue et confuse, qui lui apporta cette confession d'Izquierdo et vint jeter une lumière crue sur la situation. Le Navarrais annonçait que sa position personnelle à Paris était ébranlée : « Il est bien possible qu'ici on ne m'aime ni me désire. Les gens d'ici savent, soit dit sans me vanter, qu'il n'y a pas d'étranger aussi bien informé de leurs affaires, mieux au cou-

(1) Metternich à Stadion, 2 septembre : *MAYER*, II, 2, 59. Lima à Araújo, 29 juillet : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(2) Izquierdo à Godoy, 13 août, 10 octobre : *A. Histórico N.*, c. 2881; 9 septembre : dans *LAFUENTE*, XVI, 181. Lima à Araújo, 29 juillet : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(3) Henry au roi de Prusse, 25 septembre 1806 : *Geheimes Staatsarchiv*, Berlin, *A. Ges. zu Madrid*.

rant de leurs intimités... Je ne serais pas étonné qu'on veuille m'exclure des négociations [franco-anglaises] si les intentions que l'on a ne sont pas pures... » (1) Le prince de la Paix, poursuivait Izquierdo, croyait avoir de puissants appuis à Paris ? Il se trompait, et les appuis en question étaient peu de chose : « En toute franchise, je dois dire que le grand-duc de Berg ne peut en rien servir V. E. auprès de l'Empereur, et pour les communications moins que pour tout le reste. Sans doute il est pour S. M. I. ce que sont pour V. E. les maris de ses sœurs, et il obtient pour lui-même ; mais il n'a pas d'influence pour les autres. Ouvrard ? Le beau secours ! C'est moi qui le soutiens ici ; sans moi il serait déjà exilé ; tout ce qu'on a dit de lui n'est que rêveries. Duroc lui-même n'est rien ; il ne s'est jamais hasardé à parler à l'Empereur du traité du Portugal. » Tout cela était dur pour Godoy. Mais plus décevante encore était l'affirmation que l'arrêt de ses affaires n'était pas dû seulement aux intrigues de Talleyrand ou de Duroc, comme il le pensait, mais bien à un changement d'orientation de Napoléon lui-même. « Pour Lacépède, je suis son intime ami. Ni Duroc ni Talleyrand n'ont pu faire ce qu'ils ont fait sans ordre exprès de l'Empereur... Il est évident que l'Empereur a bien eu l'intention de faire le traité, mais que, livré bientôt aux négociations de paix et à d'autres combinaisons, *il a abandonné ou suspendu ce qu'il méditait avec nous*. Certes, ç'a été un malheur que lord Yarmouth soit venu négocier ! » Et il n'y avait pas à espérer un revirement favorable chez Napoléon : Izquierdo déclarait que pour lui il ne se risquerait pas à insister, et il ne fallait pas compter sur d'autres pressions : « Rien n'influe sur cet homme » (2).

Toute la colère, tout le dépit, toute l'inquiétude que le favori éprouva en lisant cette lettre apparaissent dans la réponse fulminante qu'il y fit à la fin de septembre 1806. Il commençait par reprocher à son agent les conseils qu'il avait jadis donnés de réformer le gouvernement espagnol et les critiques qu'il avait for-

(1) A cette époque, Izquierdo semble avoir douté un instant de la bonne foi du gouvernement français. Le 10 octobre, avant d'avoir connu le manifeste de Godoy, il signalait « les mesures que nos voisins ont prises, et grâce auxquelles ils sont en état de nous faire beaucoup de mal, s'ils l'entreprennent. » Il conseillait donc de « nous préparer, nous fortifier... Qu'on forme une armée, qu'on établisse la conscription militaire, qu'on mette les vieillards à la retraite, qu'il n'y ait pas plus de lieutenants-généraux que de régiments, ni d'amiraux que de vaisseaux... Mettez-vous à la tête d'une armée nombreuse, bien disciplinée et vaillante, et je vous assure qu'on ne nous cherchera pas querelle. » Il fait en outre allusion à une lettre antérieure (disparue) développant les mêmes idées. *A. Histórico N.*, c. 2881.

(2) Izquierdo à Godoy, 9 septembre 1806 : *ibid.*

mulées à l'égard de certains ministres. « Que peuvent faire les ministres dans un pays affligé par la guerre, la famine, et la peste ? » Suivait une violente diatribe contre cette admiration pour la France qui perçait dans la correspondance du Navarrais : « De quels avantages la France jouit-elle donc avec toute sa sagesse ? D'aucun autre que la possession d'une armée si difficile à soutenir qu'après avoir épuisé les récoltes et les ressources du pays elle vit à la charge de ses amis. » Puis c'étaient d'amères récriminations sur le passé : « Que n'aurait pu faire l'Espagne si son escadre ne s'était ruinée en un stérile voyage à la Martinique, et dans un combat qu'on pouvait et devait éviter ? Le subside payé à la France, vous le savez bien, dépasse les ressources de la monarchie. Quelle armée n'aurait-on pas pu mettre sur pied avec cet argent ! Le matériel d'artillerie, les munitions de guerre, les provisions, les vivres, l'argent ont été fournis à nos alliés dans les ports d'Espagne et d'Amérique : et qui nous remboursera tout cela ? Pourquoi ne nous rend-on pas ce qu'on nous doit ? » Les considérations sur l'avenir étaient plus sombres encore : « L'Espagne est-elle bien sûre de ce que fera le ministère français ? Pour avoir agi avec bonne foi, va-t-elle voir son existence en danger ?... Afflictions, incertitude, périls et ténèbres, voilà ce qu'en échange de notre sincérité nous donne notre allié... Si l'Espagne se fie à son allié et si celui-ci, non seulement l'abandonne dans le malheur qu'il lui a attiré, mais encore songe à s'emparer de ses provinces, vous serez le premier responsable de cet outrage, et moi je serai sacrifié à votre crédulité. » Et tout ce pessimisme était semé de durs reproches à l'égard d'Izquierdo : « Parlez donc, et parlez comme vous devez le faire ; lisez mes lettres, et élevez votre caractère... On dirait que la terreur vous domine, et que vous ne parlez qu'avec la voix de l'épouvante. Non, Monsieur, je ne comprends pas ce langage-là ; d'après tout ce que nous avons vu, je dois croire qu'on ne tiendra aucune des promesses qu'on nous a faites : cette crainte n'est donc pas de mise... Ne croyez pas que dans ma patrie l'ardeur fasse défaut, et ne la jugez pas d'après les pays qui avoisinent la France au nord... Je reprendrai votre conduite, si tout en vous abstenant de toute forfanterie choquante vous n'avez pas le courage de vous montrer énergique, clair et bref » (1).

Ces alarmes du favori, ces craintes, ce dépit n'échappaient ni à

(1) Izquierdo reçut cette lettre le 3 octobre. L'original semble avoir disparu, mais Izquierdo, dans sa réponse du 10 octobre, en donne textuellement d'importants extraits : *ibid.*

la cour ni même au public. Lors d'un court séjour qu'il fit à l'Esco-rial à la fin de septembre, ses salons étaient pleins de gens venus, dit-il à la reine, « pour examiner si l'on voyait sur mon visage les traces des ennuis présents » (1). Ainsi entouré de curiosités malignes, consumé d'inquiétudes et de rancune contre Napoléon, le prince de la Paix ne trouvait aucun appui moral, aucun réconfort auprès de ses souverains, plus désorientés encore et plus troublés que lui. Sans doute, ils faisaient eux aussi bonne figure aux Français ; lorsque Barante leur présenta les lettres de Napoléon (22 août), il reçut d'eux « des politesses et des compliments, avec une platitude à soulever le cœur » ; il fut l'objet de distinctions particulières au baise-mains de la Saint-Louis, à Saint-Ildefonse, et Marie-Louise remercia directement l'impératrice de l'envoi de ce messenger (2). Mais en réalité la reine était aussi inquiète et soupçonneuse que son favori : « J'ai une méfiance intérieure que je n'arrive pas à t'expliquer, car tu sais l'idée que j'ai des affaires des Français, de Talleyrand et de l'Empereur » (15 août). Elle attendait avec une impatience fébrile le retour des courriers qui avaient porté à Napoléon la nouvelle de l'entrée des vaisseaux anglais dans le Tage ; l'empereur tarda à faire connaître sa décision, et Marie-Louise avivait les alarmes de son favori en lui écrivant les siennes : « Les notes de Paris tardent bien... [1^{er} septembre]. Les courriers de Paris tardent bien... [3 septembre]. Te voilà parti, et le courrier de Paris n'est pas arrivé... [16 septembre]. » — « Jamais, rapportait Strogonoff, le roi et la reine n'ont été plus soucieux : la reine est préoccupée au point qu'au cercle d'hier [7 septembre] elle me parlait espagnol croyant me parler français, et se retira toute déconcertée dès qu'elle s'aperçut de sa méprise » (3). Énervé au suprême degré, déçu et dépité, inquiet pour ses ambitions personnelles et pour son pays, Godoy était dans cette disposition d'esprit où de moins ondoyants que lui songent à retourner leur politique.

(1) 29 septembre 1806 : *ibid.*

(2) Masserano à Cevallos, 8 septembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5215. BARANTE, *Souvenirs*, I, 166-172 (avec réserves).

(3) Strogonoff à Budberg, 16/28 août, 23 août/4 septembre, 27 août/8 septembre 1806 : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou. Lettres de Marie-Louise dans PÉREZ DE GUZMAN, *El Dos de Mayo*, 19.

VIII

L'ESPAGNE ET LA 4^e COALITION.
PORTUGAL ET PRUSSE

L'AMBASSADE FRANÇAISE A MADRID. — En partant pour la campagne de Prusse, Napoléon se regardait comme en parfaite sécurité du côté des Pyrénées, et, sans négliger totalement leur défense, il ne leur affectait qu'un matériel de guerre réduit (1). Dans son esprit, l'expédition de Portugal n'était que différée, et dans un plan d'ensemble qu'il dressait alors pour Decrès il la fixait au mois d'avril 1807, date à laquelle « 60.000 Espagnols et Français marcheront sur Lisbonne » (2). Quant à l'inquiétude et au dépit que pouvait ressentir Godoy en voyant ainsi une deuxième fois laisser en suspens ses projets, sans un mot de regret ou d'excuse, l'empereur ne semble pas en avoir eu le moindre souci.

Cette indifférence de Napoléon à l'égard de ce qu'on pouvait penser à Madrid, son habitude de ne s'occuper de l'Espagne que par à-coups, avec dans les intervalles un complet détachement, le peu d'intérêt qu'il attachait à être exactement renseigné sur elle, sa conviction que les seules relations intéressantes avec elle étaient celles entretenues avec Godoy, tout cela peut être symbolisé par ce fait que du 22 mai 1806 au 1^{er} janvier 1807, pendant ces sept mois si critiques pour sa politique générale comme pour sa politique espagnole, il n'eut pas d'ambassadeur à Madrid. La tâche d'observer, de renseigner, de négocier, d'influer resta confiée à un simple chargé d'affaires, et de deuxième ordre. — Beurnonville avait été rappelé ; sa situation à Madrid était devenue intenable ; Godoy et lui continuaient à se dénoncer réciproquement à Paris ; lui-même réclamait, tantôt son rappel pour raisons de santé, tantôt un congé pour régler ses affaires et acheter une terre en France, et il faisait appuyer ses

(1) La défense militaire des Pyrénées comportait celle de la côte contre les débarquements anglais. Or le 10 avril 1806 Napoléon demandait 200 canons « pour les Pyrénées, la Bretagne et la Méditerranée » contre 200 pour l'Italie et 300 pour le Rhin. Le 1^{er} juin, il affectait un équipage de siège aux Pyrénées, contre un à la Bretagne, deux à l'Italie, deux au Rhin. Le 30 septembre, dans une « note pour la défense générale de l'Empire » pendant son absence, il ne dit pas un mot de la frontière espagnole. *Corr.*, 10.073, 10.306, 10.915.

(2) A Decrès, 8 septembre 1806 : *Corr.*, 10.752.

demandes par les influences dont il disposait à Paris (1). Le 21 avril 1806 enfin, le ministre l'informa qu'il était invité à rentrer en France pour remplir ses fonctions de sénateur, et que François de Beauharnais le remplaçait à Madrid. Beurnonville remercia, tout en demandant une fois de plus à être nommé maréchal, et comme il était autorisé à ne pas attendre l'arrivée de son successeur, il présenta ses lettres de rappel dès le 22 mai et quitta Madrid le 27 (2). Il ne devait plus avoir désormais aucune influence dans les affaires d'Espagne, car à Paris il était jugé : « Talleyrand m'a entretenu de son caractère et me l'a dépeint tel qu'il est, écrivait Izquierdo. Il m'a parlé de la folie de sa Toison, etc. C'est un homme à l'eau, il ne pourra plus en rien influencer contre nous » (3). Il n'en restait pas moins que durant les trois ans et demi qu'il avait passés à Madrid Beurnonville avait fait la plus déplorable besogne : violent et blessant, cupide et vénal, sans influence, peu intelligent, mal renseigné et renseignant plus mal encore, il peut être considéré comme ayant une lourde part de responsabilité dans les événements de 1808. Son départ eût été un bonheur pour les deux pays, s'il eût été bien remplacé : mais pendant sept mois il ne le fut pas du tout.

Vandeul, qui resta chargé d'affaires pendant tout ce temps, avait seulement le titre de deuxième secrétaire d'ambassade (4). La duchesse d'Abrantès a vanté sa « bonté loyale », son « esprit juste », mais Barante le peint comme indiscret et bavard, et de fait ses dépêches (comme d'ailleurs celles de Beurnonville, qu'il rédigeait presque toujours) sont pleines de verbiage. On l'a accusé de s'être laissé prendre aux discours de Godoy lors de la crise de l'automne 1806 ; au vrai, on ne peut guère lui reprocher de n'avoir pas possédé alors l'expérience qu'il eût fallu en d'aussi délicates circonstances, ni surtout de n'avoir pas été bien renseigné : car son titre inférieur ne lui donnait ni les entrées, ni les moyens d'information et d'action d'un ambassadeur. D'ailleurs, il était mal vu de Godoy, qui le mettait

(1) Godoy à Napoléon, 30 octobre 1805, contre Beurnonville : A. N., AF IV 1679. Beurnonville à Talleyrand, contre Godoy, 7 novembre 1805 ; demandant son rappel ou un congé, 27 février, 7, 10 avril 1806 (attestant une correspondance entre ses amis de Paris et Talleyrand) : A. E., *Esp.*, v. 669, f. 86, 282, 376, 379.

(2) Talleyrand à Beurnonville, 21, 29 avril ; Beurnonville à Talleyrand, 12, 22 mai ; Vandeul au même, 29 mai : *ibid.*, v. 669, f. 401, 430, 464, 482, 493. Masserano à Cevallos, 20 mai : A. *Histórico N., Estado*, c. 5214.

(3) A Godoy, 24 avril 1806 : A. *Histórico N.*, c. 2881.

(4) Vandeul avait été nommé deuxième secrétaire en pluviôse an 11. On a vu qu'Herman, quittant Madrid pour être attaché aux Relations Extérieures, avait conservé le titre de premier secrétaire.

dans le même sac que Beurnonville : « du même caractère, et pire encore... Ils ne feront rien de bon ici » (1).

Le nouvel ambassadeur, Beauharnais, ne se pressa point d'arriver. Il avait été nommé à Madrid le 10 avril 1806, et Talleyrand l'en avait informé le 19. Mais il ne quitta Florence, où il était ministre plénipotentiaire, que le 9 juin. Arrivé à Paris le 21, y recevant peu après la Légion d'Honneur et le grand cordon de la Couronne de Fer, il n'éprouvait aucune hâte de partir. Le 14 août, Talleyrand lui transmit l'ordre de Napoléon de se mettre en route avant le 20. Il ne bougea pas. Tantôt il annonçait à Masserano son prochain départ, tantôt il lui confiait qu'il ne savait trop quand il quitterait Paris : août et septembre, ces deux mois si critiques pour la politique de Napoléon en Espagne, passèrent sans que les Relations Extérieures se fussent décidées à envoyer à son poste le beau-frère de l'Impératrice. Il arriva à Madrid le 24 décembre ! (2) L'Espagne eût été aux antipodes que Godoy eût été mieux surveillé.

LES OUVERTURES AU PORTUGAL. — Il en profita. Le premier échec de son projet portugais, même souligné par Trafalgar, n'avait causé chez lui qu'une rancœur passagère contre Napoléon. Mais l'avortement de sa nouvelle offensive, mais sa deuxième déconvenue avec toutes ses amertumes et ses inquiétudes le menèrent cette fois plus loin, presque jusque dans le camp de la quatrième coalition.

A l'égard du Portugal (3), le prince de la Paix conservait extérieurement l'attitude cassante qu'il avait adoptée au début de l'été. A la fin de septembre, il exposa encore à Vandeul son vif désir d'arriver à une rupture avec le régent. Lorsqu'on reçut à Madrid, le 30

(1) A Izquierdo, s. d. (mai 1805) : A. *Histórico N.*, c. 2881. DUCHESSE D'ABRANTÈS, *Souvenirs*, V, 264. BARANTE, *Souvenirs*, I, 167.

(2) Talleyrand à Beauharnais, 19 avril 1806 : A. E., *Toscane*, v. 158 A, f. 162 ; 14 août : *Esp.*, v. 670, f. 178. Décret de nomination, 10 avril ; Beauharnais à Talleyrand, 21 juin, 18 juillet, 27 août, 24 décembre : *ibid.*, v. 669, f. 384 ; v. 670, f. 38, 122, 233, 494. Masserano à Cevallos, 30 août, 16 septembre : A. *Histórico N., Estado*, c. 5215.

(3) Du côté de l'Autriche, il ne semble pas qu'aucune intrigue ait été engagée. François II avait montré des dispositions favorables à l'Espagne lors de l'incident du *San Justín*, navire espagnol que les autorités d'un port autrichien avaient coulé à l'approche des troupes françaises. Mais douze jours avant Iéna Godoy en était encore à demander à son chargé d'affaires Gennotte si l'Autriche resterait neutre, et il ne poussa pas plus avant. — Gennotte à Stadion, 25 septembre, 2 octobre ; Stadion à Gennotte, 8 octobre : dans MAYER, *Die französisch-spanische Allianz*, II, 48, 15, 22.

la nouvelle de la prise de Buenos-Ayres par les Anglais, il déclara hautement et publiquement que le Portugal la lui payerait. Quand on apprit, le 5 octobre, que l'escadre britannique avait quitté le Tage, il renouvela ses invectives et ses menaces ; on vit alors à Madrid, rapportait Vandeuil, « une espèce de levée de boucliers » contre les Portugais, et le favori se comportait à leur égard comme si l'état de guerre était déjà officiel : « Jamais semaine n'a dû effectivement plus alarmer leur ambassadeur que celle qui vient de finir » (1).

En réalité, la politique de Godoy était tout autre, et la transformation qui s'y produisit en septembre 1806 est un des résultats les plus frappants de la déception qu'avait fait naître en lui le deuxième échec de son grand projet portugais : retournant entièrement ses batteries, il passait des plans de conquête et de partage à ceux d'entente et de collaboration. Dès le mois d'août, il avait commencé à faire en confidence à Ega des déclarations rassurantes qui contrastaient singulièrement avec l'attitude qu'il affectait en public. Il remit sur le tapis le projet de mariage entre le prince des Asturies et la fille du régent, Marie-Thérèse (2). Le 14 septembre, Ega put comprendre, s'il ne s'en doutait pas déjà, qu'un grand changement était peut-être proche dans la politique espagnole : ce jour-là, Strogonoff lui confia « qu'il avait l'intention de faire des propositions ouvertes au prince de la Paix pour le déterminer à prendre parti contre la France, au cas où la guerre reprendrait sur le continent. » Ega ne pensait cependant pas que le favori consentît à s'engager dans cette voie, mais au début d'octobre il reçut lui-même des ouvertures de Godoy. Le prince de la Paix lui expliqua que les armements que faisait l'Espagne depuis la fin de juin n'étaient pas dirigés contre la cour de Lisbonne, que la guerre au Portugal n'était qu'un prétexte commode pour justifier aux yeux de Napoléon ces préparatifs militaires, et qu'en réalité ils étaient dirigés contre la France : « Au lieu de combattre contre nous-mêmes, car c'est sous ce point de vue que je considère la guerre à laquelle la France nous porte, nous porterons nos forces, lorsqu'elles seront sur le pied de guerre, contre la puissance qui a provoqué et déterminé ces armements. »

(1) Vandeuil à Talleyrand, 22 septembre, 2, 6, 9 octobre 1806 : A. E., *Esp.*, v. 670, f. 328, 345, 352, 355.

(2) Ega à Araújo, 7 août, copie par Strangford : *Record Office*, F. O. 63, 50. Araújo à Sousa Coutinho, 21 août ; à Ega, 20 septembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *officios reservados*, 1806. Campo Alange à Godoy, le 10 : *Arch. Real Casa*, *Arch. reservado Fdo VII*, t. 101, f. 263. Strogonoff à Budberg, 16/28 août : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou.

Mais il fallait que de son côté le Portugal, se couvrant du prétexte de la menace espagnole, se préparât « avec la même outrance » pour le jour où l'on jetterait le masque. Pour l'y déterminer, Godoy lui promettait la restitution d'Olivenza et la cession d'une petite partie de la Galice, comprenant Vigo (1).

Strogonoff, à qui le favori confia ces ouvertures, était assez sceptique sur leur résultat : « Je frémis quand je songe que le succès de ce nouveau plan dépend de la discrétion de deux ministères, jusqu'à ce jour asservis à la France, et dont les employés, M. d'Araújo tout le premier, sont des créatures de Bonaparte. » Araújo ne montra en effet aucune espèce d'enthousiasme. Il avait toujours envisagé avec la plus grande répugnance une adhésion de l'Espagne à la coalition, car à son avis le résultat en serait infailliblement l'invasion du royaume par les armées françaises et le Portugal lui-même se trouverait alors en sérieux danger. Il se méfiait de Strogonoff, la cheville ouvrière des combinaisons anti-françaises de Madrid. Il se méfiait surtout de Godoy : « Mon intention, déclara-t-il à Strangford en lui communiquant les ouvertures du favori, n'est pas d'ajouter foi aux promesses du prince de la Paix, *the very Judas of politics* ! Je me propose de mettre sans tarder les frontières du Portugal en bon état de défense, de réparer les forteresses, de repérer et fortifier de nouvelles positions. Cela exige de l'argent, c'est vrai, mais nous en trouverons. » Il fit donc à l'Espagne une réponse très vague, et promit pour plus tard des explications détaillées qu'il ne donna jamais. Godoy en fut très vexé. « L'indifférence que votre Prince nous témoigne, déclara-t-il sèchement à Ega au bout de deux mois, me dispense de l'informer de l'issue momentanée des ouvertures faites au gouvernement anglais. Que cela soit le sujet de la première dépêche que vous lui enverrez » (2).

LES PROPOSITIONS DE LA PRUSSE. — Les rapports entre l'Espagne et la Prusse avaient toujours été cordiaux. En 1803, lors de la

(1) Araújo était en même temps informé des ouvertures faites à l'Angleterre et prié d'entrer en pourparlers avec le chargé d'affaires russe à Lisbonne, Wassilief. — Strangford à Fox, 26 septembre, 14 octobre, communiquant la copie de la dépêche d'Ega à Araújo du 14 septembre et le résumé des suivantes, fait verbalement par Araújo : *Record Office*, F. O. 63, 50. Strogonoff à Nicolay, 23 septembre/5 octobre, P. S. : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou.

(2) Strogonoff à Nicolay, 23 septembre/5 octobre ; à Budberg, 20 novembre/2

rupture franco-anglaise, toutes deux avaient songé à s'unir pour maintenir leur neutralité. En 1804, on avait parlé du mariage de l'infant Carlos avec la princesse Augusta. En 1806, lorsque la princesse des Asturies mourut, la cour de Berlin prit le deuil pour quinze jours alors que le protocole n'en exigeait que neuf (1). Comme la Prusse suivait à ce moment une politique d'accord avec la France, les deux cabinets échangeaient des protestations officielles de sympathie mutuelle et de fidélité commune à Napoléon. La tension anglo-prussienne, expliquait Godoy en mai 1806, « ayant mis la Prusse et l'Espagne dans la même situation politique, un accord parfait entre ces deux puissances ne pouvait que contribuer au bien de l'intérêt général... On pouvait espérer de la magnanimité d'âme autant que de la sagesse politique de ce monarque [Napoléon] que ses vues et ses projets futurs ne compromettraient jamais, mais favoriseraient au contraire les intérêts de la dignité des puissances qui comme l'Espagne et la Prusse avaient fait profession d'un attachement véritable pour sa personne, ainsi qu'aux intérêts de la France... Ces trois puissances marchant dorénavant de front et dans une intimité parfaite,... elles en imposeraient assez à l'Europe pour parvenir plus tôt ou plus tard à une paix honorable et stable. » Haugwitz répondait (juillet) que « les intérêts et les relations fondamentales de l'Espagne et de la Prusse se réunissaient en un centre commun, qui pour l'une et pour l'autre est la France... Que l'Espagne avec sa puissance maritime et la Prusse avec sa puissance de terre devaient se considérer comme les soutiens les plus efficaces du pouvoir de la France » (2).

Lorsque le prince de la Paix commença à s'alarmer du mauvais état de ses affaires à Paris et à pressentir un nouvel échec de son projet portugais, lorsque la Prusse commença à pencher du côté de la Russie (3), le ton de ces confidences changea. Godoy était tenu très exactement au courant des relations franco-prussiennes par le

décembre : *ibid.* Strangford à Fox, 26 septembre, 14 octobre ; à Grey, 23 novembre : *Record Office*, F. O. 63, 50.

(1) Dépêches à Cevallos de O'Farill, 17 février 1804, Valencia, 29 septembre 1804, Figueroa, 24 juin 1806 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5932, 5933.

(2) Henry au roi de Prusse, 29 mai 1806 : *Geheimes Staatsarchiv*, Berlin, *A. Ges. zu Madrid*, Rep. 81, Madrid I, 3. Figueroa à Cevallos, 5 juillet 1806 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5933.

(3) Napoléon aurait dit à ce moment au landgrave de Fürstenberg, qui le rapporta à son parent et ami Lima : « Si la Prusse s'oppose à mes vues sur l'Allemagne, je ferai Murat roi de Prusse... Si l'empereur François me provoque, je lui ferai la guerre de façon à le détrôner ou à être détrôné moi-même. » Lima à Araújo, 31 juillet : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

ministre d'Espagne à Berlin, le général Pardo de Figueroa. Comme il était par ailleurs en bons termes avec le chargé d'affaires prussien à Madrid, le *Kommerzienrat* Henry, il ne se gêna pas pour lui tenir les propos anti-français qu'à ce moment d'ailleurs il prodiguait à presque tous les diplomates étrangers. « Il me demanda en riant, rapporte Henry le 7 août, si je croyais sérieusement qu'il ferait encore question de se mettre en mesure contre la prépondérance de l'Angleterre, et si le temps n'était pas plutôt venu de se garder de celle de la France... [Il dit] qu'il ne croyait pas que la France ferait jamais gratis la guerre à l'Angleterre pour protéger la Prusse..., que le Hanovre convenait sans doute parfaitement à la Prusse... mais qu'aussi elle avait maintenant des raisons puissantes pour rester dans une intelligence intime et parfaite avec l'Angleterre... » (1) Le cabinet de Berlin crut donc qu'il pourrait trouver à Madrid une aide efficace contre la France, et le 4 juillet et le 25 août 1806 il envoya à Henry l'ordre de faire des ouvertures en ce sens à Godoy (2).

Mais le favori était beaucoup moins bien disposé à l'égard de la Prusse qu'Henry n'eût pu le croire. On ne saisit pas très bien à vrai dire les motifs de cette défiance. Peut-être Godoy ne partageait-il pas l'opinion générale sur la valeur de l'armée prussienne, et considérerait-il que depuis 1792 elle n'avait guère à son actif que sa déconvenue de Valmy. Peut-être avait-il été mis en garde par les incertitudes et les retournements de Frédéric-Guillaume III. Peut-être Strogonoff, désirant réserver à la Russie le rôle d'organiser la coalition dans la Péninsule, l'avait-il détourné d'une entente avec la Prusse, dont il se méfiait du reste : « Le but que peut avoir la Prusse, écrivait-il à son cabinet,... peut bien n'être pas le même que celui des autres cours... Bonaparte a plus de moyens de gagner la Prusse,

(1) Henry au roi de Prusse, 7 août 1806 : *Geheimes Staatsarchiv*, Berlin, *A. Ges. zu Madrid*. (cf. aussi sa dépêche du 25 septembre, faisant allusion à d'autres déclarations du même genre).

(2) Des instructions du 4 juillet il ne reste que le compte-rendu par Henry des démarches qu'elles lui prescrivaient (7 août, *ibid.*) Quant à celles du 25 août, elles existent bien au *Preussisches Geheimes Staatsarchiv* (Rep. XI, 240 g. *Spanien*, fasc. 27), mais très certainement incomplètes. On n'y trouve en effet que des protestations de Frédéric-Guillaume III sur son désir de régler amicalement ses différends avec Napoléon : « Je suis entré à ce sujet dans les explications les plus franches et les plus propres à le convaincre de mon attachement confiant à nos rapports, ainsi que de mon désir de m'entendre amicalement avec lui et d'écarter tout objet d'inquiétude et de défiance réciproques. » Ces instructions étaient peut-être rédigées en vue d'une interception par le cabinet noir français ; en tout cas, la dépêche d'Henry du 25 septembre ne laisse aucun doute sur l'existence d'autres instructions, du même jour, mais totalement différentes. D'ailleurs, cette série de documents présente une lacune du 25 août (n° 9) au 25 décembre (n° 15).

dont le désintéressement est moins reconnu que celui des autres puissances qui ont contracté entre elles des engagements antérieurs plus sacrés et plus adaptés au bien général... » Quoi qu'il en soit, Godoy voyait bien dans l'entrée en guerre de la Prusse un motif de plus pour songer à se tourner lui-même contre la France, mais non une raison pour se compromettre directement avec le cabinet de Berlin : « Si nous nous sommes méfiés de la maison d'Autriche dans la dernière guerre, dit-il à Strogonoff, je ne sais si nous pouvons être plus rassurés sur les intentions de la Prusse et sur la sincérité de ses dispositions actuelles » (1). Aussi les ouvertures que lui fit Henry n'obtinrent-elles que peu de succès. « Le prince de la Paix, rapporta le chargé d'affaires le 7 août, ne reçut pas avec l'intérêt et son attention ordinaires les ouvertures que je lui fis samedi dernier [le 4] d'après les ordres de V. M. [du 4 juillet] : il les reçut même avec une certaine indifférence et n'y répondit que fort superficiellement, en passant tout de suite à un autre sujet. L'ayant trouvé hier mieux disposé, je crus pouvoir lui en faire indirectement l'observation : il m'assura aussitôt qu'il n'avait en aucun point changé d'avis ni d'intention, mais qu'il voyait bien que la paix plus ou moins proche arrêta et influait pour le moment toutes les idées politiques... » (2) La réponse qu'Henry obtint du favori le 25 septembre ne fut pas plus satisfaisante : « Il m'écouta très attentivement et avec beaucoup d'intérêt, mais sa réponse me parut lente et réfléchie ; il me dit qu'il était fort sensible à ce témoignage de confiance de V. M..., qu'il croyait cependant que tout s'arrangerait encore sans guerre, que l'Empereur Napoléon avait mille raisons pour l'éviter... » et il glissa au chapitre des opérations militaires, exhortant la Prusse à les mener avec beaucoup de vigueur si la rupture se produisait, mais sans parler de se lier avec elle. « Sa contenance me paraissant en général plus réservée que d'ordinaire, continue Henry, je crus pouvoir l'engager à s'expliquer plus franchement, et je lui dis que cette communication n'était point générale, mais particulière pour lui en retour de toutes les ouvertures si franches qu'il m'avait faites et que j'avais transmises fidèlement à V. M. ; il m'assura alors qu'il pensait toujours de même, qu'il tiendrait toujours à un accord parfait avec la Prusse et en sortant du cabinet il articula, mais un

(1) Strogonoff à Budberg, 13/25 septembre, 4/16 octobre 1806 : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou.

(2) Henry au roi de Prusse, 7 août 1806 : *Geheimes Staatsarchiv*, Berlin, *A. Ges. zu Madrid*.

peu bas et vaguement, que s'il pouvait être question d'un traité entre les deux gouvernements il y serait de son côté très favorablement disposé ; ceci, je crois, n'était cependant dit que par convenance. » Devant la fraîcheur de cet accueil, Henry resta quelque temps sans faire de nouvelles ouvertures. Là-dessus arriva à Madrid la nouvelle des premières victoires françaises, qui coupa court à toute tentative ultérieure ; Henry fut le premier à convenir qu'il ne pouvait plus être question de rien : « Je dois doublement regretter, écrivit-il à Godoy le 26 octobre, si les chances de la guerre prennent une tournure malheureuse, car dans le cas contraire j'aurais probablement pu faire à V. E. quelques ouvertures qui auraient pu lui être agréables... » (1)

On le voit, les fameux papiers qu'à son entrée à Berlin Napoléon aurait trouvés dans les archives prussiennes et qui auraient été si compromettants pour l'Espagne ne pouvaient en réalité l'être beaucoup, et si l'empereur a réellement mis la main sur les dépêches d'Henry il est difficile qu'il y ait trouvé la preuve d'une entente entre S. M. C. et la Prusse, car cette entente n'a jamais existé. Sans doute, il put y lire des propos désagréables que Godoy avait tenus sur son compte, mais aussi que le favori avait somme toute refusé de s'entendre avec la Prusse contre lui. Le discours qu'il tint à Pardo de Figueroa au cours de son séjour à Berlin et qu'on verra par la suite porte d'ailleurs à croire qu'il était bien informé de ce qui s'était passé.

Il ne semble pas que pendant qu'Henry intriguait à Madrid Pardo de Figueroa ait enregistré aucune avance du ministère prussien (2) ; il ne reçut pas non plus de sa cour l'ordre d'en faire. Un incident assez vif surgit même entre Haugwitz et lui lorsque la Prusse entra dans la guerre. Le manifeste prussien, daté du 9 octobre et du quartier-général d'Erfurt, faisait en effet des allusions à l'Espagne, en des termes d'une ironie blessante : « Il est vrai que l'Espagne et la Hollande, le roi de Bavière et celui de Wurtemberg doivent à l'alliance de Napoléon la paix, l'indépendance et la gloire... Dans ce traité fameux [franco-russe d'Oubril], l'Empereur des Français, pour satisfaire au noble intérêt que la cour de Saint-Pétersbourg conserve

(1) Henry au roi de Prusse, 25 septembre : voir aux appendices ; à Godoy, 26 octobre : *Geheimes Staatsarchiv*, Berlin, *A. Ges. zu Madrid*, Rep. 81, Madrid II, 3.

(2) Ou s'il en reçut ce fut entre le 30 août et le 4 octobre : ses dépêches manquent à l'*A. Histórico N.* (c. 5933) pour cette période. La chose est d'ailleurs peu vraisemblable d'après la suite de sa correspondance.

à celle de Naples, promet d'obtenir à la dernière une indemnité en déterminant le roi d'Espagne à lui céder les îles Baléares. *Telle est la grandeur à laquelle ses alliés doivent prétendre !* » Figueroa protesta très énergiquement, la veille du jour où la nouvelle d'Iéna parvint à Berlin, Haugwitz s'excusa (23 octobre 1806), il rejeta la responsabilité sur le rédacteur du manifeste (1), et cet incident mit le point final à ce projet prussien de collaboration avec l'Espagne que la méfiance et l'indifférence de Godoy avaient si vite ruiné.

IX

L'ESPAGNE ET LA 4^e COALITION
RUSSIE ET ANGLETERRE

GODOY ET STROGONOFF. — L'accueil que le prince de la Paix fit aux ouvertures russes fut beaucoup plus empressé. Sans doute voyait-il dans le tsar un appui plus puissant et plus ferme. Sans doute aussi la persévérance avec laquelle depuis des années Alexandre lui offrait son amitié finit-elle par avoir quelque effet sur lui. — A vrai dire, il y avait eu à la suite de la paix de Bâle une période de tension entre les cours de Madrid et de Saint-Pétersbourg ; la première reçut de la seconde une lettre fort insolente, et comme on ne lui avait pas fait part de la mort de Catherine II, elle s'abstint d'en porter le deuil (2). Jusqu'à l'avènement d'Alexandre les rapports furent très changeants, et ce ne fut que sous ce nouveau règne que la Russie fixa enfin sa politique à l'égard de l'Espagne et qu'elle entreprit d'amener Charles IV à quitter l'alliance française pour embrasser la cause de la coalition. On a déjà vu que lors de la rupture de la paix d'Amiens le tsar fit transmettre à Madrid des ouvertures pour la constitution d'une ligue de neutralité armée. Il en vint

(1) On peut se demander si Figueroa n'attendit pas pour envoyer sa protestation d'apprendre qui avait la victoire, quitte à antidater sa note. Les A. E. (*Prusse*, v. 239, f. 464) donnent à celle-ci la date du 15, et l'*A. Histórico N.* (c. 5933 et 2881) celle du 16.

(2) Le cabinet russe écrivait à son représentant à Madrid, en l'invitant à montrer sa lettre à la *Secretaría de Estado* : « Sans doute, il en a coûté infiniment à son cœur [de Charles IV] de devoir entrer en négociations avec des assassins dont les mains parricides ont immolé le chef de son auguste maison... » *Record Office*, F. O. 72, 42. — Havré à Louis XVIII, 8 août 1797 : A. E., *France-Bourbons*, v. 610, f. 323. Sur ces relations, cf. TRATCHEVSKY, *L'Espagne à l'époque de la Révolution Française*.

même bientôt à proposer une alliance, à laquelle le ministre espagnol à Saint-Pétersbourg, Noroña, poussait de toutes ses forces : « Je vois ici, assurait-il, les meilleures dispositions qu'il y ait jamais eu à l'égard de notre cour » (7 décembre 1803). La nouvelle du traité de subsides franco-espagnol, qui parvint à la chancellerie russe le 18 décembre 1803, y fut bien accueillie, car on pensa que l'Espagne, désormais neutre officiellement, serait plus libre pour accueillir les propositions russes. Elle n'en fit rien, mais Alexandre ne perdit pas courage et continua à travailler au rapprochement. Il fallait d'abord convertir l'Angleterre à cette idée : par le traité d'alliance qu'il signa avec la Russie le 11 avril 1805, le ministère britannique consentit à un arrangement avec l'Espagne, si elle entrait sans trop tarder dans la coalition ; il est vrai qu'il se réservait aussi de lui prendre Minorque, en échange de Malte qu'il devait céder au tsar. En même temps, Alexandre chargeait Noroña de transmettre à sa cour des propositions alléchantes : il se faisait fort de faire rendre Gibraltar à l'Espagne, de façon à « récupérer cette pomme de discorde » ; on dédommagerait l'Angleterre avec les *Presidios Menores* (auxquels on pourrait joindre Ceuta) et avec des privilèges commerciaux en Amérique. Mais lorsque ces propositions arrivèrent à Madrid, le prince de la Paix était tout à sa politique d'alliance française et à son projet portugais, de sorte que Cevallos répondit sèchement : « Ce n'est pas le moment de négocier la restitution de Gibraltar » (1). L'affaire n'avança donc pas, bien que Noroña pressât son gouvernement d'accéder aux propositions russes : « Ce cabinet ne perd pas de vue l'alliance projetée, et c'est la seule puissance qui travaille pour l'utilité commune. » — « J'ai vu que les désirs de ce cabinet étaient que l'Espagne fit une paix séparée avec l'Angleterre et entrât ensuite dans une coalition avec l'Allemagne et la Prusse. » Pendant ce temps la troisième coalition se forma et les hostilités reprirent entre le tsar et la France ; comme elles eussent pu nuire au rapprochement russo-espagnol, Alexandre prit grand soin de faire assurer la cour de Madrid que leur amitié n'en devait pas être atteinte ; il espérait que jamais Charles IV ne se laisserait entraîner à faire marcher ses troupes contre les troupes russes, et quant à lui, quel que pût être le résultat de la guerre, il ferait toujours tous ses efforts pour

(1) Noroña à Cevallos, 7, 18 décembre 1803, 12 février 1805 ; Cevallos à Noroña, 1^{er} avril 1805 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5908. *Cambridge History of the british foreign Policy*, I, 339. *Select Despatches...* 1803-1805, éd. Rose, 272.

qu'à la paix S. M. C. fût « le plus favorisée possible » (20 septembre 1805) (1).

Austerlitz, avec la cuisante blessure qu'il infligea à l'amour-propre d'Alexandre, vint arrêter quelque temps la politique de rapprochement avec l'Espagne. D'ailleurs Godoy, tout entier à son projet portugais, continuait à ne pas répondre aux avances russes, et s'il en parlait c'était pour se vanter de les avoir repoussées (2). Dans le même état d'esprit, Cevallos se refusa catégoriquement, malgré les instances du chargé d'affaires Golowatchewsky, à donner aux cinq vaisseaux russes qui allaient passer de la Baltique dans la Méditerranée l'autorisation d'entrer en cas de besoin dans les ports espagnols (14 octobre 1805). Ce refus servit de prétexte au refroidissement. Le tsar s'en montra très mécontent et le qualifia de mesure « véritablement hostile et contraire à la neutralité. » A Saint-Pétersbourg, on parla de mettre l'embargo sur les bâtiments espagnols et d'étendre aux sujets de S. M. C. résidant en Russie les mesures de représailles auxquelles on songeait alors contre les Français (janvier-février 1806). Au même moment, la *Gaceta de Madrid* insérait un article des moins aimables pour la Russie (3).

Cet accès d'humeur ne dura pas chez Alexandre, qui revint bientôt à sa tactique première d'attirer l'Espagne dans le camp de la coalition. Mais c'est à Madrid que devait désormais se traiter l'affaire. Le dernier ministre qu'y avait eu le tsar, Ivan Mouravieff Apostol, avait fort mal réussi : aimant peu les Espagnols et peu aimé d'eux, il s'était en outre déconsidéré très vite, car à l'abri de l'immunité diplomatique il avait fait de sa maison un véritable tripot, où l'on jouait et perdait de fortes sommes (4). Dès le printemps de 1805, Alexandre avait fait choix pour lui succéder du baron Grégoire de Strogonoff. Les instructions qui furent dressées pour ce dernier le 30 avril/12 mai 1805 envisageaient en premier lieu l'hypothèse où les négociations que Nowassilzoff devait alors entamer

(1) Cherchant à entraîner la Prusse dans la coalition, Alexandre invoquait en même temps, entre autres motifs, le danger où l'ambition de Napoléon mettait l'Espagne : à Frédéric-Guillaume III, 23 août 1805, FRIEDRICH WILHELM III., *Briefwechsel...*, 71. — Noroña à Cevallos, 10 mai, 1^{er} juin, 23 août, 20 septembre 1805 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5908.

(2) Ega à Araújo, 17 septembre 1805 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*.

(3) Lesseps à Talleyrand, 4 février 1806 : *A. E., Russie*, v. 145, f. 14. Cevallos à Noroña, 14 octobre 1805, 3 mars 1806 ; Noroña à Cevallos, 24 janvier 1806 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5909. Strogonoff à Budberg, 23 septembre/5 octobre 1806 : *Tsentrarhiv U. R. S. S., Moscou. Gaceta de Madrid*, 16 janvier 1806.

(4) Noroña à Cevallos, 18 juillet 1803 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5908. Godoy à Marie-Louise, 18 novembre 1804 : *ibid.*, c. 2821.

avec la France amèneraient la paix ; au cas où au contraire la guerre continuerait, Strogonoff devait tout d'abord se rendre à Londres et y préparer le ministère à l'idée d'une paix séparée avec S. M. C. ; passant ensuite à Madrid, il s'y efforcerait « de délivrer l'Espagne du joug français, de l'attacher par des liens plus intimes et plus personnels à la Russie et de la dissuader de l'idée qu'elle s'était faite jusqu'à présent qu'elle ne pouvait obtenir de conditions favorables de la part de l'Angleterre que de concert avec la France et par son entremise » (1). A Londres, Strogonoff échoua, comme on le verra, bien qu'il y eût prolongé son séjour et ses instances. Il ne débarqua à Lisbonne qu'en décembre 1805, et comme la nouvelle d'Austerlitz y arrivait en même temps que lui, il pressa son voyage afin d'aller à Madrid en atténuer l'effet et renonça au séjour qu'il devait faire dans la capitale portugaise. Au début de janvier 1806 il était à son poste, et sans tarder il commença à circonvenir Godoy. Ce fut tout d'abord sans aucun succès ; le favori, tout entier à la manœuvre qu'il déclenchait de nouveau contre le Portugal, reçut ses ouvertures très fraîchement, il se vanta auprès d'Ega et de Vandeuil de les avoir repoussées et assura même au second l'avoir fait avec une rudesse telle qu'il avait « lu une déclaration de guerre sur la figure du baron de Strogonoff » (2).

Le Russe ne se découragea pas cependant. De Paris, Oubril lui écrivait que l'ambition de Napoléon menaçait Madrid aussi bien que Lisbonne : il fallait donc se hâter d'armer l'Espagne. A mesure d'ailleurs que Godoy constatait plus clairement l'échec de son deuxième projet portugais, à mesure qu'il sentait croître en lui la colère et le dépit contre la France, il devenait plus aimable à l'égard de la Russie. Strogonoff lui-même convenait que ses talents diplomatiques étaient pour peu de chose dans ce qu'il appelait l'heureuse « convention » (*sic*) du prince, et que celle-ci était due uniquement à ce que le favori voulait se venger de Napoléon, à ce qu'il s'alarmait devant les projets d'annexion de l'empereur, — à ce que le gouvernement français, « le frustrant des espérances qui l'avaient ébloui autrefois »,

(1) C'est en ces termes que Strogonoff résuma ses instructions le 23 septembre/5 octobre 1806 : à Budberg, *Tsentrarhiv U. R. S. S., Moscou*. — Noroña à Cevallos, 1^{er} juin 1805 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5908. Gover à Mulgrave, 12 mai 1805 : *Select Despatches...* 1803-1805, éd. Rose, 152. CZARTORYSKI, *Mémoires*, I, 395.

(2) Campo Alange à Cevallos, 9 janvier 1806 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5369. Ega à Araújo, 18 mars 1806 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Rayneval à Talleyrand, 31 décembre 1805 : *A. E., Port.*, v. 125, f. 399 ; Vandeuil au même, 2 juin 1806 : *Esp.*, v. 670, f. 3.

avait « comblé la mesure des prétentions qu'il formait sur ce pays-ci » par ses vues sur la rive gauche de l'Èbre (1). On a vu par ailleurs que Godoy avait été favorablement impressionné par le fait que le tsar avait déclaré ne pas vouloir ratifier le traité Oubril pour ne pas dépouiller l'Espagne des Baléares. On n'était donc pas loin d'un rapprochement et déjà, dans les premières semaines de septembre, des confidences avaient été échangées, quand le 21 le ministre russe reçut de sa cour des instructions datées du 4/16 août qui lui prescrivaient, semble-t-il, de presser les choses. Il fit en conséquence une nouvelle démarche auprès du favori, et celle-ci fut décisive. Godoy ne lui demanda qu'une chose : que la coalition lui communiquât ses projets avec plus de confiance, car il déplorait « avec amertume » qu'on ne l'eût pas « mis à même de connaître avec précision les intentions des puissances coalisées relativement au gouvernement qu'on établirait en France en cas de succès (2) et à la géographie de l'Europe qu'une paix générale devait garantir lorsque l'hydre serait abattue. » Moyennant quelques promesses sur ce point, il fit à Strogonoff les déclarations les plus formelles : « Présentez à l'Empereur votre maître, répéta-t-il à plusieurs reprises, que l'Espagne a des forces à faire agir : mais que le Roi doit être instruit avant tout du point final auquel on en veut venir... Une nouvelle négociation, si elle a lieu, ne peut finir que par la guerre, à laquelle, quoi qu'on en dise, nous saurons concourir de tous nos moyens dès qu'on nous aura instruits avec franchise des vues secrètes et définitives de tous les intéressés : nous avons 180.000 hommes de toutes armes, et une guerre même offensive ne nous effrayerait point dès que l'ennemi sera occupé dans le nord. » Devant d'aussi heureuses dispositions, Strogonoff ne pouvait moins faire que de lui exprimer son « admiration » pour son « génie », et Godoy, ainsi éperonné, alla plus loin encore : « Son enthousiasme croissant, il finit par m'inviter à envoyer un courrier à S. M. l'Empereur afin de l'informer directement de cette ouverture » (3).

Le prince de la Paix se trouvait donc déjà passablement compro-

(1) Oubril à Strogonoff, 9 juillet : dans SOREL, *L'Europe et la Révolution*, VII, 74. Strogonoff à Budberg, 23 septembre/5 octobre, n° 57 : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou.

(2) On peut se demander d'après cette phrase si les Bourbons d'Espagne avaient entièrement renoncé à leurs vues sur le trône de France.

(3) Cette entrevue dut avoir lieu le 21 septembre 1806 ; c'est probablement celle que Gennotte signala à Stadion, le 22, comme du 20 (dans MAYER, *Die französische-spanische Allianz*, II, 14). — Strogonoff à Budberg, 13/25 septembre : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou.

mis. Toutefois, il s'en était tenu jusque-là à des généralités ; il n'avait pas mis en avant de plan d'opérations militaires précis ; il pouvait prétendre encore que ses confidences n'engageaient pas ses souverains ; aucun acte public et positif n'était venu confirmer sa nouvelle orientation politique, et surtout il n'avait envisagé ni le principe ni les moyens de négociations avec l'Angleterre. Or, moins de deux semaines après, le 1^{er} octobre, il renonçait à ces dernières réserves et les dépêches de Strogonoff pouvaient annoncer « une conversion totale dans le système et les opinions du prince de la Paix. » Il est difficile de ne pas voir une relation entre la rapidité imprévue de ce mouvement et une nouvelle qui parvint à Madrid le 30 septembre et qui, mettant le comble aux désillusions, aux rancunes et aux inquiétudes de Godoy, le poussa dans le camp des coalisés, celle de la prise de Buenos-Ayres par les Anglais. La ville avait été enlevée le 27 juin 1806 par 1.000 hommes seulement, commandés par Beresford et amenés du Cap par Sir Home Popham. La capitulation avait eu lieu dans des conditions telles que Napoléon accusa la garnison de ne pas s'être défendue et que le public espagnol parla de trahison : l'échec militaire était donc particulièrement cuisant. En outre, on comprenait bien à Madrid que la diplomatie britannique tenait là un gage qu'elle ne restituerait pas gratuitement : Lauderdale déclara aussitôt aux négociateurs français que Buenos-Ayres ne serait rendu qu'en échange de Cuba (1). Les troupes anglaises avaient dû faire dans la ville un butin énorme : on disait à Madrid qu'elles y avaient trouvé 1.200.000 piastres en argent et deux millions en marchandises ; beaucoup de particuliers perdaient des sommes importantes, soit en espèces tombées aux mains de l'ennemi, soit en lettres de change tirées sur la place. Le commerce espagnol se voyait fermer un des deux derniers ports (l'autre étant Montevideo) avec lequel il pût trafiquer encore, sous pavillon portugais. Enfin, et surtout, on craignait que les Anglais n'eussent le projet de se fortifier et de s'établir dans leur conquête, ce qui signifierait la ruine prochaine de l'empire espagnol d'Amérique. Lorsqu'il apprit cette nouvelle, le 30 septembre, Godoy ne put cacher à Vandeul sa colère et sa rancune contre la France dont l'alliance coûtait à l'Espagne d'aussi lourds sacrifices, sans que du moins Napoléon eût consenti en échange à entreprendre cette conquête du Por-

(1) Lauderdale à Talleyrand, 17 septembre (lui annonçant la prise de Buenos-Ayres et la mort de Fox) ; Champagny au même, le 29 : A. E., *Angleterre*, v. 603, f. 225, 258.

tugal qu'on lui demandait (1). Les événements de Lisbonne ajoutaient encore aux inquiétudes qu'on ressentait sur le sort des colonies. Chose curieuse, on craignait maintenant d'apprendre que l'escadre de Saint-Vincent avait quitté le Tage. Car, ou bien elle emmènerait le régent, qui irait au Brésil prendre sa revanche sur les possessions espagnoles, ou bien elle lèverait l'ancre sans lui, et dans ce cas l'on redoutait beaucoup qu'avec les 9.000 hommes de troupe qu'elle avait à son bord elle ne cinglât vers le Rio de la Plata, « ce qui entraînerait de fatales conséquences, écrivait Godoy à la reine : on pourrait douter alors de la conservation de l'Amérique. » Or on apprit le 5 octobre au *sitio* que les Anglais avaient quitté Lisbonne sans le régent — et beaucoup crurent l'empire d'Amérique perdu (2).

Les craintes qu'inspiraient les colonies semblent avoir eu une répercussion très directe sur l'attitude de Godoy à l'égard de l'Angleterre. Jusqu'à la nouvelle de la prise de Buenos-Ayres, rien ne laissait prévoir qu'il songeât à entrer immédiatement en négociations avec elle. Le 27 septembre il mandait à Izquierdo : « Je vais préparer un corps d'armée pour arrêter l'invasion *des Anglais et des Portugais* sur cette partie du continent [l'Espagne]... C'est à vous qu'il appartient de discerner *si la guerre contre le Portugal sera un bien pour nous* ou aggravera la situation. C'est vous qui êtes à même d'en juger, et c'est afin de me faire une opinion sur cette délicate question que je vous envoie en toute hâte ce courrier » (3). Le 30, jour où l'on apprit la chute de Buenos-Ayres, il avait encore écrit à la reine, à propos de la nécessité de revenir à l'ancien système de milices : « Ils [les miliciens] nous serviraient ainsi à remplir les vides qui vont se produire *au Ferrol, à Cadix, à Carthagène et au camp* [de Saint-Roch]. » C'était dire que la guerre contre l'Angleterre continuait. « J'ai eu les diplomates..., poursuivait-il. Pour celui d'Amérique, il faut le contenter dans la mesure du possible, *car les Anglais se servent de tous les moyens* » (4). Or le lendemain Godoy, qui avait

(1) Vandeul à Talleyrand, Herman au même, 27 septembre : A. E., *Esp.*, v. 670, f. 345 ; *Consulat de Lisbonne*. Masserano à Cevallos, le 20 ; Campo Alange au même, le 27 : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 5215, 5370. Izquierdo à Godoy, 10 octobre : *ibid.*, c. 2881. Strogonoff à Budberg, 23 septembre/5 octobre : *Tsentvarkhiv U. R. S. S.*, Moscou. Talleyrand à Napoléon, 18 septembre : *Lettres inédites*, 254.

(2) 2 octobre 1806 : A. *Histórico N.*, c. 2821.

(3) Izquierdo répondit que la conquête du Portugal serait bien vue de Napoléon et que du point de vue espagnol elle serait un grand bien, « quand bien même on y établirait un gouvernement autre que celui de Castille » : à Godoy, 10 octobre, reproduisant la lettre de Godoy du 27 septembre : *ibid.*, c. 2881.

(4) 30 septembre 1806 : *ibid.*, c. 2821.

eu le temps de méditer sur la récente nouvelle de la prise de Buenos-Ayres et sur les conséquences qui pouvaient en découler, faisait ouvertement des propositions de paix au cabinet de Londres. — Dès le 12 octobre, Montgaillard avait averti Napoléon que les succès britanniques dans la Plata pourraient bien rejeter l'Espagne vers l'Angleterre. Voyait-il juste, et la subite décision du favori ne serait-elle pas due à l'idée que la paix avec l'Angleterre était le seul moyen de sauver l'Amérique ? (1)

L'ouverture ne pouvait guère passer que par la Russie, qui l'attendait et la sollicitait depuis des années. C'est par cette affaire que commença l'entretien décisif que Godoy eut avec Strogonoff le 1^{er} octobre 1806 (2) : « Le constant intérêt que l'Empereur Alexandre a toujours témoigné à S. M. C., déclara le prince de la Paix, m'a déterminé à m'adresser à vous afin que vous fassiez parvenir au gouvernement britannique le désir que nous avons de nous rapprocher de lui par une paix particulière, et l'invitation que nous lui faisons de nous envoyer un négociateur accrédité pour traiter directement avec nous. » Après avoir fait ce pas, Godoy n'avait plus guère de réserve à garder vis-à-vis du ministre russe, et il lui dévoila ses projets. Il disposait de 80.000 hommes de troupes réglées et de 40.000 de milice ; son plan était d'envahir la France par le Roussillon, et il comptait être secondé par un soulèvement des départements méridionaux. Pour commander les troupes espagnoles, il ferait appel à Moreau : « Il entretenait avec lui une correspondance suivie, dit Strogonoff, et ce même jour il venait d'en recevoir une lettre qui manifestait bien clairement le désir que le général conservait d'épouser la cause d'une puissance assez prépondérante pour l'employer avec succès et le garantir de la persécution de Bonaparte » (3). Au

(1) Montgaillard à Napoléon, 12 octobre 1806 (envoyée le 18) : A. E., *France*, *Mémoires politiques*, v. 662, f. 10.

(2) Strogonoff ne précise pas la date de l'entretien ; mais la lettre de Godoy à Marie-Louise du 2 octobre citée plus haut le fixe au 1^{er}.

(3) « Certes, remarquait Strogonoff, ce n'est pas l'Espagne qui peut contracter de pareils engagements... et Moreau, nourrissant encore des vues d'ambition, animé d'un patriotisme réfléchi, saura distinguer les moyens qui lui seront offerts pour se couvrir d'une nouvelle gloire en délivrant la France du gouvernement despotique sous lequel elle gémit. » Strogonoff proposait d'offrir à Moreau un commandement dans les armées russes, en faisant passer cette ouverture par les agents anglais aux États-Unis (à Budberg, 23 septembre/5 octobre, n° 56, *Tsentvarkhiv U. R. S. S.*, Moscou). C'est ce que l'on fit, par l'intermédiaire de Pahlen, mais sans succès (L. INGAUD, *Les dernières années de Moreau*, 759). — Quelque temps auparavant (antérieurement à l'arrivée de Strogonoff, janvier 1806), Dumouriez avait également envoyé une longue lettre à Godoy par l'intermédiaire du chargé d'affaires russe à

point de vue politique, le prince de la Paix avait de vastes desseins : « Unissons-nous, proposa-t-il, par une triple alliance entre la Russie, l'Angleterre et l'Espagne, à laquelle se joindront les puissances d'Amérique, et nous contrebalerons tous les projets gigantesques du dominateur français. » Afin de sceller cette entente, il proposait un mariage entre l'infant Francisco et la grande-duchesse Anne de Russie. L'infant n'avait que treize ans, mais au dire de Godoy il possédait les qualités les plus brillantes : « Il a beaucoup d'esprit naturel, de vivacité, je dirai même de génie... » Strogonoff ne s'étonna point de tant d'éloges, car il partageait la croyance générale que Francisco était le fils du favori, avec lequel il présentait une ressemblance que lady Holland trouvait « *indecent* » (1). Mais c'est précisément pour cela que ce « roman » ne lui souriait guère : « J'eusse voulu, écrivit-il à sa cour, être autorisé à dire : non, sans coup férir » ; il ne répondit donc que par des assurances vagues. La situation future du jeune prince devait pourtant être belle : Charles IV avait l'intention de créer un royaume en Amérique, et c'est à ce trône que Francisco était destiné. Ce projet, où l'on peut voir un reflet des inquiétudes que le sort des colonies causait alors à Madrid, ne suffit à déterminer ni Strogonoff, ni Alexandre (2).

Le 4 octobre 1806 dans la matinée, Strogonoff eut successivement audience du roi et de la reine, auxquels il devait remettre une lettre de condoléances envoyée par sa cour à l'occasion de la mort de la princesse des Asturies. L'un et l'autre confirmèrent les ouvertures que leur favori venait de faire. Charles IV engagea le ministre russe à collaborer en pleine confiance avec Godoy. Marie-Louise lui exposa que le roi et elle ne voulaient que la paix, mais étaient convaincus qu'on ne pourrait l'avoir que par la guerre à la France. La religion de Strogonoff était désormais suffisamment éclairée. Dès le lendemain un courrier partit pour Saint-Petersbourg, et en même temps un attaché à la légation russe, « l'assesseur de Collège » Michel d'Ossipoff, se mettait en route pour Lisbonne, d'où il devait gagner Lon-

Madrid, Dubatchevski ; on ne saurait dire si elle contenait des propositions analogues ni si elles avaient été provoquées : Strangford à Canning, 16 juillet 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 55.

(1) LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, 75. La ressemblance est en effet très nette dans la fameuse *Famille de Charles IV*, de Goya.

(2) Ces bruits de mariage s'étaient répandus dans le public, mais on croyait qu'il s'agissait de Ferdinand : Godoy à Marie-Louise, 29 septembre, 2 octobre 1806, *A. Histórico N.*, c. 2821. Strogonoff à Budberg, 23 septembre/5 octobre, n° 60 : *Tsen-travkhiv U. R. S. S.*, Moscou ; à Nicolay, même date : voir aux appendices.

dres et apporter au ministère britannique les importantes ouvertures que Godoy lui faisait transmettre (1).

LE REFUS DE L'ANGLETERRE. — Lorsqu'en septembre 1805 Strogonoff s'était rendu à Londres pour préparer le cabinet Pitt à l'idée d'une paix séparée avec l'Espagne, il avait trouvé un accueil assez froid. Le principe même du projet russe avait paru contestable : on lui reprochait d'être « absolument contraire à la situation politique » de l'Espagne et d'« exposer ce pays à une invasion spontanée de la France. » On pensait que le cabinet de Madrid demanderait lui-même la paix quand il verrait la coalition victorieuse, que d'ailleurs il était trop faible, et le royaume trop épuisé, pour pouvoir agir utilement contre Napoléon. Strogonoff tâcha d'amener le ministère anglais à une attitude moins intransigeante : sans doute, l'Espagne était affaiblie, mais on pouvait l'aider en lui restituant ses frégates et les capitaux qu'elles portaient, en lui fournissant des munitions et des vivres ; on pouvait lui donner le temps de s'armer en s'abstenant d'attaquer ses colonies et en ralentissant les opérations autant qu'on pourrait le faire sans éveiller les soupçons de la France. Mais la réponse de Pitt fut catégorique : on ne rendrait pas les frégates, parce que l'impression produite serait déplorable et ne ferait qu'éloigner la paix, parce que cette demande ne se fondait pas sur la justice et était contraire à la dignité de l'Angleterre ; on ne ralentirait pas les hostilités, car ce serait contraire également à l'honneur des armes britanniques et d'ailleurs le secret de la comédie ne saurait être gardé longtemps ; on ne fournirait de secours à l'Espagne (au plus juste prix) que lorsqu'elle se serait formellement déclarée contre la France ; enfin, pour qu'on pût songer à une paix séparée avec elle, il fallait qu'elle commençât par secouer le joug de Napoléon et par adhérer nettement et sans délai aucun à la coalition (2). Strogonoff

(1) Strogonoff à Budberg, même date, n° 57 : *ibid* ; à Nicolay, même date : appendices. — Ces pourparlers russo-espagnols restèrent assez secrets. Le corps diplomatique s'inquiéta des conférences entre Strogonoff et Godoy, « que le public même remarquait » ; il pensa toutefois que les lettres remises aux *Reyes* étaient insignifiantes. En juin 1807, Strogonoff fit à Gennotte un résumé assez exact, mais très incomplet, de ses entretiens avec Godoy. Hardenberg a donné plus tard son témoignage sur cette affaire, mais il ne fut, et ne pouvait être, que très vague. Gennotte à Stadion, 22 septembre, 9 octobre 1806, 15 juin 1807 : dans MAYER, *Die französisch-spanische Allianz*, II, 14, 49, 53. HARDENBERG, *Denkwürdigkeiten*, III, 256.

(2) Sur la question de la reconnaissance de l'Étrurie, l'Angleterre réservait sa

n'obtint pas davantage, et gagna Madrid. Les rapports entre l'Espagne et l'Angleterre restèrent donc ceux d'ennemies déclarées, malgré quelques courtoisies de forme (1). Les négociations franco-anglaises du milieu de 1806 ne les améliorèrent pas. Yarmouth en vint bien un jour à demander à Izquierdo quelles seraient les conditions de paix de sa cour, mais l'Espagnol craignit qu'il n'y eût là un piège tendu par Talleyrand, et il réclama sans sourciller les frégates, la Trinité et Gibraltar : « Oh ! répondit Yarmouth, vous voulez vendre la paix bien cher ! Quel est le ministre anglais qui oserait signer la cession de Gibraltar ? Je ne veux pas mourir lapidé dans les rues de Londres, et ce n'est pas moi qui conclurai la paix avec l'Espagne à des conditions pareilles » (2). La situation était donc peu favorable au succès des nouveaux pourparlers qui s'ouvrirent en octobre.

Les ouvertures vinrent au cabinet britannique de deux côtés. Le 17 octobre 1806, l'assesseur de Collège Zass, arrivant de Saint-Petersbourg, se présenta au ministre russe à Londres, le baron de Nicolay ; il se rendait à Madrid, portant à Strogonoff l'ordre de hâter la conclusion d'un accord avec l'Espagne ; il remit à Nicolay copie de ces dépêches, en même temps que des instructions particulières qui lui enjoignaient de mettre le gouvernement anglais au courant des pourparlers de Madrid et de l'amener à l'idée d'une paix séparée avec S. M. C. Nicolay fit aussitôt auprès de lord Howick, comte Grey, secrétaire d'État des Affaires Étrangères, la démarche prescrite (3). Mais le moment était peu favorable : un fait nouveau venait en effet d'accroître encore la mauvaise volonté qu'en 1805 déjà le cabinet de Saint-James avait opposée aux tentatives faites par la Russie pour le rapprocher de l'Espagne ; c'était la prise de Buenos-Ayres. Le retentissement de cet événement n'avait pas été moindre

réponse. — Strogonoff à ? (Hammond ?), 3 octobre 1805, avec projet de convention ; réponses des 3 et 4 : *Record Office*, F. O. 72, 55. Strogonoff à Budberg, 5/17 octobre 1806 : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou. Czartoryski prétend (*Mémoires*, I, 395) que Strogonoff devait réclamer Gibraltar ; en tout cas il n'en parla pas.

(1) Au début de 1806, le tribunal de l'Amirauté restitua à l'Espagne le *Barbarossa*, bâtiment que des Anglais prisonniers sur parole avaient volé pour s'échapper ; puis l'Angleterre remit en liberté 719 marins du *Firme* et du *San Rafael* capturés illégalement au début de la guerre (*Record Office*, F. O. 72, 55, particulièrement 7 février, 23 avril, 11 juin 1806). On a raconté que le 2 novembre 1805 Pitt prédit que les guerres nationales contre Napoléon commenceraient en Espagne (cf. TORENO, *Historia del Levantamiento*, II, 247 et 21 append.) ; cette histoire (que ROSE, *Pitt and the Great War*, 524, a d'ailleurs réfutée) cadrerait bien peu avec les faits.

(2) Izquierdo à Godoy, 9 septembre 1806 : LAPUENTE, XVI, 181.

(3) Nicolay à Strogonoff, 9/21 octobre : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou.

à Londres qu'à Madrid, et il y avait fait naître d'immenses espérances. Les troupes britanniques s'étaient emparées dans la Plata de richesses considérables : la totalité du trésor public et 1.438.514 piastres en marchandises, butin dont l'arrivée à Londres provoqua l'enthousiasme populaire. On répandait en même temps dans le public un manifeste de Beresford et de Popham daté du 4 août, qui autorisait et encourageait les commerçants et armateurs du Royaume-Uni à profiter du vaste marché qui s'ouvrait à eux en Amérique du Sud ; on percevrait seulement un droit *ad valorem* de 12 % sur les marchandises qu'ils enverraient ; tous crurent aussitôt voir le continent américain offrir au négoce anglais ses débouchés immenses, et de longs convois de cotonnades ou de produits métallurgiques firent voile vers le Rio de la Plata. La paix avec l'Espagne eût ruiné ces espérances, et Grey considéra que les avantages qu'elle pouvait apporter à la coalition ne pouvaient être mis en balance avec ceux que des opérations de guerre aussi fructueuses procuraient au commerce britannique. En conséquence, sans décliner totalement les ouvertures de Nicolay, il ne consentit à les prendre en considération que sous des conditions à peu près inacceptables, et qui masquaient mal ses appétits : on ne pouvait songer à une paix qui eût arrêté les opérations en cours contre l'Amérique espagnole que si la cour de Madrid se déclarait immédiatement et entièrement contre Napoléon et si, « comme une sécurité nécessaire contre l'influence que la France pourrait acquérir de nouveau dans les conseils de S. M. C. », elle consentait à laisser en possession de l'Angleterre les territoires conquis par les armes britanniques ; on conviendrait seulement « des conditions en vertu desquelles telles parties de ces conquêtes que S. M. sera portée à rendre seront cédées à l'Espagne à la paix générale » (2). Dans les instructions que Grey rédigea pour l'ambassadeur anglais à Saint-Petersbourg, Stuart, les raisons qui faisaient repousser la paix avec l'Espagne étaient moins enveloppées encore : cette paix, exposaient-elles, ne serait pour la cour de Madrid qu'un moyen de recouvrer ses colonies et de refaire ses forces avant de rentrer dans la guerre, et l'on ne pouvait « abandonner les mesures qui sont en cours contre les possessions et la puissance de l'Espagne, mesures qui ouvrent à S. M. la perspective d'avantages aussi immenses

(1) LADY HOLLAND, *Journal*, 12 décembre 1806, II, 189. FORTESCUE, *History of the British Army*, V, 366. MOSES, *Spain's declining power in South America*, 349.

(2) Note verbale de Grey à Nicolay, 21 octobre 1806 : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou.

et qui sont si nécessaires pour priver la France de la source la plus importante de ses ressources financières », sans réserver à S. M. B. les gages les plus sérieux, c'est-à-dire le droit de conserver « *the footing which he has already obtained in South America* » (1).

La réponse de Grey aux propositions venues de Saint-Pétersbourg parvint à Madrid le 26 novembre 1806. Elle ne pouvait être très agréable à Godoy : « Il nous est impossible, dit-il à Strogonoff, de réaliser nos vues si l'Angleterre doute de la sincérité de nos sentiments. C'est qu'elle s'est toujours trompée à notre égard, et la méfiance qu'elle manifeste par la note verbale de lord Howick est faite pour nous blesser. » Mais tous deux convinrent que la réponse du cabinet britannique n'avait pas beaucoup d'importance, puisque lorsqu'il l'avait envoyée il n'avait pas encore reçu les ouvertures directes que l'Espagne lui avait fait transmettre, et auxquelles il réserverait sans doute un accueil plus satisfaisant (2).

Ces ouvertures, Godoy ne s'était pas contenté de les faire passer par Strogonoff. Il avait jugé plus sage d'envoyer également en Angleterre un agent secret qui pût discuter et soutenir ses intérêts à Londres comme Izquierdo le faisait à Paris. Il choisit pour cette mission un jeune Asturien jadis attaché au bureau de traduction de la *Secretaría de Estado*, puis collaborateur d'Espinosa à la *Caja de Consolidación*, Agustín Argüelles Alvarez. Le 3 octobre, il lui donna verbalement ses instructions ; nous ne les connaissons que par la source la plus suspecte, les *Mémoires* du favori lui-même, mais elles ne devaient pas différer essentiellement des propositions que la légation russe transmettait au *Foreign Office* à la même date. Argüelles partit le 4 pour Lisbonne, presque en même temps que l'attaché de légation russe chargé de la même mission, Ossipoff. Mais il y manqua probablement le paquebot (dont Strangford fit avancer le départ de trois jours pour hâter la mission d'Ossipoff) et dut arriver à Londres après la nouvelle d'Iéna. Même s'il fit le trajet aussi vite qu'Ossipoff, il ne devança que de deux ou trois jours l'annonce du désastre prussien : il est donc à croire que, comme le raconte son ami lord Holland, il n'eut pas le temps de faire ses ouvertures au ministère, d'autant qu'à ce moment même il tomba assez gravement malade. Les événe-

(1) ? (Grey) à Stuart, 22 octobre 1806 : voir aux appendices. Ces ouvertures de Saint-Pétersbourg furent communiquées pour sa gouverne à Hunter, à Madrid, le 22 ; réponse du 1^{er} décembre : *Record Office*, F. O. 72, 55.

(2) Strogonoff à Budberg, 20 novembre/2 décembre 1806 : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou.

ments qui suivirent lui montrèrent vite qu'il était inutile de chercher à reprendre sa mission, laquelle n'eut donc aucune suite (1).

Celle d'Ossipoff n'eut guère plus de succès. Grey n'était pas sans s'attendre à des ouvertures directes de Godoy. Le bruit courait depuis le mois d'août que l'Espagne était toute disposée à se tourner contre la France. Lorsque l'escadre de Saint-Vincent était entrée dans le Tage, Rosslyn avait conseillé au régent de faire des offres dans ce sens à son beau-père. Les propositions que le prince de la Paix avait faites ensuite à Ega avaient éveillé l'attention de l'Angleterre, qui avait même songé un instant à envoyer à Madrid un émissaire, Brougham, pour s'aboucher avec le favori (2). Aussi Grey ne fut-il pas étonné lorsque le 30 octobre Nicolay vint lui donner lecture de la dépêche datée du 5 qu'Ossipoff lui avait remise l'avant-veille : Strogonoff y relatait les conversations qu'il avait eues avec le prince de la Paix et avec les souverains espagnols, et il exposait le désir du favori que l'Angleterre envoyât un négociateur à Madrid, si toutefois l'entrée de la Prusse dans la coalition pouvait être regardée comme certaine. Ces ouvertures de Godoy étaient un fait nouveau qui pouvait amener le cabinet britannique à une réponse plus conciliante que celle qu'il venait de faire au gouvernement russe sur ce même objet. Grey prononça donc quelques phrases vagues, mais assez encourageantes, et demanda copie de la dépêche afin de la communiquer au roi et aux ministres. Malheureusement pour le prince de la Paix, la nouvelle d'Iéna arriva à Londres quelques heures après et vint tout arrêter : il devenait évident qu'il était désormais inutile de parler d'une offensive de l'Espagne contre la France, et Grey déclara de la façon la plus nette à Nicolay, le 4 novembre 1806, qu'il s'en tenait à la réponse faite le 21 octobre au gouvernement russe, que pour songer à la paix avec S. M. C. il était indispensable d'avoir « des sûretés pour la conduite future de la cour de Madrid » et qu'il ne pouvait envoyer de négociateur en Espagne

(1) Argüelles resta à Londres jusqu'à 1808 ; on connaît le rôle important qu'il joua par la suite aux Cortès de Cadix. — LORD HOLLAND (qui le connaissait depuis 1793), *Souvenirs des cours*, 110. GODOY, *Memorias*, V, 389, et *Mémoires*, IV, 211 : polémique avec TORENO (ami personnel d'Argüelles, témoignage plus sérieux), *Historia del Levantamiento*, I, 8. SAN MIGUEL, *Vida de Argüelles*, 9. Strangford à Fox, 12 octobre 1806 : *Record Office*, F. O. 63, 50. Herman à Talleyrand, le 18 : A. E., *Consulat de Lisbonne*.

(2) Grey à Strangford, 22 octobre 1806 : *Record Office*, F. O. 63, 50. Rosslyn au régent, 29 août : BIKER, *Collecção...*, XIV, 158. LADY HOLLAND, *Journal*, 1^{er} août 1806, II, 172.

puis que Godoy n'en réclamait un que dans le cas où les affaires du nord prendraient bonne tournure (1).

Le favori attendait avec impatience la réponse de Saint-James. Il avait confié à Strogonoff les bases de négociations qu'il comptait proposer à l'Angleterre une fois qu'elle aurait accepté le principe des pourparlers, et les espoirs dont il se berçait étaient peu mesurés : la restitution de Buenos-Ayres, celle des frégates capturées au cap Sainte-Marie et de leurs cargaisons de piastres, enfin celle de la Trinité dès que les troupes espagnoles seraient entrées sur le territoire français. Strogonoff n'avait pu s'empêcher de lui répondre que c'était là « tout au plus ce qu'il pourrait exiger dans le cas où ce serait à l'Espagne à accorder la paix », mais l'optimisme du favori n'en fut pas ébranlé (2). La nouvelle d'Iéna, qui parvint à Madrid à la fin d'octobre 1806, mit fin à ses idées de coalition contre la France, mais elle lui fit désirer plus que jamais quelque arrangement plus ou moins secret avec l'Angleterre, afin de sauver du moins l'Amérique dont le sort continuait à l'obséder : « Ses inquiétudes sur les colonies espagnoles sont plus fortes que jamais », notait Strogonoff le 10 novembre. Aussi, lorsqu'il apprit, le 28 novembre, que l'Angleterre répondait à ses ouvertures par des conditions si draconiennes qu'elles équivalaient à un refus pur et simple, lorsqu'il vit ses avances ainsi méprisées, lorsqu'il comprit qu'il s'était compromis inutilement, sa colère ne connut pas de bornes. Il déclara qu'il abandonnait toute idée de collaboration avec les coalisés. « Avec toute l'aigreur imaginable », il récapitula à Strogonoff ses griefs contre l'Angleterre : « Elle n'accéderait à l'alliance que nous désirons avec elle que pour nous sacrifier. Vous voyez qu'elle nous refuse même la restitution des trésors pris sur nos navires avant la déclaration de guerre, tandis que nous ne les demandons que pour les employer contre l'ennemi qu'elle veut réduire... » Il proclama que le ministère anglais se conduisait avec la plus noire perfidie, « que tout prouvait que ses intentions de paix n'étaient pas sincères, qu'il ne visait à rien moins qu'à s'emparer de toutes les colonies espagnoles en Amérique. *C'est donc nous forcer, dit-il, à nous rapprocher plus que jamais de la France.* » Strogonoff faisait tous ses efforts pour l'apaiser ; il avait eu soin de

(1) Nicolay à Strogonoff, 24 octobre/5 novembre 1806 : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou. Grey à Stuart, 1^{er} novembre : *Record Office*, F. O. 65, 64 ; à Strangford, le 5 : *ibid.*, F. O. 63, 50.

(2) Peut-être étaient-ce là les instructions qu'avait reçues Argüelles. — Strogonoff à Budberg, 4/16, 5/17 octobre : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou.

sauter, en lui lisant les dépêches de Nicolay, les passages les plus irritants et les plus décourageants ; il mettait en relief les vagues promesses qu'avait faites Grey sur la possibilité d'une entente future, il faisait espérer que l'Angleterre serait très conciliante sur le chapitre colonial, il insinuait qu'on pourrait signer une convention destinée à n'entrer en vigueur qu'après un succès décisif des coalisés... (1) Tout fut inutile. Le refus anglais faisait s'écrouler le résultat de plusieurs années d'efforts russes. Joint à la nouvelle d'Iéna, il rejetait Godoy dans le camp français. Et il l'y rejetait dépité, ulcéré et aussi rempli d'inquiétude, car il se sentait désormais dangereusement compromis aux yeux de Napoléon, non seulement par tous ces pourparlers avec les coalisés, dont la France se doutait bien, mais aussi par le fameux manifeste du 5 octobre 1806 qu'il venait de signer.

X

LA PROCLAMATION DU 5 OCTOBRE 1806

L'ÉNIGME DE LA PROCLAMATION. — Le 7 octobre 1806, on commença à connaître à Madrid le texte d'un manifeste que Godoy avait signé le 5, et qui fut publié officiellement le 14 : (2) « En des circonstances pourtant moins périlleuses que les circonstances actuelles, les fidèles vassaux se sont efforcés d'apporter à leurs souverains l'aide de leurs biens et de leurs ressources, avant même que la nécessité s'en fût sentir de façon pressante : et cette anticipation fait mieux ressortir encore la générosité des sujets à l'égard de leur souverain. Le royaume d'Andalousie, que la nature a privilégié pour l'élevage des chevaux de cavalerie légère, la province d'Estrémadoure, qui si souvent a fourni à Philippe V des secours de ce genre, souffriront-ils que la cavalerie du Roi d'Espagne soit insuffisante et incomplète faute de chevaux ? Non, je ne le crois pas ; au contraire, de même que nos glorieux aïeux ont fourni à l'aïeul de notre Roi les services de leurs hommes et de leurs chevaux, les petits-fils, je l'es-

(1) Strogonoff à Budberg, 29 octobre/10 novembre, 20 novembre/2 décembre, 30 novembre/12 décembre 1806 ; à Nicolay, 20 novembre/2 décembre : *ibid.*

(2) Strogonoff à Budberg, 4/16 octobre 1806 : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou. Andeul et Talleyrand, le 16 : *A. E., Esp.*, v. 670, f. 372. Genotte à Stadion, le 16 : dans MAYER, *Die französisch-spanische Allianz*, II, 4.

père, vont maintenant apporter l'aide de régiments ou de compagnies de bons cavaliers, décidés à servir et à défendre leur patrie aussi longtemps que dureront les nécessités actuelles, et qui reviendront ensuite jouir du repos au sein de leurs familles, couverts de gloire et assurés d'un sort meilleur... Venez donc, mes compatriotes bien-aimés ; venez prêter serment sous les drapeaux du plus bien-faisant des souverains, venez et je vous couvrirai des plis de ma gratitude, je tiendrai toutes les promesses que je vous fais maintenant, si le Dieu des victoires nous accorde la paix heureuse et durable que nous lui demandons tous... Venez donc, et s'il arrive que nous n'ayons pas à croiser le fer avec l'ennemi, du moins vous serez alors au-dessus du soupçon, et vous n'aurez pas à vous reprocher une conduite indigne de votre loyauté et de votre honneur, faute d'avoir répondu à mon appel. — Mais si ma voix était impuissante à réveiller en vous le désir de la gloire, que ce soit celle de vos tuteurs immédiats, celle des pères du peuple auxquels je m'adresse, qui vous fasse comprendre ce qu'exigent de vous votre devoir, votre honneur et la sainte religion que vous professez » (1).

Ce qui frappe au premier abord dans ce singulier manifeste, c'est son obscurité. Il est en particulier impossible d'y démêler quel est l'ennemi contre lequel Godoy appelle la nation aux armes. Tout au plus peut-on dire que l'exhortation particulière adressée aux provinces limitrophes du Portugal désigne plutôt ce royaume, tandis que la dernière phrase du manifeste, mêlant la religion au patriotisme, rappelle plutôt les harangues anti-françaises de 1793-1795. Les instructions dont Godoy accompagna sa proclamation étaient aussi obscures qu'elle. Les « pères du peuple », c'est-à-dire les gouverneurs de province, étaient bien invités à exciter l'enthousiasme des populations, à provoquer des engagements volontaires chez les gens du peuple et des dons en argent dans la classe aisée, mais pas un mot ne faisait connaître l'ennemi qui menaçait le royaume. De même, les chefs de corps eurent ordre (12 et 17 octobre) de pousser l'instruction des grandes et des petites unités, de faire des exercices de cadres et de compléter les effectifs pour le cas où l'armée aurait à entrer en campagne, mais contre qui cette armée serait-elle appelée à combattre, nul ne le savait (2). — Chacun donc chercha le mot de

(1) Le texte original, souvent reproduit, se trouve aux A. E. (*Esp.*, v. 670, f. 349, 351), au *Tsentrarkhiv* de l'U. R. S. S., au *Record Office* (F. O. 63, 50) etc. Les traductions de Godoy (*Mémoires*, IV, 370) et de Pradt (*Mémoires*, 12) sont très erronées.

(2) Textes dans MAYER, *op. cit.*, II, 5-8, au *Record Office* (F. O. 63, 50) etc.

l'énigme, et les interprétations les plus opposées circulèrent. L'une fut accueillie par la masse de l'opinion espagnole, restée au fond assez hostile à la France et chez laquelle on notait depuis quelque temps des mouvements gallophobes : pour elle, la proclamation du 5 octobre était une déclaration de guerre à Napoléon. L'autre fut en général celle des diplomates et des gens bien informés : le manifeste signifiait tout ce qu'on voudrait bien lui faire dire, et n'était nullement dirigé spécialement contre la France ; Ega par exemple, malgré les ouvertures que Godoy venait de lui faire, montra bien par son attitude qu'il ne considérait pas la proclamation comme sans danger pour son pays ; Strogonoff l'accueillit, on le verra, avec une méprisante ironie ; Strangford se contenta de la qualifier de « *very singular* », sans paraître y voir une adhésion à la cause anglaise ; Vandeul enfin s'en émut si peu qu'il ne jugea pas nécessaire de demander officiellement des explications. Quant à Godoy, il assura à Napoléon, après Iéna, que son manifeste était dirigé contre les Portugais, et il affirma dans ses *Mémoires* qu'il était lancé contre Napoléon (1). Quelle était donc la signification de la proclamation ? Faut-il suivre l'opinion commune, d'après laquelle Godoy voulut donner par là un gage éclatant à la coalition et jeter un défi à la France ? Il ne semble pas que l'examen des faits autorise à le faire.

LE MANIFESTE ET LA COALITION. — Au moment où Godoy signa la proclamation, le 5 octobre 1806, deux questions capitales pour l'avenir de sa politique se trouvaient à la veille de recevoir une réponse. Dans quelques semaines on allait connaître l'issue de la lutte qui s'engageait entre Napoléon et l'armée prussienne (la nouvelle d'Iéna parvint à Madrid entre le 28 et le 30 octobre) ; si les Français étaient battus, le moment était venu pour le prince de la Paix de passer définitivement à la coalition ; mais s'ils étaient vainqueurs, il importait au contraire de rompre au plus vite les liens que l'Espagne avait commencé à nouer avec la Russie. En second lieu, il suffisait également d'attendre quelque temps pour savoir comment l'Angleterre accueillerait les ouvertures que Godoy venait de lui faire transmettre ; sans doute, le favori affectait la plus entière con-

(1) Strangford à Grey, 26 octobre : *Record Office*, F. O. 63, 50. Vandeul à Talleyrand, les 6, 16 : A. E., *Esp.*, v. 670, f. 352, 372 ; Rayneval au même, 2 décembre : *Port.*, v. 126, f. 227. GODOY, *Mémoires*, IV, 220 et suiv.

fiance quant à la nature de la réponse qu'il allait recevoir, mais l'impatience avec laquelle il guettait le retour d'Ossipoff (1) montre bien qu'au fond il n'était pas entièrement rassuré sur les dispositions du cabinet britannique. Ainsi, dans quelques semaines Godoy allait savoir si la Prusse était victorieuse et si l'Angleterre consentait à une paix séparée. Dans ces conditions, le politique le plus naïf eût attendu avant de se prononcer, de se compromettre publiquement, et Godoy, rusé, retors, expert à gagner du temps, devait en ce moment moins que jamais risquer de se perdre par excès de précipitation. On est donc amené déjà à soupçonner qu'à ses yeux (comme à ceux d'ailleurs de Strogonoff, d'Ega, de Strangford, de Vandeuil) la proclamation du 5 octobre ne constituait pas une déclaration compromettante, un gage formel donné à l'un des deux partis.

En ce début d'octobre, le favori avait d'ailleurs une raison personnelle pour agir avec une prudence toute spéciale : la santé de Charles IV inspirait de nouveau de graves inquiétudes (2). Peu après les fêtes de la Saint-Louis (25 août), qui avaient été particulièrement brillantes cette année-là à Saint-Ildefonso, le roi fut pris d'une fièvre assez forte. Sur le conseil des médecins, il quitta ce *sitio*, trop frais et trop humide, et la cour alla s'installer à l'Escorial dès le 15 septembre, beaucoup plus tôt donc qu'elle ne le faisait d'ordinaire. Un mieux s'ensuivit d'abord, mais au bout d'une semaine la fièvre reprit, accompagnée d'une grande faiblesse. Des bruits alarmants coururent ; les badauds racontèrent qu'on cachait l'état de Charles IV, qu'il était atteint en réalité d'une maladie de poitrine, et Godoy sembla confirmer ces rumeurs en déclarant qu'à l'automne S. M. ferait bien d'aller s'établir à Valence. Telle était la situation quand le prince de la Paix signa le manifeste. Le jour où il le rendit public, le 14 octobre, le roi venait encore d'être saigné, la fièvre persistait, on observait des crachements de sang, une enflure prononcée des jambes, une grande faiblesse, et, fait particulièrement inquiétant chez Charles IV, un manque complet d'appétit. A la fin de novembre, on craignit sérieusement pour la vie du souverain : « Dans quelques semaines, disait-il lui-même, je ne serai plus roi. » Ce ne fut que dans les derniers jours de décembre qu'il se sentit mieux, et le 23 qu'il put se risquer à une partie de chasse (3). Or,

(1) Strogonoff à Budberg, 5/17 octobre : *Tsentarkhiv U. R. S. S.*, Moscou.

(2) Les bruits pessimistes sur ce point ne cessaient guère. *Moniteur* du 31 décembre 1805, bulletin de Fouché du 4 janvier 1806 (HAUTERIVE, *La police secrète*), etc.

(3) Strangford au *Foreign Office*, 19 septembre, 9, 17 novembre, 7 décembre 1806

si Charles IV mourait, Godoy pouvait espérer que Napoléon lui fournirait l'appui qu'il lui avait formellement promis. Mais pouvait-il se flatter, au début d'octobre, qu'il trouverait le même soutien auprès des coalisés ? Rien ne permettait encore de l'affirmer. Cette considération n'était sans doute pas assez puissante pour empêcher le favori de passer à la coalition, mais elle devait l'inciter à éviter avec une prudence particulière toute démarche susceptible de lui faire perdre inutilement et surtout prématurément l'appui de l'empereur. Si Godoy a lancé cependant la proclamation du 5 octobre, c'est peut-être qu'il ne pensait pas qu'elle dût avoir ce résultat.

Cette même prudence lui était recommandée par la faiblesse des moyens militaires dont disposait le royaume. Sans doute, il y avait longtemps que l'Espagne armait, et il faut s'arrêter sur ce point : car souvent ces armements ont été présentés comme une conséquence de la proclamation du 5 octobre, et dirigés contre la France, alors qu'en réalité ils ont été ordonnés à la fin de juin, et contre le Portugal. C'est le 27 juin que Godoy prescrivit de mettre sur le pied de guerre 13 régiments d'infanterie, en les portant à 2.050 hommes chacun ; les effectifs nécessaires leur seraient fournis par 13 autres régiments, qui à leur tour seraient complétés par les milices ; celles-ci enfin se reconstitueraient par des levées extraordinaires. Les officiers reçurent ordre de rejoindre leurs corps, et les permissions furent supprimées (1). Que ces mesures fussent alors dirigées contre Napoléon, c'est extrêmement improbable. Elles furent prises au moment où la coalition semblait à la veille de se dissoudre, Oubril négociant la paix du tsar, Yarmouth arrivant à Paris (17 juin). Les affaires personnelles de Godoy paraissaient en bonne voie : Izquierdo, Duroc et Talleyrand étaient alors penchés sur la carte du Portugal et concertaient son démembrement. Le cabinet de Lisbonne s'alarma sérieusement des préparatifs de son voisin ; le marquis d'Alorna, commandant de l'Alem Tejo, vint plusieurs fois à la cour, sans y être autorisé, pour les dénoncer, et Ega demanda des

(nouvelles de Madrid par Hunter et Ega) : *Record Office*, F. O. 63, 50. Vandeuil à Talleyrand, 11, 15, 22 septembre, 16 octobre, 13 novembre : *A. E., Esp.*, v. 670, f. 301, 313, 328, 372, 421. Strogonoff à Budberg, 6/18 septembre, 4/16 octobre, 30 novembre/12 décembre, 12/24 décembre : *Tsentarkhiv U. R. S. S.*, Moscou. Gennotte à Stadion, 22 septembre : *MAYER*, II, 47. *Moniteur*, 13 septembre, 5 octobre.

(1) Ega à Araújo, 1^{er} juillet 1806 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Vandeuil à Talleyrand, le 3 : *A. E., Esp.*, v. 670, f. 82. Les milices provinciales, recrutées par tirage au sort, avec officiers nobles, formaient 42 régiments à un bataillon de 7 compagnies, au total 39.229 hommes en théorie : *Historia de la guerra de España*, 137.

explications à Godoy ; il reçut comme réponse « que l'Espagne n'avait pas d'intentions contre le Portugal en particulier, et qu'elle n'emploierait jamais la force si elle n'y était contrainte » (7 août). Aussi Araújo fit-il masser des troupes sur la frontière, tandis que Godoy en faisait autant de son côté (fin septembre) (1). Les fameux « armements de l'Espagne en octobre 1806 » dataient donc en réalité de juin et avaient été ordonnés contre le Portugal.

Il est vrai que Godoy pouvait toujours les tourner contre la France, qu'au mois de septembre il tâchait de persuader à Ega que tel était leur véritable but, et qu'il parlait à Strogonoff des « 180.000 hommes de toutes armes » qu'il était prêt à faire agir. Mais le Russe ne se laissait pas prendre à ces exagérations : « L'opposition des 180.000 hommes de toutes armes, écrivait-il à sa cour, ...pourrait bien être réduite à 80.000 tout au plus, dont les magasins mêmes seront difficilement pourvus du nécessaire » (2). C'était encore être trop optimiste. Les mesures du 27 juin se réduisaient à grouper 26.000 hommes de bonnes troupes, quitte à ôter à peu près toute valeur militaire aux autres corps. En juin, le prince de la Paix raconta à Vandeuil que son plan était de porter à 60.000 hommes l'armée de première ligne, mais à la fin de septembre il écrivait à la reine que s'il espérait arriver un jour à un total de 70.000 hommes il en était bien loin pour le moment : « J'ai travaillé toute la journée à organiser *le peu de troupes que nous avons*, et à tout réduire à l'indispensable *en raison de leur petit nombre*. » Encore la qualité était-elle médiocre, les 26.000 réguliers de première ligne mis à part. « J'ai également étudié le système qui consiste à réunir les miliciens et les vétérans. Il ne donne pas les avantages qu'on avait cru lors de son établissement. » Il paraît que les vieux soldats se moquaient des nouveaux, et qu'ils vivaient en mauvaise intelligence. « Il faut donc revenir à l'ancien système », avouait Godoy (3). Lors de la proclamation, les effectifs espagnols étaient donc faibles, désorganisés en outre par

(1) Strangford au *Foreign Office*, 29 juillet, 10, 17 août, 2 septembre, 26 octobre ; Hunter à Strangford, 30 septembre, 5 octobre ; Ega à Araújo, 1^{er}, 5, 7 août : *Record Office*, F. O. 63, 50. Herman à Talleyrand, 27 août, 4 septembre : A. E., *Consulat de Lisbonne*. Genotte à Stadion, 22, 29 septembre : MAYER, *Die französisch-spanische Allianz*, II, 2, 10, 47.

(2) 13/25 septembre 1806 : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou.

(3) Godoy ajoutait, il est vrai, qu'il faudrait exiger 30.000 hommes des provinces exemptes de milice (8 de Valence, 8 de Catalogne, 4 des provinces basques, 4 d'Aragon, 4 de Navarre, 2 de Madrid) ; mais c'étaient là des projets à longue échéance : à Marie-Louise, 30 septembre, *A. Histórico N.*, c. 2821. Vandeuil à Talleyrand, 3 juillet : A. E., *Esp.*, v. 670, f. 82.

l'expérience malheureuse d'une méthode nouvelle, et le prince de la Paix ne pouvait sérieusement compter que ses grandiloquents appels aux cavaliers d'Andalousie et d'Estrémadoure augmenteraient sensiblement la force de l'armée.

A la veille d'événements qui pouvaient modifier du tout au tout sa politique européenne, sa faveur dangereusement menacée par la maladie de Charles IV, ne disposant que de forces militaires insuffisantes, Godoy a-t-il pu réellement songer, en lançant son manifeste, à donner une adhésion ouverte à la coalition ? Ce n'est pas impossible. Mais il faut alors que le favori ait oublié sa prudence habituelle, ou que du moins il ait été entraîné par Strogonoff, presque forcé par lui à se compromettre. Or Strogonoff est le premier à affirmer qu'il n'en a rien été.

Le ministre russe est bien placé pour observer l'évolution de Godoy ; il ne le quitte pas, il « l'obsède », dit Vandeuil (1), il le surveille et l'épie. Mais c'est pour constater, et à regret, que le prince de la Paix est un pusillanime, un peureux, hanté par la crainte de se compromettre et n'agissant que s'il se croit couvert vis-à-vis de Napoléon. Il arme, mais c'est qu'il considère ses armements comme « légitimés aux yeux de Bonaparte » par les projets de conquête du Portugal, donc incapables d'inspirer « aucun ombrage » à l'empereur. Il promet de se déclarer contre la France, mais « si des forces formidables dans le Nord nous en donnent l'exemple. » Il réclame un émissaire anglais, mais c'est que son arrivée « ne peut nous compromettre aux yeux de la France, puisqu'en traitant elle-même avec l'Angleterre elle ne s'est nullement occupée de nous comprendre dans ses négociations » (5 octobre). Il redoute extraordinairement les indiscretions du cabinet britannique, qu'il regarde comme capable de livrer à la presse ses ouvertures ; un peu plus tard, il se plaindra à Strogonoff que le secret de ses conversations avec Londres ait transpiré : « Vous voyez que tout se sait et qu'il est presque impossible de s'entendre préalablement d'une part sans s'exposer aux plus grands dangers de l'autre. » Bref, suivant les expressions du ministre russe, « le prince de la Paix, jouant le tout pour le tout, porte la timidité jusqu'au suprême degré... » — « Il porte la timidité de ses précautions jusqu'à la pusillanimité la plus excessive et ne sera brave que lorsqu'il n'y aura plus de danger à courir » (2). Tout

(1) A Talleyrand, 16 octobre 1806 : A. E., *Esp.*, v. 670, f. 372.

(2) Strogonoff à Budberg, 13/25 septembre 1806 ; 20 novembre/2 décembre ; à Nicolay, 23 septembre/5 octobre : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou.

cela s'accorde mal avec l'interprétation qu'on donne en général du manifeste : Godoy dressé contre la France, lui jetant un défi public, lui signifiant formellement son adhésion à la coalition.

S'il eût voulu d'ailleurs lancer ce défi et proclamer cette adhésion, le prince de la Paix eût très probablement concerté sa proclamation avec Strogonoff, ou tout au moins il l'eût averti. Or il n'en fit rien. Le ministre russe semble même n'avoir connu le texte du manifeste qu'après Vandeuil. Il n'eut aucune part à sa rédaction et rapporte avec aigreur comme quoi, « entiché du premier jet de sa plume », Godoy « s'est refusé à toute espèce d'avis étranger à celui du Roi qui, séduit probablement par la dernière phrase, a approuvé le tout en plein conseil. » C'est le 16 octobre seulement que Strogonoff annonça la proclamation à sa cour, et en des termes assez significatifs : « V. E. jugera par le style ridicule et emphatique de la proclamation annexée à mon n° 61 des plaisanteries qu'elle a provoquées dans le public : mais il faut connaître le mécontentement général qu'inspire le prince de la Paix pour se représenter à quel point l'Espagne est outragée de voir le nom du généralissime au bas d'un appel à la nation qui ne devait émaner que du roi. C'est ainsi qu'au moment d'y recourir on détruit toutes les ressources qu'on peut faire agir. » On voit assez d'ailleurs qu'il fut totalement étranger au manifeste par les critiques que par la suite il ne ménagea ni à la forme ni au fond de cette « baroque » déclaration, « généralement critiquée et tournée en ridicule » et par ses commentaires sur son « malheureux effet ». Son mécontentement fut même si vif qu'il ne sut pas le dissimuler à Vandeuil (1). Ainsi donc, Godoy s'est caché de Strogonoff pour lancer la proclamation du 5 octobre : qu'est-ce à dire, sinon qu'il n'en faisait pas, et n'entendait point en faire, cette adhésion formelle et éclatante à la coalition qu'il eût fallu pour satisfaire le Russe ?

LE MANIFESTE ET LA FRANCE. — Si l'on étudie maintenant l'attitude que Godoy observa vis-à-vis de la France au moment de la proclamation et dans les semaines qui suivirent, avant que la nouvelle d'Iéna fût arrivée à Madrid (fin octobre), il est difficile de croire que le 5 octobre 1806 le favori ait entendu lancer un défi à Napoléon,

(1) A Budberg, 4/16 octobre 1806, 29 octobre/10 novembre : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou. Vandeuil à Talleyrand, 20 octobre : A. E., *Esp.*, v. 670, f. 378.

alors qu'après le manifeste comme avant toute sa politique à l'égard de l'empereur n'est au contraire que prévenances, que ménagements officiels et personnels.

Le tsar avait décidé de faire passer de Cronstadt dans l'Adriatique une escadre commandée par le capitaine-commodore Ignatieff. Strogonoff fut chargé de demander au prince de la Paix qu'elle pût s'arrêter en cas de besoin dans les ports espagnols. Il présenta verbalement sa requête à la fin de septembre 1806, dans cet important entretien où Godoy fit ses premières ouvertures sérieuses aux coalisés. Or le favori répondit aussitôt que la France allait sans aucun doute exiger au contraire la fermeture des ports espagnols aux vaisseaux russes, « et, dit Strogonoff, que dans le cas où le Roi se trouverait contraint d'y souscrire il me priait de présenter à ma cour cette mesure forcée comme étant absolument contraire aux sentiments de S. M., qui n'y souscrirait qu'après avoir épuisé tous les moyens de retard et de conciliation possible. » Strogonoff insista, invoqua les facilités accordées aux bâtiments anglais au temps où le cabinet de Madrid était neutre, mais Godoy ne répondit que par ces mots : « L'Espagne isolée ne peut qu'obéir. » Tel était également le jour sous lequel, le 29 septembre, il exposait cette affaire à la reine (1). Le 30 cependant, sur de nouveaux ordres de sa cour, le ministre russe tenta une nouvelle démarche. Elle n'eut pas plus de succès que la première : « Croyez, lui dit le prince de la Paix, que nous ne pouvons sans éprouver la peine la plus vive et sans y être contraints par des circonstances impérieuses, nous refuser aux justes réclamations de l'Empereur votre Maître... Le premier secrétaire d'État vous répondra dans un sens à vous convaincre que nous ferons tout ce que nous pourrons, au défaut de ce que nous voudrions faire... » En effet, Cevallos passa le 4 octobre une note conçue en termes amicaux mais évasifs : les vaisseaux russes recevraient dans les ports espagnols « tous les secours que peut réclamer l'humanité et qui sont compatibles avec les liens et les relations intimes par lesquels le Roi mon maître est lié avec l'Empereur de France et roi d'Italie (2) ». Le

(1) « J'ai dit au Russe que la réponse serait conforme aux désirs d'amitié que je lui manifestais par ailleurs, et que sans plus attendre il pouvait assurer son souverain du bon accueil que recevraient les sujets russes. Mais si les circonstances forçaient S. M. à agir contrairement à ses vœux, si la France demandait que les ports fussent fermés, S. M. devrait alors prendre ce fait en considération pour apprécier le sacrifice que ce serait pour nous ». *A. Histórico N.*, c. 2821.

(2) Cette note, dit Strogonoff, « contient tout ce qu'il est permis de faire à ce gouvernement sans se compromettre » : à Budberg, 13/25 septembre, 23 septembre/5 octobre (n° 60) ; Cevallos à Strogonoff, 4 octobre : *Tsentrarkhiv U. R. S. S.*, Moscou.

6 octobre, Cevallos communiqua cette réponse à l'ambassade de Paris « afin que V. E., recommandait-il à Masserano, en fasse verbalement usage pour éviter des interprétations captieuses susceptibles de nous compromettre. » Le 23, avant donc la nouvelle d'Iéna, Godoy promit à Vandeuil que les vaisseaux russes ne seraient point reçus dans les ports d'Espagne (1). Cette attitude ne donne pas l'impression que le favori se soit regardé comme en guerre avec la France de par son manifeste du 5.

La même observation vient à l'esprit quand on considère toutes les autres prévenances dont le prince de la Paix ne cessa d'entourer Vandeuil après la proclamation. Lorsque, le 15 octobre, le chargé d'affaires français alla aux explications, il considérait que si la circulaire avait été regardée comme « une insulte à la France », c'était par les ennemis de Godoy, « tant l'anglomanie les égare. » Le favori abonda dans ce sens, déclarant à Vandeuil « qu'il était en butte aux clabauderies des anglomanes, mais qu'il se sentait assez de vigueur pour les mépriser », que l'empereur était son seul appui en Espagne et savait bien quels étaient les véritables buts des armements. Par la suite, et toujours avant la nouvelle d'Iéna, il continua à assurer Vandeuil de son dévouement à Napoléon, si bien que le chargé d'affaires exprimait à Talleyrand sa complète « tranquillité » sur la loyauté du prince (20 octobre) (2). On se demande à quoi eût rimé cette conduite si Godoy avait considéré son manifeste du 5 octobre comme une déclaration de guerre publique. De même, une lettre de Marie-Louise à son favori, du 19 octobre, donc antérieure à la nouvelle d'Iéna, montre sans doute une fois de plus qu'elle se défiait de Napoléon, mais nullement qu'elle prévît avec lui des conflits autres que les conflits diplomatiques habituels : « Il [le roi] dit aussi de demander à Masserano où est l'empereur. Pour les choses d'Amérique, Cevallos dit que si Talleyrand s'introduit dans l'affaire nous n'en sortirons pas sans dommage, car son désir est de nous voler les Flo-

(1) Vandeuil à Talleyrand, 23 octobre : A. E., *Esp.*, v. 670, f. 389. Cevallos à Masserano, le 6 : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 5909. La Russie adressa la même demande au Portugal ; Cevallos s'informa soigneusement de la réponse, qui fut favorable : correspondance avec Campo Alange, 18, 28 octobre, 7 novembre : *ibid.*, c. 5370.

(2) A l'annonce de Saafeld, Godoy lui renouvela les mêmes assurances. Malgré ses déceptions et ses inquiétudes, il avait toujours fait bon visage à Vandeuil. Le 20 septembre toutefois, entretenant à la fois celui-ci et Henry, il fit des déclarations que le Français rapporta à son ministère comme fort blessantes pour la Prusse, mais qu'Henry interpréta de façon tout opposée : au roi de Prusse, le 25, *Geheimes Staatsarchiv*, Berlin (voir aux appendices). Vandeuil à Talleyrand, 22 septembre, 2, 6, 16, 20, 27 octobre : A. E., *Esp.*, v. 670, f. 328, 343, 352, 372, 378, 392.

rides, et si cela arrivait nous perdrons bientôt le Mexique : ce qu'on veut en effet à Paris, ce sont nos possessions de là-bas, et ce que tu en dis est excellent en tout point » (1). Il y a même un fait qui à lui seul suffirait à montrer qu'au lendemain de son manifeste le favori ne se considérait pas comme de ce chef en guerre avec la France. Le 27 septembre, Decrès lui avait demandé directement d'échanger l'*Argonaute*, un vaisseau français qui se trouvait dans la rade de Cadix et qui était hors de service, contre un vaisseau espagnol en bon état. Dès le 11 octobre, Godoy accepta : le *Vencedor* serait cédé aux Français contre l'*Argonaute* (2). Cette amabilité toute gratuite ne saurait s'expliquer si la proclamation du 5 avait été dans l'esprit de Godoy une déclaration de guerre catégorique.

Enfin, les instructions que le prince de la Paix donne à Izquierdo à cette époque ne montrent nullement qu'il regardât la rupture comme publiquement consommée. Le 10 octobre, le Navarrais lui a demandé l'autorisation de suivre à Francfort les services de la maison impériale ; il la lui donne le 18, mais à condition que Napoléon ne doive y voir aucun inconvénient. Le 22, avant donc de connaître Iéna ni même Saafeld, il ordonne à son agent de profiter de ce voyage pour rassurer les milieux officiels français — et l'empereur en personne, s'il parvient à le joindre — sur sa proclamation du 5 et sur les armements espagnols. « Il convient que l'Empereur soit personnellement instruit des motifs et des buts de ces dispositions. ... Le premier soin de V. E. sera de dissiper toute impression défavorable. » Pour y arriver, la tactique d'Izquierdo ne doit pas être de nier les préparatifs militaires de l'Espagne : bien au contraire, il expliquera comme quoi ni le manque d'argent et de ressources, ni les privilèges des provinces, du clergé et de la noblesse, n'ont empêché le prince de la Paix de réunir « une armée de 80.000 hommes, enflammés de l'amour de la victoire. » Mais il exposera que si Godoy a armé de la sorte, c'est parce que « S. M. I. a fait connaître sa volonté qu'il y eût en septembre une armée prête à entrer en Portugal. » En attendant la marche sur Lisbonne, ces forces empêchent la

(1) Dans PÉREZ DE GUZMAN, *El Dos de Mayo*, 19.

(2) Izquierdo à Decrès, 26 octobre : A. *Histórico N.*, c. 2881. On peut se demander si à la nouvelle d'Iéna (*Moniteur* du 21) Izquierdo n'aurait pas pris l'initiative de faire cette amabilité à la France ; mais il n'avait pas les données techniques nécessaires, et cette affaire eût presque sûrement laissé des traces dans sa correspondance avec Godoy. — Sur l'échange, Le Roy à Talleyrand, Cadix, 19 décembre 1806 : A. E., *Consulat de Cadix*.

France d'être prise à revers par une attaque anglo-portugaise (1). Sans doute, cette lettre du 22 octobre ne démontre nullement que Godoy n'ait pas songé à attaquer la France, mais il semble qu'elle achève de prouver que le favori ne considérait pas que par son manifeste du 5 il se trouvât déjà en guerre avec elle.

Si elle n'avait été ni une adhésion publique à la coalition, ni un défi jeté à Napoléon, qu'était donc cette fameuse proclamation ? Il est difficile de le dire avec certitude, de démêler la politique complexe et enchevêtrée du favori, ses arrière-pensées, son perpétuel souci de contre-assurances, son jeu retors sur les deux tableaux. Toutefois, une hypothèse pourrait cadrer avec ce qu'on sait de son caractère et de la situation diplomatique en ce début d'octobre 1806. Depuis quelque temps, le favori songe très sérieusement à passer à la coalition. A la fin de septembre il a appris la prise de Buenos-Ayres et depuis lors le sort des colonies l'obsède. Il craint que chaque semaine qui s'écoule n'étende encore les conquêtes des Anglais en Amérique, ne modifie au désavantage de l'Espagne la carte de la guerre et ne place son pays dans une situation plus défavorable encore pour conclure une paix séparée avec l'Angleterre. Sans doute, Ossipoff est parti en toute hâte pour porter à Londres des ouvertures de paix. Mais avant qu'on ait signé une suspension d'armes, bien du temps peut passer encore, et la situation va empirer dans la Plata. Il faudrait gagner ces semaines, faire une démarche qui prouve au cabinet britannique la volonté de paix de l'Espagne, qui l'amène à ralentir tout au moins les opérations en Amérique, et peut-être même qui permette de soutenir plus tard que dès le début d'octobre l'Espagne s'est déclarée pour la coalition, que c'est de cette date qu'il convient de faire partir la cessation des hostilités dans la Plata, que les conquêtes que Beresford et Popham y ont pu faire depuis lors sont nulles et non avenues. Les affaires d'Amérique conseillent donc de lancer une déclaration formelle d'adhésion à la coalition. — Mais alors c'est la guerre avec la France, et le favori voit bien que ni la situation de l'Europe ni celle de l'Espagne ni la sienne propre ne lui permettent cette rupture ouverte et immédiate. — Godoy

(1) C'est en réalité à Mayence que restèrent la plupart des services. — On pourrait se demander si Godoy n'aurait pas écrit cette lettre *après* les victoires françaises, en l'antidatant, pour fabriquer une preuve de sa loyauté à l'égard de Napoléon. Mais on verra qu'au contraire Godoy ordonna à Izquierdo après la nouvelle d'Iéna de n'en pas faire usage. — Izquierdo à Godoy, 10 octobre, avec réponse marginale du 18 ; Godoy à Izquierdo, le 22 (résumé très inexact dans PÉREZ DE GUZMAN, 51) : *A. Histórico N.*, c. 2881.


imagine donc un moyen terme. Il lancera une proclamation belliqueuse conçue en termes tels que les Anglais puissent la regarder comme dirigée contre Napoléon et qu'en conséquence on puisse leur demander (peut-être Argüelles était-il chargé de le faire) une suspension d'armes au moins tacite en Amérique. Mais d'autre part, pour que ce manifeste n'attire pas la colère de l'empereur, Godoy le rédigera de telle façon que Napoléon puisse le croire dirigé contre le Portugal, et destiné simplement à préparer cette marche sur Lisbonne que l'Espagne organise depuis juin. Que tel ait été l'effet que Godoy attendait de sa proclamation du côté français, il l'avouera plus tard à Strogonoff, en s'étonnant que la France l'ait prise pour une déclaration de guerre : « L'armement que j'avais ordonné *et les explications que j'en avais données* [par le manifeste] *devaient être interprétés tout différemment par le gouvernement français...* » (1). Ainsi couvert des deux côtés par sa proclamation à double sens, aux phrases bien embrouillées et bien ambiguës, il attendra le moment de diriger ses forces d'un côté ou de l'autre, suivant la façon dont les événements tourneront. Lui-même donna à ce moment la formule de cette politique dans une allocution qu'il adressa, dans son hôtel de Madrid, à un groupe de généraux : « Messieurs, il faut qu'on se tienne prêt à marcher, soit sur le Portugal, soit sur les Pyrénées » (2).

CONCLUSION. — Au moment où Godoy prononce ces paroles, Napoléon commence la campagne de Saxe et est loin de soupçonner pareilles dispositions. Au point de vue de sa politique espagnole, cette année 1806 lui paraît sans doute alors une période tranquille, sans événements bien marquants, sans histoire et sans intérêt. Il ne se doute pas de l'évolution que sa conduite a provoquée dans l'esprit de Godoy. Il ignore encore que ses promesses non tenues et ses assurances trompeuses ont fait naître chez le favori un dépit haineux, une rage muette. Il ne sait pas que tout en prenant encore des précautions du côté de la France le prince de la Paix prépare le grand coup de bascule, le passage à la coalition. — Ce qu'il ne soupçonne pas non plus, c'est la portée du geste qu'il a accompli en juillet, le

(1) Strogonoff à Budberg, 12/24 novembre 1806 : *Tsentrarhiv U. R. S. S.*, Moscou.

(2) Propos rapportés à Hunter par un des généraux, qu'il connaissait (La Romana ? on songeait à lui donner, ainsi qu'à Infantado, le commandement des opérations) : Hunter à Strangford, Madrid, 5 octobre, *Record Office*, F. O. 63, 50.

jour où il a laissé entrer Talleyrand dans les affaires d'Espagne. Lui qui regarde l'expédition de Portugal comme une opération indispensable, sinon urgente, il n'a pas compris que Talleyrand y est opposé de façon irréductible; il n'a pas vu comment, sans bruit, discrètement, son ministre a fait échouer le projet portugais de Godoy. Et dans ses conseils espagnols il conserve l'adversaire systématique de l'Espagne. — Le rôle néfaste de Talleyrand, il sera long à le découvrir. Mais le plan de trahison de Godoy, il va bien vite le soupçonner : il n'en concevra sans doute pas contre les Bourbons de Madrid les projets de détronement qu'on lui a souvent prêtés, mais contre son alliée de la rancune et de la méfiance, — et désormais de cette année 1806 qui à la veille d'Iéna lui paraissait insignifiante il retiendra au contraire une grande leçon : la fragilité de l'alliance espagnole.

A handwritten signature in black ink, reading 'Izquierdo' in a cursive script. The signature is written on a light-colored background and is positioned above a small, dark, circular mark.

Signature d'Izquierdo
1806

CHAPITRE VI

DEUXIÈME PARTIE

LE TRAITÉ DE FONTAINEBLAU

VI

AU LENDEMAIN DE TILSIT (JUILLET 1807)

L'ESPAGNE A TILSIT. Les accords de Tilsit et l'Espagne : les Baléares, le Portugal. Quelles étaient les vues de Napoléon sur l'Espagne au moment de Tilsit ? — LE PORTUGAL ET LE TRAITÉ DE TILSIT. Le Portugal et le blocus continental. Le commerce anglais indispensable à la vie du Portugal. — LE PROBLÈME DE L'ÉTRURIE. L'Étrurie foyer de contrebande et d'intrigues ; Napoléon sollicité d'intervenir. Mais l'Étrurie est protégée par l'Espagne.

VII

LA SOMMATION AU PORTUGAL (JUILLET 1807)

L'ULTIMATUM DE NAPOLÉON. Sa soudaineté. Ses clauses. Attitude de Godoy. — LES EFFORTS DE LIMA. Ses alarmes : propos de Napoléon, bruits à Paris. Talleyrand quitte le ministère et se désintéresse du Portugal. Vaines instances de Lima auprès de Champagny et de Napoléon.

VIII

LE REFUS DU PORTUGAL

LE PORTUGAL DEVANT L'ULTIMATUM. Les adversaires en présence : Rayneval et Strangford. Attitudes d'Araújo, du régent, de l'opinion en présence de l'ultimatum. — LE REJET DE L'ULTIMATUM. Action de Strangford et premier rejet partiel de l'ultimatum. Modération inattendue de Napoléon, ses causes. Araújo dans l'attente de la réponse française ; inquiétudes et préparatifs. Nouvelle présentation de l'ultimatum, nouvelle bataille diplomatique, nouveau rejet (25 septembre 1807).

IX

RESSERREMENT DE L'ENTENTE FRANCO-ESPAGNOLE

LE SACRIFICE DE L'ÉTRURIE. Ordres de Napoléon pour occuper Livourne. L'occupation. Prétexes donnés. L'Espagne laisse faire. — LE BLOC FRANCO-ESPAGNOL. Envoi d'un ambassadeur extraordinaire à Napoléon. Diplomates espagnols rappelés sur le désir de Napoléon. Collaboration maritime. Amabilités de Godoy.

X

FONTAINEBLEAU (29 OCTOBRE 1807)

LA GUERRE AU PORTUGAL. La cour à Fontainebleau. Préparatifs de rupture. Nouvelle du refus du Portugal. Branle-bas militaire et diplomatique, scène de Napoléon à Lima, déclaration de guerre. — LE TRAITÉ. Izquierdo et Duroc. Négociations sur la dette espagnole, l'Étrurie, le Portugal. Propositions espagnoles du 16 octobre ; contre-propositions de Napoléon du 23. Le traité et la convention annexe. — CONCLUSION : la manœuvre secrète de Napoléon.

VI

AU LENDEMAIN DE TILSIT

(juillet 1807)

L'ESPAGNE A TILSIT. — Dès qu'on connut à Madrid la nouvelle de Friedland, au début de juillet 1807, on commença à pronostiquer une paix prochaine. Quelque temps après, on sut que Napoléon et Alexandre s'étaient rencontrés à Tilsit, mais le gouvernement aussi bien que le public restèrent dans une complète ignorance de leurs conversations. Izquierdo lui-même, si bien renseigné à l'ordinaire, ne pouvait rien ajouter aux détails donnés par le *Moniteur*. M^{me} de Talleyrand, dont il venait d'être l'hôte à La Muette, lui avait bien communiqué ceux qu'elle avait reçus de son mari, mais ils étaient de l'importance et de la nature qu'on peut penser : « ...Que l'Empereur de Russie a une belle prestance, que le prince Constantin est très laid, que le roi de Prusse paraissait très triste... que la paix se ferait bientôt... » (1) L'Espagne eût souhaité cependant être tenue

(1) Beauharnais à Talleyrand, 4 juillet 1807 : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 368. Izquierdo à Godoy, le 10 : A. *Histórico N.*, c. 2881 (cette lettre de Talleyrand à sa femme était du 28 juin).

au courant des pourparlers de Tilsit, et Masserano fut chargé de demander officieusement des éclaircissements ; au cas où l'on en viendrait à un congrès, Godoy eût en effet voulu y envoyer sans retard un plénipotentiaire, et déjà le public désignait pour cette mission tantôt le duc de l'Infantado, tantôt le comte de Montarco. S'il y avait eu effectivement un congrès général à Tilsit, Napoléon y eût certainement fait participer l'Espagne. Sans doute, le 26 février, en énumérant à Frédéric-Guillaume III les souverains qui devraient envoyer des représentants à Memel il avait oublié Charles IV, mais la discussion que la Prusse engagea sur ce point le 21 avril amena l'empereur à préciser, le 29, qu'il exigeait « la participation aux travaux de la paix de l'Espagne, de la Porte Ottomane et des autres parties belligérantes, alliées de la France. » Le 17 mai il ajouta : « Je ferai pour les alliés de l'Angleterre et de la Russie ce qu'elles feront pour les miens » (1).

Mais ce congrès général ne se réunit point, et la paix fut discutée directement et exclusivement entre Napoléon et Alexandre. Le traité qu'ils signèrent le 7 juillet 1807 ne pouvait manquer d'intéresser l'Espagne. Il contenait d'abord, relativement à ses colonies, la promesse classique : « Si au contraire l'Angleterre, dans le délai spécifié ci-dessous, fait la paix aux conditions susdites..., le Hanovre sera restitué au roi d'Angleterre, en compensation des colonies françaises, espagnoles et hollandaises » (article VII du traité d'alliance) (2).

En revanche, le paragraphe IV des « articles séparés et secrets » qui faisaient suite au traité patent de paix lui eût causé une désagréable surprise si elle l'avait connu : l'affaire des Baléares revenait sur le tapis. « S. M. l'Empereur de toutes les Russies, portait-il, s'engage à reconnaître S. M. le roi de Naples Joseph-Napoléon comme roi de Sicile, aussitôt que le roi Ferdinand IV aura une indemnité telle que les îles Baléares ou l'île de Candie ou toute autre de même valeur. » L'octroi d'un dédommagement aux Bourbons de Naples avait toujours été en effet une des conditions essentielles des coalisés. Frédéric-Guillaume avait encore rappelé à Napoléon,

(1) Cevallos à Masserano, 25 juin 1807 ; Masserano à Talleyrand, 11 juillet : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 5217. Gennotte à Stadion, le 11 : MAYER, *Die französisch-spanische Allianz*, II, 37. Napoléon au roi de Prusse, 26 février, 29 avril, 17 mai 1807 : *Corr.*, II.890, 12.487, 12.594 ; Frédéric-Guillaume à Napoléon, 21 avril : DRIAULT, *Tilsit*, 97.

(2) Textes complets des traités d'alliance et de paix dans VANDAL, *Napoléon et Alexandre*, I, 499-507, et TATISTCHEFF, *Alexandre et Napoléon*, 618.

le 21 avril, qu'à la paix on devrait « statuer sur les pertes des puissances à l'indemnisation desquelles les cours de Russie et de Londres sont intéressées par des engagements formels. » Cinq jours après, la convention de Bartenstein, destinée à resserrer les liens entre le tsar et la Prusse, avait encore stipulé dans son article XI qu'on n'oublierait pas les rois de Sardaigne et de Naples (1). La Russie tenant à cette satisfaction, rien d'étonnant à ce qu'à Tilsit on ait songé de nouveau à l'indemnité déjà envisagée en 1806 dans le traité d'Oubril, aux Baléares. Le public lui-même disait à Paris que la Russie voulait faire donner Minorque à Ferdinand IV (2). On peut se demander si Napoléon défendit bien les possessions de son allié. Il est même permis d'en douter quand on voit Alexandre lui écrire le 7 juillet : « Je rappelle à V. M. l'article qu'elle était disposée à y ajouter [au traité d'alliance] sur ma reconnaissance du roi Joseph comme roi de Sicile... ; en réciprocité, V. M. voulait assigner au roi Ferdinand les îles Baléares ou celles de Rhodes ou Candie » (3). Il n'y a rien d'impossible à ce qu'en effet la proposition soit venue de Napoléon lui-même.

Il pouvait, il est vrai, alléguer que s'il allait peut-être enlever les Baléares à S. M. C., il allait sûrement lui donner beaucoup plus par ailleurs, et là était, pour l'Espagne, le point capital du traité : « Arrivant le cas prévu par l'article précédent [où l'Angleterre n'aura pas consenti, au 1^{er} novembre 1807, à conclure la paix sous la médiation russe], les Hautes Parties Contractantes feront de concert et au même moment sommer les trois cours de Copenhague, de Stockholm et de Lisbonne de fermer leurs ports aux Anglais, de rappeler de Londres leurs ambassadeurs et de déclarer la guerre à l'Angleterre. Celle des trois cours qui s'y refusera sera traitée comme ennemie par les H. P. C. » Cet article V du traité d'alliance, c'était de la part de Napoléon l'engagement formel, à date fixe, de s'atteler enfin à cette entreprise portugaise déjà deux fois commencée et abandonnée. Si le Portugal, une fois conquis, était partagé suivant les modalités envisagées en 1806, la chose eût bien valu pour l'Espagne — et surtout pour Godoy — l'abandon des Baléares.

Mais Napoléon n'avait-il pas à Tilsit d'autres projets en tête, relatifs à l'Espagne elle-même ? Les contemporains et les historiens

(1) DRIAULT, *Tilsit*, 93, 97.

(2) « Lettre des frontières d'Italie » du 13 juillet : *Journal de l'Empire* du 7 août.

(3) Alexandre à Napoléon, 25 juin / 7 juillet 1807 : TRATCHEWSKI, *Rapports diplomatiques...*, IV, 74.

lui en ont abondamment prêté. On a fait remonter à ce mois de juillet 1807 ses vues sur le trône d'Espagne, et sa résolution de l'usurper (1). La chose n'est pas absolument impossible, mais ce n'est là qu'une hypothèse qui demanderait une solide démonstration. Or on n'a sur ce point qu'un témoignage, et fort suspect, celui de Savary : il aurait entendu dire à Talleyrand, quelques jours avant les traités, que l'empereur signerait certainement la paix, parce qu'il devait être bientôt occupé ailleurs : mais les vues sur le Portugal suffirent à expliquer ce propos, et d'ailleurs que savait alors au juste Talleyrand de la pensée intime de Napoléon ? (2) Il faudrait des raisons plus solides que celle-là pour attribuer à Napoléon, au moment de Tilsit, des projets arrêtés sur le trône d'Espagne, et l'on verra par la suite que les plans de ce genre qu'il exécuta plus tard semblent au contraire être nés en grande partie d'événements postérieurs à Tilsit.

Une autre hypothèse plus fragile encore est celle d'après laquelle Napoléon aurait confié à Alexandre, à Tilsit, ses vues sur la couronne d'Espagne. Le témoignage est pourtant ici de poids, car c'est celui de l'empereur lui-même. Le 21 mai 1808, lors des entrevues de Bayonne, il déclara à Escoiquiz qui lui disait combien l'établissement de sa dynastie rencontrerait d'obstacles : « Vous me faites bien valoir les difficultés, chanoine. Je ne crains rien de la seule puissance qui soit en état de me donner quelque inquiétude. L'empereur de Russie, à qui j'ai fait part, lors de nos entrevues de Tilsit, de mes projets sur l'Espagne, qui datent de cette époque, les approuva et me donna sa parole de ne point s'y opposer » (3). Sans doute, Alexandre et Napoléon ont pu, au cours de leurs entretiens, dire

(1) Parmi les témoignages contemporains on peut citer celui de Metternich, qui montre Napoléon, après Tilsit, choisissant la guerre à l'Espagne, parce que son armée est alors trop « fatiguée, abîmée » pour permettre la guerre à l'Autriche : à Stadion, 18 avril 1809, *Mémoires*, II, 297 ; même idée des projets espagnols conçus à Tilsit, dans ses *Mémoires* proprement dits, I, 59. Cevallos déclare de même qu'après Tilsit Napoléon « tourna alors ses regards vers l'Occident, et résolut la ruine du Portugal et de l'Espagne. » *Exposición de los hechos...* 3.

(2) DUC DE ROVIGO, *Mémoires*, VII, 35 ; cf. aussi III, 214. On sait d'ailleurs la créance qu'il convient d'ajouter à ces mémoires.

(3) ESCOQUIZ, *Conferencias tenidas en Bayona*, dans ses *Memorias*, 437. On trouve la même assertion dans les *Mémoires* de M^{me} de Rémusat (III, 280), et de façon générale dans de très nombreux ouvrages postérieurs à 1808 : cf. par exemple de prétendus articles secrets de Tilsit portant le détronement des Bourbons d'Espagne parus dans la presse anglaise et espagnole en 1812 : MIOT DE MELITO, *Mémoires*, III, 2. En revanche, TORENO (*Historia del levantamiento*, I, 13) dit avec une impartialité méritoire qu'ayant interrogé « de respectables personnes, qui eurent la principale part dans ces conférences et traités », elles lui affirmèrent qu'il n'avait pas été question de l'Espagne à Tilsit.

du mal des Bourbons d'Espagne et surtout de Godoy. L'un et l'autre avaient à se plaindre de ce dernier : on sait ce que Napoléon pensait au fond de lui, et il est naturel qu'Alexandre en ait voulu au favori de tant d'avances faites inutilement ; quelques mois plus tard, il déclarait à Caulaincourt qu'il le regardait comme « un intrigant et un mauvais drôle » (1). Que les deux empereurs aient parlé de l'action imminente contre le Portugal, c'est probable encore. Mais il est difficile d'aller plus loin et d'ajouter foi aux propos de Napoléon que rapporte Escoiquiz. Car, outre que s'ils ont bien été tenus ils avaient visiblement pour but d'impressionner l'Espagnol, outre qu'il n'est point certain que l'empereur ait eu dès Tilsit des projets précis sur le trône d'Espagne à soumettre à Alexandre, outre qu'il eût été imprudent à lui de le faire, on verra qu'au contraire sa politique fut constamment d'agir dans la Péninsule en cachette de son allié, en lui dissimulant l'importance de son effort militaire et la portée de ses projets politiques, tandis que de son côté le tsar surveillait attentivement tous les progrès de Napoléon à l'Occident, pour demander aussitôt des compensations en Orient (2).

L'importance de Tilsit au point de vue espagnol réside donc moins dans des projets et des confidences plus ou moins hypothétiques de Napoléon qu'en ce fait capital : l'empereur pouvait désormais agir contre le Portugal et, bien mieux, il avait promis de le faire. S. M. T. F. allait donc être la première victime de Tilsit. Mais un autre état était menacé au même titre que le Portugal par ces mêmes accords : car Izquierdo savait déjà que Napoléon, en donnant Lisbonne à l'Espagne, exigerait Florence en retour.

LE PORTUGAL ET LE TRAITÉ DE TILSIT. — Le Portugal, qui n'eût demandé qu'à être oublié, maintenait à grand'peine dans ses ports

(1) Caulaincourt à Champagny, 21 mars 1808 ; cf. aussi 6 mai 1808 : TRATCHEVSKI, *Rapports diplomatiques*, IV, 580, 676. D'après un pamphlet de 1808, le *Manifiesto imparcial y exacto...* de J. DE A., on racontait en Espagne, à la fin de 1807, qu'à Tilsit Alexandre avait remis à Napoléon plusieurs lettres compromettantes pour Godoy, qu'il avait reçues de celui-ci : la chose est très peu probable, bien qu'elle ne soit pas absolument impossible.

(2) Les indiscretions commises sur ces entretiens déterminèrent l'Angleterre à l'expédition contre Copenhague ; or on a prétendu que des avis venus de Lisbonne y étaient pour quelque chose. ROSE (*Napoleonic Studies*, 153-165) a démontré qu'il n'en était rien et que l'avis était venu à Canning de l'agent Mackensie et de l'ambassadeur Garlike.

une neutralité difficile, surveillée de près par les Français et les Espagnols. Les seconds avaient protesté après Trafalgar : à les entendre, si les Anglais avaient gagné la bataille, c'était parce qu'auparavant leur flotte avait pu se rafraîchir et s'approvisionner sur les côtes portugaises, en particulier sur celles des Algarves dont le gouverneur était d'origine anglaise (novembre 1805). La prise de Buenos-Ayres avait amené d'autres réclamations : on prétendait que Beresford avait trouvé de l'appui au Brésil. Ou bien c'étaient des spéculateurs qui lançaient au contraire à Paris le bruit que les Anglais bloquaient Lisbonne, pour provoquer une hausse du coton favorable à un coup de bourse (avril 1807) (1). Araújo faisait pourtant de son mieux pour éviter les plaintes de Rayneval et de Campo Alange, et lorsqu'il pouvait prendre quelque petite mesure défavorable aux Anglais, il le faisait valoir bien haut. Mais l'ambassadeur britannique, Strangford, était trop vigilant et trop influent pour le laisser aller très loin dans cette voie (2).

Ainsi placé dans une situation délicate, le Portugal redoutait souverainement tout fait nouveau qui eût pu la rendre plus difficile encore. Après Trafalgar, il avait craint que la France n'exigeât la fermeture de ses ports aux Anglais. Après la paix de Presbourg, Araújo se demanda avec inquiétude si Napoléon, débarrassé de l'Autriche, n'allait pas se tourner contre l'Angleterre et forcer le Portugal à exclure les vaisseaux britanniques. La nouvelle du décret de Berlin ne surprit donc pas à Lisbonne, mais n'en causa pas moins, dit Herman, « une véritable consternation. » — « Il produisit à la Bourse l'effet de la foudre ; tout fut paralysé dans l'instant... plus de ventes, plus d'achats, les denrées coloniales ont éprouvé une baisse considérable, personne ne veut plus escompter du papier. » La Caisse des assurances éleva ses primes à des taux prodigieux, puis, à la fin de décembre 1806, elle dut fermer ses guichets. Le commerce attendait avec anxiété la riposte de l'Angleterre, et Araújo déployait toute son éloquence pour persuader Strangford que son gouvernement avait tout à gagner à respecter scrupuleuse-

(1) Rayneval à Talleyrand, 3 novembre 1805, 28 avril 1807 : A. E., *Port.*, v. 125, f. 378 ; v. 126, f. 272. Lima à Araújo, 4 avril 1807 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(2) Araújo fit valoir ainsi l'incident de la *Topaze* : cette frégate française, bloquée depuis le 20 août 1805 à Lisbonne, avait pu s'échapper, et comme une corvette anglaise voulait se lancer à sa poursuite les Portugais l'en avaient empêchée. Serurier à Talleyrand, 20 août 1805 : A. E., *Consulat de Lisbonne* ; Rayneval au même, 16 avril 1806 : *Port.*, v. 126, f. 48.

ment les droits des neutres. L'ordre du cabinet britannique du 7 janvier 1807, qui répondait au décret de Berlin, calma un peu les esprits, car il ne concernait pas le Portugal (1). On reprit donc les expéditions pour la France, et avec une hâte fiévreuse, de crainte que l'Angleterre ne changeât d'avis ; d'ailleurs les Français, dans la même idée, accumulaient leurs commandes. Les exportations du deuxième trimestre de 1807 furent presque doubles de ce qu'elles avaient été pour la même période de 1806, et pour le coton il y eut des quinzaines où elles furent huit fois plus fortes (2).

Les appréhensions que manifestait le Portugal chaque fois qu'il était question de l'obliger à fermer ses ports aux vaisseaux britanniques n'étaient que trop fondées : le pays ne pouvait vivre sans son commerce maritime (3), principalement celui qu'il faisait avec l'Angleterre. Sans doute, les Portugais supplantaient progressivement les Anglais dans l'industrie et dans le commerce, surtout dans celui des vins de Porto, mais la factorerie britannique était encore très puissante. Elle possédait d'importantes propriétés à Lisbonne et surtout (pour les quatre cinquièmes) à Porto. Tous les quinze jours elle établissait la liaison avec Falmouth, par un paquebot qui jouissait dans le Tage des mêmes privilèges qu'un navire de guerre. Les compagnies d'assurances lui consentaient des taux très bas : deux à trois pour cent, contre huit à dix pour les Français. Elle possédait 150 bâtiments de commerce. Une quarantaine se consacrait à l'importation de la morue. D'autres exportaient les vins du pays, sur-

(1) Il concernait les ports « appartenant à la France ou à ses alliés, ou étant occupés par eux, ou se trouvant sous leur influence au point que des navires britanniques n'y puissent commercer librement. »

(2) Les ports hollandais, qui alimentaient les usines de Rhénanie, étant rigoureusement fermés, les ports français recevaient également les commandes rhénanes. Strangford à Fox, 20, 28 décembre 1806 : *Record Office*, F. O. 63, 50. Herman à Talleyrand, 24 décembre, 14 janvier, 12 février, 7 mars, 20 mai, 8 août 1807 : A. E., *Consulat de Lisbonne*. Rayneval au même, 3 novembre 1805, 4 février, 24 décembre 1806, 10 janvier, 14 mars, 22 avril 1807 : *Port.*, v. 125, f. 378 ; v. 126, f. 11, 236, 242, 258, 269. MARTENS, *Nouveau recueil de traités*, I, 444.

(3) Noter que les recettes provenant des douanes constituaient le plus important des revenus royaux : 24.500.000 francs (dont 23 pour Lisbonne) sur 65.561.314 francs. Mémoire anonyme (sans doute d'Herman) sur le budget portugais en 1806 : A. E., *Port.*, *Mémoires et documents, fonds divers*, v. 11 supplément, f. 104. — Le commerce se faisait surtout par le port franc de Lisbonne, créé le 13 mai 1796 et ouvert le 1^{er} janvier 1797, qui recevait toutes les marchandises (sauf le sucre et le tabac) moyennant un droit de 1 %, avec permission entière d'importer et d'exporter. Il était en relations surtout avec l'Angleterre (Glasgow, Sheffield, Birmingham, le Yorkshire ; voir ci-après), avec le Brésil (d'où se faisait la contrebande avec le Rio de la Plata), avec la France (commerce de contrebande : en mai 1806 on dirigea sur Rouen et Nantes pour 31.000 £ de marchandises anglaises). Rapport de Strangford, 23 juin 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 54.

tout ceux de Porto : 149.000 barriques par an en moyenne, d'une valeur de 24.600.000 francs, destinées au Royaume-Uni, à l'Europe septentrionale, aux États-Unis, au Brésil. D'autres enfin chargeaient la laine de l'Alem Tejo, les fruits des Algarves, le sel, l'huile. Le commerce avec l'Angleterre était évalué à 2.050.000 livres sterling pour les exportations et à 1.550.000 pour les importations (draps, objets manufacturés) (1). Une rupture économique entre les deux pays eût été la ruine du Portugal, et d'autant plus sûrement que les escadres britanniques eussent arrêté aussitôt les arrivages de produits coloniaux qui étaient une des grandes ressources du royaume. Pendant les guerres de la Révolution, les armateurs portugais avaient appris à aller chercher ces denrées dans leur pays d'origine, et ils en étaient devenus les fournisseurs pour toute l'Europe. Du 24 septembre 1803 au 1^{er} janvier 1807 il était entré à Lisbonne 501 bâtiments venant des Indes ou du Brésil, et 85 à Porto, apportant le sucre, le café, le coton, l'indigo, le safran, les peaux, l'or, les diamants (2). Enfin, les croisières anglaises pouvaient arrêter quelque chose de plus précieux encore : les céréales qui étaient indispensables au ravitaillement du pays ; le Portugal devait en effet acheter le tiers du blé qu'il consommait aux pays de la Baltique, au Maroc et aux états barbaresques, à la Sicile, aux États-Unis ; Lisbonne à elle seule en recevait pour dix millions de francs par an. L'arrêt de ces expéditions eût été la famine (3). On conçoit donc

(1) Noter que le Portugal ne pouvait guère commercer qu'avec l'Angleterre, seul pays qui eût besoin de ce qu'il offrait. — Du 24 septembre 1803 au 31 mars 1807, 4.483 navires de commerce entrèrent à Lisbonne et 1.349 à Porto ; sur ce nombre, on en comptait respectivement 922 et 418 anglais, 434 et 70 suédois, 583 et 51 américains, etc. — *Ensayo estadístico de Portugal*, par Peñuelas de Zamora, attaché à l'ambassade de Lisbonne, fin 1806 : *A. Histórico N.*, c. 5370. Fitz Gerald à Hawkesbury, 21 octobre 1803 ; Strangford à Canning, 21 août 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 42 et 55. Mémoires sur le Portugal, 26 février 1807 : 1797, 3 mars 1805 : A. E., *Port.*, *Mémoires et Documents*, v. 11 supplément ; Serurier à Talleyrand, Lisbonne, 6 octobre 1804, 5 octobre 1805, 18 janvier 1806, 31 janvier, 29 avril 1807 : *Consulat de Lisbonne*. Hauterive à Napoléon, s. d. (1807) : WEIL, *Les préliminaires de l'expédition de Portugal*. BARROW, *Voyage à la Cochinchine*, I, 247.

(2) Mêmes sources que ci-dessus et un article du *Moniteur* du 15 juin 1806. D'après Peñuelas, Rio de Janeiro exportait par an 15 millions de livres de sucre (livre portugaise de 500 g.), 80.000 de café, 30 à 37 millions de francs d'or, 5 à 7 de diamants, 200.000 peaux. — Todos os Santos 3 millions de livres de sucre, 10.000 balles de coton (de 120 livres), 20.000 de tabac (de 400 livres). — Pernambuco 21 millions de livres de sucre, 40.000 balles de coton, 20.000 quintaux (de 60 kilogs) de bois colorant. — Maranhão 16.000 balles de coton, 100.000 de riz (de 150 livres), autant de cacao, 360.000 livres de café, 180.000 d'indigo, 60.000 de safran. Cf. la phrase de Montgaillard : « Le Portugal, cette petite tête dont le corps immense est dans l'Amérique du Sud... » : à Napoléon, 3 septembre 1804, A. E., *France, Mémoires politiques*, v. 661, f. 54.

(3) Mêmes sources. Quand en 1808 les Anglais eurent coupé ces arrivages, la

l'intérêt avec lequel le commerce avait suivi jusque là les menaces, puis les mesures de blocus continental, et pourquoi le gouvernement allait opposer une résistance aussi tenace aux exigences françaises. Mais on conçoit aussi qu'au lendemain de Tilsit Napoléon, tout à son système de guerre économique, n'ait pas voulu perdre un instant pour porter à l'Angleterre le rude coup que devait être pour elle la fermeture des ports portugais (1).

LE PROBLÈME DE L'ÉTRURIE. — Les raisons d'ordre économique étaient également au premier rang de celles qui au lendemain de Tilsit poussèrent l'empereur à intervenir en Étrurie. Avant même l'établissement du blocus continental, il s'était montré intraitable sur le chapitre de la contrebande en Toscane : « Si la reine d'Étrurie continue à donner protection au commerce anglais, je finirai par lui déclarer la guerre. » Lorsqu'en janvier 1807 il adressa des conseils à la régente, il lui donna tout d'abord celui de « préserver ses États de toute relation de commerce avec nos ennemis » (2). Le consul de France à Livourne, Lesseps, recevait les ordres les plus rigoureux en ce sens. Or, malgré toute sa vigilance, il n'arrivait pas à arrêter la contrebande. Elle se faisait par de petites enclaves étruriennes situées en territoire français, lucquois ou italien. Elle se faisait surtout par le port de Livourne, par débarquements clandestins ou au moyen de fausses étiquettes et de faux plombs suisses, saxons, autrichiens, siciliens, qui couvraient les mousselines et les toiles de coton anglaises (3). Afin de faciliter ce trafic, les Livournais faisaient

disette sévit à Lisbonne au moment de la soudure : Herman à Champagny, 24 mars 1808, A. E., *Port.*, v. 127, f. 74 ; THIÉBAULT, *Relation de l'expédition de Portugal*, 95, etc.

(1) Il faut ajouter le désir d'ôter à la marine de guerre anglaise le point de relâche commode qu'elle avait à Lisbonne. Du 1^{er} janvier 1806 au 30 juin 1807 il y entra 10 vaisseaux de ligne britannique, 30 frégates, 30 bâtiments moindres, donnant au total 118 entrées et 1131 jours de relâche. Herman à Talleyrand, 31 janvier, 29 avril, 15 juillet 1807 : A. E., *Consulat de Lisbonne*.

(2) A Talleyrand, 14 août 1806 ; à Marie-Louise, 8 janvier : *Corr.*, 10.645, 11.582.

(3) Les Anglais favorisaient ce trafic par des faveurs particulières aux Livournais ; un ordre royal du 7 janvier 1807 fit relâcher tous ceux de leurs bâtiments qui avaient été capturés. Les enclaves en question, exemptes de droits de douane et siège d'une contrebande immense, étaient Pietra Santa, Barga, la Lunigiana. Les faux certificats d'origine venaient surtout de Sicile, où existaient quelques filatures. Lesseps ne voyait qu'un remède : l'annexion. — Rapport de Cotaud et Lesseps, 7 mai, 12 décembre 1806, 19 janvier, 2, 13, 25 février, 20 mars, 7, 20, 29 mai 1807 : A. E., *Consulat de Livourne* ; protestations de Masserano, 24 février 1806, 23 février 1807 : *Consulat de Madrid* ; Aubusson à Talleyrand, 24 février : *Toscane*, v. 159 A, f. 75.

tout leur possible pour éloigner de leur port les corsaires français ; ils dénonçaient sans relâche leurs violences à Lesseps, à Aubusson, à Talleyrand lui-même, et sans doute ils avaient souvent des griefs bien réels à exposer, mais il était bien évident qu'ils cherchaient surtout à se débarrasser d'une croisière qui gênait les bâtiments contrebandiers (1). En revanche, les corsaires anglais rencontraient sur les côtes étruriennes de nombreuses complicités. Tapis dans les petites îles de Giglio et de Giannutri, ils surveillaient le littoral de si près que même les bateaux de pêche n'osaient plus sortir. Il y avait bien à Giglio une garnison toscane qui eût pu les inquiéter, mais son commandant les invitait à déjeuner ; Lesseps et Aubusson eurent grand-peine à obtenir le changement de cet officier trop débonnaire et l'établissement de quelques fortifications dans les deux îles (juillet 1807) (2).

Ces complicités n'étaient pas les seules que la Toscane offrit aux Anglais. Ils avaient à Livourne un consul, Hall, officiellement chargé de négocier les échanges de prisonniers de guerre, et bien des intrigues devaient se nouer par son intermédiaire. La ville était remplie d'espions anglais et siciliens. Ses rapports avec la Sicile étaient presque avoués ; le vice-consul de France, Mahélin, intercepta un jour, sur l'ordre de Talleyrand, la correspondance avec Palerme (16 août 1806) et le dépouillement en fut probant. Sans cesse Eugène de Beauharnais signalait en Toscane quelque émigré à la solde de l'Angleterre, sans cesse les représentants de la France exigeaient l'arrestation de quelque suspect — quitte à faire procéder à son enlèvement quand le gouvernement étrurien refusait d'intervenir (3) : or cela arrivait souvent. En effet, si Marie-Louise suivait les conseils de ses parents les *Reyes*, qui l'exhortaient à vivre en bons termes avec Napoléon, chez certains dirigeants, chez les fonctionnaires inférieurs, dans le clergé et aussi dans certaines classes de la population régnaient des sentiments nettement hostiles à la France, et

(1) Masserano à Talleyrand, 30 janvier, 23 février 1807 : *ibid.*, f. 46, et *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 5216. Correspondance de Talleyrand, Aubusson, Lesseps, Cotaud (précédemment consul de France à Livourne) et Mahélin (consul par intérim), janvier-juillet 1807 : A. E., *Toscane*, v. 159 A, et *Consulat de Livourne*.

(2) Mêmes sources ; Tassoni à Testi, 21 juillet, 18 août ; dans CANTÙ, *Corrispondenze di diplomatici* ; MARMOTTAN, *Le royaume d'Étrurie*, 169.

(3) C'est par Livourne que se traita l'échange du prince de la Cattolica, prisonnier de Joseph, contre le général Compère, prisonnier des Anglais. — Aubusson à Talleyrand, 20 février, 28 avril 1807 : A. E., *Toscane*, v. 159 A, f. 69, 143. Lesseps au même, 10 octobre, 25 novembre 1806 ; Talleyrand à Mahélin, 16 août 1806 : *Consulat de Livourne*. Textes dans MARMOTTAN, 226, 358.

les incidents étaient fréquents : des soldats insultés et lapidés à leur passage à Prato, des manifestations publiques de joie à la nouvelle de prétendues victoires russes, l'évêque d'Arezzo, instigateur du soulèvement de 1799, proposé pour la coadjutorerie de Florence, les gens d'Aubusson malmenés par des dragons toscans, etc. ; sans cesse la légation avait quelque réclamation à présenter, quelque satisfaction à exiger. « L'Italie est en conspiration perpétuelle, écrivait Aubusson, et y sera toujours tant que les deux gouvernements non français qui y subsistent ne seront pas réformés d'après d'autres vues » (1). Napoléon s'irritait. « Florence..., avait-il dit en septembre 1806, est un foyer d'intrigues... » — « Ecrivez à Florence, manda-t-il le 2 avril 1807 à Talleyrand, de témoigner mon mécontentement du mauvais esprit que le ministre de la police donne aux affaires » (2). Au lendemain de Tilsit, une de ses premières pensées devait être de mettre ordre à tout cela.

De toutes parts on l'y poussait, car l'Étrurie était entourée de voisins qui ne demandaient qu'à se partager ses dépouilles. De Milan, Eugène de Beauharnais la surveillait, chargeant son ministre à Florence, Tassoni, de préparer les voies à quelque annexion, y entretenant des agents informateurs. Il se renseignait en particulier avec soin sur les complots qui s'y organisaient, et le 5 novembre 1806 il écrivit directement à la reine, pour se plaindre que son royaume fût « depuis longtemps le point de réunion d'une foule d'agents, d'intrigants et de corrupteurs à la solde des ennemis de S. M. I. et R..., opérant avec la plus grande activité et, ce qui est plus affligeant, avec la sécurité la plus étrange. » Cette lettre lui fournit l'occasion de dénoncer une fois de plus à Napoléon l'inconvénient que présentait ce foyer de complots anti-français en plein centre de l'Italie (3). Un autre bon voisin de Marie-Louise d'Étrurie était Elisa, qui aussitôt

(1) Napoléon opposa à la nomination de Mgr Albergoti un veto formel. — Aubusson à Talleyrand, 10, 11 avril, 5 mai, et longs rapports d'ensemble de janvier et septembre 1807 : A. E., *Toscane*, v. 159 A, f. 121, 128, 148, 321-329 (cf. aussi f. 99, 111, 116, etc.). Textes dans MARMOTTAN, 179, 182, 195, 208, 211, et dans CANTU, *Corrispondenze di diplomatici*, 594. Napoléon à Champagny, 29 septembre 1807 : *Corr.*, 13.192.

(2) A Talleyrand, 7 septembre 1806 : *Corr.*, 10.745 ; 2 avril 1807 : *ibid.*, 12.267 (en exécution : Talleyrand à Aubusson et à Masserano, le 5, réponse du second, le 20, A. E., *Toscane*, v. 159 A, f. 114, 115, 135).

(3) Sur le conseil de Labrador et d'O'Farill, la reine déclara qu'il n'y avait rien de vrai dans ces assertions. — Eugène à Marie-Louise, novembre 1806 (remise le 19) ; Labrador à Cevallos, le 25 : A. *Histórico N., Estado*, c. 5688. Eugène à Napoléon, 6, 9 octobre (dénonçant un soulèvement préparé par l'archiprêtre Ricci), 10^e décembre, etc. : A. N., AF IV 1701 et MARMOTTAN, 172, 187, etc. EUGÈNE DE BEAUHARNAIS, *Mémoires*, éd. Du Casse, III, 427.

installée (14 juillet 1805) dans ses états de Lucques et Piombino avait jeté les yeux sur ceux de Toscane. Les deux souveraines échangeaient des cadeaux, des broderies lucquoises contre des vêtements de vigogne et des chevaux, Marie-Louise invitait Elisa aux fêtes traditionnelles de Livourne et de Pise (invitations déclinées d'ailleurs parce que compromettantes), mais Elisa n'en travaillait pas moins de tout son pouvoir à ruiner sa voisine espagnole dans l'esprit de l'empereur : elle écrivait directement à son frère tous les détails compromettants qu'elle pouvait apprendre sur son compte, elle faisait agir son représentant à Paris, Belluomini, elle liait enfin partie avec le ministre de France à Florence, Aubusson (1).

Celui-ci n'était pas pour la régente d'Étrurie l'ennemi le moins redoutable. Prodigeusement remuant, fatigant son ministère de ses perpétuelles quémalleries (2) et aussi de plans grandioses où il bouleversait l'Europe et l'Amérique ou perçait le canal de Panama, jetant l'argent par les fenêtres afin de s'attirer les sympathies des Toscans (ce qui, à défaut d'autre résultat, eut celui de l'endetter sérieusement), il usait sans scrupule de tous les moyens pour se faire valoir et se pousser. Afin d'arracher aux ministres étruriens les concessions qui le feraient bien voir à Paris, il employait volontiers la violence, voire la grossièreté : « Je leur fais tourner la tête... Je les secoue de manière qu'ils sont tout étonnés de n'être pas morts de la peur que je leur fais. » Les notes qu'au mépris de l'étiquette il adressait directement à la reine (les lui faisant même remettre, assura Masserano, par son chasseur) étaient tout aussi cavalières : « Je lui écris les choses les plus fortes », proclamait-il, et de fait voici la peinture qu'il lui faisait de ses ministres : « Le vieux M. Mozzi n'en peut plus ; ... M. Mugnai est sourd comme un pot ; ... M. Cecignani..., tombant de vieillesse, ... tombant en ruine, ... est un vieil imbécile... » Les audiences qu'il avait d'elle étaient plus extraordinaires encore :

(1) Aubusson à Talleyrand, 13 janvier, 1^{er} mai 1807 : A. E., *Toscane*, v. 159 A, f. 22, 144. MARMOTTAN, 161, 173, 187, 199, 203. G. KIRCHHEISEN, *Napoleon und die Seinen*, II, 49-55. COVONI, *Il regno d'Etruria*, 195.

(2) Le 20 janvier 1807, il demande un congé d'un mois ; le 23, des décorations que Joseph va créer à Naples et une intervention pour lui faire accorder le grand cordon de Charles III ; le 25, une promotion dans la Légion d'Honneur ; le 30, des appointements doubles, ou un poste plus important, comme Lisbonne ; le 27 février, un congé illimité avec plein traitement ; le 13 mars, 2 décrets réglant en sa faveur des affaires de famille, ou une place au Sénat ; le 2 mai, une promotion dans la Légion d'Honneur et l'ordre de la Fidélité de Bade ; le 27 juillet, l'ambassade de Saint-Petersbourg (!) ; le 24 août, un congé et une promotion dans la Légion d'Honneur ; le 28, le paiement de ses dettes (plus de 74.000 livres) : A. E., *Toscane*, v. 159 A, f. 25, 44, 45, 56, 77, 82, 146, 245, 266, 274.

« Quelquefois, dit le ministre d'Espagne, Labrador, il emploie les prières, et va jusqu'à pleurer et se mettre à genoux ; d'autres fois, il menace d'une insurrection et de la perte de l'État. » Il fit tant que l'Espagne protesta à Paris contre les procédés dont on usait envers la fille de LL. MM. Catholiques, que sur le conseil de ses parents Marie-Louise se plaignit à Napoléon et que Talleyrand dut exhorter Aubusson à plus de mesure (1). Mais tout cela n'était que désagréable pour la reine. Ce qui était dangereux, c'était l'insistance avec laquelle les dépêches d'Aubusson peignaient le gouvernement étrusien comme absolument incapable et conseillaient indirectement de le supprimer. La régente y était décrite comme « une reine de six ans pour la raison et l'instruction, ne se souvenant pas le lendemain de ce qu'on lui a dit la veille, obstinée et despote comme on l'est à cet âge. » Les ministres y apparaissaient comme tous également paresseux et nuls : « Je suis ici auprès d'un gouvernement qui n'a ni queue ni tête, ... dont les lenteurs sont vraiment désespérantes pour ceux qui prennent les choses un peu vivement, à la française. » La noblesse était présentée comme aimant peu la France, mais dans le fond indifférente à la politique, ne désirant qu'un gouvernement sûr et prête à accepter sans résistance un changement de régime. Le peuple enfin, à entendre Aubusson, n'était guère attaché à la reine, certains même la détestaient, et tous réclamaient avant toute chose de l'ordre et une bonne administration (2).

Les motifs trop réels de mécontentement que donnait la Toscane, joints aux accusations que ses ennemis multipliaient sur son compte, avaient dû faire naître depuis longtemps dans l'esprit de Napoléon la décision qu'il exécuta après Tilsit, celle d'effacer de la carte d'Italie une enclave aussi gênante. Mais un obstacle très sérieux s'opposait à l'exécution de ce plan : l'Espagne consentirait-elle à laisser détruire ce royaume pour la création et la conservation duquel elle avait fait tant de sacrifices ? L'Étrurie continuait à être pour ainsi dire un protectorat espagnol. Les représentants de S. M. C. à Paris, à Berlin, soutenaient toujours activement ses intérêts. Tous les mois un

(1) Cevallos à Masserano et Labrador, 8 décembre 1806 ; Labrador à Cevallos, 4 avril, 2 novembre, 5, 19 décembre 1806 ; la régente à Napoléon, début 1807 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5688. Masserano à Talleyrand, 23 décembre : *A. E., Esp.*, v. 670, f. 490 ; Talleyrand à Aubusson, 12 janvier 1807 : *Toscane*, v. 159 A, f. 19. MARMOTTAN, 194, 362. COVONI, *Il regno d'Etruria*, 191.

(2) Aubusson à Talleyrand, *passim*, surtout 25 novembre 1806, 10, 20 février, 13 mars, 27 juillet 1807 : *A. E., Toscane*, v. 158 B, f. 248 ; v. 158 A, f. 63, 74, 83, 243. et MARMOTTAN, 180, 206, 358. COVONI, *ibid.*, 191.

courrier établissait la communication entre Madrid et Florence, et la régente ne faisait rien d'important sans qu'il lui eût rapporté l'avis de ses parents les *Reyes*. Le commandant de la division espagnole, O'Farill, possédait une très grosse influence, et l'on crut à plusieurs reprises qu'il allait recevoir le titre de premier ministre. Le ministre d'Espagne, Labrador, avait également beaucoup de crédit. On le peignait comme un homme fort intrigant : il aurait même tenté de se procurer des intelligences à la légation française, et les faveurs suspectes que le secrétaire de légation Artaud reçut de l'Espagne furent l'un des principaux griefs qui le firent destituer. Labrador affectait de la manière la plus marquée et la moins correcte de n'avoir aucun rapport, même de simple politesse, avec le ministre de France, et ce dernier se plaignait en outre des allures qu'affichaient à son égard les *volontaires de Marie-Louise*, garde de 300 hommes qui continua à montrer l'uniforme espagnol dans les rues de Florence, longtemps après que le corps O'Farill fût parti (1).

Ce départ des troupes espagnoles était devenu indispensable. Les ministres de France, Beauharnais, puis Aubusson, ne tarissaient pas sur ce que cette occupation avait de fâcheux. Sans doute, disait Beauharnais, le peuple sympathisait peu avec les soldats espagnols, mais dès l'arrivée d'O'Farill les anti-français, les *Arrétins*, s'étaient groupés autour de lui, avaient été reçus par lui, Lustrini l'avait entretenu longuement, les ministres n'avaient pas caché leur satisfaction ; Godoy avait dit à O'Farill au moment de son départ : « Vous pourrez vous distinguer en Étrurie comme militaire et comme homme d'État » ; O'Farill avait déclaré « qu'il venait ici pour le militaire et pour le civil », qu'on allait envoyer au jeune roi des précepteurs espagnols, et Beauharnais s'efforçait de couper son crédit (2). Jusqu'au milieu de 1806 cependant, on n'eut rien de précis à reprocher aux troupes expéditionnaires. Mais, on l'a vu, la crise franco-espagnole de septembre-octobre eut sa répercussion parmi

(1) Il avait reçu la croix de Charles III sans que rien justifiait cette distinction ; en outre et surtout, il était entré avec Aubusson en un interminable conflit ; il fut destitué le 5 février 1808. — Nombreuses réclamations en faveur de l'Étrurie par Figueroa, Masserano (à qui Mozzi reprocha pourtant son peu de zèle) : *A. E., Toscane, passim*, surtout v. 158 B, f. 21 et v. 159 A, f. 116. Cf. aussi *ibid.*, v. 158 B, f. 77 ; v. 159 B, f. 223 ; v. 160 A, f. 9, 18, 19, etc.

(2) « Les créatures du ministre de France avaient prévenu les Toscans contre les Espagnols, les peignant comme des barbares sans discipline, violents, et qui venaient établir l'Inquisition. Heureusement, les Toscans n'ont jamais vu de soldats si tranquilles. » Labrador à Cevallos, 19 mars 1806 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5687. Beauharnais à Talleyrand, 24 décembre 1805, 10, 11 février, 7, 11, 28 mars 1806 : *A. E., Toscane*, v. 157 B, f. 248 ; v. 158 A, f. 79, 80, 99, 102, 138.

elles ; les officiers répandaient le bruit d'une guerre prochaine entre leur pays et la France et les manifestations d'hostilité se multipliaient, surtout chez les subalternes (1). En octobre, une mesure maladroite de la reine provoqua une première crise : elle confia à un officier espagnol le commandement de la place et des forts de Livourne. Aubusson protesta aussitôt, déclarant qu'il regardait les Espagnols comme très capables de favoriser des correspondances avec la Sicile, et ne cachant pas qu'il avait « peu de confiance » dans les ordres que pouvait avoir O'Farill ; de fait, en cas de rupture, la possession de Livourne eût permis au corps expéditionnaire de s'échapper par mer. La mesure fut rapportée, mais le 12 novembre le gouvernement étrusien récidiva : la place, les forts et le port furent remis aux Espagnols ; ils avaient ordre, assurait-on, de n'opposer aucune résistance au cas où une escadre russe viendrait à se présenter et de se contenter de rendre compte à Florence ; ils disposaient d'effectifs respectables et ne cachaient pas leurs sentiments anti-français. Lesseps avertit aussitôt Aubusson de ce nouvel incident et du danger qu'en cas de rupture avec l'Espagne courraient les bâtiments français stationnés dans le port. Aubusson protesta derechef, le 20, et le 23 le *statu quo ante* fut rétabli (2). Le calme revint ; Marie-Louise d'Espagne conseilla à sa fille de retirer entièrement les forces d'O'Farill de Livourne, et le 2 décembre tout l'état-major du corps expéditionnaire assista aux fêtes que donna Aubusson pour célébrer l'anniversaire du couronnement (3).

Il n'en était pas moins prouvé que la présence de troupes espagnoles en Toscane était loin de servir la politique française. D'ailleurs elle n'y était plus nécessaire désormais : le pays n'était plus menacé par les Anglo-Russes, et l'Autriche semblant hors de cause pour l'instant il n'était plus aussi essentiel pour Napoléon de ména-

(1) On raconta plus tard qu'O'Farill avait fait exécuter des copies de la carte d'Étrurie, fait fabriquer de la poudre à Arezzo, commandé 100.000 cartouches, s'était renseigné sur les points stratégiques, etc. Aubusson à Talleyrand, 3 octobre, 12 décembre 1806 : *ibid.*, v. 158 B, f. 159, 266.

(2) Le gouverneur de Livourne était depuis février 1806 un Corse, francophile, Mattei, qui seconda beaucoup Lesseps en cette affaire. — Masserano à Cevallos, 10 octobre 1806 ; réponse du 29 décembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5688 ; Cotaud à Talleyrand, 4 mars 1806 ; Lesseps au même, 25 novembre : *A. E., Consulat de Livourne* ; à Aubusson, le 19 ; Aubusson à Talleyrand, le 25 ; Masserano au même, 16 janvier 1807 : *Toscane*, v. 158 B, f. 230, 232, 236 ; v. 159 A, f. 34, 37. MARMOTTAN, 175, 187.

(3) Marie-Louise à sa fille, 8 décembre 1806 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5688. Lettre de Florence du 9 au *Moniteur* du 22. Aubusson à Talleyrand, 1^{er}, 13 janvier 1807 : *A. E., Toscane*, v. 159 A, f. 4, 23.

ger la possibilité d'incidents entre Madrid et Vienne. On s'explique donc que l'empereur ait tenu à envoyer les troupes d'Étrurie rejoindre le corps de La Romana : « J'attache, dit-il, un double intérêt à faire sortir la division espagnole de Toscane. » Du même coup en effet il débarrassait l'Étrurie de cette garnison gênante et il obtenait dans le nord les avantages diplomatiques et moraux qu'il recherchait alors. Le gouvernement espagnol n'avait pas les mêmes raisons pour envoyer les régiments d'O'Farill en Allemagne, et il semble qu'il ne l'ait fait qu'avec une humeur assez marquée, mais la politique de réhabilitation de Godoy exigeait ce nouveau sacrifice. La première colonne se mit en marche le 24 avril 1807 et au début de mai il ne restait plus dans le royaume qu'O'Farill et les 300 *volontaires de Marie-Louise*, qui y demeurèrent comme garde d'honneur de la régente et ne quittèrent Florence qu'avec elle, le 12 décembre 1807 (1).

Le départ des troupes espagnoles favorisait notablement les projets de Napoléon sur la Toscane. La paix et l'alliance avec la Russie vinrent les faciliter plus encore, et au lendemain de Tilsit il put songer sérieusement à effacer l'Étrurie de la carte d'Europe : désir de supprimer un foyer de contrebande et d'intrigues, volonté de plus en plus évidente d'être seul maître de l'Italie, sentiment dynastique de plus en plus vif et que le voisinage de Bourbons exaspérait, tout le portait à cette mesure. Mais comment toucher à ce royaume que lui-même avait donné à l'Espagne, comment s'attaquer à la fille de Charles IV alors qu'il convenait d'affecter avec celui-ci une amitié plus étroite que jamais ? La solution était facile et elle avait été esquissée déjà en 1806 : on transférerait la régente d'Étrurie dans ce Portugal dont Godoy réclamait depuis si longtemps la conquête. C'est ainsi qu'au lendemain de Tilsit la pensée de Napoléon ne séparait pas Florence de Lisbonne, et qu'une fois de plus sa politique espagnole allait être l'instrument de sa politique italienne.

(1) Labrador à Cevallos, 2 mai 1807 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5688. Marie-Louise à Godoy, 19 décembre 1806 : dans PÉREZ DE GUZMAN, 59. Aubusson à Talleyrand, 24, 28 avril 1807 : *A. E., Toscane*, v. 159 A, f. 141, 142. Napoléon au même, 25 mars : *Corr.*, 12.169. MARMOTTAN, 199, 244.

VII

LA SOMMATION AU PORTUGAL

(Juillet 1807)

L'ULTIMATUM DE NAPOLÉON. — La décision de Napoléon au sujet des affaires portugaises survint comme un coup de foudre. L'empereur était encore en Allemagne lorsqu'il la signifia, le 19 juillet 1807. Il n'y avait pas eu une seule note, une seule conversation préalable, pas la moindre reprise de contact avec les Espagnols ou les Portugais, au point qu'Izquierdo et Brito qui depuis si longtemps se préparaient à la bataille furent les premiers surpris de la voir s'engager si tôt : Brito était en train de se brouiller avec son ambassadeur, qui prenait ombrage de sa mission, et Izquierdo, le 30 juillet, n'énonçait qu'un vague espoir de voir renaître les négociations portugaises. L'affaire fut menée de façon aussi directe que rapide ; la décision étant toute prise, ayant à être signifiée et non discutée, Napoléon la fit passer par la voie officielle, celle des ambassadeurs, sans s'inquiéter d'Izquierdo ; on vit alors celui-ci, par un ironique retour des choses, réduit à son tour à observer le départ des courriers qu'envoyait Masserano pour en tirer des conjectures sur la marche des affaires (1).

Le 19 juillet 1807, Napoléon manda à Talleyrand que le Portugal devait être invité à fermer ses ports aux Anglais le 1^{er} septembre, et que s'il s'y refusait il serait envahi et occupé par une armée franco-espagnole. Rentrant ensuite en France après une absence de dix mois, il arriva à Saint-Cloud le 27 juillet. C'est de là qu'à partir du 29 commencèrent à s'expédier les ordres pour la constitution à Bayonne d'un corps expéditionnaire de 20.000, puis de 30.000 hommes (2). Le pas décisif était fait. Après des années d'intrigues, le

(1) Brito à Araújo, 20 juin 1807 (demandant qu'on lui envoie sa correspondance, non plus à l'ambassade, mais sous le couvert du banquier Baguenault), 18 juillet : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Izquierdo à Godoy, 30 juillet, 26 août : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(2) A Talleyrand, à Dejean, 19, 29 juillet 1807 ; décret du 2 août ; à Decrès, à Berthier, 12, 19 août, etc. : *Corr.*, 12.928, 12.947, 12.973, 13.024, 13.053 ; décision du 2 : *Correspondance inédite*, éd. Picard, I, 594. Le 5, le *Journal de l'Empire* publia une lettre de Bayonne « du 24 juillet », annonçant que des troupes s'y concentraient pour forcer le Portugal à fermer ses ports aux Anglais : « Tout prend de nos côtés

grand projet portugais de Godoy entrant dans la phase des réalisations.

La machine diplomatique se mit aussitôt en mouvement. L'Espagne fut avertie la première. Dès le 20, Talleyrand informa Beauharnais par un courrier direct. Le 30, Hauterive, qui en l'absence du ministre détenait à Paris le portefeuille des Relations Extérieures, adressa à Masserano, sur le même objet, une note qui fut aussitôt transmise à Madrid par courrier extraordinaire (1). Il avait déjà prévenu Lima verbalement le 29, et Talleyrand n'étant pas encore rentré à Paris le 30 (il y arriva le 31 au soir) ce fut encore lui qui envoya à Rayneval la note essentielle, celle qui devait être présentée à la cour de Lisbonne. Après y avoir dénoncé « l'injustice persévérante du gouvernement anglais », dont, assurait-il, le Portugal avait souffert plus qu'aucune autre nation, il concluait : « S. M. l'Empereur et Roi a souvent réclamé contre ces attentats, et s'est plainte plusieurs fois de la patience avec laquelle ils étaient tolérés ; mais elle croit devoir déclarer aujourd'hui que si le Portugal enduret plus longtemps l'oppression dont il était l'objet, elle serait obligée de regarder cette conduite comme une renonciation à toute souveraineté et à toute indépendance, et... elle se verrait obligée à contraindre le gouvernement de Portugal à remplir les devoirs qui lui sont imposés par les relations qui le lient intimement à toutes les puissances continentales. » En conséquence, la cour de Lisbonne était sommée de déclarer la guerre à l'Angleterre, de renvoyer Strangford et de rappeler son ambassadeur de Londres, d'arrêter « comme otages » les Anglais établis sur son territoire, de confisquer les marchandises britanniques, de fermer ses ports au commerce anglais, de réunir ses escadres à celles du continent. Si au 1^{er} septembre elle n'avait pas obéi à ces injonctions, Rayneval avait ordre de demander ses passeports et « de se retirer en déclarant la guerre » (2).

Lorsqu'il apprit que son projet portugais venait de faire un tel pas en avant, Godoy manifesta à l'ambassadeur de France tous les

un aspect guerrier. » Aucun document n'atteste d'ordre de concentration antérieur au 29 juillet. Y en eut-il qui ont disparu depuis ? Ou cette information est-elle l'écho des bruits sans fondement qui circulaient souvent là-bas ? Ou fut-elle forgée de toutes pièces et antidatée une fois connus les ordres impériaux de fin juillet ?

(1) Talleyrand à Beauharnais, 20 juillet 1807 ; Hauterive au même, confirmant la dépêche de Talleyrand, le 30 : *A. E.*, *Esp.* v. 671, f. 384, 397. Masserano à Cevallos, le 30 : *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 5972.

(2) Lima à Araújo, 30 juillet : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Hauterive à Rayneval, et texte de la note, le 30 : *A. E.*, *Port.*, v. 126, f. 294, 298.

sentiments qu'on pouvait attendre. Depuis quelque temps il avait commencé, suivant sa tactique habituelle, à préparer une rupture avec Lisbonne. Il avait fait inviter le régent à se tenir tranquille et à se méfier des Anglais, et au début d'août il reprocha très violemment à Ega, en présence des *Reyes*, l'ingratitude de sa cour: il en avait pris les intérêts, disait-il, lors de la paix de Badajoz, et n'avait jamais reçu d'elle le moindre témoignage de gratitude. « Nous ne voulons pas lui faire de mal, conclut-il, mais qu'on nous en soit reconnaissant. » La bonne nouvelle de l'ultimatum lancé par Napoléon arriva sur ces entrefaites, le 8 août 1807. Aussitôt Godoy annonça à Beauharnais qu'il concentrait les corps de Galice et d'Andalousie, et il ordonna à l'ambassadeur d'Espagne à Lisbonne, Campo Alange, de conformer en tout point sa conduite à celle de Rayneval (1). Masserano donna les mêmes assurances à Champagny, et ayant eu l'occasion de s'entretenir avec l'empereur au cours des fêtes du 15 août, il reçut de lui des compliments sur la décision qu'avait prise Charles IV et sur l'activité dont faisait preuve Godoy. Quelques jours après, Champagny lui transmet de nouvelles félicitations de Napoléon, et pendant les semaines qui suivirent le cabinet de Madrid conserva cette même attitude de satisfaction officielle et montra les mêmes désirs de collaboration étroite (2). Devant le bloc franco-espagnol il semblait que le Portugal n'eût qu'à se soumettre. Mais il ne voulut le faire qu'après avoir épuisé toutes les ressources de la diplomatie.

LES EFFORTS DE LIMA. — Le 29 juillet 1807 au matin, lorsque Lima s'était entendu signifier par Hauterive l'ultimatum de l'empereur, il s'était récrié, avait tenté de discuter. Hauterive s'était naturellement refusé à toute explication, d'autant plus inutile que c'était à Lisbonne que l'affaire devait se traiter. Il avait seulement consenti à transmettre à Napoléon les observations de l'ambassa-

(1) Ega à Araújo, 2 août 1807 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Accusé de réception de Cevallos, le 8 : *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 5972. Beauharnais à Talleyrand, le 9 : *A. E.*, *Esp.*, v. 671, f. 421. Godoy à Ega, s. d. (vers juin 1807) : dans PÉREZ DE GUZMAN, 64.

(2) Beauharnais à Talleyrand, 19 août ; Cevallos à Beauharnais, le 27 : *A. E.*, *Esp.*, v. 671, f. 441, 472. Masserano à Champagny, le 16 ; à Cevallos, les 16, 19 : *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 5217.

deur. A deux heures de l'après-midi, Lima venait déjà demander quelle avait été la réponse ; Hauterive se trouvant à Saint-Cloud, il l'attendit jusqu'à huit heures, et ce fut pour apprendre que les termes de l'ultimatum étaient maintenus (1). Pensant qu'une audience de l'empereur arrangerait les choses, Lima la sollicita. Il vit en effet Napoléon, mais ce fut, non pas en particulier, mais à l'audience diplomatique du dimanche 2 août, et sans aucun succès. Le bruit courait que l'empereur revenait de Tilsit de bonne humeur, que son caractère avait changé et que les diplomates n'avaient plus à redouter ses sorties. Il entretint en effet gracieusement Metternich. Mais déjà Masserano essuya une boutade : « J'apprends que le roi d'Espagne a été indisposé. Cela ne l'aura pas empêché de chasser à l'ordinaire deux fois par jour. » Les ministres de Danemark et des États-Unis, baron de Dreger et général Armstrong, entendirent à leur tour des propos peu aimables et enfin Napoléon arriva à Lima. Il lui dit à voix basse : « Avez-vous envoyé un courrier à votre cour ? — Oui, Sire, en exposant ce que V. M. m'a fait communiquer. — Très bien. Il faut en finir avec l'Angleterre et se résoudre à faire ce qu'on doit, ou avoir la guerre avec la France et obliger ainsi l'Angleterre à faire la paix. — Je crois, Sire, que les Anglais connaissant l'actuel état de choses feront la paix avec V. M. — J'espère aussi qu'ils accepteront la médiation que la Russie leur offre, mais il faut en finir avec l'Angleterre. Cela ne peut pas durer ; il nous faut la paix ou la guerre. » Sur ces mots, Napoléon quitta Lima et passa au nonce, auquel il fit en italien une scène violente : « On me forcera à vous mettre à l'ordre, lui dit-il, et alors je vous serrerai tellement que je vous réduirai à la besace » (2).

L'humeur de Napoléon et la fermeté de sa résolution devaient causer de sérieuses alarmes à Lima. Elles ne pouvaient qu'être accrues par les nouvelles et les bruits qui couraient à Paris en ce brûlant mois d'août 1807. Vers le 8 on apprit que Junot avait été nommé commandant des troupes concentrées à Bayonne. Le choix d'un chef aussi en vue, et qui connaissait bien le Portugal, faisait penser que l'affaire était sérieuse ; lui-même disait toutefois qu'il

(1) Hauterive à Lima, 29 juillet 1807 ; Lima à Araújo, le 30 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Hauterive avait demandé à Lima de ne pas envoyer sa dépêche tout de suite, de façon que la sienne à Rayneval arrivât la première à Lisbonne.

(2) Lima à Araújo, 4 août : *ibid.* METTERNICH, *Mémoires*, I, 295. La dernière phrase de Napoléon à Lima n'est pas notée par celui-ci, mais Metternich dit l'avoir entendue distinctement.

ne savait s'il marcherait sur Lisbonne à la tête de ses troupes ou s'il s'y rendrait seul comme négociateur (1). Au milieu du mois, les bâtiments portugais qui se trouvaient dans les ports de France furent avisés qu'il ne leur était plus permis d'en sortir ; ainsi fut fait en particulier à Nantes, le 16 août, à l'égard de quatre navires qui y étaient stationnés ; c'était là l'application d'un ordre impérial du 10 (2). Le 16, Napoléon prononça à l'occasion de l'ouverture du Corps Législatif un discours où Brito releva avec inquiétude la phrase suivante : « La France est unie... aux peuples des Espagnes... par les lois de notre système fédératif. » Les Portugais crurent voir là un resserrement des liens franco-espagnols qui ne pouvait leur être favorable (3). L'opinion publique enfin, travaillée par Izquierdo et ses agents, était à Paris très pessimiste à l'égard du Portugal. Mille bruits coururent. Les uns étaient ridicules : que depuis Austerlitz la cour de Lisbonne payait à la France 18 millions par an pour ne pas être contrainte de fermer ses ports aux Anglais. D'autres étaient plus vraisemblables, sinon très nouveaux : Napoléon allait créer un royaume avec le nord de l'Espagne et donner le Portugal à Charles IV. Ces derniers étaient confirmés par les dires du neveu d'Izquierdo, Pedro, qui moins discret que son oncle avait raconté qu'on concentrait des troupes à Bayonne pour faire « des échanges » avec l'Espagne. Mais si diverses qu'elles fussent, toutes les rumeurs s'accordaient sur un point que soulignait l'abbé Correia, délégué par Brito à la surveillance de l'opinion publique : que le seul moyen de salut qui restait au Portugal était de céder totalement aux exigences de Napoléon (4).

L'ambassade portugaise fit de son mieux pour détourner la tempête qui s'annonçait. Correia s'efforça habilement de faire naître

(1) Lima à Araújo, 8 août : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Masserano à Cevallos les 8, 19 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5217. La nomination de Junot est du 2 ; il était gouverneur de Paris : GRASSET, *La guerre d'Espagne*, I, 79.

(2) D'autres vaisseaux portugais furent ainsi arrêtés à Bayonne, Anvers, Cherbourg, Caen. — Napoléon à Decrès, 10 août : *Corr.* 13.017. Divers négociants intéressés à Rivet, consul de Portugal à Nantes, le 23 : *A. E., Port.*, v. 126, f. 342. Lima à Araújo, le 22 et 5 septembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(3) Brito à Araújo, 18 août : *ibid.* Discours de Napoléon du 16 : *Corr.*, 13.034. En ce qui concerne l'Espagne, c'était en réalité une formule creuse, qui ne reposait sur aucun fait nouveau et répondait seulement au plan de Napoléon de proclamer très haut son amitié avec l'Espagne.

(4) Mais les agents espagnols ajoutaient, suivant Brito, qu'on ne serait sûr de cette soumission qu'après avoir mis une garnison française à Lisbonne : à Araújo, 18 août, 5 septembre, 6 octobre ; Lima au même, 18 août : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Bulletins de Fouché, 23 septembre, 20 octobre : HAUTERIVE, III.

l'inquiétude sur les suites que pourrait avoir une invasion du Portugal. Il répandit le bruit qu'en ce cas le régent se retirerait au Brésil ; on comprenait bien à Paris que ce serait là ouvrir au négoce anglais un immense empire qui compenserait pour lui, et au delà, le préjudice subi par l'occupation de Lisbonne ; le commerce français lui-même en souffrirait. Cette campagne d'opinion menée par Correia, secondée bientôt par les nouvelles qui arrivèrent (vers le 15 septembre) sur l'équipement d'une escadre à Lisbonne, ne paraît pas avoir été sans effet (1).

Pendant ce temps, Lima et Brito essayaient de tirer parti de leur principal atout, Talleyrand. Celui-ci ne perdait pas de vue les affaires portugaises. Il avait à Lisbonne son agent particulier, son fidèle Herman, qui, bien que simple commissaire général des relations commerciales, le renseignait sur la situation diplomatique par dessus la tête du chargé d'affaires, Rayneval. Le 20 juillet, en déclenchant sur l'ordre de Napoléon l'offensive contre le Portugal, il lui avait recommandé de redoubler de vigilance (2). Effectivement, sitôt l'ultimatum signifié, les Portugais se tournèrent vers Talleyrand : le premier mouvement de Lima en sortant du cabinet d'Hauterive le 29 juillet avait été de se rendre chez le ministre, qu'il croyait déjà arrivé à Paris, et Brito écrivait le lendemain qu'avec de l'argent on pourrait tout arranger, et même faire supprimer la clause de la fermeture des ports... Mais Talleyrand ne se compromit pas. De même qu'à Varsovie il s'était gardé d'envoyer le passeport qui eût permis à Brito de venir l'y trouver, il se déroba à Paris, et déclara à Lima qu'il ne voulait point s'occuper de cette affaire avant de savoir de quoi il retournait. Il n'ignorait pas qu'il lui restait peu de temps à rester au ministère, et il est probable d'ailleurs qu'il ne se fût pas risqué à aller à l'encontre d'une résolution aussi fermement prise que celle de Napoléon. Il profita seulement de l'occasion pour chercher dans les affaires portugaises quelque nouveau bénéfice. Brito avertit Araújo, le 4 août, que Talleyrand avait été

(1) Brito et Lima à Araújo, 3 octobre 1807 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Cf. Murat à Napoléon, 3 mars 1808 : « Les Bayonnais désirent aussi un changement en Espagne, mais ils redoutent en même temps qu'il n'arrive pour ce royaume ce qui est arrivé pour le Portugal, relativement aux possessions d'Amérique. Ils ne dissimulent pas que la perte du Brésil leur a été très nuisible. » MURAT, *Lettres...*, éd. Le Brethon, V, 306.

(2) Talleyrand à Herman, 26 octobre 1806 (l'invitant à ne pas se borner aux renseignements commerciaux) : *A. E., Consulat de Lisbonne* ; au même, Dresde, 20 juillet 1807 et antérieurement, *passim* : *A. E., Port.*, v. 10 supplément, f. 153, etc.

« très satisfait des topazes, comme une femme. Il a divulgué l'origine du présent. V. E. sait sa façon de faire quand il veut servir : il faut suivre ses insinuations » (1).

Six jours après, une très mauvaise nouvelle arrivait à l'ambassade portugaise : Talleyrand quittait le ministère des Relations Extérieures, où il était remplacé par Champagny. Ce changement ne pouvait venir plus mal à propos ; en présentant ses félicitations au nouveau ministre, Lima ne put lui cacher son ennui : « Je trahirais ma conscience et mon devoir si je disais à V. E. que la retraite de S. A. S. le prince de Bénévent me laisse sans regret » (2). Brito espérait encore que Talleyrand garderait beaucoup d'influence dans le ministère et s'en servirait pour l'aider. De l'influence, Talleyrand en conserva sans doute, quoi qu'en ait dit Champagny ; Hauterive par exemple, tout dévoué à son ancien ministre, eut égard dans la suite à sa vieille prédilection portugaise et aplanit pour Lima de sérieuses difficultés (3). Mais la bonne volonté de Talleyrand était peu agissante. Il se bornait à des avis ; encore cherchait-il surtout à tranquilliser les Portugais, afin d'être laissé lui-même en paix : il leur assurait que le départ de Junot n'avait rien qui dût les alarmer, que c'étaient des gens mal informés qui l'envoyaient à Bayonne, que « si l'on fermait réellement les ports les autres mesures de rigueur demandées admettraient beaucoup de modifications dans leur exécution. » Quant aux démarches, il n'en voulait faire aucune. Brito avait essayé de se prévaloir de cette fameuse mission dont en avril il avait été chargé pour Varsovie, et il avait tenté de lui remettre la lettre du régent pour Napoléon dont il était toujours porteur, mais Talleyrand l'avait renvoyé au nouveau ministre, à Champagny. Son départ du ministère lui servait de prétexte pour se refuser à toute action en faveur du Portugal. Elle priva effectivement Lima de bien des facilités précieuses, ne fût-ce que pour contrebattre Izquierdo et ses agents : « Tous ces individus nous sont bien nuisibles. Au temps de *Peutetreque* [surnom qu'il donnait à Talleyrand] je savais arrêter leurs intrigues, mais maintenant je

(1) Lima et Brito à Araújo, 30 juillet ; Brito au même, 4 août : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. — Strangford prétendait à ce moment que des diamants en quantité étaient envoyés à Brito par l'*Erario* pour être distribués à qui il convenait : à Canning, 19, 20 août, *Record Office*, F. O. 63, 55.

(2) Lima à Champagny, 13 août 1807 : A. E., *Port.*, v. 126, f. 315.

(3) Brito à Araújo, 11 août 1807 ; Lima au même, 11 septembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. CHAMPAGNY, *Souvenirs*, 95.

suis privé de mille moyens efficaces que j'avais. *Muita falta nos faz o tal homem. Hé perda para mim na verdade irreparavel* » (1).

Les Portugais furent donc bien obligés de renoncer à ces voies obliques et d'agir officiellement, auprès de Champagny et de l'empereur, mais là encore tous leurs efforts pour apaiser la crise aboutirent à des échecs. Avec Brito, Champagny refusa catégoriquement d'entrer en discussion. Lima avait tâché d'amorcer une négociation en se plaçant sur un terrain assez solide, l'affaire de ces vaisseaux portugais qu'on retenait en France sans aucun droit. Mais il ne rencontra que le vide ; le 22 août, la Marine prétendit n'être pas au courant ; le 25, les Relations Extérieures firent la même réponse, qu'elles répétèrent le 5 septembre ; le 1^{er} septembre, Lima demanda si l'embargo s'étendait à tous les neutres : on ne lui répondit pas. Bref, personne ne s'avouait l'auteur de la mesure prise contre les bâtiments portugais, et personne ne la faisait lever. Vers le 11 enfin, Lima reçut cette communication peu rassurante que « ce point se déciderait avec les autres, quand la France saura si le Portugal est ami ou ennemi » (2). Les autres procédés répondaient à celui-là. Les Relations Extérieures allèrent jusqu'à expédier un courrier à Lisbonne sans inviter Lima à en profiter, contrairement à tous les usages de courtoisie. Champagny se déroba personnellement ; Lima multipliait les visites à son hôtel sans parvenir à le voir. Il ne réussit que le 6 septembre à obtenir une entrevue ; le ministre fut très raide, accusa le cabinet de Lisbonne de chercher à gagner du temps par des demi-mesures, et il aurait dit que « la France exigeait du Portugal, et ne prétendait pas justifier les raisons qui la faisaient agir de la sorte. » Le 11, une note fort sèche vint achever de prouver que toute discussion avec les Relations Extérieures était vaine (3).

Restait le recours à l'empereur. Mais Napoléon était aussi buté, plus inaccessible encore et plus redoutable. Il avait imaginé de soulever un incident diplomatique à propos de cette lettre du régent confiée à Brito et qu'on avait fini par lui remettre. Comme elle débütait par ces mots : « *Mon Frère et Cousin* », il se déclara offensé de ce qu'un simple régent usât à son égard de ces termes qui ne s'em-

(1) Brito à Araújo, 1^{er}, 8 septembre 1807 ; Lima au même, le 11 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(2) Brito à Araújo, 5 septembre ; Lima au même, 22, 25 août, 1^{er}, 5, 11, 22 septembre : *ibid.*

(3) Lima à Araújo, deux lettres du 11 septembre : *ibid.*

ployaient qu'entre princes régnants, et cette mesquine affaire lui servit à tendre la situation (1). C'était d'ailleurs là une mauvaise querelle s'il en fut, car le régent pouvait bien être considéré comme prince régnant, étant donné que depuis 1799 c'est à son nom qu'étaient expédiés les lois, les décrets etc., et non plus à celui de sa mère (2) ; d'ailleurs il avait antérieurement écrit plusieurs fois à Napoléon dans les mêmes termes sans provoquer la moindre observation, et Napoléon usait de la même formule avec lui (3). Mais l'empereur tenait à refroidir ses rapports avec Lima. Celui-ci lui avait de nouveau fait demander une audience ; Ségur répondit qu'elle serait accordée le plus tôt possible, et effectivement Lima fut avisé qu'il verrait l'empereur le lendemain 6 septembre : mais ce fut une fois de plus à l'audience diplomatique habituelle du dimanche, et l'entrevue eut lieu en présence de deux cents personnes ! Encore l'ambassadeur portugais fut-il bien heureux de se tirer de là sans algarade : « Je craignais une de ces sorties qu'en de semblables occasions j'ai vu faire à beaucoup de mes collègues, et ce n'est pas sans un grand effort que j'ai conservé le sang-froid qui plus que jamais était nécessaire. » Beaucoup s'attendaient à un scandale, et l'air dont Napoléon aborda Lima était, paraît-il, peu rassurant. « Je dis d'abord à l'Empereur que la magnanime confiance avec laquelle S. A. R. s'en remettait à sa justice devait mériter une particulière attention de S. M. I. ; S. M. étant toujours généreuse avec ses ennemis vaincus, cela faisait espérer qu'elle serait juste avec ses amis... Ces paroles dites avec une résolution respectueuse presqu'à l'oreille de S. M. produisirent, je crois, un bon effet, car l'empereur ne me répondit que *C'est bien*, et c'est ainsi que se dissipa une tourmente qui me menaçait » (4). Les affaires du Portugal n'en étaient guère plus avancées, mais la tension du début s'atténua un peu à Paris. A l'audience du 20, Napoléon fut plus aimable avec Lima et lui déclara, comme pour expliquer sa conduite, que « l'An-

(1) Brito à Araújo, 8 septembre 1807 ; Lima au même, le 11 : *ibid.*

(2) Le décret du 10 février 1792 portait que le prince Jean prenait la régence, mais que les actes gouvernementaux continueraient à être rendus au nom de la reine sa mère. C'est lorsque la folie de celle-ci fut reconnue incurable que le décret du 15 juillet 1799 les fit expédier au nom du régent : FERRAS GRAMOZA, *Memorias historicas*, 206.

(3) « *Muito Alto, muito Excelente e muito Caro bom Irmão e Primo* » ; cette expression apparaît par exemple dans les lettres du régent à Napoléon du 25 juin 1804, du 25 juillet 1805, du 23 décembre 1806, du 24 juillet 1807, etc. : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *Collecção de despachos relativos ao messão de Lima*. Napoléon au régent, janvier 1807 : « Monsieur mon frère et cousin » : A. E., *Port.*, v. 126, f. 248.

(4) Lima à Araújo, 5 septembre et 2 lettres du 11 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

gleterre l'obligeait à former un autre droit public. » Le surlendemain, la cour partit pour Fontainebleau ; l'éloignement et les fêtes semblèrent accentuer encore la détente à l'égard de l'ambassade portugaise. « J'observe moins de véhémence contre nous », notait Brito le 10 octobre. Il ajoutait, il est vrai, et n'était en cela que trop perspicace : « Mais peut-être est-ce là le sommeil du lion... » (1)

VIII

LE REFUS DU PORTUGAL

LE PORTUGAL DEVANT L'ULTIMATUM. — Après Tilsit, le commerce portugais persista dans la tranquillité où il était retombé depuis le début de l'année. Mais le gouvernement, qui voyait les choses de plus loin, s'inquiéta davantage et s'efforça de savoir ce que les traités franco-russes pouvaient contenir sur son compte. A Madrid, Ega se fit donner par Strogonoff l'assurance qu'il lui communiquerait les articles secrets dès qu'ils lui auraient été envoyés, ce qui était de la part de Strogonoff une singulière façon d'inaugurer l'alliance franco-russe (2). A Londres, Sousa Coutinho demanda à Hammond de le renseigner et effectivement, sitôt que le ministère connut les articles publics de Tilsit (8 août 1807), Canning avertit l'ambassadeur, quoique à mots couverts, du danger qui menaçait son pays (3).

Le Portugal fut d'ailleurs bientôt fixé par Napoléon lui-même, et de la façon la plus nette : c'est le 11 août que parvint à Lisbonne le courrier de Lima annonçant l'ultimatum français. La partie décisive s'engageait. On a vu comment Lima tenta de lutter à Paris. Mais c'est à Lisbonne que l'affaire devait se traiter, entre le ministre plénipotentiaire britannique, Strangford, les représentants de la France et de l'Espagne et Araújo de Azevedo. Aucun des deux champions alliés ne se distingua. Campo Alange eût pu avoir de l'action en sa qualité d'ambassadeur de famille, mais personnellement il était au-dessous de ce rôle. Il n'avait d'ailleurs été tenu au courant

(1) Lima à Araújo, 22 septembre ; Brito au même, le 22 et 10 octobre : *ibid.*

(2) Ega à Araújo, 6 août 1807 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*.

(3) Sousa Coutinho à Araújo, 28 juillet, 11 août 1807 : *ibid.*, *legação em Londres*. *Cambridge History of the british foreign Policy*, I, 363.

de rien, et sa cour n'avait certainement pas relevé son crédit par les besognes ridicules auxquelles il lui arrivait de l'employer (1). Enfin, il avait ordre de conformer en tout point sa conduite à celle de son collègue français. Rayneval avait contre lui sa situation inférieure de chargé d'affaires ; l'action d'un ambassadeur eût trouvé plus de facilités, et elle aurait eu plus de poids. En outre, là où un bon chargé d'affaires eût déjà été insuffisant, on en avait mis un médiocre. Une lettre particulière qu'Araújo adressait à Rayneval plaisantait amicalement sa paresse bien connue, et de fait on le voit à plusieurs reprises encourir le reproche de manquer de vigueur et d'énergie ; un blâme de ce genre lui avait déjà été adressé par Napoléon lui-même en juillet 1806 (2). Comme pour rendre son action plus molle encore, Rayneval se trouvait soumis à une double surveillance. Beauharnais à Madrid, ayant communication de toutes les instructions que le ministère envoyait à Lisbonne, prétendait à un droit de regard sur les négociations que menait son jeune collègue et lui adressait des directives avec une amusante condescendance. Herman n'était pas seulement chargé par Talleyrand de tout observer en Portugal ; il avait aussi reçu secrètement mission de communiquer avec Araújo sur les affaires en cours, de sorte qu'à Lisbonne les pourparlers français étaient menés en partie double, et l'agent officieux ne se faisait pas faute d'incriminer le chargé d'affaires officiel (3). Dans ces conditions on pouvait s'attendre à des mécomptes, qui se produisirent en effet, et la mission de Rayneval finit mal pour lui : « Expédiez à M. de Rayneval, manda Napoléon le 12 octobre, l'ordre de revenir

(1) On avait raconté à Charles IV que l'infant Pedro, neveu du régent, était en amourette avec la fille d'un pêcheur. Campo Alange fut chargé d'enquêter sur cette grave affaire ; il rendit compte qu'en effet l'infant allait la nuit, sous prétexte de pêche à la lanterne, passer quelques heures chez un pêcheur des environs de Mafra, mais qu'il se bornait à s'y amuser « *como un niño* » avec la fillette du logis. Madrid se tranquillisa alors. — Cevallos à Campo Alange, 30 janvier 1807 ; réponse, 16 février : *A. Histórico N., Estado*, c. 537¹.

(2) Araújo à Rayneval, personnelle, 3 octobre 1807 : *A. E., Port.*, v. 10 supplément, f. 194. Rayneval avait été présenté le 17 octobre 1805 comme chargé d'affaires : à Talleyrand, le 19 : *ibid.*, v. 125, f. 355. Il avait été blâmé par Napoléon pour n'avoir pas porté aide à 183 prisonniers français qui, ramenés du Cap par les Anglais, avaient profité de l'escale à Lisbonne pour s'évader : Talleyrand à Rayneval, 15 juillet 1806 : *ibid.*, v. 126, f. 114 (sur cette affaire, Strangford à Fox, 21 juin 1806 et suiv. : *Record Office*, F. O. 63, 50). — Il y avait aussi eu un autre incident où Rayneval n'avait pas su exiger les satisfactions nécessaires : l'arrestation de l'agent des relations commerciales de France à Faro (7 mai 1807) par ordre de l'intendant des douanes ; volumineuse correspondance aux *A. E., Consulat de Lisbonne*.

(3) Beauharnais à Rayneval, 1^{er} septembre 1807 : *A. E., Port.*, v. 10 supplément,

en France ; il paraît que ce jeune diplomate a déployé peu d'énergie et de talent diplomatique. Avec plus d'énergie de sa part les choses auraient autrement tourné » (1). Il est vrai qu'au fond l'empereur ne désirait peut-être pas beaucoup voir les choses tourner *autrement*. C'eût été pourtant là son véritable intérêt : mais il eût fallu pour cela qu'il eût envoyé à Lisbonne un ambassadeur ferme et expérimenté, et depuis deux ans il avait négligé de le faire.

L'Angleterre s'était bien gardée d'une pareille attitude. Son représentant à Lisbonne, Strangford, chargé d'affaires au départ de Fitz Gerald (22 mai 1806), avait reçu le 5 novembre le titre de ministre plénipotentiaire, qui lui assurait déjà le pas sur Rayneval (2). C'était par ailleurs un homme très supérieur à son collègue français. Il savait être parfaitement renseigné. Son influence à Lisbonne était grande. Il n'avait peut-être pas avec Araújo les excellentes relations personnelles de Rayneval, mais il exerçait sur lui une action beaucoup plus forte. Pour le Conseil d'État, il se vantait de l'avoir dans sa poche. Auprès du régent, son crédit était considérable : au moment décisif de la crise, le 25 septembre, alors que Rayneval n'avait obtenu le 24 qu'une audience de quelques minutes, Strangford en eut une d'une heure et demie ; il s'était d'ailleurs ménagé des moyens d'action dans l'entourage immédiat du prince, auprès de ses médecins par exemple, de façon à le faire pousser dans le sens voulu (3). Énergique et décidé, il sut prendre d'opportunes initiatives. Il était enfin très bien secondé : dès le début de la tension, le cabinet avait renvoyé à Lisbonne le consul général Gambier qui, connaissant bien le pays, devait être un aide et un conseiller précieux (4) ; le nonce, Mgr Galeppi, et le résident de Suède, Kantzow, ardemment anglophiles, allaient être également pour Strangford des appuis très utiles (5). La partie promettait donc d'être chaudement disputée.

Rayneval reçut le 12 août 1807 de très grand matin les instruc-

(1) A Champagny : *Corr.*, 13.235. Rayneval du reste fut bientôt nommé à Saint-Pétersbourg.

(2) Fitz Gerald à Fox, 17 mai 1806 ; Grey à Strangford, 5 novembre ; réponse, 13 janvier 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 49, 50 et 54.

(3) Strangford à Canning, 8, 26 septembre 1807 et *passim* : *ibid.*, 55.

(4) Canning à Strangford, 31 août : *ibid.* Gambier avait quitté Lisbonne depuis un an.

(5) Strangford à Fox, 2 septembre 1806 : *ibid.*, 50. On a vu que Kantzow (qui reçut le titre de ministre en 1808) communiquait à Strangford les dépêches qu'il recevait de son collègue de Madrid. Pour Mer Galeppi, son zèle anglophile fut tel que

tions d'Hauterive et le texte de l'ultimatum. Mais la veille le courrier de Lima était entré à Lisbonne, devançant celui des Relations Extérieures, à qui l'on avait pourtant donné une journée d'avance sur lui, de sorte qu'Araújo se trouvait déjà averti ; il avait dû recevoir également une dépêche par laquelle Ega, mis au courant par une indiscretion de Godoy, lui avait expédié le 6 la nouvelle de l'ultimatum (1). Aussi, le 12 de très bonne heure il partit pour Mafra, où se trouvait le régent, cependant que Rayneval et Campo Alange rédigeaient les notes dont ils allaient accompagner l'ultimatum de leurs gouvernements. Le 13, l'ambassadeur espagnol se rendit à Mafra pour appuyer la sienne. Le régent ne voulut lui faire aucune déclaration, mais Araújo l'assura catégoriquement qu'il n'accepterait jamais d'arrêter les sujets britanniques et de confisquer leurs marchandises ; il ne voulait pas la guerre avec l'Angleterre, disait-il, parce qu'elle amènerait la perte du Brésil (2). C'est le 14 seulement que Rayneval vit Araújo, qui était rentré à Lisbonne dans la nuit du 13. « Vous me faites des demandes terribles », lui dit le ministre portugais dès qu'il le vit apparaître sur le seuil de son cabinet ; mais il ajouta aussitôt : « Je m'attendais depuis longtemps à ce qui arrive aujourd'hui » (3).

Araújo se vantait peut-être un peu. Il semble bien qu'au contraire il ait longtemps espéré que Napoléon ne forcerait pas le Portugal à se déclarer, afin de ne point donner aux Anglais un prétexte pour s'emparer du Brésil. Il avait développé plusieurs fois ce thème à Strangford, en concluant par cette phrase qui semblait au ministre britannique « un résumé fidèle », trop fidèle même, de sa politique : « Quoique cela doive vous paraître assez singulier, j'ai assez de confiance en Bonaparte pour croire qu'il nous ménagera. » Il citait l'exemple du Danemark, que Napoléon laissait jouir de la neutralité (4). En tout cas, si la tempête se déchaînait, il y avait une chose qu'il était bien décidé à ne pas tenter : la résistance ouverte. Il la regardait comme une inutile folie. La défaite prussienne l'avait beaucoup frappé : « La Prusse, demandait-il au ministre anglais,

(1) Rayneval à Talleyrand, 12 août ; Herman au même, le 20 : A. E., *Port.*, v. 126, f. 312, 323. Ega à Araújo, le 6 : BIKER, XIV, 378. Strangford avait aussi averti Araújo, peu avant, que d'après des renseignements sûrs la France allait attaquer : à Canning, 25 juillet 1807, *Record Office*, F. O. 63, 55.

(2) Campo Alange à Cevallos, 15 août : *A. Histórico N., Estado*, c. 5372. Texte de la note espagnole dans BIKER, XIV, 232.

(3) Rayneval à Talleyrand, 14 août 1807 : A. E., *Port.*, v. 126, f. 317.

(4) Strangford à Grey, 9 décembre 1806, 21 janvier : *Record Office*, F. O. 63, 50, 54.

qu'a-t-elle fait ? Le Portugal, que fera-t-il ?... Ce que la Prusse n'a pas fait, le Portugal ne le fera jamais. » Il disait à Rayneval qu'il regardait le pays comme incapable d'un effort sérieux : « Elle [la France] ne se mêlerait pas des affaires du Portugal qu'il ne s'en effacerait pas moins de lui-même de la liste des puissances européennes. Le désordre de son administration est à son comble : c'est une machine *vermoulue* qu'il faut refaire à neuf... Le Portugal doit être et sera au premier occupant. Il est inutile de le défendre » (1). Cela ne voulait pas dire cependant qu'Araújo regardât comme désespérée la situation que créait l'ultimatum franco-espagnol. Peut-être la paix allait-elle se conclure, si l'Angleterre acceptait la médiation russe que prévoyaient les accords de Tilsit ; des ordres furent expédiés à Sousa Coutinho pour qu'il fit à Londres tous ses efforts dans ce sens. La menace française n'était peut-être pas très pressante, Rayneval et Campo Alange n'avaient peut-être pas hâte de quitter Lisbonne : « *Felizmente*, écrivait Araújo le 20 août à Sousa, *resta muito tempo para meditar e para comunicar* » (2). Enfin, si Napoléon lançait ses troupes sur Lisbonne, une ressource restait : l'embarquement pour le Brésil. Depuis l'alerte d'août 1806, on songeait sérieusement à cette éventualité. On avait complété l'artillerie de la colonie, on y avait envoyé des recrues, et Araújo déclarait à Strangford, non sans intention peut-être, que là-bas il ne redoutait personne : « Pour le Brésil nous n'avons rien à craindre. Nous ne sommes pas là-bas comme ici. On y serait joliment attrapé : nous y sommes plus forts qu'on ne pense, et on ne gagnerait rien à nous attaquer » (21 janvier 1807). Cette solution offrait même des avantages certains. Elle transportait le gouvernement au centre de ce qui était sa véritable puissance, car, comme Araújo le disait à Campo Alange, « en fin de compte la monarchie portugaise était en Amérique. » Elle permettait de maintenir dans le loyalisme un pays où « les progrès de l'esprit d'indépendance étaient effrayants », comme le ministre l'avoua à Rayneval (3). Enfin, elle serait très bien acceptée et même efficacement appuyée par l'Angleterre.

(1) *Ibid.* et à Canning, 20 août 1807 : F. O. 63, 55. Rayneval à Talleyrand, le 14 : A. E., *Port.*, v. 126, f. 317.

(2) BIKER, XIV, 267 ; Strangford à Canning, 19 août : *Record Office*, F. O. 63, 55. Dans les dépêches de Lima, on voit tous les passages relatifs aux possibilités de paix, à la médiation russe soulignés au crayon par Araújo (qui ne signalait ainsi que les passages tout à fait importants) ; on a l'impression qu'il s'accrochait aux moindres espoirs de pacification : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(3) Strangford à Grey, 21 janvier 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 54. Campo Alange

Cette attitude d'Araújo en face de la crise était à peu près celle du pays. Le sentiment général était que la résistance était impossible et qu'il valait mieux se soumettre ; Strangford le résumait ainsi : « Il faut exister, même en rampant » (1). Mais par ailleurs l'influence de l'Angleterre était trop forte pour que l'ultimatum français fût intégralement accepté. Les exigences impériales étaient aussi trop dures : l'arrestation des sujets britanniques, la confiscation de leurs biens, exigées par Napoléon pour brouiller irrévocablement Lisbonne et Londres, paraissaient des mesures excessives et iniques : « Les griefs que le Portugal a contre l'Angleterre sont trop peu de chose pour lui déclarer la guerre et la commencer par une injustice manifeste », dit Araújo à Rayneval en recevant l'ultimatum. Le régent était d'autant moins disposé à ces mesures qu'il était retenu par des scrupules religieux (2). On voulait donc bien se plier aux exigences de Napoléon, mais tout en ménageant l'Angleterre, politique bien délicate en pareilles circonstances. Pour accroître encore l'incertitude, tous n'acceptaient pas la solution à laquelle songeait Araújo, le départ pour le Brésil. Le régent y répugnait : indécis par nature, entouré de personnages médiocres, il craignait de manquer à ses devoirs en abandonnant le berceau de sa maison ; il est vrai qu'Araújo assurait à Rayneval : « Un quart d'heure de peur vaincra ses répugnances, et il suffira pour le décider à s'embarquer qu'il entende gronder le canon près de Lisbonne » (3). La haute noblesse était opposée au départ, car une très grosse partie de sa fortune consistait en biens immobiliers sis en Portugal, commanderies ou domaines concédés par le roi. La petite noblesse, environ 600 familles (les cadets des maisons titrées), vivait d'offices et d'emplois : magistrature, finances, armée, marine, Maison du régent ; or une émigration au Brésil en eût sans doute fait réduire considérablement le nombre. Enfin les négociants et le peuple craignaient qu'un transfert du gouvernement à Rio-de-Janeiro n'amenât comme une autonomie de la colonie, le relâchement des liens commerciaux avec la métropole, et la ruine de celle-ci (4).

à Cevallos, 15 août : *A. Histórico N., Estado*, c. 5372. Rayneval à Talleyrand, le 14 : *A. E., Port.*, v. 126, f. 317.

(1) Strangford à Canning, 25 juillet 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 55.

(2) Rayneval et Herman à Talleyrand, 14, 20 août : *A. E., Port.*, v. 126, f. 317, 323.

(3) Rayneval à Talleyrand, 23 août 1807 : *ibid.*, f. 345.

(4) Ces observations d'Herman furent assez bien confirmées par l'attitude de la population au moment de l'embarquement du régent. Dans le courant de septem-

Aucune directive nette, aucune solution catégorique n'apparaissait donc comme dictée par la situation ou par le sentiment unanime de la nation. La politique portugaise flotta et varia, indécise, jusqu'à l'arrivée des troupes de Junot.

LE REJET DE L'ULTIMATUM. — Après avoir reçu l'ultimatum de Napoléon, Araújo chercha avant tout à éviter la panique. Revenu à Lisbonne dans la nuit du 13 août 1807, il s'y montra beaucoup, affecta de la gaité, alla deux soirs de suite à l'opéra. Il demanda à Strangford et fit demander à Canning par Sousa Coutinho de n'avertir qu'en grand secret les négociants britanniques établis dans la ville, afin de ne pas effrayer le commerce (1).

Napoléon exigeait que le Portugal s'exécutât avant le 1^{er} septembre. Araújo retarda le plus possible sa réponse : il ne la rendit que le 21 août, c'est-à-dire le jour où il fallait faire partir le courrier si l'on voulait qu'il pût arriver à Paris pour le 1^{er} septembre (2). Mais dès le 12 il avait envoyé aux ambassadeurs en France et en Espagne l'ordre de gagner du temps. Lima devait demander un délai pour permettre d'avertir les colonies, promettre les bons offices de S. A. R. pour décider l'Angleterre à la paix, exposer tous les maux que les exigences de Napoléon risquaient d'attirer sur le royaume, la famine, la perte du Brésil. Ega avait ordre de tenir un langage analogue, et d'assurer que le régent insisterait auprès du cabinet britannique pour faire rendre à S. M. C. Buenos-Ayres et Montevideo (3). En même temps, Araújo cherchait à deviner ce que pensait l'Angleterre et quelles seraient les concessions qu'elle permettrait. Strangford, n'ayant pas d'instructions, restait sur la réserve ; il se bornait à déclarer que sa cour ne saurait admettre l'installation des garnisons françaises dans les ports du royaume, et que si S. A. R. voulait

bre encore il entra à Lisbonne 30 vaisseaux venant du Brésil et 2 des Indes, dont les cargaisons valaient 40 millions. Herman à Talleyrand, 20 août, 27 septembre : *ibid.*, f. 323 ; v. 10 supplément, f. 186.

(1) Sousa Coutinho à Canning, 28 août : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legaço em Londres*. Herman à Talleyrand, le 20 : *A. E., Port.*, v. 126, f. 323.

(2) Les courriers mettaient en général une dizaine de jours à faire le voyage ; en faisant diligence, ils pouvaient n'en mettre que huit : *ibid.*, *legaço em Paris, passim* et particulièrement 4 avril, 6 octobre 1807.

(3) Araújo à Lima, 12 août 1807 ; Ega à Godoy, d'après les instructions d'Araújo, le 18 : *BRKER*, XVI, 224, 237.

partir pour le Brésil les escadres britanniques l'y aideraient (1). De l'arrestation des sujets anglais et de la confiscation de leurs biens il ne disait rien, car le régent lui avait promis qu'il ne prendrait jamais ces deux mesures, et Araújo lui avait confirmé ces promesses par écrit (19 août) (2). Quant à la fermeture des ports, le prince avait en revanche fait comprendre à Strangford qu'il serait sans doute contraint de s'y résigner. Enfin, pour la déclaration de guerre à l'Angleterre que Napoléon exigeait, Araújo aurait voulu que le cabinet de Londres lui permît de la faire... en théorie : « Tout ce que nous demandons, dit-il au ministre britannique, c'est que l'Angleterre ne détruise pas nos colonies et notre commerce. Il est de son intérêt que nous soyons indépendants de la France, même au prix de sacrifices temporaires. Elle n'a rien à craindre du conflit où nous pouvons être forcés d'entrer. Qu'elle prenne et coule nos navires de guerre là où elle les trouvera engagés contre elle, ce sera notre affaire d'éviter cette circonstance. Elle peut être assurée que si les corsaires français et espagnols sont autorisés à s'équiper dans les ports portugais, on ne délivrera pas de lettres de marque à des sujets portugais. L'univers admirera la modération de l'Angleterre, et elle en touchera le bénéfice un jour » (3). Strangford répondait naturellement de façon évasive, et il est probable qu'il ne pensait pas qu'Araújo prît ses propres suggestions au sérieux.

Il fallait pourtant se décider à envoyer une réponse à Paris. Un Conseil d'État tenu le 21 août en rédigea une à la mise en demeure « *tão sensível como inesperada* » de Napoléon. Elle était vaguement conciliante, catégorique cependant sur deux points : le refus d'arrêter les Anglais et de confisquer leurs biens. En l'adressant à Rayneval, Araújo ne manqua point de démontrer de façon irréfutable que ces dernières mesures eussent été entièrement inefficaces (4).

(1) Strangford à Canning, 29 août 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 55.

(2) Strangford à Canning, 19 août : *ibid.* Araújo à Strangford, le 19 : BIKER, XIV, 236.

(3) Strangford à Canning, 19, 20, 21 août 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 55.

(4) Parmi les Anglais résidant alors à Lisbonne il n'y en avait, au dire d'Herman, que « 5 ou 6 de quelque considération », et une vingtaine de riches négociants ; le reste ne se composait que de boutiquiers, de cabaretiers et d'artisans. Quant aux biens anglais en Portugal, c'étaient presque uniquement des fonds de commerce et des stocks de marchandises achetées à terme et non encore payées, dont la confiscation eût ruiné surtout des Portugais et des Français trafiquant sous des noms portugais. D'ailleurs, la riposte était trop facile au gouvernement britannique : les intérêts qu'avait en Angleterre la seule compagnie de Porto dépassaient 3 millions de cruzados (7 millions et demi de francs). — Herman à Talleyrand, 20 août : A. E., *Port.*, v. 126, f. 323. Araújo à Campo Alange, le 21 ; à Rayneval, 25 septembre : BIKER, XIV, 254, 293, 295.

Seulement, comme Napoléon les exigeait, non pas pour leur efficacité matérielle, mais pour leurs conséquences morales, il était difficile que l'argumentation portât (1).

Elle sembla cependant produire quelque effet, et contre toute prévision la réponse de l'empereur ne fut pas un éclat de colère. De son ultimatum si net et si pressant le Portugal rejetait deux conditions essentielles. Rayneval ajoutait encore à cet échec par une attitude d'équivoque et de faiblesse : il annonçait en effet, en transmettant le refus d'Araújo, qu'il demanderait bien ses passeports pour le 1^{er} septembre, comme il en avait l'ordre, mais qu'il n'en ferait pas usage, car les choses lui semblaient à la veille de s'arranger (2). Sa position allait même devenir plus embarrassante que ne pouvait le penser Napoléon, car Araújo, sur les conseils qu'il reçut de Strangford, lui refusa les passeports qu'il demandait (6 septembre) (3). La dignité impériale était donc compromise à Lisbonne, et cependant Junot, nommé depuis le 2 août commandant en chef du Corps d'observation de la Gironde, et à Bayonne depuis le 31, ne reçut pas l'ordre de se porter en avant. Napoléon se contenta de mander à Champagny : « Quant au Portugal, il paraît que cela marche mal. Il faut attendre au reste la nouvelle de ce qui se sera passé au 1^{er} septembre » (4). La réponse que Champagny envoya à Rayneval, le 9 septembre seulement, fut un blâme des plus modérés, et adouci d'éloges : « L'Empereur a remarqué que vous n'avez pas mis dans cette négociation l'opiniâtreté qui pouvait en hâter le succès... que vous n'avez pas déployé l'adresse et la ténacité d'un négociateur consommé, ce qui n'est pas étonnant à votre âge, et il rend justice à vos bonnes intentions, au bon esprit qui vous a conduit et à la sagesse de votre résolution... En général, en matière de négociations l'inaction est préférable à la précipitation. » Les conditions présentées au Portugal étaient légèrement adoucies : Napoléon n'exigeait plus que l'arrestation provisoire des Anglais et le séquestre (et non la confiscation) de leurs biens. Rayneval devait remettre au régent une

(1) Araújo à Rayneval, Campo Alange et Lima, 21 août : BIKER, XIV, 246, 254, 243 ; à Talleyrand, lui demandant de la modération : *ibid.*, 250.

(2) Rayneval à Talleyrand, 25 août 1807 : A. E., *Port.*, v. 126, f. 348. Les ministres français et espagnol avaient rappelé à Araújo, le 23, l'obligation où ils allaient être de demander leurs passeports, et Araújo avait répondu évasivement : BIKER, XIV, 258, 260, 264, 266.

(3) Rayneval à Araújo, 2 septembre (réponse du 6) : BIKER, XIV, 274 ; à Talleyrand, le 5 : A. E., *Port.*, v. 126, f. 358, 276. Strangford à Canning, 29 août : *Record Office*, F. O. 63, 55.

(4) 4 septembre 1807 : *Corr.*, 13.105.

lettre de l'empereur et c'est le 1^{er} octobre 1807 qu'il devait quitter Lisbonne si ces conditions étaient encore repoussées (1).

Les raisons de cette modération inattendue sont trop visibles : l'armée de Portugal n'était pas prête. Les ordres que Napoléon avait donnés le 29 juillet et le 2 août prévoyaient qu'elle serait concentrée à Bayonne pour la mi-septembre. Mais on avait eu du côté des effectifs des mécomptes sérieux : deux divisions d'infanterie sur trois allaient arriver à Bayonne avec des unités extrêmement incomplètes ; la cavalerie était dans le même cas, et l'artillerie manquait à la fois de pièces et d'hommes. En outre, au moment où l'empereur connut le refus du Portugal, au début de septembre, tous ces corps se trouvaient encore à dix-huit jours de marche de Bayonne (2). Napoléon avait fixé au 1^{er} septembre la date à laquelle le Portugal devrait se soumettre, et au 15 seulement celle à laquelle les éléments de l'armée de Portugal devaient arriver à Bayonne (après quoi il resterait à les organiser). Ce décalage le mettait dans une position fâcheuse : celle où il s'était trouvé en 1803 quand il avait menacé l'Espagne d'un camp de Bayonne que Godoy savait ne pas exister ; sa tactique dans les affaires de la Péninsule n'avait pas changé. A cette pénurie de moyens militaires s'ajoutaient certaines inquiétudes du côté de l'Espagne. L'empereur venait de recevoir une lettre de Charles IV où il était question de l'envoi à Paris d'un ambassadeur extraordinaire, le duc de Frias, mais aussi, semble-t-il (3), de la nécessité urgente de la paix générale. Napoléon releva vivement ce dernier passage : « Elle [V. M.] sentira facilement que ce n'est pas encore le moment d'agiter ces choses, et qu'il faut, avant tout, arracher le Portugal à l'influence de l'Angleterre » (4). Ces inquiétudes du côté de Madrid étaient très vagues sans doute, mais peut-être engagèrent-elles Napoléon à ne pas brusquer les choses : on ne pouvait s'engager avant d'avoir lié l'Espagne par un traité formel.

A la modération apparente de Paris correspondait le calme apparent de Lisbonne. Araújo avait réussi dans ses efforts pour écarter la panique : les chargements se poursuivaient dans le port, le taux des assurances maritimes restait stationnaire, la perte du papier-monnaie qui avait passé de 14 à 20 % baissait à 15 au début de sep-

(1) Champagny à Rayneval, 9 septembre 1807 : A. E., *Port.*, v. 126, f. 366.

(2) Exposé détaillé dans GRASSET, *La guerre d'Espagne*, I, 77-87.

(3) Il ne semble pas que cette lettre existe encore dans les archives espagnoles.

(4) A Charles IV, 8 septembre 1807 : *Corr.*, 13.131.

tembre, les négociants britanniques ne s'alarmaient pas et le change anglais se maintenait (1). Rayneval semblait confiant en la bonne foi d'Araújo qui, lorsqu'il lui décrivait le récent bombardement de Copenhague, l'assurait que les mesures étaient prises pour épargner pareil sort à Lisbonne. Herman cependant était plus méfiant : « Toutes ces contradictions, toutes ces tergiversations, écrivait-il à Talleyrand, nous mèneront à être chassés d'ici par les Anglais » (2). — Mais en réalité ce calme couvrait un profond désarroi du gouvernement portugais. Araújo attendait avec anxiété la réponse de Napoléon, tiraillé qu'il était par des informations contradictoires : de Madrid Ega écrivait qu'en cas de rupture Campo Alange avait ordre d'observer une conduite modérée, de quitter Lisbonne, mais de rester à proximité de la ville, prêt à reprendre les pourparlers ; de Paris en revanche Lima transmettait des bruits alarmants (3). Araújo se savait par ailleurs miné par Rodrigo de Sousa, qui cherchait à reprendre son ancienne place de ministre de la marine et qui par son frère l'ambassadeur le faisait représenter à Londres comme vendu à la France. Or Sousa était appelé aux Conseils d'État qui se réunissaient fréquemment, ainsi qu'Almeida, l'ancien ministre des Affaires Étrangères, très anglophile et qui poussait aux solutions extrêmes ; le Conseil du 27 août, tenu à Mafra, avait confirmé le refus d'arrêter les Anglais et de confisquer leurs biens. Pour accroître son incertitude, Araújo n'avait pas encore le résultat des pourparlers que Sousa Coutinho avait dû engager à Londres avec le cabinet britannique (4).

Le mieux était dans ces conditions de se préparer aux deux solutions à la fois, en attendant la réponse de Napoléon : d'être en mesure aussi bien de défendre Lisbonne contre une escadre anglaise que de se soustraire à une invasion française. On tint donc à Mafra des conseils de généraux, auxquels assista entre autres le vieux quartier-maître général de Rozières, un des commandants de corps lors de la guerre des Oranges. L'armée, grâce aux réformes qu'A-

(1) Herman à Talleyrand, 5 septembre : A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 179. ? (Cevallos) à Masserano, le 21 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5217.

(2) Rayneval à Champagny, 5 septembre : A. E., *Port.*, v. 126, f. 358. Herman à Talleyrand, 25 août : v. 10 supplément, f. 169.

(3) Ega à Araújo, 28 août : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*. Lima au même, le 18 : *ibid.*, *legação em Paris*.

(4) La situation d'Araújo avait toutefois été consolidée par la mort de Lafões et de Vila Verde (10 et 18 novembre 1806). — Strangford à Grey, 17 novembre 1806 ; à Canning, 29 août, 8 septembre 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 50 et 55. Herman à Talleyrand, 5 septembre : A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 179.

raújo avait pu faire après la mort de Vila Verde, était mieux payée, et bien que sa discipline et son moral fussent restés médiocres, elle pouvait remplir le double rôle qui lui fut assigné. On renforça les ouvrages qui couvraient Lisbonne du côté de la mer. On forma d'autre part un camp de 6.000 hommes à Peniche, petit port situé à 70 kilomètres de la capitale, dans une excellente position défensive, et où le régent eût pu se mettre à l'abri des Français. On demanda enfin à l'Angleterre 60.000 fusils pour l'infanterie et des armes pour la cavalerie (1). Les préparatifs maritimes étaient poussés en même temps avec une activité égale ; on commença à armer, comme le régent en avait récemment donné l'ordre, 5 vaisseaux et 4 frégates, on fit la presse des ouvriers et des matelots, le tout avec la plus grande publicité. On pressentait Strangford sur la collaboration possible d'une escadre anglaise destinée à favoriser le départ pour le Brésil (2). Ainsi, Araújo se préparait à toute éventualité, et en même temps il donnait des gages aux deux partis : car suivant qu'il parlait à Rayneval ou à Strangford, Peniche était fortifié contre les Anglais ou les Français, l'escadre préparée contre les uns ou contre les autres, à moins que ce ne fût contre une révolte possible des nègres d'Amérique. A Rayneval toutefois, Araújo ne cachait point le projet de départ pour le Brésil, projet qui, assurait-il au ministre britannique, devait retenir beaucoup Napoléon dans ses exigences (3).

Ces exigences « adoucies » du 9 septembre arrivèrent à Lisbonne le 19 septembre 1807, à huit heures du soir, et le lendemain matin Rayneval passa à Araújo la note correspondante (4). Le régent avait cinq jours pour se décider, et les mesures exigées devaient être prises pour le 5 octobre. Une lettre de Napoléon au prince Jean (qui lui fut remise le 22) accompagnait de façon assez menaçante ce nouvel ultimatum (5).

(1) Peniche est relié à la côte par un isthme marécageux qu'il était facile de couper et où les travaux d'approche étaient impossibles ; son ravitaillement par mer était toujours assuré : « Le Portugal ne doit pas être regardé comme conquis tant que nous aurons Peniche », écrivait Araújo à Sousa Coutinho le 7 septembre : BIKER, XIV, 280. Rayneval à Champagny, les 5, 12 : A. E., *Port.*, v. 126, f. 358, 371. Campo Alange à Cevallos, le 16 : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 5371. Strangford à Canning, 21 août : *Record Office*, F. O. 63, 55.

(2) Rayneval à Champagny, 23 août, 5, 12, 16 septembre : A. E., *Port.*, v. 126, f. 345, 358, 371, 373. Campo Alange à Cevallos, 16 septembre : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 5371. Strangford à Canning, 29 août, *Record Office*, F. O. 63, 55.

(3) *Ibid.*, et 8 septembre 1807, *ibid.*

(4) Rayneval à Araújo, 20 septembre 1807 : BIKER, XIV, 286 ; à Champagny, le 26 : A. E., *Port.*, v. 126, f. 382. Rayneval se contenta de faire verbalement les adoucissements permis par Napoléon.

(5) « Si contre mes espérances V. A. R. mettait sa confiance dans mes ennemis,

Mais en même temps que la réponse de Napoléon Araújo reçut celle de l'Angleterre, qui était tout aussi embarrassante pour lui. Le cabinet britannique n'offrait pas un seul homme pour défendre le Portugal. Il reprenait donc son attitude de 1801, à laquelle il était revenu en présence du refus que le cabinet de Lisbonne avait opposé, en août 1806, à son offre de secours armé ; l'insistance avec laquelle à partir de cette date il avait invité le Portugal à faire lui-même de sérieux efforts en vue de sa propre défense était symptomatique et aurait dû faire prévoir la décision qu'il prit en 1807 (1). Araújo n'avait pas à espérer davantage que Canning consentit jamais à une guerre simulée entre les deux pays : Sousa Coutinho ayant posé la question s'était vu opposer un refus catégorique et avait eu l'impression très nette que si l'on en venait aux coups de canon les Anglais n'hésiteraient pas à traiter Lisbonne comme ils avaient fait de Copenhague (2). Le cabinet britannique se contentait d'enregistrer bien nettement et publiquement la promesse du régent que ses sujets et ses biens seraient respectés à Lisbonne : ce fut Georges III lui-même qui en écrivit au prince Jean pour le remercier (3). Canning s'appropriait en outre à profiter de la situation pour faire occuper Madère, sous prétexte de le conserver au Portugal ; cette même précaution avait été prise en 1801 et paraissait si naturelle que Strangford, de sa propre initiative, avertissait le régent que les troupes étaient certainement en route ; Canning avait déjà signé avec Sousa Coutinho une convention secrète (12 septembre) pour qu'ordre fût donné au gouverneur de ne résister que pour la forme (4). Tout ce que l'Angleterre offrait au régent, c'était un conseil, celui de s'embarquer pour le Brésil. Elle ne pouvait guère en donner d'autre, puisqu'elle abandonnait les Portugais à eux-mêmes et qu'elle les savait hors d'état de résister. Mais c'était aussi la solution la plus profitable à ses propres intérêts, car elle avait eu soin de se faire

je n'aurais plus qu'à regretter une détermination qui la détacherait de moi, et qui renverrait aux chances des événements la décision de ses plus importants intérêts. » Napoléon au régent, 8 septembre : *Corr.*, 13.132. Cette lettre était la réponse à celle qu'avait remise Brito.

(1) Le *Foreign Office* et Grey à Strangford, 7 octobre, 23 décembre 1806 ; Strangford à Grey, 9 décembre : *Record Office*, F. O. 63, 50.

(2) Sousa Coutinho, il est vrai, était alors dans un affolement complet, malgré tout ce qu'Araújo s'efforçait de lui écrire de rassurant : à Canning, 28 août ; à Araújo, 6 septembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Londres*. Araújo à Sousa Coutinho, 29 août, 23 septembre particulièrement : BIKER, XIV, 267, 290.

(3) Georges III au régent, septembre 1807 : BIKER, XIV, 272.

(4) Strangford à Canning, 21 septembre 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 55. Sousa Coutinho à Araújo, « *secretissimo* », le 12 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Londres*.

promettre, dans la convention Sousa Coutinho-Canning du 12 septembre, un traité de commerce qui ouvrit les ports du Brésil à ses bâtiments. Le seul danger était que la flotte portugaise tombât aux mains des Français, mais la même convention stipulait qu'on ferait le nécessaire pour éviter cet accident (1).

La réponse britannique parvint à Araújo de Azevedo le 21 septembre 1807, apportée par le consul Gambier. Aucun des deux adversaires n'avait donc fait de concession réelle, et le ministre portugais se trouvait comme devant, entre l'enclume et le marteau, entre Rayneval et Strangford dont le combat reprenait. Rayneval, une fois de plus, eut le dessous. Lors de la courte audience qu'il obtint pour remettre la lettre de Napoléon, le régent se contenta de rappeler les sacrifices déjà faits, sans rien promettre. Campo Alange, le 22 septembre, n'eut pas plus de succès ; le régent sembla ému de ses instances, il offrit « de faire tout ce qu'il pourrait », mais ne précisa rien (2). Lorsque Strangford fut reçu afin de présenter la lettre de Georges III, le 25, il eut au contraire une très longue audience, et tout le temps de faire un discours étendu. Il ne put à vrai dire décider entièrement le régent, qu'il avait trouvé plein d'agitation et d'inquiétude, mais il avait déjà à ce moment un gros succès à son actif : le Conseil d'État tenu l'avant-veille avait voté contre l'acceptation de l'ultimatum français. Strangford accentua encore la pression sur l'entourage du prince Jean, et le jour même la réponse portugaise fut remise à Rayneval : comme la précédente, elle était négative (3).

La crise entraînait dans la période aiguë. Rayneval et Campo Alange demandèrent leurs passeports, qui leur furent envoyés le 29 et le 30 septembre 1807. L'un et l'autre quittèrent Lisbonne le 1^{er} octobre, date fixée par l'ultimatum de Napoléon (4). On ne pouvait plus cacher la situation au commerce ; dès le 25 d'ailleurs Gambier avait averti la factorerie anglaise de ne pas s'engager dans des opérations

(1) Canning à Sousa Coutinho, 12 septembre ; Sousa Coutinho à Araújo, le 12 : *ibid.*

(2) Rayneval à Champagny, 26 septembre 1807 : A. E., *Port.*, v. 126, f. 382. Campo Alange à Cevallos, le 23 : A. *Histórico N., Estado*, c. 5372.

(3) Herman à Talleyrand, 27 septembre : A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 186. Strangford à Canning, le 26 : *Record Office*, F. O. 63, 55. Campo Alange à Cevallos, le 27 : A. *Histórico N., Estado*, c. 5372. Araújo à Rayneval et Campo Alange, le 25 : BIKER, XIV, 295, 293.

(4) Rayneval à Araújo, 28 septembre, 2 octobre : A. E., *Port.*, v. 126, f. 386, 393. Campo Alange à Cevallos, 27 septembre, 3 octobre : A. *Histórico N., Estado*, c. 5372. Araújo à Rayneval et Campo Alange, 29, 30 septembre : BIKER, XIV, 310, 312.

de longue haleine, et le 1^{er} octobre il lui conseilla de songer à ses préparatifs de départ. Les assurances tranquillisantes que le régent fit à la *Real Junta do Commercio* n'eurent pas d'effet, de nombreuses banqueroutes se produisirent, il fallut décréter un moratorium de trois mois pour les obligations et effets de commerce, les prix montèrent, le papier-monnaie perdit 35 %. Il semblait déjà que l'on vît la main de Napoléon s'étendre vers Lisbonne (1).

IX

RESSERREMENT DE L'ENTENTE FRANCO-ESPAGNOLE

LE SACRIFICE DE L'ÉTRURIE. — En même temps que l'attitude du Portugal l'amena à lancer Junot sur Lisbonne, Napoléon comprenait qu'il pouvait agir en Étrurie également ; à la fin d'août 1807, ses troupes avaient occupé Livourne, et l'Espagne ne protestait pas.

Si peu avisée qu'elle fût, Marie-Louise d'Étrurie avait bien compris que tant de manifestations anti-françaises en Toscane, tant de commerce avec les Anglais et tant d'appétits autour de ses états mettaient en péril la couronne de son fils. Elle s'efforçait donc depuis quelque temps de conjurer le mécontentement de Napoléon en se montrant personnellement très francophile. Ses lettres à l'empereur et à Eugène de Beauharnais assuraient de son loyalisme (2). Elle mettait une bonne volonté évidente à prendre et à faire exécuter les mesures que réclamait la France (3). La fête de Napoléon, le 15

(1) Herman à Talleyrand, 27 septembre ; Rayneval à Champagny, le 28, 2 octobre ; Araújo à la *Junta do Commercio*, 2 octobre : A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 186 ; v. 126, f. 387, 393, 392. Texte du moratorium (qui fut rapporté peu après) dans le *Journal de l'Empire* du 22 octobre.

(2) Marie-Louise d'Étrurie à Napoléon, fin 1806, 24 juillet 1807 : MARMOTTAN, *Le royaume d'Étrurie*, 189, 218. A Eugène de Beauharnais, décembre 1806 ; Eugène à Napoléon (transmettant cette lettre et se plaignant de son insuffisance), 1^{er} janvier 1807 : A. N., AF IV 1701.

(3) Pour faire poursuivre les conscrits réfractaires, saisir les marchandises anglaises, surveiller les prêtres francophobes, etc. Les manifestations francophiles de la régente ne datent pas de cette époque, mais à partir de 1807 elles deviennent beaucoup plus fréquentes et marquées. Cf. son mot au début de 1806 : « Je ne suis plus Espagnole ici, je suis Française. » — Aubusson au cabinet étrurien, 17 juillet 1807 ; à Talleyrand, 5 mai, 24 juillet ; Beauharnais au même, 18 mars 1806 ; Artaud au même, 26 août 1806 : A. E., *Toscane*, v. 159 A, f. 232, 151, 238 ; v. 158 A, f. 107 ; v. 158 B, f. 71.

août 1807, fut célébrée à Florence avec un éclat tout particulier ; il est vrai qu'Aubusson n'avait ménagé ni ses pas ni son argent pour que les cérémonies fussent splendides au palais Corsini, siège de la légation française ; mais de son côté la régente ordonna grand cercle et grand dîner à la cour, des illuminations, des spectacles gratuits, elle inaugura à cette occasion le nouveau lycée de Florence et le soir, à la légation, elle alluma elle-même la fusée qui devait donner le signal des réjouissances (1). La veille, à Paris, Napoléon avait reçu l'ambassadeur extraordinaire d'Étrurie, le marquis Paolo Garzoni Venturi. Amené aux Tuileries par les voitures de la cour, introduit par Talleyrand, Venturi venait présenter à l'empereur les félicitations de sa souveraine pour la paix de Tilsit (2).

Napoléon reçut courtoisement les compliments de la régente d'Étrurie, mais il y avait près de trois semaines qu'il avait secrètement donné l'ordre d'occuper une partie de ses états. Ce n'étaient pas en effet quelques manifestations francophiles de Marie-Louise qui pouvaient calmer son ambition ni lui faire oublier tous les motifs de mécontentement que les Toscans lui avaient donnés. Le plan arrêté au lendemain de Tilsit devait s'exécuter en Étrurie comme en Portugal, plus facilement même, car l'Étrurie était entièrement désarmée. Il est vrai que de ce côté on pouvait se heurter à une difficulté particulière, l'opposition de l'Espagne. Aussi Napoléon agit-il avec prudence : il mit les Bourbons de Madrid en présence d'un fait accompli, l'occupation militaire de Livourne ; et comme ils s'inclinaient, l'empereur comprit qu'ils consentaient au sacrifice de cette Étrurie qui pourtant leur avait coûté si cher, et il ne resta plus qu'à inscrire leur renonciation en bonne et due forme dans un traité, qui allait être celui de Fontainebleau.

Sitôt les troupes espagnoles parties de Toscane, Napoléon avait songé à les remplacer par des troupes françaises (3). Mais c'est au retour de Tilsit seulement que l'ordre en fut donné. Le 29 juillet 1807, dix jours après avoir déclenché l'offensive diplomatique contre le Portugal, il manda à Eugène de concentrer à Bologne un corps

(1) La fusée partit d'ailleurs trop tôt et brûla Aubusson à la main : à Talleyrand, 14, 17 août 1807 : *ibid.*, v. 159 A, f. 255, 260. Tassoni à Testi, le 18 : CANTÙ, *Corrispondenze di diplomatici*, 593. *Journal de l'Empire*, 2 septembre.

(2) La régente à Napoléon, Aubusson à Talleyrand, 27 juillet ; Masserano au même, 7 août : A. E., *Toscane*, v. 159 A, f. 241, 242, 252. *Journal de l'Empire*, 15 août 1807.

(3) Cf. Talleyrand à Aubusson, Finkenstein, 23 mai 1807 : « S. M. jugera si depuis leur éloignement de Livourne [des Espagnols] il doit être pris pour la défense de cette place quelques nouvelles mesures. » A. E., *Toscane*, v. 159 A, f. 173.

qui sous les ordres du général Charpentier irait occuper Livourne et confisquer les marchandises anglaises. « Cette opération, ajoutait-il, doit être tenue très secrète » (1). C'était là recommencer le coup de main que le général Bonaparte avait déjà fait effectuer en 1796 pour gêner les Anglais qui, maîtres de la Corse, avaient fait de Livourne un grand entrepôt britannique et y avaient noué d'actives relations avec les émigrés, sans se soucier de la neutralité théorique du grand-duc (2). Mais cette fois les vues de Napoléon allaient plus loin.

Il garda quelque temps le secret sur cette entreprise, même à l'égard des Relations Extérieures. Ce fut seulement quand il sut que tout était prêt en Italie et que Charpentier arrivait à Bologne qu'il avertit Champagny (16 août) (3). Le gouvernement étrurien fut avisé plus tard encore ; la dépêche pour Aubusson ne partit que le 18, encore la fit-on passer par Eugène pour qu'il ne la transmitt au bouillant diplomate qu'à la veille de l'occupation. Ce fut donc le 29 au matin seulement qu'Aubusson fit connaître au cabinet de Florence la mesure qui allait être prise, nouvelle qui fut accueillie avec « beaucoup d'inquiétude et de chagrin » (4). La même discrétion avait été observée à l'égard des exécutants eux-mêmes. Le général Miollis, que Napoléon avait désigné en fin de compte, le 16 août, pour commander l'expédition, avait reçu à son départ de Bologne (24 août) un pli fermé qu'il ne devait ouvrir qu'à une journée de Florence. D'après les instructions qu'il y trouva, il évita la capitale et marcha de Pistoia sur Livourne où il entra le 29 août 1807 à trois heures. Il doubla aussitôt tous les postes toscans par des postes français, occupa les batteries, défendit aux bâtiments de sortir du port, fit arrêter les Anglais et saisir leurs marchandises (5). Il montra beaucoup de rigueur dans l'exécution de sa consigne. La

(1) Le corps devait être tiré des dépôts des régiments alors à Naples, et comprendre 4.600 fantassins français, 1.800 italiens et 600 cavaliers. Charpentier était le chef d'état-major d'Eugène. Napoléon à Eugène, 29 juillet 1807 : EUGÈNE, *Mémoires et Correspondance*, éd. Du Casse, III, 373.

(2) Il y avait à Livourne pour 15 millions de marchandises anglaises ; ce qu'on put saisir (27 mai 1796) fut vendu comme prises faites en mer et rapporta une dizaine de millions : LUMBROSO, *Napoleone e l'Inghilterra*, 289. Cf. MIOT DE MELITO, *Mémoires*, I, 82, 85.

(3) Dans FOURNIER, *Napoleon I.*, II, 366.

(4) Talleyrand à Aubusson et Eugène, 18 août 1807 ; Aubusson à Talleyrand, le 31 : A. E., *Toscane*, v. 159 A, f. 261, 263, 278.

(5) Napoléon à Eugène, 16 août ; Eugène à Napoléon, le 21, et 3 septembre ; Charpentier à Berthier, 14 septembre : dans EUGÈNE, *Mémoires et Correspondance*, III, 385, 391, 395, 337.

liste des sujets anglais ou supposés tels fut établie avec une sévérité excessive, au dire du consul français Lesseps lui-même. L'embargo le plus strict fut déclaré. Ordre fut donné de faire déclaration de toutes les marchandises britanniques ; une commission formée de négociants français et toscans et d'officiers français perquisitionna dans les entrepôts pour les faire saisir, et des pelotons de grenadiers fouillèrent plusieurs centaines de maisons pour les y rechercher ; celles qu'on découvrit de la sorte et qui n'étaient pas déclarées valurent à leurs propriétaires une amende s'élevant au triple de leur valeur. Le trafic du port était bouleversé par des ordres draconiens et contradictoires, et toute la ville dans l'émoi (1). Bref, on se serait cru en pays conquis plutôt que dans les états d'une alliée de l'empereur et d'une fille du roi d'Espagne.

L'expédition avait été aisée ; la justification était plus difficile, surtout vis-à-vis du gouvernement espagnol. A l'égard de celui de Toscane en effet il suffisait de sauver la forme. Aubusson fut invité à invoquer à Florence le péril où se trouvait Livourne depuis le départ des Espagnols d'O'Farill, exposée qu'elle était à un débarquement anglais. Il devait expliquer aussi qu'il fallait bien faire exécuter le blocus ; cette raison était meilleure, et de nombreux ports italiens furent à la même époque occupés de la même manière, mais il était excessif d'affirmer, comme Napoléon à Champagny, que « si la reine d'Étrurie avait mis plus de fermeté avec ses ministres et eût poursuivi l'exécution des mesures prohibitives adoptées, cela ne fût pas arrivé » (2). A ces explications, on joignit quelques ama-

(1) On dut constater que la moitié des marchandises étaient des denrées coloniales ayant des certificats d'origine non-anglaise, ou avaient passé par le royaume d'Italie avec des marques et des plombs faux. La valeur des saisies atteignait, d'après l'expertise, 2.826.890 francs ; les amendes s'élevèrent à 4.468.770 francs. Le commerce de Livourne n'ayant rien voulu racheter, on vendit les marchandises ; on en tira 2 millions qui furent répartis entre la caisse d'amortissement de Paris, Miollis et les troupes. Noter le soin particulier que Napoléon avait mis à ne faire commander l'expédition que par des généraux « d'une probité sûre » : MARMOTTAN, 234, 238. Lettres d'Italie dans le *Journal de l'Empire*, 14, 23, 25 septembre. Lesseps à Talleyrand, 31 août, 2, 7 septembre, 6 octobre, 18, 20 novembre : A. E., *Consulat de Livourne*. Aubusson à Champagny, 16 septembre ; Mozzi à Aubusson, le 17 : *Toscane*, v. 159 B, f. 25, 36. Tassoni à Testi, 13 octobre : dans CANTÙ, *Corrispondenze di diplomatici*, 595. Napoléon à Eugène, 16 août, 1^{er}, 29 septembre 1807, 28 février 1808 ; Eugène à Napoléon, 6 septembre, 2 octobre 1807 : dans EUGÈNE, *Mémoires*, III, 389, 395, 400, 418, 421 ; IV, 61.

(2) Quelques semaines plus tard, parlant à Venturi à l'audience diplomatique, Napoléon insistait encore sur l'argument du blocus : Champagny à Aubusson, 22 octobre ; Talleyrand au même, 18 août : A. E., *Toscane*, v. 159 B, f. 150 ; v. 159 A, f. 261. Napoléon à Champagny, 14 septembre : dans FOURNIER, *Napoléon I.*, II, 367.

bilités. Aubusson fut invité à apaiser et rassurer la régente, à jouer le rôle de conciliateur. Napoléon assura à Marie-Louise que la mesure servait les intérêts « confondus » de l'Étrurie, de la France et de l'Espagne, il lui accorda la demande qu'elle venait de lui adresser de réduire bientôt le nombre des troupes françaises que la Toscane devait entretenir, et il fit punir pour l'exemple un journaliste qui avait indiscrètement fait pressentir que de grands changements étaient proches dans le royaume (1).

Les explications à l'Espagne risquaient d'être plus embarrassantes, et l'on pouvait se demander comment Charles IV et Marie-Louise prendraient les procédés dont on usait à l'égard de leur fille. Au moment où Miollis entrait à Livourne, Aubusson avait bien pu assurer la régente, conformément aux dépêches de son cabinet, que Napoléon agissait en parfaite union avec l'Espagne (2), mais en réalité la chose avait été faite sans avertir la cour de Madrid (et ne pouvait guère se faire qu'ainsi). On justifia la mesure après coup. Beauharnais eut à prouver à la *Secretaría de Estado* qu'on avait été dans l'obligation de remplacer à Livourne la division O'Farill. Champagny démontra à Masserano, en une note du 16 septembre, que le blocus souffrait par trop de « la facile indulgence » de la régente ; il assura verbalement qu'on n'en voulait pas à celle-ci, qu'on savait sincère amie de l'empereur, mais à ses conseillers (3). Mais c'étaient là des explications bien insuffisantes, et à qui ignorait le dessous des cartes il eût paru naturel que le cabinet espagnol montrât au moins de la mauvaise humeur. Il n'en fut rien. Si Masserano protesta, ce ne fut nullement contre le principe même de l'occupation de Livourne, mais seulement contre les inutiles rigueurs de Miollis (4). Et d'ailleurs les nouvelles prévenances que Napoléon

(1) Ce journaliste avait écrit dans le *Courrier des Dames*, de Milan : « Il paraît que les destins de ce pays [l'Étrurie] sont arrivés à leur maturité. » — La régente à Napoléon, 1^{er} septembre ; Aubusson à Talleyrand, le 4 ; Champagny à Aubusson, le 15 : A. E., *Toscane*, v. 159 A, f. 280, 289, 340. Napoléon à la régente, le 16 : *Corr.*, 13. 168 ; à Champagny, le 14 : dans FOURNIER, *Napoléon I.*, II, 367. Eugène à Testi, le 23 : dans CANTÙ, *Corrispondenze di diplomatici*, 594.

(2) Talleyrand à Aubusson, 18 août : A. E., *Toscane*, v. 159 A, f. 261.

(3) Masserano à Cevallos, 16 septembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5217. Champagny à Beauharnais, le 9 ; à Masserano, le 16 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 23 ; *Toscane*, v. 159 B, f. 4.

(4) Godoy à Murat, 27 octobre 1807 : dans MURAT, *Lettres et documents...*, V, 225. Réclamations de Masserano à Champagny, le 4 : A. E., *Toscane*, v. 159 B, f. 87. A signaler toutefois les réclamations dont Gutierrez de los Rios, chargé d'affaires d'Espagne à Milan en l'absence de Blasco de Orozco, prit l'initiative : à Testi, 24 septembre, dans CANTÙ, *Corrispondenze di diplomatici*, 590.

recevait de l'Espagne montraient bien que la cour de Madrid s'était définitivement résignée à sacrifier la Toscane au grand projet portugais.

LE BLOC FRANCO-ESPAGNOL. — Quelques jours après avoir donné les ordres pour l'occupation de Livourne, Napoléon fut informé par une lettre personnelle de Godoy que Charles IV lui envoyait un ambassadeur extraordinaire pour le féliciter de ses victoires et de la paix de Tilsit (1). On choisit pour cette mission l'un des plus grands seigneurs d'Espagne, Diego Fernandez de Velasco, duc de Frias Uceda, lieutenant-général des armées de S. M. C., chevalier de la Toison d'Or, ancien ambassadeur à Lisbonne et à Londres, et sept fois Grand d'Espagne. Il avait aussi le mérite d'être tout dévoué à Godoy (2). L'ambassadeur officiel, Masserano, annonça sa venue, l'ambassadeur officieux de Godoy, Izquierdo, précisa qu'elle était de pure parade et de pure étiquette, après quoi l'ambassadeur extraordinaire de S. M. C., Frias, fit son entrée à Paris (22 septembre) (3). Il fut courtoisement reçu, Napoléon remercia personnellement Charles IV et exprima sa satisfaction à Masserano. Les badauds de la capitale racontèrent que Frias allait apporter à l'empereur l'épée de François I^{er} (4). L'audience solennelle n'eut lieu qu'assez tard, car on remaniait à ce moment le protocole des réceptions, et elle fut placée au nombre des solennités qui eurent lieu pour célébrer l'anniversaire d'Iéna. Le cérémonial en fut pompeux et propre à rehausser le prestige des ambassadeurs, ce qui était assez nécessaire, car l'un, Masserano, était bossu, et l'autre, Frias, avec sa taille minuscule, sa peau couleur d'acajou et ses cheveux gris hérissés,

(1) Godoy à Napoléon, 26 juillet 1807 : A. N., AF IV 1680, 8^e d. A cette date Godoy ne savait probablement pas encore que l'offensive contre le Portugal, objet de tous ses vœux, était déclenchée : on a vu que la nouvelle en partit pour Madrid le 20. Il est possible toutefois qu'elle y soit arrivée le 26. — Peut-être aussi Godoy la reçut-il le 27, mais antidata sa lettre à Napoléon afin que la courtoisie gardât un caractère spontané et désintéressé.

(2) Beauharnais à Champagny, 30 août 1807 : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 484. Frias avait été ambassadeur à Lisbonne de 1798 à 1801, mais il n'avait pas occupé effectivement son poste de Londres auquel il avait été nommé en 1802.

(3) Note d'Izquierdo pour Napoléon, 4 septembre : A. N., AF IV 1680, 8^e d. Masserano à Cevallos, les 5, 22 : A. *Histórico N., Estado*, c. 5217 ; à Champagny, le 3 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 14. Napoléon au même, le 4 : *Corr.*, 13.104.

(4) Napoléon à Charles IV, 8 septembre : *Corr.*, 13.131. Masserano à Cevallos, le 16 : A. *Histórico N., Estado*, c. 5217. *Journal de l'Empire* du 7.

représentait, paraît-il, « absolument le nain jaune » (1). Les compliments furent chaleureux de part et d'autre, et tous purent comprendre que l'occupation de Livourne n'avait refroidi en rien l'amitié franco-espagnole, et que tout au contraire l'entente entre Paris et Madrid se resserrait en vue de l'action commune contre le Portugal.

Quelques mouvements diplomatiques très significatifs venaient au même moment confirmer cette impression. Charles IV était représenté à Saint-Pétersbourg par le comte de Noroña. C'était un homme médiocre, « l'objet du ridicule de la société », dit l'envoyé de Napoléon, Savary, « de peu de moyens et qui n'a aucune espèce de caractère. » On a vu qu'il avait eu une attitude nettement anti-française lors de la 3^e et de la 4^e coalition ; il s'était même permis à ce moment des insolences à l'égard du consul français Lesseps. Savary les lui rendit quand en 1807 il arriva à Saint-Pétersbourg ; mais de plus, comme sa situation était assez difficile et qu'il désirait vivement être épaulé par « des ministres bien choisis » d'Espagne, de Naples et de Hollande, il insinua (7 août) qu'il conviendrait d'éloigner Noroña (2). Aussitôt, Napoléon fit demander à l'Espagne le rappel de son ministre et son remplacement par Pardo de Figueroa, qu'il avait connu et sans doute apprécié à Berlin en 1806. « Il serait nécessaire, ajoutait-il, qu'on lui donnât les moyens de faire une assez forte dépense. » Godoy s'exécuta sur-le-champ (10 septembre) (3). Quelques semaines après, ce fut le tour de l'ambassadeur espagnol à Vienne, qui occupait le poste depuis 1796, le capitaine-général prince de Castelfranco. Napoléon exigea son changement pour des raisons analogues (16 septembre) et l'obtint tout aussi facilement (30 septembre). Izquierdo, en rendant compte à l'empereur des excellentes dispositions de son maître, commentait ainsi ce double rappel : « Agir en vertu d'une simple insinuation, sans en examiner les

(1) Frias était accompagné de ses trois fils, le comte de Haro et les deux chevaliers Pacheco. Masserano à Cevallos, 13 octobre : A. *Histórico N., Estado*, c. 5217. *Journal de l'Empire*, 17 septembre. Sur le physique de Frias, LORD HOLLAND, *Souvenirs des cours*, 119 ; CLARY-ET-ALDRINGEN, *Souvenirs*, 71 : « Le tout petit duc de Frias ... figure inouïe ... » Sur les modifications au cérémonial des ambassadeurs, Napoléon à Champagny, 22 septembre : *Corr.*, 13.173.

(2) Savary à Talleyrand, 7, 23 août : dans LA TOUR, *L'alliance russe*, 141, 198. Noroña à Cevallos, 9, 13, 23 octobre : A. *Histórico N., Estado*, c. 5908, 5909.

(3) Napoléon à Champagny, 25 août 1807 : *Corr.*, 13.070. Champagny à Beauharnais, le 26 ; réponse, 10 septembre : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 464 ; v. 672, f. 32. Savary rendit compte de l'effet produit : « Ce changement déplaît beaucoup ici au parti anglais, dont ce ministre était le très humble serviteur... L'effet que ce rappel produit montre combien il était nécessaire. » A Champagny, 21 octobre, dans TRAT-CHRVSKI, *Rapports diplomatiques*, IV, 243.

motifs, voilà, je crois, la vraie manière de s'entendre » (6 octobre) (1). Il était en effet difficile d'exiger mieux, et un gouvernement animé de dispositions aussi conciliantes pouvait bien accepter de voir les Français s'installer à Livourne sous prétexte de blocus.

Sur cette question du blocus l'entente franco-espagnole se resserrait encore. Napoléon avait appris que les mesures contre le négoce anglais n'étaient pas strictement appliquées en Espagne. Le commerce des laines avec les ports britanniques se faisait presque ouvertement par Santander et Bilbao. Il en était de même en Catalogne (2). A l'autre extrémité de la Péninsule, toute la région environnant Gibraltar faisait avec la place un trafic de contrebande intense, suivant d'ailleurs une habitude invétérée (3). On racontait que Godoy était personnellement intéressé à laisser des fissures dans le blocus, afin de pouvoir continuer à vendre aux Anglais les laines provenant de ses immenses propriétés (4). Champagny se plaignait de cette situation, et aussitôt le prince de la Paix fit toutes les promesses désirables, en chargeant Izquierdo d'assurer l'empereur de tout l'intérêt que Charles IV prenait au blocus (octobre) (5). Quelque temps après, Napoléon alla plus loin. Il fit demander à l'Espagne d'adopter sur ses côtes les mesures prises pour le Weser et l'Elbe,

(1) Napoléon à Champagny, 16 septembre : *Lettres inédites*, éd. de Brotonne, 208. Champagny à Beauharnais, le 22 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 78. Beauharnais à Godoy, le 30 ; réponse du jour : *A. Histórico N., Estado*, c. 5216. Note d'Izquierdo pour Napoléon, 15 octobre : A. N., AF IV 1680. On dit à Madrid que Napoléon allait exiger également le renvoi du consul britannique chargé des prisonniers de guerre, Hunter, mais il ne le fit pas : Hunter à Canning, 17 juillet, *Record Office*, F. O. 72, 56.

(2) A la fin d'août, la formation de l'armée de Portugal à Bayonne aurait provoqué une panique commerciale à Bilbao : bulletin de Fouché, 22 septembre 1807, d'après le rapport d'un capitaine marchand qui ajoute : « Il n'y a pas un seul port en Espagne où l'on n'entretienne des communications avec l'Angleterre. » HAUTERIVE, III. Talleyrand à Champagny, 29 janvier : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 88.

(3) La correspondance du consul français à Cadix, Le Roy, a toujours fourmillé de plaintes sur ce sujet. « Le blocus de Cadix comparé avec l'implicite trêve entre Gibraltar et le territoire espagnol fournira un épisode vraiment rare dans l'histoire de la guerre actuelle. » Les officiers anglais vinrent assister aux *corridos* qu'on donna au camp de Saint-Roch, le 15 août 1806, pour célébrer la fête de Napoléon ! Ils poussaient même jusqu'à Cadix, en aventures galantes. Le Roy à Talleyrand, 1^{er}, 22 août, 2, 26 septembre, 12 décembre 1806 etc. : A. E., *Consulat de Cadix*. Bulletin de Fouché, 20 juin, 13 novembre 1807 : HAUTERIVE, III.

(4) Gennotte à Stadion, 25 décembre 1806 : dans MAYER, *Die französisch-spanische Allianz*, II, 44. Le 15 mai 1807, une lettre anonyme fut envoyée d'Algésiras à Napoléon, dénonçant des agissements analogues de Godoy : *A. Histórico N.*, c. 5240, n° 7. De semblables commérages étaient monnaie courante dans toute l'Espagne.

(5) Champagny à Beauharnais, 22 septembre, 1^{er} octobre ; réponse du 16 ; Godoy à Beauharnais, le 19 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 78, 106, 163, 173. Note d'Izquierdo pour Napoléon, le 15 : A. N., AF IV 1680.

c'est-à-dire d'arrêter pour le visiter tout bâtiment portant des marchandises *susceptibles* d'être anglaises (20 octobre) ; puis il la pria d'interdire toute communication avec les Anglais, fût-ce même l'envoi de parlementaires (2 novembre). Godoy accéda aussitôt à ces désirs (1). D'autres politesses furent échangées à propos d'affaires maritimes. Après le bombardement de Copenhague, l'Espagne consentit à donner aux vaisseaux danois la protection de ses flottes ; chacune des deux puissances décida que dans ses ports les navires de guerre de son alliée seraient exempts de tous droits ; le prince de la Paix se déclara prêt à accorder « sans une minute de délai », comme le demandait Napoléon, les secours nécessaires à l'escadre de l'amiral Siniavine, qui après avoir remis Corfou aux Français tentait de regagner la Baltique (2).

Cette parfaite entente était enfin cimentée par des attentions personnelles. Godoy mettait une bonne grâce et une bonne volonté infinies dans les réponses qu'il faisait à Champagny au sujet des préparatifs de guerre contre le Portugal. Il faisait envoyer la Toison d'Or à Eugène de Beauharnais (3). Il resserrait ses liens d'amitié avec Murat. Comme celui-ci, qui avait reçu quelque temps auparavant du favori un présent de magnifiques chevaux, avait prié Napoléon d'en accepter deux, le prince de la Paix saisit aussitôt cette occasion pour lui en envoyer huit autres. Il y joignait des mérinos pour « la ménagerie » de la grande-duchesse de Berg, et Murat de remercier chaleureusement (4). Charles IV allait bientôt profiter des compliments que Napoléon lui faisait présenter à l'occasion des victoires espagnoles en Amérique pour exprimer à son allié tout son fidèle attachement (5). L'Espagne laissa passer sans protester une phrase

(1) Champagny à Beauharnais, 20 octobre, 2 novembre ; l'Amirauté espagnole au même, 16 novembre : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 178, 246, 308.

(2) Cette exemption de droits était à l'avantage de Napoléon, qui avait des vaisseaux en Espagne alors qu'elle n'en avait pas chez lui. — Soler à Masserano, 22 juillet : *A. Histórico N., Estado*, c. 5216 ; Beauharnais à Godoy, 9 août (réponse du 10), 20 août : c. 5217 ; à Talleyrand, le 13 : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 427. Napoléon à Decrès, le 1^{er} : *Corr.*, 12. 970 ; à Alexandre, dès le 24 juin /6 juillet : dans TRATCHEVSKI, *Rapports diplomatiques*, IV, 73.

(3) Napoléon à Eugène, 6 septembre 1807 : « Vous trouverez ci-joint la Toison d'Or que le roi d'Espagne vous a donnée. » (1) ; réponse et remerciements du 17 : EUGÈNE, *Mémoires*, éd. Du Casse, III, 400, 410. La Toison aurait été à l'origine destinée à Jérôme, mais Beauharnais l'aurait fait diriger vers sa famille : Michel à Murat, 24 novembre 1807, dans MURAT, *Lettres*, éd. Le Brethon, V, 232.

(4) Godoy à Murat, 5 octobre 1807 : A. N., AF IV 1680. Beauharnais à Champagny, le 6 ; à Godoy, le 10 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 125 ; *A. Histórico N., Estado*, c. 5216 (lettres personnelles). Murat à Godoy, 3 novembre : MURAT, *Lettres*, V, 225.

(5) A l'occasion de la reprise de Montevideo par Liniers, le 7 juillet 1807 : Beauharnais à Champagny, 14 octobre, A. E., *Esp.*, v. 672, f. 158.

aussi malheureuse que celle que Cretet prononça au Corps Législatif en y faisant l'exposé de la situation de l'empire (24 août 1807) : « De tous côtés, ... *au-delà... des Pyrénées*, ... la France ne se trouve environnée que d'une vaste chaîne de peuples amis *que ses armes avaient subjugués, que la sagesse de son chef a rendus à l'indépendance* » (1). Bref, comme en 1805, l'alliance franco-espagnole paraissait d'une intimité étroite, à laquelle l'occupation de Livourne n'avait porté aucune atteinte. Napoléon pouvait donc compter sur l'aide de l'Espagne pour réaliser ses projets sur le Portugal. Avant de commencer l'entreprise, il voulut néanmoins préciser les détails de la collaboration par un traité en bonne et due forme. La précaution était assez naturelle, — mais peut-être aussi l'empereur attendait-il de ce traité quelque chose de plus.

X

FONTAINEBLEAU

(29 octobre 1807)

LA GUERRE AU PORTUGAL. — La cour s'était rendue à Fontainebleau le 22 septembre 1807. Napoléon était censé s'y reposer des fatigues de la dernière campagne au milieu des fêtes éblouissantes qui s'y succédaient. Mais en réalité ces plaisirs étaient les moins divertissants du monde, et rarement l'on sentit la froideur guidée de l'étiquette impériale peser davantage qu'à Fontainebleau, sous le regard attentif et sévère de Duroc, qui veillait à ce que chacun suivît avec exactitude le règlement promulgué dès le premier jour. L'intention politique de tant de magnificences perçait d'ailleurs trop visiblement : il s'agissait de reprendre la tradition de l'ancienne cour et de l'éclipser ; il y avait spectacle comme sous Louis XVI, et les acteurs touchaient le même cachet que jadis à Versailles ; Napoléon chassait à courre dans la forêt, comme les Bourbons avaient tant aimé à le faire, et le cercle que l'impératrice tenait tous les dimanches sentait l'ancien régime (2). Enfin, tout le monde

(1) *Corr.*, 13.063. Masserano ne signala pas cette phrase à sa cour ; il ne serait pas étonnant qu'il n'eût pas même lu cet exposé.

(2) M^{me} DE RÉMUSAT, *Mémoires*, III, 218-259, 317 ; METTERNICH, *Mémoires*, I, 297 (témoignages malveillants).

sentait le maître occupé d'autant de soucis qu'à l'ordinaire, travaillant autant et pensant aussi peu à la détente et au plaisir. Comme l'écrivait pompeusement Champagny, « l'Empereur, venu à Fontainebleau pour y prendre quelques délassements, n'y jouit, à son ordinaire, que d'un loisir laborieux au sein duquel, veillant sur toutes les parties de son immense empire, il embrasse encore de ses regards, et l'état présent de l'Europe, et l'avenir qui se prépare pour elle » (1).

Les affaires de Portugal étaient au premier plan de ces préoccupations impériales. Il était peu probable que le cabinet de Lisbonne accueillît le deuxième ultimatum français plus favorablement que le premier, et Napoléon faisait ses préparatifs en conséquence. Se rappelant la guerre des Oranges et comment la forfaiture de Lucien avait déjoué tous ses plans, sachant bien que Beauharnais était susceptible de lui attirer des ennuis analogues par son incapacité, envisageant peut-être des négociations délicates dont il gardait le projet secret, Napoléon résolut d'envoyer à Madrid un ambassadeur de confiance, en même temps que d'une habileté éprouvée. Son choix se fixa sur le comte Antoine de La Forest, diplomate à vrai dire prolix et embrouillé, aux dépêches interminables et contournées, mais qui avait fait ses preuves au cours de trente années passées dans la diplomatie et l'administration, aux congrès de Lunéville et de Ratisbonne, à la légation de Munich, puis à l'ambassade de Berlin, et avait toujours témoigné de la prudence, de la sagesse et de la pénétration (2). L'empereur avait d'abord songé à lui pour l'ambassade de Saint-Petersbourg (3), puis il s'était ravisé et le 23 septembre 1807 il le fit avertir d'être prêt à partir pour Madrid au début d'octobre (4). Il était un peu tard pour songer à placer en

(1) A Savary, 8 octobre 1807 : dans TRATCHEVSKY, *Rapports diplomatiques*, IV, 220.

(2) Notice biographique par GEOFFROY DE GRANDMAISON, dans LA FOREST, *Correspondance*, I, VII-XLII. On sait l'importance du rôle que La Forest eut en Espagne de 1808 à 1813.

(3) Napoléon à Savary, 16 septembre : *Corr.*, 13.163. Ce choix avait été accueilli favorablement par le tsar (Savary à Champagny, 22 octobre et s. d., dans LA TOUR, *L'alliance russe*, 258, 268) et La Forest avait accepté « avec dévouement et reconnaissance » (Champagny à Napoléon, 20 septembre : A. N., AF IV 1706). Mais Napoléon s'était ravisé : il voulait un ambassadeur plus jeune, plus brillant, plus fastueux et peut-être plus de son intimité (pour traiter de son mariage avec une grande-duchesse) ; Alexandre de son côté voulait « un officier général et un homme qui ralliât la société par des formes ». Napoléon envoya donc Caulaincourt. — Napoléon à Savary, 1^{er} novembre : *Corr.*, 13.318. Metternich à Stadion, le 30 : METTERNICH, *Mémoires*, II, 143. VANDAL, *Napoléon et Alexandre*, I, 141. Caulaincourt à Napoléon, 22 décembre : NICOLAS MIKHAILOVITCH, *Rapports diplomatiques*, I, 5.

(4) A Champagny : *Dernières lettres inédites*, éd. de Brotonne, 590.

Espagne un diplomate sérieux. Il était même trop tard, car le titulaire du poste, Beauharnais, était en train de s'y compromettre de manière telle qu'il devint impossible de le rappeler sans paraître désavouer sa conduite, et La Forest ne fut définitivement nommé que le 24 mars 1808, alors qu'il n'était plus temps. — Napoléon poussait en même temps les préparatifs militaires. Il avait ordonné de rédiger un mémoire sur la force, l'itinéraire et les mouvements de l'armée de Portugal en 1801 (1). Il faisait presser Godoy afin que tout fût prêt pour le jour où Junot passerait la Bidassoa ; il avait d'abord fixé le début du mouvement au 16 octobre, puis il l'avança au 1^{er} (2).

Il était naturel que Napoléon se préparât pour le cas où le Portugal rejeterait son ultimatum. Mais on peut se demander s'il n'allait pas plus loin et s'il se résignait à la guerre ou bien s'il voulait de toute façon la perte de la cour de Lisbonne, même au cas où elle se serait soumise. Les instructions envoyées à Rayneval permettent d'affirmer que dans toutes les hypothèses Napoléon entendait occuper militairement le royaume : si le régent acceptait l'ultimatum, Rayneval devait demander que Lima reçût les pouvoirs nécessaires pour signer à Paris un traité d'alliance, et offrir 5 ou 6.000 Français pour protéger Lisbonne (3). Un acquiescement aux conditions franco-espagnoles n'eût donc pas sauvé le Portugal de la vassalité. L'eût-il sauvé du démembrement ? On peut se le demander, car dès le 25 septembre, bien avant d'avoir reçu la réponse de S. M. T. F. à son ultimatum, Napoléon ordonnait à Duroc de commencer les négociations avec Izquierdo en vue du partage du Portugal (4).

La nouvelle que le cabinet de Lisbonne avait pour la deuxième fois rejeté l'ultimatum français arriva à Fontainebleau au début d'octobre 1807. Le 9, Eugène fut invité à mettre l'embargo sur tous les navires portugais se trouvant dans les eaux italiennes, mesure qui fut étendue le 13 aux ports de l'Empire, à Hambourg et à la

(1) Billet réclamant ce mémoire de la part de l'empereur : A. N., AF IV 1604 (s. d., mais dans le dit mémoire les états sont certifiés par Berthier, « ministre de la Guerre ». Or Berthier passa le ministère à Clarke le 14 août 1807).

(2) Le 9 septembre, Champagny dit à Beauharnais (A. E., *Esp.*, v. 672, f. 25) qu'on entrerait « le 16 » en Espagne. Beauharnais comprit le 16 octobre, mais l'interprétation 16 septembre est soutenable aussi. Beauharnais à Champagny, 17 septembre : *ibid.*, f. 49 ; à Godoy, les 19, 30 : A. *Histórico N., Estado*, c. 5216, doss. Beauharnais.

(3) Champagny à Rayneval, 9 septembre 1807 : A. E., *Port.*, v. 126, f. 366.

(4) A Duroc, 25 septembre 1807 : *Corr.*, 13.181.

Hollande (1). Le 12, Napoléon fit mander à Junot d'entrer en Espagne dans les vingt-quatre heures. Le même jour, il achemina vers Bayonne 21 bataillons d'infanterie et un régiment de dragons (2), et à partir de ce moment les envois à Junot ne cessèrent plus : cadres, hommes, officiers de marine pour prendre possession de la flotte portugaise, officiers d'état-major, Clarke était invité sans trêve à tout mettre en route d'urgence (3).

A ce branle-bas militaire en correspondait un autre, diplomatique, qui commença le même jour, le 12 octobre. « Ecrivez à M. de Beauharnais que je me regarde comme en guerre avec le Portugal », ordonna Napoléon à Champagny, qui envoya aussitôt à l'ambassadeur toutes les instructions voulues sur la conduite à tenir envers l'Espagne, envers le Portugal, envers Junot (4). Le même soir, un officier d'ordonnance de l'empereur, Turenne, partait pour Madrid, porteur d'une lettre où Napoléon demandait à Charles IV la plus grande énergie dans la guerre qui s'ouvrait (5). Le 17, Champagny expédia à Junot et à Beauharnais des ordres plus catégoriques encore et plus énergiques que les premiers : Napoléon craignait peut-être que les tentatives désespérées que le Portugal faisait alors pour renouer les négociations vinsent à aboutir, que l'Espagne hésitât et que Junot s'arrêtât sur la route de Lisbonne (6). C'est ce désir de rendre la rupture définitive et irrévocable qui explique aussi sans doute la scène fameuse qu'il fit à Lima le 14 octobre 1807.

(1) Napoléon à Eugène, 9 octobre 1807 : dans EUGÈNE, *Mémoires*, éd. Du Casse, III, 426 ; à Decrès, le 13 : *Corr.*, 13.247.

(2) A Clarke, 12 octobre 1807 : *Corr.* 13.237. Clarke à Napoléon, le 12, A. N., AF IV 1604, plaq. 1/III.

(3) Napoléon à Clarke, 12, 15, 16, 18, 20, 22, 25 octobre, 3, 9 novembre : *Correspondance inédite*, éd. Picard, I, 648, 652, 653, 658, 661, 664, 668, 683, 689 (Noter une décision rendue dès le 4 octobre, interdisant à un colonel irlandais jadis au service de la France de passer à celui du Portugal) ; 16 octobre : *Corr.*, 12.257 ; à Decrès, 2 novembre : *Corr.* 13.320. Étude détaillée des renforts envoyés à Junot dans GRASSET, *La guerre d'Espagne*, I, 112-116. Proposition de Decrès pour défendre la Guyane contre une attaque venant du Brésil, en y envoyant une frégate, un brick et 200 hommes, 26 octobre : A. N., AF IV 953.

(4) A Champagny, 12 octobre 1807 : *Corr.*, 13.235. Champagny à Beauharnais, dans les termes même de l'ordre impérial, le 12 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 139.

(5) Napoléon à Charles IV, 12 octobre : *Corr.*, 13.243. Champagny à Beauharnais, le 12 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 140. Masserano à Cevallos, le 13 : A. *Histórico N., Estado*, c. 5217.

(6) C'est vers le 17 que dut arriver à Fontainebleau la troisième des lettres que le régent adressa à Napoléon les 3, 6, et 8 octobre, acceptant toutes ses exigences et lui demandant instamment d'arrêter la marche de ses troupes. Ordre de Champagny du 17 à Roux, sous-chef de la 1^{re} division aux Relations Extérieures, de rédiger les deux minutes de toute urgence ; à Beauharnais, le 17 : A. E., *Port.*, v. 126, f. 407 ; *Esp.*, v. 672, f. 166.

Depuis que la cour était partie pour Fontainebleau, le corps diplomatique demandait s'il devait l'y suivre (1). L'invitation lui en ayant été faite au bout de quelque temps, Masserano s'y rendit le 10 octobre, et Lima le 11. Lima logeait chez Talleyrand, qui l'avait même convié à venir dès le 9 : « Cela ne me paraît pas mauvais signe, observait Brito, car le ministre ne le traiterait pas ainsi si nos affaires allaient mal ; cette distinction cause de la jalousie aux autres » (2). Pourtant Lima eut aussitôt à essuyer de Champagne une violente scène de reproches et de menaces qui l'émut d'autant plus que le ministre répétait là, sans aucun doute possible, les propres paroles qu'il avait entendues de l'empereur (3). Lima retourna à Paris afin d'expédier la dépêche qui rendait compte à son cabinet, mais il commit « la grande gaucherie » de regagner aussitôt Fontainebleau pour assister à l'audience diplomatique du mercredi 14 octobre. Ces audiences avaient lieu dans les galeries du palais. Napoléon se montra tout d'abord aimable avec Metternich et Masserano, mais tout à coup, lorsqu'il arriva à Lima, ce fut une explosion de colère : « Nos affaires vont mal ! Le prince régent ne veut pas entendre raison : s'il ne change pas de conduite, dans deux mois la maison de Bragance ne régnera plus sur le continent. Mes troupes sont en marche, et j'attends la nouvelle de l'arrivée à Madrid de mon ministre à Lisbonne. Je ne puis avoir de ménagements pour personne, et je déclarerai la guerre à toute puissance qui a un ambassadeur ou un ministre anglais. J'ai des alliés puissants qui me soutiendront ! » (4) Le ministre de Danemark, voisin de Lima,

(1) Champagne à Napoléon, octobre 1807 (sans quantième : du début du mois) : A. N., AF IV, 1706.

(2) Masserano à Cevallos, 10 octobre 1807 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5217. Lima et Brito à Araújo, le 10 : *Neg. Estr., Lisbonne, legação em Paris*.

(3) Le départ était facile à faire, paraît-il, entre ce que Champagne répétait de la part de Napoléon et ce qu'il ajoutait de son fonds ; autant la leçon apprise coulait avec facilité, autant l'improvisation était pénible. Lima assura à Metternich (à Stadion, 16 octobre, *Mémoires*, II, 129) que Champagne lui avait permis de se rendre à Lisbonne, et promis que Napoléon ne publierait pas encore la déclaration de guerre. Rien ne permet d'ajouter foi à cette assertion, ni dans les dépêches de Lima, ni dans l'attitude de Napoléon à cette époque.

(4) Telle est la version donnée par Masserano : à Cevallos, 16 octobre, *A. Histórico N., Estado*, c. 5217. On possède en outre celle de Metternich (à Stadion, le 16, *Mémoires*, II, 129) : elle confirme la première sur tous les points, mais présente les choses avec une vivacité plus vraisemblable ; elle ajoute certaines phrases dont Masserano ne parle pas : « Les Anglais déclarant qu'ils ne veulent plus respecter de neutres sur mer, je n'en reconnaitrai plus sur terre. » La dépêche de Lima du 17 (à Araújo, BIKER, XIV) est succincte, mais confirme dans l'ensemble le récit de Masserano.

eut ensuite sa part de la colère impériale (1). A l'ambassadeur d'Étrurie, Garzoni Venturi, Napoléon demanda : « La ville de Livourne est bien amie des Anglais, puisqu'ils n'ont pas bloqué le port ? » Garzoni sut répondre à côté, et l'audience se termina enfin par une apostrophe au sénateur Groening, député de Brême et de Hambourg, « qui sont des villes anglaises » (2).

Lima était effondré. Il avait toujours beaucoup redouté une sortie de ce genre : « Je confesse à V. E., avait-il écrit jadis à Araújo, que s'il m'était arrivé ce qui est arrivé dimanche au prince Cardito je serais mort d'apoplexie » (3). Trois jours après l'algarede du 14 octobre, il en frémissait encore : « Quand je revois cette scène, elle me paraît fabuleuse, bien qu'elle ait été faite à moi-même. » Quelques heures après l'audience, à la nuit, il quittait Fontainebleau, muni d'un passeport de Champagne, sans bagages, n'emportant que « quelques chemises », escorté d'un seul courrier, et à cheval, bien que depuis trois ans il n'eût pas monté. Le 17, près d'Angoulême, dans un misérable relai, entouré de postillons et à la lueur d'une pauvre chandelle dont les gouttes de suif constellèrent son mauvais papier, il écrivit à Araújo son aventure, se raccrochant du moins à l'espoir que son départ pour Lisbonne déciderait l'empereur à arrêter les troupes de Junot (4).

Cette espérance était vaine. Si Napoléon avait fait cet éclat, c'était probablement, à son ordinaire, de plein sang-froid : peut-être pour se venger de la modération qu'il avait été forcé de garder quand le Portugal avait rejeté une première fois son ultimatum, et plus sûrement pour consommer la rupture et, en tragédien qu'il était, pour lui donner un éclat théâtral propre à intimider et même à affoler. Lima avait laissé l'ambassade à un chargé d'affaires, Fernando Alvares. Le 22 octobre, Champagne notifia à celui-ci la déclaration de guerre et l'invita, sur un ordre de Napoléon du 20, à quitter Paris dans les vingt-quatre heures et la France dans les quinze jours. « S. M., ajoutait-il, n'a pu voir qu'avec regret cette détermination qu'elle a cherché à prévenir, mais elle n'est pas accoutumée à se laisser bra-

(1) « Les événements de Copenhague sont une horreur, mais la déclaration du roi [de neutralité] est une infamie » : METTERNICH, *ibid.*

(2) METTERNICH, *ibid.* ; Masserano à Cevallos, 16 octobre 1807 : *A. Histórico N.*, c. 5217.

(3) Lima à Araújo, personnelle, 4 juin 1805 : *Neg. Estr., Lisbonne, legação em Paris*.

(4) Lima à Araújo, de la poste dite *des Nègres* : dans BIKER, XIV. L'original de la dépêche, tout taché de chandelle, aux *Neg. Estr., Lisbonne, legação em Paris*.

ver impunément. Le Portugal veut la guerre. Le Portugal aura la guerre. » En même temps, les vaisseaux de guerre et corsaires français étaient invités à courir le pavillon portugais (1). Le 18 octobre 1807, la première colonne de Junot (deux bataillons du 70^e de ligne) franchissait la frontière espagnole, courtoisement accueillie sur le pont de la Bidassoa par le lieutenant-général Rodriguez de la Buria (2). Les dernières troupes françaises ne devaient repasser cette rivière que le 8 novembre 1813.

LE TRAITÉ. — La rupture avec le Portugal étant ainsi rendue officielle et irrémédiable, Napoléon s'occupa de pousser les négociations engagées le 25 septembre 1807 avec l'Espagne en vue du partage de la future conquête. Mais du moment qu'il s'agissait d'autre chose que de transmettre des notes, on ne pouvait plus s'adresser à Masserano : il fallait avoir recours au véritable ambassadeur espagnol, à Izquierdo, qu'au reste on savait muni depuis longtemps de tous les pouvoirs nécessaires pour signer quoi que ce fût. Depuis le retour de Tilsit, Izquierdo errait assez désœuvré et déconfit, puisque tout passait maintenant par Masserano. Il avait cependant maintenu le contact avec le gouvernement français par une note au moins, assez insignifiante d'ailleurs, qu'il fit passer à l'empereur le 4 septembre (3), et quand Napoléon eut de nouveau recours à ses offices il est probable qu'on n'eut pas à le chercher bien loin. Son partenaire fut Duroc. Il était naturel que la négociation fût confiée à celui qui avait déjà mené les conversations de 1806 avec l'agent de Godoy ; Duroc avait d'ailleurs fait ses preuves de diplomate sur de plus vastes théâtres, il était connu pour sa réserve et sa discrétion, sans compter que ses relations de famille avec l'Espagne pouvaient être utiles (4).

Le 25 septembre 1807, Napoléon ordonna au Grand Maréchal d'entrer le lendemain en pourparlers avec Izquierdo. Leur conversation devait porter sur trois points : la dette espagnole, le Portugal et l'Étrurie (5). Sur ce que fut cet entretien, comme sur beaucoup

(1) Napoléon à Champagny, 20 octobre : *Corr.*, 13.274. Champagny au chevalier Alvares, le 22 ; à Beauharnais, le 23 : A. E., *Poyt.*, v. 126, f. 411 ; *Esp.*, v. 672, f. 185.

(2) GRASSET, *La guerre d'Espagne*, I, 122.

(3) Note d'Izquierdo pour Napoléon, 4 septembre 1807 : A. N., AF IV 1660, 8^e doss.

(4) Sur Duroc, cf. Mme DE RÉMUSAT, *Mémoires*, II, 242, 244.

(5) Napoléon à Duroc, 25 septembre 1807 : *Corr.*, 13.181.

de ceux qui suivirent, on en est réduit aux hypothèses, car la négociation se fit presque tout entière verbalement, et Godoy a brûlé les lettres par lesquelles Izquierdo le tenait au courant (1).

La discussion sur la dette espagnole était l'accompagnement inévitable de toute négociation avec le cabinet de Madrid. Le Trésor Public ne pouvait se résigner aux perpétuels manquements de l'Espagne. Des 24 millions qu'elle devait verser en huit mois, d'après la convention du 10 mai 1806, 8.496.000 francs seulement étaient payés au bout d'un an (2). La raison en était toujours la même ; S. M. C. se trouvait à l'étroit dans ses revenus. Le blocus avait beaucoup nui aux recettes des douanes, les biens ecclésiastiques se vendaient mal, les *vales* perdaient au mois de juillet 30 à 45 %, on songeait à mettre la main sur divers dépôts appartenant aux particuliers, les domestiques de la cour avaient des livrées râpées, voire trouées, et ne touchaient point leurs gages (3). L'emprunt de Hollande se plaçait lentement, malgré le voyage qu'Izquierdo avait fait à La Haye en juin afin de l'activer. Mollien, pour être plus sûr d'être payé, avait mis opposition sur ce qu'il pourrait produire, mais n'en retirait pas grand'chose (4). Il continuait à presser Izquierdo sans trêve ni repos pour obtenir des versements, il le rendait personnellement responsable, il menaçait de faire à l'empereur un rapport sur son compte, et le Navarrais ne pouvait qu'à grand'peine « résister à la métaphysique, aux divagations, aux menaces de ces gens-là », d'autant que Godoy, qui était particulièrement incompetent en finances, se désintéressait de la question (5). L'action commune contre le Portugal avait bien amené comme une trêve (6), mais

(1) Il le dit, assez obscurément d'ailleurs, dans sa lettre à Izquierdo du 24 novembre 1807 : dans NELLERTO, *Memorias*, III, 48. En tout cas, on ne trouve plus rien aux archives. Les *Memorias* de Godoy (V, 87) reproduisent une longue conversation qu'Izquierdo aurait eue avec Napoléon à la veille de la signature, et qui est d'une invraisemblance criante.

(2) Beauharnais à Talleyrand, 14 mai 1807 : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 295.

(3) Beauharnais à Talleyrand, 12 juillet : *ibid.*, f. 376. Gennotte à Stadion, 22 septembre : dans MAYER, *Die französisch-spanische Allianz*, II, 57. LABRADOR, *Mélanges*, 83.

(4) En septembre 1807, une somme de 1.500.000 francs était réalisée et déposée chez Baguenault, mais elle ne fut versée au Trésor qu'en octobre 1808. En mai 1808, 23 millions de florins sur 30 étaient négociés, mais en octobre l'emprunt ne se plaçait plus qu'avec une perte de 50 % et Cabarrus dut en suspendre la négociation. — Feuilles de travail de Mollien, 17 septembre, 26 octobre 1807 : A. N., AF IV 952, 953. État de mai 1808 : *ibid.*, 1608 B, plaq. 2/1. La Forest à Champagny, 14 octobre 1808 : *Correspondance*, éd. Geoffroy de Grandmaison, I, 333.

(5) Izquierdo à Godoy, 10, 25 juillet 1807 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(6) Godoy prétendit que c'était sur l'intervention personnelle de Napoléon (à

Napoléon ne perdait pas l'affaire de vue, et les négociations sur le Portugal lui parurent une bonne occasion de la faire avancer. Duroc en fut donc formellement chargé. Rien n'est resté de la conversation qu'il dut avoir avec Izquierdo sur ce point, mais l'on peut facilement imaginer l'argumentation de l'agent espagnol : que le royaume serait hors d'état de coopérer à l'expédition de Portugal si par ailleurs la France exigeait le peu d'argent qui restait dans ses caisses. En tout cas, les raisons qu'Izquierdo opposa à Duroc dans leur conversation du 26 septembre furent paraître bonnes, car on ne parla plus de la dette espagnole, qui disparaît dès lors de la scène politique pour n'y faire sa rentrée que sous le règne de Joseph (1).

Dans les affaires d'Étrurie, Izquierdo put donner des satisfactions plus appréciables. Après l'occupation de Livourne, Champagny avait fait préparer, sans doute par ordre de Napoléon, un projet de traité avec l'Étrurie qu'il remit à l'empereur le 24 septembre : la Toscane serait unie à la France par une alliance offensive et défensive, son indépendance et sa sûreté seraient garanties par Napoléon, elle fournirait en échange un contingent de 4.000 hommes, elle supprimerait ses douanes et adopterait le code, les monnaies, les poids et mesures français (2). Napoléon considéra sans doute que ces garanties étaient insuffisantes, car le lendemain, dans ses instructions à Duroc, il énuméra les inconvénients qu'il y avait à maintenir ainsi en Toscane les Bourbons espagnols « sous le rapport des affaires religieuses, des moines, du commerce de Livourne, et à raison de l'incapacité absolue où l'on se trouve dans ce pays pour gouverner. » Il concluait : « De concert avec l'Espagne, ôter cette difformité de la presqu'île d'Italie » (3). La solution du problème pouvait être que celle envisagée déjà en juin 1806 : dédommager le roi d'Étrurie par des territoires en Portugal. Les deux négociateurs

Izquierdo, 24 août, *ibid.*) et Izquierdo en remercia l'empereur dans sa note de septembre (A. N., AF IV 1680) : « On a senti à Madrid tout le prix des bontés de M. I. et R. envers Izquierdo au sujet de l'affaire du Trésor Public. » Cette intention de Napoléon n'a pas laissé d'autre trace écrite.

(1) La dette espagnole redevint pourtant d'actualité peu après, car en octobre 1807 Vanlerberghé et Ouvrard, les responsables de ces embarras, suspendirent leurs versements : *Corr.*, 13.266. Les versements de l'Espagne continuèrent avec une extrême lenteur. Elle devait encore 7.893.506 francs le 31 mai 1808, autant en août, 5.493.000 en octobre. — Mollien à Napoléon, 26 octobre 1808 : A. N., AF IV 1611, plaq. 3/1. La Forest à Champagny, 23 août : *Correspondance*, éd. Geoffroy de Grandmaison, I, 229. Mémoire d'Azanza, 31 mai 1808 : dans CONARD, *Napoléon et la Catalogne*, 216.

(2) Schéma d'instructions, s. d., de la main de Champagny, et projet de traité du 24 septembre 1807 : A. E., *Toscane*, v. 159 B, f. 62.

(3) A Duroc, 25 septembre 1807 : *Corr.*, 13.181.

Izquierdo et Duroc, se retrouvaient donc en terrain connu. Mais alors qu'en 1806 Izquierdo avait pu se récrier, refuser d'abandonner cette Toscane pour laquelle les *Reyes* avaient fait tant de sacrifices, en 1807 il se trouvait devant le fait presque accompli : les Français occupaient Livourne. De plus, ses deux lourdes déconvenues de 1805 et 1806 et la peur qu'il avait eue après Iéna avaient dû le rendre plus accommodant. Enfin, on sait que Godoy l'avait autorisé à céder sur ce point. On peut donc croire que Marie-Louise d'Étrurie fut médiocrement défendue le 26 septembre ; le projet qu'Izquierdo remit le 16 octobre en est la preuve écrite.

La grosse question était enfin le partage du Portugal. Là, les instructions de Napoléon à Duroc comblaient les vœux d'Izquierdo sur un point essentiel : on en donnerait une portion à Godoy, une autre étant réservée à la reine d'Étrurie, Charles IV ayant la suzeraineté du tout. C'était confirmer les résultats magnifiques, mais qui avaient été si fragiles, des négociations de juin 1806. Dans leur entretien du 26 septembre, Duroc et Izquierdo durent déplier les mêmes cartes du Portugal et tracer à peu près les mêmes lignes de démarcation.

Après cette conversation, la négociation resta interrompue quelque temps. Izquierdo avait dépêché à Madrid un courrier qui lui rapporta sans aucun doute, avec de nouveaux pleins pouvoirs, le texte même de la note qu'il signa et remit le 16 octobre ; on y reconnaît en effet, à ne pas s'y tromper, le style de Godoy (1). Elle acceptait en somme les conditions débattues. Le titre d'Empereur des deux Amériques qu'elle réclamait pour Charles IV avait déjà été offert par Talleyrand le 13 juin 1806. Elle se résignait au sacrifice de la Toscane, après un plaidoyer tout de forme. Le découpage du Portugal qu'elle proposait reproduisait à peu près celui qu'avait préconisé Duroc le 7 juin 1806 : le sud à Godoy (2), le roi d'Étrurie placé dans le reste ; on note seulement qu'en 1806 on avait offert en plus au prince de la Paix tantôt l'Estrémadure portugaise avec Lisbonne, tantôt le titre de roi, et qu'en 1807 il se contentait des

(1) Texte dans CONARD, *Napoléon et la Catalogne*, 428-432. Izquierdo passa, le 6 octobre, une note insignifiante, qui ne fait pas allusion à la négociation et n'avait probablement d'autre but que de garder le contact : A. N., AF IV 1680. Ses pleins pouvoirs étaient ceux du 26 mai 1806, que Charles IV lui renouvela le 8 octobre : texte dans NELLERTO, *Memorias*, III, 1.

(2) La principauté de Godoy aurait été limitée par une ligne partant du cap d'Espichel, passant un peu au nord d'Evora et aboutissant au Guadiana à la hauteur de Badajoz.

Algarves et de l'Alem Tejo, avec le titre de prince ; peut-être pensait-il qu'un projet plus modéré rencontrerait moins d'obstacles, peut-être ne tenait-il pas à occuper un point aussi délicat que Lisbonne (1).

Les desiderata de Godoy ainsi connus, on prépara du côté français les contre-propositions. Il est très probable que la première ébauche en est représentée par un rapport d'Hauterive à Napoléon, rapport non daté, mais qu'on peut placer vers le 17 octobre 1807 (2). On y trouve d'abord quelques considérations sur les buts généraux de la politique impériale : « Exercer en Italie une influence exclusive... placer sous sa puissante sauvegarde tous les états du midi de l'Europe (en traçant une ligne de l'embouchure du Weser à celle du Danube). » Passant au Portugal, Hauterive propose d'y placer le roi d'Étrurie, en détachant le sud du pays pour Godoy, et en en rectifiant quelque peu les frontières à l'avantage de l'Espagne. S. M. C. reconnaîtrait tout ce qu'un tel échange aurait d'avantageux pour elle en cédant à la France Irún, Fontarabie et le port de Pasajes, avec peut-être quelques vallées des Pyrénées (3). C'est sans doute à ce document que se rapporte un billet par lequel Napoléon annonce à Champagny, le 19, qu'il lui communique une pièce confidentielle,

(1) Comparer ce découpage du Portugal avec les diverses solutions envisagées en 1806. Le projet se distingue d'ailleurs par cette obscurité particulière à tout ce qu'écrivait Godoy. Les articles 3 et 5 prévoient que Charles IV, suzerain du Portugal, en donnera au roi d'Étrurie une « partie » représentant un nombre de sujets équivalant à celui de la Toscane, soit un million à peu près. Cette partie ne peut donc être la totalité du nord et du centre, qui représentent 2.500.000 habitants ; la Lusitanie septentrionale sera donc loin de s'étendre jusqu'à la principauté réservée à Godoy dans le sud. Or on voit l'article 13 parler d'une frontière commune à ces deux états. Tout dans ce projet est aussi hâtif et mal étudié.

(2) Publié *in extenso* par le C^t WEIL, *Les préliminaires de l'expédition de Portugal en 1807*, 7-15. Le C^t Weil pense que ce rapport fut rédigé entre le 19 juillet, date à laquelle Napoléon fit connaître sa décision sur le Portugal, et le 25 septembre, date des premières instructions à Duroc. La première limite paraît indiscutable. La seconde l'est moins : de ce que le rapport Hauterive comporte des détails qui ne sont pas dans les instructions du 25 septembre, on ne saurait conclure qu'il leur soit antérieur ; il se peut très bien au contraire que Napoléon ait désiré voir préciser l'ébauche qu'il avait tracée le 25. Le rapport doit être postérieur à la remise des propositions espagnoles (16 octobre) ; on sent qu'Hauterive en avait eu connaissance ; il coïncide avec elles dans la délimitation des territoires attribués à Godoy, et il examine une question qui y est soulevée, celle du partage des colonies portugaises en Afrique et en Asie. La date du 17 ou du 18 expliquerait ces rapports. Elle expliquerait très bien la lettre de Napoléon à Champagny du 19 (voir ci-dessous). Elle expliquerait les analogies frappantes entre le rapport Hauterive et le projet dicté par Napoléon le 23, le premier étant alors l'inspirateur du second.

(3) Hauterive tirait la plus grande partie de sa documentation sur le Portugal d'une note sur ce royaume, anonyme mais sans doute de lui, du 3 juin 1806 et qui avait peut-être été déjà rédigée dans des circonstances analogues. A. E., *Port.*, v. 126, f. 72.

et lui demande quelques renseignements supplémentaires sur les problèmes de délimitation qu'elle soulève dans les Pyrénées, à Pasajes et en Portugal (1). De fait, dans le projet de convention que l'empereur dicta le 23 à Champagny on retrouve la nouveauté essentielle qu'apportait le rapport Hauterive, la cession de Pasajes.

Le reste, c'est-à-dire le découpage du Portugal, tenait plutôt des propositions espagnoles du 16 en ce qui concernait le tracé des frontières. Mais l'attribution des territoires ainsi délimités présente une grande innovation : Godoy a toujours le sud, Marie-Louise d'Étrurie toujours le nord, mais « la partie intermédiaire, dont la population sera de deux millions d'âmes et qui comprendra la ville de Lisbonne, sera gardée en réserve, soit pour être rendue, à la paix, en compensation des colonies enlevées par les Anglais, et spécialement des colonies espagnoles, soit pour toute autre disposition qui aura été concertée entre les deux puissances » (2).

La première innovation du projet français, celle proposée par Hauterive, à savoir la cession de Pasajes, n'était pas à vrai dire une idée neuve. La France, qui de Bordeaux à la frontière espagnole ne possédait pas un seul bon port de guerre, convoitait depuis longtemps cette rade à l'entrée un peu difficile, mais assez vaste et très sûre. L'Ancien Régime, le Comité de Salut Public à la veille du traité de Bâle avaient songé à cette acquisition ; le Directoire après Aboukir avait obtenu d'y construire des vaisseaux ; sous le Consulat, Bonaparte s'était intéressé à un projet analogue, qui eût préparé une annexion ; en 1802, Talleyrand avait proposé de demander Pasajes ; le 7 juin 1806, Duroc avait tenté de l'obtenir d'Izquierdo (3). Or, en octobre 1807 on était à la veille d'une nouvelle grande phase d'activité maritime, et il est naturel que Napoléon ait fait passer dans son projet l'idée rappelée par Hauterive.

(1) Napoléon à Champagny, 19 octobre 1807 « Je vous envoie un mémoire dont la communication n'est que pour vous seul. Je désire que vous me remettiez une note des discussions qui peuvent exister sur la délimitation de frontières entre France et Espagne, telles que le port de Passage et autres cessions de cette nature. Remettez-moi également une statistique du Portugal. » Dans FOURNIER, *Napoléon I.*, II, 368.

(2) « Projet de convention », 23 octobre 1807 : *Corr.*, 13.287.

(3) L'histoire d'une nouvelle demande de Pasajes que Napoléon aurait faite en 1805 (PARDO GONZALEZ, *D. Manuel Godoy*, 121) est fantaisiste. — A. FUGIER, *A propos des vues de Napoléon sur Pasajes* (y ajouter une note de Montgaillard à Napoléon, dans le même sens, du 18 décembre 1807, et projets et rapports de Talleyrand, frimaire an 11 : A. E., *France, Mémoires et Documents*, v. 661, f. 211 ; *Esp.*, v. 663, f. 97, 159). Le projet fut repris en 1808 : rapport de Devoge, sous-commissaire de marine à Bayonne, A. N., AF IV 1610, etc.

La nouvelle manière de partager le Portugal (qui subsista dans le traité définitif) marque chez l'empereur des préoccupations intéressantes. La partie centrale étant « gardée en réserve », elle eût sans aucun doute reçu comme corps d'occupation, à côté de troupes espagnoles, tout ou partie de l'armée de Junot ; cette solution avait donc l'avantage d'occuper solidement un point stratégique aussi important que Lisbonne, de le mettre à l'abri d'un débarquement ou d'un bombardement anglais, et d'en faire pour les escadres impériales un point d'appui sûr. Cette même garnison française assurait que le blocus serait observé rigoureusement à Lisbonne, et c'est sans doute afin d'obtenir plus sûrement ce résultat que Napoléon ne tenait pas à laisser la ville aux Espagnols, qui appliquaient trop mal le blocus chez eux, et surtout qu'il ne voulait point la donner à la reine d'Étrurie, qui en eût fait un second Livourne (1).

A ces raisons, qui sans aucun doute eurent un grand poids dans l'esprit de Napoléon, le texte même des propositions qu'il dicta le 23 octobre 1807 en ajoute d'autres : la partie centrale du Portugal, ainsi occupée et mise en réserve, serait peut-être utile un jour comme monnaie d'échange ; en d'autres termes, elle permettrait d'indemniser l'Espagne des pertes coloniales qu'elle pourrait subir. Les événements de Buenos-Ayres et de Montevideo avaient en effet montré que les domaines de S. M. C. étaient assez exposés, et si le régent de Portugal partait pour le Brésil, comme c'était possible, l'Amérique espagnole courrait un danger réel ; il était donc sage de prévoir une combinaison qui à la paix permit d'offrir quelque chose aux Anglais en échange de leurs conquêtes et de ne pas laisser de rancœur à l'Espagne comme il était arrivé à la paix d'Amiens, quand elle avait perdu la Trinité. La deuxième raison alléguée pour constituer cette monnaie d'échange est moins nette : le centre du Portugal doit aussi être gardé en réserve « pour toute autre disposition qui aura été concertée entre les deux parties. » A quels arrangements futurs Napoléon songeait-il en se ménageant cette carte ? C'est là une question sur laquelle il y aura lieu de revenir.

Le contre-projet impérial du 23 octobre fut aussitôt discuté entre Izquierdo et Duroc. Le différend porta principalement sur un point, la cession de Pasajes à la France ; on sait qu'en 1806 déjà Izquierdo s'y était énergiquement refusé ; il persista dans cette attitude, et

(1) On peut retrouver ici l'influence du rapport Hauterive, qui prédisait que même sous un nouveau gouvernement (celui de Marie-Louise d'Étrurie) il serait très difficile de fermer complètement le Portugal au commerce anglais.

dans le traité définitif cette clause disparut. Les autres propositions de Napoléon passèrent presque intégralement dans le traité ; elles ne différaient pas tellement de celles de Godoy qu'Izquierdo eût beaucoup à les discuter. Il fut donc convenu que le nord du Portugal serait donné au roi d'Étrurie, le sud, avec les Algarves, à Godoy et le centre mis en réserve ; que l'Étrurie était cédée à Napoléon ; que Charles IV prendrait le titre d'Empereur des deux Amériques (1).

Une convention était annexée au traité, laquelle réglait les mesures militaires à prendre en commun pour occuper le Portugal. Napoléon avait l'intention de demander à l'Espagne trois corps : l'un au centre, qui avec Junot marcherait sur Lisbonne, et deux autres qui opéreraient seuls et qui occuperaient respectivement Porto au nord et les Algarves au sud. Le 16 octobre, il songeait à réclamer 14.000 fantassins et cavaliers avec 30 canons pour le premier corps, et 6.000 hommes pour chacun des deux autres (2). Dans la convention définitive, ces chiffres se modifièrent quelque peu : elle portait toujours 6.000 hommes pour le corps du sud, mais 10.000 pour celui du nord et en revanche 11.000 seulement (avec 30 canons) pour celui du centre. En même temps, la force du contingent français, que Napoléon évaluait le 16 à 22.000 fantassins et cavaliers, passe à 28.000 dans la convention. L'effort demandé à l'Espagne était donc sensiblement le même, mais reporté nettement sur les théâtres accessoires. En diminuant ainsi le nombre et la proportion des Espagnols dans le corps principal, Napoléon avait peut-être été sensible à un avis d'Herman que Talleyrand avait pu lui faire valoir : qu'il fallait le moins possible d'Espagnols, car les Portugais les détestaient et contre eux se défendraient avec acharnement, alors qu'ils ne résisteraient pas aux Français (3). Mais il est plus simple de croire

(1) Dans le projet espagnol du 16 octobre, les colonies portugaises étaient partagées entre le roi d'Étrurie et Godoy ; dans le traité, elles le sont entre la France et l'Espagne. Le traité mentionne la possibilité de rendre au régent le centre du Portugal ; cette idée avait été envisagée en 1806, sous une forme légèrement différente, mais on n'en avait plus parlé depuis. Dans les restitutions que cette combinaison pourrait valoir à l'Espagne, le traité mentionne Gibraltar et la Trinité ; c'est là une précision nouvelle, réclamée probablement par Izquierdo. — Napoléon garantissait à Charles IV ses états au-delà des Pyrénées. Les troupes françaises seraient entretenues par l'Espagne et soldées par la France, Charles IV avait le titre de protecteur des nouveaux états (la principauté des Algarves de Godoy et le royaume de la Lusitanie septentrionale du roi d'Étrurie). Texte aux A. N., AF IV 1680, 8^e d.

(2) Napoléon à Clarke, 16 octobre 1807 : *Corr.*, 13.257. Beauharnais à Godoy, le 28 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5216, doss. Beauharnais-Godoy ; à Champagny, le 29 : *A. E., Esp.*, v. 672, f. 225.

(3) Herman à Talleyrand, 20 août 1807 : *A. E., Port.*, v. 126, f. 323. Le traité fut communiqué au ministère de la guerre dès le 28 octobre : *Esp.*, v. 672, f. 221.

qu'il tenait seulement à charger de l'opération essentielle un corps dont la valeur militaire lui inspirait plus de confiance et qui serait surtout pour sa politique un instrument solide et sûr.

Le jeudi 29 octobre 1807, au palais de Fontainebleau, Napoléon signa le traité dont le texte avait été établi le 27. A cette même date du 27 octobre, le Théâtre-Français annonçait la reprise d'une pièce de Collin d'Herbeville, *Les Châteaux en Espagne* (1).

CONCLUSION. — Au moment où Napoléon appose sa signature au bas d'un acte qui établit entre l'Espagne et lui une collaboration aussi intime, il semble qu'il soit bien loin des sentiments de méfiance qu'avait éveillés en lui, un an auparavant, l'affaire de la proclamation ; à s'en tenir aux apparences, on peut croire que tout est oublié. Pourtant, il serait étonnant que l'empereur ait laissé perdre cette leçon qu'en octobre 1806 il avait reçue sur la fragilité de l'alliance espagnole, qu'il ait fondé toute sa politique sur la collaboration avec un favori qui avait été à la veille de le trahir et sur l'entente avec un peuple qui s'était levé contre lui. Il serait étonnant qu'en s'engageant sur ce terrain si peu sûr il ne se soit pas réservé des possibilités de manœuvre, qu'il n'ait envisagé qu'une hypothèse, qu'il n'ait fait son plan que d'une façon. — En signant le traité de Fontainebleau, est-ce donc seulement vers Lisbonne qu'il regardait ?

Ce traité lui donne un moyen d'action puissant et permanent en Espagne : l'armée de Portugal. L'occupation de Lisbonne va entraîner en effet celle d'une partie du royaume ; de Ciudad Rodrigo à Irún, ce sera un défilé incessant de troupes françaises, renforts, unités relevées, convois etc. ; on sera amené à organiser une sorte de route militaire, une zone de passage où les Français s'établiront comme à demeure, avec gîtes d'étapes, magasins, dépôts d'équipements et hôpitaux, postes de police, garnisons dans les villes fortes. Les affaires de Portugal fourniront un prétexte permanent pour faire passer les Pyrénées à de nouvelles troupes. Bref, le nord-ouest de l'Espagne sera solidement tenu par les forces françaises, que cinq ou six étapes seulement sépareront de Madrid (2).

Dans le traité de Fontainebleau, il est un paragraphe qui donne

(1) *Journal de l'Empire* du 27 octobre 1807.

(2) Noter que la remise de Lisbonne à l'Espagne n'eût nullement empêché d'y maintenir jusqu'à la paix une garnison française.

lui aussi à réfléchir : celui qui met en réserve le centre du Portugal en vue d'arrangements ultérieurs. A quels arrangements Napoléon pouvait-il penser alors ? La portion ainsi réservée compte deux millions d'habitants : or, d'après des statistiques remises à l'empereur à cette époque, la rive gauche de l'Èbre compte 1.910.000 habitants. Le rapprochement de ces deux chiffres est significatif, et il est difficile de croire qu'en insérant cet article dans le traité Napoléon n'envisageait pas tout au moins la possibilité de porter la frontière française sur l'Èbre, en indemnisant l'Espagne avec le centre du Portugal (1).

Enfin, on va voir qu'à la fin d'octobre 1807 il y avait plusieurs semaines que Champagny menait à la cour d'Espagne une intrigue pour amener le prince des Asturies à solliciter la protection de la France, et que le jour où Napoléon signait le traité de Fontainebleau il avait probablement déjà en sa possession la lettre où Ferdinand lui demandait, en cachette de ses parents, la main d'une princesse de sa famille. Personne ne saurait penser que c'était par pure sympathie pour le prince héritier que le gouvernement français agissait de la sorte ; outre que par cette lettre il tenait Ferdinand, il est bien évident que ce mariage eût été pour lui un puissant moyen d'action à Madrid ; et comme Charles IV était âgé, de santé médiocre, faible de caractère, l'empereur devait penser que le jour n'était pas loin où il régnerait en Espagne sous le nom de Ferdinand.

Le nord-ouest du royaume une fois au pouvoir des Français, depuis les provinces basques jusqu'à l'Estrémadoure, le rempart des Pyrénées une fois remplacé par la fragile barrière de l'Èbre, le trône une fois occupé par Ferdinand, la créature, le protégé et le parent de Napoléon, que serait l'Espagne, sinon un demi-protectorat ?

Ainsi, au moment où Napoléon signe le traité de Fontainebleau, il a deux manœuvres en cours d'exécution. L'une, celle qui se déroule au grand jour, est l'aboutissement de sa politique espagnole officielle de 1807 ; elle doit lui procurer l'établissement du blocus en Portugal et une monnaie d'échange pour le jour de la paix. L'autre, menée avec la discrétion et le mystère que l'empereur sait mettre dans ses préparatifs, a son origine dans l'alerte d'octobre 1806, dans l'affaire de la proclamation ; elle vise à garantir, à assurer la fidélité de cette Espagne trop peu sûre, à l'empêcher de bouger à l'avenir et de renou-

(1) Cette hypothèse est de CONARD, *Napoléon et la Catalogne*, 34.

veler les incartades de l'année précédente. Et très probablement le déclenchement de la première manœuvre n'est destiné qu'à favoriser l'exécution de la seconde. Napoléon était-il disposé cependant à dépasser les résultats qu'il obtiendrait de la sorte ? Songeait-il dès ce moment au détronement des Bourbons ? (1) Rien n'autorise à le croire, et il semble au contraire qu'il ait été réservé à l'affaire de l'Escorial de lui faire faire ce dernier pas.

(1) Les dates les plus diverses ont été proposées pour les premières vues sérieuses de Napoléon sur le trône d'Espagne : 1801 (!) par PÉREZ DE GUZMAN, *El Dos de Mayo*, 84, et CANOVAS DEL CASTILLO, *Breve reseña histórica*, 133 ; 1805 par PÉREZ DE GUZMAN, *Reinado de Carlos IV*, 25 ; 1806 par ORTEGA RUBIO, *Historia de España*, 172, par MUNOZ MALDONADO, *Historia de la Guerra de Independencia*, I, 39, par TORENO, *Historia del Levantamiento*, I, 259 ; 1807 par LAFUENTE, *Historia de España*, XVI, 166, par VAYO, *Historia de Fernando VII*, 38, par VILLA URRUTIA, *Las Mujeres de Fernando VII*, 12. Cf. aussi MAYER, *Die französisch-spanische Allianz*, II, 21, et DESDEVISES DU DÉZERT, *Ideas de Napoleón acerca de España*, 119.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Duroc', with a long horizontal flourish underneath.

Signature de Duroc

1807

CHAPITRE VII

NAPOLÉON ET LA COURONNE D'ESPAGNE

PREMIÈRE PARTIE

LE PROCÈS DE L'ESCORIAL

I

BEAUHARNAIS ET LE PARTI FERNANDISTE

EL CUARTO DEL PRÍNCIPE. La question du remariage de Ferdinand. Le parti fernandiste. — LES INTRIGUES DE BEAUHARNAIS. Premières ouvertures. Le premier billet de Beauharnais ; ses conversations avec Escoiquiz ; l'idée du mariage avec M^{lle} de la Pagerie. Demandes d'explications de Champagny. — LA LETTRE DU 11 OCTOBRE. Instructions de Champagny ; attitude de Napoléon. Garantie écrite donnée par Ferdinand.

II

GODOY ET LE COMLOT FERNANDISTE

L'OPPOSITION A GODOY. Les Grands, l'opinion publique, etc. — LA NOUVELLE POLITIQUE FRANÇAISE DE GODOY. L'indécision et le désarroi apparaissent dans ses projets portugais. Causes de ce trouble : les menées de Beauharnais et de Ferdinand lui font soupçonner la duplicité de Napoléon ; ses craintes sur la véritable mission des troupes françaises en Espagne.

III

NAPOLÉON ET L'AFFAIRE DE L'ESCORIAL (NOVEMBRE 1807)

LES SCÈNES DE FONTAINEBLEAU. Charles IV se plaint à Napoléon des intrigues de Beauharnais. Napoléon décide de couvrir Beauharnais : sa scène d'intimidation

à Masserano. Ses inquiétudes sur la ratification du traité de Fontainebleau par l'Espagne : sa pression sur Izquierdo pour l'assurer. — LA FIN DE L'ALERTE. Inquiétudes à l'Escorial sur l'attitude de Napoléon. Dépêches rassurantes d'Izquierdo. Détente apparente.

I

BEAUHARNAIS ET LE PARTI FERNANDISTE

EL CUARTO DEL PRÍNCIPE. — En apprenant de la bouche de Masserano la mort de la princesse des Asturies, Napoléon avait répondu avec simplicité : « Il faut songer à la remplacer » (juin 1806). L'oraison funèbre officielle fut un peu plus cérémonieuse. L'empereur envoya personnellement ses condoléances à Charles IV, et ce fut la première occasion où la cour prit le deuil ; Napoléon, étant toujours en uniforme, le portait par un crêpe au bras, au chapeau et à l'épée (1).

Le remariage de Ferdinand devint dès lors un des thèmes favoris des intrigants et des badauds. On sait que de très bonne heure le régent de Portugal avait proposé sa fille, mais que le projet se heurtait à l'hostilité d'Araújo et de Godoy ; au milieu de 1807, il était évident qu'il n'aboutirait pas et Ega, qui en avait fait son affaire propre, s'en montra d'autant plus marri que sa cour lui refusa la *Grão Cruz* de l'ordre du Christ pour avoir poussé trop loin des pourparlers voués à l'échec (2). Mais les gens bien renseignés de Madrid envisageaient d'autres solutions. On savait que Godoy avait songé à marier Ferdinand à sa belle-sœur, et l'on prêtait au jeune prince un refus noble et dédaigneux. On parlait également d'une Bavaoise, la deuxième fille de Maximilien-Joseph, qui allait avoir seize ans. Mais aussi l'on se confiait à l'oreille qu'il était plutôt question d'une princesse française, et les racontars n'étaient ici qu'à moitié

(1) Masserano à Godoy, 7 juin 1806 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 102, f. 327 ; à Cevallos, le 3 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5214. Napoléon à Charles IV, le 4 : *ibid.*, c. 5270.

(2) Rayneval à Talleyrand, 3 avril 1807 : *A. E., Port.*, v. 126, f. 266. Strangford à Canning, 8 février, 4 mars, 25 juillet 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 54 et 55. Ega à ? (Araújo), 23 janvier 1807 : *Neg. Estr., Lisbonne, legação em Madrid, Correspondência sobre o casamento da Infanta D. Maria Theresa*. Bruits répandus à Pau : bulletin de Fouché du 5 janvier 1807, dans HAUTERIVE, III.

inexact (1). Ce fut l'œuvre de l'ambassadeur de France, Beauharnais, de les recueillir, de tâcher de leur donner corps et d'échafauder de sa propre initiative la sottise et désastreuse intrigue qui aboutit à l'affaire de l'Escorial.

On ne pouvait à vrai dire attendre du marquis François de Beauharnais des merveilles de travail diplomatique. A cinquante ans, après de multiples expériences, successivement colonel de cavalerie sous l'ancien régime, député aux États-Généraux et à la Constituante, major-général de l'armée de Condé, enfin ministre de France en Étrurie, il était resté étourdi et léger ; médiocrement doué avec cela, un désir désordonné de se pousser, trop de goût pour les complots et les machinations : « Un intrigant de coulisses, dira de lui Napoléon ; je lui crois peu d'esprit. » — « Peu de moyens, assurait Izquierdo, têtue, suffisant et plus agité qu'actif. » Mais il avait les grandes manières qui seyaient à sa naissance et à son titre, et surtout de puissantes parentés : père de M^{me} de La Valette, une des dames d'atours que Joséphine préférait parce que douce et complaisante au gaspillage, et surtout beau-frère de l'Impératrice. Il lui fallait donc un poste : Napoléon pensa qu'il suffirait bien pour Madrid (2).

Beauharnais y arriva avec beaucoup d'assurance. Moins d'un mois après avoir présenté ses lettres de créance (1^{er} janvier 1807), il écrivait déjà : « Je suis maintenant au fait de la phisionomie [*sic*] du pays, je connais le local. » Mais dès ses débuts il se trouvait desservi par les dépêches d'Izquierdo : « Il pense qu'il va nous commander, avait averti le Navarrais, avoir de l'influence en tout, rendre l'Espagne heureuse si elle s'humilie et suit ses hautes maximes, et la faire pâtir si elle résiste à son influence protectrice. Il dit que là-bas il aura à travailler jour et nuit, que la nation espagnole est estimable, qu'il fera le bonheur de l'Espagne si on le traite suivant son mérite... qu'il vivra en bons termes avec qui agira loyalement,

(1) Vandeul à Talleyrand, 27 novembre 1806 ; Beauharnais à Hauterive, 19 février 1807 : *A. E., Esp.* v. 670, f. 442 ; v. 671, f. 121. Strangford à Canning, 25 juillet 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 55. — La réponse attribuée à Ferdinand : « J'aimerais mieux me faire moine » est donnée par Beauharnais lui-même (pourtant fort crédule) comme un vulgaire racontar.

(2) Beauharnais était le frère aîné du premier mari de Joséphine, le vicomte Alexandre de Beauharnais (1760-1794). Il avait demandé en 1801 à être nommé colonel de cavalerie dans l'armée espagnole. — Talleyrand à Lucien, 28 mai, 12 août 1801 : *A. E., Esp.*, v. 661, f. 272, 413. Izquierdo à Godoy, 24 décembre 1806 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Napoléon à Murat, 6 avril 1808 : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, 260. M^{me} DE RÉMUSAT, *Mémoires*, II, 374.

mais sera ennemi mortel de qui usera d'astuce à son endroit » (1). Ces derniers avertissements étaient pour Godoy et permettaient de présager un conflit qui en effet ne fut pas long à éclater entre les deux hommes. Dès la première entrevue, l'ambassadeur trouva que le favori avait une tendance excessive à dérober ses responsabilités derrière celles des ministres, et il ne le lui cacha pas (2). Moins de trois semaines après, comme Godoy venait d'être nommé Grand Amiral et de recevoir le « *tratamiento* » d'Altesse Sérénissime, Beauharnais, dans sa visite de félicitations, évita soigneusement de lui donner son nouveau titre, et il s'obstina dans la suite à le lui refuser ; cette grave affaire traîna pendant cinq mois et il fallut l'intervention de Talleyrand pour la terminer (3). Bref, ils en vinrent très vite à se détester, tout en conservant des rapports extérieurement corrects. Beauharnais ne perdait pas une occasion de glisser dans ses dépêches quelque phrase venimeuse contre le prince de la Paix (4). Celui-ci lui rendait la pareille dans ses lettres à Murat, où il l'accusait de lui « chercher querelle » et de le « pousser à bout » (5). Marie-Louise prenait naturellement le parti de son favori, et dans les billets qu'elle lui adressait elle prodiguait à l'égard de l'ambassadeur les termes colorés dont elle était coutumière : « Ses idées folles, perverses et échauffées, ses demandes insensées... ce fou et ce méchant homme... » (6) Ainsi, ce n'était pas par le prince de la Paix que Beauharnais pouvait espérer jouer un rôle de premier plan à la cour d'Espagne. Mais ce n'était pas non plus par lui qu'il comptait y parvenir : son jeu était au contraire de miser sur l'ennemi déclaré du favori, sur le prince des Asturies, Ferdinand.

Vers cette époque, la personnalité de Ferdinand commence à se dégager. Il a vingt-trois ans, et ce n'est déjà plus le jeune homme inerte que sa femme la Napolitaine avait fini par mener à son gré. Au physique, il présente avec Charles IV une ressemblance qu'on est loin de trouver chez tous les enfants de Marie-Louise. Il en a la large

(1) Beauharnais à Talleyrand, 26 janvier 1807 : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 74. Izquierdo à Godoy, 26 décembre 1806 : A. *Histórico N.*, c. 2881.

(2) Beauharnais à Talleyrand, 1^{er} janvier 1807 : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 4.

(3) Détails de l'affaire dans GEOFFROY DE GRANDMAISON, *L'Espagne et Napoléon*, I, 78.

(4) *Passim* dans toute la correspondance de Beauharnais avec Talleyrand, en particulier 12 juillet, 10, 30 août : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 376, 424, 484, 487.

(5) Godoy à Murat, 27 octobre 1807, dans MURAT, *Lettres*, éd. Le Brethon, V, 225.

(6) Marie-Louise à Godoy, 4 février, 3 mars : PÉREZ DE GUZMAN, *El Dos de Mayo*, 60.

carrure et la vigueur physique. Il en a aussi le figé et l'inexpressif de la physionomie, et il les accentue même par le manque d'aisance de ses manières, par ses allures embarrassées (1). Peut-être cette gaucherie provient-elle en partie du sentiment qu'il a de son insuffisance : tenu à l'écart des affaires, entouré de gens à l'âme mesquine et à l'esprit confiné, Ferdinand n'a pu en effet racheter par le contact avec des hommes de valeur les lacunes de son instruction, — et elles sont grandes, car ce n'est pas à étudier une heure par jour, de onze à quinze ans, avec le chanoine Escoiquiz qu'il a pu apprendre tout ce qu'il devrait savoir (2). L'atmosphère de renfermé dans laquelle il vit, l'espionnage constant dont il est entouré, un père indifférent, une mère hostile, un premier ministre ennemi ont développé en lui la dissimulation et la sournoiserie. Mais précisément parce qu'il se sent isolé à la cour il recherche les sympathies des visiteurs de passage, des diplomates étrangers, du peuple quand il entre en contact avec lui, et l'humeur affable, les manières accueillantes qu'il montre alors lui gagnent des sympathies (3). A la cour même, quelques grands se groupent autour de lui : car il est le maître de demain, et il est surtout l'ennemi de ce Godoy qu'ils jalouent et détestent. Le comte de Orgaz et le marquis de Ayerbe, ses gentilshommes de chambre, le duc de San Carlos, son ancien gouverneur, maintenant Grand Maître de la maison du roi, le comte de Bornos, Grand Écuyer, font partie de cette coterie. Le principal personnage en est le duc de l'Infantado, dont le rôle sera important dans les affaires espagnoles ; beaucoup fondent de grands espoirs sur lui : on le dit intelligent et cultivé parce qu'il a été élevé à Paris, qu'il a créé quelques usines et qu'il se livre à des recherches de chimie, on le dit de caractère indépendant parce qu'il est mal en cour ; mais il a de la hauteur et

(1) L'iconographie de Ferdinand est abondante : la seule *Biblioteca Nacional* possède une centaine de gravures le représentant. Mais un très grand nombre de ses portraits sont sans valeur historique, ayant été faits pendant la guerre de l'Indépendance par des artistes plus patriotes que documentés. Il est souvent aussi difficile de dire s'ils sont antérieurs à 1808 ou postérieurs à 1814. Toutefois, Barcia, étudiant *Goya en la sección de estampas de la Biblioteca Nacional*, y signale 3 gravures (2 anonymes et une de Roxar) comme datant sûrement de 1808. Des portraits dus à Goya peuvent être placés à la même date, d'après les avis concordants de von Loga (*Francisco de Goya*) et de Beruete (*Goya, pintor de retratos*) : l'un à l'Académie de *San Fernando* (Ferdinand à cheval, la bengala à la main), l'autre appartenant au comte de Valderro (buste, peau d'hermine au cou).

(2) Le précepteur en convenait, tout partial qu'il fût pour son élève : mille causes, dit-il, « étouffaient cette semence et ne la laissaient pas produire les fruits qu'elle aurait dû. » ESCOQUIZ, *Memorias*, 17.

(3) Sur Ferdinand, témoignages de lady Holland en 1804 : *Spanish Journal*, 74 ; Barante en août 1805 : *Souvenirs*, I, 171 ; Pradt, en mai 1808 : *Mémoires*, 121.

de la morgue, peu de moyens au fond, peu de bon sens, peu d'esprit de suite, peu de sang-froid, peu d'énergie : rien donc d'un vrai chef de parti, moins encore d'un chef de conspiration (1).

Ainsi, le parti napolitain de 1804 et 1805 s'est reconstitué et c'est maintenant plus proprement le parti fernandiste, celui qu'on appelle *del cuarto del Príncipe*, par opposition à celui *del cuarto del Rey* ou *de la Reyna*. L'ambassadeur de France, à la recherche d'intrigues par où se pousser, ne saurait trouver de terrain plus propice.

LES INTRIGUES DE BEAUHARNAIS. — Il n'était pas le premier à quêter sur cette piste. Le personnel de l'ambassade savait de reste et depuis longtemps que Godoy et Ferdinand se détestaient, et il avait recueilli sur leur inimitié une foule d'anecdotes plus ou moins authentiques qui servaient fréquemment à étoffer un peu les dépêches (2). Mais il avait remarqué aussi que même du vivant de sa femme le prince des Asturies avait toujours manifesté à l'égard de Napoléon de l'admiration et de l'attachement (3) : il avait donc songé à utiliser ce sentiment et à diriger la grande affaire du remariage de Ferdinand vers des solutions françaises. Ces intrigues toutefois demeurent obscures. Au cours de l'été de 1806, apprenant qu'on pensait à une princesse portugaise, l'ambassade aurait chahuté Godoy, et c'est elle qui aurait fait entamer des pourparlers en vue d'une union avec une Bavaroise ; des conversations, qui comme on l'a vu ne demeurèrent pas inconnues du public, eurent effectivement lieu en août 1806 entre Pascal Vallejo, un des principaux fonctionnaires de la *Secretaría de Estado*, et Cetto, le ministre de Bavière à Madrid, mais il n'est pas certain qu'elles aient été enta-

(1) PIZARRO, *Memorias*, I, 229 ; TORENO, *Historia del levantamiento*, I, 83 ; Pamphlet de 1822, cité par Morel-Fatio : *Études sur l'Espagne*, II, 196 ; LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, 192. Infantado était le grand d'Espagne le plus riche après Medinaceli : A. N., AF IV 1608 B, plaq. 2/II.

(2) La déclaration de Godoy à Beurnonville qu'à la mort du roi il n'aurait plus qu'à rentrer dans la vie privée ; sa demande au Conseil de Castille d'être nommé lieutenant-général du royaume du vivant même du roi ; un diamant donné par lui à la princesse des Asturies après ses couches, jeté par la fenêtre par Ferdinand, et la reine furieuse souffletant son fils, etc., etc. Le tout, naturellement, plus que suspect. A. E., *Esp.*, *passim*, surtout v. 663, f. 582 ; v. 668, f. 401 ; v. 670, f. 305.

(3) En particulier à l'occasion du grand cordon de la Légion d'Honneur qui lui fut remis en 1805. Beurnonville à Talleyrand, 15 août 1805 : A. E., *Esp.*, v. 668, f. 334. BARANTE, *Souvenirs* (17 août 1806), I, 166.

mées sur l'initiative des Français (1). On possède un peu plus de précisions sur les tentatives que fit l'ambassade pour entrer directement en relations avec Ferdinand lui-même. Elle s'adressa dans ce dessein à un colonel du génie qui était chargé de l'instruction militaire des infants, Pedro Giraldo de Chaves. D'après les déclarations que fit celui-ci au procès de l'Escorial, il reçut en juillet 1806 la visite d'un Français qui lui dit se nommer Jean-Jacques Gassot, être attaché à l'ambassade et venir lui offrir des cartes géographiques susceptibles de servir aux études de ses élèves. Chaves aurait refusé de les acheter, en raison de leur prix excessif, et il aurait renouvelé son refus au cours d'une deuxième entrevue qu'il eut avec Gassot le 18 janvier 1807. Que ces premières ouvertures ne soient pas allées plus loin que ne le dit Chaves, c'est possible (2). Qu'elles vinsent de l'ambassade, c'est d'autant plus probable que la tentative que celle-ci fit peu après pour entrer en relations avec Ferdinand, et qui réussit, passa par le même canal Gassot-Chaves et avec le même prétexte des cartes (3). On peut donc retenir que l'ambassade de France, dès juillet 1806, avait tenté sous main de nouer des rapports directs avec Ferdinand (4). Beauharnais, arrivé à Madrid en décembre 1806, eut-il part à la deuxième démarche de Gassot, celle du 18 janvier 1807 ? En tout cas, il trouvait un chemin tout tracé.

Les autres circonstances étaient des plus favorables, car si l'am-

(1) Nous n'avons là-dessus que le témoignage de Vallejo, transmis plus ou moins exactement par Escoiquiz (*Memorias*, 84), ce qui est insuffisant. Le témoin inspire peu de confiance d'après Pizarro (*Memorias*, I, 85) ; d'après même son ami Escoiquiz, il était vaniteux et léger. Son récit présente d'ailleurs une invraisemblance, qui est d'attribuer cette intervention à Beurnonville : or celui-ci présenta ses lettres de rappel le lendemain du jour où Ferdinand devint veuf (22 mai 1806) et quitta Madrid le 27 ; il ne peut donc guère être intervenu dans une négociation de remariage. D'autre part, la correspondance de Vandeuil ne fait aucune allusion à une affaire de ce genre. Il est bien exact qu'après les bruits de mariage portugais qui coururent en juin, Vallejo négocia avec Cetto un mariage bavaois (Vandeuil à Talleyrand, 1^{er} septembre 1806, A. E., *Esp.*, v. 670, f. 245) mais rien ne prouve que ç'ait été sur l'intervention de l'ambassade française. On a vu d'ailleurs que le projet portugais n'était pas mort, et qu'on en parlait encore au début de 1807.

(2) On ne saurait sans doute croire sur parole un accusé qui avait un intérêt trop évident à tout nier, et cela d'autant moins que dans son troisième interrogatoire Chaves fut obligé de revenir sur certaines de ses dénégations antérieures. Mais rien ne permet d'affirmer que pour ces deux premières tentatives les choses soient allées plus loin que Chaves ne le dit.

(3) Texte des trois interrogatoires de Chaves : *Arch. Real Casa, Causa del Escorial*, f. 982, 1013, 1064. (Sauf indication contraire, les cotes relatives aux volumes de la *Causa del Escorial* se rapportent au volume I.)

(4) Il est impossible de dire la part que Vandeuil, alors chargé d'affaires, eut dans ces intrigues, et même s'il en eut une. De même, la personnalité (?) de Gassot reste une énigme.

bassade songeait à un mariage français pour le prince des Asturies, le parti fernandiste y songeait lui aussi ; du moins était-ce là le grand projet de son intrigant en titre, le chanoine Juan de Escoiquiz. Précepteur de Ferdinand de 1795 à 1799, Escoiquiz avait été disgrâcié à la suite d'un mémoire qu'il avait remis à la reine sur le fâcheux état du royaume et sur ses causes. Retiré à Tolède où on lui avait donné un canonicat, il y attendait une occasion de se rejeter dans son véritable élément, l'intrigue politique. Les portraits qu'on a de lui, et qui sont postérieurs à 1814, donc au triomphe des fernandistes, lui donnent des yeux vifs et matois dans un visage empâté (il avait 60 ans en 1807) ; pourtant M^{me} de Chastenay, qui le vit à Paris en 1808, ne nota point ce regard, mais seulement la bizarrerie de son allure : « Un personnage étrange... en soutane, avec une immense culotte et le grand cordon de Charles III en bandoulière » (1). Cette finesse et cette habileté que lui attribuent les portraits et les écrits fernandistes semblent en effet une réputation bien surfaite. Il montra sans doute de l'astuce et de la rouerie, de l'activité et de l'entregent, mais aussi une grande inexpérience des gens et des choses, avec par moments une invraisemblable naïveté : au fond, un intrigant de couvent et de sacristie transporté sur la scène politique (2).

Dès avant la mort de la princesse des Asturies, Escoiquiz avait réussi à nouer avec son ancien élève une correspondance secrète. Elle passa d'abord par le coiffeur du prince, Antonio Moreno, puis, lorsque des soupçons l'eurent fait emprisonner (novembre 1806), par un domestique, Fernando Selgas, et par un commerçant qui suivait la cour de *sitio* en *sitio*, José Gonzalez Manrique (3). Jusqu'au début de 1807, à en croire les deux intéressés, elle ne portait que sur des objets insignifiants. Mais à partir de cette époque elle prit un

(1) Portraits reproduits dans PÉREZ DE GUZMAN, *El dos de Mayo*, 241, et ESCOQUIZ, *Memorias*, p. IV. M^{me} DE CHASTENAY, *Mémoires*, II, 86.

(2) Jugements sévères de Pizarro : « Un pédagogue janséniste, avec le féroce orgueil et la présomption de son parti » (*Memorias*, I, 229), de TORENO, I, 82, et naturellement de Marie-Louise (ESCOQUIZ, *Memorias*, p. XVII) et de Godoy (*Mémoires*, II, 197).

(3) Procès de l'Escorial, déclarations d'Escoiquiz, 10 novembre 1807, et de Ferdinand, 31 octobre et 24 novembre : dans PÉREZ DE GUZMAN, 554, 544, 550. ESCOQUIZ, 61. Les dépositions de Ferdinand et d'Escoiquiz reproduites sans références dans PÉREZ DE GUZMAN, append. I, sont extraites de l'*Arch. Real Casa, Causa del Escorial*, t. I. Les références en sont pour les 9 déclarations de Ferdinand : f. 159, 163, 167, 172, 176, 179, 181, 182, 183 ; pour les déclarations d'Escoiquiz des 1^{er}, 11, 12, 13, 14, 16, 21 novembre, 16, 17, 18 décembre : f. 911, 917, 927, 936, 944, 959, 1007, 1032, 1033, 1050. (Les n^{os} des folios sont ceux de la numérotation générale).

caractère plus sérieux, si bien que le chanoine jugea bon de venir s'établir secrètement à Madrid, au commencement de mars 1807. Ferdinand se plaignait dans ses lettres de l'omnipotence que Godoy avait conquise dans le gouvernement, et de l'oubli où lui-même était laissé. Escoiquiz ne trouva tout d'abord rien de mieux que de lui conseiller une explication franche et ouverte avec la reine, et pour le guider dans la harangue qu'il devait prononcer à cette occasion il lui en remit un plan, qui était surtout remarquable par son immense naïveté (18 mars). Ferdinand, moins candide quoique plus jeune, douta de l'efficacité du moyen et se refusa à l'employer (1). Escoiquiz imagina alors d'essayer du même système avec le roi, et il rédigea une interminable lettre où le prince dénonçait à son père les crimes de Godoy et lui demandait d'abattre le favori (2). Cette fois encore, le prince héritier ne se détermina pas à faire usage du papier, et il eut l'imprudence de ne pas le brûler, non plus que le précédent. L'affaire allait bientôt du reste s'orienter vers une autre solution, celle du mariage français. Escoiquiz avait bien eu jadis maille à partir avec l'ambassade de France, mais il assurait qu'il n'en gardait pas rancune à l'empereur. Et en effet, dès mars 1807, jugeant que Godoy visait à s'emparer de la couronne et craignant que pour se préparer les voies il ne mariât Ferdinand avec sa belle-sœur, le chanoine conseilla à son ancien élève de s'unir de façon intime à Napoléon. La solution qu'il envisageait alors était, il est vrai, le mariage bavarois qu'on croyait patronné par la France, mais de là à un mariage proprement français il n'y avait qu'un pas (3).

Ce pas fut vite franchi. Pendant qu'Escoiquiz préparait ainsi ses trames, Beauharnais, autre profond politique, accrochait aussi des fils. Il n'allait pas tout à fait jusqu'à engager une affaire de cette importance sans en souffler mot à son gouvernement, mais ce qu'il lui en écrivait était peu de chose en vérité : « La santé du roi est faible. Elle peut se soutenir ; mais *la chute des feuilles* change l'amphitéâtre [*sic*] ; cet événement exige un système différent : le prince

(1) L'exposé d'Escoiquiz, en un langage convenu, vraiment enfantin, fut saisi lors de l'arrestation de Ferdinand. Copie à l'*Arch. Real Casa, Causa del Escorial*, f. 140. LAFUENTE, *Historia general de España*, XVI, 192, en reproduit une partie.

(2) Cette pièce fut également saisie chez Ferdinand. Elle est reproduite en appendice aux *Memorias* d'Escoiquiz, 281-331.

(3) Escoiquiz expose de façon peu claire qu'il avait conservé l'amitié de Marie-Louise « jusqu'à ce qu'une intrigue diabolique, où l'on fit entrer le commissionné de D. Marcos [Napoléon] l'obligea à rompre avec moi. » Il semble qu'il n'existe plus de traces de cette affaire ; peut-être a-t-elle quelque relation avec les machinations napolitaines de 1805. — *Arch. Real Casa, Causa del Escorial*, f. 140. ESCOQUIZ, 67-68.

héréditaire cache un caractère ferme sous des dehors gauches et embarrassés. Le peuple et la masse *apprécient* sa nullité : mon devoir est de demander une direction provisoire... Je vois tout, j'observe tout et je laisse *faire* » (16 avril 1807) (1). Ayant ainsi rendu compte à son ministre, Beauharnais poursuit avec tranquillité l'intrigue qui se nouait à ce moment même en vue d'établir des relations secrètes entre Ferdinand et lui. Il semble que l'initiative soit venue du *cuarto del príncipe*. La cour se trouvait alors à Aranjuez. En avril, Gassot, ce Français de l'ambassade qui plusieurs fois déjà avait tenté d'entrer en relations avec l'entourage de Ferdinand, reçut un mot du précepteur des infants, Chaves. L'objet officiel du billet était cette affaire déjà plusieurs fois traitée entre eux : Chaves demandait des cartes où le prince pût suivre les opérations de Napoléon en Pologne. Même en admettant que ce papier ne dît rien de plus, Ferdinand escomptait probablement que l'ambassade française verrait là une ouverture ; il est d'ailleurs significatif que pour prier Chaves de faire cette démarche il se soit adressé à l'un de ses intimes, Juan Manuel de Villena, son premier écuyer, qui dans la suite de l'intrigue resta le principal intermédiaire de la correspondance secrète entre le prince et les Français (2).

En tout cas, si invite il y eut, elle fut bien accueillie. Gassot apporta aussitôt les cartes demandées et insista même vivement pour pénétrer jusqu'à Ferdinand, sous prétexte de les lui présenter. Il ne fut pas introduit, mais il réussit à lui faire passer par Chaves (qui l'avoua plus tard, après bien des dénégations) un pli contenant, disait-il, un croquis des positions occupées sur le Pregel par les armées françaises, russes et prussiennes (3). En réalité, ce pli contenait bien autre chose : il renfermait un billet pour le prince, l'in-

(1) Beauharnais à Talleyrand, confidentielle, 16 avril 1807 : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 253. Les passages soulignés le sont par Beauharnais, qui usait à tort et à travers de ce procédé.

(2) Beauharnais affirma plus tard qu'en cette affaire l'initiative était venue des Espagnols, en particulier d'Escoiquiz, qu'il avait longtemps éconduit, sans vouloir répondre à ses nombreuses lettres. Une déclaration, d'ailleurs obscure, de Ferdinand, semble venir à l'appui de ces affirmations. — Beauharnais à Champagny, 20 octobre : dans CHAMPAGNY, *Souvenirs*, 191. Déclaration de Ferdinand, 30 octobre : PÉREZ DE GUZMAN, *El Dos de Mayo*, 543.

(3) Trois interrogatoires de Chaves : *Arch. Real Casa, Causa del Escorial*, f. 982, 1013, 1064. Chaves reconnut dès le début avoir eu des rapports avec Gassot en avril 1807. Mais il n'avoua qu'à la fin avoir remis à Ferdinand un papier du Français ; il y fut contraint par les déclarations concordantes de Ferdinand, de Villena, d'Escoiquiz et du comte de Bornos (par lequel il avait fait passer le dit papier). Cf. ESCOQUIZ, *Memorias*, 86 (date fausse), et déclarations de Ferdinand du 2 novembre et d'Escoiquiz du 11 : PÉREZ DE GUZMAN, 547, 557.

formant qu'une personne de l'ambassade française désirait l'entretenir en secret (1). C'est ainsi que se noua l'affaire, entre la fin d'avril et la dernière semaine de mai 1807 (2). Beauharnais ne soufflait mot à Talleyrand de la démarche essentielle et si compromettante qui était en cours, et se contentait d'une ligne sybilline : « Il était *instant* que je restasse à Madrid pour *activer* et surveiller » (14 mai) (3).

Au reçu du billet français, Ferdinand demanda conseil à Escoiquiz, qui lui répondit le 28 mai par une lettre datée de Talavera, mais qui en réalité avait été écrite à Tolède (4). Le but des Français, expliquait le chanoine, était sans doute de marier Ferdinand avec une parente de l'empereur ; il fallait leur répondre, de peur de mécontenter Napoléon, mais il fallait le faire avec prudence, de peur de tomber dans un piège ; le mieux était donc d'envoyer à l'ambassade un intermédiaire, et Escoiquiz se proposait pour cette mission (5). Quelle fut au juste la réponse de Ferdinand ? Au cours du procès, Escoiquiz prétendit qu'il consentit à pousser l'affaire et à déléguer son ancien précepteur auprès de Beauharnais ; c'est à cette occasion qu'il aurait remis à Escoiquiz un mot de recommandation pour Infantado, qui l'aboucherait avec l'ambassadeur. Mais Ferdinand au contraire affirma qu'il ne s'était pas résolu à répondre aux ouvertures françaises (6). On lui objecta alors ce billet d'introduction qu'il avait donné au chanoine pour Infantado ; mais Escoiquiz lui-même finit par avouer que ce papier était bien antérieur à cette intrigue, et relatif à d'autres objets (7) et de fait il est presque cer-

(1) D'après ESCOQUIZ (*Memorias*, 86, et déclaration du 10 novembre, PÉREZ DE GUZMAN, 554) le billet parlait de l'ambassadeur lui-même. Mais d'après Ferdinand (déclaration du 2 novembre., *ibid.*, 547) et surtout d'après la lettre d'Escoiquiz du 28 mai sur cette affaire, le billet ne précisait pas.

(2) Chaves fixe à avril l'ouverture à Gassot, par où débuta l'affaire. Escoiquiz, dans sa 2^{me} déclaration, dit que le billet fut remis vers mai : PÉREZ DE GUZMAN, 554. Le 28 mai, le billet français était remis depuis quelque temps déjà, puisque Escoiquiz répondit ce jour-là à Ferdinand qui lui demandait ses conseils en l'occurrence. Quand Escoiquiz dit dans ses *Memorias* (p. 86) qu'il a été avisé par Ferdinand le 17 juin seulement, il fournit seulement une nouvelle erreur de date à ajouter à celles dont fourmille son ouvrage.

(3) A Talleyrand, 14 mai 1807 : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 296.

(4) Déclarations de Ferdinand du 30 octobre et d'Escoiquiz du 12 novembre : PÉREZ DE GUZMAN, 543, 562. Les mémoires d'Escoiquiz ne parlent pas de ce retour du chanoine à Tolède, qu'il signala pourtant dans la déclaration ci-dessus ; mais sur les déplacements et voyages d'Escoiquiz ils sont encore plus inexacts que sur le reste.

(5) Escoiquiz à Ferdinand, 28 mai 1807 : *Arch. Real Casa, Causa del Escorial*, f. 146 (pièce saisie lors de l'arrestation de Ferdinand).

(6) Avez de Ferdinand, 30 octobre, 2 novembre : PÉREZ DE GUZMAN, *El dos de Mayo*, 543, 547.

(7) Déclarations contradictoires de Ferdinand, 2, 24 novembre, et d'Escoiquiz,

tain qu'à ce moment Escoiquiz connaissait Infantado depuis plusieurs mois déjà, et très intimement, de sorte qu'une lettre de recommandation eût été fort inutile (1). Il est donc très possible que l'intrigant chanoine ait continué la manœuvre de sa propre initiative, et malgré les scrupules de Ferdinand.

Après quelques hésitations, Infantado consentit à l'aboucher avec Beauharnais, et il pressentit l'ambassadeur : un ecclésiastique lettré, lui dit-il, ancien précepteur de S. A. R., désirait vivement lui être présenté. Beauharnais accéda à cette demande avec l'empressement qu'on devine (2), et l'entrevue eut lieu — très probablement à Aranjuez et au début de juin. Escoiquiz l'a contée en détail. En entendant l'histoire du billet français remis à Ferdinand, Beauharnais aurait fait l'étonné et aurait nié que cette ouverture vînt de lui, mais sans manifester ni mécontentement ni désir de démasquer l'auteur de cette imposture ; amenant ensuite la conversation sur le mariage du prince, il n'aurait pas caché son désir de continuer les pourparlers, à condition que Ferdinand lui montrât par un signe d'intelligence qu'il autorisait réellement Escoiquiz à pousser cette négociation (3). A l'audience diplomatique qui suivit (peut-être au cercle tenu le 13 juin pour la fête de l'infant Antonio), Ferdinand fit le signe convenu : d'après Escoiquiz, ce fut de demander à Beauharnais s'il connaissait Naples, et de se moucher en passant au diplomate suivant (4). Entre le 15 et le 18 juin 1807 Beauharnais rentra à Madrid : l'affaire était en bonne voie.

11 novembre ; « rectification » d'Escoiquiz du 16 décembre : PÉREZ DE GUZMAN, 547, 550, 557, 580.

(1) Voir ci-dessous les intrigues relatives au décret Infantado.

(2) Déclaration d'Escoiquiz, 11 novembre : PÉREZ DE GUZMAN, *El dos de Mayo*, 557 ; suite des aveux d'Infantado : *Arch. Real Casa, Causa del Escorial*, f. 964.

(3) Beauharnais avait quitté Madrid pour Aranjuez le 31 mai. Le 28 mai, Escoiquiz venait tout juste d'apprendre que Ferdinand avait reçu le billet, il ne put donc guère voir Beauharnais à Madrid, et le vit à Aranjuez. D'autre part, en quittant Aranjuez (vers le 15), Beauharnais avait déjà reçu de Ferdinand le signe d'intelligence demandé à Escoiquiz (déclaration d'Escoiquiz, 11 novembre : PÉREZ DE GUZMAN, 557). L'entrevue dut donc avoir lieu dans la première semaine de juin ; Sur ce qui s'y passa, déclaration d'Escoiquiz, 10 novembre, *ibid.*, 554 et *Memoorias*, 88.

(4) Le fait qu'il y eut un signe d'intelligence fait par Ferdinand est confirmé par Beauharnais : à Champagny, 20 octobre, dans CHAMPAGNY, *Souvenirs*, 191. Quant à la nature de ce signe, on n'a que le témoignage d'Escoiquiz qui est insuffisant. On peut noter ici une des légèretés dont fourmillent ses mémoires. A les en croire, Escoiquiz apprit le 17 juin qu'un billet de l'ambassade demandait à entrer en conversation avec Ferdinand, et le 1^{er} juin que Ferdinand avait répondu par le signe d'intelligence qui accréditait Escoiquiz pour les dites conversations (p. 86 et 91). Escoiquiz dit en outre que ce signe d'intelligence fait avant le 1^{er} juin fut donné à Madrid : or la cour y arriva le 30 juin.

L'ambassadeur se garda bien, une fois de plus, de rendre compte franchement à Talleyrand de son intrigue, et il se contenta de ses mystérieux sous-entendus habituels : « Un jeune et grand personnage (l'aîné) se trouve en grand dans une situation semblable à celle de la plus haute noblesse [ennemie de Godoy]. Je sais qu'il recherche l'appui de l'ambassadeur de France et qu'il voudrait pouvoir y compter. Son maintien, l'expression seule de sa physionomie [*sic*] trahissent en toute occasion ce penchant. Quand il le peut, il demande des nouvelles de notre grand souverain. Je crois même qu'il serait bien aise de s'en ouvrir franchement (mais par un intermédiaire). Mon devoir est de me faire comprendre et de me borner à transmettre mes demandes *impartiales* » (1). Mais Beauharnais ne se bornait pas à transmettre, il agissait de son propre chef, et activement. La cour se trouvait maintenant à Madrid où elle séjourna du 30 juin au 12 août. Peut-être Ferdinand saisit-il alors une circonstance favorable pour adresser directement un mot à l'ambassadeur : « Une deuxième demande, écrivit plus tard celui-ci, qui m'avait été faite par S. A. R. était significative et précise ; il n'y avait alors aucun intermédiaire » (2). Mais de toute façon les entrevues entre Beauharnais et Escoiquiz se multipliaient. On n'a malheureusement sur elles que le témoignage du second. Ils se donnaient rendez-vous par billets, portés pour l'un par un nommé Guillemin, et pour l'autre par un ami sûr, Sebastián de Lugo. Ils se retrouvèrent plusieurs fois au *Retiro*, à deux heures de l'après-midi, dans l'idée que la chaleur suffocante de la canicule rendrait ce lieu le plus désert et le plus sûr qu'on pût trouver, — détail qu'on aurait peine à croire si l'un et l'autre n'avaient donné d'autres preuves de leur matoise naïveté (3). Quant à ce qu'ils se dirent dans ces entrevues, il est difficile de le préciser. Escoiquiz raconte que son partenaire poussait les pourparlers avec vigueur, et Beauharnais prétend au contraire ne s'être avancé qu'avec lenteur et circonspection (4). Mais c'est certainement à ce moment que Beauharnais mit en avant pour le mariage de Ferdinand la candidature qui lui tenait au cœur, celle de Marie-Stéphanie Tascher de la Pagerie. Cette jeune personne — dix neuf ans —

(1) Beauharnais à Talleyrand, confidentielle, juin : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 360.

(2) Beauharnais à Champagny, 20 octobre 1807 : CHAMPAGNY, *Souvenirs*, 191. La date n'est pas indiquée, mais s'il y eut un jour communication directe ce dut être plutôt à la faveur du séjour à Madrid.

(3) ESCOQUIZ, *Memorias*, 93.

(4) *Ibid.*, 101 ; Beauharnais à Champagny, 20 octobre 1807 : CHAMPAGNY, *Souvenirs*, 191.

avait une jolie figure (quoique avec un air fort commun, paraît-il), et de nombreuses qualités, entre autres celle d'être cousine de l'impératrice et de Beauharnais (1). Ainsi, l'ambassadeur de France ne se contentait pas de la première faute si grave qu'il avait commise en entamant des négociations de cette importance sans y être autorisé par sa cour, et sans même lui en référer. Il les engageait maintenant dans une direction bien déterminée, et sans savoir si c'était celle qui pouvait convenir à l'empereur. Car Napoléon songeait bien sans doute à remarier Ferdinand : on a vu son mot lorsqu'il apprit le veuvage du jeune prince, et sans même attendre cet événement il avait fait pressentir Izquierdo sur ce chapitre (2). Mais à qui songeait-il pour remplacer la Napolitaine ? Beauharnais ne savait et ne voulait savoir qu'une chose, c'est que le mariage de M^{lle} de la Pagerie avec l'héritier du trône d'Espagne eût fort bien servi les intérêts des Beauharnais. Peut-être sa belle-sœur l'impératrice lui avait-elle soufflé ce projet, au cours des huit mois qu'il venait de passer à Paris. Le grand souci de Joséphine était en effet d'affermir la position et l'influence de sa famille. Par ailleurs, elle s'intéressait à l'Espagne ; on disait qu'Izquierdo avait eu plusieurs fois accès auprès d'elle, que Godoy avait reçu d'elle des présents, qu'il lui avait envoyé en échange des brebis mérinos pour son troupeau de la Malmaison, si bien qu'un observateur attentif et bien renseigné comme Brito pouvait croire qu'Izquierdo menait avec elle des pourparlers en vue d'un mariage entre une Beauharnais et le prince des Asturies. Ceci n'est guère vraisemblable, mais il est fort possible qu'en 1806 Joséphine ait chargé plus ou moins officieusement Beauharnais de marier sa cousine Marie-Stéphanie avec Ferdinand (3).

Il serait intéressant de savoir si un autre sujet n'a pas été abordé dans ces conversations du *Retiro*. Escoiquiz en effet ne se contentait pas d'une seule intrigue, si corsée qu'elle pût être, et au même instant il en menait une autre, qui consistait à prendre toutes mesures utiles pour que le jour où Charles IV mourrait Ferdinand fût assuré de la succession au trône, et Godoy mis sur-le-champ hors d'état

(1) Sur son physique (en 1810), cf. CLÉRY-ET-ALDRINGEN, *Souvenirs*, 237.

(2) « *Ya me han tocado la especie para sucesora*, mais de façon vague... » Izquierdo à Godoy, 2 mai 1806, *A. Histórico N.*, c. 2881.

(3) D'après les *Memorias* de Godoy (V, 327), qui reprennent sans doute ici les indications envoyées par Izquierdo, Joséphine resta en correspondance suivie avec Beauharnais, et elle répandait les bruits favorables aux fernandistes qu'il lui transmettait. — Brito à Araújo, s. d., joint à un billet du 18 juillet 1807 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

de nuire. La précaution n'était pas inutile, car le favori semblait prendre les devants. On sait déjà qu'à cette époque il tâchait de s'assurer la maison militaire du roi. Ses partisans allaient même plus loin. Au début de 1807 (1), son frère Diego, duc de Almodovar, aidé d'un de ses amis, Luis de Viguri, ancien intendant de La Havane, avait pressenti un officier de la garnison de Madrid, Tomás de Jáuregui, colonel des dragons de Pavie : tous deux lui avaient parlé de l'incapacité de Ferdinand, « *un tonto* », de la mauvaise santé du roi, de la possibilité d'un changement de dynastie à la mort de Charles IV. Jáuregui, après avoir répondu de façon vague, avait fait part de cette ouverture à son frère Manuel, capitaine aux gardes espagnoles, et les deux officiers, alarmés dans leur loyalisme, avaient tout rapporté à Orgaz, à Infantado et à Escoiquiz (2). De là était venue au chanoine l'idée de mesures préventives, de ce qu'il appelait « le plan d'opérations ». De concert avec le duc, il rédigea donc un décret par lequel, Charles IV étant supposé décédé et Ferdinand roi, le commandement des troupes de la Nouvelle-Castille était confié à Infantado. Celui-ci se rendit à Aranjuez au cours du carême (11 février-29 mars 1807), il remit le papier à Ferdinand qui le copia en laissant la date en blanc et le signa. Après quoi Infantado rapporta la pièce à Madrid où il l'enterra dans un jardin que sa mère possédait à Chamartín (3). Au cours de leurs conciliabules, les fernandistes durent souvent revenir par la suite sur ce « plan d'opérations ». Dans les entrevues secrètes qu'Escoiquiz eut avec Beauharnais au cours de l'été, ne toucha-t-il pas un mot à l'ambassadeur de ce qui pourrait se produire au décès de Charles IV ? Ce serait d'au-

(1) Tomás de Jáuregui dit que l'ouverture eut lieu au cours de l'été. Mais cette date est contredite par tous les autres documents. Jáuregui lui-même fixa un jour les ouvertures de Viguri au lendemain du jour où Godoy fut nommé grand amiral (*Arch. Real Casa, Causa del Escorial*, interrogatoire de Tomás de Jáuregui, f. 993). Escoiquiz affirme que cette intrigue lui fut dénoncée avant qu'il eût écrit la lettre pour Charles IV (fin mars 1807) ; et en effet on y trouve des allusions à cette affaire (déclaration du 16 novembre : PÉREZ DE GUZMAN, 576). Ferdinand, Escoiquiz et les magistrats instructeurs sont d'accord pour fixer au carême 1807 ce voyage d'Infantado à Aranjuez au cours duquel Ferdinand copia le décret : interrogatoires de Ferdinand, 31 octobre, d'Escoiquiz, 12 novembre : PÉREZ DE GUZMAN, 544, 562.

(2) Interrogatoires d'Orgaz, de Manuel et Tomás de Jáuregui, de Diego Godoy, de Viguri : *Arch. Real Casa, Causa del Escorial*, f. 968, 990, 993, 1017, 1018. Les deux derniers nièrent tout ; les confrontations ne donnèrent aucun résultat. Le récit d'Escoiquiz (*Memorias*, 76-80 et 165-167) est ici à peu près exact, sauf qu'il fixe (p. 80) à la fin de mai la rédaction du « plan d'opérations ». Un autre godoïste compromis en cette affaire fut le chanoine Pedro Estala, écrivain de talent, bibliothécaire de San Isidro.

(3) Interrogatoires de Ferdinand et d'Escoiquiz, *passim*, et déclarations postérieures d'Infantado à lord Holland, *Souvenirs des Cours*, 93-94.

tant plus extraordinaire qu'à cette époque il devenait évident que la guerre serait déclarée sous peu au Portugal, que des troupes françaises allaient donc entrer dans le royaume et qu'il devenait essentiel de s'assurer fermement l'appui de l'ambassadeur de France pour le cas où Godoy tenterait un coup de force à la mort du roi. Parmi les papiers que les *Reyes* trouvèrent dans la chambre de Ferdinand le jour de son arrestation, il y avait un état des troupes espagnoles, avec l'indication des mouvements qu'elles effectuaient vers la frontière portugaise ; mais le lendemain un des fernandistes les plus compromis, Villena, se glissa chez le prince et à force d'instances lui reprit ce papier, qui échappa ainsi aux scellés mis bientôt sur les autres. Cette pièce si compromettante faisait-elle mention des forces impériales ? Lors du procès, on demanda à Ferdinand si dans les dispositions d'Infantado et d'Escoiquiz il entraînait des troupes françaises : il répondit qu'il ne se le rappelait pas (1). Rien ne prouve donc absolument que Beauharnais ait trempé dans l'affaire du « plan d'opérations », mais il n'est pas interdit de le penser.

Voyant les choses s'avancer, l'ambassadeur de France se décida enfin à mettre quelque peu son cabinet au courant. Mais il ne parla que du résultat de ses intrigues, et nullement de leurs voies et moyens. Ferdinand, dit-il le 12 juillet, « demande, il sollicite un appui ; une femme qui lui serait donnée par l'empereur le comblerait de bonheur... il désirerait que S. M. pût connaître son vœu *très positivement prononcé*. » — « *Il sollicite à genoux*, ajouta Beauharnais le 30 août, la protection de S. M. l'Empereur et Roi, et ne veut accepter une épouse que de sa main... Il fera absolument tout ce que voudra S. M. *Voilà ce que je puis assurer positivement* » (2).

Il est vraiment extraordinaire que Talleyrand ait toléré des dépêches pareilles, tout au moins une fois qu'il fut de retour à Paris (fin juillet). Il n'était pourtant pas homme à se contenter des demi-informations que daignait envoyer l'ambassadeur. Était-il mieux renseigné par ailleurs ? Se plaisait-il à laisser Beauharnais s'engluier dans une intrigue qui si elle échouait nuirait à l'entente franco-espagnole (et Talleyrand était du côté du Portugal), et qui si elle réussissait nuirait à Godoy (et Talleyrand n'était pas son ami) ? Ou, se sachant à la veille de quitter les Relations Extérieures, voulait-il

(1) Déclaration du 3 novembre : PÉREZ DE GUZMAN, *El Dos de Mayo*, 548.

(2) Reproduit dans GEOFFROY DE GRANDMAISON, *L'Espagne et Napoléon*, I, 90, 85. Ajouter une dépêche du 23 juillet (A. E., *Esp.*, v. 671, f. 390) sur la tension croissante des rapports entre Ferdinand et Godoy.

garder les mains nettes de toute intervention dans cette scabreuse histoire ? Son successeur n'avait aucune de ces raisons pour garder une attitude passive. Aussi, le 9 septembre, Champagny exigea-t-il de Beauharnais des explications et des précisions, et cela de la façon la plus pressante (1). L'affaire entre dès lors dans une nouvelle phase, celle où chez les Espagnols les écrits vont remplacer les paroles et où les Relations Extérieures, enfin au courant, vont substituer leur responsabilité à celle de l'ambassadeur : pour les uns comme pour les autres, c'est la période délicate et compromettante.

LA LETTRE DU 11 OCTOBRE. — Beauharnais envoya les détails que demandait son ministre, mais sa dépêche a disparu des archives. Elle dut parvenir à Paris vers la fin de septembre, et Champagny en retour expédia sans tarder des instructions (2). Elles aussi sont introuvables, pour la bonne raison que Beauharnais, de son propre aveu, ne les versa pas aux archives de l'ambassade et les garda dans son portefeuille privé ; la réponse qu'il y fit le 20 octobre permet toutefois d'en reconstituer le sens. Elles annonçaient l'envoi à Madrid d'un agent du ministère, M. de Solanet, chargé de tirer au clair l'affaire fernandiste ; il n'avait d'ailleurs, semble-t-il, à prendre aucune initiative et son rôle devait se borner à recueillir tous les renseignements possibles ; quant aux questions politiques, comme la guerre au Portugal, il ne devait pas s'en occuper. Cette enquête était une mesure que dictait la plus élémentaire prudence. Mais au même moment Champagny chargeait l'ambassadeur d'une démarche très aventurée et très grave : il devait faire demander au prince des Asturies un gage matériel et positif, une lettre signée de lui exprimant son désir d'obtenir la main d'une princesse française (3).

(1) Dans GEOFFROY DE GRANDMAISON, I, 85.

(2) La lettre de Champagny à Beauharnais qui réclamait un gage écrit de Ferdinand a dû partir vers la fin de septembre. En effet (Beauharnais à Champagny, 20 octobre, dans CHAMPAGNY, *Souvenirs*, 191), c'est le 11 octobre que ce gage fut écrit et Beauharnais dut l'avoir le 12 ; il y avait 4 ou 5 jours qu'il en avait fait la demande à Escoiquiz, donc vers le 7 ou 8 ; et pour avoir Escoiquiz à Madrid le 7 ou le 8, il avait bien fallu lui faire signe à Tolède, le 5 ou le 6 ; or Beauharnais fit ce signe dès la réception de la lettre de Champagny : celle-ci dut donc partir de Fontainebleau le 28 ou le 29 septembre.

(3) Il n'est pas impossible que cet ordre ait été donné verbalement seulement, par l'intermédiaire de Solanet. — Beauharnais à Champagny, 20 octobre : CHAMPAGNY, *Souvenirs*, 191. Une dépêche de Beauharnais (25 octobre, A. E., *Esp.*, v.

C'était là un fait nouveau, et d'une extrême importance : la responsabilité des pourparlers fernandistes, supportée jusqu'alors par le seul Beauharnais, passait désormais aux Relations Extérieures et par là même devenait beaucoup plus lourde ; car de la part d'un cabinet ami et allié le fait de nouer avec l'héritier du trône de semblables intelligences secrètes touchait à l'indélicatesse et à l'abus de confiance. Champagny avait-il donc envoyé des instructions pareilles de sa propre initiative, ou Napoléon les avait-il connues et approuvées ?

D'après une lettre qu'il adressa à Champagny le 7 octobre, après avoir pris connaissance des précisions données par Beauharnais en septembre, l'empereur déclarait : « Faites connaître à M. de Beauharnais que je vois avec peine sa dépêche relative à ses correspondances avec les agents du prince royal ; que cela m'a paru misérable ; que ces intrigues sont indignes de mes ambassadeurs » (1). Le blâme est donc net — tout au moins en ce qui concerne les procédés dangereux et mesquins dont usait Beauharnais. Faudrait-il en conclure que Napoléon ignorait les instructions envoyées par son ministre quelques jours plus tôt, et qui prescrivaient une démarche bien plus risquée encore, la demande d'un gage écrit ? Le témoignage d'Escoiquiz porterait à penser le contraire. Le chanoine se trouvait à Tolède, lorsqu'un billet de Beauharnais vint le prier de se rendre immédiatement à Madrid. Il se mit en route aussitôt, et le 7 ou le 8 octobre il eut avec l'ambassadeur une entrevue où il apprit le désir du gouvernement français que Ferdinand demandât par écrit la main d'une princesse impériale. Comme il hésitait devant une démarche aussi compromettante, Beauharnais, à l'en croire, lui aurait lu pour le décider « *les paroles mêmes de l'empereur*, écrites ou pour mieux dire copiées de la propre main de l'ambassadeur, et qui se réduisaient, à ce qu'il [Escoiquiz] se rappelle, à ceci que l'empereur ne pouvait répondre tant qu'il n'aurait pas une garantie écrite du prince lui-même » (2). Sans doute, les affirmations d'Escoiquiz sont

672, f. 194) confirme que Solanet n'était point chargé de surveiller et contrôler, mais seulement de renseigner ; il semble avoir fait de fréquents voyages à l'Escorial et doit avoir eu des entretiens directs avec les fernandistes.

(1) Napoléon à Champagny, 7 octobre 1807 : *Corr.*, 13.226.

(2) Déclaration d'Escoiquiz, 11 novembre 1807 : PÉREZ DE GUZMAN, 557. ESCOQUIZ, *Memorias*, 106 ; Escoiquiz y déclare que le gage écrit de Ferdinand fut remis fin août et que la réponse française arriva vers la fin de septembre : or lui-même donne (p. 333, 336) le texte des dits gages avec leur date (exacte) du 11 octobre. Toutes les histoires annexes dont il entoure ces négociations semblent dignes de la même créance.

toujours fort suspectes : il se peut très bien par exemple que le chanoine ait plus tard inventé cette histoire pour s'excuser d'avoir cédé au désir des Français ; peut-être aussi Beauharnais a-t-il forgé de toutes pièces ces « paroles » de l'empereur pour emporter le consentement de Ferdinand, ou encore a-t-il présenté comme venant de Napoléon les phrases de Champagny. Mais cette assertion d'Escoiquiz, en elle-même bien fragile, est corroborée par l'in vraisemblance évidente de la thèse opposée. Comment pourrait-on croire que Champagny, à peine arrivé aux Relations Extérieures, ait pris sur lui de prescrire à Beauharnais une démarche aussi grave sans y avoir été autorisé par l'empereur ? Et après que cette intrigue eut amené les redoutables embarras qu'on verra par la suite, comment peut-on croire que Champagny, s'il avait commis une aussi lourde faute, n'ait reçu de Napoléon aucune marque de blâme et ait au contraire été employé activement aux délicates négociations qui s'ensuivirent ? (1) Il faut donc admettre, ou bien que la lettre de Napoléon du 7 octobre qui blâmait les intrigues de Beauharnais ne concernait que les formes et les procédés employés par l'ambassadeur et non le fond même de l'affaire, — ou bien que le texte ne nous en est pas parvenu complet et que la fin de la lettre donnait par exemple contre-ordre à certaines instructions antérieures (2), — ou bien que l'empereur jouait double jeu, blâmait officieusement ces manœuvres et laissait donner sous main l'ordre de les continuer. De toute façon, il paraît peu douteux que Napoléon ait autorisé, sinon ordonné, la machination qui devait mettre Ferdinand à sa merci en l'amenant à se compromettre par écrit, et plus tard le lier à la France par son mariage avec une princesse impériale. Ainsi, l'empereur ourdissait l'intrigue qui transparait par ailleurs dans certains articles de Fontainebleau, et sa politique officielle, celle du traité avec Charles IV, se doublait d'une manœuvre secrète. Il cherchait à s'assurer dans l'avenir la fidélité et la docilité de l'Espagne en intervenant dans ses affaires intérieures et en se ménageant une influence irrésistible dans son gouvernement, il prenait ses pré-

(1) Champagny écrivit à nouveau à Beauharnais le 9 octobre ; si le mécontentement de l'empereur était réel, cette lettre devait en porter l'expression. Or, le 20, en exposant comment il a obtenu la lettre de Ferdinand, Beauharnais ne fait aucune allusion à un désaveu de Napoléon. La lettre de Champagny du 9 contenait-elle donc autre chose qu'un désaveu ? Ou Beauharnais n'avait-il pas encore reçu, le 20, une lettre envoyée le 9, et qui eût dû arriver le 16 ou le 17 ?

(2) On sait à quelle censure la deuxième commission de la *Correspondance* a soumis les textes qu'elle publiait.

cautions contre l'homme qui lui avait causé l'alerte d'octobre 1806, il exécutait la menace qu'au lendemain de la proclamation il avait adressée au prince de la Paix : « Cette faction [de Ferdinand] ne s'arrêterait point qu'elle ne l'ait jeté dans l'abîme, et *le jour que je voudrais cette faction passerait de mon côté.* »

Que le nom de l'empereur ait été prononcé ou non dans cette entrevue entre Escoiquiz et Beauharnais, Ferdinand accepta de donner le gage demandé. La rédaction aurait été l'œuvre commune d'Escoiquiz et de Beauharnais. On fit passer au prince le brouillon de deux lettres, une à l'empereur et une à Beauharnais, il les copia, il les signa le 11 octobre, Escoiquiz remit les deux pièces à l'ambassadeur et, sur son conseil, rentra aussitôt à Tolède (1). Il fallut ensuite attendre une occasion sûre pour envoyer à Fontainebleau le précieux document. Il ne partit que le 20 octobre au plus tôt, et peut-être le 22 aux soins de Solanet qui retourna en France ce jour-là, sa mission remplie, c'est-à-dire probablement instruit des détails de l'intrigue et des chances qu'elle avait d'aboutir. Beauharnais exultait ; il ne cacha sa joie ni à Escoiquiz, qui la signala à Ferdinand, ni à Champagny à qui il vanta sa prudence en cette affaire : « Dans aucune circonstance la dignité de son ambassadeur [de Napoléon] ne sera effleurée, encore moins compromise » (2). C'était beaucoup s'avancer... Du moins la lettre était-elle bien telle que Champagny — ou Napoléon — l'avait souhaitée ; Ferdinand y exprimait de façon un peu verbeuse, mais claire, son désir d'épouser une princesse de la famille impériale, et en même temps il mettait en garde contre les obstacles que Godoy ne manquerait pas d'opposer à ce projet (3). Il fit ajouter par Escoiquiz un post-scriptum verbal : si aux ouvertures matrimoniales que Napoléon pourrait faire la cour d'Espagne répondait que Ferdinand ne songeait point au mariage, on devrait se garder de l'en croire, car les sentiments du prince étaient tels que rien au monde ne saurait les modifier (4).

(1) Déclarations concordantes de Ferdinand, 30 octobre et 1^{er} novembre, d'Escoiquiz, 11 novembre : PÉREZ DE GUZMAN, 543, 546, 557. ESCOQUIZ, *Memorias*, 109 ; Beauharnais à Champagny, 20 octobre : dans CHAMPAGNY, *Souvenirs*, 191.

(2) Beauharnais à Champagny, 20 octobre, *ibid.* ; le 24 : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 190. Déclaration de Ferdinand, le 1^{er} novembre : PÉREZ DE GUZMAN, 546.

(3) Cette lettre a été publiée dans le *Moniteur* du 5 février 1810 et souvent reproduite depuis : GROFFROY DE GRANDMAISON, I, 460 ; TORRENO, *Historia del Levantamiento*, I, append., p. 7 ; ESCOQUIZ, *Memorias*, 333 ; NELLERTO, *Memorias*, II, 1, etc.

(4) Déclarations concordantes de Ferdinand, 7 novembre et d'Escoiquiz, le 21 : PÉREZ DE GUZMAN, 550, 575. P. S. à la lettre de Beauharnais à Champagny, 20 octobre : dans CHAMPAGNY, *Souvenirs*, 191. Quant à la lettre de Ferdinand à Beau-

Le grand pas étant fait, il n'y avait plus qu'à attendre. Beauharnais avait prévu que la réponse pourrait tarder quatre ou cinq mois (1). La cour se trouvait alors à l'Escorial, pour lequel elle avait quitté Saint-Ildefonso au milieu de septembre. La correspondance entre Ferdinand et Escoiquiz continuait, par les intermédiaires ordinaires (2). Une nervosité visible régnait parmi les fernandistes. L'entrée des troupes françaises en Espagne leur paraissait un atout de plus dans leur jeu. Mille bruits couraient, et le prince transmettait l'un d'eux avec beaucoup de sérieux à son ancien précepteur : Napoléon avait écrit à Charles IV qu'il ne voulait point de Godoy pour le commandement de l'armée franco-espagnole, et que c'était à Ferdinand qu'il désirait le voir confier... (3) Et soudain, au milieu de ces espoirs et de cette agitation des fernandistes éclata le coup de foudre : toute l'intrigue était découverte et le prince des Asturies accusé de haute trahison.

C'était la contre-attaque de Godoy. Le même jour, 27 octobre 1807, Izquierdo et Duroc signaient le traité de Fontainebleau. Cette coïncidence de dates vient souligner la connexion des deux événements, dont l'un, celui de l'Escorial, devait ruiner l'autre.

II

GODOY ET LE COMLOT FERNANDISTE

L'OPPOSITION A GODOY. — Le lien est en effet beaucoup plus étroit qu'il ne peut paraître entre les intrigues Beauharnais-Ferdi-

harnais, elle n'était destinée qu'à servir de justification à l'ambassadeur. CHAMPAGNY (*Souvenirs*, 197) et LAFUENTE (*Historia general de España*, XVI, 167) en donnent le texte ; ESCOQUIZ (*Memorias*, 336) en donne un autre sensiblement différent par la forme, mais analogue quant au fond.

(1) Déclarations de Ferdinand, 13 novembre 1807, et d'Escoiquiz, le 21 : PÉREZ DE GUZMAN, 550, 579.

(2) Chaves, Ayerbe, un domestique nommé (?) Aznar, Manrique. Les fonds nécessaires à ces intrigues étaient fournis par Orgaz et Infantado, qui prêtèrent respectivement 40.000 et 50.000 réaux. Escoiquiz pria Ferdinand de demander de l'argent à son frère Carlos, et peut-être à son oncle Antonio, mais Ferdinand refusa. Déclarations de Ferdinand, 30 octobre, 2, 5 novembre ; d'Escoiquiz, 12 novembre : PÉREZ DE GUZMAN, 543, 547, 549, 562, 569 ; d'Infantado, *Arch. Real Casa, Causa del Escorial*, f. 972.

(3) Déclarations de Ferdinand, 31 octobre et d'Escoiquiz, 18 décembre : PÉREZ

mand et les affaires de Portugal : la politique portugaise de Godoy, au moment où se signait le traité de Fontainebleau, était profondément influencée par le complot fernandiste, et celle de Napoléon reçut du procès de l'Escorial une orientation nouvelle.

En 1807, la santé de Charles IV continuait à donner des inquiétudes à son peuple — et surtout à son favori. A vrai dire, le roi n'était plus en danger immédiat comme au cours de l'automne et de l'hiver précédents, mais sa convalescence ne faisait aucun progrès ; on avait espéré que le retour de la belle saison améliorerait son état mais il n'en fut rien, et en présence de sa faiblesse physique et de sa dépression morale ce n'était pas de la part des fernandistes un excès de prudence que de préparer un « plan d'opérations » pour le jour où le souverain viendrait à disparaître (1). Le prince de la Paix ne pouvait qu'être alarmé de cette situation, et cela d'autant plus que la maladie de Charles IV s'accompagna à un moment d'un certain refroidissement à son égard ; en juillet, le roi aurait manifesté une vive colère en apprenant que sans le prévenir Godoy avait installé au palais royal les bureaux de l'Amirauté et qu'il avait fait opérer des transformations au *Retiro* ; il aurait exprimé de façon très sèche son mécontentement, puis, ce qui ne lui arrivait jamais, il aurait eu avec Ferdinand une longue conversation (2).

Or, si Charles IV venait à lui manquer, Godoy était à un cheveu de sa perte. Sans doute, en cet été de 1807 il prenait les précautions dont on a parlé afin d'avoir fermement en main la maison militaire du roi. Sans doute, sa position semblait au premier abord solide. On connaissait ses pourparlers personnels avec la France, et que Napoléon songeait à lui tailler quelque principauté indépendante ; on l'en félicitait, on louait le patriotique désintéressement dont il faisait preuve en cette occasion (3). Ses salons, autant et plus qu'auparavant, étaient pleins de tout ce qu'il y avait de notable à Madrid

DE GUZMAN, 544, 587. C'est peut-être là un écho de la fausse lettre de Napoléon qu'on colportait à Madrid vers la fin de septembre, et qui semble avoir été rédigée dans un sens analogue : Beauharnais à Champagny, 23 septembre, A. E., *Esp.*, v. 671, f. 82. D'ailleurs, les racontars de ce genre fourmillent à cette époque : cf. Henry au roi de Prusse, 16 novembre, A. N., AF IV 1691.

(1) Strangford à Fox, 7 décembre 1806 : *Record Office*, F. O. 63, 50. Beauharnais à Talleyrand, 1^{er}, 27 janvier, 9 février, 29 juin, 4 juillet 1807 ; Godoy à Beauharnais, 27 janvier : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 4, 80, 101, 356, 368, 79.

(2) Strangford à Canning, 25 juillet 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 55. Beauharnais à Talleyrand, le 20 : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 387.

(3) Rapport d'un espion de Godoy, Fernando de Gabriel, sur les sentiments du

par le rang, l'emploi, la richesse, la réputation, pleins de prélats et de religieuses, de jolies femmes allant exhiber au maître du logis des charmes auxquels elles le savaient fort sensible, de galants et élégants jeunes gens, et aussi de gens de peu venus là pour se frotter aux grands ou d'aventuriers cherchant fortune (1). Les artistes et les écrivains, que Godoy eut toujours le mérite et l'intelligence de protéger, célébraient sur tous les tons ses louanges, et l'on comptait parmi eux des hommes comme Melón, Estala, Moratín. — Mais un autre clan d'intellectuels, où se rangeait Quintana, faisait au contraire une opposition discrète, mais tenace, et celui-ci était soutenu par l'opinion publique. La haute aristocratie était en général hostile au favori, et l'on a vu que le clan fernandiste comprenait plusieurs de ses membres. Ce n'était pas par leur action sur la société, par leurs salons, que les grands étaient redoutables, car la brillante vie mondaine du temps de Charles III n'existait plus ; mais ils étaient immensément riches, ils disposaient de véritables troupes de laquais et d'une armée de clients, parasites et mendiants, qui vivaient de leurs gaspillages. Les exils et les disgrâces que Godoy fit prononcer en juillet 1807, ceux par exemple du comte de Bornos et du duc de San Carlos, ne diminuèrent pas sensiblement la force du parti fernandiste dans la haute noblesse (2). A Madrid, dans toutes les classes, l'hostilité était toujours plus forte contre le favori ; le procès de l'Escorial en donna des preuves significatives : sa procédure regorge de conversations séditieuses, de propos contre le prince, de délations de domestiques et de rapports d'espions sur des gens de toutes situations qui avaient exprimé trop librement leur avis sur le compte de Godoy (3). Quoique Beauharnais soit évidemment en l'affaire un témoin partial, il doit y avoir du vrai dans celles de ses dépêches qui peignent l'énervement et l'impatience croissante de l'opinion publique, ou encore l'atmosphère lugubre qui pesa sur les fêtes de la Saint-Louis de 1807, à Saint-Ildefonso, au lendemain de cette

« chef » (probablement Cevallos), 2 septembre 1806 : *Arch. Real Casa*, *Arch. reservado Fdo VII*, t. 102, f. 326.

(1) ALCALÁ GALLIANO (qui fréquentait alors beaucoup ces salons), *Recuerdos de un anciano*, 57.

(2) Beauharnais à Talleyrand, juin, 20, 23 juillet, 30 août 1807 : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 360, 383, 388, 484. ALCALÁ GALLIANO, *Memorias*, 157.

(3) On peut citer comme particulièrement caractéristiques les interrogatoires d'un archiviste en retraite, José Bernal, d'un *sota ayuda* de la *Real Furriera*, Manuel Ribero, la déposition d'un policier sur un propos tenu par un Français à propos de Godoy et de Napoléon : *Arch. Real Casa*, *Causa del Escorial*, f. 447, 502.

réforme des gardes du corps qui avait répandu au *sitio* une véritable consternation (1).

LA NOUVELLE POLITIQUE FRANÇAISE DE GODOY. — Ce sont là pour le prince de la Paix des raisons d'inquiétude et de trouble évidemment sérieuses. Mais elles ne suffisent pas à expliquer le changement surprenant qu'on voit se produire pendant l'été de 1807 dans l'état d'esprit du favori, dans les tendances de sa politique et spécialement dans son grand projet portugais.

Extérieurement, la politique portugaise de Godoy semble n'avoir pas varié et il paraît toujours très disposé à appuyer une action vigoureuse contre Lisbonne, aussi bien militaire que diplomatique. Il continue à collaborer avec la France de façon décidée, comme il l'a fait au moment où l'on a présenté l'ultimatum à Araújo, et quand la mauvaise volonté du régent fait présager une rupture il se prête avec empressement à tout ce qu'exige la collaboration militaire. Beauharnais demande d'abord (19 septembre) 15.000 Espagnols, et que les troupes impériales puissent passer la Bidassoa le 16 octobre ; Godoy acquiesce. Puis il est question du 1^{er} octobre ; Godoy est d'accord. Puis, le 26 octobre, il accepte de donner 22.000 hommes. Enfin, le 30 il consent à tout ce que réclame Napoléon quant à la date d'entrée des Français, à la concentration des forces alliées, aux détails de la marche (2). Il cherche à collaborer personnellement au plan d'opérations et soumet à l'empereur ses idées stratégiques (3). Ses allures deviennent belliqueuses, il s'entoure de militaires et prodigue les fanfaronnades, tantôt envoyant publiquement le général La Buria à la rencontre des « 34.000 [!] Français » qui vont entrer en Espagne, tantôt demandant à ses officiers en présence d'Ega : « Eh bien, Messieurs, nous allons en Portugal. Etes-vous prêts pour la promenade ? » (4) A ne considérer que l'extérieur, on dirait donc

(1) A Talleyrand, 12 juillet, 27 août 1807 : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 376, 466.

(2) Champagny à Beauharnais, 9 septembre ; Beauharnais à Champagny, le 17, et 28 octobre ; à Clarke, 30 octobre : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 25, 49, 222 ; A. N., AF IV 1604, plaq. 1/III ; à Godoy, 19, 30 septembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5216, d. Beauharnais ; Godoy à Beauharnais, 30 septembre, 26 octobre : *ibid.*

(3) Il conseillait d'attaquer le Portugal par le sud ; Napoléon qualifia ce plan de « bavardage » et n'en tint pas compte : Godoy à Beauharnais, 29 octobre : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 227 ; GRASSET, *La guerre d'Espagne*, I, 101.

(4) Ega à Araújo, 22 septembre, 6 octobre 1807 : *Neg. Estr., Lisbonne, legação*

que Godoy déborde de satisfaction en voyant enfin s'organiser cette marche sur Lisbonne à laquelle ses efforts tendent depuis 1804. Mais il suffit de regarder les choses d'un peu plus près pour voir qu'il n'en est rien, et que le prince de la Paix est au contraire très troublé et inquiet.

Dans ses relations avec Ega, on voit à tout moment percer ces sentiments. L'ambassadeur portugais s'efforce de montrer un visage tranquille et de ne manifester aucun émoi. Il affecte de ne rien changer à ses habitudes, et lorsqu'en août la cour part pour le *sítio* de Saint-Ildefonse il l'y accompagne selon l'usage, comme s'il n'existait aucune tension entre les deux gouvernements (1). Or cette attitude lui est grandement facilitée par les déclarations singulières que Godoy lui fait sous le manteau. Le favori l'assure que s'il appuie à Lisbonne l'ultimatum impérial, c'est qu'« il ne peut moins faire », qu'il y est absolument forcé ; mais il voit bien que les intérêts des deux pays sont liés, il peint lui-même « les maux que souffrira la Péninsule si l'armée française passe les Pyrénées », à commencer par l'épuisement de l'Espagne, qui dès le présent n'a pas un *quarto* pour les dépenses de guerre. Aussi pousse-t-il le Portugal à la conciliation. Il l'avertit, d'après une lettre qu'il vient de recevoir de Murat, que Napoléon n'hésitera pas une seconde devant la guerre, il presse vivement Ega d'engager sa cour à l'acceptation, il le félicite des concessions auxquelles le régent a consenti (2). Ce n'est que très tard, à partir du 9 octobre, qu'il se décide à retirer tout caractère officiel à la correspondance qu'il échange avec lui et qu'Ega n'est plus reçu à la cour en qualité d'ambassadeur (3). Ainsi, le favori pousse le Portugal dans le sens le plus opposé à sa propre politique, dans celui d'un accord pacifique. La chose est au moins singulière, mais toute son attitude et toute sa correspondance en cette période juillet-octobre confirment ce revirement.

Ce n'est pas à Ega seulement que Godoy confie ses inquiétudes. Il ne se gêne guère pour les exprimer publiquement. « Assez souvent, rapporte Gennotte, il a été assez indiscret pour manifester des vœux afin que quelque cause survienne qui occupe de nouveau l'Empe-

em Madrid. Henry au roi de Prusse, 5 octobre : A. N., AF IV 1691. Beauharnais à Champagny, 23 septembre : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 82.

(1) Ega à Araújo, 18 août 1807 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*.

(2) Ega à Araújo, 6, 18, 20, 22 août, 7 octobre 1807 : *ibid.*

(3) Ega à Araújo, 9, 13 octobre : *ibid.* Même à ce moment Godoy est encore plus courtois que Beauharnais qui dès le 5 a commencé à traiter nettement l'ambassade portugaise en ennemie : Henry au roi de Prusse, le 8 : A. N., AF IV 1691

reur des Français au loin et détourne ainsi ses vues et son attention de l'Espagne » (1). Lors des réponses dilatoires et évasives du Portugal, il a tenu, dit-on, ce propos pacifique : « *Más vale una mala convención que una guerra feliz* » (2). Au témoignage de Junot, son zèle pour la collaboration militaire avec la France décline sensiblement vers la fin d'octobre (3). Sa correspondance avec Izquierdo est plus significative encore. Alors qu'à Paris son agent lutte de toutes ses forces, en cet instant décisif, pour arriver à la convention sur le partage du Portugal, Godoy, loin de l'encourager et de le soutenir, lui écrit d'un ton las et découragé : « Je souhaiterais que tout se fit pacifiquement. Il est temps d'éloigner les ravages de la guerre, et que chaque potentat rentre dans ses États. Je désire mettre une fin à ma carrière et j'ai besoin de la paix générale pour y parvenir... Je voudrais arriver à rendre mon nom agréable à tous, et à obtenir en récompense une larme de la postérité, chez ceux qui reconnaîtront mes bienfaits » (24 août). Au moment même où de Fontainebleau Izquierdo lui annonce triomphant (25 octobre) que le traité est à la veille de la signature, Godoy ne trouve pour son fidèle agent que des phrases de lassitude et de scepticisme : « C'est que si le Portugal se défend, l'occupation va en devenir plus difficile, et je ne sais... » (3 novembre) (4). Dans les lettres mêmes qu'il fait présenter à Napoléon, toujours conçues pourtant dans le sens habituel de sa politique portugaise, il glisse un jour une insinuation de conciliation : « Le Portugal dit qu'il fera tout ce qu'on désire : ainsi nul motif pour la guerre » (5).

Le changement d'état d'esprit est évident. Le Godoy d'octobre 1807 n'est plus le même que celui de 1805, de 1806 et même du début de 1807, au lendemain de la trop fameuse proclamation (6). Les causes de cette transformation sont moins nettes. La crainte que Charles IV ne vienne à lui manquer et le sentiment de son impopularité grandissante ont bien pu faire naître dans l'âme du favori du trouble et de l'inquiétude, mais ils ne sauraient expliquer, bien au contraire, qu'il se détourne de ses projets portugais. Il faut donc cher-

(1) Gennotte à Stadion, 22 septembre : dans MAYER, *Die französisch-spanische Allianz*, II, 57.

(2) Strangford à Canning, 8 septembre (3^e dépêche) : *Record Office*, F. O. 63, 55.

(3) Junot à Napoléon, Vitoria, 3 novembre 1807 : A. N., AF IV 1604.

(4) Godoy à Izquierdo, 24 août, 3 novembre : *A. Histórico N.*, c. 2881 ; NELLERTO, *Memorias*, II, 3.

(5) Note présentée par Izquierdo le 4 septembre : A. N., AF IV, 1680, 8^e doss.

(6) Transformation observée par la duchesse d'Abrantès : cf. MAYER, *Die französisch-spanische Allianz*, II, 39.

cher ailleurs, et l'explication pourrait bien se trouver dans les affaires fernandistes.

Il est impossible que Godoy n'ait pas connu les intrigues de Beauharnais et du *cuarto del Príncipe*. L'indiscrétion de l'ambassadeur français était légendaire parmi ses collègues du corps diplomatique et fournissait souvent des anecdotes à leurs dépêches ; Henry par exemple le peint un jour qui a cru découvrir un grand complot anglais et qui court de l'un à l'autre pour confier à tout un chacun son secret, avec l'expresse recommandation de ne le répéter à âme qui vive. La compagnie que fréquentait Beauharnais n'était pas non plus de celle qui sait se taire sur une confiance ; comme par économie il ne recevait point à l'ambassade, il passait toutes ses soirées chez un Sicilien ayant très mauvaise réputation, « autant d'ancienne que de nouvelle date », le marquis de Salinas, qui tenait un véritable tripot (1). Beauharnais semble encore avoir eu des relations dans d'autres milieux, qui ne devaient pas être plus discrets : les interrogatoires du procès de l'Escorial mirent au grand jour tout un grouillement de petits complots, de menées secrètes, d'intrigues ourdies à Madrid dans toutes les classes de la société, et toujours, dans les explications contradictoires et les demi-aveux des gens arrêtés, le même nom apparaît, celui de l'ambassadeur de France. Pour être menée dans des milieux un peu plus sûrs, la conspiration de Beauharnais avec l'entourage de Ferdinand ne s'était pas moins ébruitée. La nouvelle s'en était répandue jusqu'à Lisbonne, d'où Strangford écrivait à son cabinet que Beauharnais, nonobstant ses instructions qui désignaient la princesse de Bavière, s'évertuait à marier le prince des Asturies avec M^{lle} de la Pagerie. Il paraît même que les premières visites d'Escoiquiz à l'ambassade avaient aussitôt été connues de la *Secretaría de Estado*, et que Beauharnais n'avait pu tenir sa langue sur les excellentes dispositions de Ferdinand (2). Il eût fallu que Godoy fût sourd et aveugle pour n'être pas informé. Son animosité croissante à l'égard de Beauharnais, laquelle lui était d'ailleurs largement rendue, l'hostilité qu'il témoignait aux Espagnols qui

(1) Henry au roi de Prusse, 15 février 1808 : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 216. Ce témoignage vient confirmer celui, trop partial, de Godoy sur les « intrigants, gens sans aveu » dont s'entourait Beauharnais : à Murat, 27 octobre 1807, dans MURAT, *Lettres*, éd. Le Brethon, V, 225. Il faut dire, il est vrai, qu'Henry était très godoïste (on disait que le prince de la Paix favorisait son commerce de contrebande) : Esménard à Champagny, 19 mars 1808 : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 372.

(2) C'est du moins ce que dit Escoiquiz, qui aurait été prévenu par Vallejo : *Memorias*, 55. — Strangford à Canning, 25 juillet : *Record Office*, F. O. 63, 55.

fréquentaient l'ambassade montraient bien d'ailleurs qu'il l'était (1). Or, si le prince de la Paix savait à n'en pas douter que le représentant de la France pactisait avec son ennemi Ferdinand, qu'il tramait des intrigues contre sa faveur et peut-être sa sûreté, et cela au moment même où Napoléon lui promettait la souveraineté des Algarves et se disposait à sceller cette promesse par un traité solennel, quelle opinion pouvait-il avoir de la franchise et de la sincérité du gouvernement français ? Il est impossible de ne pas voir un rapport entre cette duplicité que Godoy découvrait dans la politique impériale et le trouble, l'inquiétude que manifestaient alors ses paroles, ses allures et surtout l'étrange revirement de sa politique portugaise.

Un fait est symptomatique de cette méfiance qui naît dès lors chez le favori à l'égard de l'empereur, et qui ne le quittera plus. C'est l'attention soupçonneuse avec laquelle il observe l'introduction des troupes françaises en Espagne. Le temps est loin où il les demandait « *en el mayor número posible* », et il cherche maintenant à les écarter le plus qu'il peut. Talleyrand l'ayant fait informer en juillet que 20.000 hommes seront à Bayonne pour le 1^{er} septembre et que ce nombre « sera porté à 40.000 si S. M. C. le désire », Godoy se hâte de répondre que 20.000 seront bien suffisants (2). Masserano lui ayant envoyé un état détaillé des effectifs qu'on attend à Bayonne (3), il lui fait aussitôt demander des renseignements supplémentaires : « Les nouvelles qui nous arrivent sur la force de l'armée française à Bayonne et sur sa véritable destination ne concordent pas entre elles. L'armée de Portugal ne se réunit pas dans le but primitivement indiqué, puisque le Portugal a cédé à l'ultimatum ; d'ailleurs, la tranquillité du commerce anglais à Lisbonne et le fait que son change n'a pas varié ne sont pas compatibles avec la crainte d'une invasion française. Ces doutes sont inquiétants, et nous mettent dans le cas de désirer avec anxiété l'arrivée d'un courrier extraordinaire par lequel Masserano nous renseigne, y nos redima de la agitación » (21

(1) Il pouvait aussi être mis en garde par la rupture du mariage portugais, annoncée très publiquement par Ferdinand lui-même (et confirmée par Araújo à Strangford. — Beauharnais à Talleyrand, 12 février : *A. Histórico N.*, c. 5240, n^o 7 ; à Champagny, 30 août : *A. E., Esp.*, v. 671, f. 487. Strangford à Canning, 25 juillet : *Record Office*, F. O. 63, 55. Genotte à Stadion, 22 septembre : dans *MAYER*, II, 57.

(2) Talleyrand à Beauharnais, 20 juillet 1807 ; Hauterive au même, le 30 ; Beauharnais à Talleyrand, 9 août : *A. E., Esp.*, v. 671, f. 384, 397, 421.

(3) 23.621 hommes devaient arriver du 4 au 20 septembre d'après les renseignements du consul espagnol à Bayonne : Masserano à Cevallos, 1^{er} septembre, *A. Histórico N., Estado*, c. 5217.

septembre) (1). C'est principalement sur l'entrée des forces françaises, sur ce « torrent qui menace de se précipiter sur la Péninsule », que portent les confidences de Godoy à son entourage : « Le Grand Amiral ne dissimule pas que... l'Espagne... s'estimera heureuse si en se chargeant comme elle l'a offert [?] de faire seule l'expédition qui sera vraisemblablement nécessaire contre le Portugal (2), elle parvenait à empêcher l'entrée des troupes françaises dans la Péninsule ; l'inquiétude du gouvernement espagnol sur l'avenir est manifeste » (3). C'est là chez le prince de la Paix une attitude bien nouvelle ; un jour de confidences, il en donne à Ega la raison : « Il redoutait que l'Espagne *n'eût à souffrir des altérations* » (4). Autrement dit, le favori craint que l'entrée des Français dans le royaume n'ait des connexions avec les intrigues que Beauharnais trame contre lui. Comment ne le soupçonnerait-il pas, alors que l'ambassadeur déclare, paraît-il, que ces troupes dont la route normale est Irún et Salamanque vont avoir leur quartier-général à Madrid ? (5) Ainsi, aux yeux de Godoy, la hâte de Napoléon à régler le sort du Portugal et la précipitation avec laquelle il masse ses forces présagent, non pas l'accomplissement du fameux projet portugais, mais au contraire la violation prochaine des promesses faites, une main-forte prêtée aux fernandistes. L'état d'esprit de Godoy pendant l'été de 1807, sa tristesse inquiète et désabusée, la défiance qui l'envahit et ne disparaîtra plus, se résument dans cette phrase qu'il écrit à Izquierdo le 24 août : « Les promesses qu'on a faites pour ne pas les tenir ensuite, il eût mieux valu ne pas les faire » (6).

L'arrestation de Ferdinand coïncide avec le vague espoir de paix que le passage de Lima fit luire un instant à Madrid (7). Faut-il croire que le prince de la Paix se vit alors débarrassé du cauchemar des troupes françaises, et plus libre pour agir, pour trancher net,

(1) Éléments d'une dépêche pour Masserano (non signés : de Godoy ou de Cevallos), chiffrés, 21 septembre 1807 : *ibid.*

(2) En fait, d'offre de l'Espagne de faire seule l'expédition, on ne trouve que cette rodomontade prêtée à Godoy : « Nous n'avons pas besoin de troupes françaises pour entrer au Portugal. Moi, à la tête de mes hussards, je marcherai et cela suffira. » Beauharnais à Champagny, 23 septembre., *A. E., Esp.*, v. 672, f. 82.

(3) Genotte à Stadion, 22 septembre, 10 août : dans *MAYER*, *op. cit.*, II, 57, 38. Cf. une déclaration dans le même sens de Godoy à Ega : Ega à Araújo, 22 septembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*.

(4) Ega à Araújo, 18 août 1807 : *ibid.*

(5) Godoy à Izquierdo, 3 novembre 1807 : *NELLERTO*, *Memorias*, III, 3.

(6) Godoy à Izquierdo, 24 août 1807 : *A. Histórico N.*, c. 2881.

(7) Lima arriva à Madrid le 24 octobre à minuit et reparti 4 heures après ; il aurait exprimé l'espoir qu'il déciderait le régent à éviter la guerre. — Beauharnais à Champagny, 26 octobre : *A. E., Esp.*, v. 20 supplément, f. 110 ; v. 672, f. 102.

par un coup de force, les mailles des intrigues fernandistes ? Il avait toutes facilités pour provoquer des *Reyes* cette résolution extrême, car à l'égard de Ferdinand les sentiments de la reine coïncidaient avec les siens (1). Obtint-il donc directement l'arrestation du prince héritier ? Ou inspira-t-il les dénonciations qui l'amènèrent (2) ? De toute façon, le procès de l'Escorial fut très certainement déclenché par lui : il ne se doutait pas des répercussions qu'allait avoir ce geste.

III

NAPOLÉON ET L'AFFAIRE DE L'ESCORIAL

(Novembre 1807)

LES SCÈNES DE FONTAINEBLEAU. — Dans la soirée du 27 octobre 1807, à l'Escorial, comme Ferdinand était allé rendre à son père la visite quotidienne que prescrivait l'étiquette, Charles IV lui déclara qu'il était au courant de toutes ses intrigues et le mit aux arrêts dans ses appartements (3). Bientôt un détachement de gardes du corps se présenta chez le prince et saisit tous ses papiers ; les *Reyes* et Godoy les examinèrent et y trouvèrent en particulier les représentations au roi et à la reine rédigées par Escoiquiz en mars, ainsi que la lettre d'Escoiquiz du 28 mai. Le 29 au soir, Ferdinand fut convoqué afin de donner des explications. Il prétendit tout d'abord, d'un ton fort naturel, que toutes ces pièces avaient été jadis rédigées par sa femme, qui par simple passe-temps s'était amusée à simuler une intrigue. Mais là-dessus Charles IV s'avisait de remarquer qu'en certains passages Godoy était désigné par les initiales P. G. A., c'est-à-

(1) Sur l'hostilité bien connue de Marie-Louise à l'égard de son fils, cf. les récits recueillis par BERNHARDI, *Napoleons Politik in Spanien*, 98. Cf. aussi un des *Caprichos* de Goya (n° 25) : une femme fessant son garçon, avec la légende : « Le fils est étourdi, la mère coléreuse... Lequel est pire ? » (LEFORT, *Francisco Goya*).

(2) Toreno (chez qui l'on trouve souvent des informations contemporaines orales) parle de soupçons qu'éveilla au palais l'attitude de Ferdinand et de ses familiers ; c'est assez vraisemblable : *Historia del Levantamiento*, I, 19. Lafuente (*Historia general de España*, XVI, 191) dit qu'il y eut double dénonciation : d'un billet anonyme, et de la marquise de Perijáa. Il est extravagant de déclarer, comme PÉREZ DE GUZMAN (*Dos de Mayo*, 72) que cet anonyme venait de Beauharnais.

(3) Pour les détails de l'affaire, cf. principalement TORENO, LAFUENTE, PÉREZ DE GUZMAN et, avec des réserves toutes particulières, ESCOQUIZ, *Memorias*. Les pièces originales du procès sont à l'*Arch. Real Casa, Causa del Escorial* ; mais il est plus que probable, quoi qu'en dise PÉREZ DE GUZMAN (p. 70) qu'elles ont été sérieusement expurgées.

dire *Príncipe Generalísimo Almirante*, alors qu'à l'époque où mourut Marie-Antoinette il n'était pas encore *Gran Almirante*. Dans un de ces accès d'aveugle colère qui étaient fréquents chez lui, le vieux roi s'écria alors, en tendant le poing : « ¡ Tu mientes, Fernando, tu mientes, y tu me la pagaras, sí, tu me la pagaras ! » Terrifié, Ferdinand fit alors des aveux complets, qui ne l'empêchèrent pas d'être mis sur-le-champ en état d'arrestation (1). Sur ses indications, Escoiquiz fut appréhendé à Tolède le 1^{er} novembre, et après quelques hésitations il fit lui aussi toutes les révélations qu'on voulut. Infantado, qui après un séjour de deux semaines seulement à l'Escorial était parti pour Bordeaux à la fin d'octobre, revint à Madrid où l'on s'assura de lui aussitôt (2). Orgaz, Chaves, Manrique, San Carlos, Bornos et tous les familiers de Ferdinand étaient déjà sous les verrous. A Madrid, plusieurs personnes compromises furent arrêtées en pleine nuit, en grand mystère et avec un déploiement de forces impressionnant (3). Les demi-aveux de beaucoup d'inculpés, les aveux complets de Ferdinand et d'Escoiquiz ne tardèrent pas à tout révéler, et sous la lumière ainsi projetée on vit apparaître au centre de l'intrigue l'ambassadeur de Napoléon.

Sitôt Ferdinand arrêté, Charles IV en avait informé l'empereur (29 octobre) ; sa lettre, pleine de colère, d'accusations démesurées et de menaces contre son fils, ne faisait toutefois pas la moindre mention des machinations françaises (4). Mais le 3 novembre, après

(1) C'est ainsi qu'en 1814, au palais Barberini, à Rome, Marie-Louise raconta la scène à Lord Holland (*Souvenirs des Cours*, 91-93), en présence de Charles IV dont l'attitude approuva ce récit. Il faut noter cependant que cette version diffère du procès-verbal dressé par les magistrats qui assistèrent à la scène (déclarations de Ferdinand, 29 octobre, PÉREZ DE GUZMAN, 541). Ceux-ci ne signalent pas la scène faite par Charles IV, mais il n'y a pas lieu de s'en étonner. Le document qui confond Ferdinand est, d'après eux, la lettre d'Escoiquiz du 28 mai, et d'après Marie-Louise, le décret Infantado. Surtout, ils déclarèrent que Ferdinand nia tout, et Marie-Louise qu'il avoua tout ; mais, qu'il l'ait fait alors ou plus tard, l'essentiel est qu'il le fit, et très complètement. Sur la désinvolture avec laquelle il livra ses complices, les *Memorias* d'Escoiquiz (p. 124) sont savoureux dans leur embarras et leurs tentatives d'excuses.

(2) Infantado était parti au milieu d'août dans le nord, pour visiter sa fabrique de Torre la Vega. Il en revint au milieu d'octobre et repartit pour Bordeaux à la fin du mois. Déclaration d'Infantado, *Arch. Real Casa, Causa del Escorial*, f. 972. Il raconta plus tard à lord Holland (*Souvenirs des Cours*, 93) que les muletiers chargés de le conduire à l'Escorial l'amènèrent à Saint-Ildefonso et qu'ils avaient sans doute été payés par Beauharnais pour commettre cette erreur et laisser à la colère du roi le temps de se calmer.

(3) PIZARRO (il assista à une arrestation dans sa maison), *Memorias*, I, 227.

(4) Cette lettre a été publiée dans le *Moniteur* du 5 février 1810, et souvent reproduite depuis. Bulletin d'envoi de Cevallos à Masserano, 29 octobre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5217.

les premiers aveux des inculpés, le roi écrivit de nouveau à Napoléon ; cette fois, il dénonçait les intrigues de Beauharnais pour marier le prince des Asturies avec M^{lle} de la Pagerie, et en des termes tels qu'il paraissait soupçonner l'empereur de complicité ; il se plaignait très vivement de la lettre où son fils avait demandé à son insu la main d'une princesse française, et il lui en faisait un crime plus grave encore que des projets d'empoisonnement dont il l'avait précédemment accusé (1).

Beauharnais avait rendu compte des événements de l'Escorial par des dépêches envoyées le 27 octobre à minuit, le 28 octobre et le 1^{er} novembre. Elles étaient laconiques ; l'ambassadeur se bornait à dépeindre ce qu'il voyait à Madrid, les allées et venues des courriers entre le palais de Godoy et l'Escorial, puis le départ secret du favori pour le *sitio* (31 octobre), les arrestations, les confidences que des grands étaient venus lui faire « au risque d'être perdus ». Mais il ne soufflait mot de ce que lui-même devenait ou allait devenir en une affaire qui pourtant le touchait de si près (2).

Napoléon était donc déjà au courant lorsque, le 4 novembre, Masserano sollicita une audience afin de lui remettre une lettre de Charles IV. C'était celle du 29 octobre ; elle était parvenue à l'ambassadeur au milieu d'un banquet qu'il donnait à la colonie espagnole de Paris à l'occasion de la Saint-Charles, et il était parti à l'instant même pour Fontainebleau. L'empereur lut la lettre et ne fit aucune observation. Bientôt tout Paris connut la nouvelle du scandale, qui semble y être arrivée par de très nombreuses voies, et qui commença à s'y répandre le 7. Tout le monde fut d'accord pour attribuer le coup au prince de la Paix, et l'on racontait même que d'après des informations reçues par l'impératrice il avait procédé en personne à l'arrestation de Ferdinand. L'impression fut mauvaise ; on vit là une nouvelle trahison du favori à l'égard de la France, et le 11 le banquier Doyen, qui était très lié avec Izquierdo, vint en hâte avertir son ami qu'il risquait fort d'être arrêté (3).

(1) Bulletin d'envoi de Cevallos à Masserano, 3 novembre : *ibid.* Le texte de cette lettre a disparu ; on peut le reconstituer d'après celles d'Izquierdo à Godoy, 15 et 17 novembre (NELLERTO, *Memorias*, III, 7, 38), et de Masserano à Cevallos, le 11 (PÉREZ DE GUZMAN, 73). Les *Memorias* de Godoy (V, 126) en donnent un résumé à peu près plausible.

(2) A Champagny, 27, 28 octobre, 1^{er} novembre 1807 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 206, 217, 237.

(3) Izquierdo à Godoy, 15, 17 novembre : NELLERTO, III, 7, 38. Masserano à Cevallos, le 11 : PÉREZ DE GUZMAN, 73.

Ce même jour, de grand matin, un courrier espagnol arriva à Fontainebleau. Il apportait une dépêche de Cevallos à Masserano, un billet de Godoy pour Izquierdo (qu'on fit suivre sans tarder à Paris) et la lettre que Charles IV avait écrite le 3 novembre à l'adresse de Napoléon. L'ambassadeur présenta aussitôt sa demande d'audience, et dès 9 heures il remettait à l'empereur cette lettre où le roi d'Espagne dénonçait avec irritation les complots que la France ourdissait dans son propre palais (1). Le pas était scabreux pour Napoléon. Mais il est certain qu'il s'attendait à recevoir ces plaintes, qu'avant même de rompre les sceaux aux armes royales il savait ce qu'il allait lire, et que son plan était déjà fait. Il n'avait guère d'ailleurs que deux solutions à envisager. La première était de désavouer Beauharnais, de prétendre qu'il avait agi de sa propre initiative, sans avoir d'instructions et sans même rendre compte, de le rappeler, de le punir. Mais il devait en coûter à Napoléon de sacrifier ainsi publiquement un de ses représentants, de l'humilier devant une cour étrangère, de provoquer un scandale qui éclabousserait le corps diplomatique français et la famille même de l'impératrice. Et d'ailleurs, l'Europe se laisserait-elle prendre à ce désaveu ? Croirait-elle qu'un prince héritier avait pu écrire secrètement à Napoléon sans avoir l'assurance que sa lettre serait accueillie ? Beauharnais avait reçu des instructions sur cette lettre à exiger de Ferdinand : étaient-elles restées bien secrètes ? Napoléon dut penser que le sacrifice de son ambassadeur serait aussi inutile qu'il était humiliant (2). Restait la deuxième solution : obtenir de la cour d'Espagne, par la menace au besoin, que le scandale de l'Escorial n'enveloppât point Beauharnais et qu'on ne fit aucune allusion à son rôle en cette affaire. C'était là sauver l'honneur de l'ambassade et du cabinet français, dont Charles IV lui-même proclamerait à la face de l'Europe l'absolue correction. C'était du même coup sauver Ferdinand, car la lettre du 11 octobre était le principal grief contre lui, et si Napoléon la faisait retirer de la procédure le prince se trouvait presque hors de cause. Pour sortir du borbier où le gouvernement s'était engagé, cette voie semblait la moins pénible et la plus sûre. A vrai dire, c'était un procédé bien désinvolte à l'égard de S. M. C., mais si « la fierté castillane » était une des notions les plus nettes parmi celles

(1) Masserano à Cevallos, 11 novembre 1807 : *ibid.*

(2) Cf. la déclaration qu'à Bayonne Napoléon aurait faite à Godoy : qu'après le scandale de l'Escorial il n'était plus de son honneur de rappeler Beauharnais. GOUDY, *Memorias*, V, 213.

assez vagues que Napoléon possédait sur l'Espagne, elle n'était pas de celles qui influèrent beaucoup sur sa politique.

En conséquence, sitôt que l'empereur eut parcouru la nouvelle lettre de Charles IV, il entra ou feignit d'entrer dans une épouvantable colère. Émaillant son discours de nombreux « F... ! » que l'ambassadeur passa sous silence dans son compte-rendu, il lui déclara : « Quand j'ai reçu la dernière lettre du roi d'Espagne [du 29 octobre] je n'ai rien voulu dire, parce qu'on ne touchait pas à moi et que je n'avais pas l'intention de me mêler à des affaires de famille. Mais maintenant qu'on m'offense dans la personne de mon ambassadeur, je dois m'irriter avec raison. Envoyez immédiatement un courrier à votre cour pour dire que rien n'est certain de ce qui est contenu dans cette lettre, que jamais le prince des Asturies ne m'a écrit, et que mon ambassadeur n'est entré dans aucune intrigue. Dites que dès à présent je prends le prince des Asturies sous ma protection. Que si on le touche si peu que ce soit, ou si l'on insulte mon ambassadeur, ou si l'armée réunie ne part pas immédiatement pour le Portugal conformément à nos conventions, je déclarerai la guerre à l'Espagne, je me mettrai à la tête de mon armée pour l'envahir, je rappellerai mon ambassadeur et vous chasserai de Paris... C'est une infamie, ce qui se passe ! » Après ces paroles, « prononcées, rapporta Masserano à Cevallos, avec une colère dont je ne puis donner une idée à V. E. », Napoléon enjoignit à l'ambassadeur de se retirer et de dépêcher immédiatement un courrier à Madrid (1). Masserano, qui n'avait jamais donné des preuves de caractère, fut épouvanté. Incapable de garder son trouble pour lui, il raconta tout à son secrétaire d'ambassade, Santivañez, il écrivit tout à Paris à une dame italienne pour laquelle il n'avait pas de secrets, ainsi qu'à sa fille, Madame de Saint-Sauveur, qui s'empressa de colporter la nouvelle d'un bout à l'autre du faubourg Saint-Germain (2). Il songeait déjà à prévenir tous les Espagnols résidant à Paris et à mettre en sûreté les archives de l'ambassade. Et surtout il fit ce que souhaitait Napoléon, il expédia à sa cour une dépêche affolée. L'empereur pouvait être satisfait : la scène produirait son effet à Madrid, et on ne s'y

(1) Masserano à Cevallos, 11 novembre 1807 : PÉREZ DE GUZMAN, 73 (reproduisant *A. Histórico Nacional*, c. 2849, XXX : la reproduction est exacte).

(2) PARDO GONZÁLEZ, *D. Manuel Godoy*, 182. Izquierdo à Godoy, 15 novembre : NELLERTO, *Memorias*, III, 7. Sur les alliances des Masserano avec la vieille noblesse française, en particulier avec les Rohan, cf. MOREL-FATIO, *Études sur l'Espagne* II, 109.

risquerait pas à impliquer Beauharnais dans le procès de l'Escorial. Napoléon n'hésita pas d'ailleurs à confirmer de sa propre main, en répondant à Charles IV, les audacieuses dénégations qu'il venait de prodiguer à Masserano : « Je dois à la vérité de lui faire connaître [à V. M.] que je n'ai reçu aucune lettre du prince des Asturies, et que directement ou indirectement je n'ai jamais entendu parler de lui ; de sorte qu'il serait vrai de dire que j'ignore s'il existe » (13 novembre 1807) (1).

Restait pourtant une autre question : celle des répercussions que pourrait avoir cette affaire sur l'expédition de Portugal. Il semble que Napoléon ait conçu certaines craintes à ce sujet. La lettre de Charles IV paraît en effet avoir parlé de la nécessité où était le roi de retenir et de concentrer autour de lui, afin de protéger son trône, les troupes destinées à marcher sur Lisbonne. La précaution était naturelle à l'égard des fernandistes, et elle ne l'était pas moins à l'égard du cabinet qui les avait soutenus. Charles IV pouvait même aller plus loin : consentirait-il à ratifier ce traité de Fontainebleau qui introduisait dans son royaume les forces d'un gouvernement conspirateur ? Et s'il se refusait à tolérer leur présence, que deviendraient les 22.000 hommes de Junot, qui s'échelonnaient en une immense colonne de 240 kilomètres de long, fractionnée en 16 tronçons se suivant à un jour d'intervalle, dans des contrées sans ressources ? (2) Il fallait donc de toute nécessité s'assurer que les sentiments de l'Espagne restaient les mêmes et qu'elle exécuterait fidèlement le traité de Fontainebleau. Pour cela, c'était surtout sur Godoy qu'il fallait agir, donc par Izquierdo.

On savait à Fontainebleau que le prince de la Paix avait écrit à son agent en même temps que Charles IV à l'empereur ; Masserano avait montré le pli cacheté à Duroc qui d'un air soupçonneux l'avait examiné sous toutes ses faces. On pensait donc que le Navarrais pourrait donner des détails, peut-être même des assurances, et Talleyrand l'envoya chercher d'urgence à Paris. Izquierdo se présenta à Fontainebleau le 12 de grand matin ; la veille, l'empereur avait demandé par trois fois s'il n'était pas arrivé encore. Mis au courant par Duroc, Izquierdo comprit qu'en la circonstance l'attitude la plus franche était la plus habile, et il remit la lettre de Godoy au

(1) Napoléon à Charles IV, 13 novembre 1807 : *Corr.*, 13.355.

(2) Le 11 novembre, la première colonne était sur la frontière portugaise, et la 16^{me} n'avait pas encore atteint Burgos : GRASSET, *Guerre d'Espagne*, I, 123, 134, 438.

Grand Maréchal qui la porta incontinent à Napoléon. Elle était peu détaillée (1), mais l'empereur se déclara satisfait des informations qu'elle apportait, et sensible au procédé. Duroc revint en informer Izquierdo, auquel il donna l'assurance qu'il ne serait pas arrêté, mais en même temps il lui déclara que la volonté catégorique de Napoléon était que le traité de Fontainebleau fût exécuté dans son intégralité. La réponse du Navarrais, que le Grand Maréchal retourna aussitôt porter au cabinet impérial, était le plaidoyer le plus habile, mettant hors de cause le gouvernement français, défendant Godoy, expliquant la lettre de Charles IV, rejetant toutes les responsabilités sur Ferdinand et Beauharnais, affirmant enfin que les engagements de Fontainebleau seraient exactement tenus. Napoléon pourtant ne jugea pas que l'impression fût encore assez forte, et il envoya Talleyrand répéter une fois de plus à Izquierdo la même leçon : la parfaite innocence du cabinet français, la terrible colère qu'avait manifestée l'empereur en se voyant soupçonner de complicité, et sa volonté inébranlable de faire exécuter le traité.

La journée du 13 novembre fut plus remplie encore pour l'agent de Godoy. Il eut un entretien avec Champagny, deux avec Murat, deux avec Talleyrand, trois avec Duroc. C'étaient à peu près autant de scènes à essayer. Il est vrai qu'Izquierdo s'en dédommageait sur Masserano qui, complètement anéanti, recevait sans mot dire ses reproches sur son indiscrétion et son affolement ; Santivañez y joignait les siens, et l'ambassadeur, mis complètement hors des négociations, n'avait rien d'autre à faire entre temps que d'assurer son cabinet de son dévouement en ces pénibles circonstances et de lui signaler les multiples démarches de son remplaçant (2). Izquierdo donc continuait à justifier sa cour et son maître, à jurer sur la tête de sa fille unique que le traité s'exécuterait, à se déclarer convaincu de l'absolue correction du gouvernement impérial dans toute l'affaire. Mais déjà le ciel s'éclaircissait pour lui ; Napoléon lui faisait dire qu'on pouvait se tranquilliser en Espagne, que tout irait bien si Charles IV ratifiait ; Murat l'assurait qu'il avait pris la défense de Godoy devant l'empereur, et qu'on était satisfait des promesses faites et des explications données.

Le 14, Izquierdo put faire transmettre à Napoléon, par l'inter-

(1) Izquierdo à Godoy, 15 novembre : NELLERTO, III, 7. Godoy à Izquierdo, le 3 : *ibid.*, 3. Masserano à Cevallos, le 15 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5217.

(2) Masserano à Cevallos, 15 novembre (2 dépêches) et 21 novembre 1807 : *ibid.*

médiaire de Talleyrand, une nouvelle apaisante : Charles IV pardonnait à son fils. Le prince des Asturies avait sollicité sa grâce en deux lettres fort plates, adressées à son père et à sa mère, et en conséquence le roi avait rendu un décret (5 novembre) où il déclarait oublier les torts de Ferdinand (1). En même temps parvenait à Champagny un document dont Izquierdo devait souhaiter ardemment l'arrivée : les ratifications du traité de Fontainebleau. Elles avaient été échangées le 8 novembre entre Beauharnais et Cevallos, le lendemain même du jour où l'on avait reçu à Madrid le texte du traité (2). Napoléon n'avait donc plus rien à craindre quant aux intentions de l'Espagne : l'affaire marchait comme il l'avait souhaité. Le 16 novembre, il partit pour l'Italie, en laissant à Champagny l'ordre de tout régler de façon définitive et d'achever d'affermir solidement Izquierdo dans les dispositions qui convenaient. Le ministre convoqua donc Izquierdo (16 novembre), et lui débita un discours fort sec sur la juste colère de l'empereur et les torts de l'Espagne. A l'en croire, le Navarrais fit piteuse figure : « Il a balbutié, défendu son prince plus que son roi, attaqué M. de Beauharnais, prétendu que c'était lui qui avait voulu marier le prince des Asturies à M^{lle} Tascher. Cependant il a bien senti qu'il fallait se conformer aux intentions de V. M., ne pas faire d'éclat, n'accuser personne, ne pas calomnier, même indirectement, et remplir les engagements pris à l'occasion du Portugal. » Dans son récit de l'entrevue, Izquierdo raconte au contraire qu'il a énergiquement tenu tête, et détruit point par point toute l'argumentation de Champagny. Peu importe d'ailleurs de savoir à qui revint l'avantage, car l'un et l'autre étaient là, non pour argumenter, mais pour transmettre et pour enregistrer les injonctions laissées par Napoléon : il devait être entendu que jamais l'empereur n'avait songé à marier Ferdinand, on ne devait prononcer au cours du procès ni le nom de Beauharnais ni le sien, on devait exécuter fidèlement le traité (3). Après les inquiétudes des

(1) Izquierdo à Godoy, 15 novembre : NELLERTO, *Memorias*, III, 7. Le texte du décret du 5 novembre et des deux lettres de Ferdinand a souvent été reproduit : cf. par exemple ESCOQUIZ, *Memorias*, 339-341.

(2) Beauharnais à Godoy, 7 novembre : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 107. Envoi du traité à Beauharnais par Champagny, 30 octobre ; texte des ratifications, 8 novembre : *A. E., Esp.*, v. 672, f. 229, 270.

(3) Champagny à Napoléon, 17 novembre : *A. N., AF IV 1706 E*. Izquierdo à Godoy, le 17 : NELLERTO, *Memorias*, III, 38, et TORENO, *Historia del levantamiento*, I, append. p. 9. — Noter que Champagny se donne spécialement le beau rôle quand il prétend avoir appris à Izquierdo le pardon accordé par Charles IV et la ratification du traité : Izquierdo les connaissait depuis longtemps.

jours précédents, Izquierdo dut être heureux de s'être tiré d'affaire à aussi bon compte.

LA FIN DE L'ALERTE. — A l'Escorial, ses dépêches amenèrent enfin un peu de détente et de soulagement. Une lourde inquiétude pesait jusque-là sur la cour ; les *Reyes* continuaient bien à mener leur vie habituelle, chasse, musique, jeu, promenade, mais personne n'apparaissait au *sitio* que contraint et forcé, et l'Escorial était devenu « un véritable désert » ; au grand gala donné le 4 novembre pour la Saint-Charles, le roi s'était montré agité, la reine secouée de tressaillements et la voix tremblante, la cérémonie du cercle avait dû être écourtée. On savait qu'à la nouvelle de l'arrestation de Ferdinand le public avait réagi avec une violence inattendue et alarmante ; il se contentait de se moquer de Charles IV et de la proclamation ridicule qu'il avait lancée au lendemain du scandale, mais il incriminait âprement la reine et Godoy, aux calomnies desquels il attribuait toute l'affaire, et il témoignait au prince des Asturies une sympathie ouverte. Après la secousse d'octobre 1806, celle du procès de l'Escorial achevait d'éveiller la nation, qui jusque-là inerte et à l'écart des affaires politiques, entraînait en scène et allait devenir peu à peu le principal acteur du drame (1).

Godoy se montrait peu et ne devait pas être tranquille. Les aveux de Ferdinand et de ses complices n'étaient pas faits pour le rassurer ; il connaissait bien les connexions des fernandistes avec les Français, mais il semble n'avoir pas cru que leurs intrigues eussent été poussées aussi loin. Son inquiétude à voir Napoléon si ouvertement compromis dans l'affaire explique sans doute qu'il ait fait signer à Charles IV le décret du 5 novembre qui pardonnait à Ferdinand et qu'il avait rédigé lui-même (2) ; il aurait pensé qu'il serait dangereux d'user de rigueur à l'égard d'un homme que l'empereur protégeait

(1) Au gala du 12 novembre (pour l'anniversaire de Charles IV), les souverains s'étaient ressaisis et montrèrent une gaieté forcée, avec des démonstrations significatives d'amitié à l'égard de Godoy. — Beauharnais à Champagny, 5 novembre : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 255. Henry au roi de Prusse, le 16 : A. N., AF IV 1691. ALCALÁ GALIANO, *Memorias*, 138.

(2) Il en est de même du décret du 30 octobre (sur lequel on a l'aveu du favori lui-même : *Memorias*, V, 150). Leur style suffirait à le faire soupçonner. Mais on a en outre les déclarations de Ramon Ger, du Conseil de Castille, et de Soler, qui virent les originaux et certifient qu'ils étaient de la main de Godoy : Soler et Ger à Cabalero, 6 avril 1808 : *Arch. Real Casa, Causa del Escorial*, f. 1266, 1271.

aussi visiblement, et qui d'ailleurs avait imploré sa grâce de façon si basse et si plate qu'il en resterait déconsidéré et hors d'état de nuire : manœuvre assez adroite, puisqu'elle alla au-devant d'un des désirs de Napoléon. Une autre prévenance habile fut la hâte avec laquelle on expédia à Paris les ratifications du traité de Fontainebleau : le gouvernement français ne pouvait manquer de comprendre le sens de cet empressement. Mais Godoy n'en devait pas moins se demander avec inquiétude si cela suffirait à calmer la colère impériale, et la dépêche de Masserano qui relatait la scène du 11 novembre, la fureur et les menaces de guerre de Napoléon, n'était pas pour le tranquilliser.

Les lettres d'Izquierdo qui peignaient l'apaisement graduel du courroux impérial furent donc accueillies avec joie. « L'espoir et le bonheur renaissent dans la société du prince de la Paix », nota Beauharnais (1). Conformément aux ordres venus de Fontainebleau, le nom de l'ambassadeur français et celui de son maître n'apparurent que le moins possible dans le procès qu'on continuait à instruire contre les complices de Ferdinand, et les troupes espagnoles poursuivirent leur marche sur le Portugal, suivant les conventions arrêtées à Fontainebleau. Le calme sembla revenir. On échangea les congratulations et les cadeaux de rigueur après la conclusion d'un acte diplomatique. Godoy fit tenir à Duroc le présent que l'usage accordait aux signataires d'un traité, et il en ajouta un autre en son nom personnel, d'une valeur de 60 à 70.000 livres ; il se proposait d'envoyer en outre au Grand Maréchal la grand-croix de Charles III, mais sur le désir de Murat il la transforma en Toison d'Or et il fit décerner un deuxième collier à Jérôme. Il aurait voulu qu'Izquierdo demandât la Légion d'Honneur, mais le rusé intrigant préféra s'abstenir, et fit probablement bien. Godoy exprima en même temps à Murat et à Napoléon toute la joie que lui causait la conclusion du traité, platement au premier, et bassement au deuxième (24 décembre 1807) (2). Beauharnais lui aussi dut se trouver plus à l'aise lors-

(1) Beauharnais à Champagny, 22 novembre 1807 (sans doute Godoy venait-il de recevoir la dépêche d'Izquierdo du 15) : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 335.

(2) Godoy à Izquierdo, 8 novembre, 18, 24 décembre : NELLERTO, III, 5, 58, 59 ; à Murat et (par l'intermédiaire de Murat) à Napoléon, 24 décembre : GEOFFROY DE GRANDMAISON, I, 115, 97. Note d'Izquierdo pour Napoléon, 27 novembre : A. N., AF IV 1680, 8^e d. Michel jeune à Murat, l'Escorial, 24 novembre, 25 décembre : MURAT, *Lettres*, éd. Le Brethon, V, 232, 235. — Ces deux nouvelles Toisons portaient à 10 le nombre des colliers envoyés en France : Napoléon, Joseph, Louis, Félix Bacciocchi, Camille Borghèse, Pesch, Murat, Eugène, Jérôme, Duroc. Le roi d'Espagne ne disposait que de 50 colliers, mais il avait été décrété que ceux envoyés

qu'il vit se dissiper un orage où il eût été bien exposé. Il était resté à l'Escorial au début du scandale, du 1^{er} au 12 novembre, sans qu'à ce moment ni plus tard Godoy lui soufflât mot de l'affaire (1). Il demandait alors des instructions, l'envoi d'un agent qui vînt observer et retournât rendre compte, et il ne risquait qu'une timide apologie de sa conduite : « Je crois avoir satisfait à mes devoirs en faisant connaître le héros qui nous gouverne comme le dieu tutélaire et protecteur. » Lorsqu'il s'était vu tout d'un coup invité à ratifier un traité, et un traité aussi essentiel que celui de Fontainebleau, qui avait été négocié et conclu en France sans qu'on lui en eût dit un mot, il n'avait pas fait entendre une récrimination, remerciant au contraire d'avoir été admis à signer les ratifications (2). Mais à mesure que le péril s'éloignait, Beauharnais reprenait son assurance, et bientôt arrivèrent à Champagny les dépêches où il faisait l'éloge de sa prudence (comme quoi il avait échappé à un piège que lui tendait Godoy pour avoir le texte des lettres du 11 octobre), de sa conduite passée (« J'ai été assez heureux pour conquérir l'estime de la nation espagnole dans ces temps difficiles »), de l'heureuse action qu'il exerçait à Madrid (« L'ambassadeur de France, auquel on veut bien accorder les intentions les plus droites et la vigilance la plus active, soutient encore les esprits. Je crois pouvoir répondre à S. M. I. de la tranquillité publique, je surveille tout. ») (3) — Bref, tout semble alors dans le même état qu'avant le scandale : Ferdinand de nouveau à sa place à la cour, Godoy obséquieux et inquiet, Beauharnais agité et intrigant. Mais en réalité l'affaire de l'Escorial a partout laissé des traces profondes : elle a éveillé la nation espagnole, dont la voix commence dès lors à se faire entendre et à compter ; elle a brisé définitivement le rêve portugais de Godoy ; elle est enfin l'événement décisif qui va orienter dans un sens nouveau la politique espagnole de Napoléon.

en France ne compteraient pas dans le nombre réglementaire ; on masquait cette supercherie en ne portant plus sur les almanachs la mention des vacances : La Forest à Champagny, 17 mai 1810, *Correspondance*, éd. Geoffroy de Grandmaison, III, 382.

(1) Beauharnais à Champagny, 13, 30 novembre 1807 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 289, 366. Godoy à Izquierdo, le 24 : NELLETO, III, 48.

(2) A Champagny, 1^{er}, 2, 6, 8 novembre : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 237, 247, 262, 275.

(3) A Champagny, 18, 25 novembre, 6, 29, 30 décembre : *ibid.*, f. 314, 350, 384, 428, 431. Sur le piège tendu à Beauharnais, cf. GEOFFROY DE GRANDMAISON, I, 108 et DRIAULT, *Tilsit*, 305 (un inconnu aurait présenté à Beauharnais un billet soignant de Ferdinand, redemandant les lettres du 11 octobre ; on a vraiment peine à croire une histoire aussi extraordinaire.)

CHAPITRE VII

DEUXIÈME PARTIE

LA NOUVELLE POLITIQUE ESPAGNOLE DE NAPOLÉON

IV

LES MILIEUX POLITIQUES FRANÇAIS ET L'ESPAGNE (AUTOMNE 1807)

LE COURANT INTERVENTIONNISTE. Courant d'opinion anti-espagnole à Paris. Pronostics d'intervention en Espagne. Les diplomates. Montgaillard. — MURAT, CHAMPAGNY, TALLEYRAND. Murat : le remariage de Ferdinand. Champagny : la rive gauche de l'Èbre. Talleyrand et les affaires d'Espagne.

V

L'ÉVOLUTION DE L'IDÉE D'INTERVENTION

L'ALERTE DE L'ESCORIAL. La réaction de Napoléon : il se met militairement sur la défensive, mais se prépare aussi à reprendre sa manœuvre secrète interrompue. — LES DÉFIANCES DE NAPOLÉON. Son antipathie contre les Bourbons. Ses soupçons sur le gouvernement espagnol. Sa crainte permanente d'une réconciliation entre Madrid et Lisbonne. — LES MÉCOMPTES DE LA COLLABORATION ESPAGNOLE. L'expédition de Portugal achève de convaincre Napoléon de l'incapacité du gouvernement espagnol. Nouvelle orientation de ses vues.

VI

PREMIÈRES ÉBAUCHES DE SOLUTIONS ESPAGNOLES

NOUVELLES FACILITÉS D'INTERVENTION. Napoléon voit son action facilitée par le règlement définitif de l'affaire de l'Escorial et par l'occupation de l'Étrurie par les troupes françaises. — NOUVEAUX MOTIFS D'INTERVENTION. Inquiétants efforts du Portugal pour se réconcilier avec Madrid. L'escadre russe à Lisbonne. L'expédition Moore. — LES OUVERTURES A JOSEPH ET A LUCIEN. Préparatifs militaires ; leur but : l'occupation de Madrid. Entrevue de Venise avec Joseph : celui-ci y a-t-il refusé la couronne d'Espagne ? Entrevue avec Lucien (12 décembre) : la question de Charlotte.

VII

L'OCCUPATION DE LA PÉNINSULE

L'OCCUPATION DU PORTUGAL. L'escadre anglaise devant Lisbonne ; efforts de Strangford pour faire embarquer le régent, efforts d'Herman pour le retenir. Son embarquement. Entrée de Junot à Lisbonne (29 novembre 1807). — LES ORDRES POUR L'OCCUPATION DE L'ESPAGNE. Mesures prises par Napoléon à la nouvelle de la prise de Lisbonne : Junot laissé à ses propres forces en Portugal, mais Dupont, Moncey, Mouton portés en avant en Espagne, un nouveau corps constitué à Perpignan ; début de l'invasion française.

VIII

LES ALARMES DE L'ESPAGNE

LES AFFAIRES FERNANDISTES. Izquierdo tenu dans l'inaction à Paris. La demande d'une princesse française pour Ferdinand éludée. Irritation de l'opinion espagnole devant la sentence de l'Escorial (26 janvier 1808). — L'ESPAGNE ET L'AVENTURE PORTUGAISE. Désillusion espagnole dans les affaires de Portugal ; fâcheuses impressions ; refus de Napoléon de partager la conquête ; les troupes espagnoles rappelées de Portugal. Inquiétudes devant l'entrée des Français ; lourdes charges, bruits alarmants. Exigences maritimes de Napoléon. Bruits de voyage de Napoléon en Espagne. Inquiétude générale.

IX

LES AFFAIRES D'ESPAGNE, LA RUSSIE ET L'ORIENT

ESPAGNE ET RUSSIE. Les affaires d'Espagne sont une entrave gênante pour la politique russe de Napoléon. Il agit dans la Péninsule en cachette du tsar ; raisons de cette attitude. — ESPAGNE ET MÉDITERRANÉE. L'Espagne apporte une aide insuffisante aux projets orientaux de Napoléon. Ses finances. Sa marine est incapable de collaborer aux grands plans méditerranéens ; vues de Napoléon sur elle. — CONCLUSION.

IV

LES MILIEUX POLITIQUES FRANÇAIS
ET LES AFFAIRES D'ESPAGNE

(Automne 1807)

LE COURANT INTERVENTIONNISTE. — L'affaire de l'Escorial fit du bruit à Paris. C'est que, outre son caractère imprévu et dramatique, elle s'accordait parfaitement avec les opinions et les sentiments

généralement répandus dans la capitale à l'égard de l'Espagne : les basses intrigues de palais qu'elle révélait, le jour peu flatteur sous lequel elle faisait apparaître les *Reyes* et leur favori étaient abondamment et malignement commentés par cette opinion anti-espagnole qui dominait à Paris à cette époque et dont Izquierdo, toujours aux aguets et bien renseigné, notait alors toute la force. Bien souvent le Navarrais signalait dans ses dépêches le « nombre infini » de ceux qui « désirent et désireront » un bouleversement au-delà des Pyrénées ; il les montrait se demandant « pourquoi, alors qu'on transforme toute l'Allemagne, l'Espagne serait seule à rester tranquille et sans changement » ; il se plaignait de la défiance que sa qualité d'Espagnol faisait naître autour de lui (1). Un tel état de choses n'a rien pour surprendre. On a vu combien, à tort ou à raison, l'opinion parisienne s'émut à plusieurs reprises de l'attitude de l'Espagne : les périodes de tension diplomatique qu'avaient créées les difficultés financières, celle surtout que causa la proclamation d'octobre 1806 n'étaient pas encore oubliées à la fin de 1807. Par ailleurs les Portugais, et principalement l'abbé Correia, faisaient, on le sait, une campagne d'opinion anti-espagnole dont les résultats ne furent probablement pas négligeables ; le 3 octobre, Strangford signalait que pour la seconde fois on envoyait de Lisbonne à Paris une immense quantité d'argent et de diamants afin d'acheter des sympathies au Portugal (2). Enfin, il convient de noter un autre facteur d'importance. Napoléon n'était pas seul à croire que l'Espagne était un pays immensément riche, grâce aux ressources qu'elle tirait d'Amérique. Cet état d'esprit était très répandu. On racontait que le numéraire circulant en Europe augmentait de 210 millions par an par le seul apport des mines péruviennes et mexicaines ; on disait que l'Espagne possédait un milliard ou 1.100 millions en espèces, soit 2 ou 300 millions de plus que l'Angleterre. Aussi, toutes les fois qu'il a été question des relations financières franco-espagnoles on a vu surgir des gens d'affaires et des intrigants, attirés par l'odeur des piastres : il n'est pas douteux que beaucoup souhaitaient une intervention française au-delà des Pyrénées, qui leur eût permis d'exploiter à fond et plus à l'aise la Péninsule et l'Amérique. Les militaires de leur côté devaient regarder l'Espagne comme une terre bonne à piller, comme une autre Italie où il y avait à gagner richesses et honneurs,

(1) A Godoy, 15 avril, 13 août 1806 : *A. Histórico N.*, c. 2881 ; NELLERTO, III, 54.

(2) Strangford à Canning, 3 octobre 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 55.

et le mot qu'eut Fouché un peu plus tard, quand on parla de rupture avec l'Autriche, peut s'appliquer ici : « Tous les militaires, officiers, généraux, maréchaux, sont pour la guerre. Depuis que ces derniers sont ducs ils voudraient être archiducs, et ainsi de suite. » Bref, on aurait pu répéter au sujet de l'Espagne la définition qu'Azara avait un jour donnée du Portugal : à beaucoup de gens elle apparaissait comme « un mât de cocagne où tous ont le droit de décrocher le morceau qu'ils peuvent attraper » (1).

En cette fin de 1807, il ne se passait donc pas de semaine sans que circulât un nouveau bruit relatif à une intervention en Espagne et au détronement des Bourbons. Quelquefois, par exemple après que le prince de la Paix eut été nommé Grand Amiral, on racontait que Charles IV allait abdiquer en faveur de Godoy. D'autre fois on affirmait que le favori s'était entendu avec Napoléon pour renverser son maître : tel fut le bruit qu'à leur passage en France les officiers de la division La Romana entendirent répéter par des ecclésiastiques, et qui fut certainement renforcé par les négociations menées à Fontainebleau. Le plus souvent cependant, on laissait à Napoléon seul le soin de détroner son allié : c'est ce qu'on pronostiqua après le scandale de l'Escorial et lorsque l'armée de Junot eut pénétré en Espagne (2). Le successeur que les badauds donnaient à Charles IV était quelquefois Joseph, avec Jérôme comme roi de Portugal, mais en général on parlait de Lucien, et cette rumeur s'était répandue jusqu'à Madrid (3). Enfin, si certains consentaient à laisser les Bourbons sur leur trône, c'était en leur ôtant les provinces comprises entre l'Èbre et les Pyrénées, pour les donner tantôt à la reine d'Étrurie tantôt à quelque vassal de Napoléon (4).

Ainsi, l'opinion parisienne était dans son ensemble préparée à de grands changements en Espagne et disposée à les accueillir favora-

(1) Propos d'Azara cité par GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, 729. Mémoire de Montgaillard à Napoléon, 4 septembre 1804 : A. E., *France, Mémoires politiques*, v. 661. Metternich à Stadion, 23 juin 1808 : *Mémoires*, II, 177.

(2) Lima à Araújo, 27 janvier 1807 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Metternich à Stadion, 16 octobre : dans MAYER, *Die französisch-spanische Allianz*, II, 62. Bulletins de Fouché, 20 juin, 3 décembre : HAUTERIVE, *La police secrète*, III. FIÉVÉE, *Correspondance... avec Bonaparte*, note n° LV pour Napoléon (mai-août 1808), II, 324.

(3) Lima à Araújo, 29 juillet 1806 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*. Genotte à Stadion, 22 septembre 1806 : dans MAYER, *op. cit.*, II, 47. Bulletin de Fouché, 19 novembre 1807 : dans HAUTERIVE, III.

(4) Bulletin de Fouché, 23 juillet 1806 : A. N., AF IV 1497. J. Ayres à Araújo, Paris, 5 octobre 1806 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *collecção de despachos relativos ao mesão de Lima*. J. DE A., *Manifiesto imparcial...* (pamphlet).

blement. Sur la facilité avec laquelle ils s'exécuteraient, personne n'avait de doute, et tous auraient sans doute souscrit à ce qu'écrivait Genotte de Madrid, dès le 25 décembre 1806 : « Le gouvernement français pourra, quand il le voudra, faire entrer sans embarras partout en Espagne des troupes françaises et soumettre entièrement par la force ou autrement ce pays-ci et le Portugal » (1). Cette opinion de Genotte ne lui était pas personnelle, et on la rencontre fréquemment à cette époque dans les milieux diplomatiques — surtout, comme il est naturel, chez les représentants des cabinets hostiles à la France, toujours prêts à lui attribuer des projets de conquête : c'est ainsi que dès la fin de 1804 Metternich, alors à Berlin, avertissait Colloredo et Hardenberg que Napoléon songeait sans doute à annexer l'Espagne. Ces mêmes idées d'intervention existaient en France dans les sphères gouvernementales. Si Cambacérés les combattait, paraît-il, Fouché semble au contraire les avoir soutenues (2), et on les voit revenir à plusieurs reprises sous la plume d'un homme dont la fonction était d'adresser à Napoléon des rapports sur la situation politique de l'Europe, Montgaillard. Au moment du procès de l'Escorial, il y avait longtemps déjà que Montgaillard se plaisait à peindre le gouvernement espagnol comme tombant de décrépitude, comme ne pouvant se soutenir que par l'appui de la France : « Ce royaume, dont la capitale est à Lima et dont les provinces sont autour de Madrid, est dans un état de faiblesse et de décadence extrême... C'est le pays d'Europe le plus près d'une révolution ; un souffle suffirait pour y allumer un violent incendie » (septembre 1804). Sur le remède à appliquer, Montgaillard avait varié, d'abord hispanophobe, puis hispanophile, mais la proclamation d'octobre 1806 l'éclaira définitivement sur la « perfidie » des Bourbons espagnols et sur la nécessité de les renverser : « Les anciennes dynasties royales ne reconnaîtront jamais sincèrement le nouveau système politique et la dynastie impériale de France... Toutes les raisons politiques exigent que la race royale éteinte en France et en Italie cesse de régner en Espagne » (12 novembre 1806). Au moment même où allait éclater le scandale de l'Escorial,

(1) Genotte à Stadion, 25 décembre 1806 : dans MAYER, *op. cit.*, II, 44.

(2) Metternich à Colloredo, chef de la chancellerie de l'Empire, 27 décembre 1804 ; à Hardenberg, 15 janvier 1805 : *Mémoires*, II, 33, 36. Sur Fouché, cf. une confidence qu'il aurait faite à M^{me} de Chastenay vers cette époque : M^{me} DE CHASTENAY, *Mémoires*, II, 106. Sur Cambacérés, cf. ses déclarations (assez intéressées) à Thiers : *Histoire de l'Empire*, I, 548.

Montgaillard revenait à la charge en un rapport du 25 octobre, transmis par Duroc à Napoléon : « Si le cabinet de Madrid ne formait pas au contraire franchement, indissolublement, dans toutes ses parties, cause commune avec l'Empire français, le salut de l'Europe exigerait alors que le trône des Espagnes fût occupé par une nouvelle race souveraine » (1).

MURAT, CHAMPAGNY, TALLEYRAND. — On ne saurait dire si ces conseils eurent vraiment quelque influence sur l'esprit de Napoléon. Mais dans les milieux plus proches encore de l'empereur il s'en donnait très probablement de semblables, et qui avaient certaines chances de porter. On les soupçonne à vrai dire plutôt qu'on ne les connaît, étant donné que ces intrigues se menaient avec beaucoup de prudence et que presque tout s'y passait verbalement.

Murat était grand ami de Godoy, comme on a eu mainte occasion de le voir. Il entretenait auprès de lui un représentant en titre en la personne du banquier Michel jeune, qui avait fini par transporter à Madrid le centre de ses affaires. La richesse de Michel (sa maison était une des plus fortes de la place) (2), jointe aux charmes de sa femme, que le prince de la Paix appréciait vivement (3), l'avait fait admettre dans cette coterie étrangère qui évoluait autour du favori, qui jouissait de sa protection et dont les principaux personnages étaient le ministre de Prusse Henry et le baron de Strogonoff — celui-ci revenu des grandes intrigues de 1806, ne songeant plus qu'à dépenser de l'argent et y réussissant beaucoup mieux (4). Le rôle de Michel était de faire valoir à Godoy l'appui que Murat lui donnait auprès de l'empereur. Cet appui fut particulièrement actif

(1) Mémoires de Montgaillard soumis à Napoléon les 3 septembre 1804, 25 octobre 1807 (A. E., *France, Mémoires politiques*, v. 661, f. 50 ; v. 662, f. 184), 1^{er} juin 1805, 12 novembre 1806 (MONTGAILLARD), *Mémoires diplomatiques*, 39, 320.

(2) Michel fut l'un des trois banquiers à qui s'adressa Godoy en février 1808, lorsque les événements le poussèrent à de grands mouvements de fonds, et l'un des trois « les plus riches de Madrid » qui prirent à leur charge les fournitures de la marine en mai : Beauharnais à Champagny, 15 février 1808, A. E., *Esp.*, v. 673, f. 213 ; Murat à Napoléon, 24 mai 1808 : MURAT, *Correspondance*, éd. Lumbroso, 407.

(3) Confiance faite par Godoy après sa chute, pendant son internement à Villaviciosa, au marquis de Castelar : rapport de Castelar, 17 avril 1808, *Archivo del Ministerio de la Guerra, expediente de D. Manuel Godoy*.

(4) Strangford à Canning, 29 août 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 55. Beauharnais à Junot, 22 décembre ; à Champagny, le 29, et 15 février 1808 : A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 315 ; *Esp.*, v. 672, f. 428, et v. 673, f. 213.

lors de l'affaire de l'Escorial ; au début de novembre Murat transmit à Napoléon les plaintes que le favori portait contre Beauharnais, et il l'assura que cette démarche avait été favorablement accueillie ; puis, lorsqu'éclata l'orage du 11 novembre, il fut là qui s'interposa, qui plaïda avec chaleur, à l'en croire du moins, la cause de son ami, qui en tout cas renseigna et reconforta Izquierdo (1). Tout ce dévouement avait naturellement des buts intéressés : les missions confiées à Michel permettent de les soupçonner.

En cet automne de 1807, les Murat cherchaient partout des alliés et des appuis pour soutenir leurs ambitions qu'un échec récent venait d'exaspérer. Lorsqu'il avait été nommé grand-duc de Berg, Murat avait espéré que Napoléon créerait à son profit un grand état dans l'Allemagne du nord : l'état en question fut bien constitué, mais ce fut Jérôme qui l'eut, avec le titre de roi de Westphalie, et Tilsit ne rapporta à Murat que Münster et le comté de la Marck. Plus encore que son mari, Caroline fut sensible à cette déconvenue, et elle redoubla dès lors d'activité et d'intrigues pour pousser leurs affaires ; lors du séjour à Fontainebleau, elle se serait même résignée à se réconcilier avec Maret, qu'on disait avoir l'oreille de l'empereur, et avec Talleyrand, auquel elle imputait cependant ses récents échecs (2). Or, une alliance de famille entre les Murat et la cour d'Espagne eût certainement rehaussé leur crédit de façon très appréciable, et ils y songèrent. Dans les premiers jours de novembre 1807, Michel, qui avait passé le début de l'automne à Paris, regagna l'Espagne. La veille de son départ, il avait eu avec le grand-duc de Berg une longue conversation et sitôt arrivé à Madrid, sans même prendre le temps de se présenter à Beauharnais, qui s'en vexe, il eut avec Godoy une conférence prolongée (20 novembre). Le résultat en fut un projet de mariage entre Ferdinand et une nièce de Murat. L'idée n'était pas neuve, on le sait, et avait déjà couru dans le public, mais les circonstances lui donnaient un intérêt particulier : à Godoy, inquiet à la pensée que Ferdinand épouserait une princesse française, elle offrait du moins la consolation que cette princesse ne lui serait pas hostile, étant la nièce de son ami, et à Murat elle donnait l'espoir que son crédit auprès de Napoléon serait accru de tout celui de l'Espagne. Il n'est pas certain que l'empereur ait été pressenti sur

(1) Izquierdo à Godoy, 3 novembre : NELLERTO, III, 7 ; Murat au même, même jour : *Lettres et documents*, éd. Le Brethon, V, 225.

(2) Témoignage (?) de M^{me} DE RÉMUSAT, *Mémoires*, III, 253 (plus ou moins contredit d'ailleurs, *ibid.*, II, 308, III, 263 et 267).

ce chapitre, mais il serait bien étonnant que dès ce moment le grand-duc de Berg n'ait pas tout au moins agi auprès de lui dans le sens d'un mariage français pour Ferdinand (1).

Alla-t-il plus loin ? C'est possible. On n'est pas tenu d'ajouter foi à l'affirmation de Talleyrand, qui à Fontainebleau l'accusa d'aspirer à la couronne d'Espagne, mais il est permis de se demander quel était cet autre projet espagnol auquel Murat mêlait Jérôme. Il est certain qu'il donna mission à Michel d'obtenir pour celui-ci la Toison d'Or. Il est certain aussi que le banquier était chargé de mener à Madrid une négociation qui reste obscure, mais qui portait sur le roi de Westphalie. Par quelle combinaison le grand-duc de Berg rapprochait-il de façon aussi inattendue Jérôme et l'Espagne ? N'aurait-il pas caressé l'espoir de le remplacer en Westphalie si jamais Napoléon s'avisait de placer son frère sur le trône de Portugal — voire d'Espagne ? En ce cas, c'eût été pour lui une raison nouvelle de pousser l'empereur à intervenir dans les affaires de la Péninsule (2).

Si l'on peut deviner à peu près le sens dans lequel s'exerça l'influence de Murat, il ne faut pas se dissimuler qu'elle dut être faible. Celle de Champagny fut probablement plus marquée, tout en étant bien loin d'être décisive, mais les indices qui permettent d'en soupçonner l'orientation sont plus minces encore, et pour rechercher quel pouvait être l'avis du ministre en matière de politique espagnole on ne peut guère s'appuyer que sur deux initiatives qu'il prit vers la fin de 1807. Le 9 septembre, Cretet, ministre de l'Intérieur, l'avait prié d'apporter son aide à des recherches sur l'étendue des différentes langues usitées en France : désirant que ce travail fût poussé quelque peu au-delà des frontières, il lui demandait d'indiquer, avec les limites de l'allemand, celles qui séparaient en Espagne le castillan du basque, et de « l'espèce de patois français commun à la Catalogne, au royaume de Valence, aux îles Baléares. » L'ambassade de Madrid fournit les renseignements sollicités, qui furent

(1) D'après ses papiers de famille, le comte Murat (dans *Murat, lieutenant de l'Empereur en Espagne*, 112) expose que Murat s'était fait remettre un rapport sur les possibilités de mariage espagnol, qu'il avait soumis ses vues à Napoléon, qui avait paru les approuver. — Beauharnais à Champagny, 23 novembre : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 340. Michel à Murat, le 24 : MURAT, *Lettres*, éd. Le Brethon, V, 232.

(2) Noter que d'après la constitution du royaume de Westphalie, promulguée le 15 novembre 1807, l'héritage de Jérôme devait revenir à Murat après Napoléon, Joseph et Louis. — Michel à Murat, 24 novembre, 25 décembre : *ibid.*, 232, 235. — Sur l'instabilité de Murat dans le grand-duché de Berg et le peu de pouvoir réel que Napoléon lui laissait, cf. SCHMIDT, *Le grand-duché de Berg*, 63, 65.

transmis à l'Intérieur le 12 novembre (1). Il n'y a rien dans cette correspondance qui puisse surprendre, mais on est étonné, alors que Cretet n'avait sollicité aucune précision complémentaire, de voir Champagny porter un intérêt subit à la question et demander à Beauharnais pour sa propre documentation, le 24 novembre, des détails nouveaux sur les idiomes de l'Espagne septentrionale. Y a-t-il plusieurs langues dans le pays basque, en Catalogne, dans le royaume de Valence, aux Baléares ? Quelles différences présentent-elles ? Comment explique-t-on l'origine de ces différences ? Une question est posée spécialement sur le nord de l'Aragon, dont personne n'avait parlé jusque-là : « La langue de ce pays ne tiendrait-elle à aucun des idiomes utilisés en France ? » (2) Il est bien permis de voir un rapport entre ces questions et les vues de Napoléon sur la rive gauche de l'Èbre. Sans doute, c'était le rôle de Champagny de renseigner l'empereur sur cette question, mais il est trop visible par la façon dont il revint sur l'affaire et par la manière insidieuse dont il posait les questions, qu'il eût préféré recevoir des réponses susceptibles de justifier les idées d'annexion (3). Au moment où l'on négociait le traité de Fontainebleau, Napoléon avait demandé des renseignements statistiques sur l'Espagne. Champagny les lui envoya le 25 : et, *de son chef*, il y ajouta un tableau détaillé relatif aux populations de la rive gauche de l'Èbre (4). Sans que la chose ait rien de décisif, on ne peut s'empêcher de penser que cette initiative, cet empressement à attirer sur ces provinces l'attention de l'empereur, ne sont pas d'un homme hostile aux projets d'annexion. On a remarqué plus haut que la population des régions envisagées s'élevait à près de deux millions d'âmes (1.910.000), ce qui équivalait à peu près à celle de la partie centrale du Portugal, que Napoléon fit mettre en réserve pour la donner à l'Espagne ou l'échanger

(1) Cretet à Champagny, 9 septembre 1807 ; Champagny à Beauharnais, le 16 (et réponse du 12 octobre : il y a 2.345.044 habitants de langue basque (?) sur 2.226 lieues carrées (?)) ; le basque espagnol est semblable à celui de la Haute-Navarre et de la Soule ; Valence, les Baléares, la Catalogne parlent « une espèce de patois ou jargon à peu près comme celui usité dans le midi de la France » ; à Cretet, 12 novembre : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 27, 46, 135, 285.

(2) Champagny à Beauharnais, 24 novembre 1807 ; réponse du 31 décembre : dans le nord de l'Aragon on ne parle que le castillan. A. E., *Esp.*, v. 672, f. 346, 348.

(3) Il n'est guère possible que Beauharnais ait demandé ces renseignements complémentaires sur l'ordre de Napoléon : il quitta Fontainebleau le 17 novembre et rejoignit l'empereur à Milan le 25 (A. N., AF IV 1706 E) ; or sa demande est du 24 et dans les lettres que Napoléon lui adressa avant cette date on ne voit pas trace de cette affaire.

(4) Champagny à Napoléon, 25 octobre 1807 : A. N., AF IV 1680, 8^e doss.

avec elle le jour de la paix (1). Que l'idée première du troc soit venue de Napoléon et qu'il en ait dit un mot à Champagny, c'est plus que probable : mais que Champagny ait de lui-même apporté le renseignement statistique qui soulignait la possibilité du troc, cela laisse bien à penser qu'il était fort disposé à suivre docilement la pensée de l'empereur, et à la précéder s'il le pouvait. Ce n'était donc pas de ce côté qu'il fallait chercher un élément de modération et de pondération (2).

Ce n'était pas non plus du côté de Talleyrand. Bien qu'il eût quitté les Relations Extérieures, le prince de Bénévent avait conservé une influence sensible dans le domaine de la politique étrangère. On racontait que cette influence allait être affermie encore par les fonctions d'archichancelier d'État que depuis la fin d'octobre il remplissait en l'absence d'Eugène et qui lui donnaient la haute main sur le protocole et sur les cérémonies diplomatiques (3). On avait remarqué qu'au moment de l'alerte de l'Escorial il avait été chargé, sur le même pied que Champagny et même de façon plus directe encore, de mener les pourparlers avec Izquierdo. Ce dernier faisait naturellement tout son possible pour se le concilier, et il paraissait y réussir, car le prince de Bénévent affectait à son égard une grande cordialité (4). Mais le Navarrais eût pu se faire une réflexion qu'eut Metternich un peu plus tard : « Des hommes comme M. de Talleyrand sont des instruments tranchants avec lesquels il est dangereux de jouer » (5). Car en même temps que Talleyrand tranquilisait et rassurait le négociateur de S. M. C., il est plus que probable qu'il poussait Napoléon à ne pas observer le traité de Fontainebleau.

A vrai dire, aucune preuve matérielle ne permet de l'affirmer. Tout se passa oralement, et s'il y eut quelque écrit, si Talleyrand a

(1) Remarque et hypothèse de Conard, *Napoléon et la Catalogne*, 32-34. Champagny prenait ses renseignements dans un tableau de la population de l'Espagne, non daté, mais probablement d'avril 1807 : A. E., *Esp.* v. 20 supplément, f. 70. On peut citer pour mémoire le témoignage de Talleyrand, qui accuse Champagny d'avoir poussé Napoléon à l'intervention en Espagne : M^{me} DE RÉMUSAT, *Mémoires*, III, 266.

(2) Vers le début d'octobre 1807, Champagny aurait dit confidentiellement (d'après un agent d'Araújo à Paris) : « Qu'on soit tranquille à Lisbonne... Ce n'est point au Portugal que nous visons... tant s'en faut. » (?) Strangford à Canning, 14 octobre, *Record Office*, F. O. 63, 55.

(3) Masserano à Cevallos, 27 octobre 1807 : A. *Histórico N., Estado*, c. 5217. Napoléon à Talleyrand, le 25 : *Corr.*, 13.295.

(4) Izquierdo à Godoy, 15 novembre 1807 : NELLERTO, *Memorias*, III, 7.

(5) A Stadion, 24 septembre 1808 : dans METTERNICH, *Mémoires*, II, 237.

remis à l'empereur, comme celui-ci l'affirma à Sainte-Hélène, un mémoire pour l'engager à détrôner les Bourbons d'Espagne, toutes les mesures voulues ont été prises pour effacer ces traces compromettantes. On sait en effet avec quelle minutie Talleyrand a expurgé les archives. Par exemple, on a l'impression bien nette qu'il entretenait en Espagne un service personnel de renseignements, et c'est très probablement pour ses agents qu'il lui arrivait de demander en secret à l'ambassade d'Espagne des passeports en blanc, sans date et dûment signés (1) ; mais de toute cette organisation il n'est resté dans les archives françaises que ce rapport de Roncourt qu'on a eu l'occasion de signaler, et auquel on peut ajouter, pour le Portugal, ces deux ou trois dépêches, déjà mentionnées aussi, qui attestent que Talleyrand faisait d'Herman son informateur particulier à Lisbonne. Des archives étrangères, qui par ailleurs sont les sources les plus sûres et les plus abondantes sur les intrigues de Talleyrand, il n'y a évidemment rien à attendre sur ces entretiens de Fontainebleau. On en est donc réduit aux témoignages des contemporains, qui sont peu nombreux et suspects, sinon quant au fait même de ces conversations entre Talleyrand et l'empereur, lesquelles frappèrent par leur fréquence et leur durée, du moins quant aux conseils que le prince de Bénévent a pu y donner sur les affaires de la Péninsule. Son amie M^{me} de Rémusat prétend qu'il devinait les projets de son maître sur l'Espagne et qu'il a fait tout son possible pour lui ouvrir les yeux sur les difficultés de l'entreprise (2). Napoléon à Sainte-Hélène affirma nettement le contraire : « Talleyrand, dit-il, poursuivit avec persévérance le projet du détronement de la dynastie espagnole des Bourbons... Il ne manquait pas une occasion de me rappeler la conduite plus qu'équivoque du cabinet de Madrid en 1806 et la fameuse proclamation du prince de la Paix... Il alla jusqu'à me remettre un mémoire sur les griefs de la France contre Charles IV et son favori, en me proposant de prendre à l'égard de l'Espagne un parti décisif... (3) *Le moment est venu* [lisait-on dans ce mémoire] *de déclarer que la dernière branche de la maison de Bourbon a cessé de régner* » (4). Méneval confirme les déclarations de l'em-

(1) Cf. par exemple Masserano à Cevallos, 5 avril 1807 : A. *Histórico N., Estado*, c. 5216. On peut penser que sous Azara et Hervas les complaisances de cette sorte ne laissaient pas de traces.

(2) M^{me} DE RÉMUSAT, *Mémoires*, II, 313 et III, 260, 265, 266, 267.

(3) « Il m'a remis vingt mémoires pour me le prouver », dit Napoléon à Roederer : ROEDERER, *Journal*, 245.

(4) MONTMOLON, *Récits de la captivité*, 21 novembre 1820 : II, 441, 444.

pereur : « Dans des conversations confidentielles avec Napoléon, conversations où il jouait surtout le rôle d'auditeur, Talleyrand jetait avec les apparences d'une réserve étudiée le conseil à l'empereur de profiter des mésintelligences qui divisaient la cour d'Espagne pour changer la dynastie... Comme variante à cette mesure extrême, il proposait d'obtenir de l'Espagne des cessions de territoires qui la missent dans notre dépendance. J'ai été témoin de plusieurs de ces entretiens, qui avaient lieu assez souvent dans le cabinet de l'empereur » (1). Le débat serait difficile à départager si l'on considérait uniquement les conversations de Fontainebleau, mais le doute n'est guère permis quand on envisage, non plus seulement ces quelques semaines, mais l'ensemble de la politique que Talleyrand a suivie à l'égard de l'Espagne. Avant Fontainebleau, ce sont ses connivences avec le Portugal et la protection dont il ne cesse de le couvrir, à la fois parce qu'il y trouve son intérêt personnel et parce que sa politique générale le lui prescrit ; c'est son attitude hostile au gouvernement de Madrid, dictée par son désir de défendre Lisbonne et par ses rancunes personnelles, ce sont ses conseils malveillants lors de la guerre des Oranges et de la crise du subside, c'est le rôle de naufrageur qu'en 1806 il joue dans la négociation Izquierdo, — ce sont, on peut le dire, dix ans de politique anti-espagnole. Après Fontainebleau, son rôle a été souvent étudié et mis en lumière : on sait comment il approuva sans réserve le détronement des Bourbons et l'établissement de Joseph en Espagne, comment il exhorta l'empereur à mater le soulèvement national (2). Cette ligne de conduite est suffisamment nette pour qu'on puisse se persuader que dans les entretiens de Fontainebleau il n'en a pas suivi d'autre, et qu'il a poussé Napoléon, soit à l'annexion de la rive gauche de l'Èbre, soit (et cela paraît même plus probable) au détronement des Bourbons.

Il est impossible de dire dans quelle mesure les conseils de Talleyrand ont pu peser sur la décision de Napoléon. Toutefois, on ne saurait manquer de constater l'unanimité avec laquelle, en cet automne de 1807, les sphères gouvernementales comme l'opinion publique s'orientent vers l'idée d'une intervention en Espagne. A

(1) MÉNEVAL, *Mémoires*, II, 135.

(2) Sur la complicité de Talleyrand, à partir de 1807, dans l'affaire espagnole, cf. CONARD, *Napoléon et la Catalogne*, 34-35. Cf. aussi GEOFFROY DE GRANDMAISON, *Talleyrand et les affaires d'Espagne en 1808*, WELSCHINGER, *Talleyrand et la guerre d'Espagne*, 501, GRASSET, *La guerre d'Espagne*, 224, et *Napoléon et l'Espagne*, etc.

ces influences convergentes, il paraît difficile de croire que l'empereur ait complètement échappé.

V

L'ÉVOLUTION DE L'IDÉE D'INTERVENTION

L'ALERTE DE L'ESCORIAL. — L'affaire de l'Escorial avait été pour l'empereur une chaude alerte. Ses intrigues avec Ferdinand découvertes, la manœuvre secrète qu'il menait en octobre pour s'assurer la docilité de l'Espagne éventée, qu'allait faire son allié Charles IV, qu'advierait-il du traité de Fontainebleau, que deviendraient les seize colonnes de Junot éparpillées de Burgos à Salamance ? On sait comment, sur le terrain politique, Napoléon rétablit la situation en menant contre Masserano et Izquierdo une énergique contre-attaque. Sur le terrain militaire on le voit en même temps se mettre en état de défense et se tenir prêt à parer aux suites que pourrait avoir le malencontreux scandale du 27 octobre. — Il possède à ce moment un corps disponible, le *deuxième corps d'observation de la Gironde*, qu'il a créé récemment (12 octobre 1807) à l'aide des légions de réserve : le 3 novembre, il l'organise, il le constitue définitivement à trois divisions de 7 bataillons chacune, il place à sa tête un chef d'élite, Dupont, et ordonne qu'il soit prêt à agir le 1^{er} décembre (1). Au moment où il prend ces dispositions, Napoléon a-t-il déjà reçu le billet de Beauharnais qui annonçait l'arrestation de Ferdinand et qui était parti le 27 octobre à minuit ? C'est possible, mais non certain. En revanche, les ordres du 11 novembre, eux, ont évidemment été rédigés sous l'influence de l'inquiétante lettre que Charles IV a envoyée le 3. Alors que le 22 octobre l'empereur écrivait encore : « Je ne veux pas envoyer à l'armée de la Gironde des hommes mal habillés et des cadres incomplets ; l'urgence n'est pas assez grande pour cela », le 11 novembre il enjoint de presser la marche de l'artillerie, de former les divisions de Dupont à mesure que les bataillons arriveront et sans se préoccuper des prescriptions antérieures, d'accélérer le rassemblement

(1) Napoléon à Clarke, 3 novembre 1807 : *Corr.*, 13.323.

en supprimant les séjours et en doublant les petites étapes (1). Le 13, ordre est donné à la 1^{ère} division d'entrer en Espagne immédiatement, avec un approvisionnement en cartouches renforcé, de s'établir à Vitoria et de surveiller le pays (2). En même temps, Napoléon constitue une nouvelle masse de manœuvre. Ce sera le *corps d'observation des côtes de l'Océan*, créé le 5 novembre à l'aide des unités d'infanterie et de cavalerie qui ont été tirées en octobre de l'armée de réserve du Rhin. Ce corps doit d'abord se constituer en Lorraine et autour de Paris, mais le 11 novembre encore de nouveaux ordres transfèrent le point de concentration à Bordeaux ; on s'y rendra le plus rapidement qu'il sera possible ; une partie de l'infanterie doit même être transportée en poste, par convois de 1.000 hommes se suivant à six heures de distance. Le 12, il est vrai, après les assurances données par Masserano et Izquierdo, l'empereur renonce à ce mode de déplacement trop coûteux : « Les circonstances sont moins urgentes aujourd'hui » (3). Enfin, et ce dernier symptôme est le plus caractéristique, le 11 novembre toujours, Napoléon fait mettre en état de défense la frontière des Pyrénées : les places seront armées pour le 20, on leur affectera des compagnies d'artillerie, on y constituera des dépôts de vivres pour 15 à 20 jours, on fabriquera 200.000 rations de biscuit à Perpignan et 300.000 à Bayonne, — le tout en observant un secret rigoureux, surtout du côté de la Catalogne et jusqu'au 25 au moins, date à laquelle Napoléon aura reçu la réponse de l'Espagne et sera fixé sur ses intentions (4).

Tous ces ordres représentaient beaucoup de dépenses, beaucoup de fatigues pour les troupes, beaucoup de trouble et de confusion partout, et l'on peut être sûr que Napoléon ne les a donnés que parce qu'il les a crus indispensables. Leur importance fait comprendre combien fut chaude l'alerte que lui causa l'affaire de l'Escorial. Cependant, il ne faudrait pas voir dans toutes ces mesures militaires la seule crainte d'une tension avec l'Espagne, de simples précautions défensives. On a en effet l'impression bien nette que l'empereur

(1) A Clarke, 11 novembre 1807 : *Corr.*, 13.343. GRASSET, *Guerre d'Espagne*, I, 240, 244.

(2) A Clarke, 13 novembre ; à Champagny, le 24 : *Corr.*, 13.353, 13.369. GRASSET, I, 245.

(3) Napoléon à Clarke, 5, 11, 12 novembre 1807 ; à Bessières, le 12 : *Corr.*, 13.326, 13.343, 13.349, 13.350. GRASSET, I, 254-259.

(4) Napoléon à Clarke, 11 novembre : *Corr.*, 13.343. On peut aussi signaler un ordre du 3 (à Clarke, *Correspondance inédite*, éd. Picard, I, 679) envoyant deux bataillons à Perpignan ; mais il faut répéter qu'à cette date Napoléon ne connaissait peut-être pas encore l'affaire de l'Escorial.

songeait en même temps à repartir de l'avant, que l'échec de sa manœuvre secrète d'octobre ne l'avait nullement rebuté, qu'il n'avait point renoncé à intervenir dans les affaires intérieures espagnoles et à y établir son influence de façon à n'avoir plus d'inquiétudes sur la solidité de l'alliance. Les informations qu'il fit prendre à cette époque sur la situation intérieure de l'Espagne sont significatives. Pour en obtenir, c'est à Izquierdo qu'il s'adressa tout d'abord ; il était en effet persuadé que le Navarrais était mis par son maître dans la confiance de toutes les intrigues du palais : « C'est là l'œuvre du prince de la Paix et de ce maudit coquin d'Izquierdo ! » s'était-il écrié quand il avait appris toute l'étendue du scandale. Il fit donc subir à l'agent de Godoy, par l'intermédiaire de Duroc et de Champagny, de véritables interrogatoires : qu'advierait-il de Ferdinand s'il était reconnu coupable ? serait-il jugé par les Cortès ? (cette notion des Cortès et de leur rôle dans le royaume était une des plus solidement enracinées et des plus fausses que Napoléon eût sur l'Espagne). En particulier, il fit presser Izquierdo de questions sur le caractère du prince héritier et sur la force que pouvait avoir son parti ; à quoi Izquierdo répondit naturellement que ce parti était une insignifiante coterie, et que l'autorité de Charles IV était si bien assise que « les cannes des alcazils de Madrid suffiraient à maintenir l'Espagne dans la tranquillité et le calme » (1). L'empereur se préoccupait également de faire examiner la situation sur place. Il était vraiment temps de chercher à se renseigner sur l'Espagne de façon sérieuse, et au lieu d'envoyer Tournon passer six jours à Madrid, il eût peut-être mieux valu posséder alors une collection de bonnes dépêches rédigées par des ambassadeurs de confiance. Du moins Napoléon recommanda-t-il à Tournon, en l'envoyant porter sa réponse à Charles IV (13 novembre), d'observer très soigneusement l'opinion espagnole et ses sentiments à l'égard de Godoy et de Ferdinand. Beauharnais de son côté fut invité à donner plus de détails et de précisions (2). En outre, et le fait est symptomatique, les Relations Extérieures se procuraient des renseignements sur l'état de l'armée espagnole ; Dhermand, l'ancien consul à Madrid, et Jérôme de Serra, qui y avait été ministre de la République ligurienne jusqu'en 1805, en fournirent de circonstanciés sur les effec-

(1) Izquierdo à Godoy, 15 novembre 1807 : NELLERTO, *Memorias*, III, 7.

(2) Napoléon à Tournon, 13 novembre 1807 : *Corr.*, 13.354. Champagny à Beauharnais, le 16 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 299.

tifs, sur leur distribution, sur la valeur des principaux généraux (1).

Tout cela ne donne guère l'impression que Napoléon, après l'échec de son plan d'octobre, de son plan d'intervention dans les affaires intérieures espagnoles, songe pour autant à l'abandonner. Tout au contraire, il pense à reprendre la manœuvre, en se réservant seulement de la modifier suivant les circonstances. Or les circonstances l'amenaient à ce moment même à regarder plus que jamais les Bourbons comme incapables et peu sûrs.

LES MÉFIANCES DE NAPOLÉON. — L'antipathie que Napoléon portait à la maison de Bourbon était assez naturelle et bien connue. On a vu que dans ses rapports à l'empereur Montgaillard faisait ouvertement état de l'incompatibilité foncière existant entre les deux dynasties. Talleyrand avait dit, sitôt après le renversement de Ferdinand de Naples : « Tout cela ne sera achevé que lorsqu'il n'y aura plus un Bourbon sur un trône d'Europe. » A Fontainebleau, parlant des projets de l'empereur, il aurait déclaré : « C'est un mauvais voisin pour lui qu'un prince de la maison de Bourbon, et je ne crois pas qu'il puisse le conserver. » Jérôme écrivit à Lucien quelques mois plus tard : « Entré~notre maison et celle de Bourbon il ne peut y avoir ni paix ni traité, qu'autant que l'une sera absolument plus faible que l'autre » (2). Napoléon lui-même aurait confié à Jourdan, dès 1805, qu'un Bourbon en Espagne lui paraissait un voisin dangereux. A Bayonne et après Bayonne il fit des déclarations très nettes sur l'antipathie qu'il ressentait depuis longtemps à l'égard des Bourbons de Madrid : « Tant que les Bourbons règnent en Espagne, dit-il à Escoiquiz, je ne puis espérer d'alliance sincère avec elle... Les intérêts de mon Empire exigent que la maison de Bourbon, que je dois regarder comme une ennemie implacable de la mienne, ne règne plus en Espagne » (3). On peut facilement ajouter foi à ces déclara-

(1) Dhermand aux Relations Extérieures, 11 novembre 1807 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 278. Etat de Serra du 14 novembre 1807 : A. N., AF IV 1680, 8^e doss. (placé par erreur en avril aux A. E., *Esp.*, v. 20 supplément, f. 71). Tournon avait aussi reçu mission d'observer les préparatifs militaires de l'Espagne.

(2) M^{me} DE RÉMUSAT, *Mémoires*, II, 313 ; III, 365. Jérôme à Lucien, 25 mars 1808 : dans IUNG, *Lucien Bonaparte*, III, 139.

(3) « Puis-je oublier que les intérêts de ma maison et de mon empire exigent que les Bourbons ne règnent plus en Espagne ? » Dans ESCOQUIZ, *Memorias*, 424, 402, 422. Cf. PRADT, *Mémoires*, II, 297, 300, etc. GRASSET, *Napoléon et l'Espagne*, 495.

rations de l'empereur. Après Iéna et Friedland qui venaient d'éteindre encore sa gloire militaire, après Tilsit qui avait placé sous son influence la moitié de l'Europe, il entra dans cette période où son ambition allait devenir démesurée, sans limites. L'idée dynastique, l'orgueil dynastique croissaient en lui, et alors que tout autour de son empire, à Naples, en Westphalie, en Hollande, sa race essaimait sur tous les trônes, il ne pouvait voir qu'avec irritation subsister à ses côtés cette vieille lignée royale qu'il avait remplacée en France, ces Bourbons dont il dit un jour à Metternich : « Ce sont mes ennemis personnels ; eux et moi ne pouvons occuper en même temps des trônes en Europe » (1).

En cette fin de 1807 précisément, il semblait que le gouvernement de Charles IV laissât transparaître des sentiments peu cordiaux à l'égard de l'empereur. Masserano et Frias se distinguaient, ainsi que leur entourage, par leurs propos hostiles au régime et leurs relations avec l'opposition ; Masserano en particulier avait noué une amitié fort suspecte avec le comte de Richteren, un Hollandais naturalisé Espagnol, ministre de S. M. C. en Hollande, puis près les villes hanséatiques, lequel, avec sa femme, très intelligente et intrigante, se faisait remarquer par son animosité contre le gouvernement (2). Napoléon traitait d'ailleurs Masserano et Frias en conséquence ; il agit toujours à l'égard du premier avec un parfait sans-gêne, et quand le second, après ses audiences de congé (24 janvier 1808), reçut le cadeau d'usage, ce cadeau fut d'une mesquinerie significative (3). A la *Secretaría de Estado*, Napoléon pouvait sentir aussi de sourdes réserves. Madrid avait mis près de deux mois à répondre à la lettre par laquelle l'empereur annonçait (25 août) le mariage de Jérôme (4). L'Espagne n'avait toujours pas reconnu officiellement Joseph comme roi de Naples. Elle le considérait comme « reconnu en essence », mais se prévalait du fait qu'il ne lui avait pas fait

(1) « Il me faut sur le trône espagnol un prince qui n'ait aucune inquiétude sur mon compte et qui de son côté ne m'en donne pas. » Metternich à Stadion, 17 août 1808 : METTERNICH, *Mémoires*, II, 209.

(2) Bulletin de Fouché, 3 novembre 1807 : HAUTERIVE, *La police secrète*, III. Rapport de police à Fouché, 20 septembre 1808 : A. N., F^o 6513.

(3) « Si nous étions plus forts..., se serait-il écrié en rentrant à l'ambassade, je le donnerais à mon valet de chambre ! » LANZAC DE LABORIE, *Paris sous Napoléon*, III, 262. Masserano à Cevallos, 25 janvier 1808 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5218. Napoléon à Champagny, 15 janvier 1808 : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 43.

(4) Cevallos affirma, il est vrai, qu'elle n'était parvenue à destination que le 14 octobre ; il n'est pas impossible que les bureaux français aient omis de l'expédier ou les bureaux espagnols de la transmettre. Cevallos à Masserano, 18 octobre 1807, *A. Histórico N., Estado*, c. 5217.

part officiellement de son élévation au trône pour ne pas envoyer la reconnaissance officielle (1). Sans doute, c'était Napoléon lui-même qui avait recommandé, on le sait, de glisser sur cette question, mais c'était là une situation qui provoquait des commentaires dans le public, et l'on peut croire que la formalité de la reconnaissance eût causé à Napoléon un plaisir d'autant plus grand qu'elle eût été plus spontanée. Ces petits symptômes s'ajoutaient aux alertes qui à plusieurs reprises étaient venues du côté des Pyrénées, ils s'ajoutaient aux souvenirs d'octobre 1806 pour donner l'impression que le gouvernement de Charles IV n'était pas sincèrement attaché à l'empereur : « Mes troupes ne seraient pas entrées dans ce pays si le gouvernement eût été de bonne foi dans l'alliance », dira Napoléon en 1810 (2).

Au moment de l'affaire de l'Escorial, la méfiance de l'empereur à l'égard de la cour espagnole se trouva accrue encore par les affaires de Portugal. Le régent, qui avait rejeté l'ultimatum français le 25 septembre 1807, faisait maintenant tous ses efforts pour renouer les pourparlers et pour arrêter par des négociations la marche de Junot. Mais Napoléon n'avait jamais oublié ce qui s'était passé lors de la guerre des Oranges : l'Espagne se prêtant tout d'un coup, comme ses troupes venaient de passer la frontière, à des pourparlers de ce genre qui finirent par une paix boiteuse et sauvèrent le Portugal. Ce souvenir et ce souci ne le quittèrent point tant que Junot ne fut pas entré à Lisbonne, et constamment on le vit pousser son armée à une vitesse de plus en plus folle pour en finir plus vite, et en même temps exhorter l'Espagne à la fermeté. « Il n'y a pas un moment à perdre », faisait-il mander à Junot sitôt la rupture décidée, le 12 octobre. Le même jour il écrivait à Champagny : « Dites bien [à l'Espagne] qu'il ne s'agit pas de faire comme dans la dernière guerre, qu'il faut marcher droit à Lisbonne » (3).

Le 25 septembre, lorsque le régent avait refusé de rompre catégoriquement et sur-le-champ avec l'Angleterre, il avait donné deux prétextes. L'un était qu'il désirait avertir des hostilités prochaines

l'escadre qu'il avait détachée devant Alger pour racheter des captifs. L'autre était qu'il voulait avant toute chose envoyer au Brésil son fils le prince de Beira, afin d'empêcher la colonie de se déclarer indépendante ; ce projet avait été élaboré par le Conseil d'État du 2 septembre : on pensait donner à l'infant le titre de *Condestavel do Brazil* et le faire accompagner par un conseil d'anciens vice-rois et gouverneurs (1). Ces conditions préliminaires équivalaient à renvoyer la rupture avec l'Angleterre à une date indéterminée. Aussi le cabinet portugais crut-il sage de faire une concession à Napoléon, au moins sur cette question de date, et le 3 octobre le régent lui envoya une lettre personnelle : il continuait à refuser la confiscation des marchandises britanniques, mais il promettait que les ports seraient fermés aux Anglais le 20, il assurait l'empereur de sa « ferme adhésion à la cause continentale » et le priait en retour d'arrêter la marche de ses troupes (2). « Au nom de Dieu, écrivait en même temps Araújo à Rayneval, revenez tous ici et ne nous envoyez pas des héros à moustache » (3). Le 6, son inquiétude croissant, le prince Jean rédigea à l'adresse de Napoléon une deuxième lettre, qui lui proposait cette fois une alliance offensive et défensive, et annonçait l'envoi d'une ambassade extraordinaire avec pleins pouvoirs (4). Le 10 enfin, Rayneval recevait une troisième lettre du régent pour Napoléon (datée du 8) répétant les offres de la deuxième et demandant encore à l'empereur d'arrêter la marche de Junot (5). Quelques jours après, un immense convoi de 82 voiles quittait Lisbonne sous la protection d'une frégate britannique : il emmenait les Anglais domiciliés dans la ville, avec leurs marchandises et une grande quantité de coton qu'ils s'étaient fait remettre en paiement de leurs créances. Au même moment, ceux de Porto prenaient également la

(1) Araújo à Rayneval, 25 septembre : BIKER, XIV, 295. Strangford à Canning, les 8, 27 : *Record Office*, F. O. 63, 55. Rayneval à Champagny, le 28 : A. E., *Port.*, v. 126, f. 387.

(2) Le régent à Napoléon, 3 octobre 1807 : BIKER, XIV, 328, et A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 198. Araújo à Rayneval, et Rayneval à Champagny, le 3 : v. 126, f. 397, 398. — Le régent usa de la formule : « Monsieur mon Frère et Cousin » ; il ne tenait donc aucun compte des aigres observations que Napoléon avait faites sur ce sujet à Lima, en août, ni du fait que Napoléon dans une lettre de protocole qu'il lui avait adressée le 25 août (*ibid.*, f. 352, 355) avait intentionnellement réduit la formule à « Monsieur mon Frère ».

(3) Araújo à Rayneval, deux lettres personnelles, 3 octobre 1807 : A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 194, 196. Rayneval et Campo-Alange s'étaient retirés à Aldea Gallega, à quelques kilomètres de Lisbonne.

(4) Le régent à Napoléon, 6 octobre 1807 : A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 203.

(5) Du même au même, et Araújo à Lima, le 8 : BIKER, XIV, 234, et *Neg. Estr.*, Lisbonne, *caixas de asuntos diversos*. Rayneval à Champagny, Badajoz, le 10 : A. E., *Port.*, v. 126, f. 402.

(1) A cette même époque Cevallos blâma le chargé d'affaires à Naples, Pio Gómez, d'avoir placé les armes royales à sa porte, car il n'était « pas accrédité en bonne forme », étant donné que l'Espagne n'avait pas reconnu officiellement Joseph. Gómez à Cevallos, 27 novembre 1807, et réponse en marge : *A. Histórico N., Estado*, c. 5669.

(2) Paroles de Napoléon à Hervas, lors de sa mission à Paris en 1810 : récit d'Hervas, A. N., AF IV, 1710 D, 3^e doss.

(3) Napoléon à Champagny et à Clarke, 12 octobre 1807 : *Corr.*, 13.235, 13.237.

mer sur 60 bâtiments escortés par deux frégates, emportant pour 15 millions de francs de vin et la plus grande partie de leur mobilier (1). Le 20 octobre, suivant la promesse faite à la France, un *édit* déclara les ports fermés aux Anglais, et le 23 l'entrée de Lisbonne fut effectivement refusée à un convoi de morue portant pavillon britannique (2).

Il ne pouvait échapper à Napoléon que ces concessions, suivant de si près le rejet de son ultimatum, n'avaient d'autre but que de gagner du temps et peut-être de renouer avec l'Espagne ces pourparlers *in extremis* qui avaient sauvé le Portugal en 1801. Le départ des Anglais de Lisbonne avait été volontaire, et il était trop évident que le régent se réjouissait de voir se résoudre aussi facilement l'embarrassant problème de leur arrestation (3). La crainte de faire capturer l'escadre de la Méditerranée n'était que prétexte à tergiversations ; Napoléon apprit d'ailleurs bientôt que cette escadre était rentrée à Lisbonne le 8 octobre (4). Quant au départ pour le Brésil du prince de Beira, l'empereur avait déclaré à Lima, dans la scène fameuse du 14 octobre, que c'était pure comédie, jouée de concert avec Londres, et qu'il ne s'y tromperait pas. De fait, cet embarquement qu'on présentait comme la préface de la rupture avec l'Angleterre était réclamé tous les jours et instamment par Strangford lui-même, car le jeune prince une fois au pouvoir des escadres britanniques eût été un otage précieux ; et si le régent retardait cet embarquement, c'était sans doute pour gagner du temps du côté de la France, mais surtout parce qu'il se doutait bien que les Anglais, quand ils auraient l'infant entre leurs mains, ne garderaient plus à l'égard du Portugal aucun ménagement (5). Napoléon ne fut

(1) Mure, vice-consul de France à Lisbonne, et Guinebaud, consul à Porto, à Champagny, 10, 17, 18 octobre 1807 : A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 205, 211.

(2) Mure à Champagny, 24 octobre : *ibid.*, f. 220. Texte de l'*édit*, *ibid.*, v. 126, f. 419, et dans CHABY, *Collecção dos documentos...*, VI, 3. Araújo à Gambier, le 20 : BIKER, XIV, 342.

(3) Napoléon savait d'ailleurs qu'on avait promis à l'Angleterre de respecter ses sujets et ses biens ; Araújo l'avait avoué à Rayneval : à Champagny, 28 septembre 1807, A. E., *Port.*, v. 126, f. 387.

(4) Prévenue par une frégate partie le 1^{er} octobre : Mure à Champagny, le 10, *ibid.*, v. 10 supplément, f. 205.

(5) Il avait même demandé à Strangford la promesse (qui fut refusée) qu'une fois l'infant parti on ne verrait pas apparaître une escadre britannique chargée de capturer la flotte portugaise, que l'Angleterre ne mettrait pas la main sur le Brésil, etc. Strangford avait d'ailleurs laissé percer, assez maladroitement, qu'au besoin l'infant pourrait aller à Gibraltar ou à Madère (que les Anglais allaient occuper). L'opposition au départ de l'infant était menée par Lobato, le valet de chambre du régent, par le clergé, par les femmes du palais, en « criailerie continuelle », par des

placards anonymes. — Strangford à Canning, 11, 20, 28 octobre, 2 novembre : *Record Office*, F. O. 63, 55 et 56.

(1) A Champagny, 20 octobre 1807 : *Corr.*, 13.274.

(2) Henry au roi de Prusse, 5, 8 octobre 1807 : A. N., AF IV 1691.

(3) *Corr.*, 13.274, 13.300, 13.306.

(4) Champagny à Beauharnais, 28 octobre : dans WEIL, *Les préliminaires de l'expédition de Portugal*, 18-20. Beauharnais à Godoy, les 24, 28 : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 5216, doss. Beauharnais.

donc pas ébranlé une seconde par les instances portugaises, et il n'accorda aux lettres du prince Jean que quelques mots méprisants : « J'y reconnais l'esprit vague et insensé de M. d'Araújo » (20 octobre) (1). Mais il devait bien penser que le régent avait écrit également à son beau-père Charles IV (et en effet les *Reyes* avaient reçu le 4 octobre une lettre de leur fille et le 7 une de leur gendre) (2). On comprend dès lors le principal motif de la précipitation avec laquelle l'empereur consumma la rupture avec Lisbonne. La première lettre du régent lui parvint le 20 octobre : le 22, le chargé d'affaires de S. M. T. F. était expulsé de Paris et les bâtiments portugais déclarés de bonne prise, le 23 était rédigé le projet du traité avec l'Espagne qu'on signa le 27, et le 28 ordre était donné à Junot d'accélérer encore sa marche (3). Les instructions qu'à ce même moment on envoyait à Beauharnais sont d'ailleurs caractéristiques : ne pas décourager les ouvertures portugaises, de façon que Junot soit accueilli « en ami » à Lisbonne, mais en même temps obtenir de Godoy des ordres pour presser l'allure du corps expéditionnaire, et inviter le favori à répondre aux Portugais « qu'on ne peut s'arranger qu'à Lisbonne ». Beauharnais n'avait du reste pas attendu ces instructions pour talonner le prince de la Paix et pour lui rappeler que l'intention de son maître n'était pas qu'on s'arrêtât « à des demi-mesures, comme dans la dernière guerre » : « Il faut marcher droit à Lisbonne, et que tout soit décidé dans peu de jours » (4). Peu après, l'affaire de l'Escorial donnait à Napoléon, avec un nouveau motif de se défier du gouvernement espagnol, une occasion d'écrire à Charles IV. Il ne manqua pas de glisser dans sa lettre une allusion aux ouvertures portugaises, et il le fit avec une clarté qui ne laisse aucun doute sur la confiance qu'il avait en la fermeté de cet infortuné prince, sollicité de tant de côtés à la fois par son favori, par sa femme, par son fils, par sa fille, par son gendre : « L'expédition de Portugal a manqué déjà, il y a quelques années, et au moment où je croyais que ce grand débouché allait être fermé aux Anglais, Votre Majesté jugea à propos de faire la paix. J'ai trop de confiance dans sa loyauté et ses

principes politiques pour craindre que la même chose arrive aujourd'hui » (13 novembre 1807) (1).

Ainsi exhortée, l'Espagne ne montra d'ailleurs aucune velléité de sortir du droit chemin. A Madrid, où l'on attendait avec impatience la réponse du Portugal à l'ultimatum, on apprit le 7 octobre 1807 dans la nuit que Rayneval avait quitté Lisbonne. Dès lors, Ega ne fut plus traité en ambassadeur et on ne lui procura plus de chevaux pour ses courriers. Dans la nuit du 20 il ôta les armes portugaises de la porte de l'ambassade. La nouvelle de la déclaration de guerre de Napoléon étant arrivée le 30, il fut invité le 31 à quitter Madrid dans les 48 heures et le royaume dans les 10 jours ; Godoy lui refusa une dernière audience, et il partit le 3 novembre (2). La première tentative portugaise de diversion avait donc échoué aussi bien en Espagne qu'en France. Mais Napoléon avait bien montré en cette occasion sa crainte secrète de voir son alliée l'abandonner comme en 1801, et le peu de confiance qu'il avait dans la fermeté du gouvernement de Charles IV, pour ne pas dire dans sa loyauté.

LES MÉCOMPTEs DE LA COLLABORATION ESPAGNOLE. — Une impression défavorable d'un autre genre provenait des conditions dans lesquelles s'opérait la collaboration des corps français et espagnols en marche contre le Portugal. Elle fut marquée par un désordre tel que cette expérience, faite à l'instant décisif où l'empereur cherchait l'orientation nouvelle de sa politique espagnole, renforça certainement dans l'esprit de Napoléon une idée qui y était déjà solidement implantée, celle de la parfaite incapacité du gouvernement de Madrid et du peu de secours qu'on pouvait attendre de lui. D'après la convention de Fontainebleau, un corps espagnol de 6.000 hommes devait occuper le sud du Portugal, un autre de 10.000 marcher sur Porto, et un troisième de 11.000 opérer au centre avec Junot. Le *Ministerio de la Guerra* prévit bien 9.578 hommes pour le premier, confié à Solano, mais seulement 6.584 et 7.593 pour le-

(1) Napoléon à Charles IV, 13 novembre 1807 : *Corr.*, 13.355.

(2) La comtesse d'Ega resta à Madrid, d'où elle faisait passer à Lisbonne les renseignements que lui procurait Strogonoff. — Beauharnais à Godoy, 26 septembre, 7, 30 octobre ; Godoy à Beauharnais, 26 septembre, 1^{er} novembre : *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 5216, doss. Beauharnais. Beauharnais à Champagny, 5, 30 novembre : *A. E., Esp.*, v. 672, f. 255, 364. Ega à Araújo, 16, 20 octobre, 1^{er} novembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne. *legação em Paris*.

second et le troisième, commandés par Taranco et Carrafa ; encore les effectifs réellement mis en ligne furent-ils loin d'atteindre ces chiffres (1). C'étaient de bonnes troupes, mais le règlement français de 1798 qu'on avait adopté pour elles était nouveau pour certaines et les désorientait. En outre, elles avaient à souffrir d'une organisation administrative défectueuse : les régiments n'avaient pas de dépôts, et la direction générale des provisions et des vivres dépendait à la fois de l'*Hacienda* et de la Guerre (2). Le plan de collaboration avec Junot était vague et incertain. Le 20 septembre, Godoy ne le connaissait pas encore, et s'en plaignait. C'est un mois après seulement que Beauharnais l'informa de l'itinéraire que suivrait l'armée combinée : elle devait passer par Salamanque, Ciudad Rodrigo et agir « sur le Tage » (3). Le prince de la Paix fit donc préparer les magasins à Ciudad Rodrigo et porta Carrafa sur cette ville. Mais le 31 octobre Napoléon ordonna à Junot de passer par Alcantara, beaucoup plus au sud : Carrafa changea aussitôt de direction et put arriver à temps au nouveau point de rassemblement (14 novembre), mais les contre-marches forcées, faites sous la pluie, avaient abîmé sa division, et Junot, qui pressait avec impatience la marche des Espagnols et qui menaçait d'entrer seul en Portugal, la trouva à Alcantara (16 novembre) en fort médiocre état (4). L'impression fut mauvaise, et la liaison s'annonçait mal. Les dépêches de Junot à Napoléon traitaient sans indulgence les troupes espagnoles. « Il est impossible, dit-il du régiment qui l'accompagnait, de rien voir de plus mal conduit, de plus indiscipliné et de plus voleur » (5). Le gouvernement de S. M. C. apparaissait donc à l'empereur comme incapable de mettre convenablement sur pied, sur son propre territoire, des effectifs bien réduits cependant.

A plus forte raison se montrait-il hors d'état d'assurer la subsistance de l'armée française. Pour la première partie du trajet, les mesures voulues avaient été prises : Godoy avait averti à temps le

(1) ARTECHE, *Guerra de la Independencia*, I, 532, 152. Les ordres du 30 octobre donnent des chiffres assez différents : GRASSET, *Guerre d'Espagne*, I, 144.

(2) *Historia de la Guerra de España contra Napoleón Bonaparte*, 147, 151.

(3) Godoy à Beauharnais, 20 septembre 1807 ; Beauharnais à Godoy, deux lettres du 28 octobre : *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 5216, doss. Beauharnais.

(4) Beauharnais à Godoy, 14 novembre, transmettant les plaintes formulées par Junot le 13 à Salamanque, et annonçant son arrivée à Alcantara pour le 16 au plus tard, son entrée en Portugal pour le 20. Réponse de Godoy, même jour, incriminant le changement de plan ; 2 bataillons arriveront le 13, 3^e le lendemain, avec 4 escadrons et Carrafa : *A. Histórico N.*, *Estado*, c. 5216, doss. Beauharnais.

(5) Junot à Napoléon, 25 novembre 1807 : *A. N.*, AF IV 1604.

vice-roi de Navarre, et l'ordonnateur en chef Troussel avait multiplié les précautions, feuilles de route détaillées et en deux langues, bons signés d'avance, avis donnés aux villages en temps voulu ; la population accueillait bien les soldats, et Junot constatait avec satisfaction qu'on avait pourvu à tout (1). Mais à partir de Ciudad Rodrigo les récriminations commencèrent. L'administration espagnole était nulle : « Le gouverneur d'Alcantara ne sait même pas de quel côté est la frontière du Portugal. » Les vivres manquaient, les étapes n'étaient pas préparées, on n'avait trouvé à Alcantara ni provisions ni munitions (2). Sans doute, cette situation était due au peu de ressources du pays, aux pluies persistantes, aux réquisitions épuisantes que l'armée française devait faire pour atteler ses canons et ses voitures, au peu d'habitude que l'administration espagnole, surtout chez les subordonnés, avait des coups de collier (3). Mais aussi elle provenait du changement de plan que Napoléon avait prescrit le 31 octobre. C'est sur l'ordre de l'empereur, expressément transmis par Beauharnais, qu'on avait tout accumulé à Salamanque et à Ciudad Rodrigo, qui devaient être les dernières bases de ravitaillement en territoire espagnol. C'est parce qu'il n'avait jamais parlé d'Alcantara qu'on n'avait rien préparé dans cette ville, non plus que les étapes à travers la Sierra de Gata, la redoutable barrière qui sépare Alcantara de Ciudad Rodrigo. C'est à la même raison qu'étaient dues les difficultés pécuniaires dans lesquelles se débattit le commandement français : on vit un convoi de 800.000 réaux, constitué à grand'peine, perdre près d'une semaine parce qu'on ne savait où le diriger et n'arriver à Alcantara, où Junot le réclamait, qu'après le passage de l'armée. Godoy fit valoir toutes ces raisons (4),

(1) Godoy à Beauharnais, 20 septembre ; Beauharnais à Godoy, 28 octobre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5216, doss. Beauharnais. THIÉBAULT, (chef de l'état-major général de l'armée), *Relation de l'expédition de Portugal*, 4, 11.

(2) Beauharnais à Godoy, 22 novembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5216, doss. Beauharnais. Junot à Napoléon, *passim*, surtout 19 novembre, Alcantara, et le 25 : *A., N., AF IV 1604*.

(3) Jusqu'à 200 paires de bœufs réquisitionnées à la fois, dit un document établi par l'état-major de l'infanterie espagnole et communiqué par Godoy à Beauharnais le 14 décembre 1807 : *A. E., Esp.*, v. 672, f. 407. THIÉBAULT, *Relation*, 22 ; *Mémoires* (beaucoup plus suspects), IV, 127. Récit détaillé dans GRASSET, 147-164.

(4) Beauharnais à Godoy, 28, 30 octobre ; Godoy à Beauharnais, 1^{er}, 6, 22 novembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5216, d. Beauharnais. La question du change donna lieu à d'assez vives discussions. On s'entendait pour donner 5 livres 4 sols de la piastre forte, mais d'après les Français la pièce d'or de 20 fr. valait 80 réaux, et d'après les Espagnols 77 réaux 31 maravédís seulement. — Gardoqui à Soler, 21 octobre ; Beauharnais à Godoy, les 28, 30 ; Godoy à Beauharnais, le 29, et 1^{er} novembre : *ibid.* Junot au même, 3 novembre (*ibid.*) et 26 octobre (*A. N., AF IV 1604*).

mais il est bien peu probable que Napoléon ait attribué le manque de préparatifs que dénonçaient les dépêches de Junot à autre chose qu'à l'imprévoyance et à l'incapacité du cabinet de Madrid. Ainsi, le mauvais état des troupes espagnoles, l'inertie et l'impuissance de l'administration civile et militaire, toute cette nouvelle expérience de collaboration avec l'Espagne venait renforcer chez l'empereur la mauvaise impression des expériences précédentes, maritimes ou financières : « *Ce n'était pas un gouvernement*, dit-il plus tard. L'Europe en est si convaincue ! » (1)

Tels sont les facteurs qui au lendemain de l'alerte de l'Escorial contribuent à orienter la nouvelle manœuvre qu'entreprend alors l'empereur. En octobre, il en menait secrètement une qui était destinée à l'assurer de la fidélité de son alliée et qui consistait en particulier à tenir l'Espagne par l'intermédiaire de Ferdinand. Mais après le scandale de l'Escorial ce projet semble bien compromis. Napoléon va-t-il pour autant renoncer à son plan, renoncer à acquiescer du côté des Pyrénées cette garantie qu'il croit pourtant nécessaire ? Et cela au moment où avec l'alerte du début de novembre l'Espagne lui a causé de nouvelles alarmes, où les ouvertures portugaises réveillent ses vieilles méfiances sur la fidélité des Bourbons, où le cabinet de Madrid se révèle plus que jamais un allié incapable et inutile ? L'empereur n'hésite pas. Il gardera le principe de la manœuvre d'octobre, celui de l'intervention dans les affaires intérieures espagnoles. Mais il l'adaptera aux nouvelles circonstances : si l'homme dévoué, l'homme sûr qu'il lui faut sur le trône d'Espagne ne peut plus être Ferdinand, ce pourra être un autre que lui.

VI

PREMIÈRES ÉBAUCHES DE SOLUTIONS ESPAGNOLES
(début de décembre 1807)

NOUVELLES FACILITÉS D'INTERVENTION. — Parti de Fontainebleau le 16 novembre 1807, Napoléon était arrivé le 21 à Milan. C'était

(1) Parole adressée à Hervas lors de sa mission à Paris en 1810, et rapportée par lui dans la défense de sa conduite qu'il rédigea en 1821 : *A. N., AF IV 1714 D, 3^e d.*

son deuxième voyage en Italie depuis la proclamation de l'Empire, mais bien différent de la tournée triomphale de 1805, « voyage d'études et d'affaires » cette fois, rapide et laborieux (1). Deux soucis y accompagnaient l'empereur, celui des affaires orientales et russes, celui des affaires espagnoles. Le second problème, auquel d'ailleurs le premier était lié, sembla mûrir rapidement pendant cette période, et peu après avoir passé les Alpes Napoléon reçut de la Péninsule des nouvelles importantes, qui toutes agirent dans le sens où était déjà orienté son esprit, les premières pour lui montrer la voie libre et l'intervention possible, les autres pour l'inciter à agir avec vigueur et sans perdre de temps.

Après les assurances données par Masserano et Izquierdo, Napoléon était moralement sûr que dans l'affaire de l'Escorial l'Espagne céderait à ses exigences : ne pas impliquer Beauharnais dans le scandale, exécuter le traité de Fontainebleau. Les nouvelles de Junot et de l'ambassade étaient déjà rassurantes sur ces deux points, mais à Milan parvint à l'empereur une lettre qui dut achever de le tranquilliser, celle que Charles IV lui avait écrite le 18 novembre, sitôt après avoir reçu la dépêche affolée de Masserano. Elle apportait presque des excuses : le roi affirmait qu'il n'avait point voulu dire que Beauharnais eût été en relations avec Ferdinand, il assurait Napoléon de sa fidèle amitié et déclarait que si son fils désirait épouser une princesse française il y consentirait avec joie (2). L'Espagne donc ne regimbait pas, elle ne prenait pas cette attitude blessée et soupçonneuse qu'on eût pu craindre, il n'y aurait de ce côté ni scandale ni tension.

En même temps, l'horizon s'éclaircissait dans une autre direction, celle de l'Étrurie. Là aussi il y avait pour Napoléon un sujet d'inquiétude. Lors de l'alerte de l'Escorial, au moment où il se demandait si le traité de Fontainebleau s'exécuterait, il avait songé à cet article IX qui lui cédait la Toscane ; aussi, en cette journée agitée du 11 novembre, en même temps qu'il faisait pression sur l'Espagne il avait prescrit à Champagny d'avertir la régente que son royaume passait sous la domination impériale et il avait dépêché un courrier à Eugène avec ordre de tout préparer pour mettre la main sur l'Étrurie. Eugène le fit d'autant plus aisément que dès le 2 novem-

(1) A. PINGAUD, *La politique italienne de Napoléon*, 23.

(2) Billet d'envoi de Cevallos à Masserano, 18 novembre 1807 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5217. Texte dans LAFUENTE, *Historia general de España*, XVI, 205.

bre l'empereur l'avait averti de prendre ses dispositions, et avec d'autant plus d'empressement que cette lettre du 11 parlait de réunir la Toscane au royaume d'Italie (1).

L'opération allait-elle se faire sans bruit et sans éclat ? Pour bien des raisons, et en particulier à cause de sa politique russe, Napoléon l'eût désiré. Mais si Charles IV, irrité de l'affaire de l'Escorial, ne ratifiait pas le traité de Fontainebleau, sa fille se laisserait-elle sans scandale expulser de Florence ? Sans doute, l'opinion toscane était préparée au changement de régime, et depuis l'occupation de Livourne les faiseurs de nouvelles envoyaient plus souvent que jamais Marie-Louise régner en Hanovre, en Dalmatie ou en Portugal (2). Sans doute, Miollis occupait Livourne, et solidement, bien que Napoléon eût récemment rappelé quelques bataillons (3). Sans doute, les finances du royaume étaient déjà à demi françaises, puisque malgré les « criailleries » de la reine elles continuaient à supporter l'entretien de la garnison française installée à Livourne, et que le budget de cette ville, comme celui de Pise, se trouvait officiellement sous le contrôle du consul Lesseps (4). Sans doute, la régente ne s'était pas départie de son attitude francophile, et dès les premiers bruits du voyage de l'empereur en Italie elle avait fait préparer escortes et relais sur la route de Milan pour aller le voir (5). Mais enfin, étant donné les difficultés qu'il redoutait du côté de l'Espagne, Napoléon eût pu en craindre de fâcheuses lorsque ses troupes paraîtraient devant Florence.

Or, tout se passa fort bien. Le 23 novembre 1807 au matin, Aubusson se présenta à la villa di Castello, près de Florence, où la reine passait les derniers beaux jours de l'automne, et il lui lut le texte du traité de Fontainebleau. Marie-Louise parut « plus affectée que surprise ». On peut croire en effet que son envoyé extraordinaire Garzoni Venturi, qui avait quitté Paris récemment, n'avait pas été

(1) *Corr.*, 13.321, 13.346 ; *Lettres inédites*, éd. Brotonne, 221.

(2) Aubusson à Talleyrand, 27 juillet, 12 septembre 1807 : *A. E., Toscane*, v. 159 A, f. 243, 317. Strangford à Canning, 13 août : *Record Office*, F. O. 63, 55. Metternich à Stadion, 16 octobre : MAYER, *Die französisch-spanische Allianz*, II, 62.

(3) La régente à Napoléon, 1^{er} septembre 1807 ; Talleyrand à Aubusson, le 3 : *A. E., Toscane*, v. 159 A, f. 280, 287. Napoléon à Eugène, 19 octobre : *Corr.*, 13.273.

(4) Champagny à Aubusson, 22 septembre, conseillant à l'Étrurie de confisquer les biens des couvents : « Il faut marcher avec son siècle » ; éléments d'une lettre de Napoléon à la régente, non envoyée, du 23 : *A. E., Toscane*, v. 159 B, f. 34, 55. Décision de Napoléon, 18 octobre : *Dernières lettres inédites*, éd. Brotonne, 601. Lesseps à Aubusson, le 30 : *A. E., Consulat de Livourne*.

(5) La régente à Napoléon, 28 octobre, 2 novembre ; Aubusson à Champagny, 3 novembre : *A. E., Toscane*, v. 159 B, f. 168, 175, 178.

sans y recueillir quelques indices de ce qui allait arriver (1). La régente rentra à Florence le 24 au soir ; elle n'avait confié la nouvelle qu'à « quelques confidentes », aussi toute la ville la connut-elle instantanément. Or, et c'est là ce qui intéressait Napoléon, il n'y eut nulle part de protestations, encore bien moins de résistances : Marie-Louise obéit avec passivité et prépara son départ. Le vieux palais Pitti, aux allures de château-fort, sembla dès lors livré au pillage des soirs d'assaut ; dans les 50 ou 60 voitures qui devaient gagner l'Espagne on entassait tout ce qu'on pouvait, les domestiques volaient impunément à la faveur du désordre, la régente distribuait pêle-mêle les chevaux de ses écuries, les brevets de l'ordre de San Stephano et les promesses de gratification, Aubusson prenait déjà possession des lieux et défendait d'emporter le mobilier qui existait au château avant 1801, cependant que les gentilshommes et dames du palais, réunis en un banquet d'adieu, se dédommageaient des révérences qu'ils avaient faites à la reine par des grossièretés, et que les Florentins persiflaient en vers plus ou moins décents cette liquidation de règne qui tournait au déménagement (2).

Cette situation servait parfaitement les vues de Napoléon, qui en prit prétexte pour conseiller à la régente de hâter son départ (5 décembre). Il le facilita en mettant fin aux réclamations déplacées d'Aubusson, en faisant remettre à Marie-Louise par les caisses du royaume tout l'argent nécessaire et en donnant la note juste sur le caractère que devait avoir la chose : « sans mystère et sans éclat » (3). Le 10 décembre, à 4 heures de l'après-midi, s'ébranla l'interminable convoi qui accompagnait la reine : 9 carrosses à six chevaux, dont un renfermait le cercueil de Louis I^{er}, et une cinquantaine de chariots. L'énorme colonne (il lui fallait 80 chevaux

(1) *Journal de l'Empire*, 18 novembre 1807. Dans une lettre du 31 mars 1811 au ministre d'Espagne à Londres, Marie-Louise raconta qu'elle avait été prévenue par sa mère, qui lui avait même recommandé d'emmener avec elle le corps de son mari ; la chose est possible, et même vraisemblable : A. N., F⁷ 6514. Il est vrai que la *Memoria histórica* de Marie-Louise dit plus tard le contraire ; mais elle est extrêmement suspecte.

(2) COVONI, *Il regno d'Etruria*, 189. REUMONT, *Geschichte Toscanas*, II, 416. Aubusson à Champagny, 25, 30 novembre et s. d. : A. E., *Toscane*, v. 159 B, f. 232, 277, 288. Aubusson se distingua en ces journées : réclamation pour empêcher la reine d'emporter trop de meubles (!), prétention à se saisir du gouvernement (dès le 24, il voulait signer conjointement avec la reine des ordres au conseil d'État !), appel aux troupes de Miollis, mesures pour le départ, son agitation fut à donner le vertige.

(3) Napoléon à Marie-Louise, 5 décembre 1807 : *Corr.*, 13.375. Champagny à Aubusson, le 5 ; à Beauharnais, le 6 : A. E., *Toscane*, v. 159 B, f. 290 ; *Esp.*, v. 672, f. 375.

par poste) partit dans le plus grand désordre ; on avait même oublié de commander une escorte, et au dernier moment il fallut d'urgence faire monter à cheval les gardes du corps. Marie-Louise laissait derrière elle une proclamation d'adieu, une population assez indifférente et un corps diplomatique très vexé, car il n'avait pas reçu les cadeaux d'usage. Le même jour entraient à Florence 400 cavaliers et 1.200 fantassins français. Le 11, les armes impériales furent arborées sous les grands créneaux du Palazzo Vecchio ; les troupes prêtèrent serment à Napoléon sur la Place Royale, et les autorités en firent autant, la main sur l'Évangile, à la Secrétairerie d'État (1). Le royaume d'Étrurie n'existait plus (2).

Dès le 5 décembre, Napoléon pouvait être assuré que la reine se laisserait expulser sans scandale et sans bruit. En même temps, la lettre de Charles IV venait lui montrer que l'affaire de l'Escorial n'avait pas jeté entre l'Espagne et lui cette froideur et cette suspicion qu'il avait craintes. Deux causes possibles d'embarras disparaissaient de sa route, il pouvait voir plus loin et manœuvrer plus librement. Or au même moment deux séries d'événements venaient l'avertir que dans la Péninsule la situation pouvait devenir embarrassante et qu'il fallait agir, ou du moins se tenir prêt à le faire sans tarder.

NOUVEAUX MOTIFS D'INTERVENTION. — Vers le 5 décembre 1807, Napoléon apprit que les Portugais faisaient un nouvel effort pour renouer les pourparlers avec l'Espagne et arrêter ainsi l'invasion

(1) Proclamation du 10 décembre : texte dans MARMOTTAN, *Le royaume d'Étrurie*, 366. *Journal de l'Empire* du 30 (lettre de Florence du 13). Tassoni à Testi, le 15 : CANTÙ, *Corrispondenze di diplomatici*, 598. Aubusson à Champagny, le 12 : A. E., *Toscane*, v. 159 B, f. 310. — Aubusson, qui, lui, ne s'était pas laissé oublier lors du départ (une médaille d'or, le portrait de la reine, une paire de mules, etc.), fut récompensé sans tarder de la part qu'il avait prise à la destruction du royaume : le 18 décembre, Champagny lui annonçait qu'il était nommé ambassadeur à Naples : *ibid.*, f. 320.

(2) Aubusson, d'accord avec Elisa dont l'impatience et l'avidité éclataient, avait aussitôt dépêché à Milan des députés que Napoléon reçut bien, mais auxquels il déclara son intention de réunir la Toscane au royaume d'Italie. Champagny poussait l'empereur à donner au moins quelques bribes à Elisa, et la décision resta en suspens. On parla alors de Lucien, que Napoléon venait de faire déménager de Rome à Florence. Enfin, le 24 mai 1808, un *Senatus-consulte* réunit à l'Empire la Toscane et le duché de Parme et de Plaisance ; la Toscane forma les départements de l'Arno, de la Méditerranée et de l'Ombro. Le 2 mars 1809, un *Senatus-consulte* érigea le gouvernement des départements toscans en grande dignité de l'Empire, et le 3 un décret impérial conféra ce gouvernement à Elisa. — A. PINGAUD, *La politique ita-*

qui les menaçait. Il reçut à cette époque le texte d'une lettre qu'Araújo avait écrite à Godoy, et que celui-ci avait aussitôt communiquée à Beauharnais : le ministre portugais y annonçait (15 novembre 1807) que le régent allait envoyer à Madrid un négociateur « pour accélérer la plus intime harmonie entre les deux puissances », et il insistait pour que Charles IV suspendît la marche de ses troupes (1).

On sait combien l'empereur redoutait que son alliée ne se laissât prendre à quelque piège de ce genre, comme en 1801. La manœuvre d'Araújo dut lui paraître d'autant plus dangereuse que cette fois le Portugal donnait des gages beaucoup plus sérieux que lors de sa tentative d'octobre, et de nature à faire impression sur les *Reyes*. La première nouvelle qui avait fait réfléchir le régent avait été celle de l'entrée des troupes françaises en Espagne. Elle parvint à Lisbonne vers le 27 octobre (2). On se souvint alors que le 6 on avait promis à Napoléon de lui envoyer un plénipotentiaire et l'on dressa enfin ses instructions. Elles n'impliquaient pas encore la soumission complète : le marquis de Marialva, comte de Catanhede, Grand Écuyer de la reine, qui était choisi pour cette mission, était bien autorisé à des cessions en Guyane, mais de peu d'importance, et surtout il ne devait accepter en aucun cas l'installation d'une garnison française à Lisbonne ou en un point quelconque du royaume (3). Là-dessus, le 31 octobre ou le 1^{er} novembre (4) arriva Lima, tout ému encore de la terrible scène que lui avait faite Napoléon le 14 octobre. Convoqué à un conseil d'État, il y fit une description impressionnante de la colère impériale, des troupes qu'il avait vues à Bayonne, « de leur furieuse barbarie, de leurs habitudes de pillage et de leur mépris de toute autorité autre que celle de leur général » (5). L'effet fut immédiat. Le 3 novembre une nouvelle série de

lienne de Napoléon, 29. MARMOTTAN : *op. cit.*, 252-254, et *Lucien Bonaparte à Florence*, 324. COVONI, *Il regno d'Etruria*, 209. Champagny à Aubusson, 18 décembre, et à Napoléon, le 19 : A. E., *Toscane*, v. 159 B, f. 320, 322.

(1) Godoy à Beauharnais, 25 novembre, avec copie de la lettre d'Araújo du 15 : A. Histórico N., *Estado*, c. 5216, doss. Beauharnais.

(2) Strangford à Canning, 20, 29 octobre : *Record Office*, F. O. 63, 56. Ega avait envoyé à Bayonne des espions pour le renseigner sur les mouvements des Français.

(3) Instructions du prince Jean, 28 octobre 1807 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *Instrucciones ao marquez de Marialva em 1807*.

(4) Le 31, d'après un bulletin de Lisbonne à Champagny du 4 novembre (A. E., *Esp.*, v. 672, f. 233) et d'après SANTOS MARROCOS, *Apontamentos Historicos*, éd. Béthencourt, 31 octobre. Le 1^{er} novembre, d'après Strangford à Canning, 2 novembre, *Record Office*, F. O. 63, 56.

(5) Strangford à Canning, 2, 5 novembre 1807 : *Record Office*, F. O., 63, 56.

lettres partait de Lisbonne, expédiées par le régent à Napoléon, par Araújo et Lima à Champagny. L'empereur dut les recevoir vers la fin du mois, en même temps qu'il apprenait par Godoy que le Portugal tâchait de corrompre la cour de Madrid. Elles apportaient enfin l'acceptation des deux dernières demandes françaises : les Anglais seraient arrêtés et leurs biens confisqués — satisfaction platonique en vérité, puisque les uns et les autres se trouvaient en sûreté. Elles annonçaient que Marialva allait se rendre auprès de l'empereur et que Lima le suivrait dès qu'il serait remis d'une chute de cheval qu'il avait faite dans sa hâte d'arriver à Lisbonne ; l'un et l'autre auraient pleins pouvoirs pour une alliance offensive et défensive (1). Lima reçut ses instructions le 10 : le régent mettait bien comme condition à l'alliance que Napoléon garantirait l'intégrité du royaume, et il se refusait encore à laisser occuper son territoire par les troupes françaises, mais hors de là il ne chicanait plus que sur des points secondaires : il demandait Olivenza en échange de Timor et de Solor qu'il céderait, et il souhaitait la faculté de racheter par un subside, comme avait jadis fait l'Espagne, les contingents qui lui seraient demandés pour les armées impériales (2).

Le prince Jean ne cachait pas à son entourage qu'il comptait bien arrêter par ces concessions la marche de Junot, et surtout sans doute celle des troupes espagnoles (3). Il y ajouta des mesures anti-anglaises très ostensibles, énergiques même, et dont Napoléon pouvait craindre à juste titre qu'elles ne parussent à Charles IV des gages suffisants. Lisbonne fut mise en état de défense contre les escadres britanniques ; 4 à 5.000 hommes étaient déjà concentrés sur les deux rives du Tage ; on se disposa à barrer le fleuve avec une énorme chaîne et l'on ajouta de nouvelles batteries à celles qu'on avait armées au début de novembre et qui comprenaient 500 pièces de 36 avec grilles à boulets rouges, — défense qui eût été formidable s'il ne lui avait manqué deux éléments vraiment essentiels, les artilleurs et les munitions (4). Le 5 novembre, l'intendant général de police reçut l'ordre de dresser la liste des sujets britanniques, l'ad-

(1) Le prince Jean à Napoléon, 3 novembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *Instrucciones ao marquez de Marialva em 1807*. Même date : Araújo et Lima à Champagny, BIKER, XIV, 344, et A. E. *Esp.*, v. 672, f. 251, *Port.*, v. 126, f. 434.

(2) Araújo à Lima, 10 novembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(3) Strangford à Canning, 10 novembre 1807, 2^e dépêche : *Record Office*, F. O. 63, 56.

(4) Bulletins de Lisbonne à Beauharnais et Champagny, 4, 7, 14 novembre : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 233, 265, 296. Herman à Champagny, le 15 : *Consulat de Lisbonne*. Strangford à Canning, le 17 : *Record Office*, F. O. 63, 56.

ministre général de la douane celui d'empêcher tout mouvement de leurs marchandises, le commandant de l'escadre celui de ne laisser sortir aucun de leurs bâtiments (1). Le 6, on tira sur un brick anglais, le *Raven* ; les corsaires anglais ripostèrent en capturant deux navires qui arrivaient du Brésil, et le régent fit mettre l'embargo sur tous les bâtiments britanniques stationnés dans le Tage. Cette dernière mesure décida Strangford à demander ses passeports (9 novembre) : c'était là combler les vœux d'Araújo, qui eût désiré voir bien loin un hôte aussi compromettant et qui la veille encore, au cours d'une entrevue secrète à laquelle il l'avait convié chez un de ses secrétaires, l'avait supplié de partir. Le *Raven* fut donc invité à venir chercher le ministre anglais, et Araújo se crut délivré. Mais il avait compté sans la tempête, qui pendant huit jours fut telle que le *Raven* ne put accoster. Araújo bouillait d'impatience et envoyait le nonce et le ministre de Suède faire démarche sur démarche auprès de Strangford pour l'amener à quitter la ville. Strangford n'eût pas demandé mieux, mais la tempête ne se calmait pas, le *Raven* n'approchait pas, et le représentant de S. M. B. se trouvait en très désagréable posture. Enfin, le 17 novembre, comme une lettre d'Araújo le mettait positivement à la porte, une escadre apparut en vue de Lisbonne : c'était celle de Sidney Smith. Strangford se décida alors ; il fréta un bateau de pêche, embarqua le 18 au matin, et vers le soir, après un trajet très pénible et même périlleux, il accosta l'escadre que le mauvais temps avait éloignée. Le 22, à bord de l'*Hibernia*, Sidney Smith proclama le blocus du Tage (2).

Ces dernières nouvelles ne durent guère parvenir à Napoléon avant celle de la prise de Lisbonne, mais il lui suffisait de celles du début de novembre pour percer la tactique portugaise, et probablement pour s'inquiéter de ce qu'allait faire Charles IV. Sans doute, l'attitude de Godoy semblait garantir la fidélité espagnole. En dénonçant à Beauharnais les ouvertures d'Araújo, le favori avait déclaré : « Je suis déterminé à ne pas entrer en négociation, et à ne pas lui faire de réponse sur les deux articles de sa lettre » (25 novembre). Qunad Marialva, parti le 16 novembre, arriva à Madrid, le 24, il montra à son égard une mauvaise volonté significative : il ne consentit

(1) Texte des décrets dans BIKER, XIV, 352, 353, 354. Mure à Champigny, 11 novembre : A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 258.

(2) Strangford à Canning, 6, 8, 9, 17, 20 novembre : *Record Office*, F. O. 63, 56. FORTESCUE, *History of the british Army*, VI, 96-100. Herman à Champigny, le 15 : A. E., *Consulat de Lisbonne*. Mure au même, le 22 : *Port.*, v. 10 supplément, f. 271.

même pas à lui donner des passeports, et le renvoya à Beauharnais pour qu'il lui en délivrât s'il le jugeait bon ; et comme Beauharnais se refusait à le faire sans l'assentiment de l'empereur, Marialva était encore à Madrid deux mois après (1). Mais il serait étonnant que la fermeté verbale de Godoy eût calmé l'inquiétude de l'empereur, toujours en éveil sur la fidélité de l'Espagne. Tant qu'il ne saurait pas Junot à Lisbonne, il pouvait apprendre d'un jour à l'autre que Charles IV avait cédé comme en 1801 aux instances de son gendre et de sa fille. Les tentatives d'accommodement faites par le Portugal en novembre invitaient donc Napoléon à prendre de nouvelles précautions du côté de l'Espagne.

Il était d'autant plus à souhaiter que Junot ne fût pas retardé par les ouvertures portugaises que de sa prompte arrivée à Lisbonne dépendait le salut de l'escadre russe de l'amiral Siniavine, qui était mouillée dans le Tage. Cette escadre, revenant des îles Ioniennes, regagnait la Baltique. On l'avait avertie qu'une rupture était imminente entre la Russie et l'Angleterre et on lui avait offert de se mettre à l'abri à Cadix, mais l'empereur savait qu'elle était passée le 19 octobre à la vue de ce port sans y entrer (2). Dès lors, elle ne pouvait plus guère relâcher qu'à Lisbonne. Or si une flotte britannique s'y présentait avant l'arrivée de Junot, que ferait Siniavine ? Il était très anglophile, ainsi que ses officiers, et Napoléon ne l'ignorait pas : « Je trouve tout simple, avait-il écrit récemment, que l'amiral Siniavine soit impoli et tienne une conduite peu politique. C'est le caractère ordinaire des marins ; mais l'esprit de son escadre paraît fort mauvais » (3). Il était donc à craindre que les Russes ne missent la plus grande complaisance à laisser les Anglais mettre la main sur leurs bâtiments, et cela eût été fort sensible à l'empereur, qui tenait à ce moment plus que jamais à accroître sa puissance maritime, et auquel 9 vaisseaux ne semblaient pas un renfort négligeable : il le montra bientôt par la ténacité avec laquelle il demanda au tsar de les mettre à sa disposition (4). Les navires russes commencèrent

(1) Araújo à Beauharnais, 16 novembre : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 301 ; à Champagny, sur Marialva qui demande l'autorisation de visiter la France, 29 janvier 1808 : *ibid.*, v. 673, f. 93. Godoy à Beauharnais, 25 novembre, réponse du 26 : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 5216, doss. Beauharnais.

(2) Champagny à Savary, 8 octobre : TRATCHEVSKI, *Rapports diplomatiques...*, IV, 218. Napoléon à Alexandre et à Savary, 7 novembre : *Corr.*, 13.338, 13.339.

(3) Napoléon à Savary, 9 octobre : TRATCHEVSKI, *Rapports diplomatiques...*, IV, 226 ; à Alexandre, 7 décembre, signalant « la méfiance dont parfois les commandants [russes] sont agités sur les sentiments de la France » : *Corr.*, 13.383.

(4) Le tsar l'accorda après de longues discussions sur l'entretien des navires et

à entrer dans le Tage le 10 novembre, assez éprouvés par la traversée ; le 13, ils y étaient au complet, soit 9 vaisseaux (de 62 à 82) et 2 frégates. Le 7 décembre, Napoléon en informa Alexandre, avec une réflexion significative : « Heureusement que mes troupes doivent y être [à Lisbonne], à l'heure qu'il est » (1). Elles y étaient en effet, mais tant que l'empereur n'en eut pas la nouvelle certaine il ne dut pas être entièrement tranquille, et cette affaire accrut certainement sa crainte qu'une dérobade de l'Espagne ne fit manquer l'expédition.

Vers le même moment, Napoléon reçut une nouvelle assez inquiétante elle aussi : une division anglaise comprenant 10.000 hommes d'excellentes troupes se dirigeait vers le Portugal. Il y avait longtemps que l'empereur avait envisagé la possibilité d'un débarquement britannique à Lisbonne ; ç'avait été le prétexte donné officiellement, dès le 7 septembre, pour expliquer le rassemblement d'une armée à Bayonne ; lorsque Clarke avait envoyé à Junot l'ordre de passer la Bidassoa, il l'avait averti « qu'il n'avait pas un moment à perdre pour prévenir les Anglais », et Napoléon lui-même le lui avait répété plusieurs fois (2). Mais on pensait surtout alors à l'armée britannique qui venait de prendre Copenhague, et effectivement dès le 29 août le cabinet de Londres avait ordonné au général Cathcart d'en détacher 10.000 hommes aussitôt qu'il lui serait possible (3). Or le 4 novembre Joseph annonça de Naples que le général Moore avec 7.000 hommes quittait la Sicile pour une destination inconnue : on parla d'abord de Corfou, de Lemnos, mais bientôt surtout du Portugal (4). Cette dernière supposition était la bonne : Sir John Moore avait reçu l'ordre (daté du 19 août) de se rendre à Gibraltar avec 10.000 hommes, et de s'y tenir prêt à intervenir en Portugal ; mais comme il ne devait abandonner la Sicile qu'après le retour de

des équipages : TRATCHEVSKI, *Rapports diplomatiques*, IV, 343 et suiv. — Cf. l'intérêt que prenait Napoléon à ce que Junot capturât (fût-ce par des ruses peu loyales) l'escadre portugaise : *Corr.*, 13.314 ; LECESTRE, *La guerre de la Péninsule d'après la Correspondance inédite de Napoléon*, 445, 446 ; GRASSET, I, 99.

(1) A Champagny : Mure, 11 novembre 1807 ; anonyme, le 14 ; Herman, le 15 : A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 258 ; *Esp.*, v. 672, f. 296 ; *Consulat de Lisbonne*. Napoléon à Alexandre et à Savary, 13 décembre : *Corr.*, 13.383, 13.384.

(2) Napoléon à Champagny, « Mémoire sur la situation actuelle des affaires du continent », 7 septembre 1807 : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, 169 ; à Junot, 31 octobre, 8 novembre : *Corr.*, 13.314, 13.340. Clarke à Napoléon, 12 octobre : A. N., AF IV 1604, plaq. 1/III.

(3) FORTESCUE, *History of the british Army*, VI, 92. Wellesley quitta le Danemark le 30 septembre 1807.

(4) Le général Reynier à Joseph, 26 octobre 1807 ; Joseph à Napoléon, 4, 12, 19 novembre : JOSEPH, *Mémoires*, éd. Du Casse, IV, 52, 54, 62, 66.

l'expédition envoyée en Égypte, il n'embarqua que le 24 octobre ; des accidents de navigation le retardèrent encore, de sorte qu'il arriva à Gibraltar le 1^{er} décembre seulement : Junot était déjà à Lisbonne (1). Le mouvement de Moore fut connu de Napoléon vers la fin de novembre (2) ; il excita chez lui, on aura l'occasion de le voir, un très vif intérêt, et l'on ne saurait croire qu'il n'ait pas influé sur les mesures prises le 6 décembre pour renforcer les corps déjà entrés dans la Péninsule. 10.000 hommes de bonnes troupes anglaises étaient en effet une force respectable ; s'ils arrivaient à Lisbonne avant les jeunes soldats de Junot, d'importants renforts pouvaient être nécessaires ; s'ils restaient à Gibraltar, ils y étaient une menace gênante pour une Espagne amie, un appui sérieux pour une Espagne hostile. Le seul fait de leur envoi montrait d'ailleurs que l'Angleterre était décidée à intervenir dans la Péninsule, et ces 10.000 hommes pouvaient bien n'être qu'une avant-garde. L'affaire de l'escadre russe et l'expédition Moore étaient pour l'empereur des raisons nouvelles de se tenir prêt à l'action.

LES OUVERTURES A JOSEPH ET A LUCIEN. — Le 6 décembre 1807, Napoléon porte à 25.000 hommes le deuxième corps d'observation de la Gironde, celui de Dupont, en lui affectant une brigade de grosse cavalerie et une de chasseurs qu'il retire au corps de l'Océan ; en même temps, il prescrit à Dupont d'entrer en Espagne, où il a déjà une division : il devra s'établir, du 20 au 25 décembre, entre Vittoria et Burgos. La place que son départ va rendre libre dans la région de Bayonne sera occupée par le corps de l'Océan qui descendra de Bordeaux ; le maréchal Moncey en reçoit le commandement. Enfin, Napoléon crée une *division d'observation des Pyrénées-Occidentales*, forte de 5.000 hommes environ, constituée avec les dernières garnisons de Bretagne, qui aura à sa tête Mouton et qui cantonnera à Saint-Jean-Pied-de-Port (3).

Pour justifier ces mouvements auprès de la cour de Madrid, Beaugharnais doit expliquer que Dupont entre en Espagne afin d'aller appuyer Junot, menacé à la fois par les Anglais de Copenhague et

(1) FORTESCUE, *History of the british Army*, VI, 88, 103.

(2) Il reçut le 23 novembre la dépêche de Joseph du 12 : *Corr.*, 13.368.

(3) Napoléon à Clarke, 6 décembre : *Corr.*, 13.278. « Ordre » du 6 : *Correspondance inédite*, éd. Picard, I, 704. GRASSET, I, 247, 263, 281.

par ceux de Sicile (1). Cette raison n'est pas dépourvue de valeur, on vient de le voir, mais il est trop évident que les ordres du 6 décembre ont d'autres buts moins avouables, et qu'ils constituent en réalité les premiers préparatifs sérieux d'une intervention en Espagne. Un symptôme significatif, c'est la précaution que prend Napoléon de dissimuler le plus possible l'importance des mouvements qu'il vient d'ordonner ; la nomination de Moncey sera tenue secrète aussi longtemps qu'on pourra, car la désignation d'un chef aussi connu pourrait éveiller les soupçons à Madrid ; Beauharnais parlera de l'entrée d'une division seulement, alors qu'il doit en entrer deux, avec deux brigades de cavalerie. Mais surtout les ordres du 6 décembre laissent percer une arrière-pensée : ce n'est pas au Portugal qu'est réellement destiné Dupont. « *Son langage doit être*, a écrit l'empereur, qu'il est destiné à soutenir le général Junot. » Mais en même temps Napoléon ordonne de détourner sur le corps de Dupont les renforts qui sont en route pour Lisbonne *et dont on estimera que Junot peut se passer*. C'est Dupont, et non Junot, que Moncey doit être prêt à appuyer. Dupont est invité « à ne point quitter son armée pour aller à aucune conférence ni à aucune cour. » Or ces derniers mots ne peuvent se rapporter à la cour portugaise, puisqu'à ce moment, suivant les prévisions de Napoléon et la phrase bien connue du *Moniteur*, « la maison de Bragance a cessé de régner en Europe. » Cette cour où Dupont ne doit pas aller ne peut être que celle de Madrid : mais à quoi rimerait cette recommandation si le deuxième corps de la Gironde devait suivre la route de Lisbonne, qui passe bien loin de Madrid ? Et quand au même moment on voit l'empereur attirer l'attention de l'Espagne sur le danger que l'expédition de Moore fait courir à Cadix, quand on le voit insister pour que Charles IV dirige ses troupes sur l'Andalousie, donc dégarnisse sa capitale, quand on le voit recommander à Dupont de surveiller les forces espagnoles, « mais sans témoigner aucune méfiance », on ne peut s'empêcher de croire que le 6 décembre Napoléon préparait déjà le plan qu'il exécuta plus tard, et qu'il destinait Dupont, non pas à aller renforcer Junot à Lisbonne, mais, sous prétexte de se porter au secours de Cadix, à descendre sur Madrid (2).

Or, à quoi peut bien correspondre l'occupation de Madrid ? Sans

(1) Champagny à Beauharnais, 6 décembre 1807 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 377.

(2) Rosily avait signalé à Beauharnais le 8 décembre que Cadix et le camp de Saint-Roch étaient dégarnis de troupes, et que toute l'artillerie de campagne était en Portugal. Godoy promit le 11 d'envoyer dans la région les milices de Badajoz.

doute, au souci permanent qu'a maintenant l'empereur de s'assurer la fidélité de son alliée. Pourtant, alors qu'il menait dans ce dessein la manœuvre secrète d'octobre, les précautions militaires qu'il projetait ne semblent pas avoir comporté la marche sur Madrid ; et de fait cette opération n'eût pas été indispensable pour marier Ferdinand à une princesse française, ni même pour l'élever au trône. Pourquoi donc, en décembre, ce renforcement subit et considérable des mesures militaires ? Faut-il croire que Napoléon commence alors à envisager un autre projet, plus vaste et plus difficile que celui d'octobre ? Son entrevue avec Joseph peut amener à le soupçonner.

L'empereur a vu Joseph à Venise le 2 décembre 1807. L'a-t-il entretenu de la possibilité de renverser les Bourbons d'Espagne ? Joseph l'a nié, et il a prétendu qu'au contraire Napoléon se montra fort contrarié des dissensions qui déchiraient la famille royale et des désordres qui pourraient s'ensuivre : « J'ai assez de besogne taillée, se serait-il écrié ; des troubles en Espagne ne peuvent servir que les Anglais, qui ne veulent point de paix, en altérant les ressources que je trouve dans cette alliée pour continuer la guerre contre eux » (1). Mais cette phrase, en admettant qu'elle ait été prononcée, n'interdit pas de penser qu'à cette situation Napoléon voyait précisément un remède : l'établissement à Madrid d'une dynastie plus saine. D'ailleurs, aux déclarations de Joseph s'oppose le témoignage de Miot de Melito, qui reçut les confidences de Joseph sur l'entrevue de Venise, et qui affirme non seulement que l'empereur y parla de détrôner Charles IV, mais encore qu'il offrit à son frère la couronne d'Espagne. Joseph, ajoute Miot, accepta, et « depuis ce moment il ne se regarda plus que comme passager sur le trône des Deux-Siciles » (2). A laquelle des deux affirmations convient-il d'ajouter foi, à celle du roi de Naples, ou à celle de son ministre ? Celle du premier est trop intéressée pour peser beaucoup dans la balance, et elle ne s'accorde guère avec les dispositions militaires que Napoléon prit quatre jours après l'entrevue. De plus, Joseph fit à ce moment une démarche assez significative : il envoya auprès du tsar un représentant extraordinaire, le colonel Marie ; il prétendit bien que la mission dont il le

4 régiments d'infanterie et un de cavalerie : Beauharnais à Godoy, et réponse, 11 décembre : A. *Histórico N., Estado*, c. 5216, doss. Beauharnais. *Moniteur* du 13 novembre 1807.

(1) JOSEPH, *Mémoires*, éd. Du Casse, IV, 8-11. « L'empereur me parla des troubles de la famille royale d'Espagne, comme pouvant amener des événements qu'il redoutait. »

(2) MIOT DE MELITO (alors ministre de Joseph), *Mémoires*, II, 330.

chargea était de pure courtoisie, mais il est certain qu'au moment de Bayonne Alexandre avait déjà été pressenti par Joseph sur la question du trône d'Espagne (1). Toutefois il ne conviendrait pas non plus d'accepter entièrement et sans réserve les affirmations de Miot : outre qu'elles présentent certaines invraisemblances de détail (2), elles prêtent à Joseph une attitude qu'il n'eût sûrement pas : une acceptation *ferme et nette* de la couronne d'Espagne. Il est certain en effet que Joseph n'a pas accédé carrément et sans conditions aux offres de son frère et qu'il a même tâché de les esquiver. En effet, après l'entrevue que Napoléon eut avec Lucien dix jours plus tard, on vit Joseph pousser Lucien à se rendre au désir de l'empereur, qui lui avait demandé sa fille Charlotte pour la marier au prince des Asturies ; il est trop évident qu'il n'eût pas adopté cette attitude s'il avait à Venise accepté pour lui-même, nettement et avec satisfaction, le trône d'Espagne. Et cette démarche même que Napoléon fit auprès de Lucien indique bien qu'il n'avait pas obtenu de son frère aîné l'acceptation ferme et définitive de la couronne espagnole. Enfin, il est douteux qu'en décembre 1807 le roi de Naples ait regardé comme avantageux un échange de trônes qu'au printemps suivant il eut tant de répugnance à accepter. — Ce qu'on peut donc soupçonner, c'est qu'à Venise Napoléon fit à son frère une offre conditionnelle, subordonnée aux circonstances, peut-être au sacrifice de la rive gauche de l'Èbre — et que Joseph, médiocrement enchanté du cadeau, mais prudent et politique, a répondu par une acceptation conditionnelle également, subordonnée à l'impossibilité de toute autre solution, et peut-être dès ce moment à un refus de Lucien de livrer Charlotte.

Joseph devait bien espérer qu'il éviterait ce refus. On le vit en effet préparer avec un grand zèle la réconciliation entre l'empereur et Lucien. La chose était difficile, car Napoléon posait comme pré-

(1) JOSEPH, *Mémoires*, éd. du Casse, IV, 8-11. Joseph donna ce démenti très tard, lorsqu'il rédigea ses mémoires, aux États-Unis. Mais il avait alors tout intérêt à nier qu'il eût accepté l'Espagne en décembre 1807 : il se dégageait ainsi de toute complicité morale dans les intrigues tortueuses de 1808, et il restait dans son rôle favori d'homme pacifique et vertueux qui n'abandonna son trône de Naples que le plus tard possible et sur l'ordre formel de l'empereur. Sur la mission de Marie, cf. Metternich à Stadion, 23 août 1808 (METTERNICH, *Mémoires*, II, 228) et *Corr.*, 13.468.

(2) Il serait assez extraordinaire que Napoléon eût déclaré à Joseph que le sort de l'Espagne avait été réglé à Tilsit : on a déjà dit combien cette hypothèse est contraire aux faits ; il est vrai qu'on peut admettre ici une « gasconnade » de l'empereur. Mais on ne saurait croire qu'il ait engagé Joseph à envoyer un agent auprès d'Alexandre pour s'en assurer l'adhésion : introduire le tsar dans les affaires d'Espagne eût été absolument contraire à toute sa politique russe.

liminaire à toute entente que son cadet, qui s'était remarié sans son consentement avec M^{me} de Joubert, divorcerait : moyennant quoi il lui rendrait la place à laquelle sa naissance et ses qualités l'appelaient. Sur cette condition du divorce, Napoléon était irréductible. « Que Lucien abandonne sa femme, avait-il dit un jour, et je lui donne une souveraineté... Mais je ne souffrirai jamais que la femme de Lucien vienne s'asseoir à côté de moi » (1). Lucien de son côté était intraitable, et c'est en vain qu'Elisa et Jérôme avaient tout récemment encore insisté auprès de lui (2). Joseph, qui le vit à Modène en revenant de Venise, fit tous ses efforts aussi, mais ne le trouva pas mieux disposé. Comme une entrevue entre les deux frères pourrait arranger les choses (le principe de cette entrevue aurait été accepté à Venise, et sans doute sur la prière de Joseph), il chargea alors Méneval d'en obtenir une de l'empereur (3). Napoléon consentit, et le 12 décembre, à Mantoue, à 9 heures du soir, Lucien était introduit par Roustan dans le cabinet impérial. Il en sortit à minuit passé, « extrêmement ému, et le visage baigné de larmes. » Napoléon en quittant à son tour la pièce aurait dit aux personnes qui se trouvaient dans l'antichambre : « Lucien ne veut pas renoncer à sa petite racaille, il veut me prouver qu'il a la tête dure, je lui prouverai que je l'ai plus dure que lui » (4).

L'essai de réconciliation avait donc échoué, et Lucien refusait obstinément de se séparer de M^{me} de Joubert. Mais au cours de ce long entretien, parmi les offres que dut faire Napoléon pour séduire son frère, quelle place ont tenue les affaires de la Péninsule ? Il semble bien que dans les deux récits qu'a faits Lucien il y ait une part à rejeter, l'offre de la couronne d'Espagne, et une à accepter, la demande de Charlotte. Lucien ne fit d'ailleurs pas mention de l'Espagne lorsque le 29 décembre il raconta la scène de Mantoue à Girardin, messenger de Joseph. Il dit seulement que l'empereur lui avait proposé le trône *de Portugal*, et cela en des termes peu vraisemblables : « Soyez des nôtres, Lucien, et prenez votre part ; elle

(1) Paroles de Napoléon à Miot de Melito, en l'envoyant porter à Joseph sa nomination de roi de Naples, 30 janvier 1806 : MIOT DE MELITO, *Mémoires*, II, 282.

(2) MARMOTTAN, *Lucien Bonaparte et Napoléon en 1807*, p. 52, donnant des lettres d'Elisa et Jérôme du 24 mai au 26 août 1807.

(3) JOSEPH, *Mémoires*, éd. Du Casse, IV, 11. Joseph à Napoléon et à Méneval, Lucien à Méneval, 11 décembre : DU CASSE, *Les rois frères de Napoléon*, 18 ; MÉNEVAL, *Mémoires*, II, 141-142. Lucien fut reconnaissant à Joseph de son empressement : JOSEPH, *Lettres inédites*, éd. Rambaud, XVIII, note 4.

(4) MÉNEVAL, *Mémoires*, II, 142-143 (ce fut lui qui reconduisit Lucien à son auberge). METTERNICH, *Mémoires*, I, 310. PRIMOLI, *Charlotte Bonaparte*, III.

sera belle, je vous le promets. Le trône de Portugal est vacant, j'ai déclaré que le roi [!] avait cessé de régner. Prenez le commandement [!] de l'armée destinée [!] à en faire la facile conquête [!] et je vous nomme prince français et mon lieutenant » (1). Il n'est pas impossible en effet que Napoléon ait offert le Portugal à son frère, quoique sans doute avec des expressions un peu moins impropres, et l'on peut penser que ce n'est pas le traité de Fontainebleau qui pouvait l'arrêter, mais il faudrait que cette hypothèse eût pour elle autre chose que le témoignage de l'intéressé. Quant au trône d'Espagne, Lucien n'en parla que dans son second récit, dans les mémoires qu'il rédigea en Angleterre vers 1811, et de la façon la plus invraisemblable : « Voulez-vous Naples ? aurait dit l'empereur. Je l'ôte-rai à Joseph qui d'ailleurs ne s'en soucie pas... L'Italie, le plus beau fleuron de ma couronne impériale ?... L'Espagne ? Ne la voyez-vous pas tomber dans le creux de ma main, grâce aux bévues de vos chers Bourbons et à l'ineptie de votre ami le prince de la Paix ? Ne serez-vous pas bien aise de régner là où vous n'avez été qu'ambassadeur ? Enfin, que voulez-vous ? Parlez ; tout ce que vous voudrez ou pourrez vouloir est à vous, si votre divorce précède le mien. » L'exagération, la fausseté des termes sont criantes, et quant au fond le moins qu'on puisse dire est que pour ajouter foi aux affirmations de Lucien il faudrait de très fortes preuves, lesquelles n'existent point (2).

En revanche, il est certain que Napoléon a demandé à son frère d'envoyer auprès de lui à Paris sa fille Charlotte, en vue de la marier. Lucien avait accepté sur le moment. Charlotte était née du premier mariage de Lucien, et l'empereur n'avait donc contre elle aucune prévention. Peut-être songeait-il à l'épouser lui-même, mais il est hors de doute qu'au premier plan de sa pensée était l'idée d'avoir une épouse à proposer au prince des Asturies. Cela ressort assez nettement des allusions à l'Espagne dont il accompagna ses instances du 20 décembre pour avoir Charlotte : « S'il veut me donner sa fille il faut qu'elle parte sans délai... car il n'y a pas un moment à perdre, les événements se pressent et il faut que les destinées s'accomplissent » (3).

(1) IUNG, *Lucien Bonaparte*, II, 127, reproduisant le récit de Girardin.

(2) A moins toutefois que Napoléon n'ait fait des promesses aussi brillantes dans un de ces débordements de paroles, dans un de ces épanchements apparents dont il était coutumier, et seulement pour obtenir le divorce de Lucien, quitte ensuite à ne pas tenir ses engagements. De tels revirements, prémédités ou non, étaient assez dans sa manière. — IUNG, III, 83.

(3) « S'il a changé d'avis, que j'en sois également instruit *sur-le-champ*, car j'y pourvoierai d'une autre manière, quelque pénible que cela fût pour moi ; car pourquoi méconnaîtrais-je ces deux jeunes nièces qui n'ont rien à faire avec le jeu des

Cela ressort aussi d'une tentative qui fut faite auprès de Lucien en décembre, très probablement à l'instigation de Joseph. Un des amis espagnols que Lucien avait à Rome, un diplomate qui avait été employé à Paris en 1801, puis ministre à Parme, le marquis Jerónimo de La Grua, lui déclara qu'il était chargé d'une mission : celle « de savoir quelles sont ses idées sur le mariage de sa fille aînée avec Son Altesse le prince des Asturies. » Lucien répondit évasivement et refusa de pousser les pourparlers sans que le messenger fût accrédité par écrit. Enfin, les propos que tint Girardin quand il vint chercher Charlotte, le 29 décembre, et les réponses que lui fit Lucien ne laissent aucun doute : c'est bien avec Ferdinand que l'empereur songeait à marier sa jeune nièce (1).

Ces démarches de Napoléon n'autorisent nullement à conclure qu'il fût entièrement et formellement décidé à donner Charlotte au prince des Asturies, et à accéder ainsi à la demande formulée par Charles IV le 18 novembre. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il regardait la chose comme faisable et qu'il voulait se réserver la possibilité de cette combinaison. L'autre, celle sur laquelle il avait tâté Joseph, l'installation d'un Bonaparte sur le trône d'Espagne, n'en restait pas moins à ses yeux réalisable ; peut-être même la jugeait-il déjà préférable. — Ainsi, en ce début de décembre 1807, Napoléon établissait des bases de départ face aux directions d'attaque possibles, il amorçait des approches dans différents sens, il ébauchait des solutions entre lesquelles les événements l'amèneraient à choisir : « Je ne me presse en rien, a-t-il dit un jour à propos de ces mêmes affaires d'Espagne... C'est le grand art de savoir attendre » (2).

passions dont elles peuvent être les victimes ? » A Joseph, 20 décembre 1807 : *Let- tres inédites*, éd. Lecestre, 207 (plus complet et probablement plus exact que le texte analogue donné par la *Corr.*, 13.402, à la date du 17).

(1) La marquise de La Grua faisait partie de la troupe d'amateurs que Lucien avait organisée dans son palais de Rome, le palais Nuñez : IUNG, III, 73. La mission de La Grua parvint aux oreilles du ministre d'Espagne à Rome, Antonio de Vargas y Laguna, qui prévint Godoy, le 30 décembre 1807 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 102, f. 357.

(2) A Murat, 19 mai 1808 : *Corr.*, 13.936.

VII

L'OCCUPATION DE LA PÉNINSULE

L'OCCUPATION DU PORTUGAL. — Napoléon attendait avec impatience la nouvelle de la prise de Lisbonne. Sa politique dans la Péninsule devait en effet se trouver singulièrement dégagée par cet événement, et d'autre part, bien que ses dépêches n'aient jamais laissé percer aucune inquiétude, il reconnaissait sans doute en son for intérieur qu'au point de vue militaire l'expédition de Portugal, telle qu'il l'avait lancée, était hasardeuse : plan insuffisamment étudié, troupes jeunes et peu entraînées, pays difficile, coopération espagnole médiocre, possibilité d'un débarquement anglais (1). En octobre il annonçait que la ville serait prise le mois suivant, mais lui-même n'attendait guère l'événement avant le début de décembre, et c'est à ce moment seulement qu'il annonça que la chose devait être faite (2). Effectivement, Junot était entré à Lisbonne le 30 novembre.

L'apparition à l'embouchure du Tage de l'escadre commandée par Sidney Smith mettait le gouvernement portugais dans une situation vraiment tragique. D'une part il savait que les troupes françaises marchaient sur sa capitale et il était résigné à céder aux exigences de Napoléon ; on sait comment le 18 novembre Strangford avait été positivement expulsé de Lisbonne. Mais d'autre part 10 à 15 voiles anglaises, malgré le mauvais temps, étaient presque en permanence à la vue des batteries (3). Qu'attendre de ces alliés à qui, au début du mois, il avait fallu permettre officiellement d'occuper Madère ? (4) La seule annonce de leur arrivée avait arrêté le

(1) « Une organisation trop hâtive... une opération de guerre trop légèrement préparée... Cette entreprise extraordinaire aurait pu se terminer par un désastre sans précédent. » GRASSET, *Guerre d'Espagne*, I, 93, 107.

(2) A Joseph, 27 octobre 1807 ; à Savary, le 30 ; à Marie-Louise d'Étrurie, 5 décembre ; à Alexandre, le 7 : *Corr.*, 13.305, 13.310, 13.375, 13.383.

(3) 9 à 14 voiles en vue le 7 novembre, 7 (sous Sidney Smith) le 17, 12 le 25 : lettres de Lisbonne à Beauharnais, 7, 25 novembre ; Herman à Champagny, le 18 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 265, 349 ; *Consulat de Lisbonne*.

(4) Strangford à Canning, 2 novembre : *Record Office*, F. O. 63, 56. Madère fut occupé le 14 décembre ; quand le Portugal fit cause commune avec l'Angleterre, elle révoqua la capitulation : Sousa Coutinho au comte de Sarzedas, gouverneur de

trafic maritime, et dès le 17 novembre la disette avait commencé à se faire sentir ; le blocus que Sidney Smith venait d'établir, et qu'une frégate parlementaire avait signifié le 23, allait aggraver encore la situation (1). Strangford avait refusé de promettre que l'escadre britannique respecterait la flotte portugaise, et le sort de Copenhague était présent à toutes les mémoires (2).

Cette dernière crainte n'était pas sans fondement réel. A Londres, Sousa Coutinho, complètement inféodé à l'Angleterre, avait reçu de Canning des promesses de secours vagues, verbales et conditionnelles, en retour desquelles il avait consenti à étendre l'arrangement qu'il avait signé le 12 septembre ; le 22 octobre donc il avait accédé à une convention secrète : le cabinet britannique n'occuperait pas les colonies portugaises, et il enverrait à Lisbonne 6 vaisseaux et 5.000 hommes pour couvrir l'embarquement du régent ; en échange le Portugal ferait partir immédiatement la moitié de sa flotte pour le Brésil, et il y concéderait des avantages au commerce anglais. C'était cette convention, où le caractère intéressé de la politique britannique apparaissait nettement, que Sidney Smith venait apporter à Lisbonne. Il devait, si le régent la repoussait, s'assurer par des négociations ou par la force de l'escadre portugaise (3). Le danger était donc réel pour la ville. Heureusement pour elle, Strangford et l'amiral, à bord de l'*Hibernia*, décidèrent de ne pas tenter de coup de main dans le Tage : les batteries de la côte étaient trop nombreuses et les vaisseaux russes stationnés en rade pourraient prendre part au combat (4). Mais pour le gouvernement portugais,

L'Inde, 28 février 1808 : *Bibliotheca Nacional*, Lisbonne, *Collecção Pombalina*, n° 642, f. 668.

(1) Strangford à Canning, 17 novembre 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 56. Bulletin de Lisbonne à Beauharnais, du 25 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 349.

(2) Strangford à Canning, 28 octobre 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 56.

(3) Texte de la convention dans FERREIRA, *Collecção dos tratados*, IV, 236. FORTESCUE, *History of the british Army*, VI, 90, 98, 102. Canning à Strangford, 22 octobre, 7 novembre ; Strangford à Canning, 24 novembre : *Record Office*, F. O. 63, 56. Ce traité fut partiellement dévoilé par Canning aux Communes le 21 janvier 1808, révélation dont le gouvernement français s'empara aussitôt : *Moniteur* du 2 février. Il semble que cette question de l'ouverture des ports brésiliens (que le régent accorda le 28 janvier 1808) ait dominé toute la politique anglaise en cette affaire ; c'est ce que lord Palmerston déclara aux Communes le 1^{er} juin 1829 : VIANNA, *Introdução aos apontamentos...*, 154. — Sousa Coutinho, qui paraît avoir eu réellement confiance dans l'aide anglaise, fut atterré par les événements de novembre et par la politique francophile d'Araújo. Ses dépêches reflètent en termes plutôt vifs sa surprise, son aigreur et une inquiétude qu'accrut encore l'absence totale de nouvelles pendant plus de 5 semaines : à Araújo, surtout 30 septembre, 17, 25 novembre, 18 décembre : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Londres*.

(4) Strangford à Canning, 24 novembre 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 56. Bulletin de Lisbonne à Beauharnais, du 25 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 349.

qui ignorait cette détermination, la présence de l'escadre anglaise était la source de très vives appréhensions.

Quant à l'avance des Français, la cour de Lisbonne n'en savait pas grand'chose. La rapidité de leur marche et l'itinéraire inattendu qu'ils avaient suivi firent qu'elle ne fut informée de leur approche que fort tard (1). Cette nouvelle accrut naturellement la confusion qui régnait dans la ville, mais l'éventualité d'une invasion avait été prévue, le plan arrêté dans ses grandes lignes, et les préparatifs essentiels étaient faits. Un conseil d'État tenu dans la nuit du 9 au 10 novembre avait décidé que si les Franco-Espagnols passaient la frontière la cour embarquerait pour le Brésil (2). La flotte était prête. En théorie, elle comprenait seize vaisseaux (de faible puissance en général) et neuf frégates, avec 6.720 hommes d'équipage (3). Au début d'octobre, il est vrai, deux vaisseaux seulement étaient armés, mais la division détachée devant Alger ne tarda pas à rentrer, on pressa 100 à 200 hommes par jour pour compléter les équipages, on réquisitionna les barriques à eau et les agrès de la flotte marchande du Brésil, de sorte que le 4 novembre on pouvait compter sur six vaisseaux, que le 9 on en avait sept et que le 10, lorsque le régent passa en revue l'escadre dans son *escaler* à rames, elle comprenait dix vaisseaux de ligne et quatre frégates. Le Trésor royal et les objets précieux des églises s'embarquaient depuis le début du mois (4). La cour pouvait donc facilement se soustraire à l'invasion française.

Or, c'était le seul parti qui lui restât, car elle ne pouvait plus espérer arrêter la marche de Junot, ni par les armes, ni par la négociation. On avait bien quelque peu renforcé l'armée en octobre, porté les régiments d'infanterie à 1.200 hommes, organisé une milice à Lisbonne et créé un corps de volontaires à cheval, mais on avait

(1) D'après ACCURSIO DAS NEVES (*Historia da Invasão*, I, 159) c'est le 24 novembre seulement qu'un aide de camp du marquis d'Alorna, commandant d'armes de l'Alem Tejo, apporta la nouvelle de leur approche ; ce jour-là, Junot était à Abrantes, à 140 km. de Lisbonne. Mais outre que cet ouvrage est peu exact, le ton de la lettre qu'Araújo envoya à Junot le 22 semble bien montrer qu'il savait les Français déjà tout proches. Junot le déclare d'ailleurs formellement : à Napoléon, 30 novembre, 1^{er} décembre : A. N., AF IV 1604.

(2) Strangford à Canning, 10 novembre 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 56.

(3) Du moins si l'on en croit un état anonyme, s. d. (courant de 1807) : A. E., *Port.*, *Mémoires et documents, fonds divers*, v. 11 supplément, f. 207.

(4) Strangford à Canning, 2, 5, 10 novembre : *Record Office*, F. O. 63, 56. Mure à Champagny, 10, 17 octobre ; bulletins de Lisbonne à Beauharnais, 4, 7 novembre, et à Champagny, du 14 : A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 205, 211 ; *Esp.*, v. 672, f. 233, 265, 296.

suspendu ces préparatifs au moment où l'on avait résolu de céder à l'ultimatum impérial, et surtout toute résistance était devenue impossible du fait que les Français avaient déjà passé la région montagneuse où l'on eût pu tenter de les arrêter (1). On vit bientôt qu'il ne fallait pas davantage compter sur la négociation. Le 22 novembre, Araújo envoya à Junot un émissaire, José de Olivera de Barreto, muni de tous les pouvoirs pour négocier et d'une lettre conciliante : « J'espère que vous serez Ange de Paix, disait-elle, et pas l'Ange exterminateur. » Barreto ne trouva Junot que le 27, sur le bord du Zêzere. La pluie, qui ne cessait pas depuis plusieurs jours, tombait à ce moment à torrents, et ce fut à l'abri d'un arbre que le général donna audience à Barreto. L'entrevue fut brève : « Il était chargé pour moi, rapporta Junot à l'empereur, de beaucoup de propositions si je voulais m'arrêter, mais il vit bien qu'il n'y avait rien à faire. » D'ailleurs, « les premières colonnes devaient faire place aux autres ou les faire mourir de faim. » Mais Araújo avait si peu d'illusions sur le résultat de ces négociations que sans attendre la réponse il avait averti Junot, le 26, que le régent allait s'embarquer pour le Brésil. « Il en est peiné, ajoutait-il. Quant à moi, mon cher général, je vous assure que cela me fait saigner le cœur » (2).

Le 24 au soir en effet, un grand conseil s'était tenu au palais d'Ajuda ; le régent, les conseillers d'État et quelques lieutenants-généraux avaient délibéré jusqu'à 4 heures du matin, et avaient décidé de ne plus retarder l'embarquement. On prépara un décret établissant un conseil de régence, ainsi qu'une proclamation, qu'on data du 26, par laquelle le prince Jean annonçait sa résolution à son peuple. Le 27, à 11 heures du matin, la famille royale embarquait ; tous les ministres, Araújo, Rodrigo de Sousa Coutinho, Pombal, l'accompagnaient, ainsi qu'une partie de la noblesse ; le convoi devait comprendre 8 vaisseaux de ligne, 4 frégates et des

(1) L'armée comprenait 19.000 fantassins (20 régiments), 3.136 artilleurs, 2.400 soldats de marine, 3.280 cavaliers (8 régiments) et 1960 dragons, soit 29.776 hommes, à en croire l'état cité à l'avant-dernière note. Canning, renseigné par Strangford, n'estimait qu'à 10 ou 11.000 hommes les effectifs réels : Sousa Coutinho à Araújo, 30 septembre 1807 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Londres*. — « Le militaire est mal payé, mal nourri et mal commandé ; les chefs sont sans énergie et sans talent. » Lettre de Lisbonne à Beauharnais, 7 novembre : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 265 (cf. cependant pour les récents progrès de l'armée portugaise ACCURSIO DAS NEVES, *Historia da Invasão*, I, 130.)

(2) Araújo à Junot, 22, 26 novembre : A. N., AF IV 1604, plaq. 1/II. Herman (témoin de l'entretien avec Barreto) à Champagny, le 30 : A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 280. Junot à Napoléon, le 30, et 1^{er} décembre : A. N., AF IV 1604.

bâtiments moindres, en tout 36 voiles (1). La double proie que convoitait Junot, le régent et l'escadre, allait lui échapper.

Il lui restait cependant certaines chances. Depuis une semaine soufflait une grande tempête du sud-ouest, accompagnée de pluies torrentielles, qui empêchait l'escadre de sortir du Tage. A la vue des vaisseaux mouillés dans le fleuve, Lisbonne s'agitait. Les uns entassaient sur le quai de Belem, avec l'espoir de pouvoir les embarquer, des ballots et des caisses renfermant leurs objets les plus précieux, de l'argenterie surtout. Les autres, redoutant l'arrivée des Français et un bombardement de la ville par Sidney Smith, s'étaient réfugiés sur des barques à bord desquelles, à quelque distance du rivage, ils attendaient les événements ; les eaux jaunes du Tage, fouettées par l'averse, fourmillaient de ces embarcations. Le peuple, excité par de violents pamphlets qui accusaient le régent de trahison, se répandait menaçant dans les rues, et déjà le pillage commençait. Les troupes n'étaient plus sûres ; la garnison du fort de São Julião, à l'embouchure du Tage, ayant reçu l'ordre d'enclouer ses canons, avait refusé d'obéir et déclaré qu'elle voulait se défendre. A bord, le régent et Araújo hésitaient, plus indécis que jamais ; ils n'avaient pas fait afficher la proclamation d'adieu ni promulgué le décret de régence, et l'escadre était prête à lever l'ancre qu'ils espéraient encore que tout s'arrangerait (2). Autour d'eux recommença alors, pour la dernière fois, la lutte ordinaire d'influence entre Français et Anglais.

Junot, comprenant par le récit de Barreto quelle devait être la situation à Lisbonne, y avait renvoyé le négociateur portugais et lui avait adjoint Herman, qui après avoir quitté le Portugal avait trouvé à Madrid l'ordre d'accompagner l'armée française et l'avait rejointe à Abrantes après un voyage des plus pénibles. Descendant le Tage en barque, Herman arriva à Lisbonne le 28 novembre, à

(1) ACCURSIO DAS NEVES, I, 165. SANTOS MARROCOS, *Apontamentos historicos*, éd. Béthencourt, dans le *Catalogo dos manuscritos da real bibliotheca de Ajuda*, mss. 52-VII-63. Texte de la proclamation du 26 dans CHABY, *Excerptos historicos*, VI, 5, et FERRAS GRAMOZA, *Memorias historicas*, 136. Mure à Champagny, 27 novembre ; bulletin de Lisbonne au même, du 28 : A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 279 et *Esp.*, v. 672, f. 361. Strangford à Canning, le 29 : *Record Office* F. O. 63, 56. Sur toute cette période, les ouvrages de FOY, *Histoire de la Guerre de la Péninsule*, II, 390 et suiv., LEFEBVRE, *Histoire des cabinets de l'Europe*, III, 330 et suiv., sont encore plus inexacts qu'à l'ordinaire.

(2) FERRAS GRAMOZA, *Memorias historicas*, 138. Bulletin de Lisbonne, et Herman à Champagny, 28, 30 novembre : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 361 ; *Port.*, v. 10 supplément, f. 280. Strangford à Canning, 20 octobre, 30 novembre : *Record Office*, F. O. 63, 56.

cinq heures du soir, avec la mission de dissuader le régent de s'embarquer. Araújo, chez qui il se présenta tout d'abord, était déjà à bord de l'escadre et Herman ne sut pas l'y rejoindre. Il semble d'ailleurs avoir montré peu d'énergie dans la circonstance. Sans chercher à agir sur le peuple ni sur les soldats, il se contenta d'envoyer un rapport à Junot et de conférer avec le nonce et les consuls d'Espagne et de Hollande (1), tandis que son adversaire Strangford se dépensait au contraire sans compter pour obtenir le départ de la flotte portugaise. Strangford, ayant trouvé à bord de l'*Hibernia* les instructions du 22 octobre, avait fait demander audience au régent. Sur la réponse favorable qui lui fut donnée, il repartit pour Lisbonne le 27 au matin, à bord du vaisseau *Confiance* portant pavillon parlementaire. Le mauvais temps fut tel qu'il ne toucha terre qu'au milieu de la nuit. Il trouva la ville pleine de gens armés, et eut l'impression qu'ils pourraient bien empêcher le départ du prince. Araújo, qu'il chercha à son hôtel, était déjà embarqué, mais Strangford, à la différence d'Herman, sut le rejoindre à bord ; il eut avec lui une conversation fort longue et qui le remplit d'inquiétude, car il vit les Portugais hésitant encore sur le parti à prendre. Il manda alors à Sidney Smith d'approcher le plus possible de la côte, écrivit au régent pour lui offrir l'aide britannique s'il partait dans les deux heures, réussit à avoir une entrevue avec lui, le harangua, le pressa (2). Mais la situation demeurait indécise encore. Enfin, les événements décidèrent : le 29, le jour se leva clair, avec vent du nord-est ; le régent se résolut alors à donner l'ordre du départ. La proclamation d'adieu fut affichée à Lisbonne et à 8 heures l'escadre franchit la barre. Elle échangea avec les vaisseaux de S. M. B. les salves réglementaires de 21 coups de canon, et Sidney Smith vint saluer à son bord le prince Jean. Peu après, la tempête du sud-ouest repre-

(1) Herman à Champagny, 30 novembre 1807 : A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 280.

(2) Strangford à Canning, 24, 29, 30 novembre : *Record Office*, F. O. 63, 56. Ce ne fut donc pas, comme on l'a dit et comme Strangford le laisse croire, l'action de Strangford qui détermina le régent à s'embarquer : Strangford avait quitté Lisbonne le 18, et quand il revint, dans la nuit du 27 au 28, le régent était à bord depuis le 27 à 11 heures. (Aussi ses dépêches ne précisent-elles pas où il a vu le prince : c'était évidemment à bord de l'escadre.) Déjà lady Holland invoque contre cette légende le témoignage d'officiers de la flotte anglaise (*Journal*, II, 261, 21 septembre 1810). Il n'en reste pas moins que les instances de Strangford ont sans doute contribué puissamment à faire donner par le prince l'ordre de lever l'ancre. Strangford fut de retour à Londres le 18 décembre, assez éprouvé par ces aventures : JACKSON, *Diaries*, II, 231, 234.

naît ; un retard de deux heures, au dire de l'amiral anglais, eût rendu la sortie impossible (1).

Le même jour, dans l'après-midi, on affichait à Lisbonne une proclamation de Junot qui annonçait son arrivée prochaine (2). Le 30, à 8 heures du matin, il entra en effet dans la ville, sous l'averse, à la tête d'un régiment de grenadiers épuisés, affamés, nus-pieds. Vers 3 heures, il fut rejoint par deux bataillons du 70^e. Le 1^{er} décembre arrivèrent 1500 hommes de la division Delaborde. Les 4 et 5 enfin apparurent les deuxième et troisième divisions, le 6 la cavalerie, le 7 les premières pièces d'artillerie. Trois semaines après l'entrée à Lisbonne, l'armée, qui comptait 25.000 hommes au départ de Bayonne, n'en avait pas encore 10.000 présents sous les armes ; le reste était aux hôpitaux ou le long des routes. Les unités, déjà très fatiguées par la marche trop rapide à travers l'Espagne, puis par la traversée de la sauvage Sierra de Gata, avaient eu ensuite à passer en cinq jours les montagnes de la Beira portugaise qu'on regardait comme infranchissables pour une armée, tant elles sont âpres et désolées. Pas de routes, pas de ponts, pas de ravitaillement, pas de ressources locales, la pluie sans trêve, des étapes de 30 kilomètres en moyenne, qu'on mettait parfois 16 heures à couvrir. Aussi l'armée arriva-t-elle à Lisbonne non seulement égrenée sur huit jours de marche, mais « en lambeaux », dit Junot, sans souliers, les armes hors de service, les unités disloquées, la discipline ruinée (3), bref, hors d'état de fournir l'effort physique qu'eût exigé la moindre série de combats. Si les Anglais avaient débarqué deux régiments et occupé quelques forts, comme Sidney Smith voulait le faire (4), si les Portugais avaient concentré quelques troupes, cela eût probablement suffi pour disperser successivement tous les corps français. Le sort de l'expédition s'était joué sur un coup de dés. Aussi l'on imagine le soulagement avec lequel Junot dut apprendre, par l'avis d'Araújo du 26, que le régent avait ordonné de ne faire « aucune

(1) FERRAS GRAMOZA, 139. Strangford à Canning, 29, 30 novembre 1807 : *Record Office*, F. O. 63, 56.

(2) Elle le fut par le vice-consul de France, Mure, qui était allé au devant de Junot : Mure à Champagny, 1^{er} décembre, A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 285.

(3) Très bon récit dans GRASSET, *Guerre d'Espagne*, I, 147-163. THIÉBAULT, *Relation de l'expédition de Portugal*, 79. Junot à Napoléon, 6 décembre 1807 : A. N., AF IV 1604.

(4) En particulier le fort de Bugio, qui fait face à celui de São Julião, à l'embouchure du Tage ; Sidney Smith n'y renonça qu'à cause de l'attitude des troupes portugaises : Strangford à Canning, 30 novembre 1807, *Record Office*, F. O. 63, 56.

opposition » aux Français, et celui avec lequel il dut occuper les forts de Lisbonne (1).

Sitôt maître de la ville, Junot tint à confirmer l'attitude qu'il avait prise dès son entrée en Portugal, celle d'un ami venu pour protéger le royaume contre les Anglais. Il fit afficher une proclamation rassurante (2). Les rares sujets britanniques demeurés à Lisbonne furent mis en état d'arrestation ; à vrai dire, si quelques-uns furent internés à l'hôpital anglais transformé en prison pour la circonstance, beaucoup d'autres furent laissés en liberté sur parole. Un décret prononça la confiscation de leurs biens mobiliers et immobiliers, même si la propriété en avait été transférée plus ou moins fictivement à un Portugais ou à un Français (3). En même temps, Junot exploitait activement toutes les ressources du pays pour remettre son armée en état. Herman fut nommé le 1^{er} décembre commissaire général du gouvernement français auprès de la régence et administrateur des finances portugaises ; en cette qualité, dès le 5 il présida l'*Erario*. Chacun réquisitionnait pour son compte, plus ou moins régulièrement. Les généraux s'étaient installés dans les plus beaux hôtels : Junot dans le plus riche palais de Lisbonne, celui de Barão de Quintela, Delaborde, nommé gouverneur de la ville, chez Araújo, etc. Les troupes exigeaient les vivres, les vêtements, le chauffage, et se dispensaient le plus souvent de remettre en échange des bons de réquisition régulièrement établis. Bref, Junot se disait bien l'allié et l'ami du Portugal, mais il le traitait en pays conquis (4). Les Espagnols avaient de leur côté occupé le reste du royaume, Taranco au nord et Solano au sud. Le Portugal était à la discrétion de Napoléon et de l'Espagne ; il semblait qu'il n'y eût plus qu'à effectuer le partage décidé le 27 octobre à Fontainebleau, que les ambitions tenaces de Godoy fussent satisfaites,

(1) Araújo à Junot, 26 novembre : A. N., AF IV 1604, plaq. 1/I. Le 29, à 2 heures du matin, à Cartaxo (60 km. de Lisbonne), Junot apprit l'embarquement de la famille royale. Au soir, à Sacavém (8 km. de Lisbonne) il reçut des délégations venues le complimenter (deux généraux, des représentants du commerce et de la franc-maçonnerie) : FERRÃO, *A primeira invasão francesa*, CLXXXVIII-CXCI.

(2) Analogue à celle qu'il avait lancée en entrant en Portugal, le 17 novembre 1807. Textes dans CHABY, *Excerptos historicos*, VI, 7, 27 et suiv.

(3) Complété par le décret du 22 décembre ordonnant de débarquer et d'emmagasiner les marchandises séquestrées trouvées sur les navires du port : textes à la *Bibliothèque nationale*, n. a. fr., v. 6574, f. 221, 222. Rapports de Seabra da Silva, intendant général de police, 4, 7, 9, 10, 11 décembre : dans FERRÃO, *A primeira invasão*, 12, 15, 16, 19, 25, 26. Napoléon à Junot, 12 novembre 1807 : *Corr.*, 13.351.

(4) Junot à Napoléon, 2 décembre : A. N., AF IV 1604. Herman à Champagny, le 6 : A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 291. Rapports de Seabra da Silva, les 3, 4, 9, etc. : FERRÃO, *A primeira invasão*, 7, 11, 21, etc.

l'exécution du blocus continental assuré. — Or, dans les ordres qu'expédie Napoléon quand il apprend la chute de Lisbonne, tout est dirigé dans une direction opposée : l'empereur ne voit dans cet événement qu'une cause possible d'embarras qui disparaît de sa route, et son unique pensée est d'en profiter pour affermir encore les bases de sa politique d'intervention en Espagne.

LES ORDRES POUR L'OCCUPATION DE L'ESPAGNE. — Napoléon reçut le 17 décembre 1807, à Milan, la nouvelle de la prise de Lisbonne ; les détails suivirent de près : la dépêche que Junot expédia le 7 arriva le 23 (1). En annonçant son succès, Junot se laissait aller à ces expansions qui étaient dans son caractère. Il évoquait des anniversaires : le 1^{er} décembre, jour où il avait occupé officiellement la ville, était celui de l'avènement de la maison de Bragance ; le 2, où il avait célébré solennellement « la prise de possession du Portugal », était celui du couronnement de Napoléon. L'avenir lui paraissait heureux et facile. Sa conquête regorgeait de richesses : « Lisbonne, assurait-il, peut encore être considérée comme la ville la plus riche du monde. » Les troupes portugaises, excellentes et « d'une subordination surtout remarquable », allaient constituer des auxiliaires précieux. La population acceptait sans difficulté le changement de régime : « Le peuple voit en cela la main de Dieu écrivant elle-même les destinées de l'Europe qu'il a confiées à V. M. » (2) Cet optimisme était peut-être excessif, mais assez excusable en ce moment. Napoléon le calma très vite. Ses dépêches furent d'une réserve singulière ; il n'eut pas un mot de félicitations pour le général ni pour les soldats. Sur l'enthousiasme de Junot il versa une douche d'eau froide : « Vous êtes comme les hommes qui n'ont pas l'expérience des conquêtes, vous vous bercez de vaines illusions. » La situation, assurait-il, était au contraire des plus inquiétantes : « Voyez la misère, la famine, les Anglais débarquant, toutes les intrigues agitant le pays, le fantôme même du prince régent jeté sur vos

(1) Napoléon à Joseph, 17 décembre ; à Junot, les 20, 23 : *Corr.*, 13.402, 13.406, 13.416. Le texte donné par Lecestre de la lettre à Joseph (*Lettres inédites*, 207) fournit des dates un peu différentes : le 20 pour l'arrivée des premières nouvelles. La prise de Lisbonne fut connue à Paris dès le 10 décembre : bulletin de Fouché du jour, dans HAUTERIVE, III. Joseph l'annonça à C. Berthier le 26 : *Lettres inédites*, éd. Rambaud, 46.

(2) A Napoléon, 30 novembre, 1^{er}, 2 (2 dépêches), 6 décembre : A. N., AF IV 1604.

côtes... Tout le peuple qui est devant vous est votre ennemi. » — « Il paraît que votre tête est pleine d'illusions... Je ne reconnais pas là un homme qui a été élevé à mon école... Vous êtes dans un pays conquis et vous agissez comme si vous étiez en Bourgogne... Il y a dans tout cela une singulière imprévoyance. » Junot devait au plus vite envoyer l'armée portugaise en France, désarmer le pays, éloigner les hommes susceptibles de « servir de point de ralliement », refaire ses troupes, les installer bien groupées en des camps solidement fortifiés (1). Ce pessimisme de Napoléon contraste singulièrement avec l'optimisme outré qu'il montrait pendant la période autrement dangereuse de la marche sur Lisbonne : il fallait alors compter pour rien l'armée portugaise, la population, les Anglais. Mais ces vigoureux coups de caveçon, ce désir de ne pas laisser Junot s'endormir sur ses lauriers, de le tenir en haleine, actif et sur le qui-vive, s'expliquent quand on voit la tâche immense que l'empereur lui confie. Il doit occuper Lisbonne et les côtes, garder sa ligne de communications et assurer par Almeida sa liaison avec Dupont, organiser une flotte, surveiller les Portugais, surveiller ses voisins espagnols. Il doit établir le blocus et séquestrer les marchandises anglaises. Il doit exploiter à fond le pays : faire entretenir ses troupes et celles de Dupont, avec rations supplémentaires et gratifications, séquestrer les biens de la couronne et ceux des nobles qui sont partis pour le Brésil, faire verser tous les impôts dans la caisse du receveur général français, faire rentrer une énorme contribution, 100 millions de francs (2). Et pour cette besogne écrasante, pas de renforts annoncés : simplement l'autorisation d'appeler Dupont s'il en est besoin : « Mais ne l'employer qu'autant que cela sera utile. » Bien plus, la perspective d'avoir à envoyer des troupes en Espagne : « Il faut que votre armée soit dans une situation telle qu'elle puisse se porter ailleurs et faire demi-tour à droite, sinon tout entière, du moins en partie » (3).

Cette dernière phrase est déjà singulièrement significative, mais les ordres donnés en même temps aux corps de Dupont et de Mon-

(1) A Junot, 20, 23 décembre : *Corr.*, 13.406, 13.416 ; 7 janvier 1808 : dans LECESTRE, *La Guerre de la Péninsule d'après la correspondance inédite de Napoléon*, 449. Cf. les ordres du 31 octobre : *Corr.*, 13.314.

(2) *Ibid.* Décret du 23 décembre 1807 ; à Clarke, même date : *Corr.*, 13.409, 13.412. Comme receveur général des contributions directes en Portugal, Mollien avait proposé dès le 11 novembre un fonctionnaire de ses services, Berthelot ; celui-ci arriva à Lisbonne dès le 9 décembre : A. N., AF IV 1604, plaq. 1/II.

(3) A Junot, 20 décembre 1807 : *Corr.*, 13.406.

cey le sont plus encore. Dès le 17 décembre, Napoléon a demandé à Clarke un « livret » très détaillé de toutes les forces qu'il possède en Portugal, en Espagne et sur les Pyrénées. Le 23, les dépêches partent. Dupont, qui est à Vitoria, doit pousser jusqu'à Valladolid où il groupera tout son corps d'armée ; au besoin, Junot lui fournira un prétexte pour cette descente vers le sud en déclarant qu'il a besoin de lui à Lisbonne ; Dupont aura soin, « sans affectation, d'avoir l'œil sur le pont du Douro et d'avoir des détachements à Salamanque, comme pour se porter sur la route de Lisbonne » ; il se tiendra prêt à agir, de cette position centrale qui lui permet aussi bien de marcher sur Madrid par Ségovie que d'entrer en Portugal par Ciudad Rodrigo (1). Moncey, dont le corps doit comprendre 34.000 hommes, entrera en Espagne sans délai, et du 5 au 10 janvier 1808 il prendra la place de Dupont à Vitoria ; une division de réserve tirée du camp de Boulogne et qui se trouve à Orléans l'y rejoindra, ce qui le portera à 39.300 hommes ; il fera transférer à Vitoria les 500.000 rations de biscuit préparées à Bayonne. La division d'observation des Pyrénées-Occidentales, qui ne compte que 65 officiers et 2.300 soldats, doit être portée à 1000 hommes par bataillon, et si au 8 janvier elle atteint 4.000 hommes elle entrera en Espagne et se postera à Pampelune. Enfin, Napoléon organise, à l'autre extrémité des Pyrénées, une *division d'observation des Pyrénées-Orientales*, sous le commandement provisoire du général italien Lecchi ; elle va se former à Perpignan avec les Italiens demandés récemment à Eugène, avec des Napolitains, des Suisses et des Français, soit 8 à 10.000 hommes avec 18 canons ; les 200.000 rations de biscuit fabriquées à Perpignan seront transportées à Bellegarde (2).

Les mouvements ordonnés entre Bayonne et Valladolid sont déjà plus que suspects. Mais les concentrations sur la frontière catalane sont moins justifiables encore ; elles le sont si peu qu'on n'envoie même plus à Beauharnais les éléments d'une note explicative : l'heure venue, on placera le gouvernement espagnol devant le fait accompli. Il y a là de quoi faire perdre leurs illusions à ceux qui en auraient encore ; il est évident maintenant que les troupes françaises

(1) C'est par là qu'il entrera en Portugal, puisque Junot doit occuper Almeida, en face de Ciudad Rodrigo, pour établir la liaison avec lui. La lettre à Junot (20 décembre, *Corr.*, 13.406) porte qu'une division de Dupont marche déjà de Vitoria sur Badajoz ; cette version est inadmissible : c'est sans doute Burgos qu'il faut lire.

(2) A Clarke, 17 décembre ; ordre du 23 : *Correspondance inédite*, éd. Picard, I, 706, 708 ; à Junot, le 20 ; à Clarke, 2 lettres du 23 : *Corr.*, 13.406, 13.411, 13.412. GRASSET, I, 250, 266, 267, 296.

ont une autre mission que celle d'occuper le Portugal, et que les solutions que médite l'empereur sont assez radicales pour qu'il soit nécessaire de leur donner l'appui moral et peut-être effectif d'une imposante armée. Les ordres du 23 décembre vont faire entrer en Espagne, d'après les prévisions de Napoléon, environ 44.000 hommes, que 10.000 autres se préparent à suivre. Tout cela est trop clair, et Lima, si peu perspicace qu'il fût, en avait prédit dès juillet 1806 la suite inévitable : « *Hua vez introduzidas as tropas, aproveitase o descontentamento que a guerra actual e os seus desastrosos effectos tera produzido, e o resto sera devido a habilidade e dexteridade das pessoas empregadas no adimplemento de hua tão perversa e iniqua obra* » (1). Godoy eût été bien aveugle s'il n'avait vu le danger.

VIII

LES ALARMES DE L'ESPAGNE

LES AFFAIRES FERNANDISTES. — Depuis le départ de Napoléon pour l'Italie, Izquierdo errait à Paris désœuvré et inquiet. L'affaire de l'Escorial lui avait fait grand tort dans les milieux français, et il se sentait entouré de méfiance (2). L'éloignement de l'empereur coupait toute communication directe, et si cette situation servait les projets de Napoléon en le rendant plus impénétrable (3), l'agent de Godoy se trouvait sans la moindre nouvelle à envoyer à son maître, et pendant toute cette période ses démarches auprès du gouvernement français se bornèrent à la remise d'une note (4). Il semble que ce moment de repos forcé eût été utilement employé à un voyage à Madrid. Dans sa dernière entrevue avec Champagny, le 17 novembre 1807, Izquierdo en avait parlé au ministre et avait été autorisé à partir. Mais l'affaire traîna : c'est le 6 décembre seulement que l'idée fut soumise à Godoy, le 24 que le favori envoya son assentiment, le 26 janvier 1808 qu'Izquierdo commença ses prépa-

(1) Lima à Araújo, 29 juillet 1806 : *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Paris*.

(2) Izquierdo à Godoy, 8 décembre 1807 : dans NELLIERTO, *Memorias*, III, 54.

(3) Cevallos affirma même plus tard (*Exposición de los hechos...*, 9) que Napoléon avait fait son voyage d'Italie dans ce seul but : c'était voir les choses de façon un peu unilatérale...

(4) Note d'Izquierdo du 26 décembre 1807, transmettant une lettre de Godoy du 18 sur le Portugal et l'affaire de l'Escorial : A. N., AF IV 1680, 8^e doss.

ratifs. A ce moment Napoléon était de retour, la situation devint tout à coup très grave, et le Navarrais comprit qu'il avait mieux à faire que de se rendre à Madrid (1). Godoy ne voyait donc pas venir Izquierdo, il ne recevait pas de lettres de lui, et le silence et l'inactivité de son agent lui paraissaient de mauvais augure (2).

Or, c'est à ce moment qu'il aurait eu le plus besoin de nouvelles, car une négociation fort délicate pour lui était en cours : il s'agissait de la demande que Charles IV avait faite, le 18 novembre, d'une princesse française pour Ferdinand. Comment le prince de la Paix en était-il venu à laisser écrire, ou même à faire écrire cette lettre par son maître, alors que ce mariage eût amené le triomphe du parti fernandiste ? Et comment Charles IV se décida-t-il tout d'un coup à sanctionner ces intrigues matrimoniales qu'il venait de condamner ?

La chose n'est pas claire. Le jour même où le roi faisait cette démarche, Godoy ajoutait au bas d'une lettre à Izquierdo ce laconique et mystérieux post-scriptum : « Les choses prennent un aspect terrible » (3). Quel est donc le fait si inquiétant qui provoqua la lettre à l'empereur ? Peut-être une pression de Beauharnais ou une révélation nouvelle des fernandistes ; mais il n'en reste pas trace. Ou plus probablement la dépêche de Masserano du 11, relatant la scène que venait de lui faire Napoléon, et qui précéda de plusieurs jours les lettres rassurantes d'Izquierdo. En tout cas il faut observer que le moment où Charles IV demandait à Napoléon une épouse pour Ferdinand était celui où Godoy négociait avec Michel pour que cette épouse fût une nièce de Murat. On peut donc croire que dans l'esprit du favori cette seconde démarche contrebalançait la première, qu'il laissait Charles IV solliciter pour son fils la main d'une parente de l'empereur afin d'apaiser Napoléon, mais qu'il espérait — on l'a déjà noté — n'avoir pas trop à pâtir de ce mariage si la nouvelle princesse des Asturies était la nièce de son ami Murat (4).

On attendit donc à Madrid la réponse de l'empereur. Godoy se contenta pendant ce temps de tenir Napoléon au courant du procès qu'on instruisait contre les complices de Ferdinand, et dans lequel,

(1) Champagny à Napoléon, 17 novembre : A. N., AF IV 1706/E. Godoy à Izquierdo, 24 décembre : NELLERTO, III, 59. Masserano à Cevallos, 26 janvier 1808 : *A. Histórico N. Estado*, c. 3976.

(2) Godoy à Izquierdo, 9 février 1808 : NELLERTO, *Memorias*, III, 61.

(3) Godoy à Izquierdo, 8 novembre 1807, P. S. du 18 : *ibid.*, III, 5.

(4) On voit Godoy revenir sur ce sujet en décembre : « Toute la famille royale, dit-il à Michel, paraît disposée à recevoir avec affection, empressement et de préférence à toute autre une personne désignée par Vos Altesses dans votre propre famille. » Michel à Murat, 25 décembre 1807 : MURAT, *Lettres*, éd. Le Brethon, V, 235.

expliquait-il, Charles IV voulait « mettre au grand jour primo toute sa justice, et de suite toute sa clémence » (1). La réponse de Napoléon aux ouvertures matrimoniales de Madrid se fit attendre deux mois ; elle ne partit que le 10 janvier 1808 : « Je consens volontiers à cette alliance, disait l'empereur. Mais V. M. doit comprendre qu'il n'est aucun homme d'honneur qui voulût s'allier à un fils déshonoré par sa *Déclaration*, sans avoir l'assurance qu'il a réacquis toutes ses bonnes grâces » (2). C'était une dérobade, et en des termes peu flatteurs. Que voulait donc Napoléon ? Pendant des mois son ambassadeur avait intrigué pour arriver à ce mariage, et lorsque la cour d'Espagne le proposait officiellement il répondait de façon évasive. Ces revirements, cette lenteur à répondre, ces allures fermées et impénétrables étaient bien faites pour inquiéter, et Godoy était celui qui avait le plus de raisons pour n'être pas tranquille.

A l'intérieur même du royaume, cette affaire de l'Escorial n'avait pas fini de lui créer des soucis. Il restait en effet à juger les complices de Ferdinand qui, eux, n'avaient pas été pardonnés. Le 6 novembre, Charles IV avait nommé une junta composée de trois membres et d'un secrétaire ; à la fin de décembre, il lui adjoignit huit magistrats. La haute situation de ces juges était une garantie d'impartialité : on comptait parmi eux le gouverneur du Conseil royal, Mon, deux ministres de ce conseil et sept membres du Conseil de Castille, le tribunal le plus élevé du royaume, formé de fonctionnaires éprouvés, tous menant une vie digne, austère, soutenus par une tradition quatre fois centenaire, par le respect et la considération qui les entouraient (3). D'ailleurs le choix en avait été fait par le ministre de *Gracia y Justicia*, Caballero. Or celui-ci, malgré des dehors raides et sombres, malgré des passions brutales — un penchant à l'ivrognerie, au dire de Godoy, — possédait beaucoup de finesse et de rouerie ; courtisan du favori jusqu'à ce jour, il avait cependant une situation assez indépendante, étant le seul ministre, disait-on, qui dût sa charge au roi et non au prince de la Paix ; en cette fin de 1807, il sentait tourner le vent, et avec cette flexibilité qui devait faire de lui un des meilleurs ministres de Joseph, il sut choisir pour le procès de l'Escorial des juges dont il était sûr qu'ils ne se laisseraient pas

(1) Note d'Izquierdo pour Napoléon, 26 décembre 1807 ; Godoy à Murat, le 24 : A. N., AF IV 1680.

(2) Napoléon à Charles IV, 10 janvier 1808 : *Corr.*, 13.443.

(3) Sur les Conseils espagnols, cf. DESDEVISES DU DÉZERT, *L'Espagne de l'ancien régime*, II, 60.

intimider par un favori déjà chancelant : à la fois stricte justice et suprême habileté (1). Un fait qui montre d'ailleurs combien dans cette affaire il était peu intéressant d'être du parti de Godoy, ce fut la peine qu'on eut à trouver un accusateur : Simon de Viegas n'accepta que contraint et forcé, fit un réquisitoire sévère en ses conclusions, mais volontairement faible en ses démonstrations, et sitôt Ferdinand sur le trône s'empessa de lui demander pardon (2). Le choix des juges, leur indépendance, leur impartialité réelle, le fait que derrière les fernandistes tout le monde devinait Napoléon, que tout le monde aussi voyait l'étoile de Godoy pâlir et à la veille de s'éteindre, ne permettent guère de s'étonner de la conclusion à laquelle aboutit le procès.

Il eut lieu à l'Escorial, que la cour avait quitté à la fin de décembre pour se rendre à Aranjuez. L'immense palais devait être plus lugubre encore qu'à l'ordinaire, presque désert, animé seulement par les robes des moines hiéronymites et par les uniformes des volontaires d'Aragon chargés du service de garde, masse de granit glacé sous la bise du plateau castillan, « Versailles des steppes », tel qu'un an auparavant l'avait vu Chateaubriand : « Ses onze cent quarante fenêtres, aux trois quarts brisées, s'ouvraient sur les espaces muets du ciel et de la terre » (3). Ce site convenait au dénouement du drame qui y avait commencé trois mois auparavant et dont on peut dire qu'il est à l'origine de la chute des Bourbons espagnols. La dernière séance du procès eut lieu le 25 janvier 1808 ; elle dura plus de 5 heures. Le 26, les juges se rendirent à Aranjuez pour présenter leurs conclusions : les accusés étaient acquittés. Mais le lendemain Charles IV

(1) « De l'esprit et de l'intrigue », dira Napoléon de Caballero : à Joseph, 16 juillet 1808, *Supplément à la Correspondance*, 90. Cf. aussi LADY HOLLAND, *Spanish Journal*, 1804 ; GODOY, *Mémoires*, II, 209, et *Memorias*, V, 126 ; PIZARRO, *Memorias* ; LA FOREST, *Correspondance*, éd. Geoffroy de Grandmaison, I, 24, 34, 144. Beauharnais à Champagny, 12 décembre : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 404. ALCALÁ GALIANO, *Memorias*, 142. Escoiquiz signale l'intervention de Beauharnais dans la désignation des juges, mais nulle trace n'en apparaît dans les papiers de l'ambassade : *Memorias*, 147, 149, 186.

(2) Simon de Viegas à Ferdinand VII, 30 mars 1808 : « Ce que j'ai dit en substance, c'est que le roi les avait déclarés traîtres, mais que j'étais dans l'impossibilité de le prouver. » *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII, Causa del Escorial*, f. 1248. Escoiquiz raconte même (*Memorias*, 171) que Viegas n'a accepté cette charge qu'en protestant qu'il céda à la force ; cette protestation aurait été déposée entre les mains du prieur de l'Escorial ; pourtant Viegas n'y fait aucune allusion dans la lettre ci-dessus. Après Aranjuez le peuple faillit brûler sa maison ; il fut exilé, n'obtint pas la retraite qui lui était due et tomba dans une profonde misère ; sur ses réclamations à Joseph, La Forest à Champagny, 22 juillet 1810 : *Correspondance*, éd. Geoffroy de Grandmaison, IV, 41.

(3) CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'Outre-tombe*, III, 223.

prononçait contre eux, en vertu de son autorité suprême, la peine de l'exil (1). Le roi fut-il poussé à cette mesure par Godoy ou au contraire celui-ci, comme il s'en vanta, a-t-il atténué la sévérité à laquelle était porté son maître ? De toute façon le procès de l'Escorial se terminait au plus mal pour lui : l'opinion, qui avait vu dans l'acquittement des fernandistes un échec pour le prince de la Paix, fut exaspérée par les sanctions qui suivirent, et lui imputa tout ce qu'elles avaient d'injuste et de vexatoire (2). On était d'autant plus indigné que tout le monde connaissait la lettre que le roi venait d'écrire à Napoléon afin de lui demander une épouse pour Ferdinand : si le projet de mariage français n'était plus un crime, pourquoi les fernandistes étaient-ils punis pour l'avoir élaboré ? (3) La popularité du prince héritier grandit encore ; il y eut un habitant d'une petite ville catalane nommée Cattlar qui offrit de se déclarer coupable de tous les crimes qu'on lui reprochait, afin de le « délivrer » (4). L'antipathie contre Godoy en était accrue d'autant ; elle devenait de la haine à Madrid (5) ; dans les provinces, il semble qu'il en était de même, et pour celles du Nord en tout cas, sur lesquelles on a le témoignage des troupes françaises, le doute n'est pas permis sur le tort que l'affaire de l'Escorial causa au favori (6).

Mais elle finit par en causer également à la France. Au début, l'enthousiasme pour le mariage français était universel, à Madrid du moins. Il naissait tout naturellement de la sympathie qu'on éprouvait pour Ferdinand, de l'animosité qu'on avait contre Godoy

(1) Beauharnais à Champagny, 26, 28 janvier 1808 : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 77, 100. Texte du décret contre Infantado, *ibid.*, f. 84-88. Escoiquiz, 192-195. Escoiquiz était envoyé dans un monastère voisin de Cordoue ; les autres étaient libres de choisir leur résidence, à 400 km. de Madrid pour Infantado, à 200 pour Orgaz, Ayerbe, Chaves, Manuel, etc.

(2) Au même moment, Thomas de Jáuregui était compris dans un groupe de 8 colonels qu'on mit à la retraite ; tous reçurent des pensions supérieures à la pension réglementaire, sauf lui. — Beauharnais à Champagny, 30 janvier 1808 (2 dépêches) ; Henry au roi de Prusse, 1^{er} février : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 100, 104, 111.

(3) Beauharnais à Champagny, novembre 1807, 6 février 1808 ; Henry au roi de Prusse, 7 décembre : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 305 ; v. 673, f. 131 ; *Port.*, v. 126, f. 440.

(4) José Carratala à Beauharnais, 30 novembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5210, n^o 7. Il ne semble pas qu'à cette époque on ait mis en doute le sérieux de cette proposition.

(5) Godoy l'excita encore en ordonnant la fermeture, au début de janvier 1808, d'un établissement d'instruction célèbre, l'institution Pestalozzi. Sur la haine contre Godoy, témoignage (exagéré sans doute) de Beauharnais à Champagny, 22, 30 novembre 1807, 7 janvier 1808 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 332, 366 ; v. 673, f. 100. Chabannes, Français établi à Madrid, à Napoléon, 20 novembre : *ibid.*, v. 672, f. 323. Bulletin de Fouché, 19 novembre : HAUTERIVE, III.

(6) *Bulletins*, 8, 12 décembre : A. N., AF IV 1604, plaq. 1/III, 2/I. Mouton à Napoléon, 27 janvier : *ibid.*, 1680, 1^{er} d. GRASSET, I, 249 (rapports de Dupont).

et de l'espoir vague qu'il résulterait de cette union quelque transformation avantageuse à l'Espagne (1). Or, les négociations qu'on savait renouées sur ce chapitre n'aboutissaient pas. On apprit que M^{lle} Tascher avait épousé le prince d'Arenberg (1^{er} février 1808), ce qui causa une profonde déception. C'était la seule princesse de sa propre famille que Napoléon pût donner à Ferdinand : il faudrait donc se contenter désormais d'une dynastie simplement alliée de l'empereur. Le peu de progrès que faisaient les pourparlers de mariage parut bientôt étonnant, puis inquiétant. On se remit à dire ce que certains avaient murmuré en octobre, que c'était la France qui avait monté l'intrigue contre Ferdinand (2). Bref, l'affaire de l'Escorial et ses conséquences lointaines n'étaient pas une cause de soucis pour le seul Godoy : elle commençait à inquiéter l'Espagne elle-même. D'autres motifs d'alarme, plus sérieux encore, étaient au même moment fournis à l'un et à l'autre par les affaires de Portugal.

L'ESPAGNE ET L'AVENTURE PORTUGAISE. — Lorsqu'on apprit à Madrid, le 3 décembre 1807, que le prince Jean était parti pour le Brésil (3), on se demanda aussitôt quel était le sort réservé à la nouvelle conquête. Depuis quelques jours, les gens bien informés assuraient qu'il était déjà fixé par un traité. Vers le milieu de décembre on commença à connaître assez exactement quelques bribes des articles convenus à Fontainebleau, en particulier le transfert de la reine d'Étrurie. A la fin du mois on en savait tout l'essentiel. Au début de février 1808 enfin, le prince de la Paix déclara publiquement qu'en effet une convention avait été signée avec la France pour le partage du Portugal (4). Dans l'ensemble, ce qu'on connaissait du traité était favorable à l'Espagne, et pourtant l'opinion

(1) Mêmes sources qu'à l'avant-dernière note (en insistant sur la partialité de Beauharnais).

(2) Beauharnais à Champagny, 15 février 1808 (le témoignage est ici moins intéressé). A. E., *Esp.*, v. 673, f. 213. *Bulletin* de Bayonne, anonyme, 12 décembre : A. N., AF IV 1604, plaq. 2/1.

(3) Godoy à Beauharnais, 2 décembre 1807 : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 5216, d. Beauharnais.

(4) Beauharnais à Champagny, 23 novembre, 29, 30 décembre 1807, 6 février 1808 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 340, 428, 434 ; v. 673, f. 131. Henry au roi de Prusse, 10 décembre : *ibid.*, v. 20 supplément, f. 125. *Bulletin* de Bayonne, du 19 : A. N., AF IV 1604, plaq. 2/1.

accueillit assez mal la nouvelle : on maugréa contre les avantages accordés à Godoy, on colporta qu'il avait acheté 20 millions l'article qui lui cédait les Algarves, on protesta contre la continuation d'un effort militaire qui avait été impopulaire dès le début (1). Pour gagner les Espagnols au traité de Fontainebleau, il eût fallu du moins que le roi fût promptement mis en possession des territoires qui lui étaient attribués : or les jours passèrent sans que le partage s'effectuât. Bien plus, on vit bientôt refluer dans le royaume une partie des troupes qui occupaient le Portugal. C'étaient là autant de motifs d'inquiétude. Un autre fait choquait profondément : la contribution de 100 millions dont Napoléon avait frappé le pays conquis ; il semblait que le Portugal s'étant soumis et déclaré allié de la France il eût convenu de le traiter moins durement ; et si telle était la façon dont l'empereur pressurait ses nouveaux alliés, on commençait à se demander ce qu'il exigerait de l'Espagne (2).

Godoy, mieux renseigné que le public sur les dessous de l'expédition, ne s'en alarmait que davantage. Cette conquête tant désirée ne lui rapportait qu'ennuis et soucis. Non seulement le royaume avait beaucoup souffert du passage de l'armée française, mais voici qu'on lui demandait en outre d'assurer le ravitaillement du Portugal. A l'entrée des Français, Lisbonne n'avait de blé que jusqu'au 20 janvier 1808 — jusqu'au 15 février si l'on arrivait à tirer quelques ressources des provinces, ce qui n'était pas certain. Les achats normaux en Afrique et aux États-Unis étant devenus impossibles, Junot priait le gouvernement espagnol de lui envoyer des bœufs de Galice et du blé de Castille, qu'on expédierait par Badajoz, Abrantes et le Tage, ou bien par mer. Le prince de la Paix s'y refusa nettement : l'Espagne ne pouvait prendre à sa charge la nourriture de cinq millions de Portugais (3) ; en réalité, elle eût bien pu contribuer au moins à l'entretien des troupes d'occupation, mais lorsqu'il fit cette réponse Godoy était déjà trop alarmé par

(1) Sur la réaction de l'opinion espagnole devant la guerre, témoignages contradictoires : elle fut défavorable d'après Ega (à Araújo, 23 octobre, *Neg. Estr.*, Lisbonne, *legação em Madrid*) et favorable d'après Alcalá Galiano (*Memorias*, 138) ; le premier témoignage, quoique intéressé, semble plus proche de la vérité. — Beauharnais à Champagny, 29 décembre : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 429.

(2) Murat à Napoléon, 29 février, 15 avril 1808 : MURAT, *Lettres*, éd. Le Brethon, V, 299, 469. Beauharnais à Champagny, 12, 15 février : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 207, 213.

(3) Beauharnais à Junot, 1^{er} janvier 1808 : A. E., *Port.*, v. 127, f. 4 ; à Godoy, 7, 22 décembre, réponse des 8, 24 : A. *Histórico N.*, c. 5216, doss. Beauharnais. Sur la crise économique à Lisbonne et les mesures de Junot, GRASSET, I, 204.

d'autres symptômes pour risquer encore l'argent et les ressources du royaume dans l'aventure portugaise.

Le traité de Fontainebleau était net sur la date à laquelle devait s'effectuer le partage de la conquête : on tracerait les nouvelles limites, portait l'article X, aussitôt qu'on aurait « définitivement pris possession des provinces du Portugal. » Plus récemment encore, lorsque la reine d'Étrurie avait été invitée à quitter Florence, Champagne avait chargé Beauharnais de faire activer l'occupation de la « Lusitanie septentrionale » de façon qu'à son arrivée en Espagne Marie-Louise trouvât son nouveau royaume presque constitué (1). Or le Portugal était entièrement aux mains des Franco-Espagnols, la régente d'Étrurie était en route pour Madrid et Napoléon ne parlait pas du partage. Le 19 décembre, Charles IV lui écrivit en personne sur ce sujet, lui demandant s'il ne convenait pas de rendre public le traité de Fontainebleau. La lettre, arrivée à Paris le 26, perdit du temps à aller chercher l'empereur en Italie (2) ; Napoléon y répondit le 10 janvier 1808, en même temps qu'à celle sur le mariage de Ferdinand ; les deux missives furent confiées, non à un courrier ordinaire, mais à Vandeuil, qu'on fit partir le 21 seulement, de sorte que Charles IV ne reçut la réponse de l'empereur que le 3 février. Elle était aussi peu satisfaisante que tardive : « Je pense que les affaires ne sont pas assez avancées pour publier la convention que nous avons faite sur le sort futur du Portugal » (3). Napoléon proposait bien de nommer les commissaires chargés de tracer les nouvelles limites, mais Champagne avertissait en même temps Beauharnais que ce travail ne pourrait commencer tout de suite, et peu auparavant (13 janvier) il avait transmis à Junot l'ordre de se maintenir « seul maître du Portugal en entier » tant que la convention des limites ne serait pas faite (4). De ces manœuvres plutôt louches il se dégageait pour Godoy deux choses bien claires : Napoléon ne voulait pas révéler publiquement qu'il avait promis à l'Espagne les deux tiers du Portugal et il tâchait de confisquer à son profit la conquête commune. Le 1^{er} février, Junot rendit effective-

(1) Champagne à Beauharnais, 6 décembre 1807 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 375.

(2) [Cevallos] à Masserano, 19 décembre, réponse du 26 : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 5217. Nous n'avons pas le texte de la lettre, mais Izquierdo la résume en une note pour Napoléon du 26 : A. N., AF IV 1680, 8^e doss.

(3) Napoléon à Charles IV, 10 janvier 1808 : *Corr.*, 13.444.

(4) Napoléon à Champagne, 12 janvier : *Corr.*, 13.446. Champagne à Junot, le 13 ; à Beauharnais, le 20 : A. E., *Port.*, v. 127, f. 9 ; *Esp.*, v. 673, f. 59. Cf. l'ordre de Napoléon à Champagne, dès le 31 octobre, de retirer de tout le Portugal les consuls français sitôt le royaume occupé : dans FOURNIER, *Napoléon I.*, II, 369.

ment un décret annonçant que le royaume serait administré intégralement par lui, et que tous les actes publics y seraient rendus « au nom de S. M. l'Empereur des Français » ; le conseil de régence était supprimé ; les autorités locales restaient en fonctions, mais Junot faisait surveiller chaque province par un *corregidor mayor* et un officier général. Solano, qui occupait le sud du pays, essaya bien de protester, mais ce fut sans aucun succès (1).

Dans ces conditions, les troupes espagnoles n'avaient plus rien à faire en Portugal. Il y avait longtemps déjà que Godoy les redemandait. C'est même un des symptômes les plus caractéristiques de sa désillusion portugaise que cette démarche pour retirer les forces espagnoles de cette région des Algarves et de l'Alem Tejo qu'il avait si longtemps convoitée et que le traité de Fontainebleau lui avait promise. Il voyait maintenant trop clairement l'inutilité de les maintenir dans ce Portugal où il ne régnerait jamais ; peut-être même songeait-il déjà qu'il pourrait en avoir besoin en Espagne. En tout cas, il était inutile de les laisser à la disposition de Junot, que le favori regardait comme son ennemi personnel et qui d'ailleurs s'entendait mal avec elles (2). Dès le 14 décembre donc, il avait redemandé la division Solano, afin de protéger les côtes d'Andalousie qu'eût pu menacer l'expédition de Moore ; le 18, il réclama le corps de Carrafa. Junot refusa : « Sans vouloir pénétrer les intentions de V. M., expliqua-t-il à Napoléon, j'ai pensé qu'il pourrait peut-être lui convenir par la suite *que cette division fût de moins ailleurs* » (3). On voit qu'à cette époque les intentions secrètes de l'empereur étaient déjà claires pour beaucoup. Là-dessus Junot reçut l'ordre d'occuper seul le Portugal. Il hésita sur ce qu'il ferait des Espagnols ; un instant il songea à amalgamer leurs régiments avec les siens, de façon à les avoir mieux en main ; enfin il se décida, à la fin de février, à renvoyer la division Solano en Andalousie, et il retint celle de Car-

(1) Beauharnais à Cevallos, 25 janvier ; texte des décrets de Junot, 1^{er} février ; Solano à Junot, le 3, réponse du 5 : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 74 ; *Port.*, v. 127, f. 21, 28, 30.

(2) En quittant Lisbonne, en 1805, Junot avait demandé à Godoy la grand-croix de Charles III (Campo Alange à Godoy, 11 octobre 1805, *Arch. Real Casa*, *Arch. reservado Fdo VII*, t. 101). Elle lui fut refusée et telle fut, assura Godoy à Michel, la cause de l'inimitié qu'il portait au favori : Michel à Murat, 25 décembre 1807, MURAT, *Lettres*, éd. Le Brethon, V, 235. Sur les rapports entre Junot et les Espagnols, GRASSET, I, 196. Le 8 février, Beauharnais se plaignit à Godoy de l'insubordination des généraux espagnols ; la réponse (le 9) fut évasive : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 5218, d. Beauharnais.

(3) Godoy à Junot, 14, 18 décembre 1807 : A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 301, 310. Junot à Napoléon, le 21 : A. N., AF IV 1604, plaq. 1/II.

rafa au nord de Lisbonne, sous sa surveillance directe (1). On était bien loin du traité de Fontainebleau, et cette occupation du Portugal qu'il avait tant désirée aboutissait pour Godoy à une immense déception.

Bien plus, elle constituait un véritable danger en servant de prétexte à une invasion française sournoise et continue : l'Espagne s'en aperçut bientôt. Au début, on avait bien accueilli les troupes françaises. Elles étaient les hôtes du royaume, et par fierté nationale aussi bien que par courtoisie naturelle on s'efforça de leur donner du pays une bonne impression. Beaucoup de gens, dans les classes cultivées, étaient francophiles, superficiellement du moins, comme l'étaient la *Gaceta de Madrid* et le *Mercurio* dont ils étaient les lecteurs (2). Un motif politique poussait aussi à bien recevoir les forces impériales : c'est peu après leur entrée qu'on apprit que Ferdinand venait d'être arrêté pour avoir demandé une épouse à Napoléon. On en conclut aussitôt que les troupes françaises allaient soutenir le prince, et elles bénéficièrent de toute la sympathie qu'on avait pour lui et de toute l'antipathie qu'on éprouvait à l'égard de Godoy (3).

Mais ces bonnes dispositions changèrent très vite, puisque c'est dès le milieu de novembre que commencèrent à circuler des rumeurs hostiles aux Français et qu'on se mit à raconter qu'ils étaient les complices de Godoy (4). Ce revirement s'explique tout d'abord, du moins pour les provinces que traversaient les troupes impériales, par les lourdes charges qu'elles imposaient. Le pays basque, au bout de quelques semaines, était épuisé de vivres, de fourrage, de vêtements même. Plus au sud on avait vu moins de troupes, mais le passage était moins bien préparé, les réquisitions inopinées et excessives ; celles qu'on faisait pour atteler l'artillerie et les convois ruinaient le pays : dans le seul *partido* de Ciudad Rodrigo 500 bœufs furent perdus. Une

(1) Junot à Napoléon, 14, 23 février : BETHENCOURT, *Catalogo da bibliotheca de Ajuda*, nos 92, 96. Beauharnais à Junot, 2 mars : A. E., *Port.*, v. 127, f. 46. GRASSET, I, 218.

(2) Cela ne se rapporte qu'à la période qui finit en 1807. L'histoire des *afrancesados* à partir de 1808 est un autre sujet, comme d'ailleurs l'influence des idées françaises en Espagne depuis la Révolution. — TORENO, *Historia del levantamiento*, I, 88-90 ; ALCALÁ GALIANO, *Recuerdos de un anciano*, 83-84, et traduction de l'*History of Spain* de Dunham, 60 (tous auteurs sujets à caution).

(3) Beauharnais à Champagny (point de vue très intéressé), *passim*, spécialement 29 décembre 1807, 12 février 1808, etc. : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 428 ; v. 673, f. 207 etc.

(4) Beauharnais à Champagny, 19 novembre 1807 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 318.

ville comme Burgos, située sur la route des colonnes, était écrasée de dépenses, obligée d'émettre des emprunts extraordinaires, de se procurer des quantités de vivres pour les divisions de passage, de trouver des logements, d'entretenir une garnison permanente (1). A ce régime, les esprits eurent tôt fait de s'aigrir. C'était d'autant plus inévitable que la conduite des troupes françaises donna bientôt lieu à des plaintes justifiées. Le corps de Junot avait observé une rigoureuse discipline jusqu'à Ciudad Rodrigo ; mais à partir de là les marches forcées égrenèrent des traînards tout le long des routes, les hommes s'écartèrent des bivouacs sans bois, sans vivres, inondés par la pluie, pour aller rôder autour des villages et les scènes de pillage commencèrent. Ce fut bien pis avec les divisions de Dupont, puis avec celles de Moncey, composées en général de soldats moins formés encore, mal habillés, mal nourris, dans un pays déjà appauvri et mécontent. Bref, dès la fin de 1807 la population espagnole était lasse des troupes françaises (2).

Des bruits suspects sur leurs intentions naissaient de ce mécontentement et contribuaient à l'augmenter encore. Quelques-uns disaient qu'elles allaient à Gibraltar, et ils croyaient tenir leur renseignement de bonne source puisqu'il avait été donné par Godoy à son audience du 6 décembre (3). D'autres prétendaient qu'elles se rendaient en Afrique. Mais la plupart ne se contentaient pas de ces explications, et l'on attribuait aux Français des desseins mystérieux : le détronement des Bourbons, la constitution d'un royaume *cisebrano*, etc. Ceux mêmes qui n'ajoutaient pas foi à ces bruits s'inquiétaient de voir entrer dans le royaume cette masse énorme de troupes qui, on le comprenait bien, n'était pas nécessaire pour occuper le Portugal, alors que 15.000 Espagnols qui eussent pu prendre

(1) Godoy à Beauharnais, 6, 24 décembre (2 lettres) : A. *Histórico N., Estado*, c. 5216, d. Beauharnais. Gardoqui (chargé du ravitaillement en fourrage) à Cevallos, Irún, 24 avril 1808 : A. E., *Esp.*, v. 674, f. 147 ; sur Burgos, SALVA, *Burgos en la guerra de Independencia*. On possède maintenant un nombre suffisant de travaux sérieux sur l'histoire locale espagnole pour pouvoir généraliser le cas de Burgos : AMADOR Y CARRANDI, *La Universidad de Salamanca en la guerra de Independencia* ; GRAS Y DE ESTEVA, *Zamora en la guerra de Independencia* etc.

(2) Les témoignages sont nombreux ; cf. en particulier les travaux d'histoire locale déjà cités. Junot à Napoléon, 25 novembre : A. N., AF IV 1604. THIÉBAULT, *Relation de l'expédition de Portugal*, 22. Beauharnais à Champagny, 6 février 1808 : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 131. Travaux établis par l'état-major de l'infanterie espagnole, transmis à Beauharnais par Godoy le 14 décembre 1807 : A. *Histórico N., Estado*, c. 5216, d. Beauharnais.

(3) Champagny à Beauharnais, Henry au roi de Prusse, décembre 1807 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 388 ; *Port.*, v. 126, f. 140.

part à l'expédition étaient retenus dans le nord de l'Europe (1). Chaque fois que des divisions nouvelles franchissaient la frontière, la défiance croissait ; quand le gros du corps Dupont passa la Bidassoa et qu'on raconta en même temps qu'une armée se constituait dans les Pyrénées Orientales, les fonds publics baissèrent. Et lorsqu'à son tour Moncey eut pénétré en Espagne, le nouveau commandant militaire de Saint-Sébastien, Crillon, ne put s'empêcher de dire à un aide de camp de Mouton : « Que diable veut-on faire de nous ? Rien de tout ce que nous voyons n'est conforme à l'idée qu'on veut nous donner et que nous désirerions pouvoir prendre » (2).

Godoy était renseigné de façon assez exacte sur les mouvements des troupes françaises, et son trouble en était accru d'autant. Masserano, tout apathique et insuffisant qu'il fût, recueillait une partie des bruits qui circulaient sans interruption à Paris et les transmettait ; il y était question en particulier de détachements de la Garde que les novellistes faisaient partir sans discontinuer pour Bordeaux et Irún, puis, vers la fin de janvier, pour Perpignan et la Catalogne (3). La Buria, que le prince de la Paix avait envoyé à Bayonne pour établir la liaison avec les Français et surtout pour les surveiller, s'acquittait de cette dernière mission avec beaucoup de zèle (il sollicitait le grade de lieutenant-général) ; en décembre, il ne se passait pas trois jours sans qu'il signalât l'entrée en Espagne de nouvelles troupes, et l'inquiétude croissante du pays (4). Enfin, les bavardages des officiers français déjà installés dans les provinces du nord étaient une autre source de renseignements, et non la moins alarmante (5). Godoy apprit donc successivement en novembre l'entrée de la première division de Dupont, — en décembre, celle du corps tout entier, l'installation de Moncey à Bayonne et celle de Mouton à Saint-Jean-Pied-de-Port, — en janvier la descente de Dupont sur Valladolid et

(1) Michel jeune à Murat, 24 novembre 1807 : MURAT, *Lettres*, éd. Le Brethon, V, 232. Mouton à Napoléon, 27 janvier 1808 : A. N., AF IV 1680, 1^{er} doss. Beauharnais à Champagny, le 30 : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 104.

(2) Beauharnais au même, 6 février : *ibid.*, f. 131. Mouton à Napoléon, le 24 : A. N., AF IV 1680, 1^{er} d.

(3) Masserano à Cevallos, 8, 14, 15, 16 décembre 1807, 2 février 1808 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5217, 3976.

(4) La Buria à Godoy, 25 décembre 1807 : *Arch. Real Casa, Arch. reservado Fdo VII*, t. 102, f. 370 ; les 14, 18, 19, 21, 23, 28 : dans PÉREZ DE GUZMAN, 76-79. Godoy aurait en outre envoyé en février des officiers sûrs à Pampelune, Barcelone, Cadix, Setubal et Porto ; mais sa lettre à Beauharnais sur ce point n'est connue que par un résumé qu'en firent les commissaires chargés, en juillet 1808, de dépouiller les papiers saisis à l'ambassade française ; cette source est des moins sûres : *A. Histórico N., Estado*, c. 5240, n^o 7.

(5) Godoy à Beauharnais, 6 décembre 1807 : *ibid.*, c. 5216, d. Beauharnais.

le passage de la frontière par Moncey. Février lui réservait une autre surprise. Beauharnais se montrait peu communicatif, et peu renseigné sur l'entrée des troupes françaises : toute son attention semblait concentrée d'un autre côté, sur le littoral d'Andalousie, et dès avant le traité de Fontainebleau il avait parlé de démonstrations à faire sur Gibraltar (1). L'expédition de Moore lui fournit un excellent prétexte ; elle entra le 1^{er} décembre à Gibraltar, où l'on mit aussitôt un embargo général. Beauharnais dès lors exhorta Godoy à garnir de troupes les côtes d'Andalousie, à renforcer les présides d'Afrique que les Anglais pouvaient enlever, et il fit prévoir la prochaine arrivée de troupes françaises au camp de Saint-Roch (2). Le terrain étant ainsi préparé, il annonça, le 9 février, que 15.000 hommes allaient entrer en Catalogne pour se rendre à Cadix par Barcelone, et que Dupont ou Moncey devaient en détacher 4.000 avec la même destination ; ces derniers ne pouvaient guère passer que par Madrid. Cette démarche résultait des ordres impériaux du 23 janvier, dont on aura à s'occuper plus tard. Le prince de la Paix fit à cet avis le même bon visage qu'aux précédents, et il prit les dispositions voulues (3). Mais cette fois il ne pouvait manquer d'être fixé : ses pressentiments éveillés depuis le mois d'août et l'époque des intrigues fernandistes étaient justifiés, et le but des troupes françaises était autre que le Portugal (4).

Il est vrai qu'il ne servait de rien à Godoy d'être bien renseigné et de voir clairement les choses, car ses moyens d'action et ses possibilités de résistance étaient nuls. Tout ce qu'il avait pour lui, c'était le traité de Fontainebleau, lequel portait (article 6 de la con-

(1) Champagné à Beauharnais, lui prescrivant ces démarches, 1^{er}, 17 octobre 1807 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 106, 163, 173. Le *Bulletin* de Cadix du 9 février 1808 signale une activité suspecte autour de Gibraltar : *ibid.*, f. 160. De même, Strangford prétendit en octobre avoir découvert un grand complot contre la ville ; il y entraît des Juifs de Lisbonne, des officiers français de génie déguisés en marchands (Vagenay et J.-A. Lacoste), des traitres irlandais etc. : à Canning, 14, 20 octobre, *Record Office*, F. O. 63, 55.

(2) A Godoy, 11, 16, 18, 22, 27 décembre 1807 : A. *Histórico N., Estado*, c. 5216, d. Beauharnais.

(3) Beauharnais à Godoy, 9, 12 février, réponses du 12 : *ibid.*, c. 5218, d. Beauharnais.

(4) On peut citer ici une autre information alarmante qui aurait été transmise à Godoy en décembre 1807. Pendant son séjour à Milan, Napoléon allait fréquemment voir Melzi pour consulter chez lui des cartes d'Espagne (Melzi avait des attaches espagnoles) ; un jour il demanda à Berthier, en présence du roi de Bavière, « quand les 100.000 hommes seraient prêts à passer les monts ». Le roi rapporta le propos à Labrador et O'Farill, et Labrador instruisit Godoy, par courrier spécial, de ces indices inquiétants : LABRADOR, *Mélanges*, 9. — Mais ces mémoires de Labrador sont très postérieurs aux événements et très suspects.

vention annexe) que le corps Dupont n'entrerait en Espagne qu'après entente entre les deux gouvernements. Il essaya de rappeler cette stipulation quand Beauharnais se plaignit de la disette dont souffraient les divisions françaises, et il répliqua que cette disette était due à ce qu'il était entré 10.362 hommes et 391 chevaux en plus des 25.000 que prévoyait le traité ; S. M. n'avait donc pas à entretenir ce contingent supplémentaire (1). Mais il ne devait pas se faire beaucoup d'illusions sur la portée de sa protestation.

L'impression de mainmise sur l'Espagne se trouvait renforcée par l'attitude que dans tous les domaines Napoléon prenait à l'égard de son alliée. Il disposait de ses flottes comme il avait disposé de ses soldats, et de telle sorte qu'on pouvait se demander si son intention secrète n'était pas d'y prendre des otages. Le 8 novembre, Champagny demanda que l'escadre de Carthagène se rendît à Toulon ; S. M. C., expliquait-il, serait la première à y trouver son profit : « L'arrivée de quelques vaisseaux de plus à Toulon aura pour l'Espagne l'avantage de dégager Cadix en attirant sur un autre point une partie des forces navales qui sont devant cette place. » Puis, lorsque Moore eut quitté la Sicile, ce fut l'escadre de Cadix qui à son tour fut convoquée à Toulon (12 décembre). Ces deux mouvements ayant tardé à s'accomplir, Napoléon du moins voulut utiliser ce délai pour renforcer son escadre de Cadix : le 27 janvier 1808 il demanda, « de manière à ne pas être refusé », qu'on lui cédât le *Principe de Asturias* (110 canons) et le *Montañés* ; en échange, il offrait l'*Atlas* (74 canons) qui se trouvait à Vigo ; il désirait enfin qu'on fit armer quatre vaisseaux espagnols en plus du *San Justo* qu'on lui avait déjà promis, et qu'on les tint prêts à sortir avec ceux de Rosily. Godoy ne put qu'accéder à ces désirs, et dans la nuit du 10 février les 6 navires de Carthagène, dont un de 112 et trois de 74, avec des vivres pour cent jours et les équipages au complet, appareillèrent pour Toulon sous le commandement de Valdés. Il est vrai qu'ils n'allèrent pas loin, mais assez pour faire dire dans tout le royaume que Napoléon voulait prendre des otages dans la marine de l'Espagne comme il en avait pris dans son armée (2).

(1) Godoy à Beauharnais, 26 décembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5216, d. Beauharnais.

(2) A Decrès, 12 décembre 1807, 27 janvier : *Corr.*, 13.387, 13.493 ; à Champagny, 27 janvier, dans FOURNIER, *Napoléon I.*, II, 372. Champagny à Beauharnais, 8 novembre, 27, 30 janvier : *A. E., Esp.*, v. 672, f. 272 ; v. 673, f. 80, 102. Lanusse, consul à Carthagène, au même, 9, 10 février ; Henry au roi de Prusse, le 15 : *ibid.*, f. 162, 166, 216. Beauharnais à Godoy, 19 novembre, 4, 9, 25 février ; réponses des

Il commandait en maître également sur le terrain économique. Le jour même où était rendu le deuxième décret de Milan sur le blocus continental (17 décembre 1807), l'Espagne fut invitée à s'y conformer, et à considérer en conséquence comme anglais tout bâtiment neutre qui aurait touché en Angleterre ou toléré la visite d'un navire anglais. Godoy répondit aussitôt (1^{er} janvier 1808) : « Rien n'est plus conforme et analogue au système barbare adopté par le gouvernement anglais contre les droits et l'indépendance de tous les neutres que le nouveau décret rendu par S. M. I. et R. » Les expressions françaises avaient quelque peu déformé sa pensée, mais son intention n'était pas douteuse, car une cédule royale vint sans tarder imposer à l'Espagne toutes les dispositions que demandait Napoléon (3 janvier). De même, Charles IV consentit à adopter une mesure qu'on prenait alors en France, celle de retenir au port tous les vaisseaux alliés, danois, hollandais, etc., pour les empêcher d'être capturés par les Anglais (1).

Cette espèce de mainmise militaire, maritime et économique était pour tous les Espagnols un suffisant motif d'alarme. Mais les gens bien informés et Godoy en particulier en avaient un autre : c'était l'attention vraiment inusitée qu'ils voyaient Napoléon porter aux affaires intérieures du royaume. Depuis octobre c'était un véritable défilé de Français envoyés en missions d'observation. Que dans les régions où cantonnaient ses troupes l'empereur fit circuler des officiers pour recueillir des renseignements, la chose était assez naturelle, même quand l'enquêteur avait la personnalité de Mouton. Mais à Madrid on vit arriver à la fin d'octobre Turenne, aide de camp de Napoléon, qui venait porter une lettre à Charles IV ; le 26 novembre, Tournon, chambellan de S. M. I., qui lui aussi apportait une lettre et qui resta jusqu'à la fin de décembre à s'informer de tout ; le 1^{er} février 1808, un spécialiste des affaires d'Espagne, Vandeuil, l'ancien chargé d'affaires, envoyé également comme courrier. Cette succession d'observateurs avait bien déjà quelque chose de

19 novembre, 6, 12, 25 février : *A. Histórico N., Estado*, c. 5216, 5218, d. Beauharnais. Rapport de Lanusse, 18 février : *A. N.*, AF IV 1608 A, plaq. 1/II.

(1) Le corps diplomatique fut informé par une circulaire de Cevallos du 5 janvier. — Champagny à Beauharnais, 17 décembre, 23 janvier : *A. E., Esp.*, v. 672, f. 412 ; v. 673, f. 69. Godoy au même, 1^{er} janvier, cédule royale du 3 : *ibid.*, v. 673, f. 4, 6. Beauharnais à Godoy, 30 décembre, 6 janvier ; réponses, 1^{er}, 6 janvier : *A. Histórico N., Estado*, c. 5217, 5218, d. Beauharnais. Henry au roi de Prusse, 11 janvier : *A. N.*, AF IV 1691. Masserano à Cevallos, le 20 : dans PÉREZ DE GUZMAN, 83. Napoléon tint la main à ce que l'Espagne respectât ses engagements : à Champagny, le 15, *Dernières lettres inédites*, éd. Brotonne, 638.

suspect. Or, un bruit se répandait, plus inquiétant encore pour Godoy : Napoléon lui-même allait venir en Espagne. On voit naître cette rumeur à Paris au début de décembre ; à ce moment, on y parle d'un voyage impérial à Bordeaux comme d'une chose très probable, et d'une tournée en Portugal comme fort possible ; le 28, au cours d'une audience, Joséphine déclare qu'elle se rendra sans doute prochainement à Bordeaux. En janvier, la chose se confirme, et au début de février on s'entretient « tous les jours » à Paris du voyage de S. M. en Espagne (1). Ces bruits ont tôt fait de se répandre à Madrid, où Beauharnais contribue à les confirmer par les grands achats qu'il ordonne, malgré son avarice connue, et qui semblent annoncer quelque visite importante. Dès décembre on se répète la nouvelle ; en janvier on commence même à fixer une date ; Napoléon sera le 19 à Vitoria ; dès lors la rumeur ne s'éteindra plus (2). Sitôt qu'il a été informé par Izquierdo de ces racontars, Godoy lui a ordonné de se renseigner ; plus tard, il tâte Beauharnais sur ce sujet, sans succès d'ailleurs (3). On imagine facilement les questions qu'il doit se poser sur le but d'un semblable voyage ; il ne peut en conclure qu'à de grands changements tout proches, et il est probable qu'en ce qui le concerne il y voit en perspective plus de mal que de bien.

Aussi la cour, au début de 1808, est-elle sombre et inquiète, malgré les congratulations officielles qu'on échange sur la ratification de Fontainebleau et l'occupation du Portugal. Dans les derniers jours de décembre 1807, elle s'est rendue de l'Escorial à Aranjuez sans passer à Madrid les six semaines traditionnelles, en faisant même un détour pour éviter la ville, où l'on craignait des manifestations contre Godoy et en faveur de Ferdinand. La reine est d'une humeur exécrationnelle ; elle n'a pas paru au *besa manos*, lors du gala de son anniversaire (3 décembre) ; elle n'a pas assisté à l'audience où Vandeuil a remis les lettres de Napoléon (3 février) et Charles IV

(1) Izquierdo à Godoy, 8 décembre 1807 : NELLERTO, III, 54. Masserano à Cevallos, les 8, 16, 29, le 6 février, et *passim* très fréquemment : *A. Histórico N., Estado*, c. 5217, 5218. Gramont, président de la chambre de commerce de Bordeaux, Paris, 29 décembre (propos de l'impératrice) ; Jachapelle, secrétaire adjoint de la mairie de Bordeaux, à Maître, 1^{er} secrétaire de la mairie, Paris, 14 janvier, et à Fauchet, maire, 9 février : *Archives municipales de Bordeaux*. C'est sans doute à cette époque qu'il faut placer les bruits de même nature qui commencent à courir dans l'entourage de Napoléon : BAUSSET, *Mémoires anecdotiques*, 161.

(2) Henry au roi de Prusse, 7, 10 décembre, 11 janvier : A. E., *Port.*, v. 126, f. 440 ; *Esp.*, v. 20 supplément, f. 125 ; v. 673, f. 30. Beauharnais à Champagny, 30 janvier : *ibid.*, f. 104.

(3) Godoy à Izquierdo, 18 décembre 1807 : NELLERTO, III, 54. Beauharnais à Champagny, le 29, et 1^{er} février : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 428 ; v. 673, f. 108.

n'a pu cacher à l'envoyé impérial sa lassitude et ses soucis. Quant à Godoy, on le voit travailler à s'assurer les troupes ; il distribue de l'argent à sa garde personnelle, il lui fait donner du pain plus blanc que le pain réglementaire, ainsi qu'aux vétérans, aux gardes espagnoles et wallonnes (1). Au roi, il ne dissimule pas son pessimisme. Dès novembre il a parlé, plus ou moins sérieusement, de renoncer à tous ses emplois ; Charles IV n'a pas consenti, dit-on, à sa retraite en un pareil moment : il lui a confié ses soupçons sur la conduite de Ferdinand, qu'il voit éprouver en sa présence un trouble suspect, et sur les desseins de l'empereur, qui joue « double jeu » (2). Le 5 février, Charles IV écrit à Napoléon une lettre inquiète, rappelant tous les services qu'il lui a rendus et sollicitant en retour quelques éclaircissements sur la situation actuelle, qu'il avoue peu rassurante pour lui (3).

L'arrivée à Aranjuez de l'ex-reine d'Étrurie, le 19 février, vient symboliser pour ainsi dire les regrets sur le passé et les soucis sur l'avenir. Sans doute, alors qu'elle reprenait le chemin de l'Espagne, elle a trouvé auprès de Napoléon, à Milan, l'accueil le plus distingué ; l'empereur est allé au-devant d'elle jusqu'à l'entrée du palais, il l'a placée à ses côtés à la grande représentation de la Scala et à la réception des collèges électoraux, il s'est plu à évoquer longuement leur entrevue à Paris en 1801, il a fait mille éloges de la beauté et de la vivacité du jeune roi (4). Mais enfin la présence même de Marie-Louise d'Étrurie en Espagne y fait toucher du doigt ce qu'on

(1) Beauharnais à Champagny, 9, 29 décembre 1807, 30 janvier 1808, 3, 6 février : *ibid.*, v. 672, f. 395, 428 ; v. 673, f. 100, 118, 129.

(2) Ce billet est donné par PÉREZ DE GUZMAN, 81, sans référence. Toutefois, les vellétés de démission auxquelles il fait allusion sont confirmées par la lettre de Godoy à Izquierdo du 24 novembre (NELLERTO, III, 48) ; ce fait peut porter à ajouter foi à l'existence de cette lettre et à l'exactitude du résumé qu'en donne Pérez de Guzman.

(3) THIERS, *Histoire de l'Empire*, I, 598. C'est le 8 février que Vandeuil, porteur de cette lettre, partit pour Paris : Beauharnais à Champagny, le 8, A. E., *Esp.*, v. 673, f. 141.

(4) Napoléon à Marie-Louise, 5 décembre 1807 : *Corr.*, 13.375. Champagny à Beauharnais, le 19 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 419. Labrador à Cevallos, le 19 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5688 ; ce récit d'un témoin oculaire dément ceux de REUMONT (*Geschichte Toscanas*, III, 416) et surtout de COVONI (*Il regno d'Etruria*, 210) qui prêtent à Napoléon une attitude assez cavalière à l'égard de la reine. — Marie-Louise continua son voyage par Turin, le Mont Cenis, Lyon (8 janvier 1808), Montpellier (16 janvier), Barcelone (24 janvier-3 février) et arriva à Aranjuez le 19 février, avec un retard de 5 ou 6 semaines sur l'horaire prévu : Cevallos à Masserano, 24 décembre 1807 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5817 ; *Gazeta de Madrid*, 29 janvier 1808 ; rapports à Champagny de Nogaret, préfet de l'Hérault, le 18, Viot, consul de France à Barcelone, 3 février, Beauharnais, 3, 20 février : A. E., *Toscane*, v. 160 A, f. 8, 17 ; *Esp.*, v. 673, f. 121, 237.

vient de perdre, au moment où la compensation promise devient de plus en plus hypothétique. De plus, il est probable que les récits de la reine ne sont pas faits pour rassurer les esprits. Sans doute, Napoléon ne lui a pas tenu à Milan les discours menaçants que prétend Godoy dans ses Mémoires, mais il est probable que Marie-Louise a bien reçu de son entrevue avec l'empereur l'impression de puissance irrésistible et d'ambition sans limites que dépeint le favori (1). Cette inquiétude de la cour et de la nation, ce trouble grandissant qui s'empare de l'Espagne, Godoy les résumait dans ces lignes qu'en février 1808 il écrivait à Izquierdo : « Je vis dans l'incertitude. Le traité que vous avez fait n'existe plus. Le royaume est couvert de troupes... On nous a demandé ce qui nous reste de nos escadres... Tout est incertitude, intrigues et craintes... Les troupes alliées vivent à nos frais... A Paris vous êtes mal vu, l'ambassadeur ne sert de rien... ; *qué diablos es esto* ! et où prendront fin ces doutes ? » (2)

IX

LES AFFAIRES D'ESPAGNE, LA RUSSIE ET L'ORIENT

ESPAGNE ET RUSSIE. — L'Espagne n'était pas la seule à s'inquiéter de voir les troupes françaises passer les Pyrénées en masses toujours croissantes. Déjà la prise de Lisbonne avait causé en Europe une émotion d'autant plus vive que d'autres états se trouvaient menacés comme le Portugal par les décrets sur le blocus : « Je désiré, écrivait le cardinal Maury, qu'on médite sérieusement à Rome sur le sort du Portugal, et qu'on s'y prenne à temps pour ne pas le partager » (3). La menace qui aussitôt après commença à planer sur l'Espagne était si évidente que de sa lointaine retraite du Brésil le cabinet portugais prenait déjà ses dispositions pour se dédommager aux dépens des colonies espagnoles, le jour où leur souverain légitime serait détrôné (4). L'Autriche, travaillée par les alarmantes

(1) GODOY, *Memorias*, V, 289.

(2) Godoy à Izquierdo, 9 février 1808 : NELLERTO, III, 61.

(3) Maury à son neveu Louis Maury : *Correspondance*, II, 370.

(4) Le 18 mars 1808, Sousa Coutinho aurait tâté sur ce sujet le comte de Liniers, frère du vice-roi de la Plata ; toutefois, la source de cette information est la *Semaine Patriotique* de Madrid du 13 octobre 1808 : elle est donc fort suspecte. La Forest à

dépêches de Metternich, commençait à éprouver, au bruit des affaires de la Péninsule, cette inquiétude qui allait bientôt la dresser en face de Napoléon, en armes et prête à la guerre. Mais cet émoi des chancelleries ne troublait sans doute guère l'empereur : ce qui était essentiel à ses yeux, c'était que son allié le tsar Alexandre connût le moins possible les événements d'Espagne et ne s'en alarmât pas.

En ce qui concerne l'expédition de Portugal cependant, il semble que Napoléon aurait pu agir au grand jour, car il s'agissait là d'une opération dûment convenue avec la Russie : le traité d'alliance conclu à Tilsit portait dans son article V que si l'Angleterre rejetait la médiation du tsar, la France et la Russie sommeraient la Suède, le Danemark et le Portugal de lui déclarer la guerre. Et pourtant Napoléon semble n'avoir pas eu d'autre souci que de diminuer aux yeux d'Alexandre l'importance des affaires de Portugal. Fait-il présenter au régent, au milieu de septembre, un nouvel ultimatum accompagné d'une lettre menaçante, il assure aussitôt au tsar que déjà ses exigences sont acceptées : *il vient de décider* le prince Jean, dit-il, à déclarer la guerre à l'Angleterre (1). Junot reçoit-il l'ordre de marcher sur Lisbonne, Champagny ajoute à l'usage de Savary, envoyé de l'empereur à Saint-Petersbourg, cette affirmation tranquillisante, mais toute gratuite : « On ne s'attend à aucune résistance. » Napoléon s'avise-t-il qu'il a envoyé un peu trop tôt la sommation au Portugal et qu'il aurait dû attendre la réponse de l'Angleterre à l'offre de médiation russe, Savary est chargé de présenter une espèce de justification, d'expliquer qu'un délai eût permis au régent d'appeler les Anglais : « Si l'on vous paraissait trouver à Saint-Petersbourg que la France s'est un peu trop hâtée, vous en ferez connaître la raison, et vous ferez sentir que l'empereur ne s'est hâté que pour servir plus efficacement la cause commune » (2). Enfin, à mesure que l'action militaire en Portugal se prononce, Napoléon prend grand soin de rappeler au tsar qu'elle est la conséquence des engagements de Tilsit ; il a également l'habileté de la lui présenter comme faisant pendant à une expédition que la Russie doit

Champagny 5 novembre 1808, et note : LA FOREST, *Correspondance*, éd. Geoffroy de Grandmaison, I, 358.

(1) A Alexandre, 16 septembre 1807 : *Corr.*, 13.164. Ecrivain à Savary le même jour, Napoléon atténuait déjà l'affirmation : « *Quand vous lirez ceci, le Portugal aura déclaré la guerre à l'Angleterre.* » *Corr.*, 13.163. Même langage de Champagny à Savary, le 14 : TRATCHEVSKI, *Rapports diplomatiques*, IV, 181.

(2) Champagny à Savary, 8, 31 octobre 1807 : *ibid.*, 215, 257.

faire de son côté, qui l'intéresse au plus haut point, qui lui vaudra la possession de la Finlande, à l'expédition contre la Suède : « Les ports de Suède et de Portugal doivent être fermés de gré ou de force. La nature des choses veut que la France se charge de fermer ceux du Portugal, et la Russie ceux de la Suède » (1). Bref, on a l'impression que l'empereur est extrêmement désireux de ne pas attirer l'attention de son allié sur ce qui se passe du côté de Lisbonne.

A plus forte raison se cache-t-il de lui quand il est question de l'Espagne : là en effet il ne s'agit plus d'une opération prévue et concertée entre eux. Le premier fait qui pourrait surprendre le tsar et le mettre en éveil est l'affaire de l'Escorial : aussi Napoléon s'applique-t-il à l'étouffer à Saint-Petersbourg. Il donne bien communication à Savary de la lettre où Charles IV dénonce les intrigues de Ferdinand avec les Français, mais c'est à titre strictement personnel : il lui interdit de la montrer et même de faire allusion à son contenu (10 novembre 1807). Au successeur de Savary, Caulaincourt, il envoie ensuite une version de l'affaire qui innocente Ferdinand et par là ses partenaires français. Il fait surveiller le nouveau ministre d'Espagne à Saint-Petersbourg, Pardo de Figueroa, qui est arrivé à son poste le 7 février 1808 et a eu son audience de présentation le 9. Instruit par Caulaincourt que Figueroa donne de l'affaire de l'Escorial une version favorable à Godoy et défavorable à Ferdinand, que l'opinion russe accueille avec faveur cette nouvelle interprétation et rejette maintenant tous les torts sur le prince des Asturies et ses complices français, il prescrit aussitôt à son représentant de travailler vigoureusement en sens contraire, de représenter Figueroa comme une créature de Godoy et d'innocenter Ferdinand et Beauharnais (2). Ainsi, Napoléon se mêle bien des affaires de famille des Bourbons, mais il ne tient pas à ce qu'Alexandre le sache.

Quand plus tard il s'agit d'expliquer les entrées continuelles de troupes françaises dans la Péninsule, des instructions très symptomatiques partent à l'adresse de Caulaincourt. Tout d'abord, il ne doit aborder ce sujet que si les Russes l'abordent les premiers, et ils auront probablement le bon goût de ne pas le faire : c'est déjà la consigne du « *Moins on en parlera, moins il faudra en parler* » que

(1) Champagny à Savary, 13 octobre 1807 : *ibid.*, 239. Même note dans la lettre de Napoléon à Savary, 7 novembre : *ibid.*, 283.

(2) Champagny à Savary, 10 novembre ; à Caulaincourt, 19 février, 19 mars 1808 ; Caulaincourt à Champagny, 13, 18 février : TRATCHEVSKI, IV, 288, 493, 532, 462, 491.

l'empereur donnera un peu plus tard. Si des explications deviennent nécessaires, ajoute Napoléon, « vous pourriez dire que l'anarchie qui règne dans cette cour et dans le gouvernement exige que je me mêle de ses affaires. » Champagny précise et développe les directives impériales : il faut raconter que « l'anarchie semble menacer l'Espagne » et qu'il a fallu faire marcher une armée pour soutenir Junot. Lorsque le *motín* d'Aranjuez aura renversé Charles IV, Napoléon se hâtera d'écrire à Caulaincourt : « Vous lui direz [au tsar] que je ne suis pour rien dans les affaires d'Espagne » (1). Plus tard, lors des machinations de Bayonne, lorsque Joseph s'installera sur le trône des Bourbons, lorsque l'insurrection nationale éclatera, ce sera toujours la même tactique : affirmer qu'il ne se passe rien de grave dans la Péninsule, que tout sera terminé sous quelques semaines, sous quelques jours, que le pays est tranquille et satisfait, que la Russie n'a pas à s'inquiéter de ces affaires (2).

C'est à cette préoccupation de détourner le tsar des questions espagnoles que se rattache en très grande partie la fameuse lettre que Napoléon lui écrivit le 2 février 1808. En des phrases entraînantes, l'empereur conviait son allié à de vastes projets : dans le Nord, il s'agissait de marcher contre la Suède pour lui enlever la Finlande ; en Orient, on allait mettre à exécution les grands desseins de partage établis à Tilsit, et tout d'abord on dirigerait sur l'Inde, par Constantinople et l'Euphrate, une gigantesque opération combinée qui forcerait l'Angleterre à la paix ; une entrevue entre les deux empereurs, analogue à celle de 1807, leur permettrait de s'entendre sur ces grandioses combinaisons (3). Sans doute, cette lettre a d'abord sa raison d'être dans la politique russe de Napoléon : il sent que le tsar s'irrite de ne pas voir arriver l'heure de ce partage de l'empire ottoman qu'on a convenu à Tilsit ; or le meilleur moyen de lui faire prendre patience est encore de l'embarquer dans des projets comme ceux-ci, qui exigent des mois et des mois de combi-

(1) Napoléon à Caulaincourt, 6, 31 mars 1808 : VANDAL, *Napoléon et Alexandre*, III, 555, 556. Champagny au même, le 9 : TRATCHEVSKI, IV, 534.

(2) Napoléon au même, 26 avril : « Tout est paisible en Espagne... Je pense que le dénouement n'est pas éloigné » ; début mai : « J'espère sous 10 ou 12 jours avoir terminé mes opérations ici » ; 31 mai : « Les affaires ici sont entièrement finies... Les Espagnes sont tranquilles et même dévouées » : VANDAL, III, 558, 560. Au même, 18 avril, 15 juin : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, 264, 293. A Alexandre, 29 avril, sur les affaires d'Espagne qui « me donnent quelque embarras ; mais je serai bientôt libre » ; 3 juin, 8 juillet : *Corr.*, 13.792, 14.059, 14.170. Les 9 et 21 juillet, Napoléon assure que les événements d'Espagne sont utiles à la Russie, en retenant les troupes anglaises : à Caulaincourt, dans VANDAL, III, 564, 566.

(3) Napoléon à Alexandre, 2 février 1808 : *Corr.*, non numérotée, t. XVI, p. 586.

naisons préalables et de préparatifs. Ensuite, l'empereur voudrait détourner l'attention de la Russie de problèmes délicats : la Prusse, à la libération de laquelle elle s'intéresse trop ; la Silésie, qu'elle voudrait voir évacuer par les troupes françaises ; l'état varsovien, qu'elle considère avec hostilité. Mais aussi la lettre du 2 février a son origine dans les affaires espagnoles.

Ce sont ses embarras de la Péninsule qui ont obligé Napoléon, qui l'obligent encore à différer le partage de l'empire ottoman convenu à Tilsit. Il a près de 100.000 hommes engagés au-delà des Pyrénées ; il voit le Portugal occupé de façon peu solide ; il a des intrigues délicates et complexes nouées à la cour d'Espagne. Dans ces conditions, il ne possède plus la liberté d'action nécessaire pour participer au démembrement de la Turquie, pour y prendre la part de butin qu'il convoite, l'Égypte (1). Il ne peut donc se lancer en Orient avant que les affaires d'Espagne soient terminées, et ce sont peut-être elles qui en fin de compte l'ont décidé, pour gagner le temps nécessaire, à organiser du côté de la Suède et des Indes la diversion que propose sa lettre du 2 février.

Une fois engagé dans les vastes projets auxquels le convie Napoléon, le tsar pensera moins au partage de l'empire turc, et aussi il pensera moins à l'Espagne : tel est le deuxième grand avantage de la manœuvre (2). Mais ici les raisons qui poussent l'empereur sont moins claires. Pourquoi Napoléon se cachait-il de la Russie dans les affaires de la Péninsule, comme on vient de voir qu'il le faisait ? Pourquoi ne confiait-il pas à son alliée, dans une certaine mesure, quels embarras l'empêchaient d'agir tout de suite en Orient ? Peut-être parce que ses plans d'intervention en Espagne étaient trop peu arrêtés encore. Peut-être aussi parce qu'il craignait qu'Alexandre ne témoignât un intérêt excessif au sort de Charles IV : le tsar pouvait en effet y être porté par des raisons de sentiment (un peu comme dans les affaires de Prusse), par l'idée d'une solidarité entre les vieilles monarchies, par le souvenir de ses anciennes liaisons et

(1) Sur ce point comme sur la part de sincérité qu'a pu renfermer la lettre du 2 février et sur ses raisons non-espagnoles, cf. VANDAL, I, 242-265.

(2) Il va de soi que dans la lettre au tsar aucune allusion n'est faite à la Péninsule. Mais dans les instructions à Caulaincourt qui l'accompagnent (2 février, dans TATISCHOFF, 310) le nom du Portugal est prononcé, et de façon trop piquante pour n'être pas remarqué : « Faites-lui voir comment l'Angleterre agit, qu'elle prend de toute main. Le Portugal est son allié : elle lui prend Madère. » Or le même jour Napoléon chargeait Champagny de solliciter des États-Unis une déclaration de guerre à l'Angleterre, qu'il offrait de payer avec la Floride espagnole ! (Corr., 13.516, et RENAULT, *La question de la Louisiane*, 466).

négociations avec l'Espagne et en particulier, bien qu'il n'aimât pas Godoy, par celui de la proclamation d'octobre 1806, qu'il pouvait regarder comme son œuvre et qui était l'un des grands griefs de Napoléon contre le favori. Mais deux autres motifs expliquent mieux le mystère dont l'empereur se couvre à l'égard de la Russie dans les affaires d'Espagne. Le 31 mars 1808, en faisant à Caulaincourt le récit de l'émeute d'Aranjuez et de l'abdication de Charles IV, Napoléon terminait sa lettre par ces mots : « Les mauvais esprits de Saint-Petersbourg diront que j'ai dirigé tout cela » (1). Cette phrase résume l'un des motifs qui le poussaient à agir en cachette du tsar dans la Péninsule : la crainte de fournir un motif d'inquiétude, d'agitation et d'hostilité à l'opinion russe déjà si prévenue contre l'alliance française. Un autre motif apparaît dans les lettres qu'il écrivait à son ambassadeur lors du règlement de Bayonne : « Je ne garde pas un village pour moi. » — « ... Vous ne manquerez pas d'observer que la France ne gagne rien au changement de dynastie en Espagne... et que cet État sera plus indépendant sous le gouvernement d'un de mes frères que sous celui d'un Bourbon. » — « L'Espagne ne me vaudra pas plus qu'elle ne me valait » (2). Ici apparaît chez l'empereur le désir de voiler au tsar l'accroissement de puissance qu'il recherchait au-delà des Pyrénées, de façon à ne pas s'exposer à des demandes russes de compensations en Orient. D'un côté comme de l'autre c'était voir juste, et Napoléon ne se trompait point lorsqu'il redoutait le contre-coup des affaires espagnoles sur l'opinion de Saint-Petersbourg et sur la politique d'Alexandre.

La haute société russe était demeurée hostile à la France, malgré Tilsit, malgré l'alliance, malgré le tsar. En arrivant à son poste, Savary avait trouvé une malveillance universelle, et si par son aplomb il avait réussi à s'imposer à certains salons, la plupart lui restaient obstinément fermés ; Caulaincourt, malgré son faste et ses qualités d'homme du monde, avait de la peine lui aussi à dégeler la société russe. Or, l'un des thèmes favoris de cette opposition à la France, et l'un de ceux qui devaient avoir le plus d'effet, était le prochain détronement par Napoléon de son bon allié Charles IV, qui s'était si imprudemment confié à lui. L'affaire de l'Escorial

(1) Napoléon à Caulaincourt, 31 mars 1808 : dans VANDAL, III, 556.

(2) Au même, 15, 26 juin 1808 : *ibid.*, III, 561, 563. A rapprocher de son attitude lors de l'occupation de Rome (au même, 17 février, *ibid.*, 554) : « Mes troupes sont entrées à Rome ; il est inutile d'en parler ; si on vous en parle, dites que... ce n'est pas là un agrandissement de territoire ; c'est de la prudence. »

avait fait du bruit à Saint-Pétersbourg ; on y avait accueilli avec avidité la version hostile à Ferdinand — donc à la France — que répandait Figueroa, on avait brodé autour du procès et de la sentence, on avait raconté qu'Escoiquiz, Infantado et San Carlos avaient été condamnés à 40 ans d'exil. En même temps, on faisait circuler les bruits les plus extraordinaires sur l'intrusion des Français en Espagne ; dès janvier on racontait que Madrid était occupé par les troupes impériales et Charles IV arrêté. Dans la suite, à mesure que les événements se prononçaient plus nettement, les racontars se faisaient plus nombreux : la Garde tout entière était dirigée sur Bayonne, les Anglais débarquaient en Portugal, Madrid se soulevait, Napoléon partait pour la Péninsule, Lucien devenait roi de Naples et Joseph roi d'Espagne, Charles IV était détrôné et un sort analogue attendait tous les souverains qui se fieraient à Napoléon. L'inquiétude manifeste de Figueroa donnait un aliment aux commentaires malveillants. « Les nouvelles d'Espagne ont augmenté l'agitation des esprits..., notait Caulaincourt avant même qu'on eût appris les scènes de Bayonne ; la société montre plus d'opposition que je n'en ai encore vu » (1). L'opinion de la noblesse et des salons ayant sur celle du tsar une sérieuse influence, Napoléon n'avait pas tort de redouter l'écho que trouveraient les affaires espagnoles chez « les mauvais esprits de Saint-Pétersbourg. »

Mais c'est à meilleur droit encore qu'il craignait les demandes de compensation que son accroissement de puissance dans la Péninsule pouvait inspirer au cabinet russe. Au début, on put croire que le tsar se désintéressait des événements qui se déroulaient à l'autre extrémité de l'Europe. Quand il apprit que Junot marchait contre le Portugal, il ne témoigna à Savary que de la satisfaction : « Le gouvernement russe a vu avec plaisir que les choses s'avançaient de ce côté. » Quand Caulaincourt lui annonça la suppression du royaume d'Étrurie, il resta bien un moment pensif, et Roumianzoff s'informa avec beaucoup de curiosité du sort réservé à l'ex-Toscane, mais en somme ni l'un ni l'autre ne parurent vraiment impressionnés, et Alexandre faisait valoir à l'ambassadeur français « quel peu d'importance nous attachons à ce qui se passe en Italie, en Por-

(1) Caulaincourt à Champagny, 29 janvier, 17 février, 15, 21 mars, 23 avril 1808 : TRATCHEVSKI, *Rapports diplomatiques*, IV, 443, 491, 547, 580, 646 ; à Napoléon, 16 mars (TATISCHEFF, *Alexandre et Napoléon*, 375), II, 29, 31 décembre 1807, 13-29 janvier 1808 (NICOLAS MIKHAILOWITCH, *Rapports diplomatiques*, I, 29, 39, 43, 83, 86, 97). Conversation caractéristique rapportée par Caulaincourt le 12 avril : VANDAL, I, 321.

tugal, sur les frontières d'Espagne » (13 janvier 1808) (1). Ces derniers mots cependant laissaient deviner que la Russie n'ignorait pas les préparatifs singuliers que Napoléon faisait dans la Péninsule, et effectivement elle suivait ces affaires de près. Depuis 1799, elle était liée au Portugal par un traité, et lorsque la menace française avait commencé à paraître sérieuse à Lisbonne le ministre de S. M. T. F. à Saint-Pétersbourg, Navarro, avait réclamé l'appui convenu. Roumianzoff le lui avait promis. Cette promesse ne fut pas tenue : l'éloignement du Portugal et la rapidité avec laquelle il fut conquis étaient de suffisantes excuses (2). Mais dès ce moment le courtois désintéressement du début fait place chez Alexandre aux remarques, puis aux récriminations. A la fin de janvier, on laisse entendre à Caulaincourt que si l'expédition contre la Suède désirée par Napoléon ne s'organise pas, c'est en partie parce qu'on s'inquiète des bruits de voyage impérial dans le Midi et de révolution en Espagne. Bientôt, le tsar devient plus net. Un des points de discussion entre la France et lui était l'occupation par les Russes de la Moldavie et de la Valachie (3). Au début de février 1808, il déclare carrément que sans doute il a fait là des acquisitions, mais que l'Étrurie et le Portugal sont pour Napoléon de « riches équivalents ». — « L'Étrurie, le Portugal, le Hanovre..., ajoute-t-il peu après, sont des équivalents assez considérables pour deux provinces ruinées que les Turcs me donneraient sans vous si je ne voulais les tenir de votre empereur... Il [Napoléon] est d'ailleurs nanti de l'Étrurie et, quoi que vous en pensiez, cela vaut la peine d'en parler. » Désormais, ce mot d'*équivalents* revient constamment ; on s'en sert non seulement pour justifier les nouvelles acquisitions de la Russie, mais encore pour reprocher à Napoléon d'occuper Varsovie et la Silésie alors qu'il vient de prendre Lisbonne et Florence. Caulaincourt se débat, il soutient que

(1) Savary et Caulaincourt à Champagny, 6, 31 décembre 1807, 13 janvier 1808 ; Champagny à Savary, 7 décembre : TRATCHEVSKI, *Rapports diplomatiques*, IV, 323, 393, 416, 338. Cf. les instructions que Roumiantsof donna à Tolstoï en le nommant à l'ambassade de Paris, attirant son attention sur la dépendance absolue où étaient le Portugal et l'Espagne à l'égard de Napoléon, et l'incitant à se méfier de leurs ambassadeurs : 27 septembre 1807, dans TATISCHEFF, *Alexandre et Napoléon*, 221.

(2) Strangford à Canning, 17 novembre 1807, sur le vu des dépêches de Navarro : *Record Office*, F. O. 63, 56. Le Portugal et la Russie avaient signé le 27 décembre 1798 un traité d'amitié et de commerce, et le 7 septembre 1799 un traité d'alliance défensive ; les deux puissances se garantissaient mutuellement leurs possessions ; la Russie promettait un secours de 6.000 hommes, le Portugal de 6 vaisseaux. FERREIRA, *Collecção dos tratados*, IV, 52, 112.

(3) Alexandre était resté en possession de ces principautés malgré l'armistice que Napoléon lui avait fait conclure à Solobosa avec la Turquie, le 24 août 1807.

les récentes conquêtes de son maître vont, non pas à la France, mais à l'Italie et à l'Espagne, et quand Alexandre offre d'en reconnaître la propriété à l'empereur, il s'écrie : « Sire, c'est offrir en Amérique ! » Mais le tsar a beau jeu pour répliquer que le Portugal et la Toscane ne sont point en Amérique, que quoi qu'en dise l'ambassadeur Napoléon s'apprête bel et bien à les annexer : et de fait la part de Portugal promise à l'ex-reine d'Étrurie ne lui est toujours pas remise, ce qui fait très mauvaise impression au Palais d'Hiver. Les salons anti-français s'emparent naturellement de ce thème des équivalents : « On répète tant à l'empereur que c'est faiblesse de ne pas garder ce qui est à sa convenance, quand la France dispose des trônes qui sont à la sienne, qu'il commence à en être piqué » (1).

Tel était l'état d'esprit que créait chez le tsar la politique espagnole de Napoléon, lorsque lui parvint cette fameuse lettre du 2 février, ce plan gigantesque qui embrassait le monde de la Suède aux Indes, et qui était né en partie des préoccupations espagnoles de l'empereur. Alexandre eut tout d'abord un instant d'enthousiasme. Mais à la réflexion les Russes se calmèrent, et la méfiance qu'ils montrèrent alors doit avoir en partie son origine dans la politique de Napoléon dans la Péninsule, si tortueuse et cachottière à leur égard. Ils subordonnèrent l'entrevue que Napoléon proposait entre les deux empereurs à l'entente préalable sur certains points fondamentaux ; ils exigèrent des garanties contre l'installation de la France en Silésie, contre l'extension de l'état varsovien ; ils tracèrent une carte précise de leurs revendications, lesquelles comprenaient Constantinople (16 mars 1808). C'était la politique des équivalents qui s'affirmait, c'étaient là les compensations que Napoléon devait au tsar pour son extension à l'occident de l'Europe : « Que V. M., disait Caulaincourt à son maître, réunisse l'Italie à la France, *peut-être même l'Espagne*, qu'elle change les dynasties, fonde les royaumes..., si la Russie a Constantinople, elle ne dira rien » (2). Ainsi, la politique russe que les nécessités de l'action en Espagne avaient imposée à Napoléon, son projet de détourner le tsar de Madrid en le lançant contre la Suède et l'Inde, trouvaient la pierre d'achoppement dans les affaires espagnoles elles-mêmes. Ses machinations dans la Péninsule étaient trop visibles, ses concentrations sur les Pyrénées trop anormales pour qu'Alexandre consentît à détourner

(1) Caulaincourt à Napoléon, 9, 17, 25 février 1808 : TATISCHEFF, 279, 284, 290 ; à Champagny, 15, 25 février, 21 mars : TRATCHEVSKI, IV, 468, 503, 580.
(2) 16 mars 1808 : VANDAL, I, 255. Sur la réponse russe, *ibid.*, 280-308.

docilement les yeux vers la Finlande et vers l'Indus (1). — On voit combien l'on est loin ici des légendes sur Tilsit, sur le partage de l'Espagne et le détronement de Charles IV qui y auraient été expressément convenus et combinés entre les deux empereurs.

C'est à la fin de mars seulement que Napoléon reçut la réponse évasive du tsar à sa lettre du 2 février. Les circonstances avaient changé alors, et l'échec de sa manœuvre ne pouvait plus lui être aussi sensible. Mais le fait même qu'il avait projeté une diversion de cette envergure montre quelle gêne les affaires espagnoles constituaient pour sa politique générale : c'était là une question qu'il lui fallait régler vite, une entrave dont il convenait de se débarrasser au plus tôt.

ESPAGNE ET MÉDITERRANÉE. — L'alliance avec la Russie n'était aux yeux de Napoléon qu'un moyen. Ses fins réelles étaient l'abaissement de l'Angleterre et la réalisation de ses projets orientaux : après Tilsit, l'intérêt essentiel de la partie se portait donc sur la lutte maritime et tout spécialement sur la domination de la Méditerranée. Dès juillet 1806 l'empereur avait prononcé la fameuse phrase : « Être maître de la Méditerranée, but principal et constant de ma politique. » A la fin de 1806, il avait prescrit à Louis d'avoir sa marine prête pour 1810. Au début de 1807, il avançait cette date en fixant le moment de « recommencer la lutte maritime » à la fin de la guerre avec la Russie, laquelle ne pouvait être aussi éloignée. Lors de Tilsit enfin il écrivait à Decrès : « Tout porte à croire que la guerre du continent est terminée. Tous les efforts doivent se porter du côté de la marine » (2). En effet, à la fin de 1807 l'heure décisive avait paru sonner. Lors de son voyage en Italie, Napoléon avait appris que les Anglais évacuaient partiellement la Sicile, qu'ils en rappelaient les 10.000 hommes de Moore. Aussitôt (12 décembre), il avait donné des ordres pour concentrer ses escadres dans la Médi-

(1) L'attitude de la Russie dans les affaires ultérieures d'Espagne ne s'éleva jamais au-dessus de demandes égoïstes de compensation. Elle reconnut à l'avance tout souverain que l'empereur désignerait (Metternich à Stadion, 23 août 1808, *Mémoires*, II, 228). Alexandre salua dans Napoléon « le régénérateur, le législateur » de l'Espagne (août 1808, VANDAL, I, 338). Napoléon l'avait déjà remercié de sa neutralité bienveillante et lui avait promis en retour des satisfactions du côté de la Prusse : à Caulaincourt, 21 juillet, *ibid.*, 566.

(2) A Joseph, 21 juillet 1806 ; à Louis, 3 décembre 1806 ; à Decrès, 6 janvier, 4 juillet 1807 : *Corr.*, 10.356, 11.377, 11.568, 12.848.

terranée, pour y amener celles de Brest, de Rochefort, de Cadix. Dès lors les combinaisons navales se succédèrent : le ravitaillement de Corfou, puis la conquête de la Sicile, puis l'exécution simultanée de ces deux opérations et une nouvelle expédition d'Égypte. Il s'agissait à la fois de frapper l'Angleterre dans l'Orient, peut-être dans l'Inde, et de se mettre en mesure de participer au démembrement de la Turquie le jour où les affaires d'Espagne permettraient de le faire. Dans tout ce branle-bas oriental, les forces maritimes de S. M. C. avaient leur rôle : Napoléon pria Charles IV de faire armer d'urgence à Cadix quatre vaisseaux nouveaux, il lui demandait les échanges de navires signalés plus haut, il envoyait à Toulon l'escadre de Carthagène (1). Mais le concours que prêtait l'Espagne était lent ; il fallait multiplier les demandes pour faire donner des ordres fermes à Cadix, pour faire partir l'escadre de Carthagène ; la machine espagnole se mouvait en retard et en grinçant. Et surtout, la participation de l'Espagne aux grandes entreprises était lamentablement insuffisante : car qu'étaient-ce que six vaisseaux de Carthagène en route pour Toulon, alors qu'il s'agissait de dominer la Méditerranée, de dépecer la Turquie, de conquérir l'Inde ? Pour acquérir la suprématie de l'Orient, Napoléon allait avoir des besoins immenses, gigantesques, en argent et en vaisseaux ; or il était persuadé que l'Espagne pouvait les lui fournir, qu'elle les lui fournirait s'il arrivait à prendre en mains les affaires de ce royaume inerte.

L'argent, Napoléon croyait que son alliée en regorgeait, ou tout au moins qu'il lui suffirait d'un peu d'activité et d'ordre pour en regorger. Cette opinion, on l'a déjà dit, était alors courante en France, et elle était particulièrement ancrée chez l'empereur. De ses interminables démêlés avec le ministère d'*Hacienda*, il avait seulement conclu que le gouvernement de Madrid était à la fois peu disposé à donner de l'argent à la France et peu expert à le faire sortir des poches de ses sujets. Montgaillard développait ce thème dans tous ses mémoires. Napoléon n'avait d'ailleurs qu'à feuilleter les dépêches de l'ambassade pour trouver des assertions comme celles-ci : « Les ressources de l'Espagne sont encore immenses sous le rapport de ses finances, et sous celui de la puissance maritime. » — « Il est démontré... que l'Espagne est encore malgré ses pertes et malgré

(1) A Decrès, 27 janvier 1808 : *Corr.*, 13.493. Il y avait longtemps que Napoléon projetait d'envoyer à Toulon son escadre de Cadix : au même, 10 décembre 1806, 13, 26 janvier, 17, 26 mars, 22 avril 1807, *Corr.*, 11.425, 11.620, 11.694, 12.059, 12.180, 12.448.

la guerre actuelle la puissance d'Europe la plus fertile en ressources pécuniaires et la plus forte en moyens de crédit et de circulation » (1). Aussi, lorsque plus tard, pendant la guerre de la Péninsule, ses généraux se trouvaient aux prises avec des difficultés financières, Napoléon s'étonnait : « Il y a beaucoup d'argent en Espagne... Je suis persuadé qu'il y a des moyens d'avoir de l'argent en Espagne ; mais pour cela il faudrait connaître l'état des choses... Il y a de l'argent en Espagne, il ne s'agit que d'en trouver... il y a mille moyens d'en avoir. Quand je connaîtrai l'état des finances je trouverai des ressources » (2).

Sur le terrain financier, la collaboration espagnole à l'entreprise d'Orient pouvait encore se manifester d'une façon indirecte, mais extrêmement profitable : par l'enrichissement de l'industrie et du commerce français. De ce côté, le cabinet de Madrid avait toujours montré une mauvaise volonté marquée et n'avait cessé d'entraver l'introduction et la circulation des produits français. Dès la fin de la guerre avec la Russie, Napoléon avait fait faire auprès de lui de nouvelles démarches : il lui avait demandé d'ouvrir librement ses frontières aux soieries de Lyon et de Turin, aux draps de Carcassonne, aux toiles de Bretagne, à la bonneterie du Midi, puis il avait essayé d'obtenir que l'Espagne diminuât les droits dont elle frappait les laines que la France achetait chez elle. Les réponses avaient été des moins satisfaisantes, et le marché espagnol restait en pratique fermé à l'industrie française : le lui ouvrir devait accroître considérablement la richesse de l'Empire (3). Mais surtout, derrière les possibilités commerciales que présentait l'Espagne, il y avait celles qu'offrait l'Amérique, et à cette époque précisément l'attention de l'empereur se portait de ce côté. C'était le moment où Montgaillard l'exhortait à ne pas laisser tomber aux mains des Anglais un continent qui leur vaudrait « un prodigieux excès de puissance maritime et de richesse commerciale », et à y obtenir de l'Espagne des avantages pour nos négociants (4). Napoléon venait de lire la lettre

(1) Beurnonville à Decrès, 19 août 1805 ; à Napoléon, 7 novembre 1805 : A. N., AF IV 1679. Il y eut encore le 25 avril un rapport de Montgaillard, qui s'étendait abondamment sur cette idée.

(2) A Murat, 21, 23 mai : *Corr.*, 13.952 et *Lettres inédites*, éd. Lecestre, 281. A ?, 16 janvier 1809 : *Supplément à la Correspondance*, éd. Du Casse, 102-103.

(3) Talleyrand à Beauharnais, 4 juillet, 8 août 1807 ; réponse du 30 août : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 370, 418, 485. Récemment encore, un droit de tonnage avait été imposé aux bâtiments français dans les ports espagnols : Beauharnais à Champagny, 29 janvier 1808, *Consulat de Madrid*.

(4) 25 octobre 1807, 15 janvier 1808 : A. E., *France, Mémoires et documents*, v. 662.

par laquelle Liniers lui faisait connaître le nouveau succès qu'il avait remporté (juillet 1807) sur les Anglais débarqués à Montevideo (1). Le ministère de l'Intérieur ayant reçu d'un commerçant bordelais, Barde, un rapport sur les possibilités de commerce avec l'Amérique espagnole, on avait invité l'auteur à rédiger un second mémoire plus détaillé. Ce deuxième exposé, très circonstancié, avait été remis à Cretet peu auparavant ; il énumérait tous les articles dont les colonies avaient besoin : toiles, draps, rubans, galons, bijouterie, verrerie, vins y trouveraient des débouchés illimités ; on pouvait s'y assurer le monopole de la traite des nègres que les Anglais faisaient en fraude (2). La Martinique, la Guadeloupe, la Guyane étaient des points qui, précisément à la fin de janvier 1808 et au début de février, retenaient l'attention de l'empereur, et il y envoyait des bricks et des frégates de Lorient ou de Rochefort (3). Les richesses, les immenses possibilités du Mexique et du Pérou étaient des sujets bien propres à enflammer son imagination (4), et l'un de ses premiers soucis lorsqu'il eut placé Joseph sur le trône d'Espagne fut de lui assurer la fidélité des Amériques (5). A un moment où l'action en Orient allait coûter des sommes immenses, l'exploitation des colonies espagnoles pouvait offrir en contre-partie une source de richesses inépuisables.

(1) Jacques de Liniers avait déjà raconté à Napoléon la reprise de Buenos-Ayres (27 juin 1806) ; il exposait sa carrière et ses sentiments : « Depuis de longues années il a perdu de vue sa patrie... malgré qu'il ait conservé les sentiments d'un vrai Français. » A. E., *Esp.*, v. 20 supplément, f. 75 (rapport s. d., porté à mai 1807, mais en réalité de septembre 1806 ; cf. f. 86) Napoléon répondit courtoisement : à Decrès, 27 avril 1807, *Corr.*, 12.476. Le second rapport est de juillet 1807 (A. E., *Esp.*, v. 20 supplément, f. 86) ; il fut remis à Beauharnais par Périchon de Vandeuil, lieutenant-colonel des hussards de Buenos-Ayres, et transmis à Champagny le 3 décembre 1807 : v. 672, f. 372. Sur Liniers, cf. encore *Port.*, v. 10 supplément, f. 137.

(2) R. Barde à Cretet, Bordeaux, 27 octobre 1807 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 211. Cf. les ordres de Napoléon à Cretet, le 15 avril, pour établir un grand courant de commerce colonial : *Corr.*, 13.745.

(3) A Decrès, 30 janvier, 6 février ; cf. à Clarke, le 2 : *Corr.*, 13.506, 13.528, 13.520.

(4) Un passage curieux des *Mémoires*, si suspects d'ailleurs, de Pradt (p. 131) est celui où il montre Napoléon, à Bayonne, s'exaltant à décrire les possibilités de l'Amérique : « Et là-dessus il parla, ou plutôt il poétisa, il ossianisa pendant longtemps sur l'immensité des trônes du Mexique et du Pérou, sur la grandeur des souverains qui les posséderaient, sur les résultats que ces établissements auraient pour l'univers... Dans aucune circonstance je ne l'avais vu développer de pareilles richesses d'imagination et de langage... Il fut sublime... »

(5) Mesures pour se concilier l'opinion américaine : à Decrès, 26 mars, 25 avril (*Lettres inédites*, éd. Lecestre, 254 et *Corr.*, 13.779) ; Méneval à Maret, avec la minute de lettres pour Cayenne et la Guadeloupe, 16 mai : A. N., AF IV, 1287. Envois d'armes, de recrues, projet d'envoi d'escadres : à Decrès, Murat, Junot, La Cuesta, 8, 11, 15, 21, 25, 26 mai, *Corr.*, 13.828, 13.830, 13.852, 13.858, 13.890, 13.895, 13.897, 13.952, 13.991, 13.998 etc. Le 19 août enfin, Napoléon reconnut que la rupture avec l'Amérique était chose faite : *Corr.*, 14.263.

Mais c'est surtout dans le domaine maritime que Napoléon réunissait la pensée de l'Espagne et celle de l'Orient. Pour lutter contre l'Angleterre, pour dominer la Méditerranée, pour occuper l'Égypte, ce qu'il fallait avant tout c'étaient des vaisseaux : c'étaient donc les escadres et les ports que plus que toute chose il convoitait en Espagne, en ce début de 1808.

Sans doute, tout était à faire, car les flottes de S. M. C. étaient dans la plus lamentable situation. Au dire de Beauharnais, les ports de guerre abritaient « 28 ou 30 carcasses de vaisseaux, dont 12 à 15 pourraient tenir la mer moyennant de grosses réparations. » Ces chiffres paraissent un peu pessimistes pourtant. A Cadix il devait y avoir entre 6 et 9 vaisseaux armés ; ils avaient fait une sortie au début de 1808, assez courte il est vrai ; 8 ou 9 se trouvaient à l'arsenal, dont deux pouvaient être armés. L'escadre qui avait quitté Carthagène en direction de Toulon le 10 février comprenait six navires. Au Ferrol il y en avait deux en rade. Au total on possédait donc 14 à 17 bâtiments de ligne susceptibles de rendre immédiatement quelques services. Mais, comme en 1805, on manquait d'équipages et de matériel. 30.000 matelots étaient inscrits sur les registres, mais ce nombre était en pratique réduit des deux tiers, car l'oubli dans lequel on avait laissé la flotte depuis Trafalgar avait porté un grand nombre de marins à abandonner le service, voire à passer sur les escadres anglaises. Pour les seuls bâtiments en rade à Cadix, il eût fallu 6 à 700 bons matelots pour compléter les équipages. Si l'on possédait dans ce dernier port beaucoup de canons, de fer et de cuivre, on n'y avait ni toiles légères, ni chanvre, ni câbles. L'escadre de Valdés avait quitté Carthagène avec des cordages qui étaient restés deux ans sans être goudronnés, et les coques n'avaient pas été nettoyées depuis trois ans (1). Dans ces conditions, les escadres espagnoles ne pouvaient songer à rompre le blocus anglais ; elles

(1) Beauharnais à Talleyrand, 1^{er} janvier 1807 ; à Champagny, 13 octobre, 23 décembre, 9 février, 1^{er} mars 1808 : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 12 ; v. 672, f. 149 ; v. 20 supplément, f. 131 ; v. 673, f. 160, 281. Henry au roi de Prusse, 1^{er}, 15 février 1808 : *ibid.*, v. 673, f. 111, 216. Rapport sur Carthagène dressé par Lanusse, 18 février 1808 ; rapport sur Cadix, du 10 : A. N., AF IV 1608 A. Ces chiffres ne peuvent être donnés avec certitude, en particulier parce que toutes les sources ne font pas la distinction entre vaisseaux en rade, au radoub etc. Le nombre total devait être de 31 à 33 vaisseaux espagnols, avec une quinzaine de frégates. Un état au 1^{er} janvier 1807, qui semble assez exact, donne un total de 33 vaisseaux (dont 10 au radoub et 12 désarmés), 16 frégates et 7 corvettes : *ibid.* LAFUENTE (*Historia general de España*, XVI, 128) donne des chiffres qui semblent exagérés : 42 vaisseaux, 30 frégates. Il y avait au Ferrol un vaisseau français, l'*Atlas* (désarmé) et Rosily avait à Cadix 5 vaisseaux et une frégate.

ne protégeaient pas même le cabotage, et les négociants qui organisaient des convois en étaient réduits à les faire escorter par des navires armés à leurs frais (1).

Il n'y a pas à chercher bien loin les causes d'une situation aussi lamentable : elles ne sont autres, va écrire l'empereur au mois de mai, que « le désordre et le gaspillage. » Napoléon est persuadé en effet, et non sans raison, que l'Espagne possède tous les éléments nécessaires pour restaurer sa puissance maritime de jadis. Les gens de mer sont nombreux et propres à former d'excellents équipages. Les ports sont magnifiques. La situation stratégique est de premier ordre, et éminemment favorable aux projets orientaux : « La Méditerranée, a dit Napoléon dès 1802, est à la France et à l'Espagne par leur position topographique. » Que d'atouts précieux il pourrait trouver là pour la grande partie orientale qui va s'engager ! Et quel dépit de constater que, suivant l'expression qu'emploiera Champagny le 24 avril, « le pays d'Europe qui offre le plus de moyens maritimes est celui qui en possède le moins » ! (2) Telle est la pensée qui travaille l'esprit de l'empereur, telle est peut-être celle qui en fin de compte l'a décidé à l'intervention. Lorsqu'après avoir détrôné les Bourbons il cherchera à justifier sa politique, sans cesse l'argument maritime reviendra au premier plan. « Savez-vous, dira-t-il à Metternich, pourquoi j'ai fait un changement en Espagne ?... Parce que l'Espagne, au lieu de mettre ses capitaux dans sa marine, dont j'ai besoin pour forcer l'Angleterre à la paix — elle devient tous les jours plus intraitable — les dépensait au renforcement de son armée, qui ne pouvait servir que contre moi. » — « Je vais prendre un parti dans les affaires d'Espagne, écrira-t-il à Louis, qui aura pour résultat d'enlever le Portugal aux Anglais et de mettre au pouvoir de la politique française les côtes que l'Espagne a sur les deux mers. » — « La guerre civile et étrangère, expliquera-t-il dans un projet d'acte de médiation, déchirerait cette intéressante portion de l'Europe, dont le concours est si nécessaire pour le rétablissement de la paix maritime et la défense des mers. » — « L'Espagne, dira Champagny en répétant la leçon dictée par le maître, a des ressources maritimes qui sont perdues pour elle et pour la France. Il faut qu'un bon gou-

(1) Ce fut le cas du convoi espagnol se rendant à la foire de Beaucaire de 1807, d'après une lettre de Nîmes du 8 août au *Journal de l'Empire* du 15.

(2) A Murat, 21 mai 1808 ; rapport de Champagny du 24 avril : *Corr.*, 13.952, 13.776. Phrase de Bonaparte du 19 février 1802, citée par SORREL, *L'Europe et la Révolution*, VI, 198.

vernement les fasse renaître, les améliore par une judicieuse organisation, et que V. M. les dirige contre l'ennemi commun, pour arriver enfin à cette paix que l'humanité réclame, dont l'Europe entière a si grand besoin. » Un instrument de lutte maritime, de lutte contre l'Angleterre, et, de façon plus immédiate, de domination dans la Méditerranée, comme sous le Directoire, voilà ce que Napoléon voit alors avant tout dans l'Espagne (1).

Il croit que cet instrument peut devenir formidable. De fait, un an après Trafalgar, Izquierdo, qui avait une réelle expérience des choses maritimes, a écrit à Godoy que le royaume pouvait équiper 60 vaisseaux de ligne. Napoléon dira cinquante, lorsqu'en offrant à Louis la couronne des Bourbons il lui en peindra la grandeur et les ressources (2). Ce doit être là, il est vrai, le résultat de plusieurs années « d'activité et d'économie ». Mais en quelques mois l'Espagne peut déjà devenir une aide des plus appréciables. En mai, lorsque Napoléon, au maximum de son activité maritime, pousse fébrilement les grands préparatifs orientaux, il ordonne de mettre 5 vaisseaux en rade au Ferrol (dont 2, avec 2 frégates, partiront dès juin), — 3 autres, et 2 frégates, à Carthagène (plus 4 autres dès qu'on le pourra), — 6 enfin, et 2 frégates, à Cadix (plus 2 autres sitôt les chantiers libres). Ainsi, l'empereur estime que dans le courant de l'été les flottes espagnoles pourront être portées à 33 ou 34 vaisseaux de ligne, ce qui représenterait en quelques mois une augmentation d'une vingtaine d'unités (3). Sans doute, il faut tenir compte de l'optimisme voulu que Napoléon montre souvent dans ses programmes. Il n'en reste pas moins que certainement à ses yeux l'Espagne peut fournir dans la lutte maritime qui s'annonce l'appoint décisif. Mais cela à condition que ce soit une Espagne « organisée », et cette *organisation* signifie alors tout autre chose que la *régénération* que plus tard, à Sainte-Hélène, il prétendra avoir entreprise et voulue (4).

(1) Metternich à Stadion : *Mémoires*, II, 209. Napoléon à Louis, 3 avril 1808 : dans ROCQUAIN, *Napoléon et le roi Louis*, 169. Projet d'acte de médiation en Espagne, 6 mai 1808 ; rapport de Champagny, 24 avril : *Corr.*, 13.814, 13.776. CONARD, *La constitution de Bayonne*, 12, 17.

(2) Izquierdo à Godoy, 10 octobre 1806 : *A. Histórico N.*, c. 2881. Napoléon à Louis, 27 mars 1808 : *Corr.*, non numérotée, t. XVI, p. 589.

(3) A Decrès, 12, 13 mai ; à Murat, 16, 21 mai : *Corr.*, 13.873, 13.877, 13.906, 13.952.

(4) Cette question de la « régénération » de l'Espagne est traitée de façon très pénétrante dans CONARD, *La constitution de Bayonne*. Cf. quelques remarques dans le même sens dans SANZ CID, *La Constitución de Bayona*, 60.

La politique espagnole de Napoléon s'enchevêtre donc singulièrement à cette époque avec sa politique orientale et sa politique russe, qui par ailleurs sont étroitement fonction l'une de l'autre. Pour les affaires russes, l'Espagne est une entrave gênante dont il faut se débarrasser au plus vite ; pour les affaires orientales, de même, avec en plus cette idée que là elle pourrait être bien utile et qu'elle l'est bien peu. Ces considérations russes et méditerranéennes, qui en ce début de 1808 ont tout pouvoir sur l'esprit de l'empereur, le poussent toutes à une intervention rapide et radicale.

CONCLUSION. — Une *intervention* — et une intervention *rapide* — et une intervention *radicale* : ces trois mots mesurent le chemin parcouru depuis le traité de Fontainebleau. Avant cette date, Napoléon a sans doute eu bien souvent l'idée de remplacer les Bourbons d'Espagne par un gouvernement plus actif et plus sûr, et de remédier ainsi au double vice qui entache l'alliance, son inutilité et sa fragilité. Mais rien ne permet d'affirmer ni même de soupçonner qu'il ait envisagé sérieusement ce projet ; la manœuvre secrète qu'il menait au mois d'octobre se bornait encore à prendre son alliée mieux en main en déplaçant une frontière, en se ménageant des moyens de pression militaire et en faisant de Ferdinand, le futur roi d'Espagne, un docile instrument. Or voici qu'à l'automne de 1807 un incident vient changer la face des choses : « Ce sont les sales intrigues des princes d'Espagne, dira l'empereur à Sainte-Hélène, leurs querelles de famille, leur trahison de tous les intérêts espagnols qui ont amené les événements de Bayonne » (1). En compromettant le mariage français de Ferdinand, l'affaire de l'Escorial a en effet troublé la manœuvre d'octobre et amené Napoléon à envisager d'autres solutions. En discréditant les souverains, en déconsidérant le prince héritier, elle a fait entrevoir à l'empereur la possibilité de remplacer les Bourbons sur leur trône sans rencontrer de grandes difficultés. L'idée que cette opération est nécessaire est renforcée dans son esprit par les projets orientaux. L'idée qu'elle est faisable est confirmée par la réussite de l'expédition de Portugal et par la facilité avec laquelle les troupes françaises peuvent être

(1) Tiré des *Récits de la captivité* (21 novembre 1820) : *Corr.*, XXXII, 444.

introduites en Espagne. C'est ainsi qu'en trois mois l'idée du changement de dynastie est entrée dans le domaine des possibilités, s'est développée, s'est fortifiée. Sans doute, d'autres combinaisons peuvent encore être envisagées en même temps qu'elle, mais c'est elle que dès ce moment Napoléon préfère, c'est à elle qu'il prépare les voies : il s'engage déjà sur le chemin de Bayonne.

Ch. mme. Talleyrand

Signature de Talleyrand
1808

D'ARANJUEZ. Chute de Godoy, abdication de Charles IV. — L'OFFRE A LOUIS. Réaction de Napoléon à ces nouvelles. Il offre à Louis la couronne d'Espagne (27 mars). Signification de cet acte : c'est le début de la guerre d'Espagne.

ÉPILOGUE

LE CHEMIN DE BAYONNE

I

NAPOLÉON DEVANT LE PROBLÈME ESPAGNOL (JANVIER-FÉVRIER 1808)

LA POLITIQUE DES MAINS LIBRES. — Napoléon réserve sa liberté d'action en Espagne : réponse évasive sur le mariage de Ferdinand, refus de partager le Portugal. — L'ASPECT PSYCHOLOGIQUE DE L'INTERVENTION EN ESPAGNE. Nouvelles enquêtes en Espagne. Napoléon convaincu que l'opinion y est disposée à accepter ses décisions ; il prépare l'opinion française. — L'ASPECT MILITAIRE DE L'INTERVENTION. Les préparatifs de janvier 1808. Napoléon sous-estime les forces espagnoles : le soulèvement national et l'armée.

II

LA DOUBLE MANŒUVRE DE FÉVRIER 1808

LA RIVE GAUCHE DE L'ÈBRE. Napoléon tend volontairement les rapports avec l'Espagne : mauvais procédés personnels, affectation de mystère, annonce de voyage en Espagne. Explication de cette conduite : la mission d'Izquierdo et la demande de la rive gauche de l'Èbre. — UNE OFFRE A JOSEPH ? Indices d'une manœuvre secrète connexe : instructions à Murat, réalité du projet de voyage en Espagne, commande de pamphlets provoquant au renversement des Bourbons. La couronne d'Espagne a-t-elle été offerte à Joseph vers le 20 février ?

III

LES PÉRIPÉTIES DE MARS ET L'OFFRE A LOUIS

RALENTISSEMENT DE LA MANŒUVRE MILITAIRE. Nouvelle attitude de Napoléon à partir du 10 mars : ordres de prudence et de temporisation. — ÉVOLUTION DE LA MANŒUVRE POLITIQUE. — Arrêt de la manœuvre anti-bourbonienne. La négociation Izquierdo passe au premier plan. Cause de ce revirement : le refus de Joseph ? Napoléon conserve ses préférences pour la solution du détronement. — LE MOTIN

I

NAPOLÉON DEVANT LE PROBLÈME ESPAGNOL

(Janvier - Février 1808)

LA POLITIQUE DES MAINS LIBRES. — Napoléon avait quitté l'Italie le 28 décembre 1807. Il arriva à Paris le 1^{er} janvier 1808. C'est là, dans le calme et le loisir retrouvés, que se bâtirent ses plans sur l'Espagne : janvier et la première moitié de février furent ainsi consacrés à la réflexion, à l'attente, à l'observation, à la préparation, — l'empereur réservant sa liberté d'action, continuant à différer toute décision grave, et en particulier la solution des deux problèmes les plus immédiats qui se posaient alors dans la Péninsule, celui du mariage de Ferdinand et celui du partage du Portugal.

En tout état de cause d'ailleurs, Napoléon se trouvait dans l'obligation d'ajourner le premier. Alors qu'il se trouvait encore en Italie, le 20 décembre, il avait songé à se faire confirmer par Lucien la promesse que son frère lui avait faite d'envoyer Charlotte à Paris pour la marier. Joseph, qu'il chargea de cette démarche, députa Girardin à Rome auprès de Lucien. Mais le messenger se heurta (29 décembre) à un refus obstiné : sous l'influence sans doute de Mme de Joubert, Lucien revenait sur la concession qu'il s'était laissé arracher ; il écrivit à son frère aîné pour lui confirmer qu'il reprenait sa parole, et Joseph rendit compte le 31 décembre 1807 à Napoléon. Ainsi, même s'il avait songé sérieusement à marier sa nièce à Ferdinand, l'empereur était bien forcé de répondre au roi d'Espagne de façon dilatoire, puisqu'il n'avait pas sous la main d'autre candidate, du moins immédiatement. Tel fut l'objet de cette lettre à Charles IV du 10 janvier, qui contribua dans une si large mesure à accroître les inquiétudes espagnoles (1).

(1) Joseph à Napoléon, 31 décembre 1807 : dans DU CASSE, *Les rois frères de Napoléon*, 22. Napoléon à Charles IV, 10 janvier 1808 : *Corr.*, 13.443. Cf. les confidences, plus ou moins suspectes, que Lucien fit à Godoy quand il le revit plus tard à

Quant à partager le Portugal, Napoléon avait des raisons nouvelles de ne pas le faire, si tant est que depuis l'affaire de l'Escorial il en ait jamais eu sérieusement l'intention. Depuis quelques semaines en effet (20 novembre 1807), l'Autriche avait réussi à rétablir entre la France et l'Angleterre ces négociations qu'à l'époque de la campagne de Pologne, puis après Tilsit, elle avait déjà essayé de renouer. Or le Portugal était un des points sur lesquels portaient les pourparlers, car Napoléon avait jugé qu'il pourrait être avantageux de le restituer aux Bragances si le cabinet britannique consentait en échange à certaines concessions : il avait donc inséré cette stipulation dans ses conditions de paix, lesquelles comprenaient également la cession à la France de Sainte-Lucie et de Tabago, anciennes possessions espagnoles (1). A vrai dire, les pourparlers avec l'Angleterre n'allèrent pas loin, puisque dès le 15 janvier 1808, sur la demande de Napoléon, l'ambassadeur d'Autriche à Paris invita son collègue à Londres, Starhenberg, à réclamer ses passeports, mais ces négociations avaient mis en lumière le fait que le Portugal pouvait constituer une utile monnaie d'échange, qu'il serait peut-être utile de garder en vue de l'avenir (2).

Les nouvelles que l'empereur recevait de Lisbonne n'étaient pas faites non plus pour l'engager à céder à l'Espagne une partie de la nouvelle conquête. Les Portugais, répétait sans cesse Junot, ressentaient à l'égard de leurs voisins une haine violente : « Toute la crainte des Portugais, tant civils que militaires, est de tomber sous la domination des Espagnols. — Ce que les Portugais désirent bien évidemment, ce serait un prince qui les laissât indépendants, mais s'ils ne peuvent pas l'obtenir, ils veulent être Français, craignant plus que la mort d'être Espagnols. — Jamais deux peuples n'ont eu l'un pour l'autre une haine nationale plus prononcée » (3). Napoléon, qui

Rome : GODOY, *Memorias*, V, 187. — Charlotte fut cependant envoyée à Paris à la fin de 1810 ; mais c'était une « véritable petite sauvage, indépendante, décidée » qui refusait de se plier à l'étiquette et qui n'épargnait personne dans ses lettres à ses parents ; bientôt on dut la renvoyer et elle partit en disant : « Eh bien ! J'aurai toujours été princesse pendant trois mois ! » M^{me} DE CHASTENAY, *Mémoires*, II, 106 ; MÉNEVAL, II, 143 ; FUNG, III, 139.

(1) Metternich à Stadion, 18 janvier 1808, dans ses *Mémoires*, II, 145. Sur ces négociations, cf. COQUELLE, *Napoléon et l'Angleterre*, 180-195.

(2) En août ou septembre 1808, Napoléon se déclarait encore disposé à rendre, à la paix, le Portugal aux Bragances ; il le dit à Alopeus et corrigea lui-même la dépêche où celui-ci relatait leur entretien à sa cour : texte dans COQUELLE, 197. Noter aussi l'ordre transmis par Champagny à Fouché (5 janvier 1808) de ne pas arrêter ni inquiéter les Portugais se trouvant en France : A. E., *Port.*, v. 127, f. 5.

(3) Junot à Napoléon, 6, 16, 27 décembre ; cf. plus tard : 7 février (« Ils seront contents pourvu qu'ils ne soient pas Espagnols »), 17 mars, sur l'envoi en France de

devait plus tard utiliser à ses fins cette antipathie (1), pouvait donc redouter des difficultés s'il livrait les provinces septentrionales et méridionales au gouvernement de Madrid, et se demander s'il ne valait pas mieux écouter les suggestions que Junot glissait discrètement dans ses dépêches : « D'ailleurs, Sire, permettez-moi de vous le dire, le Portugal est un si beau royaume, son climat est si pur, son terrain si fertile, son grand port si sûr et si magnifique, sa population tellement susceptible d'être améliorée qu'il mérite réellement de jouir tout entier du bienfait du gouvernement de V. M., et ce ne serait pas le moindre cadeau qu'elle pourrait faire à un prince ou à une princesse de sa famille » (2). De fait, Napoléon allait quatre mois plus tard offrir ce *cadeau* à Murat. Mais pour se ménager la possibilité de cette solution, il devait manœuvrer de façon à ne pas remettre à Charles IV les provinces qu'il lui avait promises. Enfin, l'état de la nouvelle conquête ne permettait point qu'on livrât à l'Espagne les deux tiers du pays. « Nous sommes beaucoup moins riches que nous ne l'avons cru d'abord », allait avouer Junot. L'administration française devait faire face à de graves embarras de ravitaillement, à une sérieuse crise économique. Or la cause de ces difficultés était en grande partie que la région de Lisbonne ne pouvait se suffire à elle-même, et que le nord et le sud du royaume, occupés par les Espagnols, étaient indispensables à la vie de la capitale ; Junot déclarait qu'il ne pouvait se tirer d'affaire sans ces régions, « la cave et le grenier » du Portugal (3). Au point de vue militaire, la position de l'armée française était médiocre également ; Junot n'avait pas encore désarmé les corps portugais, ni occupé les principales forteresses, ni établi ses troupes dans les conditions vou-

l'armée portugaise (« La pensée d'aller faire la guerre aux Espagnols va les faire marcher ») ; 7 juin, sur l'opportunité de rendre Olivenza au Portugal (« Cela... désunirait totalement les deux nations ») : A. N., AF IV 1604, plaq. 1/II, et BÉTHENCOURT, *Catalogo da bibliotheca de Ajuda*, nos 88, 101, 129.

(1) A Junot, 7 mars, sur l'utilisation possible des Portugais contre les troupes espagnoles d'occupation : *Corr.*, 13.627 et LECESTRE, *La guerre de la Péninsule d'après la correspondance inédite de Napoléon*, 454.

(2) Junot à Napoléon, 30 novembre 1807 ; cf. 27 décembre : « Les Portugais verraient volontiers un prince français monter sur le trône » ; cf. 4 février etc. : A. N., AF IV 1604, plaq. 1/II. Napoléon à Murat, 2 mai 1808 : *Corr.*, 13.801.

(3) Junot à Napoléon, 28 mai 1808 : *Bibliotheca do paço de Ajuda*. Sur la crise économique, GRASSET, I, 191, 204, 208. La crise économique fut aggravée par la contribution de 100 millions de francs dont Napoléon frappa le pays (23 décembre 1807) ; Junot la répartit le 1^{er} février 1808. A Bayonne, Napoléon en fit remise. Dans la suite, le Portugal équivoqua sur les termes de l'arrêté de Junot du 1^{er} février et prétendit qu'il ne s'agissait pas d'une *contribution*, mais d'un *emprunt* et que la France en devait le remboursement ; l'affaire fut assez longue à régler : A. E., *Port.*, *Mémoires et Documents, fonds divers*, v. 11 supplément, f. 112.

lues (1). Les divisions espagnoles, loin de l'aider, lui étaient une gêne : il avait peu de confiance en leur valeur militaire, il était sans cesse en conflit avec elles et du reste les événements ultérieurs pouvaient les rendre carrément hostiles. Il y avait donc tout intérêt, à tous points de vue, à confier l'occupation et l'administration du royaume entier aux seuls Français. Dès le 4 janvier, Napoléon avertit Clarke qu'il se disposait à prendre cette mesure, et peu après Junot fut invité, à la fois par une dépêche de Champagny et par une lettre de l'empereur, à prendre possession de tout le Portugal : on sait comment il le fit par son décret du 1^{er} février. Comme il fallait bien donner à l'Espagne quelques explications, quoique de pure forme évidemment, on en trouva une commode dans l'état précaire de la nouvelle conquête, qui interdisait de procéder au partage : c'est ce que Napoléon exposa à Charles IV qui lui demandait ses intentions, et l'on a vu l'effet que produisit à Madrid cette deuxième lettre du 10 janvier (2).

La solution des affaires les plus pressantes étant ainsi ajournée, il y eut en janvier 1808 et même pendant la première moitié de février un ralentissement marqué dans les affaires de la Péninsule. Metternich notait alors « le moins de valeur qu'on semble attacher au Portugal. — Il paraît décidé, ajoutait-il, que les grands mouvements qui se portaient vers l'Espagne ne seront plus poussés avec la même vigueur » (3). En réalité, c'était là seulement pour Napoléon un temps de réflexion et de préparatifs.

L'ASPECT PSYCHOLOGIQUE DE L'INTERVENTION EN ESPAGNE. — Le traité de Fontainebleau et l'alerte de l'Escorial avaient amené l'envoi à Madrid de deux courriers de marque, qui étaient en même temps des observateurs : Turenne, aide de camp de Napoléon, avait porté à Charles IV sa lettre du 12 octobre 1807, et Tournon, chambellan de S. M. I., celle du 13 novembre. Turenne fut de retour à

(1) Napoléon à Clarke, 4 janvier, 26 février ; à Junot, 4 mars (« Je ne vous croyais pas si dépourvu de politique et de prévoyance ; vous l'êtes à un point dont je n'ai pas vu d'exemple »), 7 janvier, 29 février : *Corr.*, 13.429, 13.608, 13.620 ; *Lettres inédites*, éd. Lecestre, 211, 235.

(2) Napoléon à Clarke, Charles IV, Champagny, Junot, 4, 10, 12, 28 janvier : *Corr.*, 13.429, 13.444, 13.446 ; *Lettres inédites*, éd. Lecestre, 214. Champagny à Junot, le 13 ; Beauharnais à Cevallos, le 23 : *A. E., Port.*, v. 127, f. 9 ; *Esp.*, v. 673, f. 74.

(3) Metternich à Stadion, 18 janvier 1808 : *METTERNICH, Mémoires*, II, 145.

Paris le 7 novembre (1) ; son rapport dut être purement verbal, et nous savons seulement, par quelques bribes qu'Izquierdo put en connaître, qu'il insista sur l'enthousiasme que les fernandistes témoignaient à l'égard de Napoléon (2). Tournon au contraire, arrivé à Madrid le 26 novembre, y resta jusqu'au 1^{er} décembre, revint par la Catalogne et remit le 20 décembre un rapport assez détaillé sur l'état des choses en Espagne (3). Tels étaient les éléments d'information dont disposait Napoléon au début de 1808, sans compter naturellement la correspondance de Beauharnais, qui le 28 novembre avait envoyé un aperçu général sur les affaires du royaume (4). L'empereur dut trouver que ces renseignements ne suffisaient pas encore (ceux de Turenne étant d'ailleurs anciens déjà et ceux de Beauharnais peu sûrs) et il employa la période de calme relatif qu'on traversait à se documenter plus sérieusement sur ce que pensait l'Espagne, sur l'accueil qu'elle pourrait faire à une intervention française, en un mot à étudier l'aspect psychologique du problème. Les gens qui se trouvaient en contact avec les Espagnols furent conviés à observer avec soin. Bernadotte, dont dépendaient à Hambourg les troupes de La Romana, dut envoyer des détails sur leurs dispositions. Moncey, qui allait s'installer à Vitoria, eut ordre d'envoyer des officiers « à droite et à gauche » pour savoir ce que pensait le pays. Beauharnais, qui avait déjà été invité, le 19 décembre, à recueillir tous les renseignements possibles, le fut de nouveau le 20 janvier à en donner de très détaillés sur la reine, Ferdinand, la cour, Godoy, l'opinion, — puis, le 30, à en obtenir plus fréquemment des consuls sur les places de la côte et tous les événements de mer (5). Des enquêteurs partirent pour l'Espagne. Mouton reçut l'ordre de quitter la division des Pyrénées Occidentales, qu'il commandait à Saint-Jean-Pied-de-Port, pour aller inspecter la région de Vitoria et de Valladolid : troupes françaises, troupes espagnoles, opinion publique, il devait tout observer : « Écrivez-moi longuement, tous les jours », recommandait Napoléon (7 janvier). Vandeuil, l'ancien chargé d'affaires en Espagne, fut envoyé à Madrid le 21 janvier pour

(1) Le 7, d'après Masserano : à Cevallos, 9 novembre 1807, *A. Histórico N., Estado*, c. 5217. Le 6, d'après Champagny : à Beauharnais, le 8, *A. E., Esp.*, v. 672, f. 272.

(2) Izquierdo à Godoy, 8 décembre 1807 : *NELLERTO, Memorias*, III, 54.

(3) Beauharnais à Godoy et à Champagny, 26, 27 novembre : *A. Histórico N., Estado*, c. 5216, d. Beauharnais, et *A. E., Esp.*, v. 672, f. 360.

(4) Beauharnais à Champagny, 28 novembre 1807 : *A. E., Esp.*, v. 672, f. 362.

(5) Napoléon à Moncey et Bernadotte, 7, 19 janvier : *Corr.*, 13.436, 13.473. Champagny à Beauharnais, 19 décembre, 20, 30 janvier : *A. E., Esp.*, v. 672, f. 419 ; v. 673, f. 59, 102.

porter à Charles IV les lettres impériales du 10 ; il affirma bien à Beauharnais qu'il n'était qu'un simple courrier chargé de rapporter les renseignements que l'ambassadeur devait lui confier, mais Beauharnais ne le crut qu'à moitié, et le rapport que Vandeuil rédigea à son retour montre qu'il n'avait pas tort. Enfin, le 6 février, Champagny remit à l'agent secret Charles Blondel des instructions pour une mission à Barcelone ; il devait lui aussi tout voir, tout entendre et tout noter (1).

Vandeuil fut de retour à Paris vers le milieu de février. Son rapport, détaillé, soigneusement établi, portant sur un pays qu'il connaissait bien ou eût dû bien connaître, était entièrement de nature à fortifier Napoléon dans ses idées d'intervention : il peignait les Espagnols comme tout à fait détachés de leur souverain, comme détestant Godoy, comme espérant tout des troupes françaises, du mariage de Ferdinand avec une princesse impériale, de la décision de l'empereur (2). Tournon de son côté, dans son rapport du 20 décembre, avait tracé de la famille royale un tableau bien fait pour renforcer chez Napoléon l'idée que de pareilles gens l'on ne pouvait espérer une collaboration utile et loyale, et que la nation les verrait partir sans regret : Charles IV borné et incapable, la reine intrigante et odieusement dissolue, Ferdinand faible et ignorant, Godoy cupide, bas et lâche, « suppôt des Anglais ». Il conseillait, il est vrai, d'intervenir sous le couvert de Ferdinand, en lui donnant une épouse et en le poussant au trône, mais de ses assertions on pouvait déduire aussi que le pays accepterait sans grande difficulté une solution plus radicale : « L'Espagne dans ses malheurs regarde S. M. I. comme le seul appui qui puisse la sauver... L'Espagne est dans un moment de crise, elle attend son sort de l'Empereur. Elle le regarde comme son seul appui... » (3) Les dépêches de Beauharnais donnaient la même impression. Sans doute, l'ambassadeur suggérait lui aussi de protéger Ferdinand, de le marier, de le faire couronner et de régner sous son nom, mais ce qui ressortait surtout de ses lettres, c'était que

(1) Napoléon à Mouton, 7 janvier 1808 : *Corr.*, 13.437. Beauharnais à Champagny (sur Vandeuil), 1^{er}, 3 février : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 107, 118. Champagny au vice-consul de France à Barcelone, le 6 : *ibid.*, f. 137. Ses instructions à Blondel dans GEOFFROY DE GRANDMAISON, I, 475.

(2) Son rapport analysé dans GEOFFROY DE GRANDMAISON, I, 129. Les premiers rapports de Mouton (fin janvier, début février) notaient eux aussi la haine du peuple de toute l'Espagne contre Godoy : A. N., AF IV 1680, 1^{er} d.

(3) Rapport publié in-extenso dans GEOFFROY DE GRANDMAISON, I, 463-471, et dans SANZ CID, *La Constitución de Bayona*, 451-461. Cf. aussi GRASSET, *Napoléon et l'Espagne*, 510.

l'Espagne était tournée vers l'empereur, qu'elle attendait de lui son bonheur et qu'elle se plierait à tout ce qu'il lui plairait d'ordonner : « Toute l'Espagne désire un autre ordre de choses. Tout le monde souffre, patiente et espère que l'Empereur des Français daignera un jour s'occuper de ce pays pour remettre chaque chose à sa place. — Je puis assurer V. E. que... le nom de l'Empereur y est béni. — [Que Napoléon vienne] délivrer de l'oppression un pays qui tend les bras à l'Empereur. — Je puis avoir l'honneur d'assurer S. M. I. qu'elle est ici le dieu tutélaire, l'amour et l'espoir de toute l'Espagne. — C'est le désir le plus sincère et le plus hautement proclamé que l'Empereur veuille bien prendre sous sa protection immédiate et ce pays et le jeune prince royal. — C'est uniquement de S. M. I. que l'Espagne attend son salut. — Un seul mot de bienveillance de sa part... donnerait l'espérance et le bonheur à tout un peuple qui se met à la disposition de S. M. I. dans un moment qui me paraît propice à tout ce qu'il lui plaira d'ordonner. — Tous les bras s'élèvent vers S. M. I... » (1) Des assertions aussi formelles et aussi répétées ne pouvaient que pousser Napoléon à l'intervention, et même à une intervention plus radicale que Vandeuil, Tournon et Beauharnais eux-mêmes ne l'avaient conseillé. Pour achever de gagner une opinion déjà si favorablement disposée, l'empereur croyait du reste connaître une tactique infaillible ; il était persuadé qu'en usant à l'égard des Espagnols de grands ménagements de forme (2), en réveillant chez eux la fierté nationale, le souvenir des gloires passées et le désir de reprendre rang en Europe (3), en leur faisant des promesses

(1) Beauharnais à Talleyrand, 12 juillet 1807 ; à Champagny, 6, 19, 25, 30, fin novembre, 29, 30 décembre : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 241, 376 ; v. 672, f. 262, 305, 318, 350, 366, 384, 428. A la même époque, un Français habitant Madrid, Chabannes, qui dit agir de sa propre initiative (?) écrivait dans le même sens à Champagny : 20, 30 novembre, *ibid.*, v. 672, f. 323 ; v. 20 supplément, f. 120. Cf. aussi Desjobert à ?, *ibid.*, f. 134.

(2) En avril et mai la correspondance de Napoléon est caractéristique à cet égard : intérêt qu'il y a à se concilier l'opinion espagnole (13.802, 13.888, *Lettres inédites*, éd. Brotonne, 279), par des promesses (13.780, 13.800, 13.801), par certaines menaces (13.796), par l'influence des grands corps de l'État (13.876), par une affectation de désintéressement (« ne pas avoir l'air d'être venu pour gruger ce pays », 13.839). Comparer avec ce qu'il écrivait à Murat le 10 avril 1806 (*Corr.*, 10.080) : « Je trouve ridicule que vous m'opposiez l'opinion du peuple de Westphalie. Que fait l'opinion des paysans aux questions politiques ? »

(3) Nombreux exemples dans la correspondance de Napoléon ; cf. en particulier la proclamation aux Espagnols du 25 mai 1808 (*Corr.*, 13.899) et la consigne donnée pour la rédaction d'une brochure destinée à agir sur l'opinion espagnole (à Champagny, 8 mars, dans FOURNIER, *Napoléon I.*, II, 373) : « Parler de la décadence de ce royaume... de la honte pour l'Espagne de n'être pas maîtresse de Gibraltar, autrefois maîtresse de l'Europe... Mettre du pathos et des sentiments patriotiques espa-

de réformes, de réorganisation et de régénération (1) il ferait d'eux tout ce qu'il lui plairait.

Il eût pourtant suffi de lire avec soin les dépêches de Beauharnais pour voir que la situation en Espagne n'était pas aussi favorable à une intervention que le prétendait l'ambassadeur, que la masse n'appelait Napoléon que contre Godoy, que l'amitié qu'elle témoignait aux Français était toute de surface et que sa vieille hostilité contre eux restait au fond la même. Au début de 1807, Beauharnais avait signalé cette francophobie invétérée. Un peu plus tard, il avait dressé de la situation un tableau qui semble assez exact : la France avait pour elle les hommes à idées libérales, les lettrés, les gens de loi, quelques jeunes ecclésiastiques, tous partisans « éclairés, vertueux, sensés », mais en petit nombre ; elle avait en revanche contre elle les trois quarts du clergé, la haute noblesse, beaucoup d'officiers supérieurs, les anciens magistrats, les deux tiers du commun. Mais dans ces conditions, comment pouvait-on croire avec ce même Beauharnais qu'il avait suffi de l'affaire de l'Escorial pour changer profondément tout cela, pour opérer cette « métamorphose » complète que décrivaient tout à coup ses dépêches ? « On peut assurer, disait-il à la fin de novembre, que dans tout le royaume il n'y a plus que des *amis chauds* de la France... La haine pour les Français semble en cette occasion avoir été *comme par magie* convertie dans un amour franc et sincère » (2). L'in vraisemblance d'une conversion aussi subite, aussi universelle et aussi absolue, l'intérêt qu'avait Beauharnais, compromis dans l'intrigue fernandiste, à parler de la sorte, auraient dû montrer à Napoléon que ce mouvement d'opinion ne pouvait être que superficiel et fugitif, et qu'on ne pouvait fonder sur lui une politique d'intervention trop radicale. De même, — mais

gnols, invoquer les mânes des conquérants du Mexique, du Cid, les beaux temps de la monarchie de Charles V. »

(1) « Les peuples d'Allemagne, écrivait-il à Jérôme le 15 novembre 1807 (*Corr.*, 13.361), ceux de France, d'Italie, d'Espagne, désirent l'égalité et veulent des idées libérales ». A Fontainebleau, dans une discussion avec Talleyrand, Champagny, Maret et Murat, il aurait déclaré, appuyé par les trois derniers, qu'en parlant aux Espagnols de liberté et d'égalité il ferait d'eux ce qu'il voudrait (M^{me} DE RÉMUSAT, *Mémoires*, III, 266). L'anecdote est très suspecte, mais il est certain que lors du changement de dynastie Napoléon vit dans les promesses de réforme, de régénération, un moyen d'action qu'il crut très efficace. Sur le rôle de Murat dans le mouvement réformiste, sur la sincérité de l'empereur, sur les buts tout égoïstes de la régénération, cf. CONARD, *La constitution de Bayonne*. Cf. Napoléon à Sainte-Hélène : « Il me fallait les Espagnols ; en quatre ans je les aurais régénérés. » GOURGAUD, *Journal de Sainte-Hélène*, I, 198.

(2) Beauharnais à Talleyrand, 6 avril 1807 ; à Champagny, 30 novembre, fin novembre 1807 : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 241 ; v. 672, f. 366, 305.

il eût fallu un ambassadeur averti et intelligent pour le dire — il était certain que les Espagnols ne se laisseraient pas leurrer par quelques ménagements de forme, que les regrets exprimés parfois sur les gloires de jadis étaient assez platoniques, et que le désir de réformes était limité à un petit nombre d'individus (1). Mais « Napoléon s'était fait une Espagne imaginaire » (2). Mal renseigné sur son alliée depuis toujours, n'ayant guère retenu des dernières enquêtes que ce qui convenait à ses idées, il était persuadé que la nation le laisserait faire, et que l'opinion espagnole était à point pour une intervention.

Quant à l'opinion française, il était bien certain qu'elle ne créerait pas de difficultés. Napoléon ne dédaigna cependant pas de prendre quelques précautions et de la préparer à l'idée de changements possibles au-delà des Pyrénées. Les envois massifs de troupes dans la Péninsule obligeaient à lever par anticipation la conscription de 1809. Le Sénat, dans sa séance du 21 janvier, donna naturellement son autorisation sans la moindre observation, mais l'empereur profita de cette session du Sénat et du Corps Législatif pour faire devant les deux assemblées, le 21 et le 24 janvier, l'exposé de la politique qu'il avait suivie dans les affaires espagnoles et portugaises. Dès octobre 1807, il avait dicté l'essentiel du rapport que Champagny devait lui faire sur l'expédition de Junot, et qui devait être lu au Sénat. Il le corrigea à la fin de l'année, en accentuant encore la note qu'il avait ordonné d'y faire entendre : la nécessité où il s'était trouvé de faire observer le blocus à Lisbonne. Quant aux récentes concentrations de troupes, elles furent expliquées par une prochaine marche sur Cadix qu'il fallait défendre contre les Anglais. Les deux

(1) Sur les aspirations des Espagnols à un relèvement en Europe, une remarque de Beauharnais semble assez juste : « La partie saine de la nation espagnole lit avec plaisir le récit des nouvelles victoires de l'Empereur, parce qu'elle espère que sa position changera et pourra s'améliorer. Mais ce n'est pas le sentiment du grand, ni l'attachement à la France qui sont le moteur de son sentiment. » (12 juillet 1807, et même note le 13 : A. E., *Esp.*, v. 671, f. 376, 379). Sur les désirs de réforme il est très malaisé de porter une appréciation : le pays était trop divers, trop vaste, les témoignages sérieux sont trop rares. On peut penser cependant que les partisans de réformes réelles étaient peu nombreux ; qu'ils devaient mettre bien des conditions à un mouvement de ce genre ; que ce mouvement avait des adversaires décidés ; que la masse ne souhaitait pas grand'chose, hors la chute de Godoy. Là encore, il semble que Napoléon étendait indûment à l'Espagne son expérience des peuples régénérés d'Allemagne et d'Italie.

(2) PRADT, *Mémoires*, 165. Même idée sur le rapprochement que Napoléon établissait si fausement entre l'Espagne et l'Italie dans DESDEVISÉS DU DÉZERT, *Ideas de Napoleón acerca de España*, 128. A rapprocher de son mot à Murat (13 mai 1808) : « J'ai plus d'expérience des Espagnols que vous. » (*Corr.*, 13.879).

assemblées ne pouvaient moins faire que de se déclarer satisfaites (1). Le *Moniteur* compléta cette préparation de l'opinion française : il publia (24 janvier) les rapports de Clarke et de Champagny sur l'expédition de Portugal, lesquels étaient on ne peut plus rassurants, et il expliqua au public que la séparation survenue entre le Brésil et le Portugal ne nuirait point au commerce français, mais bien au contraire à celui de l'Angleterre (2). A peine était-il besoin, du reste, de préparer ainsi les esprits à une intervention prochaine en Espagne. Tous voyaient trop clairement ce qu'il en était, et la chute des Bourbons était annoncée à Paris plus publiquement que jamais. Ils étaient si discrédités, et l'opinion si blasée, que cette perspective ne causait pas grande impression : « Qu'importe qui soit roi d'Espagne quand il n'y a plus de rois ? » disait un royaliste qu'on voulait piquer sur ce sujet. Il y avait même toute une fraction de l'opinion qui accueillait avec faveur les idées d'intervention : on a vu en effet combien étaient nombreux à Paris les gens qui, par intérêt ou pour d'autres motifs, désiraient une rupture avec la cour de Madrid (3). Napoléon pouvait donc penser que les difficultés d'ordre psychologique, qu'il prévoyait négligeables en Espagne, seraient nulles en France.

L'ASPECT MILITAIRE DE L'INTERVENTION. — En même temps qu'il rassemble sur le problème espagnol les données psychologiques et politiques, Napoléon, en ce début de 1808, en examine le côté militaire. C'est même là pour lui l'aspect essentiel. Dans le domaine diplomatique il sera difficile et délicat de suivre sa pensée : les ordres sont rares, peu significatifs, souvent d'une imprécision voulue ; plus que jamais il se montre discret, secret, parce que les desseins sur l'Espagne sont de ceux qui doivent être préparés dans l'obscurité (« Il faut qu'une chose soit faite pour qu'on avoue y avoir pensé », dira-t-il à leur sujet) (4) et parce qu'ils sont peu fixés encore, et con-

(1) Note de Napoléon pour Champagny, octobre 1807 : « La guerre de tout le continent contre l'Angleterre est l'intérêt du continent et le besoin de la génération présente » : dans FOURNIER, *Napoleon I.*, II, 369. Renvoi à Champagny de son rapport, avec corrections, s. d., (fin 1807) : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 441.

(2) *Moniteur* des 5 et 24 janvier 1808, contenant les rapports de Champagny (21 octobre 1807 et 18 janvier 1808) et de Clarke (6 janvier).

(3) Note LV de Fiévée pour Napoléon, mai 1808 (tableau de l'opinion française antérieurement à Aranjuez) : FIÉVÉE, *Correspondance avec Bonaparte*, II, 324.

(4) A Louis, 27 mars 1808 : *Corr.*, non numérotée, t. XVI, p. 589.

ditionnels. Sur le terrain militaire au contraire, la ligne de conduite suivie par l'empereur est remarquable de continuité et de netteté.

Ce point de vue, très évidemment, domine pour lui tous les autres ; quelle que fût la solution qu'il adopterait en fin de compte, « il était porté à croire que tout tournerait à son avantage en Espagne, pourvu que ses troupes y fussent bien organisées, bien disciplinées et bien massées » (1). La force lui paraît la condition indispensable de la manœuvre diplomatique, et on le verra toujours, quel que soit le plan du moment, poursuivre parallèlement à l'action politique l'action militaire qui la rendra possible. — Au début de 1808, la situation est la suivante. En premier lieu, il faut tenir solidement la ligne de l'Èbre : il y a à cela des raisons diplomatiques, car peut-être Napoléon va-t-il réclamer les régions situées au nord de ce fleuve et la négociation serait singulièrement simplifiée s'il les avait déjà en sa possession effective ; il y a aussi des motifs stratégiques, car l'Èbre constitue une excellente base de départ pour une marche sur Madrid. En second lieu, il faut aller à Madrid. C'est le centre politique dont l'occupation paralysera la monarchie espagnole. C'est un point stratégique essentiel, la position maîtresse d'où l'on peut frapper dans toutes les directions : « C'est là que les événements se passeront. C'est là le centre des Espagnols. Autour de cette capitale se trouvent les grandes plaines. » La ville est couverte au nord par le Douro et par la Sierra de Guadarrama ; il est donc essentiel d'en tenir les passages : Aranda sur le premier, Buitrago au pied de la seconde (2).

En janvier, il est trop tôt encore pour songer à l'occupation immédiate de Madrid, mais Napoléon continue à la préparer avec méthode. Jusqu'à la fin du mois, il s'en tient à des mesures de détail et d'organisation. Il donne des ordres pour que les corps d'Espagne aient leur artillerie au complet. Il prescrit à Moncey de s'organiser, de s'installer, de ne pas fatiguer inutilement les hommes ; il le renforce au moyen de troupes empruntées au camp de Boulogne. Il fait constituer à Bayonne des approvisionnements de chaussures, il y envoie un bataillon provisoire de nouvelle formation et le bataillon suisse qui se trouve à Rennes. Il dispose des réserves plus en arrière : une division d'infanterie à Orléans, une de cavalerie à Poitiers (3). —

(1) CONARD, *Napoléon et la Catalogne*, 57.

(2) A Berthier, 13 avril 1808 : *Corr.*, 13.749. Sur les points stratégiques essentiels en Espagne (Ernani, Vitoria, Buitrago, Madrid), *ibid.*, 13.746, 13.751.

(3) A Moncey, 7 janvier ; à Clarke, les 9, 12, 13 ; à Dejean, le 13 : *Corr.*, 13.436.

Puis, le 28 janvier, subitement, un nouveau bond en avant est ordonné aux troupes françaises. Ce sont d'abord des mesures pour occuper plus solidement la ligne de l'Èbre. Darmagnac entrera en Espagne, marchera sur Pampelune « et, sans faire semblant de rien, il occupera la citadelle et les fortifications, traitant avec la plus grande courtoisie les commandants et les habitants. » Duhesme, avec la division des Pyrénées-Orientales, passera également la frontière et ira s'établir à Barcelone. Par la mainmise sur ces deux places la Haute-Espagne sera solidement au pouvoir de l'empereur. En second lieu, la marche sur Madrid est amorcée : Moncey avancera de Vitoria à Burgos, et il poussera une division jusqu'à Aranda. La barrière du Douro sera ainsi tenue sur deux points : par Moncey à Aranda, sur le chemin direct de Bayonne à Madrid, et par Dupont à Valladolid, sur la grand'route, plus longue, mais plus facile. Beauharnais est chargé de prévenir le gouvernement espagnol du mouvement de Duhesme, mais il ne le fera que le 9 février, jour où les troupes en question doivent passer la frontière, et il déclarera qu'elles marchent sur Cadix, où elles doivent d'ailleurs retrouver 4.000 hommes que Moncey ou Dupont vont y envoyer par la Castille (1).

Les liens qui ligotent l'Espagne vont donc être resserrés encore. Toutefois, une difficulté peut surgir : la nation laissera-t-elle faire ? Cette résistance possible des Espagnols, il ne semble pas qu'à ce moment Napoléon l'ait sérieusement envisagée. Elle doit lui sembler bien improbable, étant donné ce qu'on lui dit des sentiments favorables de la population. En tout cas, il ne pense pas, au début de 1808, qu'elle puisse être sérieuse ; il connaît la guerrilla et ne la redoute pas : il l'a vu pratiquer en Égypte et en Italie, et quand l'insurrection éclatera dans la Péninsule c'est un rapprochement qu'il fera aussitôt : « S'il y avait des soulèvements en Espagne, ils ressembleraient à ceux que nous avons eus en Égypte » (15 avril). Il sait ce que cela signifie : les communications coupées, les malades massacrés dans les hôpitaux, les isolés enlevés (2). Mais de tout cela

13.440, 13.448, 13.456, 13.457. A Clarke, les 7, 12 : *Correspondance inédite*, éd. Picard, II, 5, 7.

(1) Napoléon à Champagny et Clarke, 28 janvier : *Corr.*, 13.495, 13.496, 13.457. Clarke à Darmagnac, le 29 : *Correspondance inédite*, éd. Picard, II, 39. Champagny à Beauharnais, le 30 : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 102. GRASSET, I, 276, 285, 297. — La division italienne entrant en Catalogne serait à la charge de l'Espagne : *décision* du 28, *Corr.*, 13.501.

(2) A Murat, 14 mars, 15 avril, 5 mai (recommandation de veiller à sa sûreté personnelle ; à rapprocher des plaisanteries de Napoléon sur la peur qu'on avait de le voir assassiner quand il alla en Espagne : à Fouché, 7 décembre 1808, *Lettres inédites*, éd. Lecestre, 381) ; à Bérthier, 16, 24 avril : *Corr.*, 13.652, 13.746, 13.816, 13.749, 13.777.

il ne s'inquiéterait guère, car il croit qu'il est facile d'écraser une résistance de cette espèce. Il l'a écrit à satiété à Joseph, quand celui-ci luttait contre la révolte de la Calabre. Il le répètera à Murat après le 2 mai, lui rappelant comment on a maté Vérone et Pavie. Il ordonnera à Bérthier : « Faire un grand exemple. Une fois dans une campagne un grand exemple, comme j'ai fait à Bignasco en Italie, suffira » (1). Ce qu'il ne sait pas, c'est l'énergie et la persévérance que les Espagnols mettront dans cette guerre ; ce qu'il comprendra trop tard, c'est le caractère national de leur soulèvement, qu'il s'obstinera longtemps à attribuer à « la populace », aux « boutefeux », à « la canaille » (2). Mais au début de 1808 il croit pouvoir imposer sa volonté à l'Espagne quand il aura l'Èbre et Madrid, et ce n'est pas le peuple espagnol qui l'empêchera de les occuper.

Ce ne sera pas non plus l'armée. S. M. C. disposait pourtant, au début de 1808, de 105 à 145.000 hommes, y compris les corps de Portugal (23.000 hommes environ) et d'Allemagne (12 à 15.000 hommes) (3), avec un matériel de guerre important (4). Mais Napoléon semble avoir sous-estimé ces effectifs. Peut-être s'est-il fié au

(1) A Joseph, 30 juillet, 5, 9, 17 août 1806 ; à Bérthier, 13 avril 1808 ; à Bessières, le 16 ; à Murat, 6 mai : *Corr.*, 10.574, 10.600, 10.629, 10.657, etc. ; 13.749, 13.751 ; 13.817.

(2) Sur le caractère que Napoléon attribuait à l'insurrection : à Murat, 26 avril ; à Joseph, 9 septembre (les Espagnols comparés aux Arabes), 10 janvier 1809 (« Quand on la traite avec douceur, cette canaille se croit invulnérable »), 16 janvier : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, 270, 350, 394, 401. A Talleyrand, 15 juin 1808 (« la canaille... la plus extrême lâcheté. ») : *Dernières lettres inédites*, éd. Brotonne, 727. Aux évêques de Madrid, 7 décembre 1808 : CHUQUER, *Inédits Napoléoniens*, II, n° 1847. A Joseph, 12 janvier 1809 : *Supplément à la correspondance*, éd. Du Casse, 100.

(3) Il ne semble pas qu'il soit possible de préciser davantage. Les chiffres officiels valent ceux de toutes les situations militaires, c'est-à-dire peu de chose, et pour l'Espagne de cette époque beaucoup moins encore. Les différences entre la force nominative des corps et le nombre d'hommes présents sous les armes, leur « furieux incomplet », stupéfièrent Napoléon quand il les connut : il voyait un régiment à 280 hommes ! (A Murat, 16 mai 1808, *Corr.*, 13.907). Les chiffres proposés ici sont tirés de la comparaison des sources suivantes : ARTECHE, *Historia de la Guerra de Independencia*, I, 546-560 ; *Historia de la Guerra de España contra Napoleón Bonaparte* (ouvrage officiel de 1818), I, append. ; un état donné par une lettre de Cadix du 1^{er} septembre 1807, dans le *Journal de l'Empire* du 16 (optimiste, tendancieux) ; un état de Beauharnais du 13 octobre 1807 ; un état assez au courant du 6 avril 1808 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 149 ; v. 678, f. 120 ; un état très détaillé signé O'Farill, du 20 mai 1808 (118.584 hommes) et un autre du 14 mai, semblant sérieux aussi (116.539 hommes, plus l'artillerie) : A. N., AF IV 1608 A. L'état reproduit par GRASSET, I, 424, laisse de côté les troupes de plusieurs provinces et, semble-t-il, la cavalerie et l'artillerie.

(4) Près de 5.900 pièces de bronze de tous calibres, près de 2.000 pièces de fer, sans compter les mortiers, pierriers, etc. : d'après un état du 1^{er} avril 1808, A. N., AF IV 1608 A.

rapport de Serra, du 14 novembre 1807, qui se rapportait à 1805 et n'évaluait la force totale qu'à une cinquantaine de mille hommes, ou à celui de Tournon (20 décembre 1807) qui l'estimait à 75.000 hommes, dont 30.000 seulement dans le royaume (1). En tout cas, il se plaindra amèrement à Metternich, au mois d'août, d'avoir éprouvé de ce côté une désagréable surprise et d'avoir ignoré que Godoy, même après la proclamation d'octobre 1806, avait continué à recruter (2). C'est pourtant ce qu'avait fait le favori, on le sait, afin de n'avoir pas l'air d'avoir été pris en faute ; aussi, en mai 1807, bien qu'on eût envoyé en France la division La Romana et qu'on eût accordé 8.000 congés, l'armée comptait 6.000 hommes de plus qu'au moment du manifeste (3). Plus encore que les effectifs, Napoléon sous-estime la valeur des troupes espagnoles. Le désordre dans lequel elles ont opéré contre le Portugal, les appréciations peu flatteuses que Junot a portées sur leur compte, les résultats qu'ont en revanche obtenus en Portugal des forces françaises réduites, peu homogènes et peu exercées ont confirmé son dédain pour les soldats de la Péninsule. « L'armée espagnole n'est pas redoutable », dit-il le 18 avril, et plus tard, quand la guerre a éclaté, il porte très libéralement contre elle les plus injurieuses accusations (4). En janvier 1808, cette armée est par surcroît dispersée dans toute la Péninsule et en partie surveillée par les forces françaises. L'empereur pense donc qu'une fois les positions de l'Èbre et de Madrid occupées, il n'aura rien à redouter.

Ainsi, en ce début de 1808, l'aspect militaire du problème espagnol n'inspire à Napoléon aucune crainte. Au point de vue psychologique et moral, tout se présente bien, et il pense que son intervention en Espagne sera bien accueillie. Les décisions importantes ayant été ajournées, sa liberté d'action est entière. Devant le problème

(1) État dressé par Serra, 14 novembre 1807 : A. N., AF IV 1680, 8^e d. Rapport de Tournon, dans SANZ CID, *La Constitución de Bayona*, 451-461 (plus complet sur ce point que le même publié dans GEOFFROY DE GRANDMAISON).

(2) « Depuis la fameuse proclamation, lors de la campagne de Prusse, dit-il à Metternich, le misérable prince de la Paix lui-même avait, ce qu'on ne croirait pas, augmenté l'armée de terre de 50.000 hommes [...]. » Metternich à Stadion, 17 août 1808, dans ses *Mémoires* II, 209.

(3) Godoy à Marie-Louise, 22 mai 1807 : *A. Histórico N.*, c. 2821.

(4) A Joseph, 18 avril : *Corr.*, 13.763. Napoléon pensait en outre qu'on pourrait « se concilier » les régiments suisses et irlandais de l'Espagne : à Clarke, 20 février, *Corr.*, 13.587. Appréciations injurieuses sur l'armée espagnole dans : note du 30 août : *Corr.*, 14.283 ; à Joseph, 31 juillet ; à Bessières et à Caulaincourt, 9, 27 novembre etc. *Lettres inédites*, éd. Lecestre, 333, 344, 376, etc. Ce sont là des accusations que Napoléon ne se permit jamais, même en temps de guerre, contre l'armée russe, par exemple.

espagnol il a pris à son retour d'Italie six semaines de réflexion, de documentation, de préparation : au milieu de février son action va se déclencher tout à coup.

II

LA DOUBLE MANŒUVRE DE FÉVRIER 1808

LA RIVE GAUCHE DE L'ÈBRE. — L'intervention que Napoléon se disposait à prononcer en Espagne fut précédée d'une soigneuse préparation morale, par laquelle l'empereur s'efforça d'ôter à la cour de Madrid toute énergie et de briser en elle toute volonté de résistance, au moyen d'une série de manœuvres qui devaient la plonger dans un état d'inquiétude, de crainte, d'effroi vague et déprimant. A la fin de février 1807, Charles IV et Godoy avaient envoyé à Napoléon un présent composé de superbes chevaux. L'empereur en retour avait fait mettre en route pour Aranjuez un attelage de neuf chevaux normands destiné à Charles IV et un autre de six pour Godoy. Or, en février 1808 il revint subitement sur cette attention, qui eût pu dans une certaine mesure calmer et rassurer la cour espagnole. « Il n'est point convenable dans la situation actuelle, écrivit-il le 16, que je fasse un présent de chevaux au roi d'Espagne », et il fit mander à Beauharnais de suspendre la remise du cadeau. Le contre-ordre arriva d'ailleurs trop tard : la *Gaceta de Madrid* avait déjà annoncé l'arrivée des attelages à Irún ainsi que leur destination, et le 6 le convoi était entré à Madrid ; beaucoup de curieux étaient allés le voir, les écuries étaient déjà prêtes à Aranjuez et il devint impossible d'exécuter sans scandale l'ordre de Napoléon. Il fallut donc que Beauharnais reçût les remerciements du roi, « charmé de cette nouvelle preuve d'amitié de son puissant allié » ; Godoy y joignit les siens, en y ajoutant des démonstrations toutes particulières d'attachement à l'empereur, « en éclatant à ses yeux, écrivit-il, les élans de ma reconnaissance » (1).

Non seulement Napoléon cherchait ainsi à ôter aux relations tout caractère d'amabilité, mais encore il leur donnait pour sa part un

(1) Napoléon à Champagny, 16 février 1808 : *Corr.*, 13.562. Champagny à Beauharnais, le 17 ; réponses des 4, 6 mars : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 225, 290. Beauharnais à Godoy et réponse, 6 mars : *A. Histórico N., Estado*, c. 5218, d. Beauharnais.

ton aigre et cassant. Le procédé apparaît de façon très nette dans la réponse qu'il fit à cette lettre que Charles IV lui avait adressée le 5 février, lettre inquiète, mais dont le ton était celui d'une confiante franchise : le vieux roi y énumérait les services qu'il avait rendus à son allié, l'appui militaire, le soutien diplomatique jamais ménagé, les flottes sacrifiées à Trafalgar, et en retour il sollicitait des éclaircissements sur la situation actuelle, dont il confessait s'alarmer, sur ces entrées continuelles de troupes françaises qui couvraient le royaume, sur les intentions de l'empereur. Il eût été facile à Napoléon de prodiguer les assurances, et la simple courtoisie le lui commandait. Loin de là, il répondit (25 février 1808) par un billet court et brutal où, sans un mot sur l'objet de la lettre de Charles IV, il relevait sèchement le fait que le roi ne parlait plus du mariage de Ferdinand ; il lui demandait assez aigrement quelles étaient ses intentions à cet égard, et terminait court, sans même une formule de courtoisie (1).

Le porteur de cette réponse était Tournon. Napoléon usa de son voyage pour accroître encore les inquiétudes de la cour espagnole. On devait supposer à Madrid que si quelqu'un pouvait être instruit des projets impériaux, c'était Tournon, officier d'ordonnance de Napoléon, chargé pour la deuxième fois en trois mois d'une enquête sur l'Espagne. Tournon serait donc questionné, et peut-être ses lettres ouvertes — procédé courant, dont l'ambassade se plaignait sans cesse. Napoléon ordonna donc à son envoyé de lui écrire, mais d'affecter dans sa dépêche une ignorance absolue des projets de son maître ; ainsi, une indiscretion eût seulement appris à la cour d'Espagne que les enquêteurs de Napoléon eux-mêmes ne savaient rien, et que les plans de l'empereur étaient de ceux qui exigent le plus impérieux secret (2). Lorsque Murat fut entré en Espagne, il fut de même invité (6 mars) à envoyer à Godoy « une lettre insignifiante », où il devait dire qu'il ignorait la destination des troupes placées sous ses ordres : déclaration conforme à la vérité d'ailleurs, mais qui ne pouvait manquer de paraître au favori surprenante et inquiétante (3). A cet énigmatique silence, bien fait pour alarmer la cour d'Espagne, Napoléon joignait un autre procédé qui devait aussi

(1) C'est Vandeuil qui avait rapporté la lettre de Charles IV ; il quitta Madrid le 8 février : Beauharnais à Champagny, le 7, A. E., *Esp.*, v. 673, f. 141. Napoléon à Charles IV, le 25 : *Corr.*, 13.604. THIERS, *Histoire de l'Empire*, I, 598.

(2) A Tournon, 25 février 1808 : *Corr.*, 13.603.

(3) Murat avait d'ailleurs été invité, lors de sa nomination, à n'avoir aucune communication avec la cour d'Espagne sans ordre de l'empereur : *Corr.*, 13.588, 13.626.

ajouter aux craintes de Godoy et des *Reyes* : il faisait confirmer indirectement le bruit déjà ancien qu'il allait se rendre lui-même en Espagne. Le 18 février, en dirigeant des troupes de la Garde sur Bayonne, il les faisait suivre de ses chevaux, voitures et fourgons personnels. Le 25, Beauharnais était autorisé à « dire dans l'occasion, sans cependant en faire l'objet d'une note écrite et officielle, qu'il serait possible que l'empereur fit un voyage en Espagne et en Portugal pour y inspecter ses armées. » Le 5 mars, Napoléon écrivait à Joseph qu'il irait peut-être sous peu en Espagne. Le lendemain, il envoyait la même nouvelle à Junot et donnait à Murat l'ordre de lui faire préparer ses chevaux, ses porte-manteaux et de disposer des escortes de Bayonne à Burgos. Le palais impérial était en mouvement, les préparatifs en train, et Masserano mandait à sa cour que le voyage était très proche, que l'impératrice y prendrait part. Cet avis ne devait pas surprendre à Madrid, où plus que jamais on croyait à l'arrivée imminente de Napoléon et où l'on annonçait déjà qu'il serait à Burgos au début de mars ; Godoy faisait le fanfaron, se montrait enchanté de cette visite, déclarait qu'il irait au-devant de l'empereur jusqu'à Tolosa : « Je lui mènerai le prince des Asturies, disait-il : C'est un bien bon enfant ! » (1) Il y a tout lieu de croire pourtant que cette nouvelle ne lui agréait pas plus qu'en janvier, et que la confirmation semi-officielle qu'il en voyait donner ne pouvait qu'accroître son trouble. Que ce fût là ce que voulait Napoléon, la manière dont Beauharnais fut chargé de prévenir la cour ne permet guère d'en douter. L'ambassadeur avait bien ordre de rassurer tous les partis et d'expliquer que Napoléon se rendait à Cadix, mais il devait dire aussi que son maître pousserait jusqu'en Afrique — assertion si extravagante qu'elle jetait le doute sur la précédente — et que S. M. I. avait l'intention « de voir en passant à régler les affaires d'Espagne, de manière qu'il n'y ait point de doute sur la succession de ce royaume. » Cette demi-explication, dans son équivoque voulue, ne pouvait qu'éveiller les alarmes à la fois de Godoy et de Ferdinand, et il est permis de croire qu'elle n'avait pas d'autre but. Il serait d'ailleurs difficile d'en douter quand on voit Champagny, en annonçant que Napoléon sera à Bayonne le 18, ajouter que l'empereur fera son entrée en Espagne à la tête du

(1) A Bessières, 18 février ; à Joseph, 5 mars ; à Junot et Murat, le 6 : *Corr.*, 13.578, 13.622, 13.624, 13.626. Masserano à Cevallos, le 8 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5218. Champagny à Beauharnais, 16, 17, 23 février ; Henry au roi de Prusse, le 22 : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 260, 228, 255, 247.

corps de réserve — 50.000 hommes — et que c'est en cet équipage qu'il effectuera la première partie de son voyage, jusqu'à Burgos (1).

Le « corps de réserve » était loin de compter 50.000 hommes, mais il était exact que l'invasion de l'Espagne continuait, et elle ne pouvait que servir merveilleusement ce plan d'intimidation que Napoléon adoptait dans la deuxième moitié de février. Le 20, il nomma Murat son lieutenant auprès de l'armée d'Espagne (2). Cette décision s'explique parfaitement au point de vue militaire : les corps devenant de plus en plus nombreux et s'enfonçant de plus en plus dans le pays, il devenait indispensable que le commandement fût exercé sur place. Le choix qu'avait fait Napoléon était entièrement justifié, car son beau-frère avait le rang qu'il fallait pour qu'on pût lui subordonner Moncey, et au point de vue militaire il serait certainement à la hauteur de ce commandement. Mais la nomination de Murat ne pouvait manquer de faire naître certaines réflexions à la cour de Madrid. Personne n'ignorait, et Godoy moins que tout autre, l'ambition de Murat, et qu'il rêvait d'échanger le grand-duché de Berg contre une couronne royale. Tout le monde avait entendu raconter qu'il était pour ainsi dire le spécialiste des opérations hardies, des coups de main téméraires où il faut allier la ruse à la force, comme il l'avait fait le 18 brumaire ou en 1805 aux ponts de Vienne. Godoy enfin savait que s'il se disait son ami il désirait aussi devenir l'oncle par alliance de Ferdinand, et que sa connaissance de l'Espagne, les accointances qu'il y avait par Michel pouvaient le rendre un partenaire plus redoutable qu'aucun autre. Déjà, en décembre 1807, on avait annoncé à Madrid et à Paris que le grand-duc de Berg partait pour la Péninsule. La nouvelle de sa nomination, dont Masserano fut assez vite informé, n'étonna donc pas en Espagne, et elle s'y ébruita vite : peut-être les réflexions qu'elle dut faire naître à la cour ne furent-elles pas sans avoir été prévues et souhaitées par l'empereur (3).

L'occupation de la citadelle de Pampelune et des forts de Barcelone y provoquait au même instant une sensation plus grande encore. En exécution des ordres du 28 janvier, Darmaignac avait

passé la frontière et était entré à Pampelune le 9 février, mais le gouverneur avait refusé de lui livrer la citadelle. De même, si l'on avait ouvert sans difficulté à Duhesme les portes de Barcelone (12 février), il n'avait été reçu ni dans la citadelle ni dans le fort de Montjuich. Le 20 février, Napoléon donna des ordres pour qu'on s'assurât entièrement des deux places. Ils étaient catégoriques pour la première, plus ambigus pour la seconde où l'opération était plus délicate, mais assez clairs cependant pour que Duhesme n'hésitât pas un instant : le 29 février il amena un bataillon devant la citadelle, le fit manœuvrer quelque temps sans avoir l'air de rien, puis brusquement l'engagea sur le pont-levis et occupa la position. A Pampelune, les intentions de l'empereur avaient été remplies avant même d'être notifiées, et par des procédés analogues : une corvée de grenadiers, feignant une bataille à coups de boules de neige, s'était peu à peu approchée du corps de garde espagnol, et subitement s'était emparée des portes (16 février) (1). Ces opérations brutales et déloyales ne pouvaient que porter au plus haut point les alarmes des *Reyes* et de Godoy, qui voyaient à la fois s'exécuter avec méthode un plan d'autant plus inquiétant que le but en restait mystérieux, et leur échapper les moyens qu'ils auraient eus de s'y opposer.

Restait, pour achever de les démoraliser et pour les mettre matériellement même au pouvoir de l'empereur, à accomplir la grande opération qui se machinait depuis décembre, l'occupation de Madrid. Les préparatifs en remplissent la deuxième moitié de février. Napoléon, qui s'est fait remettre le 13 un état détaillé des forces qu'il possède dans la Péninsule, dispose tout avec méthode et minutie : instructions pour compléter l'artillerie de Moncey à 42 pièces, avec double et triple approvisionnement en munitions et avec tout le matériel voulu, y compris « quelques artifices nécessaires pour mettre le feu à une porte qu'on veut emporter de vive force » ; constitution de stocks de souliers à Bayonne et à Burgos ; institution d'un payeur-général des corps d'armée en Espagne, ayant à sa disposition deux millions réunis à Bayonne ; réquisition de 500 mulets, avec des conducteurs sûrs, « Basques ou Français ». De nouvelles forces se groupent. Le corps Darmaignac à Pampelune va s'accroître des quatrièmes bataillons des légions de réserve, réunis à Bordeaux, et il passe

(1) Napoléon à Champagny, 9 mars 1808 : *Corr.*, 13.629. Champagny à Beauharnais, 9 mars : *A. E., Esp.*, v. 673, f. 318.

(2) A Clarke et Murat, le 20 : *Correspondance inédite.*, éd. Picard, II, 79 ; *Corr.*, 13.588.

(3) Masserano à Cevallos, 8 décembre 1807, 23 février 1808 : *A. Histórico N., Estado*, c. 5217, 5218. Henry au roi de Prusse, 10 décembre 1807 ; Beauharnais à Champagny, 2 mars 1808 : *A. E., Esp.*, v. 20 supplément, f. 125 ; v. 673, f. 282.

(1) A Murat et à Clarke, 20 février : *Corr.*, 13.586, 13.588, 13.589. Le détail de ces opérations a été souvent raconté. Cf. surtout GRASSET, I, 290, 402-407, et CONARD, *Napoléon et la Catalogne*, 51-52.

sous le commandement du général Merle. Une *deuxième division des Pyrénées-Occidentales*, tirée de la nouvelle division de réserve d'infanterie stationnée à Orléans, va s'organiser ; déjà sa première brigade est en marche sur Bordeaux. Enfin, un détachement de la Garde comprenant 2.400 hommes de toutes armes, qui se trouve à Bordeaux, est mis en route pour Bayonne (1).

En mars, les ordres se précipitent. Le 2, Murat est invité à passer la frontière et à s'établir à Vitoria ; Moncey et Dupont doivent être prêts à se porter en avant. Le 6, toutes les dispositions de marche sont indiquées : il va s'agir pour Moncey d'occuper le plus vite possible les montagnes qui le séparent de Madrid. Le 9 enfin, les dernières instructions partent ; une masse offensive comprenant cinq divisions d'infanterie et deux de cavalerie se portera sur Madrid en deux corps, par Valladolid et Buitrago ; ses derrières seront gardés par trois divisions d'infanterie échelonnées entre Valladolid et Vitoria ; les voitures porteront 15 jours de pain et de biscuit, les soldes seront alignées, les caisses pleines, on opérera en ordre, vite, et sans tapage qui puisse faire manquer le but essentiel : Madrid (2).

En cette fin de février et en ce début de mars 1808, on voit donc Napoléon user d'une série de procédés qui tous tendent au même but, intimider la cour d'Espagne : un refroidissement voulu de ses relations personnelles avec Charles IV, une attitude de sourde et vague menace, des préparatifs militaires imposants. — Sans doute, tout cela est impressionnant, tout cela semble annoncer de grandes choses, tout cela en annonce probablement. Toutefois, avant de chercher à cette mise en scène des buts tout à fait extraordinaires, il convient de se demander *d'abord si pour une bonne part* il n'y a pas là les préliminaires d'exigences qui seraient exceptionnelles sans doute, mais qui ne différeraient cependant pas essentiellement de celles que Napoléon a déjà imposées à l'Espagne, qui resteraient dans le domaine de la diplomatie classique, des traités réguliers d'échange ou de partage. Car enfin, à y bien réfléchir, ces façons d'agir ne sont pas inusitées ni nouvelles ; il suffit de se rappeler toutes les crises qui depuis 1799 ont éclaté entre Napoléon et l'Espagne pour constater qu'on retrouve en 1808 les procédés par lesquels

(1) A Clarke et Dejean, 13, 28 février : *Correspondance inédite*, éd. Picard, II, 58, 83. Décision du 14 ; à Clarke, Bessières, Mollien et Murat : *Corr.*, 13.558, 13.577, 13.578, 13.585, 13.595. GRASSET, I, 276, 382, 392, 394.

(2) A Murat, 2, 6, 9 mars 1808 : *Corr.*, 13.617, 13.626, 13.632. GRASSET, I, 326-337.

Napoléon a toujours appuyé son action, toutes les fois qu'il a eu quelque chose à obtenir de Madrid ; ils sont seulement employés maintenant plus en grand, et l'armée de Murat remplace le camp de Bayonne. — Or, à qui commence par chercher dans cette direction pour ainsi dire classique un premier motif, une explication partielle de la conduite impériale, la mission dont à ce moment Napoléon chargeait Izquierdo vient apporter un argument.

Izquierdo ne s'était pas décidé à faire ce voyage à Madrid auquel il avait commencé à se préparer à la fin de janvier. Sans doute estimait-il, et non sans raison, qu'il avait mieux à faire à Paris. L'attitude menaçante que Napoléon prenait à l'égard de l'Espagne ne pouvait en effet lui échapper et peut-être même la conduite extraordinaire qu'il suivit alors n'était-elle qu'une manœuvre destinée à défendre son pays contre cette ambition sur laquelle il ouvrait enfin les yeux. On le voyait dans toutes les ambassades, répandant partout des récriminations contre la France et des prédictions sinistres sur le sort réservé à l'Espagne, se montrant à tous « dans un état de violence et de désespoir. » Tolstoi le questionnant, il hésitait, il montrait à la fois le désir de se confier et la crainte de le faire, et finalement ne laissait échapper qu'un mot : « Tout est perdu ! » (1) Il serait vraiment extraordinaire qu'un diplomate aussi consommé que lui ait perdu le contrôle de soi-même jusqu'à s'abandonner à ces manifestations et à ces confidences, et l'on peut bien soupçonner que son but était au fond d'alerter les chancelleries et de troubler le silence dans lequel l'empereur comptait opérer. Quoi qu'il en soit, on ne pouvait douter que son inquiétude fût réelle, et bientôt Napoléon dut le juger suffisamment alarmé et déprimé pour qu'on pût le charger d'aller porter à Madrid, avec l'ultimatum français, cette panique qu'il ressentait lui-même (2). Le 24 février, Duroc lui envoya le billet suivant : « Je suis affligé des nuages survenus entre nos cours. S. M. verra avec plaisir que vous vous rendiez à Madrid sans délai et que vous fassiez ce qui dépendra de vous pour tout aplanir. » Le

(1) Rapport de Tolstoi, 28 février 1808 : dans SOREL, *L'Europe et la Révolution*, VII, 244.

(2) Depuis quelque temps, Izquierdo n'écrivait plus à Godoy, peut-être par prudence ; Masserano ne signale plus ses demandes de courriers ; Godoy se plaignit de son silence, le 9 février : « Je ne reçois pas de lettre de vous... je vous ai appelé pour rendre compte, vous n'êtes pas venu... » (NELLERTO, III, 61). Le 19, Izquierdo demanda un courrier à l'ambassade (Masserano à Cevallos, le 19, *A. Histórico N., Estado*, c. 5976) : peut-être la négociation commençait-elle à se nouer avec Talleyrand ? La lettre ne se retrouve d'ailleurs pas et il est possible que ce courrier n'ait pas été envoyé.

Navarrais eut aussitôt une entrevue avec Duroc et Talleyrand. Il en sortit muni d'une liste de 18 observations et questions qu'il devait lire à ses souverains, et à eux seuls, Godoy devant être exclu des pourparlers. Au reste, ce papier n'avait rien d'officiel, et la mission était essentiellement verbale (1).

La note remise à Izquierdo comprenait en premier lieu toute une série de récriminations et de reproches fort aigres : c'est toujours ainsi, on le sait, que débutait une négociation avec l'Espagne, et ces procédés étaient en parfait accord avec toute l'attitude revêche et inquiétante que prenait Napoléon à ce moment. L'empereur, disait-on, avait eu le déplaisir de constater qu'on avait voulu l'impliquer dans le procès de l'Escorial ; puis il avait eu celui d'apprendre qu'en Espagne on continuait à le présenter comme le soutien de Ferdinand, ce qui était une manœuvre de l'Angleterre pour brouiller les deux pays ; il avait enfin celui de voir la cour de Madrid lui témoigner une défiance injuste, entraver le commerce français, tolérer la contrebande britannique, se dérober à l'envoi à Toulon de l'escadre de Carthagène. Venait ensuite une justification de la conduite impériale : dans ce royaume déchiré par les partis, Napoléon avait craint une révolution, que viendrait compliquer un débarquement anglais ; c'est pour cela qu'il avait fait entrer des troupes et occuper les places fortes ; et s'il l'avait fait sans demander d'autorisation, c'était pour éviter toute discussion sur les affaires intérieures du royaume, pour ne pas s'exposer à un refus et pour savoir jusqu'où allait la confiance que S. M. C. avait en sa loyauté. — Il était difficile de répondre avec plus de désinvolture aux demandes d'explications que Charles IV avaient faites le 5 février, de montrer plus de mauvaise foi et plus d'acrimonie dans l'énumération de griefs de peu d'importance ou inexistantes. Mais tout cela n'était qu'une préparation aux derniers articles de la note, aux exigences que suivant sa méthode habituelle Napoléon ne dévoilait qu'après toute une préparation morale et matérielle, et qui apparaissent comme l'aboutissement normal et attendu de sa conduite depuis le milieu de février 1808, comme l'explication de cette tension voulue dans les rapports, de ce mystère menaçant dans son attitude, de ces préparatifs militaires. Napoléon commençait par assurer Charles IV qu'au besoin les armées impériales

(1) Duroc à Izquierdo, 24 février, dans GRASSET, I, 349. Les *Mémoires* de M^{me} de Rémusat (I, 369) signalent l'entrevue de Talleyrand avec Izquierdo, mais en dénaturant le caractère. La présence de Duroc et l'exclusive prononcée contre Godoy ne résultent que des *Memorias* de Godoy (V, 299), mais sont très vraisemblables.

le soutiendraient contre son fils, et que celui-ci n'obtiendrait la main d'une princesse française que s'il témoignait à son père la plus entière soumission. Mais ensuite l'empereur réclamait un bon traité de commerce et un pacte équivalant au vieux Pacte de Famille. Enfin et surtout il proposait une opération qui serait utile à la fois à l'Espagne et à la France, pays toujours rivaux qu'il fallait garantir l'un de l'autre : l'échange de la partie centrale du Portugal, jusque-là tenue en réserve, contre *la rive gauche de l'Èbre* (1).

Ainsi, le plan de Napoléon, ou tout au moins *ce premier plan*, se précise. C'était là le but auquel tendait la première manœuvre, celle qui se faisait au grand jour, par les dépêches officielles, les négociations semi-officielles, les concentrations de troupes. Et cette combinaison avait bien ses avantages. Le problème espagnol en effet comportait en premier lieu la question de Godoy : celui-ci, dans toutes les hypothèses, devait être écarté de Madrid. Sur ce point, il est peu probable que la pensée de l'empereur ait jamais varié ; c'est le prince de la Paix que Napoléon regardait comme l'élément le plus dangereux en Espagne, c'est sur lui qu'il avait concentré sa rancune après la proclamation de 1806 ; le rapport de Tournon avait été catégorique sur la nécessité de l'éloigner ; en janvier encore, Napoléon avait fait prendre des renseignements sur la solidité de sa position, sur sa faveur auprès de la reine, sur les moyens propres à combattre au besoin celle-ci (2). Or les propositions du 24 février résolvaient ce problème, et de la façon qui devait être accueillie le plus facilement par la cour d'Espagne : le traité de Fontainebleau subsistant, Godoy serait envoyé dans sa principauté de Majorque, au fond de laquelle il serait inoffensif désormais (3). La question de Ferdinand en revanche paraissait réglée de façon moins satisfaisante. En déclarant que le prince héritier n'épouserait une princesse impériale que s'il faisait acte de soumission à son père, Napoléon renonçait au projet qui devait être au fond de sa manœuvre d'octo-

(1) Le texte de ces 18 articles a été donné par Godoy dans ses *Memorias* (V, 301-315), puis par PÉREZ DE GUZMAN, 91-99 ; ces reproductions sont conformes au document original : *A. Histórico N., Estado*, c. 3976.

(2) Tournon à Napoléon, 20 décembre 1807 : GEOFFROY DE GRANDMAISON, *L'Espagne et Napoléon*, I, 464-470. Champagny à Beauharnais, 20 janvier : A. E., *Esp.*, V, 673, f. 59.

(3) Napoléon aurait dit à Duroc à la veille de Fontainebleau : « Qu'est-ce que ce prince de la Paix ?... Il a fait le *rodомont* l'année dernière... Il aura les Algarves, qu'il s'en aille ! » Ces paroles que Duroc auraient rapportées à Esménard (introduction aux *Mémoires* de Godoy, I, LIII) sont parfaitement invraisemblables comme date et comme forme, mais le fond correspond assez bien à une solution que Napoléon semble n'avoir jamais perdue de vue.

bre 1807, et que venaient encore de conseiller Tournon et Beauharnais : marier Ferdinand à une princesse française, puis le pousser au trône et régner sous son nom. Il est difficile de dire pourquoi l'empereur a abandonné cette combinaison. Peut-être parce que ne disposant plus de Charlotte il ne voyait plus pour le moment quelle épouse il pourrait donner à Ferdinand qui fût assez proche des Bonaparte et assez sûre. Peut-être parce que, comme il le déclara plus tard à Escoiquiz, il jugeait qu'« une femme est toujours un lien trop faible pour forcer la conduite politique d'un prince. » Peut-être parce que Ferdinand, d'après les informations qu'il venait de recueillir, lui semblait trop médiocre (et d'ailleurs il lui parut toujours hypocrite et peu sûr) (1). Enfin, l'empereur tenait, et a toujours tenu à observer dans les affaires d'Espagne une certaine décence extérieure : donner une princesse de sa famille à un prince qui continuerait à comploter contre son père, à plus forte raison le mettre sur le trône, sanctionner par là ses intrigues passées et même laisser entendre que la France y avait pris part, c'étaient là des actes qui devaient lui paraître contraires à « sa gloire », beaucoup plus contraires qu'un changement de dynastie sanctionné par une abdication volontaire et bien en règle du souverain légitime (2). Telles furent peut-être les raisons pour lesquelles Napoléon renonça à faire éventuellement de Ferdinand le roi d'Espagne, et son docile instrument. Du moins voulut-il tirer de ce changement de front tous les avantages possibles : de là sa promesse de donner une épouse au prince des Asturies, mais moyennant sa soumission complète et officielle au vieux roi. Ainsi l'empereur se donnait le beau rôle en Europe, il obtenait une satisfaction, une compensation à l'opinion espagnole, il se réservait enfin pour l'avenir un moyen d'action à Madrid qui serait appréciable malgré tout. Les propositions confiées à Izquierdo le 24 février 1808 constituaient donc au fond une combinaison assez acceptable.

Elles permettraient également de remédier de façon directe aux deux vices essentiels de l'alliance espagnole, son inutilité et sa fragilité. En admettant le commerce français à exploiter les

(1) Cf. un mot curieux de Napoléon (9 mai 1808, *Corr.*, 13.837) : « J'étais instruit de la correspondance du prince des Asturies avec le duc d'Angoulême. » Cette correspondance, si elle a existé, n'a laissé aucune trace. Cf. aussi les dires d'Hervas fils et d'Izquierdo (source suspecte, il est vrai : *GODOY, Memorias*, V, 319).

(2) ESCOQUIZ, *Memorias*, 429. Napoléon regretta plus tard de n'avoir pas choisi l'autre solution, qui offrait certainement bien des avantages : « J'ai fait une grande faute... Je n'avais qu'à adopter une jeune fille et à la donner à Ferdinand qui me faisait demande sur demande à ce sujet. On me disait : « Que craignez-vous ? qu'il soit Bourbon ? Il est si sot qu'il ne distingue pas M. de Montmorin de M. de Bassano.

ter les richesses d'Amérique, le cabinet de Madrid apporterait à Napoléon cette collaboration financière qu'il lui avait toujours refusée ; le Trésor pourrait en outre tirer beaucoup des belles provinces de Haute-Espagne, désormais rattachées à l'Empire. La coopération maritime de l'Espagne deviendrait plus appréciable si elle cédait Barcelone et Pasajes, et si un nouveau Pacte de Famille venait fixer ses contingents et l'associer plus étroitement aux efforts de la France. La fragilité de l'alliance serait d'autre part diminuée par l'annexion de la rive gauche de l'Èbre : Madrid se trouvant à la merci d'une armée française concentrée sur cette base de départ, la fidélité de l'Espagne serait désormais assurée et de toute façon cette espèce de marche frontière poussée au-delà des Pyrénées mettrait le territoire français à l'abri d'une attaque brusquée dans le genre de celle qu'on avait crainte en 1806.

Dans le projet du 24 février, il est facile de reconnaître la manœuvre secrète que Napoléon a ébauchée en octobre 1807, et qu'il poursuit en l'adaptant aux nouvelles circonstances : il en a gardé l'idée d'annexer la rive gauche de l'Èbre (qui vient peut-être de Talleyrand), il y a ajouté celle du traité politique et commercial, il a en revanche renoncé à faire de Ferdinand son vice-roi en Espagne ; une fois le projet au point, il a procédé à cette préparation morale et matérielle qu'il emploie régulièrement dans ses négociations avec l'Espagne ; enfin il déclenche le mouvement d'exécution en envoyant Izquierdo à Madrid. Il semble donc que l'enchaînement des faits apparaisse de façon assez claire, et que ce soit à l'exécution de ce plan que depuis février tende toute la conduite de l'empereur. — Et effectivement ce plan existe, il explique beaucoup de choses, mais il n'explique pas tout : quelques points restent obscurs, quelques particularités restent surprenantes, qui amènent à penser que la manœuvre au grand jour se doublait d'une autre, secrète celle-là.

UNE OFFRE A JOSEPH ? — Il n'y a pas lieu de trop s'étonner que la mission confiée à Izquierdo ait été purement verbale : ce procédé, aussi bien d'ailleurs que l'envoi à Madrid d'un négociateur destiné à traiter directement avec les *Reyes*, n'est pas nouveau dans les

Il n'aime ni les Français ni la noblesse française. Il aura toujours besoin de votre appui à cause de ses colonies. J'ai commis une grande faute en mettant cet imbécile de Joseph sur le trône ! » GOURGAUD, *Journal de Sainte-Hélène*, I, 198.

affaires d'Espagne. Ce qui surprend davantage, c'est l'ignorance absolue où fut laissé Murat des intentions de l'empereur. Les instructions que Napoléon lui adressa le 20 février entraient dans des détails vraiment superflus au point de vue militaire, mais elles ne donnaient aucun renseignement sur la mission générale de l'armée ; c'est seulement par l'ordre qu'il recevait d'étudier les itinéraires jusqu'à Madrid que le grand-duc de Berg pouvait comprendre qu'il aurait à pousser jusque-là. Au point de vue politique, rien, si ce n'est l'ordre de promettre aux Navarrais que leurs privilèges seraient maintenus « quoi qu'il puisse arriver », ce qui était vraiment vague (1). Murat ne put s'empêcher de montrer de l'humeur devant des procédés aussi mystérieux : « Je croyais avoir mérité un peu de confiance de la part de V. M. », se permit-il d'écrire (2). Quelles raisons Napoléon avait-il donc d'être si secret ? S'il n'avait eu en tête que la mission d'Izquierdo et l'annexion de la rive gauche de l'Èbre, ne s'en serait-il pas expliqué avec Murat, au moins verbalement ? Il y aurait eu en ce cas plus d'avantages que d'inconvénients à assurer ainsi une certaine coordination entre l'activité militaire et l'activité politique. On est donc amené à soupçonner déjà que l'empereur devait avoir dans l'esprit, à côté du plan d'annexion, un ou plusieurs autres plans secrets, soit en réserve, soit en cours d'exécution.

De même, l'occupation de Madrid est faite pour surprendre. Sans doute, arracher à S. M. C. toute la Haute-Espagne était une grosse affaire, qui nécessitait de puissants moyens de pression, et la main-

(1) A Murat, 20 février : *Corr.*, 13.588, 13.589. Les instructions suivantes (2, 6, 8, 9 mars, 13.617, 13.626, 13.628, 13.632) ne furent pas plus précises. La marche prochaine sur Madrid était d'ailleurs écrite dans le dispositif des troupes ; cf. Murat à Moncey, 26 février, à Exelmans et Manhes, le 27 : *Lettres*, éd. Le Brethon, V, 289, 294, 295.

(2) A Napoléon, 2 mars ; même demandé le 11 : *Correspondance*, éd. Lombroso, 175, 187. On pourrait se demander si Murat ne comptait pas recevoir une réponse répondant aux vues secrètes qu'il avait sur l'Espagne. Il semble qu'on puisse adopter l'hypothèse de GRASSET (I, 316) que Murat commença à rêver à l'Espagne à partir du 3 mars. Pourtant, même après cette date, on a l'impression que Murat croit plutôt que le projet impérial est d'annexer la Haute-Espagne : il continue à transmettre des informations favorables à ce plan, vœux des populations, etc. (2, 7 mars : *Lettres*, éd. Le Brethon, V, 303, 320). L'étape décisive fut probablement franchie dans les jours qui suivirent son entrée en Espagne : « L'accueil extraordinairement amical » qu'il reçut de ce « bon peuple », la facilité avec laquelle la situation sembla s'éclaircir moyennant quelques habiletés, toutes choses qu'il dut attribuer à son prestige personnel tout autant qu'à celui de l'empereur, semblent l'avoir grisé. Il y a même probablement une insinuation dans sa lettre à Napoléon du 11 (*ibid.*, 323) : « Votre lieutenant qui serait venu en Espagne pour en prendre possession en votre nom et du consentement de tous les Espagnols, n'y aurait pas été mieux reçu ». A partir de ce moment, c'est la recherche constante de la popularité personnelle et la politique égoïste qui ont souvent été exposées.

mise sur la capitale en était un d'importance. Mais était-il vraiment indispensable d'en arriver là ? Quand Napoléon voulait tenir en son pouvoir « le centre des Espagnols », ne projetait-il vraiment que l'annexion de la rive gauche de l'Èbre ? Quand il écrivait à Eugène le 10 mars : « Mes troupes sont à 30 lieues de Madrid. Il se prépare là des événements importants », songeait-il seulement à la négociation Izquierdo (1) ? On ne peut s'empêcher de voir une disproportion entre l'objet des négociations que Napoléon engageait avec Charles IV et les moyens de pression militaire qu'il préparait.

Cette même disproportion apparaît plus frappante encore quand on examine les projets de voyage de l'empereur en Espagne. Ces projets semblent avoir été sérieux, et ne pas avoir été destinés seulement à inquiéter la cour de Madrid. Car si Napoléon n'avait jamais songé réellement à ce voyage, on ne voit pas bien, par exemple, quel intérêt il aurait eu à l'annoncer à Eugène qui exprimait le désir de venir le voir : « Il est possible que j'en parte [de Paris] dans cinq ou six jours » (10 mars). On ne s'expliquerait pas non plus les instructions qu'il donna aux enquêteurs envoyés à Madrid, Tournon le 25 février, Vandeuil le 9 mars : l'un et l'autre eurent l'ordre de revenir sans s'attarder en route, et d'être de toute nécessité à Burgos, Tournon le 15 mars et Vandeuil le 19. A quoi eussent rimé ces dispositions, si Napoléon n'avait pas envisagé la possibilité d'être lui-même à Burgos vers cette époque, et d'y entendre des rapports auxquels, on le verra, il attachait du prix ? Lorsqu'il avertit Junot, le 7 mars, qu'il sera « probablement » le 20 dans cette même ville, après lui avoir écrit la veille : « Il est possible que je me rende moi-même bientôt en Espagne », y a-t-il là simplement le désir d'ébruiter sa venue prochaine ? La même question se pose de façon plus pressante à propos de Murat. L'empereur lui donne des instructions à courte portée, provisoires ; il lui écrit : « Je vous ai nommé *mon lieutenant* auprès de mon armée en Espagne... Vous devez en cette qualité donner les ordres *en mon absence*... Je serai probablement rendu à Burgos le 22. » Il lui prescrit de préparer des escortes et des relais, de tout organiser pour qu'il puisse marcher sur Madrid avec

(1) A Eugène, 10 mars : *Corr.*, 13.637. Il faut noter à la même époque le soin avec lequel Napoléon organise son service d'information madrilène : envoi de Tournon, recommandations à Beauharnais, établissement d'un service journalier d'estafettes de Paris à Madrid, etc. — Champagny à Beauharnais, 25 février, A. E., *Esp.*, v. 673, f. 260. « J'ai donné pour instruction primordiale à Tournon d'être rendu le 15 à Burgos ». A Murat, 14 mars, à Eugène, le 10, à Tournon, 25 février, à Champagny, 9 mars : *Corr.*, 13.652, 13.637, 13.603, 13.629.

Dupont ou avec Moncey, de constituer pour l'accompagner un détachement de cavalerie de la Garde comprenant 400 hommes avec 3 canons (1). Si c'était là une comédie, elle eût été poussée un peu loin, et elle ne fut pas sans inconvénients. Murat en effet fut persuadé, jusque vers le 10 ou le 11 mars, que l'arrivée de l'empereur était certaine, sinon tout à fait imminente, il fit préparer son logement, il s'efforça de constituer les escortes, ce qui désorganisa tout le service de la cavalerie, et, ce qui était plus grave, il laissa traîner plusieurs questions de conséquence, comptant les soumettre à Napoléon dès sa venue : distribution des fonds aux différents services, création de compagnies d'élite dans les bataillons (mesure que Dupont réclamait avec instance et qu'on n'eut plus ensuite le temps de prendre), opportunité d'occuper la place importante de Saint-Sébastien (2). Il est difficile également de voir un simple jeu dans cette recommandation faite à Murat le 9 mars : « Envoyez de mon côté, sur Burgos et Bayonne, les hommes considérables que pourrait envoyer l'Espagne, le prince de la Paix, le prince des Asturies s'ils venaient. » Ce même jour, Champagny expédiait à Madrid l'avis que le voyage de l'empereur était non seulement possible, mais décidé. Napoléon eût-il ainsi fait proposer un rendez-vous aux premiers personnages d'Espagne, s'il n'avait regardé comme au moins très probable qu'il pourrait s'y trouver lui-même ? (3) Enfin, ce qui paraît décisif, l'empereur préparait à l'idée du voyage l'homme à qui elle pouvait être la plus suspecte et que cependant il tenait le plus à ne pas inquiéter, Alexandre. Par sa lettre du 2 février, il lui avait proposé une entrevue : Caulaincourt et le tsar, avait-il écrit à son ambassadeur, n'avaient qu'à mettre « le compas sur la carte », à prendre le milieu de la distance entre Paris et Saint-Pétersbourg, à fixer le jour du rendez-vous, et il promettait, lui, d'y être exact. Un voyage en Espagne eût risqué d'être fort gênant pour ces projets, il eût risqué d'éveiller les soupçons d'Alexandre, et si l'empereur n'y songeait pas sérieusement il devait n'en point parler à son allié, et même lui en faire démentir la nouvelle. Au lieu de cela, il s'évertua à lui démontrer que les deux choses n'étaient pas inconciliables : « Vous pourriez

dire, écrivait-il à Caulaincourt le 6 mars, ... que le bruit public depuis trois mois est que j'y vais [en Espagne] ; mais que cela ne doit pas empêcher notre entrevue. Vous savez qu'en deux ou trois jours de marche je fais 200 lieues en France. Cela ne doit donc en rien retarder les affaires » (1). — De tout cela on peut conclure avec certitude, semble-t-il, que Napoléon envisageait réellement la possibilité du voyage. — Mais alors, il devait avoir en tête quelque chose de plus que la négociation Izquierdo et la rive gauche de l'Èbre : car serait-il allé en personne à Madrid, aurait-il pris la tête de ses armées en Espagne, aurait-il fait une démarche aussi retentissante, aussi inusitée, aussi extraordinaire, simplement pour négocier cette cession de territoire ? On ne saurait le croire : l'empereur ne pouvait songer à donner de sa personne que dans le cas (regardé comme possible, non comme certain) où un autre but viendrait se substituer à celui-là, un but infiniment plus élevé.

Quel était donc ce but ? Il commence à transparaître dans les préparatifs que fait à ce moment Napoléon en vue d'une campagne d'opinion en Espagne, préparatifs qui sont en opposition formelle avec l'objet et le principe de la mission Izquierdo. Dès le 12 janvier 1808, l'empereur avait écrit à Champagny : « Il faut faire faire une notice historique de la conspiration [de l'Escorial] d'après les bulletins et la correspondance du sieur Beauharnais, pour que je puisse en faire usage selon les circonstances » (2). Or Champagny savait qu'à ce moment même était en route pour Paris un homme tout à fait qualifié pour rédiger cette notice : c'était Jean-Baptiste Esménard, le frère de l'auteur du *Poème sur la Navigation*, et le futur traducteur (ou auteur) des *Mémoires de Godoy*. Émigré en Espagne en 1792, il y avait vécu depuis lors ; il connaissait bien les choses de l'armée, dans laquelle il avait servi, il était au courant des affaires politiques, ayant conquis à la cour, à force d'intrigues, une certaine position, et en l'envoyant à Paris (sous prétexte d'accompagner une collection de plantes destinée à l'impératrice, mais en réalité pour lui permettre de solliciter un poste de secrétaire d'ambassade) Beauharnais l'avait très chaudement recommandé et avait insisté sur sa connaissance parfaite des choses d'Espagne. Aussi il est très probable que lorsqu'à son arrivée à Paris Esménard offrit ses services à Champagny (19 janvier 1808) (3), on s'adressa à lui, comme on

(1) A Junot, 6, 7 mars 1808 ; à Murat, 20 février, 6, 9 mars : *Corr.*, 13.624, 13.627, 13.588, 13.626, 13.632.

(2) Murat à Napoléon, 29 février, 3, 5 mars ; à Moncey, 12 mars ; *Lettres*, éd. Le Brethon, V, 298, 306, 311, 315, 316 (note), 317, 332. On sent qu'à partir du 10 ou du 11 Murat ne croit plus guère à la venue de l'empereur : *ibid.*, p. 326 et suiv.

(3) A Murat, 9 mars : *Corr.*, 13.632. Champagny à Beauharnais, le 9 : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 318.

(1) Dans VANDAL, *Napoléon et Alexandre*, I, 266 et III, 555.

(2) A Champagny, 12 janvier 1808 : *Corr.*, 13.446.

(3) Esménard était officier sous l'ancien régime. Il fit la campagne de Roussillon

devait le faire souvent par la suite, pour ce rapport que Napoléon demandait sur l'affaire de l'Escorial : remis à l'empereur le 11 février, ce document contient des détails qui sont d'un homme fort au courant de l'intrigue et qui ne se retrouvent pas dans les dépêches de l'ambassade (1).

C'est très probablement ce rapport, rédigé dans un sens fort hostile à Godoy, qui se trouve à l'origine d'une manœuvre qu'on voit Napoléon déclencher le 8 mars, et qui est extrêmement significative. Ce jour-là, en renvoyant à Champagny un « narré » des événements de l'Escorial qui lui a été adressé — et qui est sans doute le mémoire du 11 février — l'empereur ordonne d'en tirer une brochure « qui devra paraître l'œuvre d'un Espagnol, qui sera traduite en espagnol, imprimée et répandue en Espagne. » On sait qu'il usait volontiers de procédés de ce genre pour diriger l'opinion, et il pensait qu'ils seraient efficaces dans la Péninsule comme ailleurs : « Vous dites, écrira-t-il peu après à Bessières, que les pamphlets ne servent à rien en Espagne ; ce sont des contes. Les Espagnols sont comme les autres peuples et ne font pas une classe à part » (2). Or, le sens dans lequel Napoléon veut que cette brochure oriente l'esprit public est fort significatif. Elle doit soutenir que dans l'affaire de l'Escorial Ferdinand est innocent de toute intrigue (car il importe de continuer à couvrir Beauharnais), mais qu'il n'en est pas moins inapte désormais à monter sur le trône : « Il faut finir par dire en résultat que les cris de la nation, le calme et la fermeté des principaux accusés, l'énergie de quelques juges ont constaté l'innocence du prince des Asturies ; qu'on l'a innocenté par une grâce et que dès lors la reine et le prince de la Paix, qui ont pour but de perdre ce jeune prince, paraissent avoir gagné la moitié de leur procès. Comment placer en effet sur le trône un prince déshonoré qui n'a échappé à l'échafaud que par la grâce que lui a accordée son père ? Qu'il y a donc une incertitude qui intéresse les Espagnols et leurs amis sur les suites nécessaires de l'hérédité du trône. Si le prince est

dans les rangs espagnols (à Vesia-infanterie) ; on le voit ensuite obtenir des recommandations de Talleyrand et d'Araújo pour être promu lieutenant-colonel. Il avait eu quelques démêlés avec Lucien. — Azara à Cevallos, 15 mars 1801 : *A. Histórico N.*, c. 5205. Gravina à Talleyrand, 23 novembre 1801 ; le comte d'Altamira à Champagny, 17 septembre 1807 ; Beauharnais au même, 24 octobre 1807, 30 décembre 1807, 15 mars 1808 ; Esménard au même, 19 janvier 1807 : *A. E., Esp.*, v. 662, f. 174 ; v. 672, f. 168, 189, 431 ; v. 673, f. 343, 53.

(1) Elle n'est pas signée (écriture d'Hauterive) : 11 février, *ibid.*, v. 673, f. 176-193.

(2) A Bessières, 6 mai 1808 : *Corr.*, 13.819.

coupable, pourquoi ne l'a-t-on pas traduit aux Cortès ? S'il est innocent, pourquoi ne pas le déclarer et punir ses calomniateurs ? Voilà ce que demandent les Espagnols de sens. » Ainsi, alors que Napoléon faisait dire par Izquierdo qu'il donnerait une princesse française à Ferdinand pourvu qu'il se réconciliât avec son père, il préparait en même temps par dessous main l'exhérédition du prince. Bien plus, alors que la négociation Izquierdo était fondée sur la consolidation des *Reyes* sur leur trône et qu'elle comportait l'octroi à Godoy de la principauté des Algarves, l'empereur s'appropriait en même temps à soulever violemment l'opinion espagnole contre les souverains et leur favori, à machiner leur renversement (1) : « Il faut peindre la reine telle qu'elle est, le roi tel qu'il est, comme un bon homme, mais sans caractère ni lumières... Il faut appuyer sur les dilapidations du prince de la Paix, sur ses immenses richesses (2), parler en détail de ses intrigues criminelles avec la reine, d'abord de son métier de favori en titre, ensuite de favori servant les goûts honteux de cette princesse, de Mallo et autres amants qu'il a donnés à la Reine (il faut parler de tout cela avec décence, mais cependant de manière à ce que cela soit senti) ; de ses liaisons avec tous les hommes d'affaires, de la part d'intérêt qu'il prend dans toutes les affaires de l'État, de sa vénalité et de sa corruption, de l'éloignement des grands d'Espagne, de la décadence de ce royaume, de la nullité qu'il est pour la cause commune, de l'argent qui est appliqué à tout autre chose qu'à entretenir l'armée [!] et la marine... Il faut... parler de

(1) Noter qu'au même moment Champagny donnait à Caulaincourt des directives dans le même sens : « Cette malheureuse affaire [de l'Escorial] a beaucoup nui au roi et au prince de la Paix dans l'opinion publique en Espagne... Cette affaire du Prince des Asturies, qui n'est pas à la gloire de ce prince, est un véritable sujet de honte pour le gouvernement espagnol et surtout pour celui qui le dirige. » 19 février, 9 mars, dans TRATCHEVSKI, *Rapports diplomatiques*, IV, 493, 532. Il serait sans doute exagéré d'en conclure que Champagny était dans le secret de l'empereur. — Noter dans le *Moniteur*, en février et mars, des articles anti-godoïstes assez symptomatiques.

(2) Les bruits les plus fantastiques ont toujours circulé sur la fortune de Godoy. A ce moment, on racontait à Madrid qu'il possédait 1.715 millions de réaux à Londres, Gênes, Paris, ou au Ferrol, prêts à être embarqués. On y ajoutait plus de 1.800 kilogrammes d'or en barres chez la Tudó, 6 coffres de pièces d'or dans le jardin de son palais, autant au palais royal, 30.000 piastres chez sa mère, cachées dans un souterrain, etc. : PANO Y RUETA, *La Condesa Bureta*, 95. Ces bruits donnent une idée de la passion déformante qui animait le public contre lui. — Il est hors de doute qu'il était fort riche ; son ami Esménard en convient (préface de ses *Mémoires*, p. LVI). Mais la Tudó donne peut-être une note assez juste dans ses mémoires : les rentes de Godoy (qu'elle évalue à 5 millions de réaux) étaient très inférieures encore à celles de certains grands d'Espagne, comme les Altamira et les Medinaceli. *Biblioteca Nacional de Madrid, manuscritos*, 12.970-6 (*Notas de d. Antonio Canóvas del Castillo, sacadas de las Memorias de doña Josefa Tudó*).

la honte pour l'Espagne de n'être pas maîtresse de Gibraltar, autrefois maîtresse de l'Europe, des mauvais procédés de l'Espagne avec la France... » C'étaient ces mauvais procédés, œuvre de Godoy, qui avaient déterminé Napoléon à prendre « la précaution... de faire appuyer son armée de Portugal par trois corps d'armée qui la missent à l'abri de la mauvaise foi de l'homme qui dirige les affaires d'Espagne. »

« Il est nécessaire, avait ajouté Napoléon en marge, que j'aie cette petite brochure le 10 » (1). C'est sans doute de ces ordres de l'empereur que sont nées les deux plaquettes non datées, mais antérieures à Aranjuez, intitulées *Notice sur l'affaire du prince des Asturies* et *Précisions sur les derniers événements de la cour de Madrid*. Elles suivent de près le schéma donné par Napoléon, et leur conclusion est tout à fait dans l'esprit du modèle : « L'Espagne... serait-elle condamnée à être plus longtemps la victime d'un roi faible, incapable de gouverner, d'une reine impudique, d'un vil favori sans mérite et sans talent et couvert du mépris public ? Et n'aurait-elle d'autre espérance que celle que peut faire naître un jeune prince qu'on ne connaît encore que par le mépris qu'a imprimé sur son front son souverain et son père ? » (2) Napoléon, en traçant l'esquisse de cette brochure, avait dit : « Qui dénouera ce nœud gordien et éclaircira cet horizon nébuleux qui plane sur l'Espagne ? » Les réponses à ces questions ne pouvaient faire de doute pour personne.

En même temps qu'il négociait avec les Bourbons d'Espagne la cession de la rive gauche de l'Èbre, l'empereur préparait donc en secret leur détronement. A son ordinaire, il faisait son plan de deux façons, son génie essentiellement militaire appliquant le précepte stratégique d'envisager toutes les hypothèses possibles et d'avoir des dispositions toutes prises pour tous les cas. — Mais dans la supposition où la seconde solution l'eût emporté, qu'eût-il fait du trône d'Espagne ? Ici, appuyée sur les remarques qui précèdent, une hypothèse de Frédéric Masson prend de la valeur et de l'intérêt : c'est celle de l'offre à Joseph. Depuis le départ de Joseph pour Naples, sa femme Julie faisait tout son possible pour ne pas l'y suivre ; Napoléon lui conseillait d'aller rejoindre son mari, mais sans lui en donner

(1) Napoléon à Champagny, 8 mars 1808 : dans FOURNIER, *Napoléon I.*, II, 373.

(2) Ces brochures ont été retrouvées par F. Masson et publiées en extraits par lui : *Napoléon et sa famille*, IV, 208-210. Il est probable qu'elles sont l'œuvre d'Esménard comme le rapport qui est à leur origine et comme celles qui lui furent commandées après Aranjuez.

l'ordre formel ; Joseph lui-même avait encore prié son frère, le 25 février 1808, de ne pas trop la presser. Or le 13 mars l'empereur ordonna à Julie, de façon catégorique, de partir sur-le-champ. F. Masson voit dans cet acte un mouvement de dépit, et il pense que Napoléon s'est ainsi vengé de ce que Joseph venait de refuser la couronne d'Espagne. Napoléon la lui aurait proposée le 20 février, jour où il nommait Murat son lieutenant en Espagne ; la réponse serait arrivée de Naples vers le 12 mars, négative, et l'ordre du 13 aurait été la réaction de l'empereur irrité (1). Fondée sur ce seul raisonnement, l'hypothèse paraît bien fragile. Mais étayée de tout ce qui vient d'être dit et qui prouve que Napoléon avait sur l'Espagne des vues mystérieuses et de redoutables projets, elle prend une tout autre force, et il semble bien qu'on puisse admettre qu'en même temps qu'il nouait la négociation sur la rive gauche de l'Èbre Napoléon a offert le trône d'Espagne à Joseph. Quant au refus de celui-ci, on verra bientôt qu'il explique également fort bien les événements ultérieurs.

Ces deux manœuvres menées côte à côte ne se contrariaient point. Si la première solution, celle de la négociation Izquierdo, l'emportait, nul ne saurait que Napoléon en avait envisagé une autre. Toutefois, la deuxième devait être la préférée, et si Joseph avait accepté l'empereur eût probablement désavoué Izquierdo, ce qui eût été facile, tout étant disposé pour cela. Alors, les préparatifs qui étaient prêts à appuyer la première manœuvre eussent servi à la seconde : les concentrations de troupes, l'inquiétude jetée parmi la cour d'Espagne. Comment le détronement des Bourbons se serait-il opéré en ce cas, il est difficile de le dire. On a souvent répété les assertions beaucoup plus catégoriques que fondées de Thiers sur le dessein qu'aurait conçu Napoléon d'amener la famille royale à s'enfuir comme avaient fait les Bragances, quitte à l'arrêter à Cadix ; mais rien ne vient à l'appui de cette hypothèse (2). Le projet qu'avait

(1) Sur Julie, cf. F. MASSON, *Napoléon et sa famille*, IV, 82, 88. Sur l'offre à Joseph, *ibid.*, 216. Toutes les autres hypothèses dont F. Masson entoure celle-ci paraissent des plus aventurées.

(2) THIERS (*Histoire de l'Empire*, I, 580-611, et surtout 608-611) note qu'à un moment Napoléon menait deux manœuvres : la négociation Izquierdo pour annexer la Haute-Espagne, et le détronement des Bourbons. Malheureusement, l'existence de la seconde reste chez lui une hypothèse toute gratuite, et il ne remarque pas qu'elle est abandonnée à partir du 12 mars. Quant à la première, il se contredit sur son compte de la plus surprenante façon. Un peu plus haut (p. 584), il a déclaré que depuis le 1^{er} février Napoléon était dans « l'impossibilité matérielle » d'offrir une épouse à Ferdinand : la seule candidate possible venait d'être éliminée en la personne de Charlotte qui, venue à Paris en janvier 1808 (elle y vint en 1810 !) en aurait été ren-

l'empereur de se rendre en Espagne, ses ordres d'envoyer au-devant de lui Ferdinand et Godoy laisseraient plutôt supposer que dès ce moment il songeait au scénario de Bayonne. Mais l'essentiel est de noter qu'en février Napoléon pensait, la chose est presque certaine, à détrôner les Bourbons d'Espagne. Les péripéties de mars allaient faire apparaître son projet au grand jour.

III

LES PÉRIPÉTIES DE MARS ET L'OFFRE A LOUIS

(27 mars 1808)

RALENTISSEMENT DE LA MANŒUVRE MILITAIRE. — La quinzaine qui s'étend du 10 au 25 mars 1808 présente avec la période précédente un contraste marqué. Napoléon, qui jusque là poussait sa manœuvre avec précision et vigueur, semble déconcerté, hésite, attend, et même recule. C'est que la situation militaire et la situation politique avaient évolué au début de mars, et dans un sens peu favorable à ses projets.

L'empereur, on l'a dit, ne faisait pas grand cas de l'armée espagnole, et il pensait d'autre part qu'un soulèvement populaire serait

voyée aussitôt (avant le mariage de M^{lle} Tascher, selon Thiers, donc avant le 1^{er} février 1808) ; Thiers conclut : « Napoléon n'avait plus le choix. Renverser les Bourbons pour leur substituer un membre de sa famille était la seule solution qui lui restait. » Mais alors comment Thiers peut-il prendre au sérieux la négociation Izquierdo ? — qui se noua près d'un mois plus tard et qui comportait le mariage de Ferdinand ? — Le reste de l'exposé est médiocre. La documentation, malgré ses prétentions, est insuffisante : Thiers a ignoré les dessous de l'affaire de l'Escorial, de la négociation sur Charlotte, les pamphlets, toutes les sources espagnoles. Les erreurs sont nombreuses : Thiers donne la sommation au Portugal (19 juillet) comme amenée par le bombardement de Copenhague (1^{er} septembre) ; il méconnaît le but de la grande lettre au tsar du 2 février, et le sens de la politique orientale de Napoléon ; il croit que Godoy a déclenché l'affaire de l'Escorial pour se faire nommer régent ; on a vu l'erreur sur le voyage de Charlotte, etc. Les hypothèses sans preuves, hasardeuses et contestables, abondent. Il faudrait par exemple une démonstration solide pour prouver que c'est Izquierdo qui a pris l'initiative de la négociation de février ; que Napoléon a fondé tout son plan sur l'idée de faire s'enfuir les Reyes ; que s'il l'avait voulu il lui aurait été « facile » d'empêcher leur fuite avec « un simple mouvement de cavalerie sur Aranjuez » (Comparer Napoléon à Murat, *après l'occupation de Madrid et d'Aranjuez*, le 6 avril, *Corr.*, 13.724 : « Vous dites que vous êtes maître de tout, et vous ne l'êtes pas du roi Charles ; car qu'est-ce qu'une brigade dans une ville comme Aranjuez ? ») On ne saurait soutenir sérieusement l'idée, qui dans le système de Thiers est la clef de voûte, que Napoléon comptait sur les 5 vaisseaux de Rosily pour empêcher les Reyes de fuir en Amérique. D'abord, Charles IV pouvait s'embarquer ailleurs qu'à Cadix. Ensuite, Gibraltar pouvait au pis aller offrir un asile. Enfin

vite réduit. Mais il était visible que dans le jeu délicat qu'il menait l'intervention subite et conjuguée de ces deux forces pouvait cependant être fort gênante : et c'est ce qui semblait à la veille de se produire. Le 17 février, Godoy, de plus en plus alarmé, avait envoyé aux troupes espagnoles de Portugal l'ordre de rentrer en Espagne : Solano devait se replier sur Badajoz, et Carrafa sur la Galice. Le premier seul put exécuter son mouvement, et il évacua les Algarves à la fin de février et au début de mars. Or Napoléon ne perdait pas de vue les forces espagnoles de Portugal : le 26 février il avait invité Junot à les surveiller, puis, le 6 mars, à constituer à Elvas un corps de 7.500 hommes environ, prêt à agir contre elles s'il le fallait. Le 7 mars, l'empereur apprit qu'elles entraient en mouvement et que Solano se dirigeait vers Madrid. Aussitôt, un courrier porta à Junot l'ordre de faire suivre Solano par le détachement d'Elvas, et le 9 Vandeuil partit pour Madrid afin d'inviter Beauharnais à demander des explications sur cette manœuvre insolite ; en même temps, Napoléon faisait prescrire à Murat de presser la marche sur Madrid. Quant à la division Carrafa qui pouvait déboucher de Galice, la masse défensive de trois divisions constituée le 9 entre Valladolid et Vitoria serait en état de lui faire face le cas échéant. Ce mouvement des troupes espagnoles ne pouvait donc en lui-même être très dangereux (1). De même, au simple point de vue militaire, la nouvelle envoyée par Murat les 3 et 4 mars que le gouverneur de Saint-

et surtout, Rosily à Cadix, loin d'être maître de la situation, était à la merci des 6 vaisseaux espagnols en rade, des forts et batteries, de l'escadre anglaise au besoin ; il ne le vit que trop bien en juin. Il est bien vrai que Decrès lui ordonna d'arrêter la fuite des Reyes (21 février) ; mais Napoléon n'eût jamais fondé toute sa politique sur la réussite de ce coup. D'ailleurs, cet ordre est conçu en termes qui donnent à penser : « Si la cour d'Espagne par des événements ou une folie qu'on ne peut guère prévoir voulait renouveler la scène de Lisbonne, opposez-vous à son départ ». On a bien plutôt l'impression par le reste des instructions que Decrès les donnait par acquit de conscience et était très inquiet (à juste titre) du sort de l'escadre en cas de rupture. C'est ainsi que Thiers sollicite les documents (cf. son interprétation des ordres à Murat du 23 mars) à l'usage de cette hypothèse rigide et déformante qui prête à Napoléon dès la mi-février, un choix définitif entre « les 3 plans » possibles (!). L'assurance de Thiers, qui indique « ce que Napoléon aurait eu de mieux à faire » et qui se permet cette phrase : « Je conclus donc qu'on n'en saura pas plus dans l'avenir et que la vérité est la suivante... » n'est pas faite pour relever la valeur scientifique de ces pages trop souvent reproduites et démarquées.

(1) ARTECHE, *Guerre de la Independencia* I, 252-255. GRASSET, I, 354-356, 395. Napoléon à Junot, 26 février, 6, 7 mars ; à Murat, le 7 ; à Champagny, le 9 : *Corr.*, 13.608, 13.624, 13.627 ; 13.626, 13.629 ; *Lettres inédites*, éd. Lecestre, 239. Champagny à Beauharnais, le 9 : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 318. Précisément, Beauharnais ce même jour avait prié Godoy de rappeler les généraux à l'obéissance qu'ils devaient à Junot : A. *Histórico N.*, c. 5218, d. Beauharnais. Murat n'avait connu ces mouvements espagnols que très tard : à Napoléon, 11, 12 mars ; à Moncey, le 11, etc. : *Lettres*, éd. Le Brethon, V, 329, 335, 332.

Sébastien avait ordre de repousser les Français par la force s'ils voulaient entrer dans la place n'était guère qu'un incident local (1). Mais ce qu'il y avait d'inquiétant dans ces affaires, c'était qu'un conflit avec l'armée espagnole pouvait provoquer un soulèvement de la population.

D'après les dépêches qu'au début de mars Napoléon recevait de toutes parts, les sentiments des Espagnols devenaient en effet de moins en moins rassurants. De Madrid, Beauharnais signalait depuis le début de février une désillusion de jour en jour croissante, et qui finissait par lui paraître dangereuse : la non-exécution du traité de Fontainebleau, le nombre excessif des troupes françaises et leur marche en avant continue, le mariage de M^{lle} Tascher et surtout les procédés déloyaux employés pour occuper Barcelone et Pampelune tournaient de plus en plus le public contre les Français (2). De sa deuxième mission en Espagne, Tournon envoyait les mêmes impressions : « On parle de fermentation à Madrid, notait-il dès Burgos, le 5 mars. Les visages sont plus rembrunis ici qu'à mon premier voyage. — J'ai trouvé de grands changements dans l'opinion, écrivait-il de Madrid le 9... Tout contribue à aigrir les esprits contre les Français... La nation espagnole est naturellement ombrageuse... — Les Espagnols ont un caractère noble et généreux, ajoutait-il le 16, mais qui tend à la férocité ; ils ne pourraient supporter d'être traités comme une nation conquise ; ... ils seraient capables des résolutions les plus courageuses et pourraient se porter aux plus grands excès » (3). A Barcelone, l'agent secret Blondel recueillait des renseignements analogues, que son inexpérience (il se qualifiait lui-même de « novice ») eût pu faire suspecter, mais qui étaient en parfait accord avec les dépêches de Duhesme (4). De Pampelune Merle signalait la propagande anti-française du clergé. Mouton donnait la même note pour la même région. Enfin, dans les lettres de Murat, il n'était pas difficile à Napoléon de démêler des avertissements analogues. Sans doute, le grand-duc de Berg ne s'exprimait pas clairement ; il voulait faire sa cour à l'empereur, et dans ce dessein il parlait volontiers des tendances séparatistes des provinces

(1) Murat à Napoléon, 3, 4 mars 1808 : *ibid.*, 309.

(2) A Champagny, 15, 16, 20, 21 février : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 213, 221, 223, 237,

244.

(3) A Napoléon, 5, 9, 11, 16 mars 1808 : A. N., AF IV 1680, 1^{er} d.

(4) Blondel à Champagny, 17 février, 1^{er} mars : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 226, 274.

(5) Sur ses rapports et ceux de Duhesme, GRASSET, I, 353, 403, 408, et CONARD, 46-48,

414.

basques ; un peu plus tard, il songea à lui-même, et traça alors des tableaux enchanteurs de l'accueil que ses troupes et lui recevaient des populations. Mais il ne pouvait se dispenser de signaler en même temps une agitation qui n'était guère en accord avec ces affirmations optimistes : « L'aide de camp... m'a dit... qu'il ne fallait pas trop se fier à cette apparente amitié, et qu'un rien pourrait amener un soulèvement général de toute la Navarre » (29 février). Il avait la ressource, il est vrai, d'attribuer l'excitation des esprits à son ami Godoy ; depuis son arrivée à Bayonne il le desservait de son mieux auprès de l'empereur, partie pour entrer dans les vues du maître, et partie peut-être un peu plus tard pour se faire place nette à lui-même le cas échéant ; il accusait donc Godoy de préparer le soulèvement de la Haute-Espagne, des Aragonais, du royaume entier. Mais comme par ailleurs il disait chaque jour que le favori était souverainement détesté de toute la nation, il était aisé à Napoléon de voir que la cause du malaise espagnol était plus profonde et plus inquiétante (1). D'ailleurs, presque tous les rapports contenaient une remarque qui les rendait moins rassurants encore : l'effet produit en Espagne par la nouvelle du conflit entre l'empereur et le pape. Napoléon avait bien prévu que l'impression en serait désastreuse, aussi avait-il prescrit à La Valette de surveiller les lettres venant de Rome à destination de la Péninsule (22 février). La nouvelle n'en avait pas moins percé, et Napoléon savait maintenant que tout le clergé espagnol (60.000 séculiers et 75.000 réguliers, d'après un rapport récent de Beauharnais) lui était hostile ou allait le devenir (2).

La situation se compliquait donc d'une façon que l'empereur, malgré son mépris pour les soulèvements populaires, pouvait regarder comme dangereuse : car son plan pour l'occupation militaire de l'Espagne n'était pas encore exécuté, Madrid n'était pas encore en son pouvoir. La prise de possession d'une grande ville est toujours

(1) GRASSET, I, 279, 384. Rapport de Darmagnac, 27 février ; Murat à Napoléon, *passim*, particulièrement les 27, 29, et 2, 7, 11, 12, 13, 14, 15, 16 mars, etc. : *Correspondance*, éd. Lumbruso, 169 ; *Lettres*, éd. Le Brethon, 298, 303, 320, 323, 335, 339, 341, 345, 350, etc.

(2) Napoléon à Lavalette, 22 février 1808 : *Lettres inédites*, éd. Brotonne, 252. « Aperçu sur l'Espagne » de Beauharnais à Champagny, 13 octobre 1807 : A. E., *Esp.*, v. 672, f. 149. Murat à Napoléon, 11 mars : *Lettres*, éd. Le Brethon, 326 ; GRASSET, I, 403. D'après Godoy (*Memorias*, V, 286), c'est par mer qu'arriva en Espagne, en grand secret, la nouvelle des événements de Rome. Noter que dès avant Aranjuez l'opinion parisienne commençait à redouter une explosion du fanatisme espagnol : rapport de Fiévée à Napoléon n° LV, FIÉVÉE, *Correspondance... avec Bonaparte*, II, 324.

chose délicate, et si cette ville est insurgée l'opération devient risquée : « On ne prend pas d'un coup de collier, dira plus tard Napoléon en parlant de Valence, une ville de 80 ou 100.000 âmes qui a barricadé ses rues, mis de l'artillerie à toutes les portes et dans toutes les maisons » (1). Or l'empereur devait d'autant plus tenir à éviter tout « coup de collier » qu'il savait combien ses troupes d'Espagne étaient médiocres.

Depuis janvier, les rapports de Mouton signalaient le mauvais état des unités : régiments hétérogènes, formés de compagnies disparates, sans esprit de corps ; officiers trop âgés ou trop jeunes, et en nombre insuffisant ; peu de valeur de la troupe, composée d'amnistiés, de Suisses qui désertaient, de recrues sans entraînement qui peuplaient les hôpitaux ; armement mauvais, faute d'armuriers ; habillement lamentable : dans le bataillon irlandais de Moncey, « 58 hommes sont sans pantalon ; tous ont heureusement des capotes qui les cachent » (2). Sitôt que Murat eut reçu les rapports de ses chefs de corps, au début de mars, il joignit ses doléances à celles de Mouton : manque de linge, de chaussures, de capotes, de bidons, de marmites, d'argent ; défaut de généraux, d'officiers d'état-major et de troupe ; cadres médiocres, soldats peu instruits ; administration défectueuse, besoin urgent de chefs de services. Murat réclamait donc avec instance du matériel, des fonds, des officiers : « Sans cela, disait-il, il est bien difficile de faire marcher la machine » (6 mars). « Je ne dois pas dissimuler à V. M., ajoutait-il, que nos jeunes gens ne sont pas trop en état, et qu'ils sont en général mal commandés, c'est-à-dire que la composition des officiers est généralement mauvaise » (12 mars) (3).

Au début, Napoléon s'était peu soucié de cette situation, et le 22 février encore il recommandait à Eugène de ne pas envoyer dans la Péninsule les hommes entraînés et instruits qui revenaient de la Grande Armée : « Comme ils sont d'ailleurs plus faits à la guerre, ils peuvent servir dans d'autres circonstances. » Mais il allait changer

(1) A Savary, 13 juillet 1808 : *Corr.*, 14.192.

(2) Rapports de Mouton, spécialement 27 janvier, 24 février 1808 : A. N., AF IV 1680, 1^{er} d. GRASSET, I, 267-270 etc. Les Suisses avaient déjà 41 déserteurs avant la fin de février : Beauharnais à Godoy et réponse, 1^{er} mars : *A. Histórico N., Estado*, c. 5218, d. Beauharnais. A Madrid seulement, au 1^{er} avril, il y avait 1.100 hommes aux hôpitaux : le marquis de las Hormeras, directeur des hôpitaux, à Cevallos, 1^{er} avril : *ibid.*, c. 2832.

(3) Murat à Napoléon, 3, 4, 6, 7, 11, 12, 14 mars : *Lettres*, éd. Le Brethon, 306, 311, 317, 320, 324, 335, 344. On a souvent signalé l'impression défavorable que firent sur les Espagnols des troupes aussi peu brillantes.

bien vite d'avis, puisque cinq mois après il écrivait à Louis : « Il faut m'envoyer de vieux soldats, car je n'ai du côté de l'Espagne que trop de conscrits » (1). Or cette évolution semble avoir commencé avec les lettres de Murat, au début de mars. On voit à ce moment l'empereur prendre d'urgence des mesures pour remédier à la situation. Il presse l'expédition à Duhesme de fonds pour la solde, il lui affecte en hâte des officiers d'artillerie et du génie, il dirige sur le quartier général de Murat tous les généraux et officiers d'état-major se trouvant à Burgos, il lui envoie sans perdre un instant un payeur du Trésor avec trois millions, il fait préparer un décret pour le paiement des masses aux régiments provisoires (2). C'est qu'il lui paraît d'autant plus indispensable de mettre en état ses troupes d'Espagne qu'il commence d'autre part à s'alarmer sérieusement des nouvelles qui lui parviennent sur un soulèvement possible de la population.

Là aussi, il a affecté au début de ne pas s'inquiéter. Du côté de Pampeluné, assure-t-il le 5 mars encore, « tout est parfaitement tranquille », et quant à la Catalogne il écrivait le 2 : « Il n'y a aucun mécontentement à Barcelone ; le général Duhesme est une commère... D'ailleurs, on est parfaitement disposé, et quand on a la citadelle, on a tout » (3). Mais le 7, au moment où il s'apprête à déclencher la marche sur Madrid, il apprend en outre les mouvements des troupes espagnoles. A cette nouvelle, il envisage sans doute la possibilité d'une action commune de l'armée et de la population, laquelle pourrait être très gênante, du moins tant que Murat n'aura pas occupé Madrid. Aussi, à partir du 8, on le voit multiplier des recommandations d'un genre tout nouveau, et prescrire de faire tout le possible pour calmer les esprits. Il faut « que le soldat ait toujours le gousset garni pendant sa marche, parce qu'alors il ne pillera pas, et achètera les objets dont il aura besoin. » La solde devra donc être payée dans les corps avec ponctualité et l'on accordera une indemnité de perte au change. Il importe d'ôter tout prétexte de maraude : le ravitaillement doit donc être assuré avec le plus grand soin. La discipline de marche sera rigoureusement observée. On invitera les troupes « à avoir les plus grands égards pour le peuple espagnol, estimable à

(1) A Eugène, 22 février, dans EUGÈNE, *Mémoires*, éd. Du Casse, IV, 75. A Louis, 17 août 1808, dans ROCQUAIN, *Napoléon et le roi Louis*, 17.

(2) A Murat et Clarke, 8, 10 mars : *Corr.*, 13.628, 13.635. Sur la demande de Murat, Napoléon fit également mettre en état la route de Bordeaux à Bayonne : à Montalivet, directeur général des Ponts et Chaussées, *ibid.*, 13.640.

(3) A Clarke, 5 mars : *Dernières lettres inédites*, éd. Brotonne, 654. A Murat, le 2 : GRASSET, I, 409.

tant de titres. » D'un autre côté, on déclarera aux provinces où séjournent les Français que toutes les avances qu'elles font leur seront exactement remboursées, et on les assurera des dispositions bienveillantes de l'empereur, « qui a tant d'estime et d'amitié pour les Espagnols, et qui a tant à cœur de contribuer au bien de ce pays. » Duhesme est chargé d'annoncer aux habitants et aux autorités de Barcelone que l'ordre est donné d'envoyer du blé de France en Catalogne, que l'empereur permettra l'exportation de tout le grain nécessaire au pays ; il est invité à restituer au plus vite les 100.000 francs que lui a prêtés le capitaine-général, à faire observer par ses Napolitains la plus stricte discipline et à répandre le bruit que Napoléon va venir en personne s'enquérir des besoins de la province (1). De France, des renforts sont dirigés en toute hâte vers la Catalogne. Dès le 21 février, Napoléon a fait préparer une deuxième division pour aller y rejoindre celle de Duhesme : le 20 mars, ordre est donné à ces troupes, qui venaient d'Italie, de doubler les étapes pour arriver à Barcelone dès le 5 avril ; des dispositions maladroitement de Dejean, à la suite desquelles les stocks de souliers ne pourront être constitués à Perpignan que le 8 avril, lui attirent des reproches violents de l'empereur (2). Un chef de marque, Bessières, est donné aux corps de Haute-Espagne, avec mission de maintenir la tranquillité dans le pays et de surveiller les forces espagnoles de Galice (19 mars). Murat est invité à tout faire pour ne pas provoquer d'hostilités avant d'entrer à Madrid, à se tenir en liaison étroite avec Dupont : « Il ne faut pas rester à découvert, exposer les communications à être interceptées, les malades à être menacés dans les hôpitaux, ce qui mettrait toute la population en mouvement. » Bref, une appréhension véritable se fait jour chez Napoléon ; son mot à Murat est significatif : « *Il serait dangereux de trop effaroucher ces gens-là* » (3).

Ainsi, sur le terrain militaire, on voit l'empereur ralentir, manœuvrer, temporiser, — et cela de bonne heure, dès le 7 mars. Le trône

(1) A Murat, 8, 9, 14, 19 mars ; à Clarke, le 10 ; à Cretet (pour l'exportation du blé en Catalogne), le 11 : *Corr.*, 13.628, 13.632, 13.652, 13.664, 13.635, 13.638. Murat à Napoléon, proposant l'envoi de blé en Catalogne, le 7 : *Lettres*, éd. Le Brethon, V, 319. Proclamation de Murat aux troupes, dans le sens indiqué, le 8 : *Correspondance*, éd. Lumbroso, 187. GRASSET, I, 410.

(2) GRASSET, I, 412. Napoléon à Dejean, 19 mars 1808 : *Corr.*, 13.662.

(3) A Murat, 14, 16 mars ; à Berthier, le 19 : *Corr.*, 13.652, 13.656, 13.663. Noter que les forces françaises en Espagne n'étaient pas si imposantes qu'on le dit souvent : d'après un état de Belliard du 31 mars (reproduit partiellement dans GRASSET, I, 465) elles ne dépassaient pas 53.475 hommes. Même en comptant le corps de Junot, on est loin des 120.000 hommes que Napoléon, avec l'exagération habituelle de ses calculs d'effectifs, disait avoir en Espagne le 16 mars (à Louis, *Corr.*, 13.658).

d'Espagne apparaissait comme moins facile à ébranler qu'il n'avait cru tout d'abord. A n'en pas douter, cette situation nouvelle ne fut pas sans influer sur son action politique, qu'à partir du 12 on voit, elle aussi, devenir prudente, presque hésitante, changer de caractère, et aussi changer de sens.

ÉVOLUTION DE LA MANŒUVRE POLITIQUE. — On sait que depuis le milieu de février Napoléon a tout fait pour inquiéter et effrayer personnellement les souverains espagnols et leur favori. Or, tout d'un coup, à partir du 14 mars, on le voit qui ordonne à Murat de les tranquilliser : « Tâchez d'être le plus rassurant possible... — Continuez à tenir de bons propos. Rassurez le roi, le prince de la Paix, le prince des Asturies, la reine... Si la cour est à Aranjuez, vous l'y laisserez tranquille et vous lui montrerez de bons sentiments d'amitié ; si elle s'est retirée à Séville, vous l'y laisserez également tranquille. Vous enverrez des aides de camp au prince de la Paix pour lui dire qu'il a mal fait d'éviter les troupes françaises... que le roi d'Espagne n'a rien à craindre de nos troupes » (1). Ce changement d'attitude est d'autant plus étonnant qu'à ce moment même Napoléon a contre le gouvernement espagnol un nouveau motif d'irritation fort grave : l'escadre de Carthagène, sortie le 10 février à destination de Toulon, s'est arrêtée aux Baléares sous prétexte d'avaries ; les plans maritimes de l'empereur en sont déconcertés ; Valdés, dira-t-il plus tard, « m'a fait manquer une expédition, et c'est une des causes du plus grand mécontentement que j'aie eu contre l'Espagne » (2). Pourtant Napoléon ne souffle pas un mot de cet incident qui eût été si aigrement exploité un mois plus tôt. Il donne au contraire à Murat des assurances pacifiques : « Pendant ce temps, mes différends s'arrangeront avec la cour d'Espagne. J'espère que la guerre n'aura pas lieu, ce que j'ai fort à cœur. Si je prends tant de précautions, c'est que mon habitude est de ne rien livrer au ha-

(1) A Murat, 14, 16, 23 mars : *Corr.*, 13.652, 13.656, 13.675. Napoléon a bien ordonné déjà le 9 (*Corr.*, 13.632) de rassurer Godoy et Charles IV ; mais ce n'était sans doute que pour favoriser l'exécution du plan qu'il expose dans la même lettre : envoyer vers la frontière française Godoy, Ferdinand et même les souverains si possible.

(2) A Murat, 15 mai : *Corr.*, 13.895. Le 5 mars (*Corr.*, 13.622), Napoléon ignorait encore la défection de Valdés. Godoy prétend (*Memorias*, V, 308) avoir donné à Valdés l'ordre secret de s'arrêter aux Baléares ; ce n'est pas impossible.

sard... Je veux rester ami avec l'Espagne et remplir mon but politique sans hostilités... J'espère que tout peut s'arranger... » (1) Ce ton est si différent de celui dont Napoléon usait encore dans la première dizaine de mars qu'une question vient à l'esprit : si l'empereur renonce à créer chez les *Reyes* l'intimidation, l'épouvante, la panique, ne serait-ce pas qu'il aurait renoncé aussi, provisoirement du moins, à celle de ses deux manœuvres qui reposait essentiellement sur l'affolement des souverains, à la manœuvre du détronement ?

Ce premier symptôme est faible encore, mais d'autres viennent le confirmer. Pourquoi, le 14 mars, Napoléon abandonne-t-il tout à coup ce projet de voyage en Espagne qu'il envisageait sérieusement quelques jours auparavant ? On ne saurait guère trouver à cette détermination de motif bien plausible, et celui que l'empereur donna à Murat, l'expédition contre la Suède et les affaires du Nord, ne peut être retenu un instant. On se trouve donc amené à se demander si la raison n'en serait pas que le but désormais poursuivi ne vaut plus la peine que Napoléon donne de sa personne. Il l'eût fait pour mettre Joseph sur le trône des Bourbons : s'il renonce au voyage, c'est probablement que cette manœuvre est arrêtée, du moins provisoirement (2). Enfin, il est un fait qui confirme ces indices de façon indéniable, et qui prouverait à lui seul que le projet de détronement est écarté pour l'instant : c'est le contre-ordre que donne l'empereur au sujet des brochures anti-bourboniennes qu'il a récemment fait composer, de la *Notice sur l'affaire du prince des Asturies* et du *Précis sur les divers événements de la cour de Madrid*. On se rappelle que Napoléon voulait avoir ces pamphlets pour le 10 mars, avec l'intention de les faire imprimer sitôt qu'il les aurait approuvés. Ils furent en effet composés dans l'imprimerie du *Moniteur*, vers le 11 probablement. Or, ils ne furent jamais tirés ni publiés, et il n'en existe qu'un exemplaire, en épreuves (3). — Ainsi, vers le 11 ou le 12 mars, l'empereur suspend sa manœuvre secrète, celle qui vise au détronement des Bourbons. Du coup, l'autre manœuvre, celle qui se mène ouvertement et par des pourparlers avoués avec les *Reyes*, la négociation sur la rive gauche de l'Èbre, passe au premier plan : le regain d'activité qu'éprouve alors la diplomatie officielle marque aussitôt de façon bien nette ce changement d'orientation.

Le 14 mars, ordre est donné à Murat de transmettre à Paris « tou-

tes les propositions directes ou indirectes » que pourrait faire le gouvernement espagnol. Puis Napoléon fait avertir la cour de Madrid qu'il retarde de quelques jours son voyage en Espagne, ce qui est lui donner à entendre qu'il renonce pour le moment à négocier directement avec Charles IV, et qu'on en revient aux intermédiaires et représentants officiels. En même temps, l'empereur se préoccupe d'avoir à Madrid un diplomate sérieux, auquel il puisse confier des négociations délicates, Beauharnais étant évidemment trop compromis et trop insuffisant ; le 24 mars donc, La Forest est averti qu'il va partir pour l'Espagne, où il aurait été envoyé dès octobre 1807 sans l'affaire de l'Escorial. « C'est un homme de mérite, écrit Napoléon à son lieutenant-général, et qui est propre à tout. » A vrai dire, l'ordre impérial du 25 mars ne fait que l'attacher à Murat, et « sans titre », mais il est évident que de ce jour il est le véritable ambassadeur de France (1). L'empereur prend ainsi ses précautions pour le cas où le débat sur la rive gauche de l'Èbre exigerait une action diplomatique sérieuse à Madrid. Toutefois, ce n'est là qu'excès de prudence, car le débat en question se poursuit à ce moment même à Paris, entre Talleyrand et Izquierdo. Depuis que la manœuvre anti-bourbonienne est arrêtée, toute l'attention de l'empereur se reporte visiblement sur cette négociation : « J'attends d'un moment à l'autre, a-t-il dit le 19 mars, l'arrivée de Tournon et d'Izquierdo pour savoir le parti à prendre pour arranger les affaires » (2). Et lorsqu'Izquierdo est de retour de Madrid, le sérieux avec lequel l'empereur fait pousser les pourparlers montre bien qu'ils constituent désormais sa préoccupation essentielle.

A la suite de son entrevue avec Duroc et Talleyrand, Izquierdo avait quitté Paris le 26 février. Il passa à Bayonne le 1^{er} mars au soir, très pressé et, prétend Murat, paraissant « fort alarmé ». Il entra à Madrid le samedi 5 mars à la nuit, et eut sur-le-champ avec Godoy une conférence qui dura deux heures (3). Le lendemain, vers six heures du soir, tous deux arrivèrent à Aranjuez, et sitôt la reine de retour de sa promenade ils se rendirent au palais où ils s'entreten-

(1) A Murat, 14, 25 mars : *Corr.*, 13.652, 13.682. Sur La Forest, MURAT, *Lettres*, éd. Le Brethon, V, 446 (note) ; Napoléon à Champagny, 25 mars : *Lettres inédites*, éd. Lecestre, 153 ; à Murat, le 27 : *Corr.*, 13.695.

(2) A Murat, 19 mars 1808 : *Corr.*, 13.664.

(3) Masserano à Cevallos, 27 février. *A. Histórico N., Estado*, c. 3976. Murat à Napoléon, le 29 (Izquierdo aurait demandé à Frias, qui rentrait en France, de l'attendre à Bayonne), et 2 mars : *Lettres*, éd. Le Brethon, V, 298, 303. Beauharnais à Champagny, 11 mars 1808 : *A. E., Esp.*, v. 673, f. 327.

(1) A Murat, 14, 16 mars 1808 : *Corr.*, 13.652, 13.656.

(2) A Murat, 14, 23, 25 mars 1808 : *Corr.*, 13.652, 13.675, 13.682.

(3) F. MASSON, *Napoléon et sa famille*, IV, 208-210.

rent avec les *Reyes* pendant deux heures ; les courtisans remarquèrent la distinction avec laquelle le prince de la Paix traitait son agent, lui donnant toujours sa droite. Les jours qui suivirent, Izquierdo demeura à Aranjuez, où il était l'objet d'une curiosité inquiète ; on disait que son appartement était rempli de papiers, auprès desquels on plaçait un homme de garde sitôt qu'il s'absentait ; Godoy continuait à lui témoigner les attentions les plus flatteuses, et le logeait dans son propre palais ; le 7, on nota qu'il reçut à sa table, en même temps que lui, le ministre des finances, Soler (1). Le 11 enfin, à dix heures du matin, Izquierdo quitta le *sitio*, et il arriva à Paris le 19 à la pointe du jour (2).

Quelle réponse apportait-il à Napoléon ? Il est certain que sa mission avait causé à la cour une vive émotion. Il se peut bien, comme le prétend Godoy, qu'Izquierdo ait en partie percé le double jeu de Napoléon à la fin de février et que ses commentaires aient été peu rassurants, mais le memorandum en dix-huit points qu'il apportait était suffisamment inquiétant en lui-même. Les efforts répétés qu'il fit pour tirer quelques éclaircissements de Tournon, qui se trouvait à Madrid en même temps que lui, témoignent de son trouble, et celui du favori apparaissait à tous les yeux (3). La cour espagnole n'était donc pas dans des dispositions à opposer aux demandes de Napoléon un refus pur et simple, et le contre-projet qu'elle confia à Izquierdo, et qu'on peut reconstituer par les pourparlers qui suivirent, comportait de larges concessions.

Dans les conférences qu'il eut avec Duroc et Talleyrand dès son retour à Paris (4), Izquierdo présenta quelques demandes et exi-

(1) Rapport d'Aranjuez à Beauharnais, anonyme et s. d. ; Beauharnais à Champagny, 9, 11 mars : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 482, 314, 327. Tournon à Napoléon, le 9 : A. N., AF IV 1680, 1^{er} d.

(2) Tournon à Napoléon, 16 mars : *ibid.* Beauharnais à Champagny, le 12 : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 330. Masserano à Cevallos, le 19 : A. *Histórico N., Estado*, c. 3976.

(3) Tournon était arrivé à Madrid dans la nuit du 7 au 8 mars, et le 8, dans une audience spéciale, il avait remis à Charles IV la lettre de Napoléon du 25 février. Izquierdo eut avec lui de nombreuses conférences, dont la dernière, avant son départ, se prolongea jusqu'à 2 h. 1/2 du matin ; il eût même voulu faire avec lui le voyage de retour. — GODOY, *Memorias*, V, 319. Tournon à Napoléon, 9, 16 mars : A. N., AF IV 1680. Beauharnais à Champagny, 9, 11, 12 mars : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 314, 327, 333. Sur l'effroi jeté à la cour par Izquierdo, témoignages de Cevallos (*Exposición...*, 11) et de Toreno (*Historia del levantamiento...* I, 54) : de première et deuxième main, mais partiels et exagérés. En passant à Bayonne, Izquierdo aurait confié à un cousin de Bastarèche « que la cosa estaba perdida, y que los franceses le han engañado » : La Buria à Godoy, 17 mars, A. *Histórico N.*, c. 3976 ; mais ce témoignage est trop indirect et peu sûr.

(4) Ces conférences sont connues par deux comptes-rendus qu'en firent Talleyrand à l'empereur et Izquierdo à Godoy, les 23 et 24 mars. Le premier a été publié

gences de forme. Il réclama pour son souverain le titre d'empereur des Amériques qu'en 1806 et 1807 on avait déjà convenu de lui donner ; à n'en pas douter, cette idée venait de Charles IV, qui jusqu'à la fin a attaché plus d'importance à ces satisfactions d'étiquette qu'aux plus graves concessions ; elle fut acceptée sans difficulté. De même, les « formes d'égalité » qu'on convint d'observer dans le nouveau traité d'alliance offensive et défensive parurent suffire à apaiser la susceptibilité patriotique d'Izquierdo : on avait évidemment décidé à Aranjuez d'exiger ces égards de protocole. Il est certain également que les *Reyes* avaient autorisé leur représentant à faire des concessions sur le chapitre du traité de commerce : malgré l'étonnement qu'il affecta quand Talleyrand lui dit clairement la chose, Izquierdo avait sûrement compris dès le début qu'il s'agissait d'admettre les Français dans les colonies espagnoles, et il n'aurait pas cédé si vite s'il n'avait été certain d'être approuvé ; son unique réserve fut que les Français pourraient commercer en Amérique, mais non s'y établir. Une question délicate était celle du mariage de Ferdinand. D'après le compte-rendu qu'Izquierdo fit à son maître, Duroc et Talleyrand avaient ordre de « fixer une fois pour toutes la succession au trône d'Espagne ». On sait par le memorandum du 24 février ce qu'ils entendaient par là : Ferdinand devait faire acte de soumission complète à son père s'il voulait obtenir la main d'une princesse impériale. La chose convenait trop bien aux *Reyes* et à Godoy pour qu'il y eût sur ce point une longue discussion, et Izquierdo écrivit à Aranjuez, sans préciser toutefois, qu'on était arrivé à un accord. Il ajoute à ce sujet que conformément aux instructions du roi il avait combattu certaines calomnies courantes en France : il faut entendre probablement qu'il avait été chargé de défendre Godoy contre ceux qui à Paris l'accusaient d'aspirer au trône (1).

Restait la grande question, celle de la rive gauche de l'Èbre. Là,

par P. CONARD, *Napoléon et la Catalogne*, 432. Le second, arrivé à Aranjuez après la chute de Godoy, tomba aux mains des ennemis du favori ; il fut divulgué rapidement par Azanza (La Forest à Champagny, 12 novembre 1809 : *Correspondance*, éd. Geoffroy de Grandmaison, III, 78), puis par Escoiquiz, et reproduit depuis par Nellerro, Pradt, Toreno, etc.

(1) Godoy (*Memorias*, V, 372) dément formellement qu'Izquierdo ait été chargé de l'innocenter : c'est au contraire Ferdinand que le roi aurait recommandé de blanchir aux yeux de l'opinion française. Pourtant lui-même déclare (*ibid.*, p. 327 n.) que celle-ci était en général favorable au prince héritier. Izquierdo, avant de quitter Madrid, aurait déclaré qu'il était chargé de plaider la cause de Godoy et de dénigrer Ferdinand, ce qui est beaucoup plus vraisemblable : Beauharnais à Champagny, 12 mars, A. E., *Esp.*, v. 673, f. 330. — Il est possible que Charles IV ait eu l'intention

la cour d'Espagne ne pouvait guère se soumettre. La compensation que Napoléon lui offrait en Portugal était vraiment trop illusoire ; les propres ministres de Joseph surent lui dire, lorsqu'en 1809 il fut de nouveau question de ce troc, « qu'il n'y aurait plus de monarchie s'il n'y avait plus de frontière ; que l'incorporation du Portugal achèverait de paralyser la puissance espagnole, en la tenant dans l'inquiétude continuelle d'un déchirement tôt ou tard inévitable ; qu'enfin le roi d'Espagne deviendrait, dans le fait, un vice-roi soumis à toutes les volontés de la France, s'il consentait jamais à se laisser à la fois couper un bras et attacher à l'autre un poids énorme » (1). Par ailleurs, il est probable que Charles IV ne se reconnaissait moralement pas le droit de livrer à la France des provinces qui répugnaient profondément à cette annexion. Izquierdo fit valoir toutes ces raisons, et en fin de compte il sortit son contre-projet : la rive gauche de l'Èbre pourrait être érigée en un nouveau royaume — la vice-royauté d'Ibérie — qui garderait ses lois, ses privilèges, et qui aurait à sa tête le petit roi d'Étrurie. Cette idée d'un état-tampon n'était pas maladroite, puisque l'exigence de Napoléon se fondait sur la nécessité de garantir la France contre l'Espagne et réciproquement. Elle est peut-être venue d'Izquierdo ; en tout cas, elle avait circulé à Paris en 1806 et 1807, et déjà l'on y donnait le même nom à cet état. Quant à la proposition de placer sur ce nouveau trône le jeune infant expulsé de Toscane, on peut croire Godoy quand il raconte comment dans les conseils d'Aranjuez elle fut faite par Marie-Louise d'Étrurie (2).

Izquierdo est fort réservé sur l'accueil que reçut ce contre-projet. Il n'est pas malaisé de deviner que Talleyrand et Duroc ne vou-

d'abdiquer au profit de Ferdinand sitôt que celui-ci serait marié avec une princesse française, comme il le dit à Monthion après Aranjuez : Monthion à Napoléon, 23 mars 1808, A. N., AF IV, 1680, 7^e d.

(1) La Forest à Champagny, 9 novembre 1809, *Correspondance*, éd. Geoffroy de Grandmaison, III, 71.

(2) Godoy, *Memorias*, V, 330. Godoy ajoute que sur la demande du roi il se chargea de faire lui-même cette proposition dans une lettre à l'empereur, mais que réflexion faite, il envoya à la poursuite d'Izquierdo un courrier qui lui reprit cette lettre. Effectivement, Godoy expédia bien un courrier, 7 heures après le départ d'Izquierdo, et celui-ci, rejoint à Miranda de Ebro, rendit bien la lettre destinée à Napoléon (Beauharnais et Tournon à Napoléon, 12, 16 mars : A. N., AF IV, 1680, 1^{er} d. ; Godoy à Izquierdo, le 11, et Izquierdo à Cevallos, 10 avril, dans NELLERTO, *Memorias*, III, 62, 66). Izquierdo affirma bien à Talleyrand que cette lettre ne contenait pas d'autres propositions que celles qu'il venait de faire (CONARD, 433). Pourtant il est surprenant qu'ayant ainsi reçu un contre-ordre formel sur le projet d'état-tampon, Izquierdo l'ait aussi délibérément méconnu ; le contre-ordre devait porter sur autre chose.

lurent rien entendre, et d'après le rapport que le premier adressa à l'empereur le 23 mars il ne semble même pas que le négociateur espagnol ait très énergiquement soutenu son point de vue. D'ailleurs les représentants de Napoléon avaient pour eux des arguments irrésistibles : « La présence en Espagne de plusieurs corps de troupes françaises est un fait, expliquait Izquierdo à son maître le 24 ; *les résultats que peut amener cette présence* sont du domaine de l'avenir. Un arrangement entre les gouvernements français et espagnol, satisfaisant pour tous deux, *peut arrêter la marche des événements...* » Mais cet arrangement, Izquierdo en convenait lui-même, ne pourrait guère être obtenu qu'en acceptant les bases françaises (1). C'est donc avec une assurance assez fondée que Talleyrand déclarait à l'empereur : « Mon opinion est que, si cela convenait à V. M., on l'amènerait [Izquierdo], cependant avec un peu de peine, à signer. »

Vers le 20 mars donc, la solution de l'annexion des provinces septentrionales semble l'emporter sur celle du détronement des Bourbons, qui vers le 8 encore était la solution favorite. A ce revirement politique, marqué à la fois par l'adoucissement subit du ton de l'empereur, par la renonciation au projet de voyage en Espagne, par la mise au rebut des pamphlets anti-bourboniens, par l'importance que prend tout à coup la négociation Izquierdo, on peut facilement trouver une première explication : Napoléon, comme on l'a vu plus haut, a craint vers le milieu de mars un soulèvement de l'Espagne, et il s'est rendu compte au même moment que sa situation militaire dans la Péninsule était moins forte qu'il ne croyait. Toutefois, ces raisons eussent-elles suffi à elles seules à le faire renoncer à sa solution préférée, à le rejeter vers cette deuxième combinaison, l'annexion des provinces septentrionales, qui ne lui donnait même pas tous les avantages qu'il avait espérés lorsqu'en octobre 1807 il amorçait sa double manœuvre espagnole ? Ce n'est pas impossible, mais ce serait assez étonnant, et l'on peut croire qu'un obstacle plus sérieux a dû se dresser devant lui. Or, sur la nature de cet obstacle, une hypothèse qu'on a déjà rencontrée semble une fois de plus cadrer avec les faits : celle qu'émet Frédéric Masson quand, s'appuyant sur d'autres indices, il avance que vers le 12 mars Napoléon a dû recevoir la lettre par laquelle Joseph refusait le trône d'Espagne.

(1) Godoy donne quelques détails qui ne sont pas invraisemblables sur les menaces dont Talleyrand et Duroc usèrent à l'égard d'Izquierdo : annonce que Napoléon allait « se fâcher pour de bon », forme d'ultimatum donnée aux conditions qu'Izquierdo transmit le 24, etc. : *Memorias*, V, 368.

Ainsi privé du candidat auquel il avait songé, ainsi obligé de revenir à la seconde combinaison, celle de la marche frontière de l'Èbre, Napoléon acceptait-il cette solution de façon définitive et sans arrière-pensée ? C'est peu probable. Les obstacles qu'il venait de rencontrer n'étaient que provisoires : une fois Madrid occupé, les renforts arrivés, les troupes mieux organisées, il pourrait briser toute tentative de soulèvement national ; et si Joseph s'était dérobé, d'autres seraient moins difficiles que lui. On peut donc supposer que même à la fin de mars Napoléon considérait encore la négociation Izquierdo comme un pis aller et qu'au fond de lui-même il rêvait de revenir à son premier projet. Que Talleyrand ne discutât encore avec Izquierdo que *sub spe ratificationis*, qu'il sût que l'empereur n'était pas fermement décidé, cela peut se déduire valablement de sa phrase : « *Si cela convenait à Votre Majesté, on l'engagerait [Izquierdo]... à signer...* » Que Napoléon n'abandonnât pas entièrement son projet de voyage en Espagne, cette idée d'une entrevue avec les *Reyes* qui semble avoir été à la base de son plan de détronement, cela peut se conclure du soin avec lequel il faisait interroger Izquierdo sur l'intention qu'avait la cour de se retirer à Séville (1). Qu'il préférât toujours l'implantation de sa dynastie en Espagne à l'annexion des provinces septentrionales, cela résulte avec évidence de l'empressement avec lequel il saisit l'occasion qui tout à coup s'offrit à lui : une émeute venait d'éclater à Aranjuez, et le trône d'Espagne était libre.

LE MOTÍN D'ARANJUEZ. — Février et les premières semaines de mars n'avaient fait qu'accroître à Madrid la surexcitation des esprits. Par une contradiction singulière, on devenait plus hostile à la fois aux Français, dont l'attitude inquiétait toujours davantage, et à Godoy qu'ils venaient, disait-on, renverser. Aussi, à mesure que les troupes impériales approchaient on s'alarmait, on s'irritait, mais en même temps on se réjouissait des angoisses que devait

(1) Godoy prétend (*Memorias*, V, 323) que Charles IV avait chargé Izquierdo d'annoncer qu'il se retirerait en Andalousie. Tout au contraire, Izquierdo (à Godoy, 24 mars) fit tout son possible pour persuader que le roi, confiant dans la loyauté de Napoléon, resterait à Aranjuez.

éprouver le prince de la Paix. Les bruits les plus bizarres circulaient sur le trouble du favori : on avait trouvé à Lisbonne, dans le canot d'une frégate britannique, toute sa correspondance avec les Anglais ; il s'apprêtait à fuir ; il avait dit : « Les Français croient m'attraper, mais on verra qui sera le plus fin » ; il mettait ses richesses en sûreté, il se procurait des lettres de change, il faisait fondre des lingots d'or, il expédiait des convois d'argent au Ferrol, etc. Les pamphlets, les chansons pleuvaient sur lui (1). C'était un véritable déchaînement populaire, qui était fort peu rassurant pour Godoy. L'attitude des Français l'était moins encore. Murat ne répondait pas à ses lettres, lançait un ordre du jour menaçant et marchait sur Madrid (2). Beauharnais, remis de son alerte de l'Escorial, recommençait à s'agiter et à intriguer. Il se mêlait de l'expédition de Portugal, donnait des conseils à Junot d'un air protecteur, lui proposait de ruiner le moral de l'Angleterre en arrachant les vignes qui produisent le vin de Porto, et surtout se mettait de nouveau, avec une imprudence qui écartait de lui ses collègues du corps diplomatique, à intervenir dans les affaires de la famille royale et à grouper autour de lui les ennemis du favori. Il a souvent été accusé, par Godoy en particulier, d'avoir machiné l'émeute d'Aranjuez : les preuves font défaut, mais le fait n'a rien d'in vraisemblable (3).

Le prince de la Paix avait donc tout lieu d'être très inquiet, et il cachait mal son trouble (4). Une ressource restait cependant, qui pouvait permettre de gagner du temps, d'échapper à l'emprise immédiate et brutale des troupes françaises et peut-être même plus

(1) Beauharnais à Champagny, 10, 12, 15, 16, 20 février ; Henry au roi de Prusse, 7 mars, 4 avril : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 165, 207, 213, 221, 237, 301 ; A. N., AF IV 1691.

(2) Murat à Moncey, 15 mars ; à Napoléon, 2 mars (« Je n'ai pas cru devoir répondre à deux lettres particulières reçues du Prince de la Paix », 15, 26 mars (« J'ai vu le secrétaire du prince de la Paix qui m'a dit m'avoir écrit 10 lettres de suite... ; *pas une ne m'est parvenue* ») : *Lettres*, éd. Le Brethon, V, 344, 348 ; 305, 346, 391

(3) Beauharnais à Junot, 22 décembre, 6 janvier 1808 ; à Champagny, 11 mars ; Verhuell, ministre de Hollande à Madrid, au maréchal de Kinsbergen, chambellan de Louis, 28 avril : A. E., *Port.*, v. 10 supplément, f. 315 ; v. 127, f. 6 ; *Esp.*, v. 673, f. 327 ; v. 674, f. 166. Junot à Beauharnais, 23 février : *A. Histórico N.*, c. 5240, n° 7. Murat ne cacha pas à l'empereur, les 19 mars et 6 avril (*Lettres*, éd. Le Brethon, V, 359, 433), qu'il croyait à la complicité de Beauharnais dans l'émeute d'Aranjuez ; il déclara plus tard à lord Holland qu'il en était toujours resté convaincu : LORD HOLLAND, *Souvenirs des Cours*, 98.

(4) On a souvent cité la phrase de Godoy à deux religieux (rapportée par ALCALÁ GALLIANO, *Memorias*, 144) : « Avec toutes ces histoires, j'en suis à désirer me mettre sur le dos, non pas un habit comme le vôtre, mais un sac, et m'en aller dans un coin. » A son habitude cependant, il cachait souvent ses craintes par des fanfaronnades : Beauharnais à Napoléon, 25 février, A. N., AF IV 1680, 1^{er} d.

tard, s'il le fallait, de gagner l'Amérique : la retraite de la cour en Andalousie. Il y avait bien longtemps qu'on en discutait ; dès décembre 1807 ce bruit était parvenu à Lisbonne aux oreilles de Junot : « On parle à Madrid d'un voyage de la cour à Cadix. Voudrait-elle faire comme la cour de Portugal un voyage dans ses colonies ? » (1) Mais cette idée rencontrait une forte opposition : celle de Don Antonio, le frère du roi, celle de Ferdinand, qui n'espérait que du bien de l'arrivée des Français, celle par moments de Charles IV lui-même, qui à son habitude oscillait indécis, tantôt signant la proclamation qui devait annoncer sa résolution au royaume, tantôt renonçant à partir. Il fallait compter aussi avec l'hostilité décidée que ce projet rencontrait dans l'opinion publique, à Cadix même (ce qui pouvait gêner l'embarquement), et surtout à Madrid. Le 15 mars, la nouvelle que les régiments de la capitale étaient appelés à Aranjuez, s'ajoutant à divers autres indices, provoqua dans la ville une vive agitation. Les troupes furent effectivement mises en marche dans la nuit du 16, mais elles partirent beaucoup plus disposées à empêcher le départ des *Reyes* qu'à le protéger (2).

Dans ces conditions, il suffisait de peu de chose pour provoquer un mouvement populaire. Il est hors de doute que les partisans de Ferdinand s'y employèrent et que tout fut organisé par ses amis (3). Lui-même était certainement au courant, mais ne pensait peut-être pas que l'émeute se déclencherait si tôt. Elle fut provoquée dans la nuit du 17 au 18 mars par une rixe entre partisans et adversaires de Godoy. Les gardes du corps prirent aussitôt parti contre le favori, la foule accourut, et en quelques heures le palais de Godoy était envahi et mis à sac. Le lendemain 18, Charles IV fut contraint de déclarer le prince de la Paix déchu de ses dignités de généralissime et d'amiral ; peu après, le favori était découvert et emmené en prison sous les injures et les coups. Il ne manquait plus qu'une chose à Ferdinand pour que son triomphe fût complet : la couronne. Elle

(1) Junot à Napoléon, 27 décembre 1807 : A. N., AF IV 1604, plaq. 1/II.

(2) Tous ces incidents sont bien connus : voir ARTECHE, PÉREZ DE GUZMAN, GODOY, etc., Quelques détails complémentaires dans PANO Y RUETA, *La Condesa de Bureta*, 91 (lettres de Cadix et de Madrid) ; ALCALÁ GALIANO, *Memorias*, 143 ; Beauharnais à Champagny et Junot, 15 mars : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 344, et *Port.*, v. 127, f. 59 ; le même à Murat et rapport de La Vauguyon (du 17) : A. N., AF IV 1605 A. Avis du conseil de Castille opposé au départ dans ESCOQUIZ, 355.

(3) Le rôle principal fut joué par le comte de Montijo déguisé en paysan. LABRADOR (*Mélanges*, 76) désigne aussi le baron Capelleti, ancien chargé d'affaires d'Espagne à Bologne et ex-garde du corps. Esménard (introduction aux *Mémoires* de Godoy, XLIX) cite Altamira, Oñate, Infantado etc.

lui fut transmise le 19 au soir par son père qui, épuisé et démoralisé, abdiqua en sa faveur en présence des ministres (1).

L'OFFRE A LOUIS. — C'est le 26 mars au matin que les premières nouvelles d'Aranjuez arrivent à Napoléon (2). Elles ne comprennent encore que la disgrâce de Godoy. L'empereur en tire immédiatement deux conclusions : « Le résultat paraît être, écrit-il : 1^o que le roi ne partira pas ; 2^o que mes troupes seront bien reçues à Madrid. » En effet, l'émeute a pour but essentiel de retenir les *Reyes* ; d'autre part, les dépêches de Murat et de Beauharnais montrent que le peuple espagnol attribue à l'empereur et aux troupes françaises une participation à la chute du favori détesté, et qu'il leur en est reconnaissant : lorsque Beauharnais s'est rendu au palais royal, le 18 au matin, « avec la pureté d'un homme irréprochable et la dignité convenable à la circonstance », la foule l'a acclamé aux cris de : « Vive Napoléon ! Vive l'empereur ! »

Ainsi, l'un des grands obstacles qui avaient arrêté la manœuvre du détronement, la crainte d'un soulèvement populaire, semble tomber : il n'en faut pas plus à Napoléon, et tout aussitôt le voilà revenu à sa solution favorite. Il sait que Charles IV ne peut plus se mettre hors de sa portée, éviter cette entrevue où il espère sans doute lui arracher l'abdication : et immédiatement il donne des ordres pour qu'on prépare tout en vue de son voyage en Espagne. Il sait

(1) L'émeute s'étendit à Madrid où le 19 et le 20 on pilla les demeures de Godoy et de ses partisans ; tous ces événements sont bien connus eux aussi. Les rapports de Beauharnais sont assez sobres de détails : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 336, 361. Récits de témoins dans COMTE MURAT, *Murat lieutenant de l'Empereur*, 450 et ESCOQUIZ, *Memorias*, 361 (cf. aussi le récit qu'il fit à Napoléon de ces événements, *ibid.*, 410-423) ; des détails intéressants dans ALCALÁ GALIANO, *Memorias*, 149-152, MESONERO ROMANOS, *Memorias de un Setentón*, 16-23, etc. Sur l'abdication de Charles IV, témoignage de Burck, ministre de Danemark à Madrid, transmis par LORD HOLLAND, *Souvenirs des Cours*, 99, confirmant la version communément admise de l'abdication signée de bon gré mais regrettée dès le lendemain.

(2) Les courriers fonctionnaient très régulièrement (on sait d'ailleurs que toutes les précautions avaient été prises) et mettaient les 7 jours habituels pour le trajet Madrid-Paris. (Cf. *Corr.*, 13.682, 13.695). Les premières nouvelles furent envoyées d'Aranjuez à l'empereur le 18 mars par Charles IV et par Beauharnais (A. E., *Esp.*, v. 673, f. 361) ; la dépêche de l'ambassadeur arriva la première (Masserano à Cevallos, le 27 : A. *Histórico N.*, *Estado*, c. 3976) ; Tournon (de Burgos) et Murat écrivirent le 19 (A. N., AF IV 1605 A et 1680). Or le 26 à 5 heures du matin on avait encore laissé partir de Paris le courrier portant la lettre d'Izquierdo du 24 mars (DESMAREST, *Quinze ans de haute police*, 180) : à ce moment on ne connaissait donc probablement pas Aranjuez ; mais à 10 heures du matin, Napoléon en était informé (*Corr.*, 13.690).

que le peuple ne s'opposera plus à l'entrée des Français à Madrid, et sur-le-champ il enjoint à Bessières de porter sur la capitale, par marches forcées de dix à douze lieues, les troupes de la Garde qui font partie de son corps (1). En même temps, il se remet à prendre des renseignements. Ce n'est naturellement pas à Masserano qu'il les demandera : quand l'ambassadeur se présente à Saint-Cloud le 26 pour lui remettre une lettre de Charles IV du 18 mars, il lui dit qu'il est déjà au courant et qu'il répondra, mais il ne précise rien, il parle de l'affaire en termes vagues et ne se montre net que sur le compte de Godoy, « qui n'avait pas eu de suite dans ses idées ni dans ses plans » (2). Izquierdo au contraire, appelé d'urgence à Saint-Cloud, est soumis à un interrogatoire serré. On sait qu'il peut donner des détails, car il a reçu une lettre de Cevallos. Mais dans cette longue entrevue qu'il a avec l'empereur le 26, et où ils discutent seul à seul de trois à cinq heures de l'après-midi, se borne-t-il à ce rôle d'informateur ? Ne parle-t-on pas des arrangements récemment convenus avec Duroc et Talleyrand, l'empereur n'en est-il pas déjà à les déclarer insuffisants et caducs, et Izquierdo à les défendre ? On semble l'avoir prévu et craint à Madrid, car la dépêche de Cevallos prenait grand soin d'expliquer au Navarrais que si le prince de la Paix était tombé l'autorité du roi (au nom duquel était menée la négociation) restait pleine et entière, et qu'en droit rien n'était changé à la situation (3).

Mais cet argument ne tarda pas à perdre toute valeur : le lendemain 27 on apprit à Paris l'abdication de Charles IV. Si la seule nouvelle de la chute de Godoy avait aiguillé de nouveau Napoléon vers le détronement des Bourbons, à plus forte raison celle que le trône d'Espagne pouvait être regardé comme vacant, avec toutes les perspectives qu'elle ouvrait et toutes les possibilités d'action qu'elle venait offrir, devait-elle le décider à s'emparer de la couronne d'Espagne (4). Même si l'on ne possédait pas dans sa lettre

(1) A Bessières, 26 mars 1808, 10 heures : *Corr.*, 13.690 ; à Duroc, le 26 : *Dernières lettres inédites*, éd. Brotonne, 669.

(2) Masserano à Cevallos, 2 dépêches du 27 mars : *A. Histórico N., Estado*, c. 3976.

(3) Cevallos à Izquierdo, 18 mars ; Izquierdo à Cevallos, 10 avril 1808 : dans NELLERTO, *Memorias*, III, 63, 66. DESMAREST, *Quinze ans de haute police*, 180.

(4) D'après les *Souvenirs* de Champagny, p. 97, Aranjuez « changea non les vues de l'Empereur, qui étaient de faire servir l'Espagne à accroître la puissance de la France, mais la marche qu'il se proposait de suivre pour les réaliser. Son premier dessein avait été de renverser le prince de la Paix, ce qui eût été très agréable au peuple espagnol, et de gouverner à sa place par des hommes de son choix ; la révolte

à Louis une preuve décisive de cette résolution, la campagne de presse qu'il amorça aussitôt suffirait à fixer sur ses desseins. Esménard fut invité à composer sur-le-champ un mémoire sur les événements d'Aranjuez, et Champagny en fit aussitôt un extrait qu'il soumit le jour même à l'empereur : « Je l'ai fait long, expliquait-il (27 mars), préférant que V. M. ait des retranchements à faire que des choses à regretter ou à suppléer ; j'ai marqué par des accolades les parties qui tenaient moins au récit de l'événement qu'aux opinions du narrateur... *trop certain du sens dans lequel V. M. veut que cette notice soit faite*. J'ai préféré m'en rapporter au génie qui sait soigner les plus petits détails comme diriger les plus vastes opérations » (1). Le mémoire parut (avec de visibles coupures) au *Moniteur* du 29, sous le titre *Lettre de Madrid du 19 mars* : il était dirigé contre le nouveau roi d'Espagne, contre Ferdinand, contre les révoltantes intrigues qui l'avaient porté au trône, contre la perfidie avec laquelle les propres ministres de Charles IV avaient machiné le soulèvement d'Aranjuez (2). Les autres journaux furent invités à orienter l'opinion dans le même sens. Le *Journal de l'Empire* n'avait pas encore reçu les directives officielles et il se disposait à tirer le numéro du 29 mars, qui donnait du *motín* d'Aranjuez une version modérée, quand à dix heures du soir la police vint l'inviter à remplacer son article par un autre plus conforme aux vues de l'empereur : celui-ci était dirigé contre Ferdinand, il insinuait que l'abdication de Charles IV avait été arrachée par la force et était si violent qu'il provoqua une protestation officielle de Masserano. La *Gazette de France*, qui parla dans le même sens et fut l'objet de la même protestation, avait sans doute été soumise à une pression analogue (3).

d'un fils contre son père parut lui offrir un prétexte plus spécieux et devoir le conduire à un plus grand résultat. »

(1) Champagny à Napoléon, 27 mars 1808 : A. N., AF IV 1706 E. Cf. un rapport d'Esménard à Champagny sur Aranjuez : A. E., *Esp.*, v. 673, f. 371.

(2) *Moniteur*, 29 mars. L'original de cet article est aux A. N., AF IV 1680, 1^{er} d., « de fabrication française, bien que donné comme émanant d'une plume espagnole et inséré, bien que singulièrement abrégé, au *Moniteur* du 29 mars. » C'est sans doute Esménard qui est également l'auteur des articles qui suivirent sur le même sujet, ainsi que de la brochure : *Jugements sur les affaires d'Espagne tel que le portera la postérité, par un Espagnol impartial* (*ibid.*, 1610, plaq. 2/III) qui fut imprimée en mai (cf. sans doute *Corr.*, 13.821). Esménard fut nommé par la suite capitaine adjoint à l'état-major de Murat (A. E., *Esp.*, v. 674, f. 85). Il fit la campagne d'Espagne, où il se distingua par ses intrigues, passa en Colombie sous la Restauration, puis de retour à Paris se consacra au journalisme et traduisit, ou rédigea, les *Mémoires* de Godoy. Il mourut en 1842.

(3) Le témoignage de Desmarest sur ces faits (*Quinze ans de haute police*, 180) est confirmé par le ton réellement violent des articles en question et par la protestation de Masserano : à Fouché, 27 avril 1808, et à Cevallos, même date, rendant

Ainsi, dès qu'il apprend l'abdication de Charles IV, Napoléon se dispose à déclarer cette abdication nulle, *et le trône vacant*. Les vues sur la couronne d'Espagne qu'implique cette manœuvre sont trop apparentes et n'auraient pas besoin d'autre démonstration (1). Pourtant, cette autre démonstration existe, éclatante : c'est la lettre par laquelle, le 27 mars encore, l'empereur propose à son frère Louis, roi de Hollande, le trône d'Espagne : « Mon frère, le roi d'Espagne vient d'abdiquer... Jusqu'à cette heure le peuple m'appelle à grands cris. Certain que je n'aurai de paix solide avec l'Angleterre qu'en donnant un grand mouvement au continent, j'ai résolu de mettre un prince français sur le trône d'Espagne. Le climat de la Hollande ne vous convient pas. D'ailleurs la Hollande ne saurait sortir de ses ruines... Dans cette situation de choses, je pense à vous pour le trône d'Espagne... Répondez-moi catégoriquement. Si je vous nomme roi d'Espagne l'agréerez-vous ? Puis-je compter sur vous ?... (2) »

Sans doute, la résolution de Napoléon n'est peut-être pas encore arrêtée de façon tout à fait irrévocable. Sans doute, ses conseillers pourront croire encore qu'il continue à hésiter entre les deux solutions du problème espagnol : l'annexion des provinces septentrionales ou le détronement des Bourbons. Mais toutes ses mesures et tous ses ordres ultérieurs ne s'orientent plus désormais que dans cette dernière direction (3). Jouant sur deux tableaux en février, il

compte que Fouché lui a affirmé avoir fait au *Journal de l'Empire* les reproches mérités (1), *A. Histórico N., Estado*, c. 3976.

(1) Il serait intéressant de savoir à quel moment Napoléon reçut la dépêche de Murat du 21 mars. Murat y exposait la conduite qu'il adopta habilement à la suite d'Aranjuez et qui était précisément de déclarer nulle l'abdication de Charles IV : « Alors l'Espagne se trouverait véritablement sans roi. » (*Lettres*, éd. Le Brethon, V, 370.) Il n'est pas impossible que cette dépêche partie d'El Molar le 21 à 20 heures soit arrivée à Napoléon le 27 : on a vu des courriers faire en 5 jours le trajet Madrid-Paris, qui est plus long d'une quarantaine de kilomètres. On pourrait alors penser que dans une certaine mesure la manœuvre de Napoléon fut suggérée par Murat. Toutefois, la chose est peu probable car une autre dépêche de Murat envoyée le 20 à 3 heures du soir n'arriva que le 27 (*Corr.*, 13.695).

(2) Napoléon à Louis, 27 mars 1808, 7 heures du soir : *Corr.*, non numérotée, t. XVI, p. 589. Le même jour, à 10 heures du soir, Savary partait annoncer à Murat que la couronne d'Espagne allait passer à un frère de l'empereur : GÉOFFROY DE GRANDMAISON, *Savary en Espagne*, 188.

(3) Après Aranjuez, Tournon conseillait encore vivement de maintenir Ferdinand sur le trône : ainsi, « l'Empereur sera plus maître de l'Espagne que si S. M. y avait 300.000 hommes de ses meilleures troupes » : à Napoléon, 19, 24 mars, A. N., AF IV 1680, 1^{er} d. Les rapports de Mouton, ceux interceptés d'Henry au roi de Prusse (25 mars, 4 avril : *ibid.* et 1691) étaient également de nature à faire réfléchir. D'après les *Souvenirs* de Champagny (p. 97), après Aranjuez « Napoléon hésitait encore... Je me rappelle un entretien qui eut lieu entre lui, le prince de Talleyrand et moi. L'empereur exposa l'état de l'Espagne, l'impossibilité que dans l'état d'anarchie où elle

a cru perdre, au milieu de mars, sur celui qui l'intéressait le plus, celui du détronement ; il a donc reporté, à contre-cœur, son attention sur l'autre ; mais voici qu'un coup heureux de partie a rétabli ses chances sur le premier, et c'est celui-là dès lors qu'il suit.

D'ailleurs, l'intérêt essentiel n'est pas dans les manœuvres de Napoléon après la lettre à Louis. Il est dans le fait même de cette lettre. Il est dans le fait qu'on possède là la première preuve matérielle absolument irréfutable des vues de Napoléon sur la couronne d'Espagne. Ces vues, elles ont commencé à poindre en 1807. On a soupçonné qu'il y eut une offre à Joseph lors de l'entrevue de Venise : mais les preuves positives manquent. On a soupçonné une deuxième offre à Joseph vers le 20 février 1808 ; ici, les présomptions sont très fortes, mais la preuve absolue manque encore. Le 27 mars 1808 enfin, pour la première fois, on a la certitude matérielle des desseins de Napoléon sur le trône d'Espagne.

Dès lors, c'est une période nouvelle qui s'ouvre. Louis pourra refuser (1), les tractations pour trouver un autre candidat pourront

était..., l'Espagne arrivât jamais à un état stable, à un gouvernement régulier, nécessaire cependant pour que cet allié naturel de la France pût lui être utile ; la crainte que les Anglais ne profitassent de cette anarchie pour établir en Espagne leur influence si ce n'est leur domination... Deux partis se présentent à moi, disait-il, ou de m'emparer de l'Espagne et d'y établir un prince de mon sang, en prenant pour prétexte de venger la révolte d'un fils contre son père, d'un sujet contre son roi ; ou de m'approprier et de réunir à la France les provinces septentrionales de l'Espagne jusqu'à l'Èbre, en traitant avec Ferdinand VII, et en le reconnaissant, sous condition de cet abandon, roi d'Espagne et des Indes. » Talleyrand aurait opiné pour le premier parti. « Il ne fallait pas faire les choses à demi. » Champagny aurait conseillé le second. « L'Empereur ne se prononça pas, mais dès lors l'acquisition de l'Espagne entière était dans sa pensée et toutes ses vues furent tournées vers l'exécution de ce grand projet. » Ces lignes furent écrites, il est vrai, quinze ans après l'événement. MÉNEVAL (*Mémoires*, II, 164) fait un récit analogue de cet entretien, et en signale un autre semblable le 2 avril. A Sainte-Hélène Napoléon exposa de même ses hésitations : GOURGAUD, *Journal inédit de Sainte-Hélène*, II, 265. Le rapport officiel de Champagny à l'empereur (24 avril 1808, *Corr.*, 13.776) feint également de le croire indécis. Pourtant on a bien la sensation d'un plan déjà arrêté devant les instructions à Beauharnais (29 mars, A. E., *Esp.*, v. 673, f. 457) et devant l'accueil fait aux lettres de Ferdinand, que Champagny refusa de recevoir (Masserano à Cevallos, 2 avril, *A. Histórico N., Estado*, c. 5218). Aucune hésitation n'apparaît dans la *Corr.* : 13.695, 13.699, 13.702, 13.703 ; éd. Lecestre, 256, 257 etc. (on sait que GONNARD, *Les origines de la légende napoléonienne*, 106, a démontré la non-authenticité de la fameuse lettre prophétique à Murat du 29 mars).

(1) « Sa surprise [de Louis] égala son indignation en recevant une proposition qu'il regardait comme impolitique, injuste et honteuse... Je ne suis pas un gouverneur de province, disait-il à ce sujet. Il n'y a pas d'autre promotion pour un roi que celle du ciel, ils sont tous égaux. Il répondit en conséquence et refusa vertement. Un autre article le blessa cruellement... Ces mots : *Le climat de la Hollande ne vous convient pas ; d'ailleurs elle ne saurait sortir de ses ruines* prouvaient d'une manière irrécusable qu'on l'avait poussé sur le trône pour le perdre, et pour perdre aussi le pays. » LOUIS BONAPARTE, *Documents historiques sur le gouvernement de la Hollande*, II, 148. Mais on n'a pas le texte de sa réponse. Cf. ROCQUAIN, *Napoléon et le roi Louis*, LXV.

être longues, l'affaire pourra traîner jusqu'à mai et à Bayonne (1), peu importe, le principe de base est posé, et tout n'est que la suite de cette conception que le 27 mars on saisit pour la première fois de façon absolument certaine : un Bonaparte sur le trône d'Espagne. Et c'est là le principe mortel. Sans doute, avec plus de rapidité dans les manœuvres ultérieures, avec plus de tact, de mesure, de modération et de loyauté, Napoléon eût pu atténuer dans une certaine mesure la violence du soulèvement espagnol. Mais quoi qu'il eût pu faire, jamais l'Espagne n'eût accepté le détronement de Ferdinand par l'étranger, parce que c'était Ferdinand, que c'était l'étranger — et qu'elle était l'Espagne.

On peut dire que la lettre à Louis du 27 mars portait en germe toute la guerre de la Péninsule.

Au fond, Louis ne voulait pas quitter la Hollande (que Napoléon eût aussitôt annexée) pour une affaire qui paraissait mal engagée et peu sûre. Sur les conséquences néfastes qu'eurent les refus successifs des frères de Napoléon, cf. une note très juste dans BOURGEOIS, *Manuel de politique étrangère*, II, 334, 341.

(1) 23 et 24 mars, entrée de Murat et de Ferdinand à Madrid ; le 24, Charles IV proteste que son abdication lui a été arrachée de force ; le 31, Napoléon reçoit du tsar une réponse dilatoire à sa demande d'entrevue ; il part le 2 avril pour Bayonne où il arrive le 15. 10 avril : Ferdinand part pour Bayonne où il arrive le 19. Fin avril : Napoléon offre la couronne d'Espagne à Jérôme (?). 1^{er} mai : Charles IV et Marie-Louise arrivent à Bayonne ; le 2, Napoléon offre à Murat la couronne de Portugal, Madrid se soulève contre les Français, Charles IV réclame sa couronne à Ferdinand ; le 5, Charles IV cède à Napoléon ses droits au trône ; le 6, Ferdinand rend sa couronne à son père ; le 9, Napoléon assigne comme résidence à la famille royale le château de Valençay, appartenant à Talleyrand ; le 10, Ferdinand adhère au traité du 5, Napoléon ordonne à Joseph de venir occuper le trône d'Espagne ; le 25, décret convoquant une Junte à Bayonne ; fin mai, le soulèvement se généralise en Espagne. 4 juin, Napoléon proclame Joseph roi d'Espagne ; le 8, arrivée de Joseph à Bayonne. 15 juin-7 juillet, séances de la Junte de Bayonne, rédaction de la Constitution de Bayonne. 29 juin, Murat quitte Madrid, où Savary l'a remplacé. 6 juillet : Joseph part pour Madrid où il arrive le 20 ; le 14, victoire de Bessières à Medina del Rio Seco ; le 22, capitulation de Dupont à Baylen.



Signature de Napoléon

15 janvier 1808

CONCLUSION (1)

L'entreprise espagnole de Napoléon, l'installation d'un Bonaparte sur le trône des Bourbons, ne fut nettement et fermement envisagée que vers la fin de 1807. Aucun des événements antérieurs, ni la crise de 1801, ni l'appel des troupes espagnoles en Étrurie ou en Allemagne, ni l'affaire du manifeste d'octobre 1806, ni même la conclusion du traité de Fontainebleau, ne permet d'entrevoir chez Napoléon l'existence de vues arrêtées sur la couronne d'Espagne, et rien n'autorise à l'accuser d'avoir machiavéliquement préparé pendant des années le détronement de son allié Charles IV. — Mais si l'idée de l'entreprise espagnole n'entre qu'à l'automne de 1807 dans la pensée claire de l'empereur, elle n'en est pas moins l'aboutissement et le résultat d'une longue évolution, de sept années d'expériences décevantes, de sept années au cours desquelles l'insuffisance et la fragilité de l'alliance espagnole apparaissent peu à peu aux yeux de Napoléon. En 1801, il demande à la cour de Madrid d'occuper le Portugal, afin d'assurer des gages en vue des négociations de paix : elle se dérobe. En 1803, il veut la faire concourir à la lutte contre l'An-

(1) Après Bayonne, Charles IV et Marie-Louise vécurent à Valençay, puis à Marseille et à Rome ; Marie-Louise y mourut en 1819, et Charles IV peu après. — Godoy fut amené en France après une assez dure captivité. Il vécut longtemps auprès de ses souverains, puis s'établit à Paris (rue Neuve-des-Mathurins, n° 6, puis rue de Michaudière, n° 20). Il fut dans la gêne jusqu'au décret d'Isabelle II (31 mai 1847) qui le réhabilita et lui rendit ses traitements. Ses biens lui avaient été rendus en 1844, mais opposition fut faite à leur restitution (affaire Prats), ils furent déclarés biens nationaux le 10 novembre 1873 et vendus aux enchères publiques par décision du 22-23 décembre. Il acheta en 1830 le titre papal de prince de Bassano ; le décret de 1847 lui rendit ses titres, sauf celui de prince de la Paix. Veuf en 1828, il épousa la Tudó (morte en 1869). Il ne rentra pas en Espagne, et depuis 1847 l'autorisation de résider à Paris lui fut régulièrement renouvelée. Il y mourut le 8 avril 1852 (PARDO GONZALEZ, *Godoy*; *Archivo del Ministerio de la Guerra, expediente de Godoy*). — Izquierdo assista aux événements de Bayonne, puis revint à Paris où ses propos

gleterre au moyen des richesses qu'elle peut tirer d'Amérique : elle promet un subside et ne le paye pas. En 1805, il la lance dans la guerre maritime : sa collaboration ne sert qu'à rendre le désastre plus éclatant. En 1806, il envisage avec elle un projet de conquête du Portugal : elle arme et intrigue de façon si suspecte que partout court le bruit qu'elle va se joindre à la coalition. Ainsi, en 1807, Napoléon ne peut plus conserver d'illusions : l'alliance est à la fois peu utile et peu sûre. C'est cette évidence désormais incontestable qui le décidera à l'entreprise espagnole, le jour où Fontainebleau et l'Escorial lui feront entrevoir la possibilité de l'accomplir.

De ces perpétuels mécomptes dont souffrait la collaboration entre les deux pays, la responsabilité retombe pour une bonne part sur le gouvernement de Madrid. L'alliance française était pour lui une nécessité à laquelle il ne pouvait se soustraire, mais qu'il n'acceptait qu'à contre-cœur. Avec toute sa « loyauté proverbiale » et le « sincère attachement » qu'il professait pour « son ami le grand Napoléon », Charles IV a bel et bien pris part aux négociations avec Strogonoff, au moment où l'empereur était engagé contre la Prusse ; Marie-Louise a toujours détesté la France, et Godoy ne respectait le traité de Saint-Ildefonse que par crainte et par intérêt. En second lieu, l'incapacité des souverains et de leur favori n'explique que trop bien les impatiences de Napoléon. A l'intérieur du royaume, l'empereur voyait des finances ruinées par le désordre et le gaspillage ; au sein de la famille royale, il voyait des dissensions scandaleuses qui lui fournissaient des sujets de mépris trop justifiés et de commodes prétextes à intervention. A l'extérieur, c'étaient les néfastes procédés des agents secrets doublant les ambassadeurs officiels, c'étaient les diplomates de mérite comme Azara sacrifiés aux intrigues de

violents contre Napoléon le firent surveiller par la police. Nommé *Secretario de Estado* de Charles IV, il surveilla ses intérêts à Paris et le secourut de ses propres deniers. Il mourut le 29 mai 1813, à onze heures du matin, à l'hôtel du Cygne, Grand' Rue, à Chantilly. Il avait refusé de livrer ses papiers à Masserano ; à sa mort, ils furent saisis à son domicile de Paris (rue de Richelieu, hôtel Frascati) et « ceux intéressant le gouvernement » extraits par Desmarest et le juge Defresne, mais en août 1814 rendus à Godoy à qui il les avait légués : l'affirmation de Godoy que la cour espagnole les fit disparaître est donc inexacte. Acte de décès d'Izquierdo, registre des actes de décès de la Mairie de Chantilly. *A. Histórico N.*, c. 3976. *A. E., Esp.*, v. 20 supplément, f. 159 ; v. 678, f. 110. *A. N.*, F^o 6513, 6599, AF IV 1609. *GODOY, Mémoires*, IV, 327 ; *Memorias*, V, 193. — Beauharnais fut rappelé, il quitta Madrid sans prendre congé de personne, son mobilier y fut pillé en juillet 1808 et il vécut dans la disgrâce et la gêne (*A. E., Esp.*, v. 674, f. 178, 180 ; *A. N.*, AF IV 1287, 1691). Masserano se rallia à Joseph.

cour et des personnages nuls comme Masserano placés aux postes essentiels, c'était la sollicitude égoïstement dynastique des Bourbons pour cette Étrurie que leur royaume traînait derrière lui comme un boulet, c'était enfin l'immoralité des projets de Godoy sur le Portugal, dont il faut bien dire qu'ils forment le pendant de ceux de l'empereur sur l'Espagne. Des mécomptes de l'alliance, une bonne part incombait donc à la cour de Madrid.

La responsabilité de Napoléon n'en reste pas moins lourde. S'il n'a pas obtenu de son alliée ce qu'il attendait d'elle, c'est tout d'abord parce qu'il n'a pas usé à son égard des formes qu'il eût fallu. « Dans le cours de la Révolution, écrivait Herman en 1802, l'Espagne a été trompée plusieurs fois par le gouvernement, elle l'a été plus souvent encore par des intrigants ; il lui reste de la méfiance et de l'amour-propre blessé. Mais en ménageant un peu l'un on parviendrait facilement à détruire l'autre, surtout si au lieu de saccades et de mouvements impétueux, presque toujours par eux-mêmes irréguliers, on employait des formes douces et conciliantes, quoique précises et fermes, qu'on suivrait avec persévérance et régularité » (1). Au contraire, Napoléon prodigua toujours les paroles impérieuses ou discourtoises, les sommations, les menaces, et ces procédés ne pouvaient inspirer ni entretenir la confiance et l'amitié. En outre, l'empereur demanda à l'Espagne plus qu'elle ne pouvait donner, et surtout autrement qu'elle ne pouvait donner. Si mal administré qu'il fût, le royaume était solide et robuste encore, il était capable à l'occasion (il le montra bien pendant la Guerre d'Indépendance) d'un effort patient et soutenu. Mais, de par la nature même de ses ressources, de par son organisation rigide et un peu surannée, de par le caractère de ses habitants, il n'était pas fait pour les coups de collier soudains, pour les organisations hâtives, pour les mises sur pied improvisées. Or c'est là ce que Napoléon lui demandait : il exigeait beaucoup, et sur-le-champ, dans un certain sens, — puis encore beaucoup, et sur-le-champ, dans un autre sens, et ainsi de suite. Sous le Directoire, tous les efforts de l'Espagne durent se porter sur la marine ; en 1801, sur l'armée, en vue de la conquête du Portugal ; en 1803-1804, sur les finances, pour payer le subside ; en 1805, de nouveau sur la marine ; en 1806, sur l'armée encore, pour la marche sur Lisbonne... L'Espagne ne pouvait suivre ces évolutions avec une agilité suffisante, et cette activité l'épuisait

(1) A Talleyrand, 14 avril 1802 : *A. E., Esp.*, v. 19 supplément, f. 32.

par sa discontinuité et son décousu : tels ses gigantesques vaisseaux de guerre, construits en bois des îles imputrescible et impénétrable, formidablement armés, redoutables adversaires au combat, mais marchant lentement malgré leur immense voilure, manœuvrant difficilement, lourds et peu maniables autant que puissants. A chacune des volte-face que l'empereur imposait à son alliée, il récriminait contre son effort pénible et tardif, mais elle se plaignait de son côté, fatiguée, et meurtrie de quelque coup nouveau : la perte de la Trinité en 1802, les ruineuses conventions Ouvrard en 1804-1805, Trafalgar en 1805, Buenos-Ayres en 1806, de lourds sacrifices militaires, commerciaux et financiers en 1807. Non seulement Napoléon ne demandait pas à l'Espagne dans les formes qui convenaient, mais encore il ne lui demandait pas le genre de collaboration qui convenait.

Il faut ajouter, il est vrai, que les circonstances ne se prêtaient guère à la tactique qui eût consisté à obtenir de Madrid un effort soutenu, mais toujours pareil, par exemple une aide financière, ou la guerre sur mer, ou l'occupation du Portugal : les événements entraînaient l'empereur et lui imposaient d'urgence telle ou telle tâche à accomplir. Mais les erreurs de tactique que commit Napoléon à l'égard de son alliée ont des causes plus profondes.

Il ne connaissait pas l'Espagne ; il ignorait tout d'elle, son caractère, son génie, la nature de ses ressources. Cette ignorance est due en partie à ce qu'il ne trouvait dans son entourage que des éléments d'information inexacts et déformés, présentés sous le jour qui convenait aux plans ou aux intérêts personnels d'un Talleyrand, d'un Lucien, d'un Berthier, d'un Murat. Elle est imputable aussi aux représentants de la France à Madrid, qui ne renseignaient pas du tout quand ils s'appelaient Vandeuil, qui renseignaient mal par sottise ou parti-pris quand ils s'appelaient Beurnonville ou Alquier, qui renseignaient mal pour des motifs intéressés quand ils s'appelaient Lucien ou Beauharnais. Mais elle est imputable aussi et surtout à Napoléon lui-même, qui ne s'est jamais soucié de connaître l'Espagne. Pour occuper l'ambassade de Madrid, n'importe qui lui paraît bon : un intrigant qu'il est obligé d'éloigner de France comme Lucien, un diplomate qu'il sait de dixième ordre comme Beurnonville, un chargé d'affaires inexpérimenté comme Vandeuil, un parent de l'impératrice auquel il faut trouver un poste comme Beauharnais. Lorsque les affaires de la Péninsule exigent des données plus précises,

en 1807 et 1808, il lui suffit pour se croire renseigné d'envoyer quelques officiers d'ordonnance ou quelques conseillers d'État faire une tournée de trois semaines au-delà des Pyrénées. Dans ces conditions, comment Napoléon eût-il pu savoir quelle était la tactique à suivre à l'égard de son alliée, et quel genre de collaboration elle était en mesure de fournir ?

Cette même indifférence se retrouve dans la place qu'il donne à l'Espagne dans l'ensemble de sa politique. Dans la carte d'Europe qu'il s'est composée, c'est à peine s'il fait figurer la Péninsule ; sa politique espagnole est toujours pour lui secondaire et subordonnée, toujours déterminée par d'autres et jamais déterminante elle-même, toujours un moyen et jamais une fin ; dans son jeu, Madrid est un pion qu'il déplace pour couvrir le roi ou la reine, et jamais plus. Pour les affaires d'Angleterre et d'Orient, ces deux facteurs essentiels de la grande lutte, on peut concevoir qu'il les ait fait passer avant les intérêts de sa politique espagnole. Mais pour l'Italie ! Sans doute, la race, les souvenirs de 1796, les vues sur l'Égypte et l'Orient portaient Napoléon vers les Alpes plutôt que vers les Pyrénées ; sans doute, les *Reyes* eux-mêmes sacrifiaient l'Espagne à l'Étrurie. L'empereur devait-il pourtant subordonner entièrement ses intérêts de Madrid à ses intérêts de Naples ou de Florence, conduire ses affaires hispano-portugaises suivant les besoins de ses affaires parmesanes ou toscanes, réduire sa politique espagnole à être « un complément » de sa politique italienne (1) ? Mais l'alliance était pour lui un instrument, et rien qu'un instrument : de politique proprement espagnole, Napoléon n'en a jamais eu.

Une alliance à laquelle l'une des deux parties répugne et où elle ne trouve guère que mortifications et sacrifices, où l'autre partie n'apporte que sans-gêne et ignorance et dont elle ne retire qu'inquiétude et mécomptes, cette alliance ne saurait durer. Il suffit que chez Napoléon grandisse l'ambition et se développe le sentiment dynastique, il suffit que le traité de Fontainebleau lui procure des moyens d'action et que l'affaire de l'Escorial lui fasse entrevoir des possibilités d'intervention, et voici qu'il envisage l'établissement à

(1) A. PINGAUD, *La politique italienne de Napoléon 1^{er}*, 24. Cf. des propos tenus par Napoléon à Flahaut vers octobre 1809 : « Ils [les Autrichiens] n'oublieront jamais qu'ils ont eu l'Allemagne et l'Italie. La France et l'Autriche ont toujours été deux taureaux qui se sont battus pour ces deux prairies. Je veux avoir l'Allemagne, je veux avoir l'Italie parce que lorsqu'on a l'Italie, on a l'Espagne, et l'Espagne est la continuation de la France. » KERRY, *The first Napoleon*, 291.

Madrid d'un nouveau gouvernement, plus actif et plus sûr. Il suffit que la fierté des Espagnols soit blessée par les allures à la fois fourbes et brutales de l'empereur, que leurs sentiments religieux soient heurtés par les intentions novatrices et révolutionnaires qu'on lui prête, que leur fidélité dynastique s'alarme de son attitude à l'égard de Ferdinand, et voici la nation soulevée et en armes, et voici la Guerre d'Indépendance, — et voici qu'est ouverte au flanc de l'Empire la blessure inguérissable, la « plaie », comme le dit Napoléon à Sainte-Hélène, lorsque dans l'exil il comprit enfin sa faute et qu'il l'avoua : « Cette malheureuse guerre d'Espagne a été la cause première de tous les malheurs de la France... Toutes les circonstances de mes désastres viennent se rattacher à ce nœud fatal ; elle a détruit ma moralité en Europe, compliqué mes embarras, ouvert une école aux soldats anglais... Cette malheureuse guerre m'a perdu... » (1)

(1) LAS CASES, *Mémorial de Sainte-Hélène*, éd. 1842, I, 547, 603.

APPENDICES

LETTRES INÉDITES DE NAPOLÉON ⁽¹⁾

Napoléon à Godoy, 22 février 1805.

« M. Lacépède fera connaître à son correspondant que le général Junot, qui part demain, mais qui n'arrivera probablement que quelques jours après le courrier, parce que sa femme l'accompagne, porte deux lettres, l'une au roi d'Espagne, l'autre au prince de la Paix.

On désire qu'il lui soit fait bon accueil. On désire aussi que toutes les mesures soient prises sur-le-champ pour les armements de Cadix et du Ferrol.

Il paraît que tout va lentement et que l'argent y manque, ou n'y est pas prodigué avec l'abondance que requerraient les circonstances. »

[*Archivo Histórico Nacional*, Madrid, c. 2881.]

Napoléon à Godoy, 23 avril 1805.

« On a reçu la nouvelle que l'escadre de Toulon avait passé à Cadix et avait la jonction avec l'amiral Gravina. Cette nouvelle a fait

(1) Ces lettres ont été dictées par Napoléon à Lacépède, ou lui ont été envoyées en minutes ; elles ont été ensuite dictées par Lacépède à Izquierdo ; c'est cette copie de la main d'Izquierdo qui se trouve à l'*Archivo Histórico Nacional*. — Cf. t. I, p. 333, une autre lettre inédite de Napoléon.

grand plaisir à S. M., qui cependant a été fâché [*sic*] de ne voir que 5 vaisseaux *espagnols* (1). Elle a appris qu'il y en avait 6 à Carthagène, dont la jonction aurait pu se faire bien facilement, si on en avait donné l'ordre. S. M. désire qu'on continue à armer avec activité à Cadix, en y réunissant les 6 vaisseaux de Carthagène aux vaisseaux qui y sont déjà, ce qui pourrait faire 10 ou 12 vaisseaux. L'Espagne serait maîtresse du détroit, et comme l'Angleterre ne voudrait pas le souffrir, elle sera obligée d'y tenir 12 à 14 vaisseaux, ce qui serait d'un résultat bien grand, et bien avantageux pour l'alliance.

Dans le cas qu'on pensât que les huit vaisseaux qu'on peut armer à Cadix soient suffisants pour forcer les Anglais à tenir une croisière à Gibraltar, l'Empereur désirerait qu'on voulût envoyer l'escadre de Carthagène à Toulon. Il se chargerait de la nourrir, et elle aurait l'ordre de l'Espagne de suivre toutes les opérations que l'Empereur lui prescrirait directement. Alors les Anglais craindraient pour l'Égypte, pour la Sicile, pour la Sardaigne, et seraient obligés de tenir une deuxième escadre dans la Méditerranée, indépendamment de celle de Cadix. L'Empereur préférerait ce dernier parti, s'il peut convenir au roi d'Espagne. Les équipages seraient nourris comme les équipages français.

Au Ferrol, S. M. désire qu'il y ait au lieu de 6 vaisseaux au moins 8, et *si ce port tarde à être débloqué* (2), qu'il pût y en avoir jusqu'à 10. S. M. attend avec impatience les plans et mémoires sur la Trinité que le prince de la Paix a envoyés.

Au palais de Stupinitz (3), 3 floréal an XIII. »

[Même source.]

Napoléon à Godoy, 28 mai 1805.

« NOTE. Le roi d'Espagne a écrit pour proposer l'échange des cordons d'Espagne et de France. L'Empereur n'a pas répondu, parce qu'il ne peut accepter aucun ordre du Roi, ni lui envoyer le

(1) Note d'Izquierdo : « Correction de la main de S. M. I. »

(2) Note d'Izquierdo : « Le souligné est de la main de l'Empereur. »

(3) A une dizaine de kilomètres de Turin.

Cordon de la Légion d'Honneur pour lui et les Princes de sa maison s'il continue à porter le Cordon du Saint-Esprit. Le Cordon du Saint-Esprit étant un ordre de France, il paraît naturel qu'il le quitte en prenant l'ordre de la Légion d'Honneur. Rien d'ailleurs de plus politique dans les circonstances actuelles. On désire avoir des renseignements positifs là-dessus. »

[Même source.]

Napoléon à Godoy, Milan, 2 juin 1805.

« NOTE. L'abbé de Coucy, ancien évêque du diocèse de Poitiers, me fait le plus grand mal. Il correspond encore avec ses diocésains. Il est nécessaire qu'il soit arrêté et mis dans un couvent. J'ai le mécontentement que pour une bagatelle de cette espèce voilà dix fois que j'écris (1). Pour suivre l'affaire des Cordons, on attendra la réponse à la note confidentielle, et de savoir à quelles personnes S. M. C. désire conférer le Cordon français.

On attache toujours la plus grande importance à ce que l'escadre du Ferrol soit prête au 10 messidor et ait deux mois de vivres. Mais tous ces détails sont des bagatelles. Ce sont les grands coups qu'il faut porter, et ils ne tarderont pas à l'être. Nelson est rentré dans la Méditerranée. On attend d'apprendre que l'escadre de Carthagène est rentrée à Cadix. » (2)

[Même source.]

Napoléon à Godoy, Plaisance, 28 juin 1805.

« NOTE. Le temps d'agir contre le Portugal ne peut être qu'au mois de septembre. D'ici à ce temps on aura vu le résultat qu'auront eu les opérations maritimes. Il n'y a donc plus que le temps de se préparer. Il faudrait connaître quel nombre de troupes espagnoles

(1) Cette note est insérée dans la *Corr.* sous le numéro 8.828 ; mais elle s'y réduit aux phrases ci-dessus.

(2) Note d'Izquierdo : « J'ai vu la signature de l'Empereur. »

le prince de la Paix peut fournir, et de quel nombre de corps de l'armée française il a besoin.

Indépendamment des affaires de Portugal, ne serait-il pas possible de réparer la sottise qu'on a faite de laisser mettre une princesse de Naples en Espagne, qui, à ce qu'il paraît, gouvernera un jour arbitrairement les Espagnes ? » (1)

[Même source.]

Napoléon à Godoy, Plaisance, 28 juin 1805.

« NOTE. Quant aux échanges des Cordons de Saint-Charles et de la Toison d'Or, on fera passer la note des personnes auxquelles on devra en envoyer ; il faut également que le Roi d'Espagne fasse passer la note de celles qu'il voudra décorer du grand cordon de la Légion d'Honneur. » (2)

[Même source.]

Napoléon à Godoy, Gênes, 1^{er} juillet 1805.

« NOTE. L'Empereur a donné ordre que la grande décoration de la Légion d'Honneur soit envoyée aux six personnes que le Roi d'Espagne a désignées.

L'Empereur acceptera l'ordre de la Toison d'Or pour lui, pour les Princes Joseph et Louis ses frères, pour ses beaux-frères le prince Murat, Borghèse, et le prince de Lucques et Piombino, — et l'ordre de Charles III pour M. Lebrun, architrésorier de l'Empire, M. Decrès, ministre de la Marine, les Maréchaux de l'Empire Augereau et Moncey, et le Sénateur d'Harville, premier Écuyer de S. M. l'Impératrice. »

[Même source.]

(1) Cette dernière phrase est publiée dans LAFUENTE, *Historia general de España*, XVI, 100.

(2) Note d'Izquierdo : « J'ai vu la signature de l'Empereur sur cette note. »

DÉPÊCHES RELATIVES
A LA CRISE DE SEPTEMBRE-OCTOBRE 1806

Le baron de Strogonoff au baron de Nicolay, à Londres (1).

« Madrid, le 23 septembre /5 octobre 1806.

Une conversion totale dans le système et les opinions du Prince de la Paix, à laquelle j'aurois peine à croire si les dangers de l'État, dont il est le dominateur, n'étoient réels et très prochains, nécessite l'expédition du courier que je Vous adresse avec toutes les ouvertures que le Prince de la Paix m'a instamment engagé de transmettre au Gouvernement Anglois. J'ai souscrit d'autant plus volontiers à ses sollicitations que j'étois autorisé par mes instructions à faire naître au Ministère Espagnol le désir de recourir à l'intervention de la Russie, pour le rétablissement de sa paix avec l'Angleterre, et de déshabituer ainsi l'Espagne de l'idée qu'Elle a eue jusqu'à présent que ce n'est que de concert avec la France et par son entremise qu'elle peut obtenir des conditions acceptables de la part de l'Angleterre.

Pour donner plus de précision à la communication que je vais Vous faire, je tâcherai de transcrire ici mot pour mot l'entretien que je viens d'avoir avec le Prince. Il a commencé par me présenter l'alternative cruelle dans laquelle l'Espagne est à la veille de se trouver. Le Gouvernement françois, m'a-t-il dit, exige avec les menaces les plus impérieuses que nous armions en toute hâte pour envahir le Portugal, afin de nous indemniser ainsi de la cession de nos Provinces jusqu'à l'Èbre, dont Bonaparte veut créer un nouveau Royaume. L'exécution de ce plan, très allarmant pour nous, ne peut être adoptée, car il nous prive des limites naturelles, qui seules peuvent nous donner l'espérance de secouer, quand il en sera tems, le joug qui nous opprime ; mais puisqu'on exige de nous que nous armions, nous le ferons, pour éviter le prétexte de secours à

(1) En français (on a respecté dans cette reproduction l'orthographe de l'original). — Copie adressée par Strogonoff à Budberg.

fournir que Bonaparte alleguerait pour faire entrer ses troupes dans la Péninsule ; nous devons paraître en état de nous charger de cette besogne sans le concours de la France, et sous ce point de vue il est très important que nous conservions cette apparence ; je viens d'engager secrètement le Portugal à armer avec la même outrance, pour paraître en devoir de se défendre ; mais au lieu de combattre contre nous-mêmes : car c'est sous ce point de vue que je considère la guerre à laquelle la France nous pousse, nous porterons nos forces, lorsqu'elles seront sur le pied de guerre, contre la Puissance qui a provoqué et déterminé ces armemens ; La coalition qui se forme dans le Nord nous en donne tous les moyens, et l'Angleterre, en se rapprochant de nous, confectionnerait un plan qui seul peut sauver la Péninsule d'une perte immanquable ; Le constant intérêt que L'EMPEREUR ALEXANDRE a toujours témoigné à Sa Majesté Catholique, m'a déterminé à m'adresser à Vous, afin que Vous fussiez parvenir au Gouvernement Britannique le désir que nous avons de nous rapprocher de lui par une paix particulière et l'invitation que nous lui faisons de nous envoyer un Négociateur accrédité pour traiter directement avec nous ; en attendant, nos armemens, légitimés aux yeux de Bonaparte, n'inspireront à celui-ci aucun ombrage et accéléreront l'époque de nous déclarer contre lui, si des forces formidables dans le Nord nous en donnent l'exemple. L'arrivée d'un Négociateur Anglois ne peut nous compromettre aux yeux de la France, puisqu'en traitant Elle-même avec l'Angleterre, Elle ne s'est nullement occupée de nous comprendre dans ses Négociations et nous donne par là une juste mesure du peu d'espoir que nous pouvons fonder sur elle ; cependant, ajouta-t-il, comme on ne peut prévoir les événemens qui surviendront jusqu'à l'arrivée de Votre courrier et que nous ne sommes point informés des bases de la coalition qui est prête à s'organiser, il est nécessaire de Vous prévenir, que nous ne désirons l'arrivée d'un Négociateur Anglois que dans le cas où la guerre du Nord seroit inévitable ; car autrement l'Espagne isolée ne pourroit rien entreprendre, se compromettrait en pure perte et s'ôteroit les moyens de pouvoir coopérer un jour aux mesures qui seront prises pour rétablir l'équilibre général. Nous avons actuellement quatre-vingt mille hommes de Milice, dont l'esprit National et la haine du nom françois anime une troupe qui ne seroit pas la moins redoutable pour cette Puissance. » Il est entré ici dans des détails d'un plan de Campagne du côté de Perpignan, qu'il considère être le point le plus favorable pour entrer en France et pous-

ser une guerre offensive, qui bientôt exposeroit Bonaparte à combattre contre ses propres sujets, dont le mécontentement, porté à l'excès dans les Provinces méridionales, et sur lesquelles il dit avoir des renseignemens très exactes, renforcerait prodigieusement les moyens d'attaque de ce côté-là. Son projet seroit aussi d'engager l'Angleterre de ramener en Espagne le Général Moreau, auquel il confieroit le commandement des armées. Je sais qu'il est en correspondance très suivie avec ce général et je le crois même informé du désir que Moreau entretient de consacrer ses talens au service de la cause générale. Le Prince m'a recommandé le secret le plus scrupuleux sur ce dernier article, craignant de compromettre l'existence d'un homme sur les talens duquel il fonde les plus grandes espérances et qui par le parti qu'il a conservé en France, et l'opinion générale, qui lui est dévouée, concourroit au bût des Puissances intéressées.

Après Vous avoir fait part du plan qu'il m'a communiqué et qui pourroit Vous paraître cadrer fort peu avec les vues qu'on lui prêtoit, et faire par conséquent douter de la sincérité de ces nouvelles déterminations, je dois Vous observer que le parti qu'il a pris est le seul par lequel il puisse parer le coup certain que l'on porte à la Monarchie Espagnole, et que l'espérance de se joindre à la coalition, qu'il suppose organisée déjà, est un sujet de gloire, dont il est d'autant plus ambitieux en ce moment, que sa perte et celle de l'État est inévitable s'il tarde davantage.

Ayant eu hier matin une entrevue particulière d'abord avec le Roi et en suite avec la Reine, le Premier me dit qu'il avoit chargé le Prince de la Paix de me faire des ouvertures de la plus grande importance. Il m'invita à me concerter et à m'en rapporter à ce Premier Ministre sur tout ce qu'il me communiqueroit relativement à ses intentions. La Reine, après m'avoir, en d'autres mots, répété la même chose, ajouta : « dites bien que nous voulons la paix pour nous, autant que nous la désirons pour toute l'Europe ; mais que l'on ne peut y parvenir qu'en se préparant à la guerre ; développés nos intentions dans le sens qui nous fait agir, motivés les d'après tout ce qui Vous a été communiqué et repetés, je Vous prie, à L'EMPEREUR ALEXANDRE combien nous sommes pénétrés des sentimens d'attachement que nous lui conservons éternellement. »

En transmettant à notre Ministère la copie de la présente dans le paquet ci-joint, je Vous prie de lui donner cours par courrier extraordinaire le plutôt qu'il Vous sera possible et de me réexpédier Mr. d'Ossipof avec la réponse du Ministère Anglois, lequel, n'étant plus

celui avec lequel j'ai traité à Londres, je ne crois plus permis de tenir le langage auquel il m'avoit autorisé. Les circonstances d'ailleurs, quoique se ressemblant beaucoup, ne sont cependant plus les mêmes et je ne retrouve dans mes instructions que des bases qui nécessitent de nouveaux développemens relatifs aux intérêts qui se discutent. Vous concevez facilement de quelle importance il est pour moi de recevoir des réponses aussi promptes que précises et combien il est urgent pour le gouvernement Espagnol d'être informé sans délai de l'effet qu'auront produit dans le Cabinet de Saint-James les communications que j'ai été chargé de faire. Je ne dois pas Vous laisser ignorer que le Prince de la Paix, jouant le tout pour le tout, porte la timidité jusqu'au suprême degré et redoute déjà, dans le cas où sa démarche ne seroit pas accueillie en Angleterre, une publicité qui aggraveroit encore les désastres qui menacent l'Espagne. Votre prudence reconnue, Monsieur le Baron, donnera à cette ouverture la gradation et le développement nécessaires et qui amèneront au bût qui m'est prescrit dans les paragraphes 19, 20, 21, 27 et 28 des instructions dont j'ai laissé une Copie dans Votre Chancellerie à la demande de Son Excellence Monsieur le Comte de Woronzoff, comme étant relatives à l'intelligence qui doit exister entre les missions de Londres et de Madrid. »

[*Tsentrarkhiv U. R. S. S., Moscou, légation de Madrid.*]

Henry au roi de Prusse (1).

« Madrid, ce 25 septembre 1806.

Sire !

J'ai reçu le 19 de ce mois les ordres très gracieux et du plus haut intérêt que Votre Majesté a daigné me faire adresser le 25 d'Août.

[*Le lendemain, Henry a vu Godoy, qui en la présence de Vandeuil a fait des déclarations assez vagues. Le jour suivant, étant retourné voir Godoy,*] je lui fis les communications que Votre Majesté m'avoit autorisé de lui faire ; il m'écouta très attentivement et avec beaucoup d'intérêt, mais sa réponse me parut lente et réfléchie ; il me dit qu'il

(1) En français, chiffrée.

était fort sensible à ce témoignage de confiance de Votre Majesté envers le gouvernement espagnol, qu'il croyait cependant que tout s'arrangerait encore sans guerre, que l'Empereur Napoléon avait mille raisons pour l'éviter, qu'il aurait été à désirer que quelques années de paix eussent pu ramener la confiance et des rapprochements entre les Cabinets de l'Europe, mais que cependant c'était pour la Prusse encore le seul moment favorable de faire la guerre, avant que tous les projets de la France fussent bien consolidés, pendant que l'Angleterre et la Russie pourraient encore l'assister et que si la guerre se faisait, le point principal serait de la faire vigoureusement et avec constance jusqu'à obtenir une paix réelle et non un simulacre de traité de paix, comme celui de Presbourg qui ne paraissait pas garantir l'Autriche de nouvelles cessions ; il me demanda à plusieurs reprises si Votre Majesté ne se croyait pas tout-à-fait sûre du côté de l'Autriche ; d'après la tournure de sa demande, je crus devoir lui dire que je n'en avais aucun avis officiel, mais que la cession de Gradisca et de Gorice sans indemnité encore connue pouvoit donner quelque inquiétude sur des projets cachés, en y voyant d'ailleurs quelques mouvements militaires ; il ne parut pas la croire fondée. Sa contenance me paraissant en général plus réservée qu'à l'ordinaire, je crus pouvoir l'engager à s'expliquer plus franchement et je lui dis que cette communication n'était point générale, mais particulière pour lui en retour de toutes les ouvertures si franches qu'il m'avoit faites et que j'avois transmises fidèlement à V. M. ; il m'assura alors qu'il pensait toujours de même, qu'il tiendrait toujours à un accord parfait avec la Prusse et en sortant du cabinet il articula, mais un peu bas et vaguement, que s'il pouvoit être question d'un traité entre les deux gouvernements, il y serait de son côté très favorablement disposé ; ceci je crois n'était cependant dit que par convenance ; néanmoins Votre Majesté peut être persuadée que lui et toute la nation espagnole voient avec le plus grand plaisir Votre Majesté engagée dans la querelle, espérant que Votre Majesté pourra encore arrêter le torrent, qu'elle seule l'arrêtera et donnera ainsi la paix à l'Europe... (1)

Henry. »

[*Preussisches Geheimes Staatsarchiv, Berlin, Acta der Gesandtschaft zu Madrid.*]

(1) Le reste de la dépêche ne contient que des détails de peu d'intérêt et peu exacts : payemens espagnols à la France, mariage de Ferdinand etc.

Grey à Stuart, à Saint-Pétersbourg, 22 octobre 1806 (1).

« Au sujet des ouvertures de paix que l'Espagne a récemment faites à la cour de Saint-Pétersbourg, j'ai à vous informer qu'une communication semblable à celle que vous a faite le général Budberg m'a été faite par le baron Nicolay, qui m'a lu ses dépêches sur ce point.

[*Sans doute, il serait très avantageux de détacher l'Espagne de la France.*] Mais on ne peut attendre ce résultat tant que son gouvernement actuel subsistera. Et bien que S. M. soit prête à accueillir toutes les propositions qui peuvent lui être faites pour le rétablissement de la bonne entente entre les deux pays, bien qu'Elle soit disposée à prendre des propositions de ce genre en considération, et avec les dispositions les plus favorables, surtout si elles lui sont recommandées par un allié qui a autant de titres à sa considération que S. M. I., cependant il Lui est impossible d'abandonner les mesures qui sont en cours contre les possessions et la puissance de l'Espagne, mesures qui ouvrent à S. M. la perspective d'avantages aussi immenses et qui sont si nécessaires pour priver la France de la plus importante de ses ressources financières, et cela tant que la cour de Madrid n'aura pas donné les preuves les plus positives des sentiments qui l'animent maintenant.

Cette sincérité ne peut se prouver que par l'adoption des mesures les plus énergiques pour mettre le gouvernement espagnol sur un pied respectable dans ses états et pour employer ses forces contre la France.

Il est inutile de souligner le danger qui résulterait d'une entente entre l'Espagne et la France dans le cas où la première se verrait forcée à signer un traité par la crainte pressante de perdre toutes ses possessions en Amérique du Sud. Car on ne peut douter que la France, voyant son intérêt personnel si évidemment en jeu, acceptera sans hésiter n'importe quel traité, même s'il lui était ostensiblement hostile, qui serait susceptible de mettre fin aux opérations des forces britanniques en Amérique du Sud, qui permettrait à l'Espagne de renforcer ses possessions dans cette partie du monde à la faveur d'un moment de paix, si court soit-il, et qui conserverait

(1) En anglais.

ainsi à la France la possibilité d'utiliser dans l'avenir ces ressources qui ont si largement contribué à soutenir ses finances dans la guerre actuelle.

Pour ces raisons, seules les preuves les moins équivoques d'un changement de système de la cour de Madrid peuvent, comme vous l'avez déjà très justement fait observer, être regardées comme satisfaisantes, et S. M. ne peut consentir à se retirer d'Amérique du Sud, où Elle a déjà pris pied, bien qu'Elle puisse s'abstenir de poursuivre les hostilités jusqu'à la paix générale, à laquelle l'Espagne concourrait aux côtés des puissances alliées. » [*Une note verbale en ce sens a été remise à Nicolay en réponse à sa note du 20 octobre.*]

[*Record Office, Londres, F. O. 65, 64.*]

INDEX
DES NOMS DE PERSONNES ET DE LIEUX
CITÉS DANS LES DEUX TOMES ⁽¹⁾

Ne figurent pas à cet index : 1° Les noms des quatre états principaux (*Angleterre, Espagne, France, Portugal*) et ceux de leurs capitales. 2° Les noms suivants : BONAPARTE, GODOY, NAPOLÉON. 3° Les noms cités à titre de renvoi aux sources ou de référence bibliographique. — Les noms de lieux sont en italique, ceux de personnes en petites capitales.

- ABERCROMBIE : I, 16, 140, 144.
Aboukir : I, 150 ; II, 259.
Abrantes : II, 350, 363.
 ABRANTÈS, duchesse d'— : I, XLIII, 4, 6, 98, 247, 309, 310 ; II, 106, 154, 290.
 ADAM : I, 7.
 ADDINGTON : I, 141, 266.
 ADLERBERG : I, 107, 118, 119 ; 136, 144, 396 ; II, 97.
Adriatique, mer — : II, 137.
Afrique : I, 236 ; II, 71, 258, 363, 367, 369, 409.
 AGREDA : I, 7.
 AILLAUD : I, 239, 340, 352, 384, 385, 389.
Aix-la-Chapelle : I, 361.
Ajuda, palais d'— : II, 349.
 ALARGIS : I, 67.
 ALAVA : II, 187.
Albe, palais d'— : II, 185.
 ALBERGOTI : II, 210.
 ALBERONI : I, 111 ; II, 25.
Alcalá, rue d'— : I, 225, 309.
 ALCALÁ GALIANO : I, 393 ; II, 147, 363.
Alcalá de Henares : I, XVIII.
Alcantara : II, 327, 328.
Alem Tejo : I, 162, 165, 170 ; II, 70, 133, 207, 258, 348, 365.
 ALEXANDRE I^{er}, empereur de Russie : I, 153, 317, 396 ; II, 94, 114, 115, 116, 121, 122, 157, 200, 201, 202, 203, 204, 249, 338, 342, 375, 378, 379, 380, 381, 382, 420, 460, 461.
Alexandrie (Italie) : I, 109.
Algarves : I, 370 ; II, 37, 70, 205, 207, 258, 261, 292, 363, 365, 415, 423, 427.
Alger : I, 47, 257, 287 ; II, 67, 323, 348.
Algésiras : I, 126, 217, 219, 221, 239, 243, 309, 369 ; II, 246.
 ALI BEY : I, 322.
Alicante : I, 102, 190, 267, 319 ; II, 162.
Allemagne : I, 88, 127, 382 ; II, 110, 115, 144, 155, 157, 162, 169, 173, 174, 216, 307, 311, 400, 401, 405, 449.
 ALLEMAND : I, 389.
Almeida : II, 355, 356.
 ALMEIDA, João de — : I, 143, 145, 148, 166, 171, 229, 249, 250, 252 ; II, 235.
 ALOPEUS : II, 394.
 ALORNA : II, 100, 133, 348.
Alpes : I, 89 ; II, 330, 453.
 ALQUIER : I, XIV, XVII, 4, 75, 94, 95, 96, 98, 102, 103, 104, 105, 107, 108, 109, 110, 112, 114, 119, 120, 330, 366 ; II, 452.

(1) FAC-SIMILÉ DE SIGNATURES. Tome I : signatures de Godoy, 1799 (p. 74), de Lucien Bonaparte, 1801 (p. 184), d'Azara, 1803 (p. 245), de Bonaparte, 8 pluviôse an 11 (p. 296), de Charles IV, 1805 (p. 398). — Tome II : signatures d'Izquierdo, 1806 (p. 142), de Duroc, 1807 (p. 264), de Talleyrand, 1808 (p. 391), de Napoléon, 15 janvier 1808 (p. 448).

- ALTAMIRA, duc de — : I, 117 ; II 423, 442.
 ALVARES : II, 253.
 ALVAREZ DE PEREIRA : I, 6, 7.
 ALVEAR : I, 317.
 Amazonas, fleuve des — : I, 23.
 Amérique : I, XVI, II, 25, 55, 56, 78, 86, 92, 93, 106, 108, 111, 142, 166, 171, 173, 180, 189, 194, 195, 197, 204, 214, 262, 265, 266, 269, 282, 288, 296, 310, 313, 314, 316, 319, 348, 383, 384 ; II, II, 14, 15, 18, 20, 21, 32, 38, 57, 63, 66, 68, 70, 76, 77, 93, 99, 103, 115, 119-123, 125, 126, 128, 138, 140, 141, 148, 175, 181-185, 207, 211, 221, 229, 236, 247, 257, 261, 307, 382, 385, 386, 417, 426, 437, 442, 450, 464, 465.
 Amiens : I, XIV, XVIII, XXIII, 30, 76, 79, 171, 172, 173, 174, 179, 187, 188, 194, 195, 205, 226, 242, 263, 265, 314, 318, 330 ; II, 82, 114, 153, 260.
 Amsterdam : I, 176, 265, 278, 362, 388 ; II, 12, 19, 56, 59, 65, 164, 177, 178, 183, 184.
 Andalouse : I, 136, 172, 232, 306, 319, 320, 359 ; II, 129, 135, 146, 218, 340, 365, 369, 440, 442.
 ANDUAGA : I, XX, 187, 196, 198, 203, 205, 215, 216, 266, 290, 291, 304, 314, 315, 319, 326 ; II, 178.
 ANGELUCCI : I, 267.
 Angers : I, 50.
 Angoulême : II, 253.
 ANGOULÊME, duc d' — : I, 195 ; II, 416.
 ANJUBAULT : I, 33.
 ANNE, grande-duchesse russe : II, 122.
 Antilles : I, 7, 16, 25, 41, 140, 172, 217, 322, 347, 348, 356, 385, 388, 389 ; II, 76, 93.
 ANTIOCHUS : I, 306.
 ANTONELLI : II, 18.
 ANTONIO, infant d'Espagne : II, 276, 285, 442.
 ANTRAIGUES : I, XV, 44, 49, 52, 53.
 Anvers : I, 274, 323 ; II, 220.
 Aragon : I, 151 ; II, 57, 134, 175, 313, 360.
 Aranda : II, 403, 404.
 ARANDA : I, XXV, 3, 46 ; II, 67.
 Aranjuez : I, XVII, 23, 115, 123, 127, 129, 131, 132, 193, 305, 311 ; II, 49, 59, 188, 274, 276, 279, 360, 372, 373, 377, 379, 393, 407, 424, 426, 429, 433, 435-439, 440-447.
 ARAÚJO DE AZEVEDO : I, XXI, 47, 56, 57, 58, 59, 63, 65, 71, 72, 133, 148, 153, 154, 155, 282, 363, 364, 365, 366 ; II, 62, 63, 64, 65, 66, 82, 84-89, 92, 99, 100, 109, 134, 167, 195, 196, 199, 205, 221, 225-239, 253, 266, 288, 292, 314, 323-326, 334-337, 347-354, 422.
 ARBUTHNOT, Charles : I, XXIII, 107, 135, 144.
 ARENBERG, prince d' — : II, 362.
 ARGUELLES ALVAREZ : II, 62, 126, 127, 141.
 ARMSTRONG : II, 219.
 Arno, département de l' — : II, 333.
 Arrezo : II, 210, 214.
 ARRIAZA, Juan Bautista : I, 326.
 Arronches : I, 152.
 ARTAUD : II, 97, 213.
 ARTOIS, comté d' — : I, 44, 49.
 Asie : II, 258.
 ASTURIÉS, prince des — : voir à FERDINAND.
 ASTURIÉS, princesse des — : voir à MARIÉ-ANTOINETTE.
 Atlantique : I, 319 ; II, 44, 67.
 Aube : I, 211.
 AUBUSSON LA FEUILLADE : I, XV ; II, 149, 150, 209-215, 240-244, 331, 332, 333.
 AUGEREAU : I, XVII, 68, 228, 232, 256, 264, 375 ; II, 458.
 AUGUSTA, princesse de Prusse : II, 110.
 AUGUSTE FRÉDÉRIC, duc de Sussex : I, 254.
 AUGUSTINI : II, 148.
 Austerlitz : I, 396 ; II, 30, 57, 116, 117, 167, 220.
 Autriche : I, 9, 15, 16, 19, 59, 83, 86, 104, 105, 106, 109, 127, 135, 139, 145, 204, 226, 306, 334, 378, 380, 382 ; II, 18, 28, 29, 30, 43, 52, 71, 92, 107, 146, 147, 148, 160, 175, 214, 308, 374, 394, 453, 463.
 Autun : I, 112, 248.
 Avila : I, 267.
 AVERBE : II, 269, 285, 361.
 AZANZA : II, 437.
 AZARA, Feliz de — : I, 251.
 AZARA, Nicolas de — : I, XVIII, 34, 35, 44, 47, 70, 76, 80, 81, 86, 87, 90, 91, 92, 95, 97, 112, 116, 119, 121, 122, 127, 128, 130, 131, 137, 155, 160, 161, 162, 164, 167, 168, 169, 172-177, 178, 180, 185-189, 191, 193, 194, 196, 197, 201, 203-207, 208, 209, 213, 216, 217, 220-224, 225-230, 233-236, 238-244, 245, 246, 253, 259, 260-263, 266, 268, 273, 275, 276, 285, 286, 307 ; II, 25, 26, 28, 308, 315, 450.
 AZNAR : II, 285.
 BACCIOCHI : I, 374 ; II, 20, 41, 97, 303, 458.
 Backland : II, 151.
 Badajoz : I, XV, XXII, XXIII, 3, 23, 76,

- 135, 151, 152, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 162, 163, 165, 169, 171, 172, 175, 200, 201, 224, 231 ; II, 194, 218, 257, 340, 356, 363, 427.
 Bade : I, 380 ; II, 211.
 Bagnères-de-Bigorre : I, 313.
 BAGUENAUT : I, 362 ; II, 216, 255.
 Bahia de Todos os Santos : II, 32, 207.
 Bâle : I, XIII, XXII, 1, 2, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 15, 16, 18, 19, 20, 22, 23, 25, 26, 34, 37, 38, 45, 49, 52, 89, 94, 181 ; II, 114, 166, 259.
 Baléares : I, 200, 214, 326 ; II, 61, 76, 92, 93, 94, 95, 114, 118, 199, 201, 202, 312, 313, 433.
 Baltique : II, 116, 207, 247, 337.
 BANDEIRA, Jacintho Fernandez : I, 133.
 BARANTE : II, 79, 81, 82, 93, 98, 104, 106.
 Barão de Quintela, palais de — : II, 353.
 BARBARA, Vincent : I, 90.
 BARBÉ-MARBOIS : I, XV, 248, 263, 264, 277, 283, 284, 289 ; II, 9-12, 13-22, 30, 52, 53.
 Barberini, palais — : II, 295.
 Barcelone : I, 33, 46, 70, 82, 123, 124, 126, 134, 135, 178, 180, 182, 183, 215, 291, 302, 357 ; II, 24, 28, 100, 162, 167, 187, 368, 369, 373, 398, 404, 410, 411, 417, 428, 431, 432.
 BARDE : II, 386.
 BARÈRE : I, 2, 298, 378 ; II, 193.
 Barga : II, 97, 208.
 BARING, Alexandre : I, XVI, 248 ; II, 183, 184.
 BARING, Francis : II, 183.
 BARRAS : I, 32, 42, 47, 51, 57, 61, 63, 66, 67, 72, 84, 97.
 BARRETO : II, 349, 350.
 Bartenstein : II, 202.
 BARTHÉLEMY : I, XIV, 8, 9, 10, 12, 15, 34, 39, 43.
 BASSANO, duc de — : voir à MARET.
 Basses-Pyrénées : II, 184.
 BASTARÈCHE : I, 133 ; II, 436.
 BASTIDE : I, 288.
 BAUSSET : I, 309, 322.
 BAUZIL : I, 6.
 Bavière : I, 380 ; II, 113, 150, 163, 172, 270, 291, 369.
 BAY : I, 293.
 Baylen : II, 448.
 Bayonne : I, XVI, XVII, XVIII, XXXVII, 28, 64, 66, 110, 113, 120, 131, 150, 151, 213, 214, 220, 222, 224, 225, 228, 232, 243, 256, 263, 264, 310, 315 ; II, 63, 85, 203, 216, 219, 220, 222, 233, 234, 251, 292, 297, 318, 320, 334, 338, 339, 342, 352, 356, 368, 377, 379, 380, 390, 391, 392, 395, 403, 404, 409, 411, 412, 413, 420, 426, 429, 431, 435, 436, 448, 449.
 Beaucaire : II, 388.
 BEAUHARNAIS, famille des — : II, 278.
 BEAUHARNAIS, Alexandre de — : II, 267.
 BEAUHARNAIS, Eugène de — : voir à EUGÈNE.
 BEAUHARNAIS, François de — : I, XIII, XIV, XV, XVII, XIX, 4 ; II, 22, 71, 106, 107, 147, 152, 159, 160, 164, 165, 166, 168, 169, 171, 182, 186, 188, 213, 217, 218, 226, 243, 249-252, 265-269, 270, 271, 273-279, 280-286, 287-290, 291, 293, 294, 296, 297, 299-302, 304, 311, 313, 317, 319, 325, 327, 328, 330, 334, 336, 337, 339, 340, 356, 358, 360, 364, 365, 368-371, 372, 376, 386, 387, 397-402, 404, 407, 409, 416, 419, 421, 422, 427-430, 435, 441, 443, 447, 450, 452.
 BEAUHARNAIS, Hortense de — : voir à HORTENSE.
 BEDOUT : I, 219, 229, 384.
 Behring : I, 19.
 Beira : I, 154 ; II, 71, 352.
 BEIRA, premier prince de — : I, 166.
 BEIRA, second prince de — : II, 323, 324.
 BEIRA, princesse de — : II, 66, 108.
 Belem : I, 252 ; II, 350.
 Bellegarde : II, 356.
 BELLEVILLE : I, 218, 220, 228, 340.
 BELLISONI : I, 99.
 BELLOCQ, Pierre de — : I, 187.
 BELLUOMINI : II, 211.
 Bem Posto, palais de — : I, 257.
 BÉNÉVENT, prince de — : voir TALLEYRAND.
 BÉNÉVENT, princesse de — : voir M^{me} TALLEYRAND.
 BENEZECH : I, 51.
 BERESFORD : II, 119, 125, 140, 205.
 Berg, grand-duché de — : II, 312, 410.
 BERG, grand-duc de — : voir MURAT.
 BERG, grande-duchesse de — : voir CAROLINE BONAPARTE.
 Berlin : I, 12, 87, 198, 201, 203, 211, 285, 295, 317 ; II, 110, 111, 112, 113, 114, 143, 149, 150, 154, 156, 158, 164, 165, 173, 176, 178, 187, 191, 195, 197, 205, 206, 212, 245, 249, 300.
 BERNADOTTE : I, 92, 242 ; II, 397.
 BERNAL : II, 287.
 Berne : I, 40, 51.
 BERNIER : I, 50.
 BERTHELOT : II, 355.
 BERTHIER, Alexandre : I, 75, 110, 111, 112, 121, 127, 128, 135, 139, 220, 363 ; II, 25, 145, 250, 369, 405, 452.
 BERTHIER, César : II, 354.

BERTRAND : I, 45, 46, 47, 48.
Besançon : II, 172.
Bessières : II, 422, 432, 444, 448.
 BEURNONVILLE : I, XIV, XVI, XVII, 4, 179, 183, 185-188, 190, 196-201, 202, 205, 208-215, 217, 219-232, 233-244, 247, 258-261, 267, 272, 273, 275, 279, 282, 285, 286, 291, 294, 295, 298, 299, 306, 307, 310, 311, 313, 321, 323, 325, 326, 328, 330, 332, 338, 341, 342, 344-347, 351, 357, 368, 376, 377, 382-386, 396, 397 ; II, 10, 13, 14, 18, 25, 30, 34, 58, 62, 77, 92, 105, 106, 107, 152, 194, 271, 452.
Béziers : I, 222.
 BICKERTON : I, 390.
Bidassoa : I, 175 ; II, 250, 254, 288, 338, 368.
Bignasco : II, 405.
Bilbao : I, 2, 315, 316 ; II, 246.
Birmingham : I, 25 ; II, 206.
Biscaye : I, XIX, 315, 316, 326.
 BLASCO DE OROZCO, Nicolas : II, 243.
Blois : I, 306.
 BLONDEL : II, 398, 428.
 BOCCHERINI : I, 115.
 BOISVERD : I, 66.
 BOLLA : I, 36.
Bologne : I, 34 ; II, 22, 23, 240, 241, 442.
 BONANI : I, 293.
 BONAPARTE, famille des — : I, 337 ; II, 197, 345, 416, 448, 449.
 BONNAL : I, 297, 298, 307, 308, 312, 375, 376.
 BONNEUIL : voir à RIFLON.
Bordeaux : I, 113, 131, 133, 139, 150 ; II, 40, 147, 156, 259, 295, 318, 339, 365, 372, 411, 412, 431.
 BORGÈSE, prince — : I, 374 ; II, 47, 303, 458.
 BORGÈSE, princesse — : voir à PAULINE BONAPARTE.
 BORNOS : II, 186, 269, 274, 287, 295.
 BOULIGNI : I, 101.
Boulogne : I, 312, 321, 380, 390, 397 ; II, 30, 356, 403.
 BOURBON, maison de — : I, XVI, 1, 2, 21, 37, 47, 50, 111, 116, 117, 122, 131, 132, 181, 182 ; II, 7, 22, 23, 31, 35, 61, 76, 92, 93, 100, 101, 118, 142, 152, 153, 154, 155, 182, 201, 204, 215, 240, 256, 264, 305, 308, 309, 315, 316, 320, 321, 329, 341, 344, 360, 367, 376, 377, 379, 388, 389, 390, 392, 402, 425, 426, 434, 439, 444, 446, 449.
 BOURBON, duchesse de — : I, 46.
Bourbon-l'Archambault : I, 163.
 BOURGOING : I, 8, 9.
Bourgogne : II, 355.
 BOURMONT : I, 50.

BRAGANCE, maison de — : II, 70, 71, 72, 99, 197, 252, 340, 354, 394, 425.
 BRANCIFORTE : I, 116, 119.
 BRÉGUET : I, 338.
Brême : II, 253.
Brenner : II, 172.
Brescia : I, 37.
Brésil : I, XXIII, 92, 125, 142, 251, 254, 364 ; II, 38, 51, 63, 70, 71, 72, 84, 99, 120, 194, 197, 205, 206, 207, 221, 228, 229, 230, 231, 232, 236, 237, 238, 251, 260, 323, 324, 336, 347, 348, 349, 355, 362, 374, 402.
Brest : I, 75, 82, 83, 95, 102, 107, 124, 125, 140, 161, 165, 176, 206, 264, 287, 316, 350, 352, 353, 384, 389, 390 ; II, 13, 181, 384.
Bretagne : II, 105, 339, 385.
 BRICOGNE : II, 181, 182.
 BRINGAS : I, 216.
Bristol : II, 165.
 BRITO : I, XXI, XXII, 62, 311 ; II, 144, 193, 195, 196, 197, 216, 220, 221, 222, 223, 225, 252, 278.
 BROTTIER : I, 44, 52, 60.
 BROUGHAM : II, 127.
 BRUIX : I, 103, 104, 150.
Bruxelles : I, 100.
 BUDBERG : II, 95, 160, 459, 464.
Buena Vista, palais de — : I, XX ; II, 185.
Buenos-Ayres : I, II, 307 ; II, 19, 62, 82, 88, 108, 119, 120, 121, 124, 128, 140, 145, 178, 183, 205, 231, 260, 386, 452.
 BUFFON : I, 310.
Bugio, fort de — : II, 352.
Buitrago : II, 403, 412.
 BURCK : II, 443.
Burgos : I, 131, 151, 218 ; II, 299, 317, 339, 356, 367, 404, 409, 410, 411, 419, 420, 428, 431, 443.
 BURLET : I, 97.
 BUSTAMENTE : I, 317.
 BUTE : I, XXII, 1, 9, 12, 15, 16, 17, 18, 24, 25, 27, 29, 39, 40, 44, 50, 355.
 BUTTAFOCO : I, 11.
 BUTZOV : I, 18.
 CABALLERO : II, 187, 359, 360.
 CABARRUS : I, XIII, 2, 8, 28, 40, 42, 47, 51, 57, 60, 61, 62, 63, 64, 68, 178 ; II, 255.
Cadix : I, 15, 21, 24, 28, 29, 39, 54, 55, 69, 80, 82, 83, 86, 102, 103, 104, 123, 124, 125, 126, 136, 150, 166, 172, 180, 189, 199, 203, 209, 218, 219, 240, 243, 280, 287, 288, 295, 298, 315, 316, 319, 325, 328, 329, 333, 337, 338, 340, 341, 343, 344, 345, 348, 349, 350, 351,

352, 353, 357, 358, 365, 369, 381, 382, 383, 385, 386, 390, 391, 392, 393, 397 ; II, 13, 19, 59, 77, 94, 120, 127, 139, 146, 162, 181, 187, 188, 246, 337, 340, 368, 369, 370, 384, 387, 389, 401, 404, 409, 425, 426, 427, 442, 455, 456, 457.
 CADOU DAL : I, 294, 304.
Caen : II, 220.
 CAILHÉ DE GEINE, François : I, XVI, 85, 107, 135, 293, 304 ; II, 194.
Calabre : I, 330 ; II, 405.
Calais : I, 189.
 CALDAGUES : I, 78.
 CALDER : I, 388, 390.
 CALEPPI : I, 191.
 CAMBACÉRÈS : I, 100, 109, 131, 300 ; II, 150, 309.
 CAMPAN, Mme de — : I, 308.
 CAMPBELL, amiral : I, 254.
 CAMPBELL, spéculateur : I, 293.
 CAMPO, marquis del — : I, XVIII, 14, 21, 25, 32-39, 40, 41, 42, 45, 51, 52, 56, 57, 61, 63, 64, 65, 70, 73, 90, 92, 97.
 CAMPO ALANGE : I, XIX, XX, 87, 173, 246, 252, 255, 256, 258, 290, 364, 365, 393, 394, 395 ; II, 36, 38, 66, 86, 88, 99, 100, 205, 218, 225, 226, 228, 229, 235, 238.
Campo Formio : I, 59.
Campo Mayor : I, 152, 153.
Canada : I, 195.
Canaries, îles — : I, 78, 248.
 CANDIDO LUSITANO : voir à BRITO.
Candie : II, 201, 202.
 CANNING : II, 160, 204, 225, 227, 231, 237, 238, 347, 349.
 CANO, Antonio : II, 80.
Canope : I, 153.
 CANOVAS DEL CASTILLO : I, XXI.
 CANTANHEDE : voir à MARIALVA.
Cap, Le — : I, 140 ; II, 119, 226.
 CAPELLETI : II, 442.
Caracas : I, 209, 288 ; II, 70.
Caraiibes : I, 195.
Carapanatuba : I, 171.
Carcassonne : II, 385.
 CARDI : I, 21, 90.
 CARDITO, prince — : I, 367, 368 ; II, 32, 253.
 CARENCY, Paul de Quelin de — : I, XIII, XV, XVI, 2, 60, 62, 64, 65, 66, 67, 68, 120, 310.
 CARLOS, infant d'Espagne : I, 47 ; II, 34, 51, 110, 285.
Carmel : I, 347.
Carnero, fort — : I, 217.
 CARNICERO SELMA : I, 4.
 CARNOT : I, 28, 43, 57, 210.
 CARO : I, 84.

CAROLINE BONAPARTE : II, 193, 247, 311.
Carousel, le — : I, 98.
 CARRA SAINT-CYR : I, 220.
Carraca, La — : I, 126.
 CARRAFA : II, 35, 327, 365, 427.
Carrara : II, 26, 69.
 CARRERA, Diego : I, 304, 375.
Cartaxo : II, 353.
Carthagène : I, 33, 82, 83, 103, 104, 126, 134, 319, 329, 333, 340, 341, 344, 345, 348, 351, 352, 353, 369, 381, 383, 386 ; II, 30, 77, 120, 181, 189, 370, 384, 387, 389, 414, 433, 456, 457.
 CARVALHO E SAMPAIO : I, XXI, 22, 54, 71, 134, 135, 146.
 CASA IRUJO : I, 196.
 CASTAÑOS : I, 393, 394.
 CASTEL FIEL : voir à TUDÓ.
 CASTELAR : II, 185, 310.
Casteldevide : I, 152.
 CASTELFRANCO, prince de — : I, 3 ; II, 160, 245.
Castello, villa di — : II, 331.
Castello Branco : I, 167.
Castille : I, 2, 15, 31, 159, 218, 267, 306, 320, 370 ; II, 120, 270, 363, 404.
 CASTILLO : I, 274.
 CASTILLO Y LEBLICH : voir à LEBLICH.
 CASTLEREAGH : II, 160.
 CASTRO, Inès de — : I, 72.
Catalogne : I, 2, 3, 7, 27, 84, 95, 124, 224, 227, 240 ; II, 63, 134, 145, 162, 168, 246, 312, 313, 318, 368, 369, 397, 404, 431, 432.
 CATHCART : II, 338.
 CATHERINE II, impératrice de Russie : II, 114.
Catllar : II, 361.
 CAULAINCOURT : I, XXXII, 299 ; II, 187, 204, 249, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 420, 421, 423.
 CAZALÈS : I, 62.
 CECIGNANI : II, 211.
 CÉRIS, Charles : I, 50, 293, 304 ; II, 194.
 CÉSAR : I, 113 ; II, 48.
 CETTO : II, 270, 271.
Ceuta : II, 115.
 CEVALLOS : I, XIV, XXVI, 76, 112, 118, 119, 122, 142, 161, 186, 187, 191, 192, 196, 201, 202, 204, 208, 213, 225, 234, 236, 239, 241, 242, 258, 260, 266, 268, 269, 270, 272-275, 277, 279, 290, 291, 292, 299, 300, 304, 307, 315, 318-321, 324-327, 359, 374 ; II, 23, 33, 34, 39, 97, 115, 116, 137, 138, 159, 160, 165, 203, 287, 297, 298, 301, 321, 322, 357, 371, 444.
Ceylan : I, 172.
 CHABANNES : II, 399.

- CHALGRIN : I, 261.
Chalon-sur-Saône : I, 360.
Chamartin : II, 279.
Champ-de-Mars : I, 327.
 CHAMPAGNY : I, XIII, 344 ; II, 48, 84, 90, 93, 199, 218, 222, 223, 233, 241-244, 246, 247, 249-254, 256, 258, 265, 281-284, 300, 301, 304, 305, 310, 312-315, 319, 322, 330, 331, 335, 357, 364, 370, 375, 377, 386, 388, 394, 396, 398-403, 409, 420-424, 445-448.
Champignolles : I, 211.
 CHAMPIGNY-AUBIN : I, 28, 33.
 CHAMPIONNET : I, 38.
Chantilly : II, 450.
 CHAPTAL, ministre : I, 181, 288, 320, 377 ; II, 40.
 CHARETTE : I, 50.
 CHARLES, archiduc — : I, 181.
 CHARLES III, roi d'Espagne : I, 7, 13, 22, 28, 37, 287, 288, 289, 354, 355, 374, 375 ; II, 73, 150, 211, 213, 273, 287, 303, 365, 458.
 CHARLES IV, roi d'Espagne : I, XVII, XVIII, XX, I, 6, 12, 19, 21, 23, 28, 37, 47, 59, 69, 81, 83, 86, 87, 90, 97, 98, 99, 105, 108, 110, 111, 115, 116, 120, 129, 133-137, 146, 150, 162, 169, 177, 179, 180, 187, 190, 193, 196, 202, 210, 217, 221, 226, 228, 230, 236, 237, 239, 241, 242, 270, 281, 287, 288, 296, 299, 303, 305, 306, 320, 324-327, 331, 333, 337-340, 351, 360, 366, 367, 369, 374, 398 ; II, 13, 16, 19, 23, 25, 29, 30, 32, 34, 35, 36, 39, 46, 47, 51, 58, 70, 72, 75, 76, 79, 81, 114, 115, 122, 132, 135, 150-154, 157, 159, 161, 163, 167-170, 185, 187-190, 194, 201, 215, 218, 220, 226, 234, 243-248, 257, 258, 261, 263, 265, 266, 268, 278, 279, 283, 285, 286, 290, 294-304, 308, 315, 317, 319, 321, 322, 325, 326, 330, 331, 333-338, 340, 341, 345, 358-361, 364, 371-374, 376-381, 383, 384, 393, 395, 396, 398, 407, 408, 412, 414, 419, 426, 433, 435-439, 442-447, 448-451.
 CHARLES V (CHARLES QUINT), roi d'Espagne : II, 400.
 CHARLES XI, roi de Suède : I, 20.
 CHARLES-EMMANUEL, roi de Sardaigne : I, 191.
 CHARLES-LOUIS, roi d'Étrurie : I, 192.
 CHARLOTTE, infante d'Espagne : I, 22 ; II, 99, 100.
 CHARLOTTE BONAPARTE : II, 163, 305, 342, 343, 344, 345, 393, 394, 416, 425, 426.
 CHARPENTIER : II, 241.
 CHASTENAY, M^{me} de — : II, 272, 309.
 CHATEAUBRIAND : II, 360.
Chaussée d'Antin : I, 131.
 CHAVES : II, 186, 271, 274, 285, 295, 361.
 CHAVIER : I, 354.
Cherasco : I, 35, 89.
Cherbourg : II, 220.
Chiaramonti : I, 99.
 CHOISEUL, duc de — : I, 15, 26.
 CHURCH : I, 57.
 CIBON : I, 34, 64.
 CID, le — : II, 400.
Ciudad Rodrigo : I, 151, 167 ; II, 262, 327, 328, 356, 366, 367.
 CLAIRBORNE, William : I, 196.
 CLARKE : I, XV, 36, 103, 104, 192, 276 ; II, 22, 24, 25, 84, 91, 250, 251, 338, 356, 396, 402.
 CLAVIJO Y FAXARDO : I, 310.
 CLINTON : I, 158.
 COBENTZL : I, 127, 128.
 COCHRANE : I, 316, 340.
 COIGNY, duc de — : I, XV, 79, 249, 254.
 COLLI : II, 22.
 COLLIER : I, 33.
 COLLIN : II, 45.
 COLLIN D'HERBEVILLE : II, 262.
 COLLINGWOOD : I, 390.
 COLLOREDO : II, 309.
Colombie : II, 445.
 COLÓN : I, 62.
 COLONIEU : I, 179.
 COMPÈRE : II, 209.
 CONDÉ : II, 267.
 CONDILLAC : I, 6, 129.
Confédération germanique : II, 90.
 CONSTANTIN, prince — : II, 200.
Constantinople : I, 101, 275, 288 ; II, 41, 181, 197, 377, 382.
 CONTI, prince de — : I, 46.
 COOPER : I, 394.
Copenhague : I, 146, 153 ; II, 202, 204, 235, 237, 247, 338, 339, 347, 426.
 CORDOBA : I, 54.
Cordoue : II, 361.
Corfou : II, 93, 188, 247, 338, 384.
 CORNWALLIS : I, 316.
 COROGNE, La — : I, II, 39, 154, 221, 222, 229, 239, 240, 280, 389 ; II, 181.
 CORRAL : I, 101.
 CORRÈGE, Le — : I, 21.
 CORREIA DE SERRA : II, 196, 197, 220, 307.
 CORRES : II, 186.
Corse : I, II, 44, 89 ; II, 241.
Corsini, palais — : II, 240.
 CORSINI : I, 57 ; II, 23.
 COSSIGNY : II, 70.
 COUCY : I, 277, 306 ; II, 457.
 COURTIADÈ : I, 120.
 CRAIG : I, 365.
 CRETET : II, 248, 312, 313, 386.

- CRÈVECŒUR : I, 355 ; II, 172.
 CRILLON : II, 368.
 CROMWELL : I, 113.
Cronstadt : II, 137.
Cuba : I, 315 ; II, 119.
 CZARTORYSKI : I, 317, 358, 396 ; II, 74, 92.
 DALIOT, Bertrand : II, 40.
Dalmatie : II, 92, 152, 331.
Danemark : I, 24, 79, 141 ; II, 219, 228, 252, 375, 443.
Dantzig : II, 160.
Danube : II, 258.
 DARMAIGNAC : II, 404, 410, 411.
 DECRÈS : I, XXI, 153, 154, 319, 327, 328, 329, 342, 343, 344, 346, 350, 351, 375, 377, 381, 382, 386, 387, 388, 390, 395, 397 ; II, 30, 105, 139, 176, 188, 192, 196, 251, 383, 427, 458.
 DEFRESNE : II, 450.
 DEJEAN : II, 62, 166, 432.
 DELABORDE : II, 352, 353.
 DELACROIX : I, 32, 33, 35-42, 51, 57, 58 ; II, 167.
Delta : I, 123, 141, 153.
 DESGENETTES : I, 267.
 DESMAREST : II, 445, 450.
 DESMETH : II, 59.
 DESPOMELLES : I, 44.
 DESPREZ : I, 283, 284 ; II, 9, 14, 15, 16, 17, 20, 21, 54.
 DESPUIG : I, 19, 31, 99.
Deux-Siciles : I, 37, 38, 182, 330, 331, 332, 367 ; II, 341.
 DHERMAND : I, XV, XVII, 27, 32, 60, 62 ; II, 319.
 DOHRMAN : II, 65.
 DOUBLET : I, XVII.
 DOUGLAS : II, 160.
Douro : I, 175 ; II, 356, 403, 404.
Douvres : I, 189.
 DOYEN : II, 12, 296.
 DRAKE : I, 17.
 DREGER : II, 219.
Dresde : I, 181.
 DRINKWATER BETUNE : I, 392.
Drôme : II, 167.
 DROUILLET, Etienne : I, 67.
 DUBATCHEVSKI : II, 122.
 DUBOIS : II, 148, 161, 193, 194.
 DUCKWORTH : I, 292.
 DUFF, James : I, 166.
 DUGOMMIER : I, 7.
 DUHESME : II, 404, 411, 428, 431, 432.
 DUMANOIR : I, XVII, 125, 126, 150, 393.
 DUMOURIEZ : I, 210, 211 ; II, 121.
Dunkerque : I, 95.
 DUPHOT : I, 122.
 DUPONT : II, 306, 317, 339, 340, 355, 356, 367, 368, 369, 370, 404, 412, 420, 432, 448.
 DURANT, André : I, 96.
 DUROC : I, 122, 261, 263, 272, 275, 276, 288, 289, 309, 311, 322, 379 ; II, 6, 40, 41, 61, 67-73, 75, 80, 81, 89, 102, 133, 161, 191, 196, 197, 200, 248, 250, 254, 256-262, 285, 299, 300, 303, 319, 413-416, 435-440, 444.
 DUROC, M^{me} — : I, 261, 275.
Düsseldorf : II, 96.
 DUVERNE DE PRESLES : I, 44, 52.
Èbre : I, 305, 311 ; II, 100, 118, 263, 305, 308, 313, 316, 342, 392, 403, 404, 405, 406, 407, 415, 417, 418, 419, 421, 424, 425, 434, 435, 438, 440, 447, 459.
École Militaire : I, 327.
 EDMOND : I, 166.
 EGA : I, XXI, XXIII, 364, 396 ; II, 14, 15, 38, 61, 66, 87, 98, 99, 108, 109, 117, 127, 131, 132, 133, 134, 183, 195, 218, 225, 228, 231, 235, 266, 288, 289, 293, 326, 363.
 EGA, comtesse d'— : II, 326.
Égypte : I, XIV, 76, 82, 92, 95, 101, 102, 103, 106, 110, 120, 123, 125, 126, 127, 138, 140, 141, 150, 153, 154, 166, 170, 172, 352 ; II, 188, 339, 378, 384, 387, 404, 453, 456.
 EHRENSWERT : I, 24.
Elbe, fleuve : II, 150, 246.
Elbe, île d'— : I, 129.
 ELISA BONAPARTE : II, 26, 210, 211, 333, 343.
 ELLIOT : I, 330.
 ELLIS : I, 42.
 ELTZ : I, 304, 306.
Elvas : II, 427.
 ENGHEN, duc d'— : I, 277.
Entre Douro e Minho : I, 154 ; II, 71.
Erfurt : II, 113.
Ermani : II, 403.
 ESCAÑO : I, 342, 387 ; II, 187.
 ESCOQUIZ : I, XXVII, 5 ; II, 203, 204, 265, 269, 271-278, 279, 280, 282-286, 291, 294, 295, 360, 361, 380, 416, 437.
Escorial : I, XIII, XIV, XX, 12, 113, 117, 231, 235, 240, 241, 242, 258, 332 ; II, 35, 104, 132, 163, 180, 264-268, 271, 282, 285-288, 291, 294-298, 299, 302, 305, 306, 308, 309, 311, 314, 317, 318, 322, 325, 329-332, 333, 357, 359-363, 372, 376, 379, 390, 394, 396, 400, 414, 421, 422, 426, 435, 441, 450.
 ESMÉNARD, Jean-Baptiste : I, XVII, XXVII ; II, 415, 421, 423, 424, 445.
Espichel : II, 257.
 ESPINOSA : II, 8, 15, 47, 50, 51, 126.

- ESTALA : II, 279, 287.
 ESTÈVE : I, 6.
 ESTÈVE : I, 247, 249, 278, 362, 363 ; II, 65.
 ESTRADA, duc de — : II, 80.
Estrémadoure espagnole : I, 136, 139, 150, 152, 303, 320 ; II, 129, 135, 263.
Estrémadoure portugaise : II, 70, 257.
États de l'Eglise : I, 34 ; II, 97.
États-Unis : I, 8, 11, 12, 57, 79, 185, 194, 195, 265, 273, 306, 357, 376 ; II, 68, 99, 121, 166, 184, 207, 219, 342, 363, 378.
Éturie (voir aussi *Toscane*) : I, XV, XIX, 130, 132, 185, 190, 192-195, 205, 217, 268, 275, 276, 277, 299, 374, 382, 396 ; II, 7, 22, 24-29, 30, 31, 32, 41, 51, 63, 68-74, 76, 81, 85, 123, 143-146, 148, 150, 167, 169-174, 199, 200, 208, 210, 212, 215, 239, 240, 242, 243, 253, 255, 256, 258, 260, 261, 267, 305, 330, 333, 362, 364, 373, 380-383, 438, 449, 451, 453.
 EUGÈNE DE BEAUHARNAIS : I, XVII, 361, 388 ; II, 24, 85, 209, 210, 239, 240, 241, 247, 250, 303, 314, 330, 356, 419, 430.
Euphrate : II, 377.
Europe : I, 18, 88, 141, 147, 191, 195, 271, 310, 312, 317, 382, 389 ; II, 11, 44, 46, 100, 110, 118, 158, 184, 211, 249, 258, 297, 310, 320, 321, 340, 380, 382, 385, 388, 389, 399, 416, 463.
 EVANS : I, 292.
 Evora : II, 257.
 EWING, George : I, 376 ; II, 166.
- FABREGAT : I, 6.
 FAGEL : I, 15.
 FALCK : I, 293, 318.
Falmouth : II, 151, 206.
Faro : II, 226.
 FERDINAND, prince des Asturies : I, 177, 181, 182, 268, 301, 302, 303, 331, 367, 373 ; II, 51, 66, 81, 108, 122, 163, 185, 186, 187, 193, 263, 265, 266, 268-282, 283-287, 291, 292, 294-303, 304, 306, 317, 319, 329, 330, 341, 342, 344, 345, 358-363, 366, 372, 376, 380, 390, 392, 393, 397, 398, 408, 409, 410, 414-418, 420, 422-425, 426, 433, 434, 437, 442, 445, 447, 448, 454, 463.
 FERDINAND IV, roi des Deux-Siciles : I, 37, 181, 330, 331 ; II, 32, 34, 92, 201, 202, 320.
 FERDINAND, duc de Parme : I, 21, 36, 105, 106, 109, 127, 129, 130, 178.
 FERNAN-NUÑEZ : I, 310.
 FERRAND : II, 64.
Ferrol, Le — : I, XVI, XXIII, 86, 102,

- 103, 104, 107, 125, 126, 144, 150, 189, 218, 219, 220, 230, 240, 279, 280, 289, 304, 315, 316, 319, 329, 333, 334, 337, 338, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 348, 349, 350, 351, 352, 369, 383, 384, 385, 386, 389, 390 ; II, 13, 77, 120, 181, 387, 389, 423, 441, 455, 456, 457.
 FESCH : I, 374 ; II, 303.
Figueras : II, 168.
 FIGUEROA : II, 111, 113, 114, 143, 150, 151, 153, 154, 155, 187, 245, 376, 380.
 FILLEUL, Adèle : I, 248.
Finisterre, cap — : I, 298, 365, 381, 388, 389.
Finlande : II, 376, 377, 383.
 FITZ GERALD : I, XXIII, 246, 253-258, 290 ; II, 227.
 FLAHAULT, Alexandre de — : I, 248.
 FLAHAULT, Charles de — : I, XXV ; II, 453.
Flamand, domaine du — : II, 34.
 FLASSAN : I, 57.
 FLEURIEU : I, 251.
Florence : I, XV, 36, 81, 127, 128, 131, 191, 192, 276, 374, 382 ; II, 22-27, 28-32, 63, 107, 149, 204, 210, 211, 213, 214, 215, 241, 242, 331, 332, 333, 364, 381, 453.
 FLORET : II, 147.
 FLORIDA BLANCA : I, 83.
Floride : I, 181, 193, 194, 195 ; II, 68, 138, 378.
Fontainebleau : I, 332 ; II, 200, 225, 240, 248-254, 262, 263, 265, 266, 281, 283-287, 290, 294, 296, 297, 299, 300, 301, 303, 304, 308, 311-314, 315-318, 320, 326, 329-332, 344, 353, 362-365, 366, 369, 372, 390, 396, 400, 415, 428, 449, 450.
 FONTANAR, marquise de — : I, 355.
Fontarabie : I, 220 ; II, 258.
 FONVIELLE : I, 67.
 FORESTIER, Henri : I, XVII, 50, 293, 304 ; II, 194.
 FORFAIT : I, 100.
Fort Adams : I, 196.
 FOSSOMBRI : II, 23.
 POUCHÉ : I, XVII, 92, 113, 304, 323, 355, 380, 388 ; II, 101, 150, 191, 192, 308, 309, 394, 446.
 FOX : I, 15, 317 ; II, 74, 75, 76, 85, 87, 91, 93.
Francfort : II, 139, 160, 161, 176, 192, 196.
 FRANCISCO, infant d'Espagne : I, 325 ; II, 51, 122.
 FRANÇOIS I^{er}, roi de France : II, 244.
 FRANÇOIS II, empereur d'Autriche : II, 107, 110.
 FRANÇOIS, prince de Naples : I, 181, 182,

- FRANÇOIS DE NEUFCHATEAU : I, 43, 63.
Frascati, hôtel — : II, 450.
 FRÉDÉRIC-GUILLEAUME III, roi de Prusse : II, III, 158, 201.
 FREIRE, Cypriano Ribeiro — : I, XXI, 76, 165, 170, 171, 225, 232, 266, 267, 282, 300, 304, 321, 338, 364.
 FRERE, Bartholomew : I, XXIII, 295, 316, 318, 319.
 FRERE, John Hookham : I, XXII, XXIII, 145-149, 165, 166, 185, 186, 197-202, 210-218, 224, 226, 231, 233, 234, 236-239, 242, 247, 266, 290-296, 301, 302, 304-307, 314-317, 322, 355.
 FRÉVILLE : voir à VILLOT-FRÉVILLE.
 FRIAS, duc de — : I, XVIII, 135, 146, 147, 174 ; II, 234, 244, 321, 435.
Friedland : II, 160, 200, 321.
 FUENTES : I, 287 ; II, 40.
 FÜRSTENBERG, prince landgrave de — : II, 110.
- GABRIEL, infant d'Espagne : I, 22 ; II, 23.
 GABRIEL, Fernando de — : II, 286.
 GALABERT : I, 62.
 GALEPPI : I, 255 ; II, 227.
Galice : I, 61, 150, 241, 309, 370, 394 ; II, 51, 85, 109, 162, 218, 363, 427, 432.
 GALLO, marquis del — : I, 38, 182, 302, 368 ; II, 32.
 GAMBIER : I, XXIII ; II, 227, 238.
 GAND : I, 46, 70.
 GANTEAUME : I, 127, 140, 141, 348, 352, 384, 389.
 GARCIA HERNÁNDEZ : I, 367.
 GARDOQUI : I, 288 ; II, 15.
 GARLIKE : II, 204.
 GARZONI VENTURI : II, 240, 242, 253, 331.
 GASSOT : II, 271, 274, 275.
Gata : I, 328, 352.
Gènes : I, 17, 20, 173 ; II, 26, 31, 168, 423, 458.
 GENNOTTE, Guillaume : II, 107, 118, 123, 166, 289, 309.
 GENTZ : I, 317.
 GEORGES III, roi d'Angleterre : I, 15, 187, 197, 216, 254 ; II, 237, 238.
 GER, Ramón : II, 302.
Giannutri : II, 209.
 GIBERT, Jaime : I, 326.
Gibraltar : I, 7, 11, 18, 27, 41, 42, 103, 104, 200, 221, 287, 321, 333, 347, 351, 353, 360, 369, 383, 393, 394 ; II, 37, 47, 64, 77, 79, 81, 94, 115, 124, 160, 165, 246, 261, 324, 338, 339, 367, 369, 399, 424, 426, 456.
Giglio : II, 209.
- GIL, religieux, I, 19.
 GIL Y LEMOS, ministre : I, 342.
 GIOVANETTI : I, 99.
 GIRARDIN : II, 343, 345, 393.
 GIROD : I, 57.
Gironde : I, 139, 150, 320 ; II, 233, 317, 339, 340.
Glasgow : II, 206.
Goa : I, 158, 364.
Gobelins, Les — : I, 112.
 GODOY, Antonia : I, 119.
 GODOY, Diego : II, 185, 279.
 GOES, Van der — : II, 59.
 GOGEL : II, 178.
 GOLOWATCHEWSKI : II, 116.
 GOLTZ, général von — : I, 144.
 GOMEZ DE AYALA, Pío : I, XIX ; II, 33, 322.
 GOMEZ ROMBAUD, Rafael : I, 259.
Goritz : II, 463.
 GOUPILLEAU DE FONTENAY : I, 10.
 GOURDON : I, XVI, XVII, 280, 340, 344, 346, 348, 352, 369, 384, 385, 386, 389.
 GOURRÈGUE : I, 319.
 GOUVION SAINT-CYR : I, XIV, 139, 149, 151, 158, 159, 177, 179, 181, 196, 390 ; II, 28.
 GOVER : I, 317.
 GOYA : I, 5, 6, 78, 132, 176 ; II, 122, 269, 294.
Gradisca : II, 463.
Grand Saint-Bernard : I, 108.
Grands Lacs : I, 195.
 GRANDALLANA : I, 341, 342, 344, 384, 385, 386, 389.
 GRANET : I, 57.
Grange-Batelière, hôtel de la — : II, 74.
Granja, La — : I, 226 ; II, 98.
 GRANT, M^{me} — : Voir à M^{me} TALLEYRAND.
 GRASSET : I, XXXIV.
 GRAVINA, amiral : I, XVIII, XX, 103, 104, 125, 176, 247, 276, 282, 287, 289, 297, 299, 300, 312, 313, 320, 322-326, 327-330, 333, 335, 341-346, 347, 350, 351, 354, 355, 376, 382, 383, 386, 388, 389 ; II, 78, 180, 455.
 GRAVINA, nonce : II, 35.
 GREGORY, Thomas : I, XXII, 55, 71, 84, 85, 86, 107, 124, 166, 173.
 GREGORY, William : I, XXIII, 70, 71, 83, 84, 85.
Grenade, La — : I, 16.
Grenoble : I, 81.
 GRENVILLE : I, 14, 15, 17, 24, 25, 29, 39, 47, 50, 55, 70, 71, 76, 83, 85, 124, 145, 147, 148, 353 ; II, 85.
 GREY : I, 319 ; II, 62, 124, 125, 126, 127, 129, 464.
 GREENING : II, 253.

Guadalajara : I, 68, 306.
Guadarrama : II, 403.
Guadeloupe, La — : I, 100 ; II, 386.
Guadiana : II, 50, 257.
Guarda : I, 167.
Guastalla : II, 69.
 GUILLEMARDET : I, XIV, 77, 80, 86, 87, 93, 94, 96, 97, 119, 176.
 GUILLEMIN : II, 277.
 GUINAUD : I, 33.
Guipuzcoa : I, 7.
 GUSTAVE IV, roi de Suède : II, 97.
 GUTIERREZ DE LOS RIOS, Fernando : II, 243.
Guyane : I, 23, 157, 160, 170, 171, 322 ; II, 251, 334, 386.
 GUYOT : I, XXXIV.
 HALL, colonel : I, 393, 395.
 HALL, consul : II, 209.
Hambourg : I, 62, 86, 145, 265, 278 ; II, 172, 250, 253, 397.
 HAMMOND : I, 166, 266 ; II, 225.
Hanovre : I, 141, 218, 380 ; II, 111, 168, 331, 381.
Hanovre, ville : II, 172, 173.
 HARCOURT, duc d' — : I, XV, 50, 229.
 HARDENBERG : I, 12 ; II, 123, 309.
 HARDY : I, 61, 72.
 HARO : II, 245.
 HARROWBY : I, 292, 314, 315, 316, 318, 319, 363.
 HARVILLE : II, 458.
 HAUGWITZ : I, 204 ; II, 110, 113, 114.
Haute-Espagne : II, 404, 417, 418, 425, 429, 432.
Haute-Navarre : II, 313.
 HAUTERIVE : I, 112, 173, 272 ; II, 217, 218, 219, 222, 228, 258, 259, 260.
Havane, La — : I, 204, 240, 265, 292 ; II, 13, 43, 279.
 HAVRÉ, duc d' — : I, XV, 31, 32, 44, 45, 46, 48, 49, 51, 52, 60, 67, 70.
 HAWKESBURY : I, 141, 153, 166, 172, 173, 186, 187, 195, 198, 199, 215, 216, 266, 290, 291, 319, 362.
 HAYE, La — : I, 42, 51, 56, 323, 327 ; II, 178, 179, 255.
 HENRY, chef d'escadron : I, 357.
 HENRY, diplomate : I, XIV, XVII, XXIV ; II, 62, 100, 111, 112, 113, 138, 154, 155, 156, 291, 310, 446, 462.
 HERMAN : I, XV, XVI, XXIII, 48, 177, 178, 179, 186, 229-232, 233-239, 240, 241, 250, 258, 286 ; II, 40, 85, 106, 205, 221, 226, 230, 232, 235, 261, 306, 315, 350, 351, 451.
 HERVAS : I, XVII, XVIII, XX, 99, 100, 101, 108, 109, 112, 114, 142, 172, 175, 178, 185, 196, 204-208, 210 ; 246, 247,

259, 260-267, 269-273, 274, 275, 277-289, 292, 306, 309, 311, 354, 379 ; II, 8, 12, 20, 26, 40, 41, 42, 180, 191, 197, 315, 322, 329.
 HERVAS, José, fils du précédent : I, 266, 276, 289 ; II, 197, 416.
 HERVAS, María : voir à M^{me} DUROC.
Hohenlinden : I, 128.
 HOHENZOLLERN-SIGMARINGEN, prince de — : II, 163.
 HOLLAND, lord — : I, 122, 237 ; II, 35, 126, 295, 441.
 HOLLAND, lady — : I, XXVIII, 4, 211, 225, 294, 306 ; II, 120, 351.
Hollande : I, 15, 42, 49, 68, 97, 191, 231, 232, 248, 278, 299, 342, 343 ; II, 12, 56, 58, 76, 84, 86, 89, 113, 162, 164, 166, 179, 193, 245, 251, 255, 321, 351, 446, 447, 448.
 HOMPESCH : I, 91.
Honduras : I, 11.
 HOOD : I, 11.
 HOPE : I, XXXI, 248, 343, 362 ; II, 12, 21, 56, 57, 65, 144, 163, 164, 177, 178, 179, 182, 183, 184, 196.
 HORTENSE DE BEAUHARNAIS : I, 261, 288 ; II, 81.
 HOWICK : voir à GREY.
 HUDELIST : I, 87.
 HUNTER, John : I, XX, 85, 189, 281, 318 ; II, 15, 126, 141, 159, 170, 246.
 HUTCHINSON : I, 166.

Ibérie : II, 101, 145, 438.
Iéna : I, XXIV ; II, 107, 126-130, 131, 136, 138-142, 143, 146, 147, 155, 156, 158, 160, 161, 164, 244, 321.
 IGNATIEFF : II, 137, 165.
Inde : I, 125, 133, 158, 211, 232, 328, 347, 348 ; II, 72, 152, 187, 189, 207, 231, 377, 378, 382, 384.
Indus : II, 383.
 INFANTADO, famille des — : I, 261.
 INFANTADO, duc del — : I, 367 ; II, 141, 201, 269, 270, 275, 276, 279, 280, 285, 295, 361, 380, 442.
Ioniennes, îles — : II, 337.
 IRANDA : I, 8, 28, 30.
 IRIARTE : I, 8, 10, 12, 20, 34, 37.
Irlande : I, 103, 125, 298, 322, 394, 395, 396 ; II, 189.
Irún : I, 49, 308 ; II, 172, 258, 262, 293, 368, 407.
 ISABELLE, infante d'Espagne : voir à MARIE-ISABELLE.
 ISABELLE II, reine d'Espagne : II, 449.
Italie : I, XIII, XVIII, 1, 7, 8, 20, 21, 22, 26, 33, 36, 37, 38, 47, 58, 73, 75, 86, 88-92, 95, 98, 105, 106, 108-112, 113, 122, 126, 127, 130, 139, 151, 192, 197,

208, 229, 274, 293, 360, 365, 367, 374, 375 ; II, 7, 10, 22, 23, 26-32, 34, 45, 63, 69, 76, 81, 105, 137, 152, 167, 168, 173, 189, 210, 212, 215, 241, 242, 256, 258, 301, 307, 330, 331, 333, 357, 364, 380, 382, 383, 393, 400, 401, 404, 405, 407, 453.
Italiens, boulevard des — : I, 356.
 ITURREGARAY : I, 172.
 IZQUIERDO, Domingo : I, 124.
 IZQUIERDO, Eugenio : I, XIII, XIV, XVI, XVII, XVIII, XLIV, 2, 60, 61, 62, 63, 72, 73, 282, 297-300, 305, 306, 308, 310-314, 321, 325, 329, 330, 332, 334-340, 341-344, 345, 349, 352, 354, 356-359, 360, 367-373, 375-379, 380-383, 384, 395, 396, 398 ; II, 8, 9, 12-16, 25, 30, 39, 40, 42, 43, 45-52, 53-60, 61, 62, 65-68, 69, 70, 72-76, 77-83, 85, 88, 89, 91-97, 99, 101, 103, 106, 120, 124, 126, 133, 139, 142-145, 148, 154, 156, 160, 161, 163, 164, 167, 172, 175-183, 184, 186, 188-192, 193-198, 200, 216, 220, 244-247, 250, 254-258, 259-262, 266, 267, 278, 285, 290, 293, 296, 297, 299-304, 306, 307, 311, 314, 316-320, 330, 357, 358, 364, 389, 392, 397, 413, 414, 416-419, 421, 423, 425, 435-441, 444, 449, 455.
 IZQUIERDO, Pedro : II, 193, 220.
 IZQUIERDO, Raymonde : I, 308.
 JACKSON : I, 14, 317.
 JACOB : I, 96.
Jamaïque : I, 16, 41, 292, 328, 347.
 JANUS : I, 10.
Jardin des Plantes : I, 61, 330.
 J'ÀUREGUIL, Manuel de — : II, 279.
 J'ÀUREGUIL, Tomás de — : II, 279, 361.
 JAY : I, 11.
 JEAN, prince —, régent de Portugal : I, 22, 23, 54, 56, 59, 133, 143, 146, 155, 159, 166, 251, 254, 257, 339, 361, 363, 364, 365 ; II, 23, 36, 64, 66, 99, 224, 236, 237, 238, 323, 335, 349, 351, 362, 375.
 JEANBON SAINT-ANDRÉ : I, 47.
 JÉRÔME BONAPARTE : I, 360 ; II, 192, 247, 303, 308, 311, 312, 320, 321, 342, 343, 443, 448.
Jérusalem : II, 179.
 JERVIS : voir à SAINT-VINCENT.
 JOSEPH BONAPARTE : I, 78, 89, 113, 119, 128, 142, 360, 374 ; II, 19, 34, 47, 68, 69, 92, 153, 154, 201, 202, 209, 211, 256, 303, 305, 308, 312, 316, 321, 322, 338, 339, 341-346, 359, 377, 380, 386, 392, 393, 405, 409, 417, 424, 425, 434, 438-441, 447, 448, 450, 458.
 JOSÉPHINE, Impératrice : I, 112, 113,

120, 248, 307 ; II, 22, 150, 193, 267, 278, 372.
 JOUBERT : I, 92.
 JOUBERTHON, M^{me} de — : II, 343, 393.
 JOVELLANOS : I, 51, 73.
 JOYES : I, 62.
 JUBERT : II, 63.
 JUBIÉ : I, 133.
 JULIE, reine de Naples : II, 424, 425.
 JUNOT : I, XVII, 150, 297, 335-340, 359, 360, 362, 364, 365, 367, 371, 376 ; II, 36, 194, 219, 220, 222, 231, 233, 239, 250, 251, 253, 254, 260, 261, 290, 299, 306, 308, 317, 322, 323, 325-330, 335, 337-341, 346, 348-356, 363-366, 375, 377, 380, 394-397, 401, 406, 409, 419, 427, 432, 441, 442, 455.
 JUNOT, M^{me} — : voir à DUCHESSE D'ABRANTÈS.
Jurumenha : I, 201, 202.
Juvia : I, 61, 309, 343.
 KANTZOW : I, 107, 136 ; II, 227.
 KEITH : I, 166.
 KENT, duc de — : I, 254.
 KINDELAN : I, 394.
 KLÉBER : I, 101, 102.
 KNIGHT : I, 365, 390.
 KOCIUSKO : II, 191, 192.
 KOLYTSCHEF : I, 141.
 LABENE : I, 55, 91, 305.
 LABORIE : I, 114.
 LABOUCHÈRE : I, 248 ; II, 19, 183.
 LABRADOR : I, XIX, 81, 99, 109, 117, 180 ; II, 23, 24, 210, 212, 213, 369.
 LA BURIA : II, 254, 288, 368.
 LA CATTOLICA, prince de — : II, 209.
 LACÉPÈDE : I, XVII, XVIII, 297, 307, 308, 310, 311-314, 329, 330, 332-336, 337, 339, 349, 354, 356, 360, 367-371, 373, 376, 379-382, 384 ; II, 40, 42, 45, 47, 49, 51, 53, 61, 69, 75, 80, 81, 102, 161, 191, 193, 455.
 LACOSTE, colonel : I, XVI.
 LACOSTE, Julien : II, 369.
 LACROSSE : I, 103.
 LAFARGUE : II, 85.
 LA FAYETTE : II, 68.
 LA FERRONAYS : I, XXXII.
 LAFÔES, duc de — : I, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 151, 156 ; II, 235.
 LA FORCE, duc de — : I, 70.
 LA FOREST : I, XIV, 128 ; II, 249, 250, 435.
 LA GARDE, chevalier de — : I, 50.
 LAGARDE, Pierre : I, XL.
 LA GRUA, marquis de — : II, 345.
 LA GRUA, marquise de — : II, 345.
Laguira : II, 70.

LAMBERT : I, 203.
 LANGE, M^{lle} — : I, 100.
 LANNES : I, XV, XVII, 143, 206, 246, 249-259, 286, 336, 359, 361, 362 ; II, 194.
 LANNES, M^{me} — : I, 254.
 LA PAGERIE, M^{lle} de — : voir à TASCHE.
 LA PLANCHE MORTIÈRE : I, 198, 202, 207.
 LA REVEILLÈRE-LÉPEAUX : I, 67.
 LA ROMANA : I, XIX, 84, 85, 107, 124 ; II, 141, 144, 168, 169, 170, 172, 173, 174, 184, 192, 197, 215, 308, 397, 406.
 LARREA : I, XX, 186, 198.
 LAS CASAS : I, 25, 26, 39, 40, 53.
 LAS HERAS : I, 26, 39, 96, 215.
 LAUDERDALE : II, 85, 90, 91, 92, 93, 119, 191.
 LA UNIÓN : I, 3, 7.
 LAURISTON : I, 388.
 LAUSSAT : I, 194, 196.
 LA VALETTE : II, 429.
 LA VALETTE, M^{me} de — : II, 167.
 LA VAUGUYON, duc de — : I, 52, 53, 60.
 LAVILLE-SUR-ILLON, Louis de — : I, 354.
 LA VILLEURNOIS : I, 44, 52.
 LEBLANC : I, 307.
 LE BRUN, colonel : I, XVI, 247, 315.
 LE BRUN, Consul : I, 100, 113, 134, 289, 300, 375 ; II, 458.
 LECCHI : II, 356.
 LECLERC : I, XVII, 139, 149, 150, 151, 164, 167, 168, 169, 170, 175, 209.
 LE COULTEUX : I, 95.
 LEFÈVRE : I, 375.
 Légations, Les — : I, 36, 108, 109, 111.
 LEMA, marquis de — : I, XXXIV.
 LEMAITRE : I, 44.
 Lemnos : II, 338.
 Léoben : I, 58.
 Lepelletier, rue — : I, 356 ; II, 193.
 LE ROY : I, XV, 189, 218, 220, 334, 351, 383, 386, 393 ; II, 77, 146, 246.
 LESSEPS, Jean de — : I, 124 ; II, 74, 92, 245.
 LESSEPS, Mathieu : I, XV II 208, 209, 214, 242, 331.
 LE TOURNEUR : I, 41, 42, 57.
 Levant : I, 180.
 Liège : I, 363.
 Lieux-Saints : I, 39.
 Lille : I, XIII, XIV, I, 39, 40, 41, 42, 51, 58, 60, 62, 79.
 Lille, rue de — : I, 335.
 Lima : II, 19, 309.
 LIMA : I, XVI, XVII, XXI, 290, 333, 336, 337, 361-364, 365, 366, 368 ; II, 37,

61, 63, 65, 66, 67, 82, 83, 84, 87-93, 100, 110, 148, 194-198, 199, 200, 217, 219, 221-226, 228, 229, 231, 235, 250-254, 293, 323, 324, 334, 335, 357.
 LINIERS, Henri de — : I, 251 ; II, 374.
 LINIERS, Jacques de — : I, 307 ; II, 247, 386.
 LINOIS : I, 126.
 LITTA : I, 91.
 LIVINGSTON, Robert L. : I, 247, 265, 266, 275, 281, 282.
 LIVINGSTON, Robert R. : I, 195, 273.
 Livourne : I, 90, 126, 130, 192, 382 ; II, 26, 149, 200, 208, 209, 211, 214, 239, 240, 241, 242, 243, 245, 246, 248, 253, 256, 257, 260, 331.
 LIZAUR, Bernardo de — : I, 166.
 LOBATO : II, 324.
 Lodi : I, 90.
 LOMBARD-TARADEAU : I, 377, 378.
 Lombardie : I, 36.
 LONGUERUE, Louise de — : I, 261.
 LONGUERUE, marquis de — : I, 261.
 LÓPEZ ENGUÍDANOS : I, 5, 6.
 LORENZANA : I, 31, 79, 99.
 Lorient : I, 76, 153, 154 ; II, 386.
 Lorraine : II, 318.
 LOUIS XIV, roi de France : I, 14, 286, 387 ; II, 152.
 LOUIS XVI : I, 9, 46, 98, 271 ; II, 248.
 LOUIS XVII : I, 7.
 LOUIS XVIII : I, XV, 2, 32, 44, 45, 46, 48-51, 54, 67, 70, 79, 145, 249, 306.
 LOUIS, conseiller d'État : II, 183, 184.
 LOUIS, infant d'Espagne : I, 47, 116.
 LOUIS BONAPARTE : I, 288, 299, 360, 374 ; II, 59, 81, 178, 303, 312, 383, 388, 389, 393, 426, 431, 443, 445, 446, 447, 448, 458.
 LOUIS DE PARME, roi d'Étrurie : I, 21, 105, 109, 129, 132, 182, 191, 192 ; II, 332.
 LOUIS DE PRUSSE : II, 156.
 LOUIS MARIE, infant d'Espagne, cardinal : I, 116, 117.
 Louisiane : I, 27, 29, 30, 36, 41, 53, 73, 75, 82, 106, 107, 109, 110, 111, 112, 129, 130, 174, 185, 193, 194, 195, 196, 209, 263, 270, 273, 277, 306 ; II, 68, 166.
 Lozère : I, 79.
 LUCCHESINI : I, 381.
 LUCIEN BONAPARTE : I, XIV, XX, 76, 95, 112-115, 118, 121, 122, 124, 125, 127-130, 132, 136-140, 142, 145, 146, 148, 153-167, 168-172, 175, 176, 178, 180, 184, 360 ; II, 23, 24, 66, 101, 163, 249, 305, 308, 320, 333, 339, 342, 343, 344, 345, 380, 393, 422, 452.

Lucques : II, 26, 69, 211.
 LUCQUES, prince de — : voir à BACCIOCHI.
 Lugano : II, 63.
 LUGO, José : I, 95.
 LUGO, Sebastián : II, 277.
 Lunéville : I, 76, 127, 128, 136 ; II, 249.
 Lunigiana : II, 97, 208.
 Lusitanie : II, 258, 261, 364.
 LUSTRINI : II, 64, 213.
 LYON : I, 43, 141 ; II, 172, 373, 385.
 MACKENSIE : II, 204.
 Madère : I, 158 ; II, 237, 324, 346, 378.
 MADISON : I, 196.
 Mafra, palais de — : I, 254, 255 ; II, 228, 235.
 Magdebourg : II, 146, 149, 169.
 MAGON : I, 356, 357.
 MAHÉLIN : II, 209.
 Mahon : voir à Port-Mahon.
 Majorque : I, 78, 215 ; II, 93.
 Malaga : I, 60, 213, 243, 267, 319 ; II, 181.
 MALASPINA : I, 19, 20, 23.
 MALDONADO : I, 251.
 MALLETT DU PAN : I, 15.
 MALLO : I, 116 ; II, 278.
 Malmaison, La — : I, 168 ; II, 278.
 MALMESBURY : I, 40, 41, 42, 60.
 MALOUEY : I, 15.
 Malte : I, 33, 64, 90, 91, 101, 102, 103, 110, 122, 123, 133, 138, 172, 174, 187, 251, 321, 325 ; II, 13, 115.
 Manche, mer : I, 102, 322, 387, 389, 390.
 Manche, province d'Espagne : I, 267.
 Manège, club du — : I, 80, 81.
 MANGOURT : I, 20, 28, 45, 95.
 MANIQUE, Diogo de Pina — : I, 250.
 MANN : I, 29.
 MANRIQUE, José : II, 272, 285, 295.
 Mans, Le — : I, 79.
 Mantoue : II, 343.
 Maranhão : II, 207.
 March : II, 311.
 MARCILLAC : I, 50.
 Marengo : I, 111, 121, 135, 180 ; II, 26.
 MARESCALCHI : I, 365.
 MARET : I, 154 ; II, 311, 400, 416.
 MARIALVA : II, 334, 335, 336, 337.
 MARIE, colonel : II, 341.
 MARIE Ire, reine de Portugal : I, 22.
 MARIE-ANNE, princesse de Portugal : I, 22 ; II, 23.
 MARIE-ANTOINETTE DE NAPLES, princesse des Asturies : I, XVII, 181, 182, 183, 267, 301, 302, 303, 331, 367, 368, 369, 371 ; II, 7, 32, 35, 43, 66, 110, 122, 266, 270, 272, 295.
 MARIE-CAROLINE D'AUTRICHE, reine de Naples : I, XVII, 8, 37, 38, 47, 114, 181, 182, 193, 301, 303, 305, 323, 330, 331, 335, 366, 367 ; II, 28, 32, 33, 35, 43, 92.
 MARIE-CLÉMENTINE, archiduchesse d'Autriche : I, 182.
 MARIE-ISABELLE DE BOURBON, infante d'Espagne : I, 161, 181, 182 ; II, 34, 35, 92.
 MARIE-LOUISE-THÉRÈSE DE PARME, reine d'Espagne : I, XLIV, I, 3, 5, 44, 98, 105, 111, 112, 116, 129, 161, 178, 182, 199, 302, 325 ; II, 11, 30, 31, 35, 36, 46, 46, 79, 104, 122, 138, 149, 167, 189, 214, 243, 268, 273, 294, 295, 448, 449, 450.
 MARIE-LOUISE-JOSÉPHINE DE BOURBON, reine d'Étrurie : I, 21, 105, 132 ; II, 22, 23, 24, 69, 97, 209-213, 239, 240, 243, 257, 259, 260, 331-334, 364, 373, 374, 438.
 MARIE-THÉRÈSE DE BORBÓN Y VALLABRIJA, comtesse de Chinchón : I, 69.
 MARIE-THÉRÈSE DE BRAGANCE, infante de Portugal : voir à BEIRA (princesse de —).
 MARKOFF : I, 180, 188.
 MARMONT : I, 388 ; II, 152.
 Maroc : I, 322 ; II, 207.
 Marseille : II, 449.
 MARTI : I, 4.
 MARTIN : II, 100.
 Martinique, La — : I, 173, 288, 289, 351, 389, 390 ; II, 103, 386.
 Massa : II, 26, 69.
 MASSÉNA : II, 34, 152.
 MASSERANO, famille des — : II, 298.
 MASSERANO : I, XVIII, 298, 355, 356, 373-376, 395 ; II, 13, 22, 25, 27, 29, 30, 39, 47, 66, 68, 74, 78, 79, 82, 91, 96, 97, 107, 138, 147, 152, 156, 158, 165, 172, 177, 185, 187, 192, 201, 211, 216-220, 243, 244, 248, 252, 254, 266, 292, 296-301, 303, 317, 318, 321, 330, 358, 368, 409, 410, 413, 444, 445, 450, 451.
 MASSON, Frédéric : II, 424, 425, 439.
 MATA LLANA, marquise de — : I, 19, 20.
 MATHIEU - DUMAS : I, 32.
 MATTEI, cardinal : I, 99.
 MATTEI, diplomate : II, 25.
 MATTEI, gouverneur de Livourne : II, 214.
 MAURY : I, 79 ; II, 149, 374.
 MAXIMILIEN-JOSEPH, roi de Bavière : II, 266.
 Mayence : II, 140, 171, 172, 193.
 MAYER : I, XXXIV.
 MAZARREDO : I, XVII, 18, 75, 82, 83, 95, 102, 103, 104, 124, 125, 206.
 Médicis, villa — : I, 131.

Medina del Rio Seco : II, 448.
 MEDINACELI, duc de — : II, 270, 423.
Méditerranée, département de la — : II, 333.
Méditerranée, mer — : I, 26, 53, 82, 101, 124, 125, 172, 208, 267, 322, 325, 352, 383 ; II, 105, 116, 188, 306, 324, 333, 383, 384, 387, 388, 389, 456, 457.
 MELGAREJO, duc de — : II, 163.
 MELÓN : II, 287.
 MELVILLE : I, 314.
 MELZI : I, 193 ; II, 24, 25, 369.
Memel : II, 201.
 MÉNEVAL : I, 251 ; II, 81, 315, 343.
 MENGES : I, 6, 122.
 MENOU : I, 123, 153.
Merida : I, 157.
 MERLE : II, 412, 428.
 MERLIN DE DOUAI : I, XV, 2, 43, 53, 59, 60, 62, 63, 64, 65, 68, 72.
 MERLIN DE THIONVILLE : I, 9.
 MERRY : I, 17, 27, 40, 166.
 METTERNICH : II, 89, 90, 100, 203, 219, 252, 309, 314, 321, 375, 388, 396, 406.
Mexico : I, 265, 308 ; II, 19.
Mexique : I, 11, 92, 93, 109, 195, 265, 269, 308 ; II, 12, 139, 177, 184, 386, 400.
Michaudière, rue de — : II, 443.
 MICHEL FRÈRES : II, 4.
 MICHEL, aîné : II, 14, 17, 21.
 MICHEL, jeune : I, 177 ; II, 54, 55, 95, 96, 310, 311, 312, 358, 365, 410.
Milan : I, 180, 365, 368, 384 ; II, 22, 23, 24, 26, 27, 63, 243, 313, 329, 330, 331, 333, 354, 369, 371, 373, 374, 457.
Milanais : I, 108, 109.
 MINETTE, M^{me} — : I, 98 ; II, 68.
Ministério dos Estrangeiros : I, 63.
Minorque : I, 102, 103, 109, 287 ; II, 115, 202.
 MIOLLIS : II, 241, 242, 243, 331, 332.
 MIOT DE MELITO : II, 341, 342.
 MIRANDA, comte de — : II, 32.
 MIRANDA, Francisco : II, 63, 68, 70.
Miranda de Ebro : II, 438.
Mississippi : I, 195.
Mobile : I, 195.
Modène : I, 108, 109 ; II, 343.
Molar, El — : II, 446.
Moldavie : II, 381.
 MOLLIN : I, XVII ; II, 9, 21, 43, 48, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 176, 178, 181, 182, 183, 184, 255, 355.
 MON : II, 359.
 MONCEY : I, 175, 375 ; II, 306, 339, 340, 355, 356, 367, 368, 369, 397, 403, 404, 410, 411, 412, 420, 430, 458.
 MONK : I, 113.
 MONNET : I, 151.
 MONROE : I, 195 ; II, 68.
 MONTARCO : II, 201.
Montblanc, rue du — : I, 356.
Mont-Cenis : I, 373.
 MONTEMAR : II, 32.
Montesson, hôtel — : I, 131.
Montevideo : I, 265, 317 ; II, 119, 183, 231, 247, 260, 386.
 MONTGAILLARD : I, XIV, 387 ; II, 121, 207, 305, 309, 310, 320, 384, 385.
 MONTIJO, comte de — : II, 442.
 MONTIJO, comtesse de — : II, 32.
Montjuich : II, 411.
 MONTMORIN : II, 416.
Montpellier : I, 141 ; II, 373.
 MONTROND : II, 89.
 MOORE, Graham : I, 317.
 MOORE, John : I, 257, 318 ; II, 305, 338, 339, 340, 365, 369, 370, 383.
 MORATIN : II, 287.
 MOREAU : I, 92, 98, 113, 151, 281, 298, 357, 358 ; II, 121, 148, 461.
 MOREAU SAINT-MÉRY : I, 128, 193.
 MORENO, Antonio : II, 272.
 MÔS : I, XIX, 366 ; II, 33, 186.
Moselle : I, 210.
Moura : I, 359 ; II, 50.
 MOURAVIEFF-APOSTOL : I, 203, 204, 306 ; II, 116.
 MOUTON : II, 306, 339, 368, 371, 397, 398, 428, 430, 446.
 MOZZI : I, 276 ; II, 211.
Muette, La — : II, 200.
 MUGNAI : II, 211.
Münich : I, 96 ; II, 249.
Münster : II, 311.
 MURAT, famille des — : II, 311.
 MURAT, Antoinette-Marie : II, 163.
 MURAT, Étienne : II, 163.
 MURAT, Joachim : I, XVII, 128, 132, 177, 257, 288, 298, 300, 374, 378, 379 ; II, 14, 42, 47, 54, 55, 62, 80, 90, 95, 96, 102, 110, 163, 187, 193, 247, 268, 289, 300, 303, 305, 310, 311, 312, 392, 395, 399-402, 405, 408-411, 412, 413, 418-421, 425, 427, 428, 430-436, 441, 443, 445, 446, 448, 452, 458.
 MURE, Alexandre : II, 85, 352.
 MURPHY, John : II, 183.
 MUZQUIZ, Ignacio : I, XVII, XVIII, 75, 87, 89, 93, 96, 105, 108, 109, 112, 114, 121, 125, 136.
 MUZQUIZ, Rafael : I, 31.
Nantes : II, 206, 220.
Naples : I, XV, 1, 9, 15, 19, 37, 38, 81, 114, 131, 154, 181, 182, 193, 199, 298, 301, 302, 305, 323, 330, 331, 332, 333, 335, 365, 366, 367, 368, 369, 371, 380 ; II, 7, 22, 28, 29, 31, 32, 33, 34, 35,

47, 61, 69, 76, 92, 93, 94, 114, 147, 186, 201, 202, 211, 241, 245, 276, 320, 321, 322, 333, 338, 341, 342, 343, 344, 380, 424, 425, 453, 458.
 NAPPER-TANDY : I, 86.
 NASSAU : I, 18, 44.
Navarre : I, XXI, 2, 3, 7, 224, 308 ; II, 134, 186, 328, 429.
 NAVARRO : II, 381.
 NELLERTO : I, XXVII, 332.
 NELSON : I, 17, 53, 153, 291, 318, 326, 387, 389, 391.
Neuilly : I, 378.
Neuve-des-Mathurins, rue — : II, 449.
New-Gate : I, 26.
Nicée : I, 287.
 NICOLAY : II, 124, 125, 127, 129, 459, 464, 465.
 NITOT : II, 37.
 NIZA : I, 133.
Nogent-le-Rotrou : I, 79.
Nootka-Sound : I, 11, 41.
Normandie : I, 72, 309.
 NOROÑA : I, XIX, 203, 204, 396 ; II, 29, 115, 160, 245.
 NORONHA, Diogo de — : I, XXI, 17, 22, 84, 133, 143.
Nossa Senhora da Nazareth : II, 87.
Nowelle-Castille : II, 279.
Nowelle-Orléans : I, 193, 196.
 NOWASSILZOFF : II, 116.
Nuñez, palais — : II, 345.
 OCARIZ : I, 62.
Océan : I, 387 ; II, 318, 339.
Occident : II, 203, 204.
Oder : II, 150.
 O'FARILL : I, 247, 285, 286 ; II, 30, 71, 148, 170, 210, 213, 214, 215, 242, 243, 369.
 OLASO, Pedro : II, 80.
 OLAVIDE : I, 310.
Olivenza : I, 152, 157, 172, 174 ; II, 60, 61, 64, 82, 109, 335, 395.
Ombrono, département de l' — : II, 333.
 OÑATE : II, 442.
 O'NELLI : I, 394.
 ONIS : I, 26.
Oporto : voir à *Porto*.
Orbetello : I, 131.
 O' REILLY, famille des — : I, 28.
 O' REILLY, M^{me} — : I, 19.
 O' REILLY, major : I, 393.
Orense : I, 307.
 ORGAZ : II, 269, 279, 285, 295, 361.
Orient : II, 204, 306, 374, 377, 378, 379, 384, 385, 386, 387, 403, 453.
Orléans : I, 49 ; II, 356, 412.
 ORLÉANS, duchesse d' — : I, 46.
 ORLÉANS, famille d' — : I, 46.
 OSSIPOFF : II, 122, 126, 127, 132, 140, 461.
 OSUNA, duc de — : I, 24, 80, 88, 94, 95, 117, 287.
 OTTO : I, 123, 140, 172, 173, 212.
 OTTONI, José : II, 66.
 OUBRIL : I, XVI, 322 ; II, 74, 76, 91, 92, 93, 94, 113, 117, 118, 133, 202.
Ouguella : I, 152.
 OUVRARD : I, XVI, 14, 124, 247, 283, 284, 289, 342, 343, 344, 378, 379 ; II, 7-13, 14-19, 20, 21, 43, 47, 52-59, 95, 96, 102, 156, 175, 176, 181, 182, 183, 256, 452.
 OYEN HAUSEN, comtesse d' — : I, XVI, 293, 304.
 OYRA : I, 84.
 PACHECO : II, 245.
 PAGANEL : I, 95, 376.
 PAHLEN : II, 121.
Palais d'Hiver : II, 382.
Palazzo Vecchio : II, 333.
Palerme : I, 131 ; II, 209.
 PALMERSTON : II, 347.
 PALYART : II, 183.
Pampelune : I, 220 ; II, 186, 356, 368, 404, 410, 411, 428, 431.
Panama : II, 211.
 PANTELLERCA, prince de — : II, 26.
 PAOLI : I, 11.
Paraguay : I, 251.
Parempuyre : II, 34.
 PARET MORENO : I, 4.
 PARKER : I, 265.
Parme : I, XIV, 1, 9, 20, 21, 22, 27, 29, 36, 37, 47, 69, 75, 76, 88, 90, 92, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 112, 113, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 135, 136, 138, 178, 185, 193, 194, 205, 268 ; II, 25, 26, 69, 333, 345.
Pasajes : I, 181, 315 ; II, 71, 79, 81, 258, 259, 260, 417.
Pau : I, 89.
 PAUL I^{er}, empereur de Russie : I, 81, 153.
 PAULINE BONAPARTE : II, 25, 69.
Pavie : II, 405.
 PÈCHE, Louis : I, 52.
 PEDRO, infant d'Espagne : II, 23, 163, 226.
 PELHAM : I, 16.
 PEÑAFIEL, marquise de — : I, 24.
 PEÑALVER : I, 195.
Peniche : II, 236.
 PEÑUELAS DE ZAMORA, Juan : II, 207.
 PÉREZ DE GUZMAN : I, 221, 227 ; II, 48, 49, 373.
 PÉRICHON DE VANDEUIL : II, 386.
 PÉRIGNON : I, XIII, XXXIX, 20, 23, 27-

- 31, 32, 33, 36, 37, 38, 43, 45, 49, 52, 53, 54, 55, 57, 58, 64, 68, 91.
 PERJAA, marquise de — : II, 294.
Pernambouc : II, 207.
Pérou : I, 92, 93, 307 ; II, 12, 386.
Perpignan : I, 68, 151, 213, 222 ; II, 168, 171, 172, 306, 318, 356, 368, 432, 460.
 PERRÉGAUX : II, 16, 65.
 PERROCHEL : I, XVI, 2, 64, 65, 67, 77.
 PESTALOZZI : II, 361.
 PHILIPPE V, roi d'Espagne : I, 7, 14, 46, 308 ; II, 129.
 PHILIPPE, duc de Parme : I, 6.
Philippines, îles — : I, 28, 97, 166 ; II, 70, 181.
 PICHEGRU : I, 51, 281.
 PIE VI, pape : I, 31, 34, 81, 98.
 PIE VII, pape : I, 99 ; II, 25.
Piémont : I, 355.
 PIERRE I^{er}, roi de Portugal : I, 72.
 PIERRE III, roi de Portugal : I, 22.
Pietra Santa : II, 97, 208.
 PINCKNEY : II, 68.
 PINTO : II, 193.
 PINTO DE SOUSA, José Manoel : I, XXI, 71, 83, 133.
 PINTO DE SOUZA, Luiz : I, 56, 59, 70, 71, 83, 133, 135, 143, 144, 145, 146, 147, 156, 157, 159, 165, 252, 255, 256, 257.
Piombino : I, 129, 131 ; II, 26.
 PIOMBINO, prince de — : voir à BACCIOCHI.
Pise : II, 31, 211, 331.
Pistola : II, 241.
 PITT : I, 141, 211, 297, 314, 315, 316, 319, 326 ; II, 123, 124.
Pitti, palais — : II, 332.
 PIZARRO : I, XXVIII, 42, 60, 119, 146, 178, 374 ; II, 271.
Place Royale, Florence : II, 333.
Plaisance : I, 21, 36, 370, 371, 372 ; II, 26, 69, 333, 457, 458.
Plata, La — : II, 121, 125, 140, 374.
Plessis-Chamart : I, 176.
 PLÉVILLE-LE PELLEY : I, 41.
Plymouth : I, 317, 318 ; II, 86.
Poitiers : II, 403, 457.
Poitou : I, 50.
 POLE : I, 172.
 POLITI : I, 36.
Pologne : II, 71, 184, 190, 192, 193, 194, 198, 274, 394.
 POMBAL : II, 349.
Pondichéry : II, 150.
 PONS : II, 70.
 PONTE DE LIMA : II, 100.
 POPHAM : II, 119, 125, 140.
Port-Mahon : I, 65, 82, 103, 106, 138, 140, 172, 333.
Portalegre : I, 152.
 PORTALIS : I, 320.
 PORTLAND, duc de — : I, 319.
Porto : I, 144, 159, 270 ; II, 206, 207, 232, 261, 323, 326, 368, 441.
Porto-Rico : I, 55 ; II, 100.
Portsmouth : II, 152.
 POTTERAT : I, 393.
 POULTIER : I, 55.
 PRADT : II, 386.
Prato : II, 210.
 PRATS : II, 178, 182, 449.
Pregel : II, 274.
Presbourg : II, 36, 205, 463.
Présides, Les — (Afrique) : II, 115.
Présides, Les — (Italie) : I, 131.
 PREVOST : II, 152.
 PROVENCE, comte de — : voir à LOUIS XVIII.
 PRUSIAS : I, 306.
Prusse : I, XVI, XXIV, 12, 63, 83, 86, 87, 97, 141, 167, 173, 188, 203, 204, 226, 285, 380 ; II, 62, 71, 75, 95, 100, 105, 109, 110, 111, 112, 113, 115, 116, 127, 132, 147, 149, 152, 154, 156, 157, 158, 159, 163, 166, 200, 201, 202, 228, 229, 378, 383, 406, 446, 450, 462, 463.
 PUISAYE : I, 49.
 PULTENEY : I, 145.
Pultusk : II, 187.
Pyrénées : I, 2, 9, 79, 89, 169, 198, 209, 220, 221, 227, 232 ; II, 81, 105, 141, 155, 248, 258, 259, 261, 262, 263, 289, 307, 308, 318, 322, 329, 356, 374, 378, 379, 382, 401, 453.
Pyrénées-Occidentales : II, 356, 397, 412.
Pyrénées-Orientales : I, 10 ; II, 147, 356, 368, 404.
Queso : I, 315.
Quiberon : I, 15.
 QUINTANA : II, 287.
Raguse : I, 181.
 RAMOS : I, 4.
Rapallo : II, 31.
Ratisbonne : II, 249.
 RAYMONDO : I, 85.
 RAYNEVAL : I, XV, XVI ; II, 36, 67, 85, 86, 87, 194, 199, 205, 217, 218, 219, 221, 226, 227, 228, 229, 230, 232, 233, 235, 236, 238, 250, 323, 324, 326, 358.
 RÉCAMIER : II, 20.
 RÉCAMIER, M^{me} — : I, 361.
Reggio : I, 108, 109.
 RÉMUSAT : I, 299.
 RÉMUSAT, M^{me} de — : I, 362 ; II, 24, 154, 215.
Rennes : II, 403.
République batave : I, 12, 39, 41, 43, 181.
République cisalpine : I, 106, 127, 191.

- République helvétique* : II, 148.
République italienne : I, 180, 193, 194 ; II, 25.
République ligurienne : I, 106, 181, 293 ; II, 319.
République romaine : I, 81.
Rétiro : I, 176 ; II, 277, 278, 286.
 REUBELL, Directeur : I, 2, 9, 26, 57, 63, 64, 65, 68, 80.
 REVEL : I, 35.
Rhénanie : II, 206.
Rhin : I, 151, 229, 313, 321, 382 ; II, 30, 105, 318.
Rhin-et-Moselle : I, 357.
Rkoçes : II, 202.
 RIBERO, Manuel : II, 287.
 RICARDOS : I, 3.
 RICCI : II, 210.
Richelieu, rue — : II, 450.
 RICHERY : I, 21, 24, 29, 39, 126.
 RICHTEREN : I, XVI ; II, 321.
 RIBL : I, 211.
 RIFLON, Jeanne : I, 48, 49, 52.
Rio de Janeiro : II, 207, 230.
Rio de la Plata : I, 99 ; II, 120, 125, 206.
 RIS : I, 92.
 RIVALS : II, 18.
 RIVAUD : I, 9.
 ROBERTONE : II, 32.
 ROCA FUERTE : voir à TUDÓ.
 ROCHAMBEAU : I, 209.
 ROCHECHOUART - FODOAS, M^{lle} de — : I, 66, 120.
Rochefort : I, 150, 151, 348, 350, 356, 389 ; II, 384, 386.
Rochelle, La — : I, 276, 306.
Rocroy : I, 14.
 RÖDERER : I, 113 ; II, 315.
 ROHAN, famille de — : II, 298.
 ROHAN, Emmanuel de — : I, 90.
Romagne : I, 41.
Rome : I, XVI, XX, XXVII, 34, 91, 99, 114, 117, 122, 131, 180 ; II, 152, 179, 295, 333, 345, 374, 379, 393, 394, 429, 449.
Romilly : I, 61, 72, 309.
 RONCOURT : I, 301 ; II, 315.
 RONDCHAMP : I, 124.
 ROOS : I, 288.
 ROOURSANTE : I, 28, 80.
 ROSAS : I, 287.
 ROSILY : I, XVII, 391 ; II, 188, 340, 387, 426, 427.
 ROSSLYN : II, 85, 86, 88, 98, 127.
 ROTALIER : I, 56.
Rouen : I, 309 ; II, 206.
 ROUME : I, 27.
 ROUMIANZOFF : II, 380, 381.
Roussillon : I, 2, 22, 149 ; II, 121, 421.
 ROUSTAN : II, 343.
 ROZIÈRES : I, 56, 144 ; II, 235.
Rubicon : II, 48, 49.
 RUFUS KING : I, 195.
Russie : I, XIX, XXIV, 26, 29, 81, 85, 91, 101, 134, 141, 153, 165, 173, 180, 188, 191, 203, 204, 206, 226, 306, 317, 334, 380, 396 ; II, 29, 30, 38, 46, 62, 71, 74, 75, 76, 92, 95, 110, 111, 114, 115, 116, 117, 121, 122, 124, 131, 138, 154, 159, 160, 165, 173, 174, 200, 201, 202, 203, 219, 306, 337, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 381, 383, 385, 459, 463.
Saafeld : II, 138, 139, 146, 156, 158.
 SAAVEDRA : I, 51, 73, 77, 78, 84, 85.
Sables d'Olonne : I, 307.
Sabugal : II, 100.
Sacavem : II, 353.
Saint-Antioche : I, 35.
 SAINT AUGUSTIN : I, 85.
Saint-Cloud : I, 188, 242, 324, 333, 373, 381 ; II, 51, 68, 89, 172, 216, 219, 444.
Saint-Domingue : I, 9, 11, 15, 17, 18, 27, 106, 175, 176, 195, 219, 288, 292, 347 ; II, 70, 152.
Sain-Empire : I, 320.
 SAINT-FLORENTIN, comtesse de — : I, 293.
Saint-Florentin, rue — : I, 261 ; II, 41, 191.
Saint-Germain, faubourg — : I, 355 ; II, 298.
Saint-Ildesonse : I, XIII, XIV, XVI, XVIII, 1, 26, 30, 32, 47, 48, 53, 56, 73, 75, 80, 107, 111, 113, 116, 123, 124, 126, 178, 189, 194, 195, 198, 207, 208, 209, 212, 303 ; II, 79, 100, 104, 132, 174, 285, 287, 289, 295, 450.
Saint-Jean-de-Luz : I, 150.
Saint-Jean-Pied-de-Port : I, 307 ; II, 339, 368, 397.
Saint-Louis-des-Français, Rome : I, 99.
Saint-Marin : I, 168.
 SAINT-MICHEL, duc de — : II, 35.
 SAINT-PAUL : I, 97.
Saint-Petersbourg : I, 26, 202, 203, 204, 275, 288, 317 ; II, 29, 32, 113, 114, 115, 116, 122, 124, 125, 126, 160, 211, 245, 249, 375, 376, 379, 380, 381, 420, 464.
Saint-Pierre : I, 35.
Saint-Roch : I, 347, 357, 369, 383, 394 ; II, 120, 246, 340, 369.
 SAINT-SAUVÉUR, M^{me} de — : I, 355 ; II, 298.
Saint-Sébastien : I, 315 ; II, 70, 368, 420, 427.
 SAINT-SIMON, duc de — : I, 70.
Saint-Vincent : I, 16, 54, 386, 392 ; II, 81.
 SAINT-VINCENT : I, 53, 55, 56, 133 ; II, 85, 86, 88, 98, 120, 127.

- Sainte-Hélène* : I, 251, 322 ; II, 24, 154, 184, 315, 389, 390, 400, 447, 454.
Sainte-Lucie : II, 152, 394.
Sainte-Marie, cap — : I, 317, 318, 321, 322 ; II, 128.
Saintes : I, 264.
Salamanque : I, 151, 167 ; II, 293, 317, 327, 328, 356.
SALCEDO : I, 351, 383, 386 ; II, 187.
SALINAS : II, 291.
Salm, palais de — : I, 335.
SALUCCI, Vicente : I, 83, 84, 107.
SALVATICO : I, 276 ; II, 24.
Salzbourg : I, 128.
Sambre-et-Meuse : I, 210, 211.
SAN CARLOS, duc de — : II, 186, 269, 287, 295, 380.
San Isidro : II, 279.
SAN TEODORO, duc de — : I, 302, 303, 331, 333, 366, 367.
SAN TEODORO, duchesse de — : I, 333.
SANDOZ-ROLLIN : I, 77.
SANTA CLARA : II, 168.
SANTA CRUZ, marquise de — : I, 176, 179.
Santander : II, 246.
SANTIAGO, marquise de — : I, 47.
SANTIVÁÑEZ, Angel de — : I, XVIII, 259, 273, 274, 285, 354, 359 ; II, 25, 298, 300.
SANTOS BRANCO : I, XXI, 134.
São Julião : II, 350, 352.
SAPPEY : II, 101.
Saragosse : I, 308.
Sardaigne : I, I, 9, 15, 20, 35, 36, 91, 154, 181, 191, 352 ; II, 74, 93, 202, 456.
SARZEDAS : II, 100.
SAVARY : II, 203, 245, 375, 376, 379, 380, 446, 448.
Saxe : I, 181 ; II, 141, 192.
Scala, La — : II, 373.
SCHIMMELPENNINGK : I, 388 ; II, 59.
SCHUBART : I, 82, 94.
SEABRA DA SILVA : I, XI.
SEBASTIANI : II, 197.
Ségovie : I, XVIII ; II, 356.
SEGUI, François : I, XVI, 2, 64, 66, 67, 68, 84, 85.
SÉGUIN : II, 54.
SÉGUR, famille de — : II, 40.
SÉGUR, comte de — : II, 224.
Séleucie : I, 31, 96.
SELGAS : II, 272.
SENLON : I, 33.
Sens : II, 172.
Sept-Iles : I, 172, 181.
Serna : I, 307.
Serpa : II, 50.
SERRA, Jérôme de — : I, 293, 294 ; II, 319, 406.
SERURIER : I, XV, 336, 337 ; II, 85.
SERVISTORI : II, 25.
Setubal : II, 368.
Séville : I, 19, 23, 31, 33, 116, 135, 295, 306, 320, 359 ; II, 433, 440.
Sheffield : II, 206.
SICARD : I, XXVII.
Sicile : I, 182, 352, 365 ; II, 35, 74, 86, 92, 201, 202, 207, 208, 209, 214, 338, 340, 370, 383, 384, 456.
SICILIA : I, XXVII.
SIDNEY SMITH : II, 336, 346, 347, 350, 351, 352.
Sienna : I, 191 ; II, 26.
SIEVES : I, 9, 47, 96, 103, 113.*
Silésie : II, 378, 381, 382.
Simancas : I, XVIII.
SIMCOE : II, 85.
SIMÉON : II, 22, 26, 28.
SIMON, banque — : I, 274.
SIMONIN : I, 7, 8.
SIMONS, Michel : I, 100, 101, 108, 266, 282 ; II, 59.
SINIARINE : II, 247, 337.
SOLANET : II, 281, 282, 284.
SOLANO : I, 357, 358 ; II, 146, 326, 353, 365, 427.
SOLER : I, 116, 271, 282 ; II, 14, 170, 180, 181, 182, 302, 436.
Solobosa : II, 381.
Solor : II, 335.
SORIANO, Domingo : I, 347.
Soto de Roma : I, 10.
SOUDAT : I, 44.
Soule : II, 313.
SOUSA BOTELHO, José Maria de — : I, XXI, 146, 174, 246-252, 361, 362.
SOUSA, M^{me} de — : I, 178, 248, 251, 362.
SOUSA COUTINHO, Domingos de — : I, XXI, 290, 318 ; II, 63, 87, 225, 229, 231, 235, 237, 238, 347.
SOUSA COUTINHO, Rodrigo de — : I, 56, 143, 145, 147, 148 ; II, 235, 349, 374.
SOUSA HOLSTEIN : I, XXI, 54, 135.
SOUVAROFF : I, 163.
STADION : II, 118.
STAËL, M^{me} de — : I, 361.
STAHRENBURG : II, 394.
Stettin : II, 156.
STEVEN : I, 4.
STEWART : I, 56.
Stockholm : I, 101 ; II, 202.
STOFLET : I, 50.
STRANGFORD : I, XXIII ; II, 67, 85, 87, 109, 126, 131, 132, 199, 205, 217, 222, 225, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 236, 237, 238, 291, 292, 306, 307, 324, 336, 346, 347, 349, 351.

- Strasbourg* : II, 20.
STROGONOFF : I, XVII, XXIII, XXIV, 119, 358 ; II, 62, 94, 95, 97, 98, 99, 104, 108, 109, 112, 114, 116-120, 121-125, 126-129, 131, 132, 134-138, 141, 143, 146, 147, 156, 157, 159, 160, 163-168, 170, 173, 174, 186, 225, 310, 326, 450, 459.
STUART, Charles : I, XXIV ; II, 95, 125, 464.
Stupinitz, palais de — : II, 456.
Suède : I, 24, 79, 136, 141, 144, 320, 322, 396 ; II, 44, 97, 336, 375, 376, 377, 378, 381, 382, 434.
SUFFREN : I, 211.
Suisse : I, 8.
Surinam : I, 348.
SUSSEX, duc de — : I, 254.
Syrie : I, 120.
Tabago : II, 394.
TACHEREAU, femme — : I, 97.
Tage : I, 171, 252, 257, 364, 388 ; II, 73, 85, 86, 88, 98, 104, 108, 120, 127, 145, 206, 327, 335, 336, 337, 338, 346, 347, 350, 352, 363.
Talavera : II, 275.
TALLEYRAND : I, XIII, XIV, XVII, XXVII, 2, 41, 42, 51, 55, 58, 61-69, 70-73, 75, 76, 77, 86, 93, 94, 95, 97, 98, 100, 105, 107, 108, 112, 113, 114, 119-123, 125, 127, 129, 130, 133, 134, 137-142, 143, 154, 155, 158, 160-164, 168, 169, 170, 172, 176-179, 180-183, 187, 188, 190, 197, 198, 200, 202, 205-208, 209, 210, 212, 213, 217-231, 234-251, 253, 255, 257, 259, 260-270, 272, 273, 275, 276, 278, 279, 281, 282, 286, 287, 289, 294, 295, 300, 301, 305, 307, 308, 312, 313, 320, 322-326, 327-330, 332, 336, 341, 342, 351, 354, 357, 359, 361-364, 365, 371, 376, 377, 379, 393, 397 ; II, 8, 13, 22, 25, 27, 29, 30, 34, 37, 41-44, 48, 58-62, 67, 68, 72-77, 78-85, 86, 89-92, 93, 97, 98, 102, 104, 106, 107, 124, 133, 138, 142, 144, 147, 150, 154, 161, 164, 165, 168, 169, 177-180, 181, 191, 193-197, 199, 203, 209, 210, 212, 216, 217, 221, 222, 226, 240, 252, 257, 261, 268, 275, 277, 280, 292, 299-302, 305, 310-313, 314-317, 320, 391, 400, 413, 414, 417, 422, 435-441, 444, 446-449, 452.
TALLEYRAND, M^{me} de — : I, 112, 238 ; II, 84, 193, 196, 200.
TALLIEN : I, 28, 47, 51, 52, 267.
TALLIEN, M^{me} — : I, 28, 42, 51, 57.
TARANCO : II, 327, 353.
Tarbes : I, 378.
Farragone : II, 159.
TASCHER DE LA PAGERIE, Marie-Stéphanie : II, 265, 277, 278, 291, 296, 301, 362, 426, 428.
TASSONI : II, 210.
Temple, Le — : I, 46, 63, 120.
Ténériffe : I, 55.
TERESA : voir à M^{me} TALLIEN.
TERNAUX : I, 189.
Terre-Neuve : I, 29.
Terre-Sainte : I, 120.
Texel : I, 321.
THÉMINES : I, 306, 307.
THEREMIN : I, 62, 63.
THIERS : II, 309, 425, 426, 427.
THUGOT : I, 87, 107.
THUROT, Joseph : I, XVI, 377, 378.
TIBOULT : I, 142.
Tilsit : II, 196, 198-205, 208, 210, 212, 215, 219, 225, 229, 240, 244, 254, 311, 321, 342, 375, 377-380, 383, 394.
Timor : II, 335.
Tivoli : I, 122.
Todos-os-Santos : voir à Bahia.
Tolède : I, 31, 306 ; II, 272, 275, 281, 282, 284, 295.
Tolentino : I, 35.
Tolosa : II, 409.
TOLSTOÏ : II, 381, 413.
TONSO : I, 35.
Tordesilla : I, 167.
TORRE, Manuel de la — : I, 166.
Torre la Vega : II, 295.
Toscane (voir aussi à *Étrurie*) : I, 57, 76, 81, 111, 127-133, 174, 176, 181, 182, 185, 186, 190-193, 209, 276 ; II, 22-30, 31, 69, 71, 73, 97, 149, 170, 208, 209, 211, 214, 215, 239, 240, 242-245, 256-259, 330, 331, 380, 382, 438.
Toulon : I, 11, 21, 89, 103, 124, 141, 218, 287, 348, 350, 351, 352, 353, 383 ; II, 188, 370, 384, 387, 414, 433, 455, 456.
Toulouse : I, 79 ; II, 31.
TOURNON : II, 319, 320, 371, 396, 397, 398, 399, 406, 408, 415, 416, 419, 428, 435, 436, 443, 446.
Trafalgar : I, XXI, 298, 388, 390, 391, 392, 393, 395, 397 ; II, 38, 47, 107, 153, 163, 188, 205, 387, 389, 408, 452.
Tras os Montes : I, 154 ; II, 71.
TRELLES, Manuel : I, 292.
Trieste : I, 52, 91.
TRIGG : I, 347.
Trinité, La — : I, 41, 55, 106, 109, 125, 138, 140, 163, 169, 172, 173, 174, 177, 200, 270 ; II, 41, 79, 124, 128, 260, 261, 452, 456.
Trinité-du-Mont, La — : I, 99.
TROUSSET : II, 328.
TRUGUET : I, XIV, XXXIX, 64, 66, 67, 68, 69, 70, 72, 73, 77, 78, 86, 94, 97.

- TUDÓ, Josefa : I, XXI, 6, 69, 215 ; II, 186, 423, 449.
Tuileries : I, 261, 281, 299 ; II 240.
 TURENNE : II, 256, 371, 396, 397.
Turin : I, 89, 375 ; II, 373, 385, 456.
 TURNBULL, John : I, 314.
Turquie : I, 12, 33, 101 ; II, 150, 378, 381, 384.
Tyrol : II, 172.
- ULLOA, Ignacio Lopez — : I, 89, 90.
Ulm : I, 396, 397 ; II, 167.
- URQUIJO : I, XIV, 75, 77, 78, 82, 85, 86, 89, 94, 95, 97, 98, 99, 101, 104, 105, 107-110, 111, 112, 114, 117, 118, 119, 121, 125, 134, 137, 161, 181, 205.
 URRUTIA : I, 88, 135.
 UTRECHT : I, 17 ; II, 76.
- VAGENAY : II, 369.
Falachie : II, 381.
- VALDEPARAISO : I, 21, 90.
 VALDERRO : II, 269.
 VALDÉS : I, 19 ; II, 370, 387, 433.
Valençay : I, XVI, 250 ; II, 448.
Valence (Espagne) : I, 199, 267 ; II, 132, 134, 162, 430.
Valence, royaume de — : II, 312, 313.
Valence (France) : I, 81.
 VALENCIA : I, XIX, 198, 203, 204.
Valencia del Ventoso : I, 3.
 VALENTI : I, 99.
 VALKENAER : I, 49, 95, 118, 293.
 VALLABRIGA, Louise de — : II, 163.
Valladolid : I, 164, 218, 220, 267 ; II, 356, 368, 397, 404, 412, 427.
 VALLEJO : I, 10, 42 ; II, 270, 271, 291.
Valmy : II, 111.
 VALPARAISO : II, 185.
 VANDEUL : I, XIV, 187, 321, 331 ; II, 62, 77, 106, 107, 108, 117, 119, 131, 132, 134-137, 138, 145, 147, 152, 157, 162, 164, 166, 175, 271, 364, 371, 372, 397, 398, 399, 408, 419, 427, 452, 462.
 VANLERBERGHE : I, XVI, 283, 284, 343, 379 ; II, 7, 9, 14, 17, 18, 19, 20, 21, 55, 58, 156, 175, 176, 256.
 VARELA : I, 19.
 VARGAS Y LAGUNA : II, 345.
Varsovie : II, 158, 173, 187, 191, 195, 196, 221, 222, 381.
 VAUBOIS : I, 101.
Vendée : I, 2, 49, 50, 320.
Venise : I, 19, 44, 52, 75, 99, 109 ; II, 63, 305, 341, 342, 343, 447.
Vera Cruz, La — : I, 209, 265 ; II, 59.
 VERDIER : II, 26.
Véronne : I, 45, 145, 229 ; II, 405.
Versailles : I, 98, 120, 271, 286 ; II, 248, 360.
- VICTOR : I, 194.
 VICTOR-AMÉDÉE III, roi de Sardaigne : I, 35.
 VIEGAS : II, 360.
 VIEIRA DE ABREU : I, XXI.
Vienne : I, 47, 87, 94, 97, 101, 106, 127, 181, 199, 201, 224, 285, 310, 335, 397 ; II, 32, 148, 160, 173, 215, 245, 410.
Vigo : I, 134, 389 ; II, 109, 370.
 VIGURI : II, 279.
- VILA VERDE : II, 36, 65, 99, 100, 235, 236.
- VILLAFRANCA, duc de — : II, 32.
 VILAFRANI : I, 30.
 VILLAMAYOR, marquise de — : I, 355.
 VILLARET-JOYEUSE, amiral : I, 99, 100.
 VILLARET-JOYEUSE, Charles, chef de brigade : I, 209.
 VILLARIEZO : II, 185.
Villa Viçosa : II, 36, 64.
Villaviciosa : II, 310.
 VILLENA : II, 274, 280.
 VILLENEUVE : I, 344, 348, 350, 351, 352, 365, 381, 382, 383, 384, 386, 388, 389, 390, 391, 395.
 VILLOT-PRÉVILLE : I, 96.
Vimeiro : I, XXII.
 VINS : I, 17.
 VIRDO : I, 155.
Vitoria : I, 110, 237 ; II, 318, 339, 356, 372, 397, 403, 404, 412, 427.
 VOLNEY : I, 161.
- WALPOLE : I, XXIII, 70, 107, 144, 174.
 WANTE : II, 18.
Washington : I, 196.
 WASSILIEF : II, 109.
 WELLESLEY : II, 152.
Weser : II, 246, 258.
Westphalie : II, 311, 312, 321, 399.
 WHITE : I, XXIII, 85.
 WHITWORTH : I, 187, 188, 189, 194, 204, 250.
 WICKHAM : I, 28, 39, 47.
 WILKINSON : I, 196.
 WORONZOFF : II, 462.
Württemberg : I, 380 ; II, 113.
- YARMOUTH : II, 74, 75, 78, 79, 82, 83, 84, 85, 86, 91, 92, 94, 102, 124, 133, 191.
Yeltes : I, 152.
Yorkshire : II, 206.
- ZAFRA : II, 186.
Zamora : I, 167.
 ZAMORA : I, XXI, 3, 4, 8, 10, 117.
 ZASS : II, 124.
 ZELADA : I, 99.
Zèzère : II, 349.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME SECOND

CHAPITRE V

LA SECONDE INTRIGUE CONTRE LE PORTUGAL

PREMIÈRE PARTIE

LA NOUVELLE OFFENSIVE DE GODOY

I

L'ESPAGNE ET LA CRISE DES NÉGOCIANTS RÉUNIS.

OUVRARD ET L'ESPAGNE (p. 8). Retards du subside espagnol. Ouvrard à Madrid ; ses traités avec l'Espagne (fin 1804). L'affaire du reliquat du subside. — CRISE ESPAGNOLE ET CRISE FRANÇAISE (p. 16). Envois de piastres d'Ouvrard en France ; leur nécessité pour le Trésor. Ils sont arrêtés par la crise de la *Caja de Consolidación*. Vanlerberghe ébranlé par cette même crise. L'ébranlement communiqué à la Banque de France. La grande crise (fin 1805). Règlement de l'affaire par Napoléon.

II

BOURBONS D'ESPAGNE ET BOURBONS D'ITALIE

L'ÉTRURIE (p. 22). Refus de la régente de rendre visite à Napoléon. Influence de l'Espagne en Étrurie, ses interventions constantes en sa faveur. Napoléon demande des troupes espagnoles pour l'Étrurie ; cette mesure réclamée depuis longtemps par l'Espagne ; les raisons de Napoléon ; envoi des troupes (fin 1805). — NAPLES (p. 31). Nouvelle crise hispano-napolitaine. L'Espagne abandonne les Bourbons de Naples ; leur chute. Mort de la princesse des Asturies et ruine du parti napolitain à Madrid.

III

PROJETS DE PARTAGE DU PORTUGAL.

LA SITUATION DU PORTUGAL (p. 35). Maladie du régent. Le Portugal mal vu de Napoléon. Sa neutralité compromise. Duplicité de Godoy à son égard. — GODOY

ET LA RÉGENCE DU PORTUGAL (p. 39). Retour d'Izquierdo à Paris ; son crédit ; ses premiers rapports avec Duroc et Talleyrand. Godoy demande catégoriquement la régence de Portugal (6 février 1806) ; promesse d'appui de Napoléon. — NOUVEAUX PLANS PORTUGAIS DE GODOY (p. 45). Godoy renonce au projet de régence ; ses demandes obscures. Napoléon exige une explication plus nette ; Izquierdo y exhorte Godoy. Réponse de Godoy : premier projet d'amputation du Portugal. Deuxième projet : partage du Portugal. Attitude réservée de Napoléon.

IV

LA CONVENTION FINANCIÈRE DU 10 MAI 1806

LES RÉPERCUSSIONS DE LA CRISE OUVRARD (p. 52). L'Espagne débitrice de 131 millions. La négociation confiée à Izquierdo. — RÈGLEMENTS FINANCIERS (p. 54). La question des traites espagnoles passées à des tiers ; son règlement. Le problème de la responsabilité espagnole pour le débet Ouvrard ; elle est réduite à 60.500.000 francs ; engagements corrélatifs d'Ouvrard envers l'Espagne. Marques de bonne volonté espagnole.

DEUXIÈME PARTIE

LA NOUVELLE DÉCEPTION DE GODOY

V

TALLEYRAND ET LE PROJET PORTUGAIS

LES ALARMES DU PORTUGAL (p. 62). Il s'inquiète des bruits de rupture et de l'attitude de Godoy et de Napoléon ; il découvre l'intrigue d'Izquierdo. Son appui à Paris : Talleyrand. — IZQUIERDO, DUROC ET TALLEYRAND (p. 67). Izquierdo gagné par les avances de Talleyrand et de Duroc ; Lacépède éliminé. Négociation avec Duroc : le roi d'Étrurie en Portugal ? Talleyrand introduit dans la négociation : le projet du 13 juin 1806.

VI

LES NÉGOCIATIONS FRANCO-ANGLAISES ET LE PROJET PORTUGAIS

ARRÊT DE LA NÉGOCIATION PORTUGAISE (p. 74). Les pourparlers de paix. Talleyrand en prend prétexte pour suspendre la négociation Izquierdo, malgré le désir de Napoléon. Le projet portugais sacrifié par Napoléon. — PREMIÈRES INQUIÉTUDES DE GODOY (p. 77). Sa mauvaise humeur : arrêt des armements navals. Sa méfiance lors de l'entrée officielle de l'Espagne dans les pourparlers. Ses recommandations à Izquierdo. — L'AIDE BRITANNIQUE AU PORTUGAL (p. 82). Efforts anglo-portugais pour faire garantir l'intégrité du Portugal dans les pourparlers. Tentative anglaise d'appui direct au Portugal : l'escadre britannique à Lisbonne.

VII

LA DÉCONVENUE DE GODOY

LIMA CONTRE IZQUIERDO (p. 88). Efforts d'Izquierdo pour soutenir ses affaires ; leur échec. Les contre-mines de Lima ; leur succès. — L'AFFAIRE DES BALÉARES (p. 92). Le traité franco-russe les donne aux Bourbons de Naples. Il est découvert par Izquierdo. Réaction de Godoy ; répercussions réelles de l'affaire. — LES INQUIÉ-

TUDES DE GODOY (p. 95). Il tâche de se faire soutenir par Murat. Exigences excessives de Napoléon. Alarmes causées par la démonstration anglaise à Lisbonne. Bruits inquiétants. Izquierdo avoue son échec ; amers reproches de Godoy. Alarmes et rancunes.

VIII

L'ESPAGNE ET LA 4^e COALITION : PORTUGAL ET PRUSSE

L'AMBASSADE FRANÇAISE A MADRID (p. 105). Départ de Beurnonville. Le poste laissé à un simple chargé d'affaires. — LES OUVERTURES AU PORTUGAL (p. 107). Propositions de Godoy à Ega. Méfiance d'Araújo, leur rejet. — LES PROPOSITIONS DE LA PRUSSE (p. 109). Bons rapports hispano-prussiens. Henry chargé d'attirer Godoy dans la coalition. Godoy décline ses ouvertures. Froideur entre les deux cours.

IX

L'ESPAGNE ET LA 4^e COALITION : RUSSIE ET ANGLETERRE

GODOY ET STROGONOFF (p. 114). Efforts persévérants du tsar pour détacher l'Espagne de la France. Strogonoff à Madrid. Premiers pourparlers avec Godoy ; la nouvelle de la prise de Buenos-Ayres décide Godoy à des ouvertures formelles. — LE REFUS DE L'ANGLETERRE (p. 123). Vains efforts du tsar pour décider l'Angleterre à la paix avec l'Espagne, en 1805, en octobre 1806 (la question de Buenos-Ayres). Les ouvertures de Godoy à l'Angleterre, par Argüelles et par la Russie ; Grey les repousse (novembre 1806) : colère de Godoy.

X

LA PROCLAMATION DU 5 OCTOBRE 1806

L'ÉNIGME DE LA PROCLAMATION (p. 129). Son texte. Interprétations possibles. — LE MANIFESTE ET LA COALITION (p. 131). Est-il une adhésion ouverte à la coalition ? Godoy ne pouvait songer à la donner : situation obscure à l'extérieur et à l'intérieur, faiblesse de l'armée (les « armements d'octobre 1806 »). Godoy n'a pas entendu donner cette adhésion : témoignage de Strogonoff. — LE MANIFESTE ET LA FRANCE (p. 136). Godoy n'a pas entendu jeter un défi à la France, qu'il continue à ménager : l'escadre russe, Vandeuil, l'*Argonaute*, instructions à Izquierdo. Essai d'explication du manifeste. — CONCLUSION (p. 141).

CHAPITRE VI

D'IÉNA A FONTAINEBLEAU

PREMIÈRE PARTIE

LA RÉHABILITATION DE GODOY

I

NAPOLÉON ET LE MANIFESTE DE GODOY

LE MANIFESTE ET L'OPINION (p. 144). Les mouvements d'opinion transforment le manifeste en défi à Napoléon : en Espagne, en France, en Étrurie, etc. — LES

DÉCLARATIONS DE BERLIN (p. 149). Efforts de Napoléon pour calmer l'opinion. Son discours de Berlin à Figueroa : amitié pour l'Espagne, avertissements à Godoy.

II

GODOY ET LA NOUVELLE D'ÉNA

LES EFFETS D'ÉNA A MADRID (p. 155). Les *Reyes* et Godoy consternés par les victoires françaises. Godoy revient à la France. — LE PLAN DE JUSTIFICATION DE GODOY (p. 158). Il rompt avec Strogonoff. Programme tracé à Izquierdo : justification des armements, concessions à faire à Napoléon.

III

LES GAGES POLITIQUES A NAPOLÉON

PREMIÈRES CONCESSIONS (p. 164). Restrictions à l'entrée des vaisseaux russes. Adhésion au blocus continental. 10.000 prisonniers prussiens acceptés par l'Espagne : leur mutinerie et leur renvoi. — LE CORPS LA ROMANA (p. 168). Napoléon demande un corps espagnol pour l'Allemagne ; l'Espagne l'accorde (janvier 1807). Napoléon voulait-il *désarmer* l'Espagne ? Son indifférence à la qualité et à la quantité des troupes accordées. Motifs probables de sa demande.

IV

LES GAGES FINANCIERS A NAPOLÉON

L'EFFORT FINANCIER ESPAGNOL (p. 175). L'Espagne incapable de faire face aux engagements du 10 mai. Ses procédés énergiques pour trouver des fonds : emprunt Hope, vente des biens ecclésiastiques. — LES VERSEMENTS A LA FRANCE (p. 179). Manœuvre d'Izquierdo pour justifier leur retard. Vente par le Trésor des piastres cédées par l'Espagne.

V

NOUVEAUX PRÉPARATIFS D'OFFENSIVE.

LES BATTERIES DE GODOY (p. 185). Godoy poussé par la situation intérieure à reprendre son projet portugais. Ses politesses à la France. Sa nomination de Grand Amiral destinée à favoriser le projet portugais. Attitude encourageante de Napoléon. — LES BATTERIES D'IZQUIERDO (p. 190). Son optimisme. Ses intrigues et ses relations à Paris. — LES CONTRE-BATTERIES DU PORTUGAL (p. 194). La mission de Brito. Action sur Talleyrand, sur l'opinion publique.

DEUXIÈME PARTIE

LE TRAITÉ DE FONTAINEBLEAU

VI

AU LENDEMAIN DE TILSIT (JUILLET 1807)

L'ESPAGNE A TILSIT (p. 200). Les accords de Tilsit et l'Espagne : les Baléares, le Portugal. Quelles étaient les vues de Napoléon sur l'Espagne au moment de Tilsit ? — LE PORTUGAL ET LE TRAITÉ DE TILSIT (p. 205). Le Portugal et le blocus continental. Le commerce anglais indispensable à la vie du Portugal. — LE PROBLÈME

DE L'ÉTRURIE (p. 208). L'Étrurie foyer de contrebande et d'intrigues ; Napoléon sollicité d'intervenir. Mais l'Étrurie est protégée par l'Espagne.

VII

LA SOMMATION AU PORTUGAL (JUILLET 1807)

L'ULTIMATUM DE NAPOLÉON (p. 216). Sa soudaineté. Ses clauses. Attitude de Godoy. — LES EFFORTS DE LIMA (p. 218). Ses alarmes : propos de Napoléon, bruits à Paris. Talleyrand quitte le ministère et se désintéresse du Portugal. Vaines instances de Lima auprès de Champagny et de Napoléon.

VIII

LE REFUS DU PORTUGAL

LE PORTUGAL DEVANT L'ULTIMATUM (p. 225). Les adversaires en présence : Rayneval et Strangford. Attitudes d'Araújo, du régent, de l'opinion en présence de l'ultimatum. — LE REJET DE L'ULTIMATUM (p. 231). Action de Strangford et premier rejet partiel de l'ultimatum. Modération inattendue de Napoléon, ses causes. Araújo dans l'attente de la réponse française : inquiétudes et préparatifs. Nouvelle présentation de l'ultimatum, nouvelle bataille diplomatique, nouveau rejet (25 septembre 1807).

IX

RESSERREMENT DE L'ENTENTE FRANCO-ESPAGNOLE

LE SACRIFICE DE L'ÉTRURIE (p. 239). Ordres de Napoléon pour occuper Livourne. L'occupation. Prétextes donnés. L'Espagne laisse faire. — LE BLOC FRANCO-ESPAGNOL (p. 244). Envoi d'un ambassadeur extraordinaire à Napoléon. Diplomates espagnols rappelés sur le désir de Napoléon. Collaboration maritime. Amabilités de Godoy.

X

FONTAINEBLEAU (29 OCTOBRE 1807)

LA GUERRE AU PORTUGAL (p. 248). La cour à Fontainebleau. Préparatifs de rupture. Nouvelle du refus du Portugal. Branle-bas militaire et diplomatique, scène de Napoléon à Lima, déclaration de guerre. — LE TRAITÉ (p. 254). Izquierdo et Duroc. Négociations sur la dette espagnole, l'Étrurie, le Portugal. Propositions espagnoles du 16 octobre ; contre-propositions de Napoléon du 23. Le traité et la convention annexe. — CONCLUSION (p. 262) : la manœuvre secrète de Napoléon.

CHAPITRE VII

NAPOLÉON ET LA COURONNE D'ESPAGNE

PREMIÈRE PARTIE

LE PROCÈS DE L'ESCORIAL

I

BEAUHARNAIS ET LE PARTI FERNANDISTE

EL CUARTO DEL PRÍNCIPE (p. 266). La question du remariage de Ferdinand. Le parti fernandiste. — LES INTRIGUES DE BEAUHARNAIS (p. 270). Premières ouver-

tures. Le premier billet de Beauharnais ; ses conversations avec Escoiquiz ; l'idée du mariage avec M^{lle} de la Pagerie. Demandes d'explications de Champagny. — LA LETTRE DU 11 OCTOBRE (p. 281). Instructions de Champagny ; attitude de Napoléon. Garantie écrite donnée par Ferdinand.

II

GODOY ET LE COMLOT FERNANDISTE

L'OPPOSITION A GODOY (p. 285). Les Grands, l'opinion publique etc. — LA NOUVELLE POLITIQUE FRANÇAISE DE GODOY (p. 288). L'indécision et le désarroi apparaissent dans ses projets portugais. Causes de ce trouble : les menées de Beauharnais et de Ferdinand lui font soupçonner la duplicité de Napoléon ; ses craintes sur la véritable mission des troupes françaises en Espagne.

III

NAPOLÉON ET L'AFFAIRE DE L'ESCORIAL (NOVEMBRE 1807)

LES SCÈNES DE FONTAINEBLEAU (p. 294). Charles IV se plaint à Napoléon des intrigues de Beauharnais. Napoléon décide de couvrir Beauharnais : sa scène d'intimidation à Masserano. Ses inquiétudes sur la ratification du traité de Fontainebleau par l'Espagne : sa pression sur Izquierdo pour l'assurer. — LA FIN DE L'ALERTE (p. 302). Inquiétudes à l'Escorial sur l'attitude de Napoléon. Dépêches rassurantes d'Izquierdo. Détente apparente.

DEUXIÈME PARTIE

LA NOUVELLE POLITIQUE ESPAGNOLE DE NAPOLÉON

IV

LES MILIEUX POLITIQUES FRANÇAIS ET L'ESPAGNE (AUTOMNE 1807)

LE COURANT INTERVENTIONNISTE (p. 306). Courant d'opinion anti-espagnole à Paris. Pronostics d'intervention en Espagne. Les diplomates. Montgaillard. — MURAT, CHAMPAGNY, TALLEYRAND (p. 310). Murat : le remariage de Ferdinand. Champagny : la rive gauche de l'Èbre. Talleyrand et les affaires d'Espagne.

V

L'ÉVOLUTION DE L'IDÉE D'INTERVENTION

L'ALERTE DE L'ESCORIAL (p. 317). La réaction de Napoléon : il se met militairement sur la défensive, mais se prépare aussi à reprendre sa manœuvre secrète interrompue. — LES DÉFIANCES DE NAPOLÉON (p. 320). Son antipathie contre les Bourbons. Ses soupçons sur le gouvernement espagnol. Sa crainte permanente d'une réconciliation entre Madrid et Lisbonne. — LES MÉCOMPTES DE LA COLLABORATION ESPAGNOLE (p. 326). L'expédition de Portugal achève de convaincre Napoléon de l'incapacité du gouvernement espagnol. Nouvelle orientation de ses vues.

VI

PREMIÈRES ÉBAUCHES DE SOLUTIONS ESPAGNOLES

NOUVELLES FACILITÉS D'INTERVENTION (p. 329). Napoléon voit son action facilitée par le règlement définitif de l'affaire de l'Escorial et par l'occupation de l'Éstru-

rie par les troupes françaises. — NOUVEAUX MOTIFS D'INTERVENTION (p. 333). Inquiétants efforts du Portugal pour se réconcilier avec Madrid. L'escadre russe à Lisbonne. L'expédition Moore. — LES OUVERTURES A JOSEPH ET A LUCIEN (p. 339). Préparatifs militaires ; leur but : l'occupation de Madrid. Entrevue de Venise avec Joseph : celui-ci y a-t-il refusé la couronne d'Espagne ? Entrevue avec Lucien (12 décembre) : la question de Charlotte.

VII

L'OCCUPATION DE LA PÉNINSULE

L'OCCUPATION DU PORTUGAL (p. 346). L'escadre anglaise devant Lisbonne ; efforts de Strangford pour faire embarquer le régent, efforts d'Herman pour le retenir. Son embarquement. Entrée de Junot à Lisbonne (30 novembre 1807). — LES ORDRES POUR L'OCCUPATION DE L'ESPAGNE (p. 354). Mesures prises par Napoléon à la nouvelle de la prise de Lisbonne ; Junot laissé à ses propres forces en Portugal, mais Dupont, Moncey, Mouton portés en avant en Espagne, un nouveau corps constitué à Perpignan ; début de l'invasion française.

VIII

LES ALARMES DE L'ESPAGNE

LES AFFAIRES FERNANDISTES (p. 357). Izquierdo tenu dans l'inaction à Paris. La demande d'une princesse française pour Ferdinand éludée. Irritation de l'opinion espagnole devant la sentence de l'Escorial (26 janvier 1808). — L'ESPAGNE ET L'AVENTURE PORTUGAISE (p. 362). Désillusion espagnole dans les affaires de Portugal ; fâcheuses impressions ; refus de Napoléon de partager la conquête ; les troupes espagnoles rappelées de Portugal. Inquiétudes devant l'entrée des Français ; lourdes charges, bruits alarmants. Exigences maritimes de Napoléon. Bruits de voyage de Napoléon en Espagne. Inquiétude générale.

IX

LES AFFAIRES D'ESPAGNE, LA RUSSIE ET L'ORIENT

ESPAGNE ET RUSSIE (p. 374). Les affaires d'Espagne sont une entrave gênante pour la politique russe de Napoléon. Il agit dans la Péninsule en cachette du tsar ; raisons de cette attitude. — ESPAGNE ET MÉDITERRANÉE (p. 383). L'Espagne apporte une aide insuffisante aux projets orientaux de Napoléon. Ses finances. Sa marine est incapable de collaborer aux grands plans méditerranéens ; vues de Napoléon sur elle. — CONCLUSION (p. 390).

ÉPILOGUE

LE CHEMIN DE BAYONNE

I

NAPOLÉON DEVANT LE PROBLÈME ESPAGNOL (JANVIER - FÉVRIER 1808)

LA POLITIQUE DES MAINS LIBRES (p. 393). — Napoléon réserve sa liberté d'action en Espagne : réponse évasive sur le mariage de Ferdinand, refus de partager le Portugal. — L'ASPECT PSYCHOLOGIQUE DE L'INTERVENTION EN ESPAGNE (p. 396).

Nouvelles enquêtes en Espagne. Napoléon convainc que l'opinion y est disposée à accepter ses décisions ; il prépare l'opinion française. — L'ASPECT MILITAIRE DE L'INTERVENTION (p. 402). Les préparatifs de janvier 1808. Napoléon sous-estime les forces espagnoles : le soulèvement national et l'armée.

II

LA DOUBLE MANŒUVRE DE FÉVRIER 1808

LA RIVE GAUCHE DE L'ÈBRE (p. 407). Napoléon tend volontairement les rapports avec l'Espagne : mauvais procédés personnels, affectation de mystère, annonce de voyage en Espagne. Explication de cette conduite : la mission d'Izquierdo et la demande de la rive gauche de l'Èbre. — UNE OFFRE A JOSEPH ? (p. 417). Indices d'une manœuvre secrète connexe : instructions à Murat ; réalité du projet de voyage en Espagne ; commande de pamphlets provoquant au renversement des Bourbons. La couronne d'Espagne a-t-elle été offerte à Joseph vers le 20 février ?

III

LES PÉRIPÉTIES DE MARS ET L'OFFRE A LOUIS

RALENTISSEMENT DE LA MANŒUVRE MILITAIRE (p. 426). Nouvelle attitude de Napoléon à partir du 10 mars : ordres de prudence et de temporisation. — ÉVOLUTION DE LA MANŒUVRE POLITIQUE (p. 433). Arrêt de la manœuvre anti-bourbonienne. La négociation Izquierdo passe au premier plan. Cause de ce revirement : le refus de Joseph ? Napoléon conserve ses préférences pour la solution du détronement. — LE MOTIN D'ARANJUEZ (p. 440). Chute de Godoy, abdication de Charles IV. — L'OFFRE A LOUIS (p. 443). Réaction de Napoléon à ces nouvelles. Il offre à Louis la couronne d'Espagne (27 mars). Signification de cet acte : c'est le début de la guerre d'Espagne.

CONCLUSION.	449
APPENDICES.	455
INDEX.	467
TABLE DES MATIÈRES DU TOME SECOND.	487
